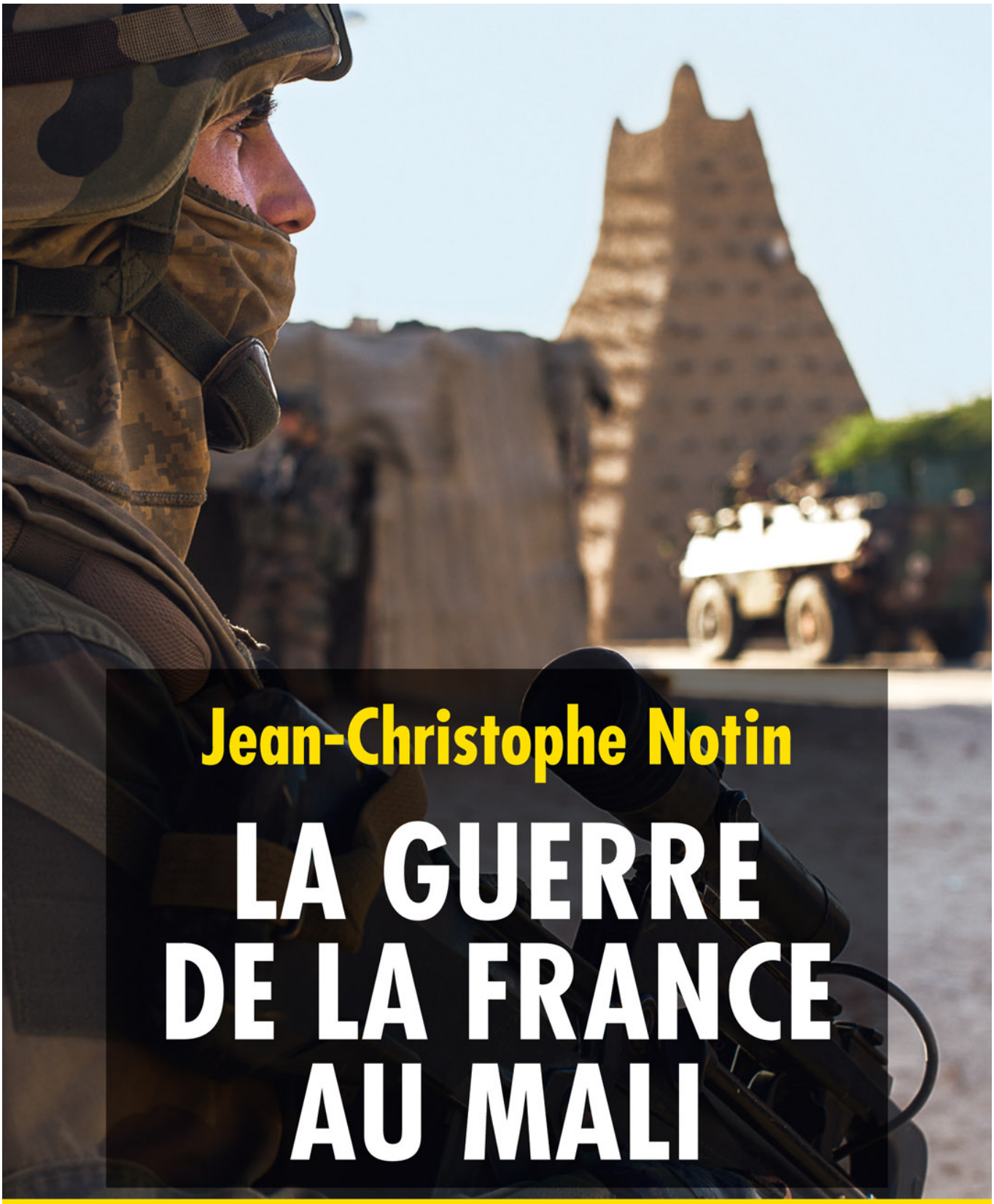


Jean-Christophe Notin

LA GUERRE DE LA FRANCE AU MALI

«NOTRE MISSION ÉTAIT CLAIRE : ALLER TRÈS VITE ET DÉTRUIRE LES TERRORISTES»

Tallandier

JEAN-CHRISTOPHE NOTIN

LA GUERRE DE LA FRANCE AU MALI

TALLANDIER

Éditions Tallandier – 2, rue Rotrou – 75006 Paris

www.tallandier.com

© Éditions Tallandier, 2014

EAN : 979-10-210-0422-1

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

TABLE DES CARTES

1. Le Mali
2. Répartition des peuples au nord du Mali
3. Implantation des groupes armés djihadistes avant le déclenchement de Serval
4. Coup d'arrêt et reconquête du Mali
5. L'Adrar des Ifoghas
6. Le massif du Tigharghar

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A2SM : Armement air-sol modulaire
ACA : Antenne chirurgicale avancée
ADEMA : Alliance pour la démocratie au Mali
AFRICOM : Africa Command
ALIMA : Alliance for International Medical Action
AOPG : Air Operational Planning Group
AQMI : Al-Qaida au Maghreb Islamique
ATT : Amadou Toumani Touré
BDA : Battle Damage Assessment
BP : Brigade parachutiste
CDAOA : Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes
CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEMA : Chef d'état-major des armées
CFT : Commandement des forces terrestres
CIED : Cellule anti-IED
CMT : Centre multimodal de transport
COPAM : Coalition des organisations patriotiques du Mali
COS : Commandement des opérations spéciales
CPA : Commando parachutiste de l'air
CPCO : Centre de planification et de conduite des opérations
CTLO : Contre-terrorisme et libération d'otages
DAM : Détachement d'intervention aéromobile
DAS : Délégation aux affaires stratégiques
DCRI : Direction centrale du renseignement intérieur
DGSE : Direction générale de la sécurité extérieure
DRM : Direction du renseignement militaire
DRS : Département du renseignement et de la sécurité
ECHO : European Commission Humanitarian Office
EFS : Éléments français au Sénégal
EMIA-FE : État-major interarmées de force et d'entraînement
EPIGE : Escadron de programmation et d'instruction de guerre électronique
ESNO : Escouade spéciale de neutralisation et d'observation
EUCOM : European Command
EUTM : European Union Training Mission
FAC : Forward Air Controller
FIAA : Front islamique arabe de l'Azawad
FNLA : Front national de libération de l'Azawad
FOB : Forward Operational Base
FOS : Fouille opérationnelle spécialisée
FPLA : Front populaire de libération de l'Azawad

FULA : Front uni de libération de l'Azawad
GAD : Groupes armés djihadistes
GBU : Guided Bomb Unit
GCP : Groupement des commandos parachutistes
GICL : Groupe islamique combattant libyen
GIGN : Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale
GAM : Groupement aéromobile
GIA : Groupe islamique armé
GPO : Groupe de planification opérationnelle
GSPC : Groupe salafiste pour la prédication et le combat
GTIA : Groupement tactique interarmes
HCI : Haut Conseil islamique
HVT : High-Value Target
IBK : Ibrahim Boubacar Keïta
IED : Improvised Explosive Device
IRC : International Rescue Committee
ISR : Intelligence, surveillance, and reconnaissance
JFACC : Joint Forces Air Component Command
JVN : Jumelles de vision nocturne
MAA : Mouvement arabe de l'Azawad
MDM : Médecins du monde
MFUA : Mouvements et fronts unifiés de l'Azawad
MIA : Mouvement islamique de l'Azawad
MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MISMA : Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine
MNA : Mouvement national de l'Azawad
MNLA : Mouvement national pour la libération de l'Azawad
MP22 : Mouvement populaire du 22 Mars
MSF : Médecins sans frontières
MTNM : Mouvement touareg du Nord-Mali
MPA : Mouvement populaire pour l'Azawad
MPLA : Mouvement populaire pour la libération de l'Azawad
MUJAO : Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest
OAP : Opération aéroportée
OCHA : Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OCRS : Organisation commune des régions sahariennes
OMLT : Operational Mentor and Liaison Team
OPEX : Opération extérieure
OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PCIAT : Poste de commandement interarmées de théâtre
PRED : Plan pour la relance durable du Mali
PRIAC : Peloton de reconnaissance et d'intervention anti-char
RAMa : Régiment d'artillerie de marine
RAP : Régiment d'artillerie parachutiste
RCP : Régiment de chasseurs parachutistes
RDP : Régiment de dragons parachutistes
REC : Régiment étranger de cavalerie
RECAMP : Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix
REP : Régiment étranger parachutiste
RG : Régiment du génie
RGP : Régiment du génie parachutiste
RHC : Régiment d'hélicoptères de combat
RHFS : Régiment d'hélicoptères des forces spéciales
RHP : Régiment de hussards parachutiste
RI : Régiment d'infanterie

RIMa : Régiment d'infanterie de marine
RPIMa : Régiment parachutiste d'infanterie de marine
RT : Régiment de transmissions
RTP : Régiment du train parachutiste
SADI : Solidarité africaine
SEAE : Service européen d'action extérieure
TACP : Tactical Air Control Party
TSCTI : Trans-Sahara Counter Terrorism Initiative
TSCTP : Trans-Sahara Counter Terrorism Partnership
USAID : US Agency for International Development
VAB : Véhicule de l'avant blindé
VBCI : Véhicule blindé de combat d'infanterie
VBL : Véhicule blindé léger

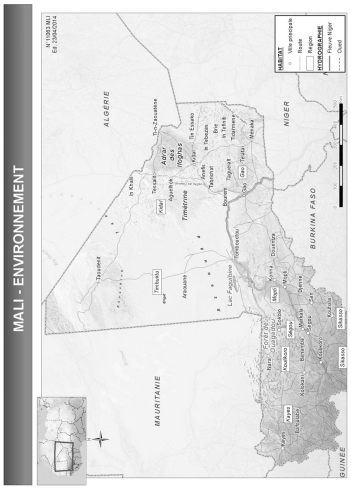
PROLOGUE

Moussa a vingt et un ans. Depuis six mois, le Touareg a rejoint une katiba[*1] d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), plus pour la certitude de toucher la solde de quelques dizaines de milliers de francs CFA – car les Algériens sont réputés bons payeurs – que par idéologie. Mais à force d'entendre, de lire, de relire sur Internet que les Occidentaux sont des mécréants, que l'Islam des salafs doit dominer l'Afrique et plus tard traverser la Méditerranée, il a fini par s'en convaincre. Accroupi au pied d'un gros rocher à l'ombre rare, il se croit à l'abri dans le massif du Tigharghar qu'il sait truffé de dépôts d'armes, de stocks d'essence, et de postes de défense creusés dans la roche et totalement camouflés. Ses chefs, entre deux prêches, lui ont certifié que jamais les Français n'oseraient se hasarder jusqu'ici et que, de toute façon, s'ils en avaient la folie, ils ne sauraient pas se battre dans un climat et un paysage aussi hostiles.

Et pourtant, Moussa, après s'être vaillamment battu, vient d'être touché par une rafale tirée par Vladimir, un parachutiste surgi de nulle part. Lui qui se rendait à la mosquée avec aussi peu d'ardeur qu'un Français de son âge à l'église espère rejoindre Allah en martyr et attend d'être approché pour actionner la ceinture d'explosifs qu'il a bouclée sans discuter. Le sergent-chef de la Légion étrangère ne lui en laisse pas le temps.

Non loin de là, dans un autre oued, Ahmed, un camarade de Moussa d'origine songhaï, subit le même sort. Victor est chargé de fouiller son cadavre, celui d'un « ennemi » qui lui semble avoir le même âge que son fils. Le sapeur de Castelsarrasin est venu à pied, avec cinquante kilos de matériel sur le dos, sous un soleil écrasant, tel que les leaders d'AQMI le disaient impossible. Ahmed et lui n'auraient jamais dû se rencontrer, tout comme Moussa et Vladimir.

Le Tigharghar restera pour l'Histoire un de ces lieux où la guerre finit par entremêler des destins qui sans elle ne se seraient jamais croisés.



1. Le Mali
© DRM.

*1. Unité équivalent à une compagnie française (une centaine d'hommes).

1.

UNE HISTOIRE FRACTURÉE

Le Mali a comme un goût d'Afghanistan. Il est de ces pays qui captent en quelques mois l'attention mondiale alors qu'ils n'intéressaient jusqu'alors que de rares « spécialistes », des universitaires en mal de thèses, des humanitaires au gré des crises et quelques journalistes fuyant les sentiers battus. Sans le trafic d'otages orchestré par les djihadistes, probablement serait-il resté aussi peu médiatisé que ses voisins sahéliens.

Un demi-siècle de relations contrastées avec la France

Le Mali n'a jamais compté parmi les pays africains les plus proches de la France. Si la Côte-d'Ivoire d'Houphouët-Boigny a longtemps été considérée comme une sœur, il serait plutôt un cousin parti loin s'émanciper. Pour preuve, ses trois « non » qui scandent le dernier demi-siècle. À chaque fois, le gaullisme est égratigné, et donc une certaine idée des relations franco-africaines. Le non au Général lui-même tout d'abord. Précédant l'indépendance de l'ancien « Soudan français », Modibo Keïta, qui avait été ministre sous la IVe République, s'associa au Guinéen Sékou Touré et au Ghanéen Kwame Nkrumah pour former une Union des États de l'Afrique de l'Ouest regardant beaucoup plus vers Moscou que vers New York. En 1961, le général de Gaulle ne tarda pas à signifier à celui qui était entre-temps devenu le premier président de la République du Mali combien il était « affecté » par la politique pratiquée à l'égard de la France : « L'attitude générale que vous avez adoptée vis-à-vis de nous est véritablement désobligeante et injustifiée[1]. » Ainsi l'URSS forma-t-elle des milliers d'étudiants et de soldats maliens, et contribua-t-elle de multiples façons à l'économie locale[2].

Le deuxième non à la France est adressé en 1995 par Alpha Oumar Konaré, président depuis trois ans et pour sept ans encore, qui refuse de se joindre aux autres chefs d'État africains réunis à Dakar à l'instigation de Jacques Chirac. Un septennat plus tard, c'est enfin au tour d'Amadou Toumani Touré (ATT), nouveau chef d'État depuis 2002, de fermer sa porte à Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, au sujet de son projet d'« immigration choisie ».

Cette distance entre Paris et Bamako a une traduction économique : en 2010, le Mali n'était que le 87e client de la France, son 165e fournisseur ; avec 286 millions d'euros, il ne représente que le cinquième des échanges réalisés par celle-ci avec la Côte d'Ivoire[3]. Laissant le champ libre à l'Amérique du Sud et à l'Asie, Paris a massivement détourné son attention vers l'Afrique non francophone tandis que Bamako n'était pas sans trouver de l'intérêt à diversifier ses partenariats économiques. Mais le pays a peu d'arguments en sa faveur : 170e au classement des PIB mondiaux, 182e sur l'échelle du développement humain. En 2002, sa mortalité infantile était celle de la France à la Révolution. Les enlèvements d'Occidentaux ont gravement lésé sa principale source de revenus : le tourisme. Car, n'en déplaise aux complotistes en tout genre, le Mali alimente les fantasmes sur d'immenses richesses naturelles, qui pour l'heure n'ont jamais été démontrées. La région de Taoudenni est régulièrement pointée comme un futur Eldorado en raison de ses réserves supposées en hydrocarbures. En réalité, la plupart des compagnies y ayant acquis des droits d'exploration ont renoncé, soit pour des raisons de coûts de forage démesurés, même dans la tendance actuelle d'une hausse des cours, soit parce que les réserves sont

nettement inférieures à ce qui était espéré. Qu'à cela ne tienne, une fois encore, comme en Afghanistan, le Mali serait un enjeu majeur à cause du passage du futur gazoduc qui permettra au Nigéria d'acheminer son gaz vers l'Europe, via l'Algérie. Qui tiendrait le Nord prendrait donc un droit de tirage sur les taxes à venir. La problématique est identique pour l'uranium : le Mali est peut-être prometteur, mais à terme, quand les cours auront encore grimpé. Des gisements ont été mis au jour au Sud-Ouest, à Falea, mais ils n'intéressent pour l'heure qu'une compagnie canadienne, Rockgate ; d'autres sont pressentis dans les régions de Gao et de Kidal, sur lesquels lorgnent les Australiens d'Oklo.

Relier l'intervention de la France en 2013 à ces présomptions de richesse, sous prétexte que son énergie dépend du nucléaire et du pétrole, relève à la fois de la vue de l'esprit et du contresens : avec l'explosion de la pression médiatique, les gouvernements privilégient le court terme au long terme. Des centaines de millions d'euros, particulièrement en période de crise, ne sont pas engagés en dépenses militaires dans le vague espoir de retombées économiques à échéance de dizaines d'années. Si l'uranium a pu effectivement compter dans la réflexion du gouvernement français, ce n'est pas pour les réserves maliennes, mais pour la proximité du Niger, appelé, lui, de manière certaine, à fournir la quasi-intégralité des besoins pour les centrales nucléaires. De même, la sécurité dans le golfe de Guinée, si stratégique pour l'approvisionnement en pétrole, inquiète bien plus les autorités françaises que l'hypothétique trésor du sous-sol du Tanezrouft. Reste l'or : lui est bien concret ; il est même mythique au Mali, depuis des centaines d'années. Avec des réserves situées principalement dans le Sud, le pays en est le troisième producteur mondial. Les sceptiques relèvent que, pour le rendre plus attrayant aux investisseurs, le code minier a été révisé le 2 janvier 2013, soit seulement neuf jours avant le déclenchement des opérations françaises. Pour eux, le crime est signé : Paris convoite l'or malien qui représente les trois quarts des exportations nationales. Ils oublient juste de mentionner que les 43,5 tonnes exploitées chaque année ne valent sur le marché que 365 millions d'euros et que l'opération Serval en a coûté le double rien qu'en 2013…

Une ligne de partage : les Touaregs

La vérité tient dans un paradoxe. Si la France a continué à s'intéresser au pays, c'est principalement pour se pencher sur le sort de ceux qui refusent d'en faire partie : les Touaregs. À l'origine, il y a le découpage ésotérique des frontières par la colonisation. Celles du Mali ne datent que de 1947, et elles ont été dessinées au gré de vingt ans de conquêtes à la fin du XIXe siècle, puis de partage des territoires entre ce qui s'appelait alors le Haut-Sénégal, le Moyen-Niger et la Haute-Volta, devenus depuis le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Sans avoir été consultés, les Touaregs, nomades du Sahara à la peau claire et à la langue berbère, ont découvert presque par hasard qu'ils étaient gouvernés par des sédentaires noirs parlant le bambara. Leur fierté, leur soif séculaire d'indépendance, leur solitude face au désert renvoyant à celle de l'homme face à Dieu, leur ont attiré la sympathie de tout un courant de pensée, nourri par l'expérience fascinée des écrivains chrétiens ayant servi l'armée française dans la région, au premier rang desquels le père de Foucauld et Ernest Psichari.

Depuis, les Touaregs ne laissent personne indifférent. Comme avec les Tadjiks et les Pachtounes afghans, avec les Baoulés et les Dioulas ivoiriens, une fêlure assez nette se transmet presque génétiquement au sein des autorités françaises entre pro et anti-Touaregs. Rares sont ceux qui, à l'instar du lieutenant Gatelet, auteur d'un des tout premiers récits sur la conquête du Soudan en 1901, peuvent décrire les Touaregs comme « sobres, durs aux fatigues et aux privations », avec « une bravoure étonnante », « professant le mépris absolu de la mort », mais aussi « habitués à suivre leurs instincts », dotés de « bien des vices […] entre autres, vaniteux et pillards ; jaloux de leur liberté et très ombrageux »[4]. À Paris, désormais, les Touaregs n'inspirent que de la sympathie ou du rejet, résultat de cinquante ans d'idées préconçues qui ont fini par dénaturer la cause originelle du malaise de ce peuple. Ainsi la mythification dont ils font l'objet conduit à faire oublier qu'ils ne représentent que quelques centaines de milliers d'individus sur les quinze millions de Maliens, que même dans le Nord – c'est-à-dire au-delà du fleuve Niger – ils sont minoritaires face aux Arabes, Peuls et autres Songhaïs. Leurs plaintes au sujet de l'abandon de leur territoire par le pouvoir central ne doivent pas non plus être regardées unilatéralement. Oui, de manière flagrante, le Nord-Mali est très pauvre en routes et en écoles. Et certains y voient la vengeance manifeste des Bambaras sur les Touaregs qui les réduisaient en esclavage. Or ce sont les Songhaïs qui ont le plus pâti des Touaregs ; de plus, à la manière des Afghans qui fuyaient l'enseignement dispensé par des laïques, ces derniers ont refusé de placer leur progéniture dans des écoles qui leur rappelaient trop les « Ikoufars », les Français[5]. De même, ont-ils longtemps rejeté les routes, dans leur esprit si peu compatibles à leur mode de vie. Mais ce qui irrite le plus leurs détracteurs

est leur insistance à dénoncer la misère, qui laisse à penser qu'ils en seraient les seules victimes quand elle touche l'ensemble des communautés, sur les deux rives du Niger. Les Maliens du Sud, qui traversent crise alimentaire sur crise alimentaire, sont exaspérés par la complainte des Touaregs. « Dans la ville de Kidal, rapporte ainsi l'humanitaire Franck Abeille, de nombreuses maisons sont connectées à un réseau qui, s'il est alimenté, peut distribuer de l'eau, ce qui est beaucoup plus rare dans le Sud[6]. » Sous la pression internationale de fait, l'État malien a consacré beaucoup d'argent au Nord, même si la corruption en a prélevé une large part. « De manière amusante, ajoute Abeille, des troupeaux de vaches ont subitement doublé, voire triplé ! »

La dialectique des Touaregs, et de leurs soutiens, est aussi rôdée que contre-productive. Balayée d'un revers de main par leurs adversaires, elle conduit à oublier l'essentiel, autrement plus délicat à combattre : l'aspiration à la liberté, au refus de ces frontières dont l'arbitraire est difficilement contestable. La première révolte postindépendance est née à Kidal, en mai 1963. Un mouvement spontané, une réaction instinctive face à l'inadmissible, à la fierté bafouée d'avoir vu le Sud venir occuper le Nord sans combattre. Bamako prend facilement le contrôle de la situation en lançant ses blindés contre les chameaux toujours utilisés par les « hommes bleus » et en faisant usage de la terreur qui explique largement la haine actuelle des Touaregs pour le Sud. Un exode s'ensuit, accompagné de deux sécheresses épouvantables dans les années 1970 et 1980 tandis que l'aide humanitaire internationale destinée au Sahel est largement détournée par l'État malien. Paris observe la situation avec un intérêt distancié, à la mesure de ce que peut inspirer une ancienne colonie ayant toujours proclamé haut et fort sa volonté d'émancipation…

En l'absence de changement, une deuxième révolte démarre le 28 juin 1990 avec un raid sanglant des Touaregs sur la ville de Ménaka, suivi de l'attaque de plusieurs postes dans le Nord. Comme les Peaux-Rouges au Far West[*1], les assaillants compensent leur sous-équipement par l'effet de surprise et une extrême mobilité. Pendant deux mois, ils malmènent l'armée malienne qui, en août, échoue à les déloger de leur sanctuaire au nord de Kidal, le massif du Tigharghar. L'opération cette fois a été réfléchie, planifiée, préparée par une organisation dont l'acronyme annonce l'objectif : le MPLA, Mouvement populaire pour la libération de l'Azawad, c'est-à-dire des trois régions au nord du fleuve Niger, celles de Tombouctou, Gao et Kidal. Voilà donc un mouvement très largement touareg – et même plus précisément issu des plus puissantes familles, les Ifoghas, à l'image de son charismatique leader de trente-six ans, Iyad Ag Ghali – qui s'arroge le droit de parler non seulement au nom de tous les Touaregs, mais de toutes les communautés du Nord. Il faut néanmoins relever l'apparition concomitante, sous l'impulsion d'Ahmed Ould Sidi Mohamed, d'un Front islamique arabe de l'Azawad (FIAA), au symbole aussi fort que sa représentativité est encore modique puisqu'il est le premier stigmate d'une infiltration islamiste au Nord-Mali.

La hardiesse du MPLA tient beaucoup à la composition de ses troupes qui, à l'image de son chef, Ag Ghali, a été scolarisée, quoique de force par le pouvoir malien, avant de fuir le pays et la misère pour s'engager qui dans l'armée algérienne, qui dans la Légion islamique de Kadhafi. De là, les soupçons de manipulation portés contre les deux pays, mais qui paraissent infondés : l'octroi de l'autonomie à une minorité régionale constituerait un précédent gravissime vu l'importance de leurs propres communautés touareg, mais aussi berbère. Le dévoiement de la Légion islamique, originellement prévue pour semer le trouble chez ses voisins, finalement envoyée au Liban en 1981, en dit long sur le peu de considération de Kadhafi pour les Touaregs qu'il utilise tel un jouet, et dont il se débarrassera d'ailleurs sans vergogne quelques années plus tard en les renvoyant chez eux quand la Libye rétablira ses relations diplomatiques avec Bamako. En ce qui concerne les autorités algériennes, elles se mêlent bien des discussions entre le Nord et le Sud maliens. Elles poussent même pour qu'Iyad Ag Ghali, et lui seul, soit considéré par Bamako comme l'interlocuteur de référence, mais dans le but de faire cesser au plus vite une crise au fort potentiel de contamination.

La France de son côté s'immisce de la même manière qu'en Afghanistan : d'un côté, la ligne politique officielle du Quai d'Orsay, se tenant fermement à ses deux dogmes intangibles – le respect des frontières et la stabilité des régimes –, de l'autre, la voix du cœur de quelques personnalités seulement, mais très influentes, à l'instar de l'épouse du président de la République, Danièle Mitterrand, et de Bernard Kouchner, alors secrétaire d'État à l'action humanitaire, deux fidèles soutiens des Touaregs qui, relayés par les pionniers des ONG, font pression sur les autorités de Bamako.

Un accord est finalement signé à Tamanrasset le 6 janvier 1991, prévoyant un cessez-le-feu, la fin de la militarisation du Nord, l'intégration des Touaregs dans l'armée malienne et un statut particulier pour les régions du Nord qui n'est pas le fédéralisme réclamé par les rebelles. En réalité, il allume autant de feux qu'il en éteint. Si, symboliquement, le MPLA abandonne son « L » de libération pour devenir le MPA, le mouvement éclate en raison de la mainmise ifoghas. Dans les mois qui suivent, les Chamanamas de Gao, Tombouctou et Ménaka fondent autour de Rhissa Ag Sidi Mohamed le Front populaire de libération de l'Azawad (FPLA) et les Imghads[*2] de

Tombouctou et Kidal, emmenés par Abderrahmane Mohammed Galla, l'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad (ARLA). Tamanrasset provoque aussi des conflagrations au Sud où le président Moussa Traoré est déposé le 26 mars 1991 par une armée ne supportant pas le camouflet qu'elle considère lui être infligé. Le lieutenant-colonel des commandos parachutistes Amadou Toumani Touré, dit ATT, formé en URSS mais aussi en France, prend la tête d'un gouvernement de transition, le comité du salut du peuple, qui propose un an plus tard un « pacte national » promettant le retour de l'administration de Bamako au Nord contre la décentralisation et l'entrée de Touaregs au gouvernement. Ainsi le Mali suit-il le sillage du Niger qui a réussi à diminuer les mêmes tensions en ouvrant le pouvoir aux rebelles, certes le couteau sous la gorge puisque les richesses naturelles, dont l'uranium, se trouvent entre leurs mains. Le 11 avril 1992, rassemblés au sein des Mouvements et Fronts unifiés de l'Azawad (MFUA), les quatre organisations rebelles apportent leur signature au document proposé par Bamako.

Le calme revient, des centaines de Touaregs intègrent bien l'armée malienne, mais la concrétisation sur le terrain des projets promis par les autorités se fait attendre et le Nord se lézarde encore avec l'apparition du Front uni de libération de l'Azawad (FULA) où se regroupent des Touaregs de la région de Tombouctou, et le Front national de libération de l'Azawad (FNLA) issu d'une autre tribu ifoghas, les Idnans, à Gao et Kidal. La région dérive dans des combats fratricides, virant parfois à l'épuration ethnique, où se mêle de surcroît une milice songhaï, les Ganda Koy*3. Le 26 mars 1996, une cérémonie d'ampleur à Tombouctou en marque la fin, où trois mille armes disparaissent dans les « flammes de la paix ».

Le djihadisme algérien des années 1990

Élu avec 69 % des voix en 1992, le président Alpha Oumar Konaré est à la tête d'un pays malade, miné par deux maux d'une gravité semblable : le trafic de drogue et le débordement des djihadistes algériens à l'intérieur de ses frontières. Parce qu'ils apparaissent peu ou prou au même moment, la tentation sera de faire de l'un la cause ou la conséquence de l'autre. Comme en Afghanistan, le terme de « narco-terroristes » fera bientôt son apparition au Mali – il sera ensuite repris lors du déclenchement de l'opération Serval – induisant l'idée que l'avidité serait le moteur des fondamentalistes. Un contresens grave. Croire que ceux-ci n'agissent que pour capter et faire fructifier les dividendes de la drogue, c'est s'interdire à coup sûr de comprendre la réussite de leur expansion et donc de la combattre efficacement. Les djihadistes algériens ne basculent pas au Mali par attrait pour les stupéfiants dont l'explosion du trafic ne leur est d'ailleurs pas imputable. Les deux phénomènes sont distincts, mais ils ont une cause commune, le naufrage sahélien. L'écroulement des pouvoirs centraux, qui se recroquevillent imperturbablement autour des capitales ou des grandes villes du Sud, offre les grands espaces utilisés depuis la nuit des temps par les marchands de toutes sortes aux terroristes en cavale et contrebandiers qui, après le bétail, les denrées alimentaires, les produits électroniques, les cigarettes, se mettent aux armes et enfin à la drogue7. Même les producteurs de cannabis marocains, pourtant voisins du vieux continent, vont peu à peu préférer y expédier une partie de leur stock pour le réinjecter en Europe via le Maghreb. Dès le milieu des années 1990, la DGSE rapporte l'acoquinement des trafiquants circulant entre Algérie, Mali et Niger avec des éléments du Groupe islamique armé (GIA), dont surtout un « Afghan » de moins de trente ans, un de ces vétérans du djihad en Afghanistan, Mokhtar Belmokhtar, à la tête d'une katiba écumant le Sud algérien autour de Tamanrasset. Le marché passé ne repose par sur l'argent, contrairement à ce que proposerait une mafia sous le prétexte d'une « protection ». Contre une escorte armée, les fondamentalistes réclament avant tout ce qui leur est le plus précieux pour leurs menées, un soutien logistique en carburant, vivres, pièces détachées. Les services français identifient des liens avec de grandes familles locales, ainsi qu'avec les islamistes nigérians, avant même la création de Boko Haram, dès 1997.

Fondé l'année suivante par Hassan Hattab, en rupture de ban avec le GIA, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) continue à déteindre au Sahel comme par capillarité : les premiers contacts en ouvrent d'autres, des réseaux se structurent entre le Sud algérien, les Nord malien et nigérien. Si, après la succession d'attentats qui scandent les années 1990, la DST n'a pas à s'employer pour mettre en garde les autorités contre la menace djihadiste en France, la DGSE, elle, prêche littéralement dans le désert quand elle alarme sur les risques en Afrique même. Le GSPC profite indirectement du découpage géographique des directions au Quai d'Orsay : quand il sévit en Algérie, il dépend de la direction Afrique du Nord ; quand il passe au Mali, il relève de la direction Afrique. Or celle-ci, très tournée vers les grands partenaires de la France – la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Gabon – ne croit pas du tout à la greffe islamiste aux confins de son secteur de responsabilité. Appuyée

par l'immense majorité des « spécialistes » du continent, ainsi que par les fervents soutiens des Touaregs, elle estime impossible, à force de les idéaliser, que les nomades soient réceptifs à la virulence de la dialectique du GSPC. Or les ingrédients sont là : les Touaregs sont musulmans, leur condition est médiocre, et ils ont la colère des peuples s'estimant opprimés.

La DGSE elle-même n'est pas non plus à l'unisson. Sous l'impulsion de son directeur général de 1989 à 1993, Claude Silberzahn, elle a ajouté les Touaregs, avec l'accord de l'Élysée, à la liste de mouvements politiques et de peuples en lutte qu'elle soutient financièrement et politiquement. Décision prise contre l'avis du Quai d'Orsay, comme au temps où Massoud était défendu à la force du poignet dans un Paris indifférent au sort de l'Afghanistan – mais n'est-ce pas là son rôle ? La confiance des Touaregs cependant ne fut pas facile à obtenir car la France est à leurs yeux responsable de l'essentiel de leur malheur, elle qui a refusé leur appel du 30 juin 1958 pour être rattachés non pas au Soudan français, mais à l'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS), créée afin de maintenir la souveraineté française sur les richesses du sous-sol saharien. Encore en 2013, des représentants de l'État français pourront se le voir reprocher. Avec l'habitude des révoltes, la DGSE est parvenue à jouer un rôle moteur dans le volet nigérien de la crise touareg, organisant des rencontres secrètes entre les différentes parties[*4], identifiant Mano Dayak comme l'interlocuteur fiable au Nord, obtenant des échanges de prisonniers qui ont sensiblement apaisé le climat. De là, la fracture assez classique au sein du service de renseignement lors d'un conflit ayant pour cadre des revendications identitaires : d'un côté, le Service Action, et plus globalement la direction des opérations, qui en côtoient les défenseurs sur le terrain, et finissent inéluctablement, via un phénomène d'empathie très naturel, par en adopter le parti ; de l'autre, ceux qui restent à distance, dans le pays concerné, ses voisins ou en France, et qui bénéficient donc d'informations de sources plus diverses, les amenant généralement à contraster, souvent fortement, la vision des agents sur le terrain.

En décembre 1999, en tout cas, une alerte met toutes les directions sur le qui-vive : le GSPC, en appui sur le groupe Belmokhtar qui lui a proclamé allégeance, prépare contre le rallye Paris-Dakar un raid commando de quelques dizaines d'individus basés au Niger. L'épreuve est interrompue, mais les services ne sont pas autorisés à « traiter » militairement la cohorte sur le point de frapper. Déjà réticentes sur ce mode d'intervention depuis plusieurs années, les autorités françaises, à un an du 11-Septembre, n'ont d'yeux que pour l'Afghanistan. Le Sahel est considéré comme une zone de moindre risque dont la surveillance et la régulation sont laissés aux services algériens. Or, en l'occurrence, les informations cédées par la DGSE ne donneront pas lieu à une action majeure de la part de ces derniers.

Un pouvoir algérien manipulateur ?

A posteriori, il serait tentant de tirer de l'épisode du Paris-Dakar des jugements définitifs. La France aurait été une fois de plus bien frileuse ? C'est sans doute exact, mais à l'époque de la lancinante cohabitation Chirac-Jospin, espérer une décision aussi engageante pour le pays était tout bonnement illusoire, surtout au profit de services de renseignement qu'aucun des deux membres de l'exécutif ne porte vraiment dans son cœur. La plupart des critiques toutefois ne visent pas Paris, mais Alger : s'il n'a rien fait, c'est évidemment par complicité ou, pire, par duplicité.

En effet, selon un autre dogme, peut-être le plus redoutable à combattre, l'Algérie serait la grande ordonnatrice de tous les troubles régionaux ; la version africaine d'une CIA manipulant le monde. Le GIA, le GSPC, et bientôt AQMI ne seraient que les marionnettes du mythique Département du renseignement et de la sécurité (DRS) algérien, l'ancienne sécurité militaire. Le mobile des généraux ? La recherche d'un pouvoir en perpétuelle expansion. Au début des années 1990, ils se seraient érigés en garants de la sécurité nationale en façonnant le GIA ; à la fin, ils auraient gagné en grade en le déplaçant hors de leurs frontières, sous la bannière rafraîchie du GSPC, obligeant la communauté internationale, Américains et Français en tête, à les reconnaître comme indispensables à la tranquillité de toute la région. Ce raisonnement a deux défauts rédhibitoires. Le premier est que les preuves se font toujours attendre en 2014. Trente ans de compromission, surtout d'une telle intensité supposée, auraient dû livrer quantité de témoignages et de documents : en dehors de quelques rares cas de « repentis[*5] », il n'y a rien d'autre que des constructions intellectuelles bercées d'un vague ressac d'« algérophobie » tout droit issu de la guerre d'indépendance. Bien présomptueux auraient été les Algériens de penser pouvoir entièrement contrôler des organisations mues par un tel extrémisme. Comment pourraient-ils jamais être sûrs à moyen terme de la bienveillance des terroristes qu'ils auraient sciemment envoyés au nord du Mali sous le prétexte d'y entretenir le chaos apte à dissuader les Français d'en exploiter les sous-sols ? Les

Pakistanais pourraient en témoigner, eux qui, via l'ISI, ont enfanté le mouvement taleb fatal aux chefs de guerre afghans qu'ils abhorraient, mais qui depuis doivent combattre un retour de flamme sur leur propre sol.

Pour autant, il ne faut pas non plus verser dans l'excès consistant à nier toute relation, voire toute collaboration, entre services et djihadistes algériens. Forts d'un remarquable maillage de sources dans tout le Sahel, et évidemment au sein même des organisations terroristes – la base de tout travail de renseignement – les autorités algériennes ont une connaissance très fouillée de leurs adversaires. Elles ont ainsi pu leur infliger des dégâts considérables qui sont la principale cause de la dérive du GSPC vers le Sahel tout simplement dans l'espoir d'échapper aux griffes étatiques. Ce mouvement, quelque douloureux soit-il pour ses voisins, Alger, raisonnant sur le seul plan national, n'a pu que l'accueillir avec satisfaction. L'hypothèse qu'il l'ait accompagné[*6] est vraisemblable. Mais elle relève probablement, là encore, de l'activité usuelle d'un service qui, parfois au prix de certains « gestes » – facilités pour l'accès au carburant par exemple – parvient à conserver la connaissance suffisante d'une organisation nauséabonde pour espérer en anticiper les prochains méfaits. Les Algériens ne sont ni plus ni moins machiavéliques que les autres. Et comme le rappelle aux dirigeants politiques qui se succèdent à Paris un très haut responsable de l'armée française, aux manettes d'un grand nombre de crises dans la région depuis des années, « il faut toujours bien réfléchir avant de faire la leçon aux Algériens en matière de contre-terrorisme alors qu'ils ont dû déplorer cent mille morts[8] ».

Autre erreur d'appréciation, tout aussi catastrophique pour la compréhension du contexte sahélien : si le GSPC est un jouet des militaires algériens, qui le financent, l'équipent, le conseillent, alors peu importe ses attaches avec les sociétés dans lesquelles il évolue. Les terroristes seraient telles les bandes de soudards ou de mercenaires qui écumaient l'Europe au Moyen Âge au gré de leurs contrats. Cette vision est assez pratique pour une partie des diplomates de la région car elle évite de remettre en cause la vision consensuelle d'une Afrique noire à l'abri du radicalisme islamique.

Les progrès du radicalisme islamique au Mali

Au début du XXIe siècle, le Mali n'est pour la France qu'un de ces pays où la litanie sur l'« amitié », réelle, reprise par chaque nouvel ambassadeur, cache un très faible niveau de relation. Avec la spirale de violence affectant depuis 1999 la Côte-d'Ivoire, hautement plus stratégique pour Paris, les services français ont déjà fort à faire dans la région. Bien peu relèvent donc la vivacité de foyers islamistes autour de Gao et de Tombouctou, qui ne sont même pas nouveaux. Sans remonter à l'empire théocratique qui a prospéré dans la région au XVIIIe siècle[9], les wahhabites[*7] ont occupé le haut du pavé sous la présidence de Moussa Traoré, eux qui avaient appuyé le putsch de 1968 afin de renverser l'État d'inspiration marxiste de Modibo Keïta. Par ailleurs, leurs relations dans le Golfe ont canalisé l'arrivée des pétrodollars dans un pays sans ressources. L'émergence du libéralisme, en matière d'économie et de « bonne gouvernance », vivement souhaitée par les institutions internationales, est exploitée par l'Islam politique qui revient « faire du lien » là où l'État disparaît ou pèche par manque de moyens. Au Mali, les associations islamiques, d'abord non officielles, relayées ensuite par des ONG de la même obédience, nationales et étrangères, ont pris de plus en plus de volume depuis les années 1980-1990. Au Nord, comme au Sud, elles deviennent les premières pourvoyeuses d'aide sociale.

L'islamisme ne kidnappe pas vraiment la solidarité malienne puisque l'État s'est résolu à l'abandonner, mais il en fait, volontairement ou non, un très puissant vecteur d'influence. Car si les enfants maliens sont enfin scolarisés, c'est dans des madrasas où les parents acceptent sans rechigner de les placer. Le nombre de construction de mosquées explose. Il quintuple rien qu'à Bamako où l'imam Mahmoud Dicko, futur président du Haut Conseil islamique (HCI), s'affirme peu à peu comme un acteur incontournable de la vie politique malienne, capable de mobiliser en quelques heures des dizaines de milliers de partisans. Le phénomène affecte aussi les Touaregs, longtemps perçus comme les « remparts de l'islamisation ». Les missionnaires salafistes du Tabligh[*8] rencontrent un écho dans le Nord, et en particulier à Kidal, fief des Ifoghas, c'est-à-dire la noblesse même des Touaregs, leur chef traditionnel, l'Amenokal, y voyant un moyen pour lutter contre la perte des valeurs et donc rétablir son autorité morale. Un acteur marquant de l'histoire récente du Mali est l'inquiétante incarnation de cette islamisation que d'aucuns voudraient ignorer. Iyad Ag Ghali, que les accords de Tamanrasset ont propulsé au premier plan de la vie politique, est séduit par le discours des prédicateurs qui le convainquent même d'accomplir le pèlerinage rituel au Pakistan, à Raiwind. Réputé pour son hédonisme, peu croient en la sincérité de sa radicalisation et misent par conséquent sur une posture opportuniste. « Iyad est resté pour nous un gros mystère,

témoigne le colonel Philippe Susnjara qui sera à la conception de Serval. Quelle est la part chez lui d'idéologie islamiste, difficile à dire[10]… »

Le basculement d'un excès à un autre est pourtant l'une des marques les plus communes de tous les grands leaders salafistes. Néanmoins, il ne faut pas non plus forcer le trait. Les tablighi ne sont pas djihadistes – la DGSE et la DST les connaissent par cœur, qui les pistent au même moment entre la France, où ils sont fortement représentés, et l'Asie centrale, car leurs filières sont exploitées, à leur insu le plus sûrement, par les aspirants au djihad afghan. Ag Ghali de même n'est pas devenu un moudjahidin, mais il est bien la preuve que, contrairement aux idées préconçues, les Touaregs, et non des moindres, sont aussi perméables à l'islamisme. Le 11-Septembre toutefois éclipse un peu plus l'Afrique noire où seuls quelques agents obstinés de la DGSE, dotés de faibles moyens, continuent à tenter d'entretenir la connaissance difficile de cet immense territoire. Et les premières autorités politiques à prendre le dossier à bras le corps ne sont donc pas françaises, mais américaines. Elles qui ne se sont jamais vraiment intéressées à l'Afrique[*9], en viennent, en démêlant la pelote al-qaidesque, à ranger le Sahel parmi les zones à risque au même titre que l'« Af-Pak[*10] », le Yémen et la Somalie.

Les conséquences sahéliennes du 11-Septembre

En octobre 2002, le Département d'État américain met sur pied le « Pan Sahel Initiative », au programme très ambitieux puisqu'il vise à « protéger les frontières, combattre le terrorisme et améliorer la coopération, ainsi que la stabilité régionale[11] ». Mais avec un budget de quelques millions de dollars seulement, l'action se réduit principalement à la formation et l'équipement par les forces spéciales américaines d'une unité contre-terroriste de cent cinquante hommes au Niger, en Mauritanie, au Tchad et au Mali. Trois ans plus tard, sous le nom de « Trans Sahara Counter Terrorism Initiative » (TSCTI), un coup d'accélérateur est donné puisque la Défense et le Département d'État sont rejoints par le Trésor, le FBI, USAID[*11] afin de proposer une « approche globale » et plus seulement militaire, qui, désormais, inclut également le Nigeria, le Burkina, le Sénégal, la Libye, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, le tout avec un budget beaucoup plus conséquent de 500 millions de dollars sur six ans. L'exercice militaire annuel Fintlock, avec la participation de l'US Army, permet en quelque sorte de faire le point sur l'avancement de la coopération américaine dans la région.

Le Pentagone cependant est tenté de ne pas se limiter au conseil. À en croire le *Washington Post*, le commandement américain planifie en 2003 des frappes aériennes contre le groupe Belmokhtar au Mali[12]. L'ambassadrice des États-Unis à Bamako, Vicki J. Huddleston, les aurait fait avorter en agitant le danger encouru par les citoyens américains qui, jusqu'alors, ne sont pas la cible des islamistes en Afrique de l'Ouest. Par la suite, selon le général Wald, alors adjoint au commandant d'EUCOM[*12], « à peu près mille opportunités » se seraient présentées pour mettre fin à l'équipée de celui qui est surnommé al-Louar, le borgne, mais le pouvoir politique s'y est chaque fois opposé en arguant : « *This is not our business !* »

Le clivage rappelle le précédent du Paris-Dakar en France. Il est somme toute classique, entre les partisans d'une utilisation de la force pour régler rapidement un problème, et ceux qui renâclent en prophétisant des conséquences qui pourraient être pires encore. Contrairement à l'image d'Épinal, il ne se réduit pas à une opposition entre militaires et civils ; les généraux, qui connaissent l'effet des armes, sont souvent les premiers à freiner les ardeurs de politiques un peu trop enflammés. Mais en l'occurrence, la sentence du général Wald, avec la liberté de ton d'un étoilé passé depuis à la retraite, est sans appel : Belmokhtar est « le symbole de la manière selon laquelle les États-Unis ont foiré une stratégie ambitieuse pour empêcher Al-Qaida de s'implanter en Afrique du nord et de l'ouest ». De fait, comme le démontreront les années 2012-2013, le TSCTI, qui a au moins le mérite d'exister, a le défaut de ne pas s'attaquer aux racines du mal : l'effondrement des États et la misère sociale. Les djihadistes vont donc continuer à en profiter pour proliférer en quasi impunité. En février 2003, une nouvelle figure s'affirme parmi eux : après avoir tué quarante-trois de ses compatriotes soldats dans l'attaque d'un convoi le 4 janvier, l'Algérien Amari Saïfi, alias Abderrazak el Para[*13], enlève trente-deux touristes européens à la frontière algéro-libyenne. L'Allemagne lâche une rançon pour ses ressortissants, l'Algérie détruit un groupe du GSPC en lançant l'assaut et le 17 août, les derniers otages sont libérés à Gao.

Une opération d'ampleur, visant l'Occident, indifférente des frontières : les djihadistes signent là, avec deux ans de retard, leur entrée dans le monde fermé des terroristes d'inspiration al-qaidesque. Mais étrangement, le retentissement en Europe n'est pas à la mesure, où l'on préfère s'épancher sur les millions d'euros qu'auraient récupérés les ravisseurs et sur le cas de leur chef. En mars suivant, en effet, grâce à leurs moyens d'observation, les

Américains orientent l'armée tchadienne dans une traque qui cause de lourdes pertes à l'équipe d'El Para, lequel s'enfuit vers le nord du pays. Il y est arrêté le 16, non pas par les forces de sécurité locales, mais par le MDJT[*14], mouvement d'opposition qui ne sait qu'en faire. Paris se serait vu proposer son transfert. Mais un gouvernement qui trouvera l'année suivante des arguments pour ne pas interroger les mercenaires de l'Est coupables d'avoir tué neuf soldats français en Côte-d'Ivoire pourrait difficilement accepter de récupérer un criminel algérien, arrêté au Tchad, et dont le dernier méfait n'a pas concerné de Français. Après un passage en Libye, El Para aboutira finalement dans les cachots algériens où il moisirait encore en 2014, d'où le ressac d'une orchestration par la DRS dans le but de s'attirer la bienveillance américaine[13]. Accusation toujours dénuée de preuve, et avec ce solide refus de vouloir admettre que des individus peuvent s'adonner, par leur propre volonté, à la destruction d'une société qu'ils rejettent. Comme pour la drogue, l'argent des rançons est présenté comme un moteur quand il n'est que le fruit d'une action servant avant tout la cause sur le plan politique. Personne, ou presque, hors les services de renseignement, ne s'alarme des documents saisis lors des arrestations, révélant ou confirmant des liens entre le GSPC et d'autres mouvements extrémistes dans le Sahel : le djihadisme tisse sa toile dans le bruit de fonds des complotistes de tous poils.

Cette même année, l'ingénieur Abdelmalek Droukdel, alias Abou Moussab Abdelwadoud, un « Afghan » encore, prend la tête du GSPC qui se restructure dans sa région sud en deux katibas, « al-Moulathamoune[*15] » de Belmokhtar, qui sévit plutôt entre le Mali et la Mauritanie, et « Tarek Ibn Ziyad », emmenée par un ancien lieutenant du Borgne prenant du grade, Mohamed Ghdiri[*16], alias Abdelhamid Abou Zeid, actif, lui, entre le Mali et le Niger. Deux faits marquants, l'un au grand jour, l'autre dans l'ombre, illustrent cette « sahelisation » désormais installée. Le 4 juin 2005, le GSPC fait une démonstration de force en n'hésitant pas à lancer une centaine des siens, emmenés par Belmokhtar, à l'assaut de la caserne de Lemgheity en Mauritanie : 15 soldats sont tués, 20 autres blessés. De son côté, la DGSE obtient le démantèlement à Bamako d'une cellule du Groupe islamique combattant libyen (GICL), intimement lié à Al-Qaida par son passé « afghan », qui avait tissé des liens avec le GSPC et les activistes mauritaniens. La mesure peut sembler dérisoire, car le groupe ne comptait encore que deux ou trois individus, mais elle conforte les tenants d'actions préventives : depuis, en effet, le GICL ne s'est pas réimplanté au Mali[14].

Le 23 mai 2006, une nouvelle révolte déstabilise un peu plus le pays. Comme les fois précédentes, les Touaregs, conduits par Iyad Ag Ghali et ses camarades d'infortune depuis vingt ans, les militaires Ibrahim Ag Bahanga et Hassan Fagaga, ainsi que le plus politique Ahmada Ag Bibi, assaillent l'armée malienne à Ménaka, ainsi qu'à Kidal. Révolte éphémère, motivée par un mélange d'exaspérations accumulées face aux promesses non tenues du Pacte national – les mêmes qui pousseront les cousins nigériens à se rebeller l'année suivante – mais aussi de luttes internes entre mouvements du Nord pour le contrôle des trafics qui ont explosé. Cette fois, elle n'est pas réprimée par la terreur, et un nouvel accord voit le jour, le 4 juillet, à Alger, par lequel les Touaregs abandonnent leur revendication d'autonomie contre des engagements en matière de réforme de la gouvernance, d'enrôlement des leurs dans l'armée, d'aide au développement. Mais le feu repart quelques mois plus tard seulement quand les soldats maliens entrent dans des régions non prévues par l'accord : Bahanga prend la tête de l'« Alliance des Touaregs du Nord-Mali pour le changement » qui mènera la vie dure à l'armée malienne jusqu'en février 2009.

Ag Ghali est certainement l'un des seuls bénéficiaires de ce soubresaut irrédentiste. Il est désormais solidement installé dans la position de leader de l'insurrection et de partenaire incontournable des autorités maliennes. Sa radicalisation et son autorité lui ont permis de surcroît de jouer les intermédiaires lors de la prise d'otages massives du GSPC l'année précédente. De là à en faire une taupe djihadiste au sein des Touaregs, téléguidée par Alger qui chercherait à entretenir le désordre au Sahel et donc la sympathie des Américains dans leur guerre du bien contre le mal, il n'y a qu'un pas qui est allègrement, et malencontreusement, franchi. Car loin d'être la résultante de scénarios dignes de Hollywood, l'entregent d'Iyad démontre une réalité beaucoup plus basique et autrement plus préoccupante : le noyautage réussi de la région par les djihadistes autrefois uniquement algériens, désormais sahéliens. La concrétisation en est, quelques mois plus tard, la création d'une katiba touareg, « al-Ansar », confiée à Abdelkrim al-Targui[*17], de son vrai nom Hamada Ag Mama, apparenté à Iyad, mais surtout un lieutenant d'Abou Zeid, réputé pour sa brutalité.

Naissance d'AQMI

Auparavant, le 11 septembre 2006, Ayman al-Zawahiri, second de Ben Laden, et le véritable chef spirituel de la nébuleuse, entérine dix ans de glissement idéologique en rendant publique l'allégeance à Al-Qaida du GSPC qui, le 25 janvier suivant, prend le nom d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). Son chef, Droukdel, en rappelle clairement la cible, qui était déjà celle du GIA et du GSPC : « La France est notre ennemi numéro un, l'ennemi de notre religion et de notre communauté[15]. » Mais les raisons avancées sentent le prétexte : « Le projet d'un retour de la France en Algérie par différents moyens, hormis l'intervention militaire, est toujours d'actualité. Aussi, la seule façon de mettre fin à la convoitise de la France est le djihad au nom d'Allah qui est le seul moyen de briser l'influence de la France en Algérie et de l'écarter des affaires intérieures algériennes. » AQMI croit-elle vraiment à une volonté de l'ancienne puissance impériale de reprendre ses droits dans la région ou cherche-t-elle seulement un bouc-émissaire facile, pour fédérer les masses en colère, promptes à faire de l'étranger le responsable de leurs malheurs ? L'otage Pierre Camatte révélera à sa libération que les griefs de ses ravisseurs ne concernaient que très peu la colonisation française, mais bien plus l'Occident et ses valeurs, si opposées aux leurs : Droukdel n'est pas le général en chef d'une guerre d'AQMI contre la France, mais le vassal d'Al-Qaida dans son entreprise diabolique de façonnage d'un choc de civilisations où le « mal » est principalement incarné en Asie centrale par les États-Unis, en Afrique par la France.

Bien avant le Mali, la Mauritanie se confirme pour AQMI comme la première terre étrangère de mise en pratique de sa politique de terreur que l'expérience de ses membres revenus d'Irak a enrichie : le 24 décembre, quatre touristes français sont tués à Aleg, puis trois soldats locaux le 27, veille du Paris-Dakar qui est finalement annulé. « Les services de renseignement, explique le capitaine de vaisseau Pierre V. à l'état-major des armées, ont alors fait savoir qu'ils ne pouvaient plus assurer la sécurité du rallye[16]. » Pendant deux ans, l'organisation enchaîne les méfaits en Mauritanie, dont des attaques contre les ambassades d'Israël et de France, des assassinats de militaires et d'étrangers, enfin l'enlèvement de cinq Occidentaux. Telle Rome qui levait des légions dans les pays conquis, AQMI s'étoffe d'une quatrième katiba, « al-Fourghan », formée pour l'essentiel par ses recrues mauritaniennes, et dont la direction sera offerte à Yahia Abou el-Hammam, alias Djamel Okacha, qui boîte à cause d'une infirmité de naissance. Cet apport est d'autant mieux accueilli que l'Algérie, qui reste au cœur de la lutte, lui coûte cher en troupes détruites ou immobilisées. Le centre de gravité de l'organisation se déplace vers le sud. À la tête de la région IX[*18], cette immensité courant de la Mauritanie au Tchad et au Nigeria, l'émir d'AQMI nomme un de ses proches, Yahia Djouadi, alias Abou Amar, en remplacement de Belmokhtar jugé trop indépendant. À lui la tâche d'entretenir la cohésion entre des katibas qui conservent beaucoup d'autonomie sur le plan matériel et opérationnel, mais avec une ligne idéologique immuable.

En face, les Américains demeurent les plus investis et leur persévérance finit même par contrarier. En 2007, la création par George W. Bush d'AFRICOM, sixième commandement unifié, avec pour principale force la *Combined Joint Task Force HOA*[*19] basée à Djibouti, soit un peu moins de deux mille hommes, fait craindre aux chefs d'État africains la préparation d'opérations militaires, et plus généralement, une présence renforcée sur le continent. Le Pentagone fait machine arrière en laissant son QG à Stuttgart, la distance n'étant guère gênante grâce aux progrès technologiques, pour mener par exemple des opérations de renseignement aériennes : des patrouilleurs maritimes P3 Orion, basés en Italie, survolent régulièrement le Sahel que sillonnent également, pour le compte de l'opération secrète « Creek Sand », de petits monomoteurs n'éveillant pas l'attention[17]. Mais les Africains ne sont pas les seuls à tiquer. La France voit son pré carré lentement grignoté et la première à réagir a été la DGSE qui, dès 2003, a signé un Yalta tacite du renseignement avec les agences américaines : elle ne s'intéresserait pas à l'Irak que Georges W. Bush envahissait pour la seconde fois, mais l'Afrique resterait son domaine réservé, à condition d'y obtenir des résultats.

Très fin connaisseurs des armées africaines, les militaires français pointent aussi les lacunes du TSCTP récemment transformé en TSCTI[*20], vaste programme interagences concernant dorénavant dix pays sahéliens, que les autorités à Washington, rapporte la presse américaine, ont souvent tendance à mettre en avant « comme la leçon qui dégrise des invasions coûteuses de l'Afghanistan et de l'Irak[18] ». Avec la retenue qu'impose la critique des seuls alliés faisant l'effort d'investir dans la région, les Français, et certains de leurs relais africains, avancent des risques de gaspillage car rien ne garantit la loyauté des unités formées. Le Mali est particulièrement visé, sur lequel les Américains misent beaucoup en raison de sa situation centrale au Sahel et de sa misère galopante. Des millions de dollars sont déversés dans un pays dont le budget annuel ne dépasse pas 2 milliards d'euros, au profit d'une armée d'une dizaine de milliers d'hommes qui, pour la plupart, se sont engagés pour une solde représentant le double du salaire moyen (70 euros), où tous n'ont pas un uniforme ou une arme, où les blessés doivent souvent être pris en charge par leurs familles, où les généraux sont pléthore, ayant gagné leurs étoiles à coups d'allégeance ou de services rendus. De fortes sommes finissent donc par être détournées. Les Américains ne reconnaîtront qu'avec retard, et une certaine candeur, les erreurs qu'ils ont commises dans la formation des Touaregs qui

basculeront largement du côté de la rébellion en 2012. « L'entraînement, admettra le général Carter Ham en janvier 2013, s'était peut-être un peu trop concentré sur la dimension technique et tactique, alors qu'il aurait fallu insister sur les valeurs et l'éthique militaire[19]. » Par ailleurs, de hauts gradés, surtout au commandement des opérations spéciales, continuent à réclamer ardemment des frappes aériennes sur les leaders djihadistes comme naguère Belmokhtar. Mais les administrations se succèdent à Washington sans qu'aucune ne veuille prendre le risque d'alimenter la haine anti-américaine dans cette partie du monde alors qu'elles ont déjà tellement à faire en Afghanistan, au Pakistan, au Yémen, en Irak… Autant de pays qui seront toujours prioritaires pour l'affectation de drones dont le taux d'emploi très élevé est en lui-même un indice fort de l'internationalisation du djihad.

En 2008 néanmoins, AQMI reprend les enlèvements d'Occidentaux : deux touristes autrichiens sont capturés en Tunisie le 28 février, libérés contre rançon. En décembre, le propre envoyé spécial de Ban Ki-Moon au Niger, Robert Fowler, et son compatriote canadien Louis Gay, sont pris en otages*[21]. Puis, le 22 janvier 2009, c'est au tour de quatre Européens, près de Tombouctou. Parmi eux, deux femmes sont libérées en avril, mais en mai le Britannique, Edwin Dyer, est décapité. La répétition à intervalles si rapprochés semble répondre à la volonté de l'ex-GSPC de faire étalage de son pouvoir de nuisance au gré de son changement de bannière. Comme s'il lui fallait faire ses preuves face à Al-Qaida central et tous ses affidés très actifs en péninsule arabique ou au Moyen-Orient. Pour la première fois, AQMI s'en prend aussi aux forces de sécurité maliennes en tuant à son domicile, dans la nuit du 10 au 11 juin 2009, le lieutenant-colonel Lamana Ould Bou. Le mobile paraît évident : ce Bérabiche*[22] de Tombouctou était un élément clé du dispositif sécuritaire de Bamako dans le Nord ; ses connaissances du milieu salafiste avaient ainsi été mises à profit lors de diverses affaires d'enlèvements. Or, le 8 janvier, le président ATT a solennellement juré qu'il répliquerait à la mort de Dyer qui avait glacé l'opinion internationale. AQMI aura donc voulu le prendre de vitesse. Cinq jours après l'assassinat d'Ould Bou, l'armée malienne attaque un de ses repaires dans le Timetrine et élimine une vingtaine des siens. Mais le 23 juin, l'organisation réplique en tuant à Nouakchott un Américain, Christopher Leggett, sous le motif qu'il aurait cherché à convertir des musulmans.

Cette séquence met en exergue deux paramètres fondamentaux. D'abord, le fait qu'AQMI, en dépit des revers infligés par les autorités algériennes sur leur territoire, de sa traque par les services de renseignement, conserve toujours l'initiative. Ensuite, l'impéritie de l'État malien qui n'aura consenti à réagir que l'épée dans les reins. Le cas du voisin mauritanien pourrait utilement l'inspirer : après des années de laisser-aller scandées par deux coups d'État en 2005 et 2008, l'avènement au pouvoir du général Mohamed Ould Abdelaziz, le 6 août, est accompagné d'un tour de vis sécuritaire : l'outil militaire et de renseignement est repris en main, avec l'aide des Français et des Américains, un arsenal juridique voté, les terroristes pourchassés. Le nombre d'attentats baissera sensiblement à l'avenir.

Le quiproquo sur les « terroristes » au Mali

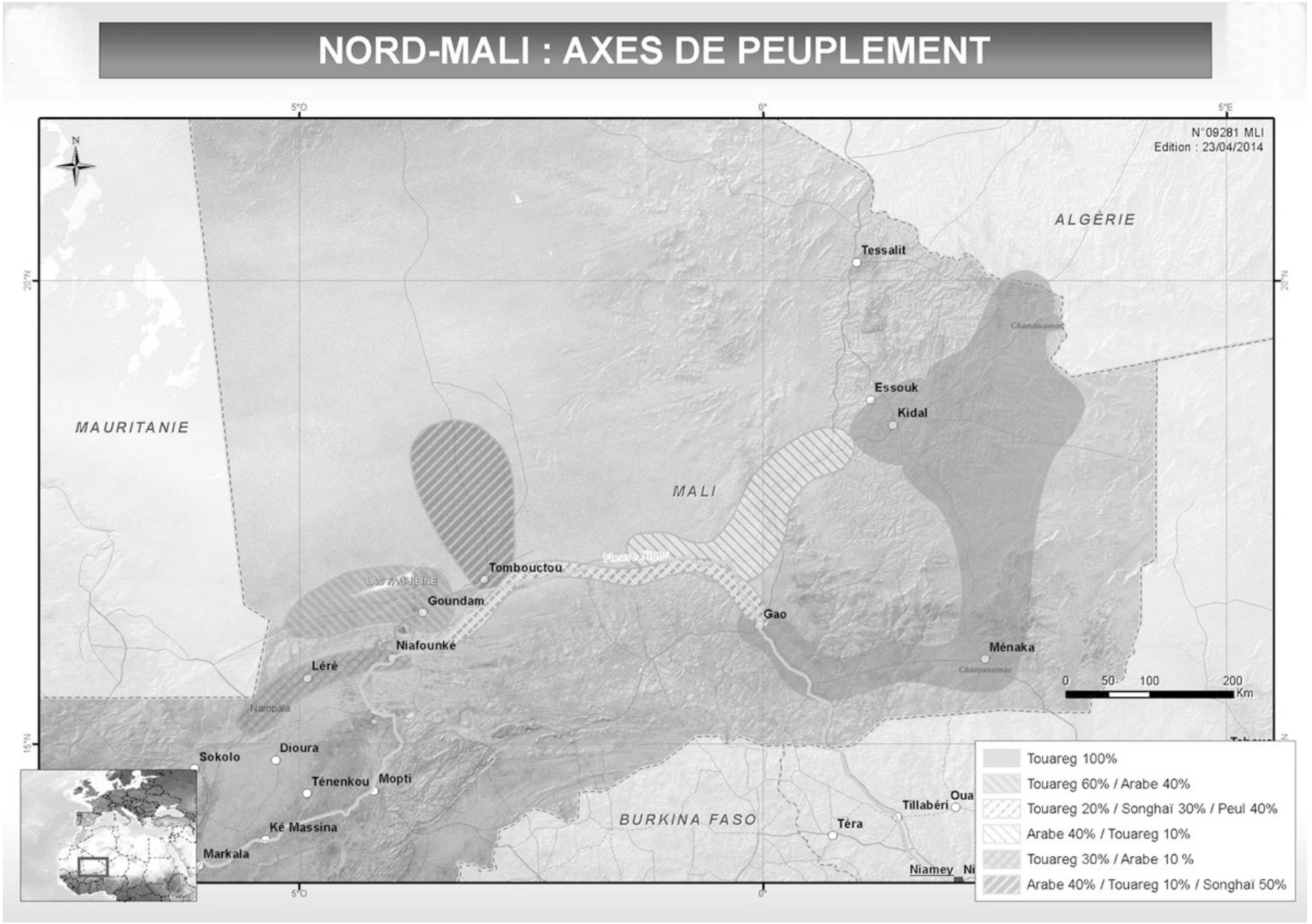
L'activisme d'AQMI d'un côté, la passivité de l'État malien de l'autre sont des facteurs si forts qu'ils font oublier un troisième paramètre, pourtant à la charnière des deux premiers, la révolte touareg. Or celle-ci connaît à cette période un regain d'intensité sous l'impulsion d'Ibrahim Ag Bahanga et de son « Alliance touareg » qui ont pris leurs distances avec Alger pour se rapprocher de Tripoli. Afin de les combattre, Bamako a changé son fusil d'épaule. Enfin convaincu de l'inefficacité d'envoyer dans le désert des soldats noirs habitués à la savane, il soutient ardemment les milices touaregs, bérabiches et noires*[23]. Avec un résultat probant : Bahanga est contraint à l'exil libyen en février 2009.

Le relatif silence qui a entouré ces affrontements parfois très violents est à relier directement à l'absence de témoins étrangers : en raison des menées djihadistes, le Nord s'est vidé des ONG et seuls quelques rares journalistes osent s'y aventurer. Cinquante ans plus tard, l'Adagh*[24] est donc en quelque sorte revenu à son statut du tout début de l'indépendance, quand Bamako l'avait décrété « zone interdite » et placé sous la coupe des militaires. Ce constat n'est en rien fortuit. Comme les diplomates et la DGSE commencent à l'établir avec certitude, un quiproquo fondamental existe entre les autorités maliennes et françaises, que résume fort bien un proverbe bambara : « Les étrangers ont des yeux qui regardent mais ils ne voient rien[20]. » Quand Paris met en garde Bamako contre la montée en puissance des « terroristes », il pense à AQMI et ses alliés. Quand Bamako se plaint à Paris de la menace que les « terroristes » font peser sur le pays, il pense, lui, aux Touaregs.

Cette divergence radicale de diagnostic porte en germes l'échec programmé des traitements proposés. Les

autorités maliennes en effet sous-estiment les énormes risques que font peser les djihadistes sur la survie de leurs institutions. Se rassurant du lien commun de l'Islam, et de l'absence de revendications nationalistes, elles les considèrent un peu avec la même distance qu'une famille ses rejetons qui, une fois passée leur crise de puberté, reviendront dans son giron ou, au pire, passeront leur chemin. Elles pourraient reprendre ce jugement du leader wahhabite à Bamako, Mahmoud Dicko : « ce sont quand même des Maliens, ce sont nos frères[21] », quand les Touaregs, eux, sont l'ennemi mortel. ATT, ses prédécesseur et successeur, sont donc prêts à tirer profit de la présence des djihadistes pour endiguer leurs aspirations séparatistes. Les fondamentalistes ont beau, de leur côté, menacer Bamako des pires menées comme celle qui fut fatale à Ould Bou, « ce sont les Touaregs qui empêchent ATT de dormir, pas AQMI[22] », confie en octobre 2010 un haut responsable malien à un diplomate français. « Le meilleur moyen pour nous de lutter contre les terroristes, ajoute-t-il, n'était donc pas d'aider les Touaregs, mais de rassurer ATT sur notre position à leur égard afin d'obtenir son engagement à lutter contre les terroristes. »

Dans leur for intérieur, les autorités maliennes demeurent convaincues des bonnes dispositions françaises à l'égard des Touaregs. Elles savent que certains de leurs responsables bénéficient de l'asile politique et imaginent donc un soutien matériel, voire politique. Ce qui demeure une vive exagération, voire une profonde erreur. Le temps s'éloigne où Paris osait appuyer des rébellions : avec l'omniprésence médiatique, les politiques ne sont plus enclins à prendre des risques à l'étranger quand il y en a tant à affronter en métropole. Que la DGSE rencontre les opposants, les aide à l'occasion, c'est la base de son travail, surtout avec les prises d'otages récurrentes qui, même si elles n'ont pas encore affecté de Français dans la zone, l'obligent à entretenir un réseau de relations pour s'informer et agir le cas échéant. Sa prédilection au nord du Mali pour les Touaregs, et plus particulièrement pour les Ifoghas, peut se discuter. Elle n'est pas sans rappeler la convention signée en 1907 où la France avait institué que « l'Adrar [serait] laissé aux Ifoghas et à ceux qu'il [plairait] aux Français d'installer[23] ». Mais elle relève aussi d'une évidence : où Belmokhtar, puis le GSPC, puis AQMI, ont-ils choisi d'installer leur sanctuaire ? Dans ce massif du Tigharghar, à quatre-vingts kilomètres au nord de Kidal, où ne se sont jamais aventurés, côté français, que quelques scientifiques et touristes. Et qui le connaît le mieux au Mali ? Les Ifoghas. Néanmoins, il est fréquent, même au plus haut sommet de l'État, à Bamako comme à Paris, de confondre le recueil de renseignements avec la compromission. La DGSE entretient des contacts avec les Touaregs, au Mali comme au Burkina et en France – partout en fait où ils sont représentés – mais elle ne les encouragera jamais à prendre les armes sans un feu vert du gouvernement qui, à la fin des années 2000, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, ne s'intéresse que très peu au sort de cette partie de l'Afrique, et encore moins sous l'angle des services dits secrets. Et le Quai d'Orsay n'y encouragera certainement pas le chef de l'État, lui qui reste hermétique aux aspirations touaregs. De fait, témoigne Alain Juillet, directeur du renseignement de la DGSE jusqu'en 2002, qui ne cache pas sa sympathie pour les « hommes bleus », « quand, en 2006-2007, afin de combattre les infiltrations de djihadistes au nord Mali, les Touaregs ont demandé de l'aide à la France pour constituer des sortes de compagnies sahariennes où aurait pris place un officier français, ils ont reçu une fin de non-recevoir[24] ».



2. Répartition des peuples au nord du Mali

© DRM.

*1. Surnom qui leur est d'ailleurs donné au Mali.

*2. Les Chamanamas et les Imghads sont des tribus de la confédération des Ifoghas.

*3. Les maîtres de la terre.

*4. Le volet malien a été abandonné par la DGSE en 1991 après la nomination d'Edgard Pisani (et Baba Miské) comme médiateur.

*5. Au demeurant très controversés.

*6. Comme les services mauritaniens qui se voient taxer des mêmes soupçons de duplicité.

*7. Courant fondamentaliste au sein de l'islam, principalement représenté en Arabie Saoudite.

*8. Plus précisément Jamaat Tabligh (Société pour la propagation de la foi), créé en 1927, prônant la prédication dans le monde.

*9. Il suffit de compter le nombre de voyages présidentiels américains en cent ans : moins d'une vingtaine. Nette amélioration depuis Bill Clinton.

*10. Afghanistan-Pakistan.

*11. US Agency for International Development.

*12. United States European Command – Commandement des forces américaines en Europe.

*13. Pour son passage dans les parachutistes de l'armée algérienne dont il a déserté en 1991.

*14. Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad.

*15. Les enturbannés.

*16. D'autre sources, dont l'ONU, lui ont donné pour véritable identité « Abid Hammadou » jusqu'à son procès dans le cadre des 32 touristes européens enlevés en 2003. Son âge et son lieu de naissance dans le Sud algérien seraient aussi sujets à discussion, mais il semble le plus vraisemblable qu'il soit né en 1965 à Debdab, près de la frontière libyenne.

*17. C'est-à-dire Abdelkrim le Touareg.

*18. Les djihadistes ont conservé le découpage de l'insurrection algérienne contre les autorités françaises, mais seul un petit nombre de régions ont une activité réelle.

*19. *Horn of Africa*.

*20. Trans-Sahara Counterterrorism Initiative au lieu de Trans-Sahara Counterterrorism Partnership.

*21. Libérés en avril 2009.

*22. Tribu arabe implantée au nord du Mali.

*23. Dans l'ordre, le colonel Ag Gamou à Kidal ; les lieutenants-colonels Abderahmane Ould Meydou à Gao et feu Lamana Ould Bou à Tombouctou ; enfin les Songhaïs des Ganda Izo (« les fils du terroir »).

*24. La « montagne » dans la langue touareg, le tamachek. L'Adagh désignait originellement les différents ensembles rocheux au nord du fleuve Niger. Il a été rebaptisé « Adrar des Ifoghas » depuis la colonisation française, ce qui prête à confusion car les « Kel Adagh », les Touaregs locaux, ne sont pas uniquement ifoghas, mais aussi idnan, etc.

2.

LES DANGERS DE L'ATTENTISME (2008-2011)

Le gouvernement français, par tradition assez récente, n'aime rien tant que rester dans l'entre-deux. Comme en Côte d'Ivoire, entre Gbagbo et les rebelles du Nord, il ne veut pas afficher de choix clair. Ainsi entretient-il le flou dans l'Adagh, mais se montre-t-il également très clément avec le président malien. Or le bilan à Bamako est désastreux : un État qui s'est effondré sous l'effet de la corruption, de l'incompétence, des tensions partisanes ; une économie au point mort ; une population en grande détresse. Il n'est personne au sein des autorités françaises pour le contester. Mais jusqu'au 2 juillet 2012, date à laquelle Internet[1] diffuse un tableau décapant du sous-directeur Afrique occidentale du Quai d'Orsay, Laurent Bigot[*1], personne ne s'aventure à le dire officiellement. ATT jouit en effet d'un double avantage aux yeux de Paris. Sa personnalité même tout d'abord : « Tout le monde aimait bien ATT, explique un conseiller diplomatique de Nicolas Sarkozy. Il avait une bonne image en France comme à l'étranger car c'était un militaire qui avait rendu le pouvoir aux civils. On lui pardonnait certains de ses écarts, d'autant qu'on était certains, dès 2009, qu'il ne se représenterait pas pour ne pas prendre le risque de ternir sa réputation[2]. »

En quelque sorte, la France fait donc le pari d'attendre. Mais ATT séduit aussi parce qu'il est à la tête d'un État qui, depuis les années 1990, est vanté comme un « modèle démocratique ». Pourtant, à bien y regarder, les deux derniers scrutins présidentiels laissent pour le moins à désirer : en 2002, cinq cent mille voix ont été annulées pour empêcher le rival le plus dangereux d'ATT, le socialiste Ibrahim Boubacar Keïta, dit IBK, d'accéder au second tour, soit à peu près ce que la communauté internationale refusera à Laurent Gbagbo en 2010. En 2007, le Président est réélu avec 70 % de voix dès le premier tour, mais avec seulement 30 % de votants et, comme le souligne Laurent Bigot dans sa conférence, des « fraudes très importantes ». La seule tenue d'élections au Mali toutefois semble avoir valeur de blanc-seing à Paris qui s'accommode d'une vie démocratique quasi inexistante puisque la plupart des médias sont muselés et que les lois sont votées sans débat. « Les affaires intérieures maliennes ne sont pas nos affaires », riposte un diplomate français en charge du dossier au milieu des années 2000. Il faut y ajouter la crainte des gouvernements français de se voir taxés de « colonialistes », ou d'« agents de la Françafrique ». Ils cherchent donc le plus possible à rester éloignés des affaires africaines, surtout dans des domaines aussi sensibles que la démocratie. Jusqu'au jour où, comme en Côte d'Ivoire en 2011, ils n'ont plus pour seul recours que la force militaire afin d'éviter que la France soit à son tour impactée par les conséquences d'une crise qui n'a fait que suppurer. À la fin des années 2000, le Mali prend le même chemin : ne pas faire pression sur ses autorités pour qu'elles engagent une réforme profonde, c'est laisser le champ libre aux djihadistes qui, parvenus à leurs fins, pourront mener à bien leur guerre à l'Occident.

Le plan Sahel

Contraint toutefois d'agir face à la montée des périls, Paris opte pour une approche qui a des ressemblances avec celle de Washington. Parmi les quatre « zones critiques » qu'il a identifiées, le Livre Blanc de 2008 a pointé un « arc de crise », courant « de l'Atlantique à l'océan Indien ». En conséquence, un « plan Sahel » – et donc pas

seulement Mali – est arrêté, prévoyant, comme le TSCTP américain, des actions en matière économique, développement, aide à la gouvernance et quatre déclinaisons côté militaire. La première, la plus classique, opérée avant même le déclenchement du plan, est la coopération structurelle, consistant à aider les pays d'accueil à améliorer l'organisation de leur outil militaire. La deuxième est une coopération opérationnelle, menée par les forces françaises au Sénégal qui vont se muer en couteaux suisses de la formation militaire en intervenant, de manière ponctuelle, dans les pays qui réclameront ici une formation de fusiliers-marins, là d'artillerie, etc. Troisième volet, sous l'égide de l'Élysée et du ministre des Affaires étrangères, des équipements seront cédés aux Africains*2. Le plan Sahel enfin donne naissance à un dispositif secret, baptisé Sabre, dont les autorités françaises refuseront longtemps de reconnaître l'existence. Dans le principe, ce dernier ne semble pourtant que le décalque du TSCTP puisqu'il charge le commandement des opérations spéciales (COS) de former les armées locales au contre-terrorisme. « Des unités "particulières", tient à préciser le colonel Philippe Susnjara à l'état-major des armées, et non "spéciales" : elles étaient seulement mieux entraînées ou un peu mieux équipées que la moyenne3. »

La Mauritanie est la première concernée : une cinquantaine de forces spéciales la rejoignent en novembre 2009. « Sabre 1 » y formera à terme six groupes spéciaux d'intervention (GSI) à Atar, dans le centre-ouest. Pas question de prendre part ensuite à leurs opérations comme les forces spéciales américaines le proposent simultanément au Mali, sous le nom de code « Oasis Enabler », afin de donner plus de chances aux raids contre-terroristes. De toute façon, l'ambassadrice à Bamako, Gillian Milovanovic, oppose un nouveau refus : ATT en serait vexé, lui qui vante les capacités du Mali à tout régler lui-même, et les Algériens ne veulent pas d'Occidentaux dans cette zone. Enfin, les commandos américains seraient autant de chiffons rouges agités sous le nez d'AQMI, qui serait tenté de les enlever, ce qui obligerait à les protéger, donc à augmenter la présence au sol, quand Washington, sur la même longueur d'onde que Paris, veut à tout prix minimiser son investissement.

Si, par leur expérience du continent et de ses habitants, les militaires français peuvent mieux ajuster leur formation que leurs homologues américains, le plan Sahel, comme le TSCTP, est une rustine sur un pneu se déchiquetant sur toute sa surface. D'ouest en est, du sud au nord, le Sahel est désormais sillonné par les trafiquants de drogue. Tous les chiffres circulent sur le volume concerné chaque année, de quelques tonnes à plusieurs dizaines, de même pour le montant correspondant, qui dépasse assurément le milliard de dollars. Mais ce qui est sûr, c'est que le Mali y joue un rôle primordial en raison de sa géographie. Depuis un certain temps déjà, le cannabis quitte le Maroc, premier producteur mondial, pour gagner le Proche-Orient et la péninsule arabique. Plus récemment, les cartels sud-américains ont décidé de faire de la région leur sas d'entrée pour l'Europe. La cocaïne débarque principalement dans les ports de Guinée équatoriale et remonte vers le Maghreb, la mer étant jugée plus sûre que les airs pour la dernière étape.

Le paroxysme est atteint en novembre 2009 lors de la découverte de la carcasse calcinée d'un Boeing 727 abandonné au bout d'une piste à une centaine de kilomètres au nord de Gao, près de Tarkint. Sa provenance : le Venezuela, ainsi que le confirment les quelques étiquettes ou boissons diverses récupérés par la DGSE. Aucune trace d'un transport de drogue en revanche, mais personne ne doute que c'était bien la finalité du gros porteur, bientôt baptisé « Air Cocaïne », finalement incendié après d'être ensablé lors de sa dernière manœuvre. Parce que l'affaire est d'une ampleur sans précédent, ses interprétations virent souvent à l'exagération. En premier lieu, selon une source proche des services de renseignement français, ce moyen de livraison n'aurait jamais été utilisé que cette fois-là : le trafic a persévéré sous d'autres formes bien sûr, mais sans augmenter considérablement ses volumes. Ensuite, la complicité des autorités maliennes est invoquée. Si elle est assez évidente dans la région de Gao – plusieurs notables seront arrêtés dans les mois suivants – elle ne l'est pas forcément à Bamako. Tout au moins, il ne faut pas la déduire automatiquement de la facilité du Boeing à évoluer dans le ciel malien pour la bonne raison que celui-ci, comme l'immense majorité du territoire africain, n'est pas couvert par les radars*3. Que des responsables politiques de premier plan en aient tiré un bénéfice direct, ou indirect au gré d'intermédiaires, est probable, mais le poids de la drogue dans un pays si faible est déjà en lui-même un facteur de déstabilisation comme s'en alarment les diplomates américains à Bamako : « Le président malien, indiquent-ils, se trouve redevable envers des personnalités qui ont négocié avec succès la libération d'otages occidentaux. Certaines d'entre elles sont impliquées dans le trafic de drogue4. » Grâce à celui-ci, des personnalités sont devenues incontournables dans le Nord. Lutter contre le fléau reviendrait à les combattre et donc à se priver de leur influence. Pourquoi, par exemple, ôter aux Touaregs imghads les revenus de la drogue qui leur permettent de diminuer d'autant l'assise des Ifoghas5 ? « ATT au fond, note un haut-fonctionnaire au Quai d'Orsay, a fait comme certains en France : en ne s'attaquant pas fermement à la drogue, il s'est acheté le calme dans les zones les plus pauvres de son pays6. » Le diagnostic du Président de fait est lucide : « Tout compte fait, déclare ATT, les terroristes sont dans le désert parce que nous n'y sommes pas. Les terroristes se servent du déficit de développement, de la

précarité, du désœuvrement des jeunes. Pour les combattre, il va falloir que les ressources du trafic soient coupées et mettre en place un développement local[7]. » Faute d'en avoir les moyens, ou la volonté, le gouvernement malien se résout à l'échec.

Une dernière contrevérité réapparaît à l'occasion d'« Air Cocaïne » : au pied de l'appareil, c'est AQMI qui aurait récupéré les paquets. L'hydre du narco-terrorisme rejaillit. « C'est de la foutaise ! tempête une source proche de la DCRI. Les services n'ont jamais eu la moindre preuve de financement des terroristes par le trafic de drogue. Tous ceux qui ont prétendu s'attaquer à eux par les réseaux financiers n'ont jamais rien obtenu[8]. » En l'espèce, l'implication d'AQMI à Tarkint ne résiste pas à une réalité : les djihadistes algériens, à cette époque, ne sont pas suffisamment influents dans cette partie du Mali pour se permettre de venir y réceptionner un Boeing avec ce que cela suppose de logistique et donc d'indiscrétion. La région de Gao est sous la coupe de trafiquants du cru, pour la plupart issus de la tribu arabe des Lahmars. Les noms qui y sont le plus souvent incriminés sont ceux du caïd Mohamed Ould Ahmed Deya, dit « Rouggy », de Mohammed Ould Aouainat, un très influent entrepreneur qui aurait lui-même payé l'aménagement de la piste de Tarkint, enfin du maire de cette commune, Baba Ould Cheikh. Tous s'affichent sans vergogne devant la population miséreuse en 4x4 dernier cri, entourés de gardes du corps, et se font construire des villas somptueuses dans ce qui a été surnommé à Gao la « cité de la cocaïne ». Rien de tout ça chez Abou Zeid, Belmokhtar et leurs séides qui prônent, et appliquent, l'ascétisme. Des convois de la drogue, ils en profitent possiblement, soit en troquant une escorte contre une aide matérielle, soit en prélevant une dîme. Mais dans ce cas, ils la réinvestissent dans l'achat de pick-up, de kalachnikov, d'explosifs, de téléphones, de carburant et dans l'arme la plus redoutable de toutes : la charité, l'achat de la sympathie populaire. Comme le résume un ancien officier du contre-terrorisme français, « les djihadistes ne blanchissent pas l'argent, ils le noircissent[9] ».

Le piège des otages

Il en va vraisemblablement de même pour l'argent des rançons, qui est une conséquence, et non la motivation, des enlèvements. Car la rétention d'otages coûte très cher, financièrement et humainement, à des rebelles traqués : il faut trouver et payer des gardes sûrs, les changer et les déplacer régulièrement, imaginer une cascade d'intermédiaires à rétribuer très grassement. Ce n'est pas le reliquat, sans doute faible, du montant de la rançon qui peut inciter les djihadistes à s'imposer pareilles contraintes. Le dividende espéré est essentiellement politique : la prise d'otages est, avec les attentats, la manière des djihadistes de mener leur guerre contre l'Occident. La durée des captivités en est la preuve : pour terroriser, il faut de la terreur, et pour créer la terreur avec un kidnapping, qui n'a pas l'aspect spectaculaire d'un *suicide bomber*, mieux vaut le faire durer. Celui de Pierre Camatte, le 26 novembre 2009, confirme le succès djihadiste en la matière. Pour la première fois, un Français est capturé au Nord-Mali, le premier d'une longue liste, et désormais toute la relation franco-malienne sera vue à Paris à travers cet unique prisme. Tous les intervenants en témoignent : le président de la République, Nicolas Sarkozy, focalise son attention sur le règlement des affaires d'otages ; le Quai d'Orsay réagit pour sa part à chaque nouveau cas en plaçant en « zone rouge*[4] », les lieux où les enlèvements se produisent. Par ce seul mode opératoire, les djihadistes ont donc bien réussi à orienter la politique française au Mali. En particulier, ATT, déjà peu inquiété, y gagne une quasi-impunité car son intermédiation est jugée trop précieuse à l'Élysée. « Les otages, témoigne un ambassadeur français, ont forcément été pour nous un handicap, car ils nous ont empêchés de dire à ATT tout ce que nous souhaitions. Cela nous a obligés à conserver avec lui un canal ouvert. Nous pouvions lui faire passer des messages, mais sur un mode atténué. De son côté, il se disait très actif, mais ses résultats étaient minimes[10]. » La seule exception concerne Pierre Camatte, libéré le 22 février 2010, et elle est lourde pour la suite. Deux jours plus tard en effet, Nicolas Sarkozy est élogieux : « Nous tenons à remercier – je veux le faire du fond du cœur – le président du Mali, qui a été un homme courageux, humain et qui a accepté de considérer que la vie d'un homme, Pierre Camatte, méritait un certain nombre d'efforts, de prises de responsabilité[11]. » Parmi ces « efforts », figurerait surtout la libération de quatre partisans d'AQMI, survenue fort opportunément deux jours avant la fin de l'ultimatum du 20 février au bout duquel Abou Zeid menaçait d'exécuter l'otage. À l'instar de Bernard Kouchner, venu sur place à deux reprises les 1er et 13 février, les autorités françaises se sont succédé pour faire pression sur le gouvernement d'ATT à qui cette libération rapporte aussi une violente colère du gouvernement algérien, lequel rappelle son ambassadeur.

Les propos très fermes tenus par le président de la République française six mois plus tard n'en étonnent que

plus. Deux otages espagnols ayant été libérés*5, contre quelques millions d'euros et l'élargissement d'un prisonnier d'AQMI, Omar el Sahraoui (de son vrai nom Omar Sidi Ahmed Ould Hamma), il déclare : « La seule stratégie ne doit pas consister à payer des rançons et à accepter de libérer des prisonniers en échange de malheureux innocents12. » Il est vrai que, dans l'intervalle, est survenu ce que Nicolas Sarkozy appelle lui-même un « tournant majeur » : l'opération militaire lancée le 22 juillet pour tenter de libérer un autre Français, l'ingénieur Michel Germaneau, enlevé lui au nord du Niger le 19 avril. En six mois Paris aurait-il donc adopté une posture à la britannique, refusant catégoriquement toute négociation ? Rien n'est moins sûr. L'opération signe plutôt l'échec des négociations : l'Algérie refusait de libérer le haut responsable réclamé par AQMI, tout comme Paris Rachid Ramda, condamné à la perpétuité pour son rôle dans la vague d'attentats en France en 1995. De surcroît, l'extrême précarité de la santé de Germaneau, âgé de soixante-dix-huit ans, dont les djihadistes n'ont pas voulu récupérer le traitement médical, a poussé le gouvernement français à prendre le risque du tout pour le tout. Le recours à l'armée mauritanienne, alors que le camp visé était dans l'Akla, au nord de Tombouctou, en territoire malien donc, en dit long sur la méfiance inspirée par le gouvernement local, et, à l'inverse, sur la qualité des liens noués avec les troupes du président Aziz. Elle qui fut la première cible hors Algérie du GSPC, la Mauritanie se montre en effet très active ; elle a ainsi arrêté et condamné à mort les trois responsables AQMI de l'exécution des touristes français en décembre 2007. Son armée, qui reçoit depuis quelques mois les conseils de Sabre 1, est bien encadrée, solidement équipée, et elle n'hésite pas à user d'un droit de poursuite au Mali quand elle traque des terroristes. Autant d'arguments qui ont convaincu les Français de leur confier le raid avec l'appui de quelques-uns des leurs, issus du Service Action de la DGSE. Les forces spéciales, qui sont *a priori* les plus adaptées à une action de libération de vive force, stationnent pourtant en Mauritanie avec Sabre 1 et même, depuis janvier, au Mali même : Sabre 2 a pris ses quartiers dans la ville du centre de Mopti, « un lieu qui nous semblait parfait, explique leur chef à partir de 2011, le général Christophe Gomart : doté d'une piste en dur, il était excentré par rapport à Bamako, ce qui nous permettait donc de nous entraîner assez facilement13. » Ces troupes néanmoins, tournées vers la formation, ne sont pas forcément appropriées pour une opération de libération. De plus, souligne un cadre du COS, « les sources qui ont amené à planifier l'action étaient traitées par les services de renseignement14 ». Enfin, la DGSE a sans doute émis le souhait de participer à ce qui était perçu, quelle qu'en soit l'issue, comme l'aboutissement de ses mois de travail, surtout au Mali où ses agents sont les seuls à évoluer encore. Que Michel Germaneau n'ait pas été retrouvé dans le camp le 22 juillet ne saurait lui être reproché : sans doute celui-ci avait-il déjà succombé à l'insuffisance cardiaque dont il souffrait, même si Nicolas Sarkozy a dénoncé le 26, et sans qu'il en soit donné les raisons, un « assassinat de sang-froid*6 ».

Maîtres ès manipulation, les djihadistes en tout cas savent retourner à leur profit une opération qui a tout de même ôté la vie à sept des leurs. Logiquement, pour noircir un peu plus leur réputation, ils s'attribuent la paternité de la mort du Français. Puis, ils font de Nicolas Sarkozy l'« ennemi de Dieu » et appellent à la vengeance. « Je dis aux infidèles et croisés français, pérore pour sa part leur chef en Mauritanie, El Khadim Ould Semane, que nous ne resterons jamais tranquilles tant que le sang français n'aura pas été versé15. » Et enfin, dans la nuit du 15 au 16 septembre 2010, ils fondent à travers le Niger pour enlever à Arlit cinq nouveaux Français, Thierry Dol, Pierre Legrand, Marc Féret, Daniel et Françoise Larribe, ainsi que le Togolais Alex Awando et le Malgache Jean-Claude Rakotorilalao, salariés d'Areva et de Satom. Sept otages en tout, soit exactement le nombre de djihadistes tués le 22 juillet : AQMI montre ainsi au monde, et à la communauté musulmane au premier chef, que sa prime volonté est de prendre une revanche sur la France. La portée politique de l'événement se confirme lorsqu'Oussama Ben Laden, le 27 octobre, le relie au maintien des troupes françaises en Afghanistan et à l'interdiction du port du voile intégral en France. Le 20 novembre, l'émir d'AQMI, Droukdel, désigne le prince saoudien comme le seul interlocuteur de Paris pour les négociations. Pour les uns, il cherche à donner la preuve de son allégeance. Pour d'autres, sa déclaration serait le stigmate d'un désaccord avec Abou Zeid, soupçonné par l'organisation centrale de vouloir se hausser du col alors que Droukdel perd un de ses plus fidèles lieutenants, Abou Djaffar, tué par les services de sécurité algériens le 23 novembre, près d'Alger. Ces tensions entre leaders salafistes font partie des lieux communs sur AQMI ; Abou Zeid, Belmokhtar, Droukdel, sont décrits dans une lutte de pouvoir permanente. Or si tel était jamais le cas, il ne faut jamais oublier, premièrement, qu'AQMI n'est pas une armée à l'occidentale – les distances impliquent une grande marge d'autonomie ; secondement, et surtout, qu'elle n'a jamais été si florissante ; ces querelles supposées ne la desservent pas.

C'est ainsi que, le 5 janvier 2011, l'ambassade de France à Bamako est visée par un attentat à la grenade qui blesse deux Maliens. L'auteur, un Tunisien, se dit membre d'AQMI, avec la « haine de la France ». Deux jours plus tard, les djihadistes, de la katiba de Belmokhtar, font étalage de leur sang-froid en osant enlever Antoine de Léocour et Vincent Delory dans le restaurant d'un quartier résidentiel de Niamey. Cinglant vers le Mali qui n'est distant que de deux cent cinquante kilomètres, ils sont pris en chasse par les forces de sécurité nigériennes avec

qui ils échangent des coups de feu. Paris propose son aide, l'occasion étant hélas idéale pour mettre en œuvre le troisième volet de Sabre, baptisé « Sabre Whisky ». La prise d'otages massive à Arlit a en effet convaincu les autorités françaises de jouir dans la zone d'une force qui ne soit pas seulement destinée à la formation comme Sabre 1 et 2, mais qui puisse intervenir de manière autonome. Le déploiement d'un PC s'est imposé, mais les premiers pays contactés, le Niger et le Mali, ont émis un refus. La solution a été obtenue en octobre 2010 suite à l'intervention du chef d'état-major particulier de Nicolas Sarkozy, le général Benoît Puga, auprès de son camarade de promo à Saint-Cyr, Blaise Compaoré. Le président burkinabé, lui, y a tout de suite vu son intérêt : non seulement sa sécurité personnelle pourrait y gagner, mais il a insisté pour que, comme ailleurs, les forces spéciales forment l'unité antiterroriste nationale, pour, espère-t-il, éviter au nord du pays de passer à son tour en « zone rouge » sur la carte du Quai d'Orsay, et continuer à veiller sur les mines qui s'y trouvent. Marché conclu pour le COS : la mission d'instruction lui offre la couverture parfaite d'un « détachement de coopération opérationnelle », derrière laquelle il peut dissimuler des desseins beaucoup plus engagés sur tout le territoire sahélien. Dans le but d'être aussi discrètes que le réclame Compaoré, conscient des accusations auxquelles il s'expose, ses premières dizaines d'hommes ont pris leur quartier à dix kilomètres au nord de la capitale, dans le camp Banngré, siège de l'école nationale des officiers d'active. Dotée d'hélicoptères et d'avions, des armements les plus modernes, d'un personnel endurci, nulle force n'est plus adaptée à l'intervention décidée à l'Élysée dans les heures suivant la capture des deux Français à Niamey. Mais après le repérage de la colonne par un appareil de reconnaissance Atlantique-2, son intervention se solde elle aussi par l'échec : les deux otages trouvent la mort, trois commandos français sont blessés[*7].

Pour *Le Nouvel Observateur*, « cette action musclée démontre qu'à l'Élysée l'entourage militaire, hostile au paiement des rançons et partisan de la fermeté, commence à se faire entendre[16] ». Pas si sûr. Le cas en effet était presque aussi singulier que celui de Michel Germaneau : avec des troupes d'élite à portée, et la localisation très précise du cortège, ne pas intervenir aurait été assimilé à de la lâcheté, par AQMI, et par toute la région. De manière générale, le président de la République conserve l'obsession de récupérer les otages par des voies non violentes. C'est ainsi que, le 26 février, aucune action de force n'est à l'origine de la libération de trois des otages d'Arlit, la Française Françoise Larribe et les deux ressortissants de Madagascar et du Togo, auxquels AQMI sait ne rien pouvoir soutirer. Les contreparties ? Sans doute une rançon et la libération de Sidi Mohamed (dit Sanda) Ould Boumama, un Mauritanien, qui refera parler de lui. L'affaire est marquée dans les médias par un déballage sans précédent de prétendus détails sur le nombre de millions accordés, les filières utilisées, même les rivalités entre intermédiaires. Une règle d'airain doit permettre d'y trier le vrai du faux : les acteurs ne parlent jamais, en tout cas certainement pas en place publique. Il en va de leur crédibilité, de leur sécurité et de celle des otages, et au final des intérêts de la France.

Le Mali passe peu à peu en « zone rouge »

La dégradation continuelle de la situation conduit Paris, au cours d'un conseil de défense restreint, à décider de remplacer Michel Reveyrand de Menthon, à la tête de l'ambassade à Bamako depuis déjà quatre ans, par un diplomate qui, aux questions essentielles du développement, saura ajouter un profil sécuritaire. Christian Rouyer est le candidat idéal, lui le colonel de réserve, ancien délégué à l'action humanitaire au Quai, avant de passer dans la préfecture. Destiné à l'origine au poste d'ambassadeur à la coopération transfrontalière, il s'est donc vu proposer le Mali au mois de juillet 2010. Quelques jours de réflexion et de rencontres avec toutes les autorités concernées n'ont pas été de trop pour lui permettre de surmonter une grosse interrogation : il ne connaît l'Afrique qu'à travers les questions de développement et d'urgence humanitaire. Le remaniement ministériel de l'été ayant gelé toutes les nominations, ce ne fut qu'en janvier que Rouyer se vit confirmer la sienne. Arrivé le 9 mars 2011, il rend compte des conséquences redoutables d'un système de corruption généralisé au centre duquel il place sans hésiter le Président lui-même. C'était la première fois, lui a-t-on rapporté, qu'un ambassadeur le disait si ouvertement. De son côté, ATT lui fait comprendre son agacement face à l'acharnement avec lequel le Quai d'Orsay colorie en rouge son pays à l'économie si dépendante du tourisme. Les Français se sont ainsi déjà vus demander de s'abstenir de rester ou de se rendre à Gao et Tombouctou. La région de Mopti, quant à elle, la plus touristique du pays, est passée en zone orange en novembre : elle est déconseillée « sauf raisons impératives comme d'ordre professionnel ». ATT argue des dégâts occasionnés à l'économie locale, donc du boulevard ouvert aux djihadistes. Or, selon lui, le Mali ne serait en rien concerné par ces affaires : les Français n'ont pas été enlevés dans ses

frontières, ce qui est faux pour Pierre Camatte, et il assure qu'ils n'y sont pas détenus non plus, ce que la libération des autres infirmera également.

Pour le gouvernement malien, Paris ferait des otages un prétexte pour obtenir enfin la signature de l'accord migratoire en suspens depuis des années[*8]. 61 000 de ses ressortissants vivent en France légalement ; Bamako voudrait que 5 000 de ceux qui y sont sans papiers soient chaque année régularisés. Christian Rouyer s'efforce d'expliquer l'absence de liens entre les deux dossiers. Il prend ensuite son bâton de pèlerin pour faire la tournée des gouverneurs et leur suggérer des améliorations en matière de sécurité. En commençant par Mopti, il fait montre de sa perspicacité : « J'ai annoncé au représentant local de l'État, relate-t-il, que sa région serait certainement la prochaine à passer en zone rouge. L'axe Gao-Mopti me semblait une voie royale pour une incursion de djihadistes et une action contre des touristes. Si le dispositif policier et militaire n'était pas accru, il était certain que la prise d'otages suivante s'y déroulerait[17]. » Installées depuis plus d'un an dans la région, les forces spéciales de Sabre 2 ne sauraient rassurer l'ambassadeur : « Les hommes, témoigne un officier des commandos marine, considéraient l'endroit comme une villégiature car les Maliens qu'ils étaient censés entraîner ne mettaient vraiment pas beaucoup de cœur à l'ouvrage[18]. » Contrairement à Sabre 1 en Mauritanie, la mayonnaise n'a pas pris. Pourtant, en acceptant la venue du COS, Bamako a bravé l'opposition de Kadhafi qui ne voulait pas de soldats français si près de leurs supposés alliés touaregs. Mais le chef d'état-major général des armées, le général Gabriel Poudiougou, en poste depuis quatre ans, préfère concentrer son attention dans le Nord où il sent l'ambiance se dégrader. Sabre 2 pliera donc bagages quelques mois plus tard.

Le premier tour d'horizon du nouvel ambassadeur français l'autorise à dresser un constat sans appel : « Les Maliens étaient dans le déni complet. Pour eux, la France exagérait la menace fondamentaliste. » Mais les soupçons français vont à cette époque beaucoup plus loin encore : « Nous avons eu la preuve formelle, indique une source proche des services, d'une collusion entre ATT et les djihadistes : un officier de son entourage renseignait AQMI et il ne pouvait le faire sans y avoir été invité[19]. » Le pacte du diable est donc quasi révélé : contre la tranquillité dans le Sud, Bamako livre le Nord aux djihadistes. L'irresponsabilité est d'autant plus regrettable que le contexte régional est modifié par l'entrée en guerre de l'OTAN en Libye le 19 mars. Le Mali est l'un des tout premiers pays africains à afficher son désaccord[*9] ; ATT faisant partie des médiateurs de l'Union africaine qui, derrière le Sud-Africain Jacob Zuma, se rendent à Bab el-Azizia en avril pour faire entendre raison à Kadhafi.

Les répercussions de l'opération Harmattan en Libye

Dès lors, les autorités maliennes et nigériennes alertent sur le recrutement de centaines de Touaregs par des agents libyens agissant à l'intérieur de leurs frontières[20]. Bamako est l'une des seules capitales à être marquées par une manifestation antifrançaise. Le 28 mars, l'ambassade voit converger vers elle des milliers d'individus, répondant à l'appel d'une « coalition de soutien à la grande Jamahiriya libyenne contre l'agression occidentale[21] ». Les slogans sont sévères pour la France, toutefois aucun débordement n'est à déplorer. Et pour cause. L'ambassadeur Rouyer a pris soin de rencontrer au préalable Mahmoud Dicko, poussé en 2008 par les wahhabites à la tête du Haut Conseil islamique alors que les malikites[*10] sont largement majoritaires dans le pays. En 2009, les salafistes avaient déjà fait une démonstration de force en obligeant ATT à annuler purement et simplement le code de la famille, pourtant voté par l'Assemblée nationale, parce qu'ils le jugeaient trop éloigné de la charia. « Je lui ai exposé l'esprit de nos opérations en Libye, relate Christian Rouyer, ainsi que ma mission. À la fin, je lui ai proposé de réfléchir à une manière de travailler ensemble[22]. » Son interlocuteur en fut séduit, qui invoqua un droit inaliénable des Maliens à manifester, mais qui garantit qu'il n'y aurait pas d'incident ; la manifestation ayant lieu un vendredi, il lui a suffi de faire passer le message par les imams.

Début mai, le gouvernement malien se plaint pour la première fois d'un transfert d'armes lourdes depuis la Libye. Le 12 juin, l'armée nigérienne intercepte un convoi à sa frontière, transportant 640 kilos d'explosifs. « C'est une menace de plus, non seulement pour les étrangers, mais pour l'État malien lui-même[23] », explique le ministre des Affaires étrangères Soumeylou Boubèye Maïga. À la fin du mois, les forces maliennes prêtent enfin main-forte aux Mauritaniens, comme le gouvernement du général Aziz le réclamait instamment, afin de contrer l'implantation des djihadistes dans la forêt de Ouagadou, stratégique car à la frontière des deux pays.

Dans sa mission d'anticipation, l'état-major des armées français a très tôt pesé les conséquences de l'opération Harmattan pour la région. « Elles ont été mises de côté reconnaît le colonel Yves Métayer, alors au

bureau Afrique de l'état-major des armées, car la priorité politique était résolument ailleurs, à Benghazi[24]. » La position de la France, de fait, en aurait été rendue impossible. Et ce n'est donc pas sans hypocrisie que les récriminations des chefs d'État africains sont souvent mises sur le compte d'un énervement passager, voire de la cupidité. En cause, les millions de pétrodollars déversés par Kadhafi depuis trente ans qui, pour certains, ne prendront plus la direction de leurs comptes bancaires, et surtout, pour d'autres, celle des caisses de leur État. Car il ne faut pas appliquer aux relations interafricaines le même principe réducteur avec lequel les tenants de la « Françafrique » ont entaché toute relation entre la France et le continent. Les chefs d'État de la région ne peuvent que légitimement s'inquiéter des conséquences pour le Sahel de l'effondrement du pays le plus important avec l'Algérie. Pour remédier aux allers et venues de bandes armées entre leurs pays, le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) planchera à Paris sur une aide à la constitution d'équipes de contrôle des frontières. Mais bien plus tard, à la veille de la chute de Tripoli. « La zone était immense, ajoute le colonel Éric M., et la stabilité insuffisante en Libye. Le projet est donc passé à la trappe. » Pas totalement : les forces spéciales françaises ajoutent bien à leurs missions la surveillance de la frontière au sud de la Libye. En particulier, elles identifient le lieu-dit de « l'arbre isolé », célèbre dans le Ténéré[25], comme le point de passage de bien des transits. Toutefois, avec un seul avion d'observation et un effectif réduit à Ouagadougou, leur contribution ne peut être que ponctuelle.

Sabre a toutefois ajouté une troisième corde à son arc. Depuis quelques semaines, le Niger était dans son collimateur, à la charnière entre le Burkina et le Mali, où il est déjà, l'Algérie et la Libye. L'enlèvement des sept otages à Arlit a enfin mis en lumière les faiblesses du dispositif de sécurité autour des mines d'uranium. « Depuis le début 2009, témoigne Jacques Hogard, président de la société EPEE mandatée par AREVA, nous mettions en garde, oralement et par écrit, les autorités françaises contre la montée du péril AQMI. Comme le COS était en Mauritanie, j'ai suggéré qu'il s'installe aussi au Niger, non pas évidemment pour assurer la surveillance des sites, mais afin d'élever le niveau opérationnel des troupes nigériennes à qui incombe la tâche, et pour disposer sur le terrain d'une capacité de réaction immédiate au cas où[26]. » Sa voix compte puisqu'il est lui-même ancien colonel des forces spéciales. Mais les blocages sont forts. « Le Président nigérien, explique un des cadres du COS, ne voulait pas affronter les critiques de son opposition sur son incapacité à lutter seul contre les terroristes[27]. » Mais une offre des forces spéciales ne peut se refuser : Sabre 3 prend ses marques en mai 2011, une fois encore sur la pointe des pieds, avec une quinzaine d'hommes seulement.

Au regard des menaces cependant, la lame de Sabre semble bien courte. Les autorités françaises en ont conscience, qui n'ont de cesse de tirer par la manche leurs homologues européennes afin de les forcer à se pencher sur le sort du Sahel. En apparence, elles obtiennent satisfaction en septembre puisque, après la décision du Conseil européen des Affaires étrangères du 25 octobre 2010 de bâtir une stratégie commune, le Service européen d'action extérieure (SEAE) présente sa « Stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel », axée sur le Mali, la Mauritanie et le Niger, avec quatre thèmes d'action[*11]. Le budget annoncé toutefois, d'un montant conséquent de 663 millions d'euros, est en réalité la somme des aides au développement déjà accordées par l'Europe[*12]. Seuls 150 millions d'euros pourraient être ajoutés à terme, après le bilan des premières actions. Par ailleurs, une portion congrue est laissée à la politique de sécurité (135 millions) et à la lutte contre-terroriste (30 millions).

Derrière l'affichage, deux blocages principaux demeurent à Bruxelles : la diminution drastique des budgets militaires nationaux et le désintérêt pour le Sahel. Et puis, la France n'en fait-elle pas trop, elle qui a déjà arraché la Libye à des Européens peu convaincus ? La fin de l'année 2011 prouve le contraire avec la recomposition des forces du nord qui présagent des lendemains difficiles.

---

*1. Alors que la conférence aurait dû rester confidentielle.

*2. Essentiellement des véhicules et trois hélicoptères Gazelle (à l'armée nigérienne).

*3. Ainsi que l'aviation française le vérifiera, et sera obligée d'y remédier, lors de Serval.

*4. Rigoureusement interdite aux touristes français.

*5. Roque Pascual et Albert Vilalta, enlevés le 29 novembre 2009 en Mauritanie, exfiltrés vers le Mali.

*6. En faveur de cette thèse, un terroriste tunisien, arrêté en mai 2011, expliquera qu'Abdelkrim le Touareg aurait exécuté Germaneau d'une balle dans la tête dans le Tigharghar où celui-ci aurait été transféré. Le passeport du Français y sera retrouvé lors de l'opération Serval. Mais jamais son corps.

*7. Six djihadistes ont également été tués.

*8. L'Algérie et la Chine, et en moindre mesure, le Maroc ne l'ont pas non plus signé.

*9. Et il sera l'un des derniers à reconnaître les nouvelles autorités libyennes.

*10. Une des quatre grandes écoles, modérée, du sunnisme.

*11. « Développement, bonne gouvernance et règlement des conflits internes » ; « politique et diplomatie : promouvoir une vision et une stratégie communes pour s'attaquer aux menaces transfrontalières » ; « sécurité et État de droit : renforcer les capacités des États concernés dans les domaines de la sécurité, du maintien de l'ordre et de l'État de droit », « prévention et lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation ».

*12. Au total, le Mali empoche la part du lion avec 358 millions, car il a aussi été considéré comme un modèle démocratique à l'UE. Le Niger obtient 150 millions, la Mauritanie 77.

3.

AU BORD DU GOUFFRE

En trois mois, apparaissent fin 2011 les trois mouvements qui vont porter l'estocade au Mali chancelant. Comme l'élimination du régime libyen est exactement simultanée, il est de bon ton d'en faire la cause : mercenaires touaregs et armements auraient fui des casernes de Kadhafi vers l'Adrar des Ifoghas, déséquilibrant irrémédiablement la donne dans le Nord malien. Il n'est jamais rappelé que les Touaregs de l'armée libyenne ont regagné leur pays d'origine bien avant la mort du Guide, certes dans une tendance générale fort défavorable à Kadhafi, et qu'un bon nombre, trois cents d'entre eux, aux ordres du colonel Waki Ag Ossad, pour la plupart des Imghads, une tribu vassale, sont bien revenus eux aussi, mais pour prêter allégeance aux autorités de Bamako.

La recomposition des forces du Nord

Il est exact que d'autres Touaregs, principalement Idnans ou Chamanamas, ont rejoint l'Adrar des Ifoghas. Leur nombre varie ; en tout cas, il n'est pas question d'une déferlante humaine se déversant de Libye : entre 400 et 1 000 tout au plus. Avec pour armes, tout ce qui peut être facilement transportable : mitrailleuses, lance-missiles RPG-7, AK-47 – à peu près rien dont l'armée malienne ne dispose elle-même. Ceux-là ont quitté encore plus tôt la Libye, au printemps, emmenés par un officier charismatique, Mohamed Ag Najim, qui, après avoir rejeté les accords de Tamanrasset en 1991, a gagné ses galons de colonel dans la région de Sebha. La motivation de leur exode est au cœur de la crise à venir. Ce bataillon en effet ne rentre pas seulement au pays par dépit face à la fin programmée de la Jamahiriya, mais parce qu'il y est invité de divers côtés. Sans doute la DGSE a-t-elle fait jouer ses relations anciennes pour les dissuader de s'opposer à l'OTAN. Sans trop d'efforts toutefois puisque les leaders de l'insurrection touareg se sont également prêtés à l'exercice, au premier rang desquels le mythique Ibrahim Ag Bahanga qui a su rappeler à ses frères que « tout ce que [Kadhafi] a jamais fait fut d'essayer d'utiliser les Touaregs à ses propres fins et au détriment de la communauté[1] ». Car, en réalité, le vent d'Harmattan n'a fait qu'attiser le feu d'une révolte qui recommençait à couver au Nord-Mali de manière quasi cyclique. « La guerre en Libye n'a été qu'un catalyseur, confirme l'un des porte-parole touareg, Moussa Ag Assarid. Ce qui s'est produit en 2012 serait de toute façon arrivé[2]. » Toujours insatisfaits de la politique de Bamako, qui n'appliquerait pas les derniers accords signés et renforcerait même son dispositif de sécurité dans le Nord, les Touaregs estiment que le contexte international leur est des plus favorables pour une nouvelle révolte. Ainsi ont-ils vu avec envie la création du Sud-Soudan, le 9 juillet. Ils espèrent aussi beaucoup des nouvelles grandes puissances émergentes comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, très enclines à éloigner l'Afrique moderne des règles issues de la décolonisation. Dès le mois de juillet, leurs représentants ont donc commencé à réclamer des négociations au gouvernement malien. Les 15 et 16 octobre, une semaine avant la mort de Kadhafi, qui ne peut donc en être la cause, ils concrétisent leur nouvel élan en créant le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA). Leur revendication : l'indépendance, vis-à-vis du Sud, mais aussi des djihadistes dont ils ne souffrent plus la mainmise dans le Nord, par fierté, par intérêt aussi, l'influence d'AQMI déteignant sur l'économie et les trafics.

MNLA : identitaire et indépendantiste

Le MNLA le sait : il réussira là où ses prédécesseurs ont échoué en démontrant que lui est véritablement représentatif de toutes les populations du Nord. En quelque sorte, il voudrait rééditer l'appel de 1958 lancé au général de Gaulle, signé par trois cents chefs touaregs, peuls, songhaïs et autres. Or, si quelques rares figures arabes le rallieront, comme Baba Ould Sidi El Mokhtar El Kounty, chef suprême des Kountas dans la région d'Anefis, les Songhaïs ou les Peuls se laissent désirer. Quoiqu'il en dise, le MNLA reste profondément touareg. Outre le bataillon de Najim, ses troupes sont issues du mouvement national de l'Azawad (MNA), association de jeunes étudiants touaregs créée à peine un an plus tôt*1, et du Mouvement touareg du Nord-Mali (MTNM) de Bahanga. L'organisation demeure même fortement ifoghas, l'aristocratie de l'Adrar. Ainsi, malgré son aura, Najim, qui est idnan, est condamné aux seconds rôles : « Les Ifoghas ne laisseront jamais le pouvoir à quelqu'un qui ne vient pas de chez eux, explique l'anthropologue spécialiste du Mali, André Bourgeot. Les rapports politiques passent toujours par le biologique[3]. » Le leadership semblait donc promis à Bahanga, un Ifogha, mais il est mort en août*2. Au vu de ses états de service, un nom semblerait s'imposer *a priori*, celui d'Iyad Ag Ghali. Et de fait, il se présente à Zakak, l'un des fiefs du MNLA, pour revendiquer la présidence du mouvement, mais elle échoit à un cousin de Bahanga, beaucoup moins connu, Bilal Ag Cherif. Rebelote quelques jours plus tard à Abeïbara où les Ifoghas tiennent leurs assises : Ag Ghali y postule à la succession de l'Amenokal, Attaher Ag Intallah, mais c'est le fils de celui-ci, Alghabass, par ailleurs déjà député, qui est retenu. Le passif d'Iyad l'emporte en effet sur son actif. L'ancien chef de la rébellion a tout d'abord déçu en acceptant de négocier deux accords avec le Sud dont il a ensuite donné l'impression de ne pas se soucier de la non-application. Sa nomination en 2007 comme consul général à Djeddah a signé sa forfaiture aux yeux des Touaregs qui, depuis, ont ajouté le grief religieux. Depuis les années 1990, Iyad n'a jamais cessé de se radicaliser comme en témoigne son expulsion par l'Arabie saoudite – pourtant wahhabite – pour ses fréquentations avec des éléments extrémistes. En témoigne aussi le jugement porté sur lui par le leader des islamistes à Bamako, Mahmoud Dicko : « Je l'ai bien connu autrefois, jamais je n'aurais supposé qu'un homme comme lui se radicalise de la sorte[4]. » Or, les Touaregs, dans leur grande majorité, restent hermétiques à un islamisme qui bafoue leurs aspirations irrédentistes : même si Iyad a évoqué un Azawad islamique à Zakak[5], les salafistes rêvent d'un Mali islamique, même d'un califat sahélien, pas d'une grande nation touareg.

Ansar Dine : touareg et salafiste

L'Histoire est faite de la soif de revanche d'individus rejetés. Iyad en effet ne s'en laisse pas compter. Il veut sa part de pouvoir, lui dont les réseaux sont régulièrement sollicités par les Occidentaux et les Algériens dans le cadre d'affaires d'otages. Sa méthode va entraîner tout le pays dans un conflit sans précédent pour la région : il propose à AQMI les services de sa cinquantaine de fidèles via son neveu Abdelkrim, premier chef de katiba touareg de l'organisation. La réponse n'est pas immédiate. Si le commandement régional des djihadistes semble preneur, la hiérarchie centrale algérienne s'interroge beaucoup sur la pertinence d'une alliance avec une figure si connue, si influente aussi : le message n'en sera-t-il pas perverti ? Cheikh Abou El Fadel, le nom arabe d'Iyad Ag Ghali, est-il sincère dans sa conversion au salafisme ? Ne va-t-il pas revenir à ses premières amours indépendantistes ? Droukdel et ses proches en soupèsent le risque face à l'espoir de fédérer beaucoup plus de partisans dans le Nord, d'y donner à AQMI cette assise qu'Abdelkrim, à la réputation bien trop néfaste, est incapable de lui rapporter. La solution choisie est celle du cheval de Troie. En apparence, Ag Ghali fonde sa propre organisation, Ansar Dine (les défenseurs de la foi), volant au passage le nom du mouvement religieux de Chérif Ousmane Haïdara aussi populaire dans le Sud que modéré. « C'est un Ansar ed-Dine dévoyé, clame le leader soufi, qui est pratiqué dans le Nord par la faute d'Iyad Ag Ghali, et qui s'est totalement accaparé notre nom pour prôner la violence[6]. » Mais le succès du recrutement ne trompe pas : AQMI appuie massivement Ansar, sur le plan matériel et financier, « entre 100 000 et un million d'euros », estime une source proche de la DGSE.

Cette somme permet derechef de diminuer le rôle attribué aux services algériens. Non, Ansar Dine n'est pas leur création. En revanche, ils en cernent très tôt l'utilité : Ag Ghali leur est beaucoup plus proche que n'importe quel dirigeant d'AQMI dont ils peuvent donc espérer, par son biais, contenir l'expansion sur le territoire malien. La réaction de l'ensemble des acteurs est à l'avenant. À Bamako, l'apparition d'Ansar est exploitée pour dénaturer la

cause touareg en l'assimilant au fondamentalisme. Dans le Nord, elle donne lieu à une série de défections au MNLA qui ne s'en affole pas. Le ralliement en particulier d'Alghabass Ag Intallah est plus interprété comme la volonté de l'Amenokal, plutôt revêche à l'islamisme, de conserver un pouvoir d'influence au sein du nouveau mouvement ; Iyad, lui, se réjouit de l'« effet vitrine », ainsi que des excellents contacts de la famille Intallah avec le Golfe.

En France enfin, Ansar ne suscite pas d'inquiétude particulière, au point que, des mois plus tard, certains, en très hauts lieux, reprocheront à la DGSE de ne pas avoir su anticiper sa création[7]. L'explication semble fournie par un haut fonctionnaire du Quai alors en charge du Sahel : « La DGSE était tellement pro-touareg que nous avions fini par ne plus lire ses notes… y compris quand elle a annoncé leur scission[8]. » Grâce à ses sources, la DGSE de fait avait appris quasiment dans l'heure la mort de Bahanga : elle savait pertinemment qu'une guerre de succession s'ensuivrait. Et elle non plus ne s'alarme pas de l'évolution d'Iyad qu'elle pratique depuis une vingtaine d'années. « Nous passions par Ahmada Ag Bibi pour le contacter[9] », témoigne un haut fonctionnaire à la Défense. Comme les Algériens, les services français gardent précieusement en tête les revirements d'Iyad Ag Ghali en 1991 et 2006. À chaque fois il était chef de file, à chaque fois il a été le premier à baisser la garde. Jamais deux sans trois, se dit-on.

Mujao : salafiste et djihadiste

La troisième entité qui émerge à la fin 2011 est incontestablement la plus préoccupante. Le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) est créé par le Mauritanien Hamada Ould Mohamed Kheirou, figure connue du djihadisme sahélien puisque, ancien lieutenant de Belmokhtar, il avait été arrêté dans son pays d'origine en 2009 et relâché l'année suivante[*3]. Selon les versions les plus répandues, il aurait rompu les ponts avec l'état-major d'AQMI pour des raisons, pour les uns, nobles – désaccord sur la méthode à suivre pour installer le califat au Sahel – pour d'autres, crapuleuses – il aurait réclamé une plus grosse part sur les rançons. De fait, le Mujao se fait connaître pour la première fois en revendiquant l'enlèvement de trois humanitaires européens (deux Espagnols et une Italienne), en Algérie, près de Tindouf, le 23 octobre 2011. Comme la date de la création du Mujao est inconnue, elle est parfois directement reliée à cette affaire : l'état-major sahélien d'AQMI, n'ayant pas goûté la prise d'otages imprévue, aurait demandé à Kheirou de renvoyer ses prisonniers en Algérie ; refusant d'obtempérer, le Mauritanien aurait décidé de voler de ses propres ailes en partant s'installer au Mali, à Ménaka, avec armes, bagages et otages.

Il est à remarquer que nul fonctionnement ne semble pouvoir être imaginé au sein d'AQMI qui ne relève de la discorde. Or, comme Belmokhtar quelques mois auparavant, comment concevoir que Kheirou ose se mettre en porte à faux, seul, face à la puissante machine djihadiste guère réputée pour sa mansuétude ? Pour comprendre la réalité des liens avec AQMI, il suffit sans doute de se pencher sur l'origine des membres du Mujao : beaucoup de Mauritaniens comme Kheirou, mais aussi des Sahraouis, des Nigériens, les miliciens songhaïs et peuls, bref les tribus noires qui restaient hors de portée pour AQMI. Plutôt que de « scission » si régulièrement avancée, le journaliste Boris Thiolay préfère astucieusement parler de « légion étrangère[10] ». Mais le terme prête à confusion. Car si les Noirs sont bien étrangers au tissu originel des djihadistes algériens, ils représentent au contraire une part considérable de la population malienne au Nord-Niger. Et contrairement à la plupart des Touaregs qui rejoignent Ansar par appât du gain ou du pouvoir, eux étaient acquis aux thèses salafistes, particulièrement dans la grande région de Gao, bien avant la création d'Ansar. AQMI et le Mujao pourront bien sûr diverger sur des questions financières, liées aux trafics, mais seul le fonds importe : les deux organisations sont dans une symbiose comparable à celle d'Al-Qaida et des talibans en Afghanistan[*4].

Au déclenchement de la crise, la quatrième révolte touareg

À la fin de l'année 2011, en dépit de la création du MNLA, la cause touareg est à nouveau reléguée au second plan par les menées djihadistes. L'Algérie évoque publiquement les liens d'AQMI avec Boko Haram que la

DGSE a identifiés depuis une dizaine d'années. Le 25 novembre, les deux Français Serge Lazarevic et Philippe Verdon sont enlevés dans leur hôtel à Hombori, soit exactement sur la route pressentie par l'ambassadeur Rouyer. Leur présence au nord du Mali les fera soupçonner, comme naguère Pierre Camatte, d'appartenir à la DGSE. AQMI est la première à accréditer cette thèse, officiellement en tout cas, elle qui revendique la capture de deux agents du renseignement. Malgré les démentis constants de Mortier*5 et des familles, leur passé sinueux de baroudeurs en Afrique semble corroborer l'hypothèse. Peu croient en leur qualité de « géologues » qui a été livrée en premier lieu à la presse. Pourtant, tous deux ont bien été embauchés par une société de Bamako pour jauger la cimenterie d'Hombori, qu'ils ont effectivement inspectée, et ils ont manifesté sur place des connaissances certaines dans le domaine[11]. Quand bien même tous ceux qui ne sont pas « géologues », au sens académique du terme, ne sont pas pour autant des espions… Et de toutes les façons, la charge est la même pour la France, dont la liste d'otages continue de s'allonger. Ils sont sept désormais. Et les djihadistes ne s'arrêtent pas là. Le lendemain même de l'enlèvement d'Hombori, trois touristes européens sont encore enlevés, à Tombouctou, un quatrième, un Allemand, étant abattu pour avoir résisté.

Le Mali sombre, sans provoquer de réactions fortes. « Tout était vermoulu, décrit sans ambages un diplomate. Mais quand on le rapportait au Quai, on se faisait rabrouer : il ne fallait pas dire ça, le Mali était un exemple de démocratie, nous faisions preuve de beaucoup trop de pessimisme[12] ! » La principale réponse française de fait est d'étendre la zone rouge à la région de Mopti. Pourtant, avec le kidnapping de Verdon et Lazarevic, ATT est acculé : il ne peut plus prétendre que les terroristes ne sévissent pas sur son sol. D'ailleurs, le communiqué de revendication met à l'index son « régime », au même titre que Nicolas Sarkozy, pour sa « guerre contre les moudjahidins, souscrivant ainsi aux pressions exercées sur lui par la France et les États-Unis[13] ». Mais Paris ne change pas de ton. « Le régime malien était finissant, explique un conseiller du président de la République. Nous sentions qu'il n'avait pas de stratégie dans le problème du terrorisme, pas de volonté. Pire, on subodorait la compromission de certains proches de son entourage avec des réseaux liés aux trois factions principales. Mais on ne voulait pas l'attaquer de front alors qu'il quittait le pouvoir. De plus, les otages nous obligeaient à conserver des relations fonctionnelles avec lui »[14]. Comme le résume un ancien haut fonctionnaire du Quai : « On a fait le gros dos[15]… »

Le 12 décembre 2011, le président malien redore opportunément son blason en annonçant lui-même à l'ambassadeur français l'arrestation du commando responsable de la dernière prise d'otages : des Touaregs pour l'essentiel, membres de l'armée nationale, qui ont revendu leur prise à AQMI. Mais cela ne saurait suffire aux yeux des partisans d'une politique de fermeté, qui, au Quai, se recrutent surtout à la direction Afrique, logiquement la plus concernée. Le sous-directeur Afrique de l'Ouest Laurent Bigot appelle à un sursaut ; il faudrait faire pression sur ATT pour qu'il s'attelle enfin à combattre le fléau djihadiste. À Bamako, l'ambassadeur Rouyer ne s'embarrasse pas pour alerter les autorités maliennes lors d'un colloque organisé par le PARENA*6 : « AQMI s'en prendra d'abord à vous ! Nous, nous ne les intéressons que pour les rançons tirées des prises d'otages. » Cependant, c'est du troisième acteur malien que va jaillir la crise. En novembre, une délégation de députés de Bamako s'est en effet rendu dans la région de Kidal afin d'ouvrir des discussions Nord-Sud, mais le MNLA s'y est vu refuser toute légitimité. Une ultime tentative a lieu le 7 janvier 2012 : Mohammed Ag Erlaf, ancien membre de la rébellion touareg, depuis passé du côté des autorités, est dépêché par Bamako auprès du MNLA, mais pour proposer peu ou prou une redite des accords de 1991 et 2006… Dix jours plus tard, alors que les récentes affaires avaient consolidé l'idée que le Nord n'était plus tenu que par les djihadistes, les Touaregs jouent donc de surprise en déclenchant les hostilités dans la ville emblématique de Ménaka, puis en prenant la direction de Gao, Kidal et Tombouctou.

D'emblée, le MNLA impressionne par sa maîtrise de la communication. Résultat probable de l'intégration des jeunes étudiants du MNA, et s'inspirant du Printemps arabe, il utilise massivement les réseaux sociaux pour informer sur ses opérations, ses buts et ses besoins. Sa dialectique est rôdée. L'aspiration à l'indépendance, que les Touaregs savent plus difficile à faire passer auprès de l'opinion mondiale, est souvent reléguée au profit de l'étendard plus consensuel de la guerre contre ceux qu'ils appellent sciemment les « terroristes d'AQMI ». « Ça ne pouvait plus durer ! relate Assarid. Le pouvoir à Bamako recevait de l'argent de l'Union européenne pour lutter contre le terrorisme ! Nous devions passer à l'acte[16]. » Autre caractéristique de l'opération, son degré de préparation, encore supérieur à celui de 1996. Un immense coup de vent balaie le Nord, des hordes de pick-up déferlent vers le fleuve Niger sans s'arrêter dans les localités conquises. « Le mouvement vers l'est et Gao, puis la manœuvre pour Tombouctou démontrent des connaissances militaires certaines, note le colonel M. au CPCO. On reconnaît la patte du colonel Najim[17]. » En négatif, l'état de décomposition des forces maliennes stupéfie peut-être plus encore. À quoi donc ont servi les sommes considérables investies par les Américains ? À renforcer la rébellion, répliquent les plus cyniques qui notent que les contingents touaregs rallient le MNLA l'un après l'autre. L'effet de la débâcle est accentué à Bamako par le choix des autorités de dissimuler la réalité. Les Maliens du Sud,

particulièrement les familles des soldats engagés, en viennent à imaginer le pire dont le massacre, survenant à Aguelhok, au nord-est de Kidal, le 24 janvier, leur apparaît comme la sinistre confirmation : une quarantaine de militaires maliens sont exécutés après leur reddition. Des « violences absolument atroces et inadmissibles[18] », témoigne le ministre français de la Coopération, Henri de Raincourt, en visite au Sahel. Le mystère demeure sur l'identité des auteurs. Le pouvoir malien s'empresse de désigner le MNLA, au moins coupable à ses yeux de complicité avec AQMI qui, c'est une réalité, s'est aussi mise en mouvement. Les troupes d'Abou Zeid et Belmokhtar sont même l'incarnation de la « catalyse » libyenne puisqu'ils circulent à bord de pick-up pour beaucoup venus de l'ancienne terre de Kadhafi. « C'est ce qui leur a donné leur force et leur énergie lors de la prise de pouvoir dans le Nord »[19], analyse un cadre des forces spéciales françaises.

Les Touaregs nient tout en bloc : « Non seulement ce n'est pas nous qui avons commis ces horreurs, explique Assarid, mais nous n'avons mené aucun combat commun avec les terroristes. Les rares rescapés d'Aguelhok ont raconté qu'AQMI est arrivée après les combats pour achever les soldats maliens que nous avions combattus[20]. » En février, des manifestations violentes éclatent à Bamako pour dénoncer l'impéritie du gouvernement ; beaucoup de femmes y réclament simplement des armes pour leurs époux soldats à l'abandon dans le Nord. L'ONU annonce cent vingt-six mille personnes en fuite vers le Sud et les pays voisins.

La France ne modifie pas sa posture. Si Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, appelle à « traiter la question touareg sur le fond », il n'est pas question pour le gouvernement de hausser le ton. La priorité reste les otages et la sécurité des cinq mille ressortissants français à Bamako ; rien ne doit donc les mettre en danger. Pourtant, les autorités maliennes, relayées par une grande part de la presse française, ne se privent pas de pointer Paris du doigt en faisant de la guerre en Libye la matrice de la nouvelle révolte. Comme si les Touaregs ne s'étaient jamais dressés contre Bamako ; comme si les djihadistes n'étaient pas au Mali depuis des années ; comme s'ils n'avaient pas assez d'argent pour se payer les armes qu'ils n'auraient pu prélever dans les arsenaux libyens. L'accusation se fait même parfois plus précise à Bamako. La « coalition malienne pour l'unité territoriale » joue sur les sympathies dont bénéficient les Touaregs dans certaines sphères parisiennes pour inventer un marché : d'un côté, la France aurait assuré le MNLA de son soutien à l'indépendance de l'Azawad et offert les moyens financiers adéquats ; de l'autre, les Touaregs se seraient engagés à combattre AQMI et, bien entendu, à céder le pétrole dont regorgeraient les sous-sols au Nord : « Voyez cette recette facile ! écrit la coalition. Qui aurait cru qu'une telle attitude, qu'un tel complot proviendrait de la France ? C'est regrettable, c'est pitoyable et c'est indigne de la part d'une soi-disant puissance ! Ces moyens ignobles et indécents déshonorent la France. C'est une violation grave du traité colonial qui lie le Mali à la France[21]. »

Comme d'habitude, ATT et les siens fuient leurs responsabilités : de même qu'ils relativisaient la menace djihadiste, ils incriminent la France pour cacher le désastre de leur propre politique. Les services de renseignement en effet n'évaluent les forces touaregs et djihadistes réunies qu'à un « petit millier[22] » d'hommes : les soldats maliens se comptent quatre à cinq fois plus nombreux. Les armes du MNLA et d'AQMI, ces derniers les ont aussi. Et leurs qualités guerrières sont indéniables, comme ils le prouveront avec les Français au démarrage de Serval. S'ils sont défaits, ce n'est pas parce que l'OTAN est intervenue en Libye, mais parce qu'ils n'ont aucune cohésion, aucun commandement, résultat de plusieurs années d'un laisser-aller général. Ainsi abandonnent-ils les localités à l'ennemi sans combattre, cédant souvent à la peur inspirée par la légende de Najim dont les faits d'armes se cherchent encore. « Partout où ses troupes se sont approchées, souligne l'ambassadeur Rouyer, les Maliens ont fui. Or il n'a jamais remporté de grande bataille[23]. » L'échec du pouvoir malien, c'est aussi celui de tout le Sahel : la sous-nutrition touche 15 millions d'habitants à cause de mauvaises récoltes, de politiques désastreuses, de sécheresses à répétition. Et la pire période, dite de soudure (mai-juillet), est à venir alors que, malgré les cris d'alerte des ONG et de l'UNICEF, l'ONU n'a pu recueillir que 40 % des 550 millions d'euros réclamés.

Un putsch en marchant

Paris reste dans l'urgence de ne rien faire ni dire qui puisse provoquer un retour de flamme en sa direction. Son fil conducteur : les élections présidentielles. Celles qui sont organisées en France tout d'abord ; ce n'est pas en pleine campagne que Nicolas Sarkozy peut entreprendre des choix risqués, surtout à l'étranger. Au Mali ensuite. « Nous espérions, témoigne un conseiller diplomatique du président de la République, que les élections prévues pour le 29 avril provoqueraient un sursaut et permettraient à un nouveau pouvoir investi d'une forte légitimité de

reprendre les choses en mains. Nous pensions que leur proximité rendait très improbable un éventuel coup d'État et que ceux qui, dans l'armée, en avaient contre ATT et sa gestion de la crise du Nord, ne prendraient pas le risque d'ajouter au chaos en le renversant à quelques semaines de son départ[24] ! » En effet, à la sécession du Nord se greffe une crise de régime au Sud. Le 20 mars 2012, une manifestation d'ampleur est annoncée à Bamako pour le 24 ; l'ambassade de France demande à ses ressortissants de rester chez eux. Le foyer de la révolte se situe à Kati, à quinze kilomètres de la capitale, au camp Soundiata Keïta, où cantonnent en particulier les bérets verts. Le 21, ATT y délègue son ministre de la Défense, Sadio Gassama, et le chef d'état-major des armées, le général Poudiougou, pas nécessairement les mieux placés pour aller réconforter des épouses inquiètes. De fait, se retrouvant pris à partie, leurs escortes sont obligées de tirer en l'air pour les dégager. Puis, après avoir vidé l'armurerie et le garage du camp, les soldats fondent sur la télévision nationale et le palais de Koulouba défendu plusieurs heures par la garde prétorienne des présidents maliens depuis Moussa Traoré, le 33e régiment de parachutistes-commandos, des bérets rouges. À 21 heures, la présidence est investie. Des rumeurs courent sur la mort d'ATT qui a disparu. Ceux qui n'étaient encore que des protestataires s'improvisent de facto les maîtres du pays en découvrant le trône vide. Un putsch en marchant.

La spontanéité du 21 mars n'est remise en cause par personne. Néanmoins, il convient de l'atténuer. Tout d'abord, la version un rien romanesque lui donnant la colère des femmes pour moteur peut légitimement prêter à interrogation. Il semblerait que la volonté des sous-officiers de ne pas être envoyés en première ligne dans le Nord soit le véritable motif. D'autre part, Paris s'attendait depuis quelque temps à un coup d'État. Mieux, la DGSE, le lundi 19 mars, en a fixé la date au samedi. Les amateurs de complot en déduiront la connivence habituelle de la France dans tous les drames africains. Mais en réalité, depuis longtemps, diplomates, officiers et agents du renseignement français sentaient l'exaspération monter chez leurs interlocuteurs maliens, civils comme militaires. En recoupant ces informations, la DGSE a pu établir qu'un groupe de gradés, dont certains très établis, allait passer à l'acte : les sous-officiers, qui n'en étaient pas informés, leur ont grillé la politesse. Mais ils parviennent à se rétablir partiellement en faisant promouvoir le 22 mars le capitaine Amadou Haya Sanogo à la tête du « comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État », créé en guise de nouveau gouvernement.

La note de la DGSE est un marqueur de la dégradation des relations entre Paris et Bamako. Car, à en juger par sa surprise totale le 21, ATT n'en avait pas été prévenu. Il est possible que le scénario présenté par les services n'ait pas retenu l'attention des autorités françaises. « Il ne se passe pas une semaine sans qu'ils nous annoncent un coup d'État quelque part en Afrique[25] », relativise un ancien conseiller à l'Élysée. Mais il est tout aussi probable que Paris ait estimé le temps venu d'un renouvellement du pouvoir au Mali. Au fond, se disent certains, ATT a subi le sort qu'il avait infligé à Moussa Traoré. Son dernier quinquennat a été d'une inertie désastreuse pour la région, ses liens supposés avec les djihadistes et les trafiquants bloquaient toute évolution positive. « Nous avons envoyé des messages répétés au président ATT, indiquera Alain Juppé le 5 avril. J'y suis allé pour lui dire de faire attention et de se battre contre AQMI, mais ceci n'a pas fonctionné[26]. » Fin de partie pour le général de soixante-trois ans dont le sort inquiète. Des rumeurs le disent à nouveau mort, emprisonné, voire réfugié à l'ambassade de France. « Non, nous ne l'avons pas recueilli[27] », certifie Christian Rouyer tout en reconnaissant avoir ouvert ses portes, mais seulement à l'un des ministres. En fait, mis en sécurité par ses partisans, ATT révélera plus tard avoir trouvé refuge à l'ambassade du Sénégal.

La réplique de Paris est classique. Le gouvernement français dénonce le putsch, suspend la coopération bilatérale sauf en matière de lutte contre-terroriste et d'aide humanitaire, et appelle à ce que les élections prévues le 29 avril aient bien lieu. Or, dès le 22 mars, les nouvelles autorités maliennes conditionnent celles-ci au rétablissement de « l'unité nationale et [de] l'intégrité territoriale », plongeant dans le désarroi une communauté internationale qui interrompt toutes ses relations et ses aides. Le sentiment de gâchis l'emporte face à un Sanogo très fier de rappeler qu'il a été formé par les Marines américains dont il porte ostensiblement le badge. Même si le Département d'État s'empresse de faire savoir que c'était pour apprendre l'anglais[*7], le capitaine devient le symbole des millions de dollars et d'euros dilapidés au Mali.

Le coup est assez bien accueilli par une population du Sud ulcérée par ses élites, mais les putschistes échouent à rallier à leur cause des figures de premier plan. Du côté des politiques, les principaux candidats aux présidentielles, comme IBK ou Soumaïla Cissé, condamnent la junte sévèrement. Installé providentiellement à Gao pour traiter la menace djihadiste au Nord, l'état-major malien échappe lui aussi, pour l'heure, aux tentacules putschistes. Un « Front uni pour la sauvegarde de la démocratie et de la République » voit le jour, regroupant trente-huit partis, dont les plus importants, l'Alliance pour la démocratie au Mali (ADEMA), ainsi que le Rassemblement pour le Mali, et presque autant d'associations. Un seul de ceux qui étaient représentés à la Chambre des députés, Solidarité africaine (SADI), qui se rebaptise MP22 (Mouvement populaire du 22 mars),

affiche son soutien à la junte. Son dirigeant, Oumar Mariko, se porte même volontaire pour mener un gouvernement de transition.

Le 28 mars, la junte instaure une « loi fondamentale » qui proclame la perpétuation de l'État de droit, fait de Sanogo le « chef de l'État » et annonce des élections. Mais Paris a besoin de plus pour être rassuré. Le 23, une équipe du GIGN a rejoint Bamako via Ouagadougou puisque l'aéroport est fermé. Comme tout le Sahel, le Mali se situe pourtant dans la zone de responsabilité du RAID, mais comment se priver de l'expérience du « groupe sécurité protection » qui a tant fait ses preuves depuis quatre ans en Irak, en Libye et en Côte d'Ivoire ? À lui la sécurisation des intérêts français, un long et difficile travail car ils sont disséminés dans toute la capitale. Mais auparavant, dès le 24, son chef escorte l'ambassadeur avec quatre des siens pour un déplacement capital, la première rencontre avec le capitaine Sanogo à Kati. En rien une reconnaissance : Paris ne peut simplement rompre tout contact avec ceux qui tiennent le destin de cinq mille Français entre leurs mains. Le trajet se fait de nuit. Lorsque la voiture de tête approche de l'entrée du camp, en guise d'intimidation probablement, les sentinelles tirent des rafales en l'air. Le GIGN n'est pas non plus rassuré par la vision du rez-de-chaussée du bâtiment occupé par l'état-major de la junte : les soldats y apparaissent débraillés, plus ou moins alcoolisés. C'est mieux à l'étage, où les Français découvrent le capitaine Sanogo, la quarantaine, de petite taille, mais plutôt charismatique, entouré d'une clique d'officiers de bon aloi. Laissé avec un seul garde du corps, Christian Rouyer délivre un message limpide : « Je lui affirmé, relate-t-il, que nous ne pourrions jamais le soutenir, qu'il fallait revenir à un ordre constitutionnel. » Sanogo s'en doutait. Il assure en tout cas à l'ambassadeur qu'aucun Français n'aura à pâtir de la nouvelle donne.

La CEDEAO est incontestablement la plus active dans la dénonciation du putsch. Après la crise ivoirienne de 2010, elle confirme la volonté des chefs d'État régionaux de prendre en main leur propre destin. Son président depuis seulement un mois, l'Ivoirien Alassane Ouattara, le Burkinabé Blaise Compaoré, le Nigérien Mahamadou Issoufou et la Libérienne Ellen Johnson Sirleaf sont désignés comme médiateurs. Mais le 29 mars, alors que sont réprimées les premières manifestations violentes, où l'on entend, comme à Tunis ou au Caire, « Capitaine Sanogo, dégage ! », leur avion se voit empêché de débarquer à Bamako. Impossible donc de présenter le plan préparé : contre le retour dans les casernes, ATT reviendrait au palais, mais pour démissionner aussitôt, le président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, lui succédant le temps d'organiser les élections en quarante-cinq jours. La CEDEAO contre-attaque en menaçant les membres de la junte du gel de leurs avoirs, ainsi que d'une interdiction de voyager, et le Mali de la cessation de tous les échanges frontaliers. Le très écouté Mahmoud Dicko, président du Haut Conseil islamique, dit redouter un scénario à l'ivoirienne, une pression internationale financière qui siphonnerait les réserves bancaires : « Les Maliens sont fiers et ne le supporteront pas, prédit-il. La fermeture des banques ne ferait que créer des tensions et ajouter à la popularité de la junte[28]. » Pour lui, il faut se donner le temps. Mais le MNLA ne l'accorde pas. Le 31 mars, avec Ansar Dine, il conquiert la ville si chère au cœur des Touaregs, Kidal. Cerise sur le gâteau, il est fier d'annoncer le ralliement du commandant local des troupes maliennes, un personnage à la très forte notoriété, le colonel El Hadj Ag Gamou, ancienne figure de la rébellion touareg des années 1990, passé dans l'armée où il a gravi les échelons jusqu'au poste d'adjoint au chef de l'état-major particulier d'ATT. Une belle « prise » que celle de ce chef redouté, qui avait réussi à reprendre Aguelhok, même si elle est en fait une ruse : encerclé, Gamou a préféré se rendre et faire allégeance au MNLA, pour s'enfuir, aussitôt sa liberté retrouvée, au Niger où il restera jusqu'à la prise de Gao par les Français. Outre les désaccords politiques, et certainement financiers – liés à divers trafics locaux – l'Imghad qu'il est, une tribu vassale des Touaregs, ne voulait pas se mettre aux ordres des seigneurs ifoghas.

Il n'en reste pas moins que la perte de Kidal est un revers pour la junte qui espérait créer un électrochoc avec le renversement d'ATT, mais qui est désormais menacée d'un arrêt cardiaque puisque dans les deux jours qui suivent, c'est au tour de Gao et de Tombouctou de tomber dans l'escarcelle des Touaregs. Voilà donc ceux qui ont démis le précédent pouvoir en raison de son « incompétence » en proie à une débâcle encore pire… Au final, 190 000 habitants fuiront le Nord vers les pays voisins, 130 000 autres vers l'intérieur du Mali. Désemparé, Sanogo reprend la dialectique d'ATT pour s'attirer les bonnes grâces internationales : « La situation est à cette heure critique, notre armée a besoin du soutien des amis du Mali pour sauver les populations civiles et sauvegarder l'intégrité territoriale[29]. » Mais le 2 avril, la CEDEAO passe à l'acte en décrétant un embargo, imitée le lendemain par l'Union africaine qui sanctionne, elle, directement, les leaders de la junte. Et ce n'est qu'un début : l'organisation présidée par Alassane Ouattara annonce plancher sur l'envoi de deux mille soldats.

Haro islamiste sur la rébellion touareg

Le drame malien a donc atteint un degré suffisamment élevé pour qu'il paraisse ne plus pouvoir être résolu que par une intervention militaire étrangère. Les autorités françaises sont mitigées. D'un côté, elles ne peuvent que se féliciter de la détermination affichée par les Africains. De l'autre, elles sont à peu près persuadées de leur échec : autant les forces africaines peuvent venir prêter main-forte dans le cadre d'une crise stabilisée, autant elles n'ont ni les moyens, ni les compétences pour ramener elles-mêmes la paix. Or, venu au sommet organisé en urgence à Dakar le 2 avril, le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé fixe les limites de l'éventuelle participation française : « Nous pouvons aider sur le plan logistique ou de la formation, mais il n'est pas question de mettre des soldats français sur le sol du Mali[30]. » La campagne présidentielle ne se prête toujours pas à un engagement de cette nature, mais il en va aussi de la continuation de la ligne française des quinze années précédentes comme l'indiquera Nicolas Sarkozy lors du débat de l'entre deux tours : « La France est l'ancien pays colonial, donc la France ne peut pas intervenir directement. » C'est ainsi qu'un de ses conseillers précise que, « de manière générale, le président de la République était toujours très hostile à l'idée d'engager des troupes françaises en Afrique. En Côte d'Ivoire, il n'avait donné son feu vert que très tard. Il y voyait le mauvais symbole d'une France de l'ancien temps, faisant ce qu'elle veut sur le continent[31] ». La question des otages a achevé de dompter les éventuelles dernières velléités d'intervention de Nicolas Sarkozy. Pour preuve, le refus qu'il oppose au même moment à une proposition de frappe aérienne sur une maison de Tombouctou où, témoigne un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, « tous les chefs djihadistes étaient réunis. Le président de la République a jugé trop importantes les conséquences éventuelles pour nos compatriotes[32] ».

Cette réunion, dont la presse elle-même se fait l'écho, à laquelle assistent trois des chefs de katiba d'AQMI, Abou Zeid, Belmokhtar et Okacha, est un avertissement lancé aux observateurs internationaux : les djihadistes ont quitté leur sanctuaire de l'Adrar et marché dans les pas des Touaregs. Or le discours de ses alliés de circonstance n'a rien à voir avec celui du MNLA : « Notre guerre, proclame Oumar Ould Hamaha, porte-parole d'Ansar Dine à Tombouctou, c'est une guerre sainte, c'est une guerre légale, au nom de l'islam. Nous sommes contre les rebellions. Nous sommes contre les indépendances. Toutes les révolutions qui ne sont pas au nom de l'islam, nous sommes contre. On est venu pour pratiquer l'islam au nom d'Allah[33]. » Un détournement de rébellion est en cours, que, comme beaucoup d'autres, Paris ne voit pas venir. Comment ne pas se réjouir quand le MNLA annonce le 4 avril, unilatéralement, la fin des combats en affirmant tenir compte de « la forte demande de la communauté internationale » ? Le même jour, Alain Juppé présente le mouvement comme « un interlocuteur », en appelant de ses vœux une « forme d'autonomie, assortie d'une politique ambitieuse de développement[34] ». Mais à peu près simultanément, le MNLA est chassé de Tombouctou. Chassé aussi, sous peu, le « Front de libération nationale de l'Azawad », créé le 1er avril, qui se dit contre l'indépendance des régions du Nord et contre l'application de la charia. Ansar et AQMI font le ménage. « Nous, déclare un responsable de la première, Sanda Ould Bouamama, on n'accepte aucune foi et aucun mouvement dans la ville de Tombouctou. On ne partage pas Tombouctou avec qui que ce soit. Là où nous sommes, c'est nous seuls. Et on ne peut pas accepter les autres. Il faut que tout le monde le sache[35]. »

Même cas de figure à Gao où, cette fois, c'est le Mujao, aux fortes racines locales, qui joue des épaules. Le 5 avril, l'organisation enlève le consul général algérien et six de ses collaborateurs au grand dam du MNLA. « Nous avions proposé de les évacuer, avance Moussa Ag Assarid, mais le consul a refusé car ses autorités n'avaient pas donné leur accord : il a été capturé sous nos yeux, mais nous ne sommes pas intervenus car certains des ravisseurs portaient des ceintures d'explosifs[36]. » En revanche, selon le Touareg, le MNLA aurait réussi à tirer deux Français des griffes des djihadistes : l'un aurait été évacué vers la Mauritanie, l'autre, une humanitaire, vers l'Algérie.

Aussi malheureux soit-il, l'enlèvement des diplomates à Gao a au moins un avantage aux yeux de certains responsables français : il va obliger l'Algérie à s'impliquer. Tout à sa retenue, Paris mise en effet beaucoup sur le gouvernement de Bouteflika, mais « le problème, notera lui-même Nicolas Sarkozy lors du débat du second tour, c'est la confiance que nous devons mettre dans le travail avec l'Algérie, qui est la puissance régionale, et qui a les clés de l'ensemble des données du problème ». C'est sans doute beaucoup lui prêter. Les leaders touaregs en tout cas semblent rester hermétiques à toute influence extérieure en proclamant le 7 avril l'indépendance de l'Azawad. Erreur grossière. Avant même la création du MNLA, leurs interlocuteurs français, au Quai d'Orsay, à la DGSE, se sont relayés pour leur déconseiller d'y succomber. « Ils nous répondaient, témoigne l'un d'eux, que le monde entier se précipiterait pour les reconnaître[37] ! » Résultat : en très peu de temps, l'ensemble de la communauté internationale déclare la décision nulle et non avenue. Le MNLA fait la preuve de son immaturité politique.

À Bamako, c'est plutôt à un aveu d'incompétence auquel s'est livré, le 5 avril, le capitaine Sanogo, lui qui ne s'est pas dit contre l'arrivée des « grands puissances [qui] ont été capables de traverser les océans pour aller lutter

contre ces structures intégristes en Afghanistan. Qu'est-ce qui les empêche de venir chez nous ? Notre comité veut le bien du pays. L'ennemi est connu et il n'est pas à Bamako. Si une force devait intervenir, il faudrait qu'elle le fasse dans le Nord[38] ». Le 6, la junte a également fait un pas en arrière en annonçant qu'elle se conformait à la Constitution qu'elle avait pourtant suspendue et qui prévoit que l'intérim de la présidence revient au président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré. Soit le scénario que proposait la CEDEAO et qui suppose la démission préalable d'ATT, lequel s'y plie sans ciller, le 8 avril, avant de partir en exil au Sénégal. À force de se refuser à tout interventionnisme, la communauté internationale en vient donc à tomber dans le grotesque de devoir avaliser la fin arbitraire du mandat d'un président dont elle a reconnu l'élection démocratique, et dont une bonne part du gouvernement est derrière les barreaux… Dans le même élan, elle ne trouve rien à redire à l'annonce, conforme à la Constitution, de la tenue d'élections dans les quarante jours, « alors que nous savions tous, souligne un haut responsable au Quai d'Orsay, que c'était rigoureusement impossible[39] ». Ultime ambiguïté, investi le 12 avril, Dioncounda Traoré nomme pour Premier ministre l'astrophysicien Cheick Modiba Diarra, sans expérience politique, mais qui était candidat aux élections présidentielles, lequel reçoit les « pleins pouvoirs » sans que soit vraiment précisé ce que ceux-ci recouvrent.

Ce sont donc des négociations Nord-Sud bien singulières qui s'ouvrent mi-avril, à Nouakchott, entre, d'un côté, un pouvoir malien voué à l'implosion, et de l'autre, un MNLA déjà relégué aux strapontins par les djihadistes. Réalisant sa bévue, le mouvement touareg refuse par fierté de revenir sur l'indépendance, mais il précise tout de même qu'elle « peut être négociée dans le cadre d'une fédération du Mali[40] ». Autre signe encourageant pour la junte, le 27 avril, une réunion extraordinaire de la CEDEAO – à laquelle la présence de représentants français, européens, algériens et américains ajoute de la solennité – décrète l'envoi d'une force militaire. Mais alors qu'elle peut chiffrer à exactement 638 le nombre d'hommes expédiés au même moment en Guinée-Bissau, elle aussi en proie à un putsch depuis le 12, l'organisation reste floue sur l'effectif : de quelques centaines à quelques milliers. Le mauvais présage est à peine interprété que survient un nouveau rebondissement. Le 30 avril, les bérets rouges, fidèles à l'ancien régime, se soulèvent, persuadés d'être les prochaines victimes du pouvoir. « Il y a eu plus de morts que lors du départ d'ATT[41] », témoigne l'ambassadeur Rouyer. Ces crimes, et non le putsch, vaudront d'ailleurs au capitaine Sanogo son inculpation en 2013 par la justice malienne. Malgré la détermination de leur chef, le colonel Abidine Guindo, les insurgés accusent un sous-équipement et une désorganisation rédhibitoires. Leurs uniformes abandonnés dans la capitale témoignent de leur débandade finale.

Ce dernier soubresaut achève de désemparer alors que, dans le Nord, Amnesty et Human Rights Watch dénoncent les premières violations des droits de l'homme, dont des viols à Gao attribués au MNLA, des fermetures d'école par AQMI à Kidal[42]. Gangrené à la tête et aux pieds, le corps malien semble dans un état désespéré. Le délai de quarante jours passe sans que les élections aient lieu. La communauté internationale n'a pas de solution de rechange. Le 19 mai, la décision de la CEDEAO d'accorder onze mois supplémentaires ne sonne pas comme un espoir, mais comme une résignation.

---

*1. Dont deux des leaders, Moussa Ag Acharatoumane et Boubacar Ag Fadil, ont été emprisonnés fin 2010, puis libérés, devenant ainsi des héros de la cause touareg.

*2. Dans un accident de voiture. Une fin jugée trop banale pour un chef si charismatique, d'où de multiples scénarios, invérifiables pour l'heure, sur l'implication de services de renseignement régionaux, de djihadistes, de trafiquants, de chefs touaregs jaloux ou inquiets de la tournure des événements.

*3. Dans le cadre de la libération de Pierre Camatte, affirment certaines sources.

*4. Il faut ainsi noter que la presse algérienne parle rarement du Mujao comme d'une scission d'AQMI, mais comme d'un « allié ».

*5. La caserne Mortier à Paris est le siège de la DGSE.

*6. Parti pour la renaissance nationale.

*7. Et l'enseigner ensuite, comme le capitaine le faisait à Kati avant le putsch.

4.

LE CHANGEMENT AU PRINTEMPS

Les passations de pouvoir réservent parfois des surprises. Prenant possession des différents ministères, les équipes issues de la nouvelle majorité peuvent découvrir que leurs prédécesseurs ne leur ont pas tout dit, volontairement ou non, des affaires à traiter dans les premiers mois. Avec le Mali, il n'en est rien.

Rupture ou continuité ?

Une fois François Hollande investi le 15 mai 2012, tous les cabinets s'accordent pour affirmer que, à leur arrivée à l'Élysée, au Quai d'Orsay, à la Défense, « le dossier était au sommet de la pile[1] ». Eux-mêmes s'y sont préparés. Le candidat Hollande se devait d'être parfaitement tenu informé sur un sujet d'actualité si sensible. « Des notes lui ont été régulièrement remises, témoigne son conseiller aux affaires stratégiques, Christian Lechervy. Il a également rencontré des acteurs locaux, au premier rang desquels Mahamadou Issoufou, président du Niger, qui lui a parlé comme à un homologue, en lui faisant part de ses attentes en matière de coopération[2]. » Pour un chef d'État venu du parti socialiste, une crise africaine est toujours un peu plus délicate : comment s'y intéresser sans se voir pourchassé par l'épouvantail de la « Françafrique » ordinairement accolé à la droite, et quand on a promis, comme François Hollande, d'engager une « rupture » avec les « vieilles pratiques »[3] ? Dès les premières semaines, le thème de l'« Afrique aux Africains » est défendu par le gouvernement, souvent comme s'il s'agissait d'un changement de politique, alors que telle est la ligne de la France depuis une quinzaine d'années. Avec le Mali de surcroît, il est caduque : à cause des otages et des visées terroristes des nouveaux maîtres du Nord, les affaires du pays sont aussi un peu celles de la France. Le président de la République ne s'y trompe pas, qui les fait inscrire au programme de ses toutes premières rencontres, avec le président Obama, à Camp David le 18 mai, puis au sommet de l'OTAN à Chicago, les 20 et 21. « Le sujet a fait l'objet d'un consensus, témoigne un participant à la discussion entre les deux chefs d'État. Hillary Clinton a remercié le président de la République d'avoir mis un coup de projecteur sur le Mali[4]. »

Même si Jean-Yves Le Drian, désormais ministre de la Défense, avait déjà traversé l'Atlantique le 11 mars, les Français en effet sont quelque peu surpris par « les connaissances assez sommaires du Président américain sur le Sahel[5] ». De fait, si Washington a noté l'échec de son programme de contre-terrorisme, que peut représenter à ses yeux le Mali face aux enjeux au Moyen-Orient et en Asie ? C'est le défi de la France que de lui faire comprendre, à lui, ainsi qu'à ses autres alliés, de s'en préoccuper dès maintenant au risque de problèmes bien supérieurs dans le futur.

La DGSE, en guerre, seule, depuis dix ans

Une fois passée la période d'installation, les cabinets en charge affinent leur vision du Mali. Il est de coutume, en particulier, que les premiers conseils de défense offrent à la nouvelle majorité un point de situation sur les points chauds du globe. L'analyse de la DGSE y est sans appel. Dès les premiers jours, l'Élysée et le gouvernement ont appris le rôle central qui lui a été attribué par leurs prédécesseurs en raison de leur focalisation sur les otages. Mais ils ne s'attendaient probablement pas au tableau passé et présent qu'elle leur dresse. En raison du secret de ses opérations, la DGSE sait vivre dans la perpétuelle ingratitude de n'être jamais mise en avant que lorsqu'elle échoue, ou tout au moins qu'elle ne réussit pas. En en faisant l'enjeu essentiel, la précédente majorité a réduit la vision de la crise malienne au seul règlement des affaires d'otages. Comme sept Français sont aux mains des djihadistes, le Mali serait donc un échec : celui de la DGSE. Or le gouvernement socialiste réalise l'ampleur du travail mené par les services français, seuls à être directement engagés au Sahel depuis 2003, à travers deux missions essentielles. La première, le recueil de renseignements, leur permet de s'appuyer à présent sur une description très poussée des réseaux en action dans le Nord et les régions limitrophes même si, la France n'ayant pas la puissance des États-Unis, ils ne disposent que d'une loupe quand il leur faudrait un microscope haute résolution pour débusquer les otages dans le carré de rochers où ils sont cachés.

Indubitablement, la seconde mission de la DGSE au Sahel : le « *containment* », c'est-à-dire le barrage à l'expansion djihadiste, par tous les moyens, était inconnue jusqu'alors des nouveaux cabinets ministériels. Le bilan est conséquent ; depuis trois ans, en coopération avec les services régionaux, le service a contribué à la « neutralisation » de près de quatre-vingts djihadistes : soit ils ont été arrêtés, soit ils ont été purement et simplement éliminés. De quoi rudement entraver AQMI et ses séides car le plus souvent ce sont des individus clés qui ont été visés, pas forcément des chefs, mais des logisticiens, des « financiers », etc. La DGSE affirme ainsi avoir fait avorter de nombreux projets d'attentat contre les intérêts français dans tout le Sahel, au prix fort : plusieurs sources du service, souvent très bien placées, ont perdu la vie, soit pour des activités connexes, soit après avoir été démasquées, l'obligeant à chaque fois à revoir son dispositif. Depuis dix ans, rien que pour la partie exploitation, l'effectif affecté au contre-terrorisme dans la zone est passé de 10 à 70 personnes, auxquelles il faut donc ajouter tous les agents de la Direction des opérations ayant écumé le désert. Sauf à se détourner de tous ses autres centres d'intérêt, la DGSE ne peut sans doute faire plus. D'où la partie la plus sombre de son exposé aux nouvelles instances : le Mali est désormais hors de son contrôle. La conquête des villes dans le Nord offre aux djihadistes et leurs alliés islamistes une base à partir de laquelle ils vont pouvoir recruter, former, se développer. Et encore la DGSE minimise-t-elle ce qu'elle ne découvrira vraiment qu'après le démarrage de Serval : la convergence non négligeable, en plus des Nigérians à leurs côtés depuis longtemps, de recrues égyptiennes, tunisiennes, libyennes ou sahraouies.

Le ministère de la Défense s'alarme le premier

Il n'est sans doute que sur l'exportation du djihad sahélien vers la France que la DGSE peut rassurer le gouvernement. La presse relatera un peu plus tard que « depuis 2009, trois attentats sur le sol français et cinq infiltrations [ont] été déjoués par les services de notre pays[6] ». En réalité, il semblerait même qu'il n'y ait eu qu'un cas avéré de projet d'attentat, celui de l'ingénieur franco-algérien Adlene Hicheur, trente-trois ans, arrêté le 8 octobre 2009 à Vienne, sur renseignements de la DGSE et de la DCRI qui le présentaient, grâce aux interceptions de messages en provenance d'AQMI, comme un chef de réseau en germe, se préparant lui-même à passer à l'acte à Annecy, contre le 27e bataillon de chasseurs alpins[*1]. Quant aux « infiltrations » évoquées par les journaux, l'usine à terroristes maliens, façon camps afghans des années 1990, ne fonctionne pas encore : seuls quelques cas de passage en Mauritanie ont été recensés, et il ne s'agissait généralement que de nationaux rentrant au pays.

Il n'en reste pas moins que la présentation de la DGSE noircit un peu plus la vision de la nouvelle majorité. La prise de conscience est la plus forte au ministère de tutelle, la Défense, où le directeur de cabinet, Cédric Lewandowski, reconnaît avec franchise que « la problématique du retrait anticipé de l'Afghanistan avait eu tendance à écraser les autres sujets[7] ». Il est vrai qu'avec l'état-major des armées, son voisin de l'îlot Saint-Germain, il jouit d'une autre base considérable d'informations, mêlant rapports du CPCO, de la DRM, de la DAS, du détachement Sabre, qui, toutes, conduisent au même constat : la stratégie française du plan Sahel, dite « globale et indirecte », est un échec qu'incarnent la débâcle de l'armée malienne, la révolte des Touaregs, mais aussi leur éviction en cours au profit des islamistes. Celle-ci apparaît comme une pierre dans le jardin des services français dont les appuis semblent de peu de poids face à AQMI, Ansar et au Mujao. Pourtant la DGSE ne finance,

ni n'équipe, ni ne conseille le MNLA dans sa stratégie indépendantiste : il serait donc outrancier de lui attribuer une part de responsabilité dans une déroute qui, en fait, lui importe peu. Le service n'entretient pas de lien avec le mouvement en lui-même, mais avec certains individus qu'elle juge fiables, raisonnés, influents, et dont il se trouve que, en 2012, ils portent les couleurs du MNLA. Au final cependant, le message de l'état-major des armées va dans le même sens que le sien : pour espérer inverser la situation, il faut que la France s'investisse beaucoup plus. Dès lors, le ministre de la Défense décide de faire du Mali sa priorité en matière de politique extérieure, devant la Syrie qui, elle, capte très vite l'attention de Laurent Fabius et de son cabinet des Affaires étrangères en raison de la troisième réunion de la conférence internationale des amis de la Syrie programmée le 6 juillet, à Paris. Le 29 mai, Jean-Yves Le Drian adresse au président de la République une note qui met en fait un terme à la sanctuarisation du Mali décidée depuis les prises d'otages à répétition. Selon lui, la France doit agir et s'impliquer suivant trois modes d'action. Tout d'abord, l'appui au seul projet déjà lancé : le déploiement des troupes de la CEDEAO – rien que de très classique pour l'armée française. De même pour la refonte de l'armée malienne, mais le ministre enfourche un de ses chevaux de bataille en souhaitant voir l'Union européenne s'en emparer. Sur la base de ces deux programmes, il suggère enfin un « coup d'arrêt militaire à la progression d'AQMI[8] ». L'ambition est donc nettement revue à la hausse par rapport à la précédente majorité, néanmoins la même limite infranchissable demeure : pas de soldats français dans les combats. C'est le « leadership from behind » américain estampillé hôtel de Brienne. Or l'avis de son hôte est pour le président de la République bien plus que celui d'un ministre. Les deux hommes se pratiquent depuis trente ans ; la passion pour les affaires militaires de Jean-Yves Le Drian, et son expertise, sont si notoires que Nicolas Sarkozy, au titre de l'ouverture, lui a proposé la Défense entre les deux tours des législatives de 2007[9]. François Hollande enfin partage la même analyse que son ami. Il aurait même tempêté en apprenant l'estimation de la somme perçue par AQMI grâce aux otages : « l'équivalent d'une année de budget de coopération avec le Mali[10] », selon un diplomate à Bamako.

La fin du « tout otages »

La décision aurait donc été prise de ne plus acquitter de rançon. Le 31 mai, le conseil de défense entérine les propositions du ministre. Cette nouvelle impulsion donnée par François Hollande est régulièrement interprétée comme la victoire des militaires sur la DGSE. Il est certain que l'état-major des armées en sort renforcé. L'aide à la CEDEAO, la formation des troupes maliennes, la planification d'opérations, tout cela l'implique plus concrètement dans la gestion du dossier malien que le plan Sahel. L'amiral Guillaud acquiert même la certitude que des troupes françaises finiront par être engagées. « Dès le mois de juin, témoigne-t-il, le président de la République m'a demandé de lui présenter un plan, au cas où, et de pousser les feux[11]. » Le chef d'état-major des armées fait alors le pari d'une intervention dès le mois de décembre. Pari perdu de peu… Mais la « victoire » des militaires signifie-t-elle forcément la « défaite » de la DGSE ? La décision de ne plus payer de rançon, si elle est authentique, ressemble plus à un coup de sang. Parce que la rétention, et les négociations, coûtent cher, les ravisseurs demanderont toujours de l'argent. Or il est difficile d'imaginer les Français assumer l'intransigeance britannique avec la mort des otages au bout. Mais il est vrai qu'il existe bien des solutions palliatives pour que, malgré le transfert de millions, la France puisse officiellement, et à raison, affirmer ne pas verser d'argent aux responsables de ces méfaits. Jamais probablement les dirigeants français n'en viendront à refuser par principe toute discussion avec les preneurs d'otages. Il y aura toujours négociation, donc le besoin d'intermédiaires, donc la participation de la DGSE.

Plus qu'une mise à l'écart du service de renseignement, le coup d'arrêt décidé par le président de la République signifie plutôt la fin du « tout otages » au Mali. « Il m'a explicitement été dit », illustre un diplomate qui sera bientôt très investi dans le dossier sahélien, « que les otages ne devaient en rien entraver mes démarches. Je ne devais pas m'en occuper du tout. Les deux dossiers étaient résolument indépendants[12] ». Jusqu'à présent, le djihadiste n'était essentiellement surveillé que sous l'angle du preneur d'otage. À ce titre, il ne devait relever que de la DGSE. Avec la décision du conseil de défense du 31 mai, il est aussi considéré comme un guerrier. « Les services, relate une source proche de la direction du renseignement militaire (DRM), affirmaient que les terroristes n'étaient que de leur ressort. Le général Bolelli*[2] leur a rappelé qu'à partir du moment où ils portaient une arme et se déplaçaient en véhicule armé, ils étaient aussi des combattants et donc que la DRM pouvait s'y intéresser[13]. » Pendant quatre ans, le directeur général de la DGSE, Érard Corbin de Mangoux, a été soumis à une pression constante de la part d'un président de la République très soucieux du sort des otages et de son impact médiatique.

Qu'il ait émis des réserves à l'arrivée de nouveaux intervenants est naturel. Mais ses troupes, elles, sont ravies de recevoir du renfort. À vrai dire, dès le mois d'avril 2012, elles se sont jointes à des réunions communes avec le CPCO, la DRM, les forces spéciales. Et comme jamais auparavant, elles ont commencé à faire partager leur connaissance intime du Nord-Mali, tirée d'un maillage serré de sources humaines, alors que le COS, doté d'un seul avion C-130 de reconnaissance à Ouagadougou*3, et la DRM, qui n'a que le satellite, relayé par d'éventuels passages de patrouilleurs Atlantique-2, en ont encore une vue lointaine. De ces premières rencontres émerge donc la certitude que si des opérations militaires sont lancées, alors une synergie, comme jamais elle n'a existé auparavant entre tous les services, sera indispensable. Ce n'est pas une OPEX « classique » que militaires et agents du renseignement étudient, mais bien une gigantesque opération de contre-terrorisme qui concrétisera aux yeux du monde la dure réalité d'une prolifération telle du djihadisme au Sahel que seules des forces armées sont désormais capables de la combattre.

Requin n'est qu'un des parents de Serval

Les premiers plans de ciblage sont établis, listant les cibles potentielles pour l'aviation. Le CPCO de son côté réfléchit à d'éventuelles actions terrestres. Il sera plus tard affirmé que, au déclenchement de Serval, il n'a eu qu'à exhumer un plan, baptisé Requin, qui, dès 2012, aurait déjà dessiné les contours de l'intervention française, avalisant donc la thèse de politiques et militaires français concoctant en secret une opération dont officiellement ils ne voulaient pas. Cette interprétation est largement outrancière. En premier lieu, le CPCO est fait pour planifier. À dire vrai, et heureusement, il planifie même beaucoup plus qu'il ne conduit de batailles. Une grande partie de son effectif, enfermé dans les sous-sols du boulevard Saint-Germain, passe ses journées un peu intemporelles à anticiper ce que pourraient être les désirs du gouvernement. Il n'est peut-être aucun pays majeur pour lequel des plans de toutes sortes – raid aérien, opération terrestre, évacuation de ressortissants, crise humanitaire, accident climatique, etc. – ne sommeillent dans les mémoires informatiques. Pour le Mali donc, la dérive constatée dans le courant des années 2000 a obligé le bureau planification (J5*4) du CPCO – de même que ses homologues au commandement des opérations spéciales ou à l'état-major interarmées de force et d'entraînement*5 –, à imaginer les parades que le gouvernement pourrait solliciter. Requin est né de la question posée par l'Élysée à l'amiral Guillaud en 2010 après que la DGSE a pointé le Tigharghar et le Timetrine comme des sanctuaires djihadistes au Mali : « Combien de temps vous faudrait-il pour en faire le ratissage complet ? » Alors chef du J5, le futur général Grégoire de Saint-Quentin fit plancher ses équipes qui ont permis au chef d'état-major des armées de répondre : « Quatre à six mois, avec un effectif de mille cinq cents hommes14 », soit un gros GTIA*6, qui serait basé à Gao, avec tout ce que cela nécessite en terme d'études logistiques. En comparaison, Serval mobilisera en tout quatre GTIA*7, partant de Bamako, et réglant l'essentiel de l'affaire en deux mois. En réalité, l'opération en 2013 n'aura de point commun avec Requin que le théâtre des opérations, ce qui n'est nullement superflu puisque le CPCO a pu ainsi s'habituer à la géographie du Mali, aux axes de communication, au peuplement des lieux, etc. Les militaires aiment à parler de « planification froide » ; en l'occurrence, elle est presque périmée car Requin a été bouclé en 2011. Or que de bouleversements depuis : le nord a fait sécession ; les djihadistes en occupent les villes ; l'aéroport de Gao en particulier, nerf central du déploiement prévu par Requin, est en leur possession ; enfin le Sud est dans le désordre du putsch. Tout est donc à revoir pour le CPCO.

Les diplomates avant les militaires

La thèse d'un feu vert accordé depuis longtemps aux armées se heurte à une seconde réalité : l'Élysée, reprenant l'avis de la Défense, est bien d'accord pour une intervention militaire, mais africaine. Comment François Hollande, qui a voulu se démarquer très nettement de Nicolas Sarkozy en prônant un départ d'Afghanistan avant l'heure, en critiquant son interventionnisme à l'étranger, pourrait-il subitement se muer en va-t-en guerre ? Sa vision du Mali est au contraire portée par les deux idées fortes du parti socialiste qui, en fait, succèdent à la priorité donnée aux otages sous l'ère Sarkozy pour justifier la non-intervention française : la résolution des

problèmes africains par les Africains et la relance de l'Europe de la Défense. Ce sont donc bien les diplomates, et non les militaires, qui sont les figures de proue de ce début de quinquennat. Et bien que la nouvelle majorité ait tendance à les présenter comme une nouveauté, leurs démarches vont suivre un séquençage relativement équivalent à celui de leurs prédécesseurs lors des crises libyenne et ivoirienne.

Il a été en effet gravé dans le marbre que, afin de parer toute accusation de néo-impérialisme, trois conditions devaient être successivement remplies avant de prendre part, même de manière indirecte, à la résolution d'un conflit extérieur.

D'abord, la prise de conscience de l'instance sous-régionale : l'étape est déjà franchie puisque la CEDEAO s'est emparée de la crise malienne dès le commencement.

Ensuite, la saisie de l'échelon supérieur : l'organisation régionale. C'est chose faite le 29 mai puisque le président en exercice de l'Union africaine, le Béninois Boni Yayi, donne à Paris une conférence de presse où, avec François Hollande, il évoque ce qui constitue le troisième palier, un débat au Conseil de sécurité de l'ONU. Tout ceci a déjà requis un patient travail de la diplomatie française, de la cellule diplomatique de l'Élysée aux ambassades partout dans le monde, pour alerter sur la situation du Mali et emporter l'adhésion.

Mais une dernière condition est nécessaire, sans laquelle tout l'édifice s'effondre : pour que la communauté internationale s'affranchisse des frontières, il faut qu'elle y soit invitée par une autorité légitime, à défaut d'être légale. En Libye, ce fut le Conseil national de transition, en Côte d'Ivoire le candidat victorieux des élections, Alassane Ouattara. La question est donc : qui pour jouer ce rôle au Mali ? La junte ? « Nous nous sommes interdit de l'approcher, relate un conseiller du président de la République. Nous voulions marginaliser le capitaine Sanogo, et en aucun cas lui apporter la moindre légitimité[15]. » À la demande des pays africains, les diplomates français font le tour des personnalités maliennes, et ils finissent par profiter du drame vécu par l'un d'entre eux. Le 21 mai en effet, le président par intérim, Dioncounda Traoré, a été lynché par des opposants dont la route jusqu'au palais présidentiel n'a nullement été entravée par une sécurité au mieux incapable, au pire complice. Les slogans hostiles à la CEDEAO et pro-Sanogo n'ont guère laissé de doutes sur la duplicité des ex-putschistes qui ne peuvent souffrir de voir Traoré prolongé d'un an à son poste puisque les élections n'ont pu être organisées. Laissé pour mort, ce personnage de la vie politique depuis plus de vingt ans est accueilli en France pour sa convalescence. Pour sonder ses intentions, il suffit donc de franchir les portes du Val de Grâce où il apparaît à un diplomate français « assis sur le bord de son lit, prostré, incapable de prononcer la moindre parole[16] ». Mais pour l'Élysée, et le Quai d'Orsay, il est le bon candidat, qui ne s'est compromis ni avec l'« ATT-cratie », ni avec les putschistes, ni avec les djihadistes, ni avec les trafiquants.

Le rejet du MNLA par le gouvernement français

Une fois quelque peu remis, Dioncounda Traoré se voit donc aimablement invité à regagner au plus tôt son pays où, entre-temps, le Premier ministre, Cheick Modibo Diarra, tend à faire un usage excessif des « pleins pouvoirs » qui lui ont été décernés. Il deviendra alors le seul interlocuteur des autorités françaises. Au Sud comme au Nord. L'Élysée se veut en effet très clair : « Le MNLA est un acteur, pas un partenaire[17]. » Non seulement la cause touareg doit rester l'affaire des Maliens, mais le gouvernement reprend à son compte tous les griefs émis contre l'organisation : le MNLA est jugé insuffisamment représentatif des populations au Nord, voire de la communauté touareg, et de surcroît il est en très mauvaise posture face à Ansar Dine. Pour ses soutiens français, ce rejet du MNLA est l'assurance d'un pourrissement de la crise. « L'Élysée, estime un ancien chef de direction de la DGSE, ne comprend pas que la colère touareg est à la base du problème malien. Il en est incapable car tout simplement il ne comprend plus l'Afrique[18]. » Est particulièrement visée la cellule diplomatique de l'Élysée dont la tête a été confiée à Paul Jean-Ortiz, spécialiste de l'Asie, et où l'Afrique, qui n'est plus traitée par une « cellule » spécifique depuis Nicolas Sarkozy, est revenue à Hélène Le Gal, un peu hâtivement jugée sans expérience en raison de son dernier poste (consule générale à Québec), mais il est vrai que sa dernière affectation « africaine » date de trois ans. De toute façon, l'affirmation politique du refus de discussion avec le MNLA n'interdit pas l'entretien d'une relation discrète par la DGSE. Il faut dire que les Touaregs ne font rien pour se rendre plus fréquentables. Ainsi, le 26 mai, le MNLA et Ansar Dine ont-ils fusionné au sein d'un « Conseil transitoire de l'État islamique de l'Azawad ». Non seulement donc le MNLA a commis l'erreur de crier trop vite à l'indépendance, mais il aggrave son cas en semblant proclamer son désir de faire du Nord-Mali un « État islamique ». Probablement ne s'agit-il là que d'une manœuvre opportuniste de la part d'un parti mal en point cherchant à se relancer par le biais

d'une alliance avec plus fort que lui. Mais il n'en semble pas moins enterrer l'une des seules qualités dont ses partisans français pouvaient le parer, sa laïcité. Le pacte avec Ansar toutefois ne dure que cinq jours, soit le temps nécessaire pour que les représentants du MNLA en Europe en constatent l'effet dévastateur sur leurs supporters occidentaux[*8]. Le 7 juin, le « Conseil transitoire de l'État islamique de l'Azawad » se réunit pour la première fois. 25 de ses 28 membres sont touaregs et il est présidé par le président du MNLA, Bilal Ag Cherif. Le MNLA n'a pas encore compris que la pièce qu'il a créée en janvier s'est transformée en farce dont il est l'indéniable dindon. À Tombouctou, des échauffourées l'opposent à Ansar les 8 et 13 juin, mais le pire survient à Gao le matin du 27. Après des semaines de tension, le Mujao assaille le siège du Conseil de transition et le pille. Belmokhtar serait à la manœuvre, lui qui a pris ses quartiers dans la ville avec son fils prénommé Oussama en hommage à Ben Laden. Laissant vingt morts dans les affrontements, le MNLA est contraint, après Tombouctou, Kidal et Tessalit, d'abandonner Gao.

La mainmise djihadiste

Enfin entre eux, les djihadistes se répartissent les conquêtes : Gao pour le Mujao, Tombouctou pour AQMI et Kidal pour Ansar. Ce partage semble confirmer la nature des relations entre les djihadistes algériens et les deux autres organisations qui, plus que des « scissions », prolongent l'influence salafiste dans les diverses communautés du Nord avec la possibilité d'y conserver une influence forte, comme à Gao grâce à la katiba Belmokhtar. L'apparition d'un nouveau mouvement en décembre confirmera cette complémentarité : Ansar al-Charia recrutera majoritairement chez les Arabes berabiches de Tombouctou, s'érigeant pour ainsi dire en pendant d'Ansar Dine chez les Touaregs. Il servira aussi de passerelle avec la Libye (et la Tunisie) où existent déjà deux groupes Ansar al-Charia, à Benghazi et Derna. À sa tête, Omar Ould Hamaha, alias « barbe rouge » (à cause de sa teinture au henné), passé par AQMI, Ansar et le Mujao, ce qui illustre encore l'interpénétration de tous ces mouvements.

Un document retrouvé à Tombouctou par *Libération* et RFI en février 2013, daté du 20 juillet 2012, et signé par Abdelmalek Droukdel lui-même, atteste de l'importance vitale accordée à ces alliances par AQMI : « Cela nous procure trois avantages, écrit l'émir. Si nous sommes agressés, nous ne serons pas seuls. Aussi, la communauté internationale ne concentrera pas ses pressions uniquement sur nous, mais aussi sur nos alliés. Enfin, nous ne serons pas seuls à assumer la responsabilité d'un éventuel échec[19]. » Ansar occupe une place à part dans la stratégie des fondamentalistes algériens. De par la personnalité de ses dirigeants, il est le relais essentiel au Nord, mais Droukdel rappelle que le Mali n'est pour AQMI qu'un strapontin : « Tout faire, écrit-il, pour maintenir l'existence d'un émirat d'Al-Qaida, et ceci indépendamment d'Ansar ed-Dine. Montrer aussi qu'il existe une différence entre AQMI et ce dernier. À l'intérieur de l'Azawad, nous nous soumettons aux chefs d'Ansar ed-Dine. Mais à l'extérieur, notre djihad international se fait indépendamment. » Les djihadistes ont retenu la leçon des autres terres de djihad où leur brutalité les a souvent desservis. Pour faire avancer leur cause, ils sont prêts à transiger. Il est ainsi remarquable que Droukdel ne perde pas espoir de rallier à lui le MNLA, pourtant opposé, au moins dans son programme, à toute idée fondamentaliste. Mais, souligne-t-il, « on ne peut pas demander […] de devenir salafiste et de rejoindre les rangs d'Ansar Dine du jour au lendemain ». Comptant sans doute sur le potentiel de séduction d'AQMI, lié à son trésor de guerre, à sa notoriété en perpétuelle progression, l'émir prévoit donc de réserver au MNLA des places au sein du gouvernement de l'« État islamique de l'Azawad » appelé à gouverner le Nord, sous la direction d'Iyad Ag Ghali, ce qui témoigne au demeurant du contrôle total d'AQMI.

La description du Nord livrée en Occident pourrait toutefois laisser à penser que les leçons tirées du passé ont leurs limites. La presse se fait l'écho des cent coups de fouet donnés à un couple adultérin à Tombouctou en juin, de la lapidation d'un autre à Aguelhok fin juillet, de l'amputation de la main d'un voleur à Ansongo début août, du bannissement de la musique profane, de l'amorce de la destruction à coups de pioche des chefs-d'œuvre de Tombouctou, des mausolées des saints et de la porte sacrée de Sidi Yahia. Il faut y ajouter la prohibition des cigarettes, de l'alcool et le voile pour les femmes. La sentence de Laurent Fabius est sans appel : « Ils décapitent des gens, violent des femmes, détruisent des monuments, ce sont des barbares[20]. » Et d'évoquer la menace d'un Sahelistan, qui viserait « directement la France et l'Europe ». Le Mali 2012 ne serait-il qu'un Afghanistan 2001 ? La diabolisation de l'ennemi est une figure imposée dans un conflit, surtout quand il est nécessaire, comme c'est le cas du gouvernement français, d'éveiller la conscience d'une communauté internationale peu intéressée par le Mali. « Les terroristes sont en train de détruire notre histoire. Nous sommes tous maliens ! », clame de même le

président guinéen Alpha Condé. Or la publicité accordée aux exactions djihadistes, qui sont toutes authentiques, conduit une fois encore à négliger l'indéniable phénomène d'islamisation au Mali. Les populations du Nord sont indignées par la violence des nouveaux gouvernants, mais toutes ne les rejettent pas. Comme les Afghans ont vu dans les talibans une opportunité pour se débarrasser des moudjahidines incapables de leur ramener la paix après le départ de l'URSS, une partie sait gré aux djihadistes d'avoir chassé les autorités maliennes aussi incompétentes que corrompues, puis le MNLA dont certains membres commençaient à la rançonner. Le même document du 20 juillet 2012, trouvé à Tombouctou, qualifie bien de « faute politique » les premiers excès des nouveaux maîtres du Nord : « Vous avez commis une grave erreur, sentence Droukdel. La population risque de se retourner contre nous, et nous ne pouvons combattre tout un peuple, vous risquez donc de provoquer la mort de notre expérience, de notre bébé, de notre bel arbre[21]. » L'émir d'AQMI préconise donc d'« expliquer la charia aux populations avant de l'appliquer ». Iyad Ag Ghali obtempère en affirmant fin juin que l'adoption de la charia serait soumise à référendum. En 2013, les troupes françaises découvriront, ainsi que les appelle le général Castres, de véritables « manuels de contre-insurrection pour islamistes[22] ». Parmi les mesures préconisées pour mieux se faire accepter par la population, les djihadistes multiplient les actions de bienfaisance. À Tombouctou, AQMI paie la construction de mosquées et d'écoles, ailleurs, le carburant pour les groupes électrogènes. Les transports civils, qui se faisaient naguère dévalisés, sont escortés et certains quartiers rénovés. Les livres de compte d'AQMI, très détaillés, également retrouvés pendant Serval, alignent des pages de dons pour des jeunes mariés, des mendiants, etc.[23]. Les mêmes ont été découverts en Somalie, en Afghanistan, en Irak ou au Yémen, démontrant que la solidarité est une arme première de la stratégie d'expansion des fondamentalistes. Assurer que la terreur est la seule raison de leur réussite, c'est se condamner à un long combat digne de Sisyphe.

L'épouvantail qatari

AQMI et ses alliés exploitent la misère du Mali qui, au lieu de la croissance attendue de 5,6 % en 2012, connaît une récession de – 1,5 %, le taux de pauvreté gagnant encore un point à 42,7 %. Le 19 juin, le CICR fait état d'une crise alimentaire très grave, accentuée par des pillages massifs dans le Nord, aux « conséquences alarmantes ». Conscients de leurs moyens limités, les islamistes consentent à accepter un secours extérieur, mais initialement, comme le précise Ansar, seulement « de [leurs] frères musulmans[24] ». Cette restriction est à la base d'une nouvelle interprétation abusive des événements par certains milieux français. « Les insurgés du MNLA, les mouvements Ansar Dine, AQMI et Mujao, révèle *Le Canard enchaîné* le 5 juin, ont reçu une aide en dollars du Qatar. » Il n'est peut-être pire épouvantail dans la géopolitique actuelle que celui de cet émirat, fréquemment présenté comme un parangon d'hypocrisie : allié de l'Occident devant les caméras, il subventionnerait en sous-main les groupes les plus extrémistes qui ne rêvent que de sa perte. A priori, l'attitude serait plutôt suicidaire : l'obsession première du Qatar est en effet de compenser sa taille minuscule par les relations les plus étroites possibles avec les plus grandes puissances, surtout à l'Ouest, or celles-ci n'auraient aucune raison de lui pardonner des coups de Jarnac à répétition. La grille de lecture des accusateurs de fait semble datée. S'il est vrai que, dans l'ex-Yougoslavie ou en Afghanistan, l'argent des Qatari a pu aboutir entre les mains les plus néfastes, nulle preuve n'a jamais été avancée depuis, par exemple en Libye, d'un financement par la famille régnante de groupes stricto sensu « terroristes ». Serait-ce enfin le cas au Mali, puisque l'article du *Canard* dit vrai ? Il n'y est juste pas précisé le refus des fondamentalistes d'une aide occidentale. Le HCR a donc a été obligé de céder la place au Croissant-Rouge et aux ONG qataris qui convoient régulièrement de l'aide humanitaire, mais versent aussi, pour les besoins vitaux, des fonds qui vont logiquement aux autorités en place, donc aux djihadistes[*9]. Certes, le risque existe que l'argent soit détourné en achat d'armes et de véhicules, avec la complicité ou non des distributeurs. Mais il faut relever que les sommes sont mesurées – le 2 août, le Qatar débloquera 1,2 million de dollars pour l'ensemble de l'Azawad – et que les besoins sont immenses. Par ailleurs, faut-il forcément soupçonner Qatar Charity de complicité quand elle ouvre réellement dans le Nord un centre d'accueil pour les enfants des familles déplacées ? L'ONG la plus souvent dans le collimateur est la fondation al-Haramein, mise à l'index par l'administration américaine pour ses liens avec les talibans, et qui s'est notoirement illustrée au Kosovo dans les années 1990. Mais en ce qui concerne le Mali, selon une source très proche de la DGSE, « jamais aucune preuve n'a été apportée d'un transfert de fonds de sa part en direction des djihadistes[25] ». Cédant à la pression médiatique, le gouvernement français fera même savoir que la DGSE dément l'envoi d'agents par le Qatar sous couverture humanitaire[26].

Pour mesurer la vraisemblance d'un soutien secret de l'émirat aux djihadistes, il suffit de s'intéresser à ce qui pourrait le motiver. Serait-ce pour s'approprier les réserves pétrolières du Nord-Mali, qui ne sont encore que chimériques ? Ou bien pour faciliter la victoire de l'Islam rigoriste dans des zones aussi misérables que le Sahel ? En réalité, la seule question à se poser est : laquelle de ces raisons serait suffisamment importante pour que les Qatari prennent le risque d'être démasqués et donc de se retrouver isolés, sans sauveurs providentiels, entre les trois ogres saoudien, irakien et iranien ?

Les ONG françaises chez les djihadistes

Le bénéfice certain que retirent les fondamentalistes de l'aide des ONG ne se situe pas tant sur le plan financier que sur celui du prestige. Comme les chefs afghans qui rivalisaient dans leurs montagnes pour disposer, grâce à l'aide humanitaire, de « leur » dispensaire ou de « leur » école, leurs dirigeants se feront d'autant mieux accepter par les populations maliennes qu'ils leur permettront de se nourrir ou de se soigner. Or, peu à peu, les réticences concernant une aide occidentale se dissipent. Bientôt le CICR est autorisé à distribuer des rations dans les grandes villes du Nord. Le chef de sa délégation locale, Jean-Nicolas Marti, sera reçu en août par les nouvelles autorités de Gao pour s'entretenir de l'hôpital principal et de centres de santé soutenus par le Comité. Faut-il là encore parler de complicité ?

Le dilemme a été depuis longtemps tranché par les ONG : seul prime l'intérêt des civils. Le coup de faux des Touaregs a placé trois d'entre elles dans une situation très particulière, les Françaises ALIMA[*10], Médecins du Monde et MSF, car elles sont restées dans le Nord[*11]. L'histoire de la dernière colle à celle du pays. Suite à la révolte touareg de 2007, MSF France dépêche une équipe à Kidal, mais pour quelques mois seulement : les combats font peu de victimes, le bassin de population s'avère trop restreint, d'autant que Médecins du Monde (MDM) y est déjà présente. La section belge de MSF, elle, persévère jusqu'en 2010 à Tombouctou dont la région englobe un million d'habitants, et elle s'y spécialise dans la gynécologie opératoire et le traitement de nombreux cas de fistule. Dès 2008, devant les chiffres catastrophiques de la mortalité infanto-juvénile, MSF France est de retour dans d'autres régions du Mali. « Il s'agissait, témoigne Michel-Olivier Lacharité, en charge du desk Sahel, d'une catastrophe sanitaire où un enfant sur quatre ne passait pas le cap des cinq ans. Malheureusement cette crise attirait moins l'attention que celles du Nord[27]. »

Des missions sont envoyées à Mopti et Sikasso, et c'est finalement à Koutiala, plus au sud, qu'un important projet est inauguré en 2009, employant sept expatriés et trois cents Maliens, pour gérer un service pédiatrique d'une soixantaine de lits même s'il en faudrait le quadruple. Un an plus tard, une infirmière norvégienne en reçoit la charge, Johanne Sekkenes, pour qui c'est le deuxième poste de chef de mission après le Niger de 2004 à 2006. Sa priorité est alors d'accroître l'activité à Koutiala, mais aussi dans le second centre ouvert à Konséguéla, également dans la région de Sikasso. Objectif rempli : dix mille hospitalisations et cinquante mille consultations externes sont recensées annuellement. « En ce qui concerne le Nord, explique Johanne, avant la crise aigüe qui a éclaté au début 2012, nous étions obligés de faire des choix. La population y souffrait également, mais elle était moins nombreuse, les familles ont beaucoup moins d'enfants et disposent d'animaux qui leur offrent du lait. » Et puis l'insécurité gagnante, l'incompétence des autorités locales dissuadent d'y tenter à nouveau sa chance jusqu'à l'offensive touareg de 2012. « Comme toutes les ONG, à part ALIMA, se sont alors repliées sur Gao avant d'être pillées et de quitter finalement le Nord, relate Johanne, nous sommes revenus à la raison d'être de MSF : aller là où personne ne veut plus aller. » La jeune femme se retrouve, quant à elle, dans la position de Juliette Fournot, qui, du haut de sa vingtaine d'années, géra de main de maître les missions épiques de MSF dans l'Afghanistan en guerre contre l'URSS.

La première mission part en février 2012 vers Kidal et Tombouctou, et c'est un moment difficile pour Johanne qui, en tant que femme, au type très occidental, ne peut y prendre part : « C'était dur d'envoyer des gens là où c'était trop risqué pour soi-même[28] ! » Par précaution, l'équipe n'est composée que d'expatriés africains ainsi que d'employés maliens, et Johanne prend soin de sonder préalablement par téléphone les nouvelles autorités locales. La mission à Kidal, prolongée jusqu'à la frontière algérienne, ne durera que jusqu'en juin, le temps que MDM vienne retrouver sa place (ainsi qu'à Gao et Ménaka). En revanche, Tombouctou, que MSF Belgique a quitté en 2009, est suffisamment étendue pour la partager avec ALIMA. Un médecin anesthésiste et deux infirmiers s'activent pour relancer l'hôpital central avec le personnel local encore présent. Des équipes médicales mobiles

animent également une quinzaine de centres de santé le long du fleuve Niger – à Léré, Niafounké, Goundam, Gourma Rharous, etc. – pour aller au contact des populations qui ne peuvent ou ont peur de se déplacer.

L'arrivée des djihadistes en avril pose nécessairement la question du maintien d'autant que le 15, une citoyenne suisse est enlevée. « Il y a eu débat, reconnaît Michel-Olivier Lacharité. Il a fallu mettre en balance l'utilité de notre présence face aux dangers. Avait-on réellement besoin de nous ? Nous avons estimé que oui. Donc il fallait courir le risque[29]. » Depuis, le Quai d'Orsay, l'ambassade de France n'ont de cesse de réitérer les mises en garde. Que ce soit à Paris ou à Bamako, MSF campe sur sa ligne historique : « indépendance totale vis-à-vis des pouvoirs politiques », résume Johanne. Elle en est quitte pour des dizaines d'heures au téléphone avec les « groupes » comme elle les appelle, les islamistes, qui sont également férus de SMS – « Je ne m'en suis jamais autant servi[30] ! », note en souriant la Norvégienne. Au bout du fil, une fois, Abou Zeid lui-même, qu'elle reconnaît derrière sa fausse identité.

Comment travailler dans une zone « terroriste » ?

Ainsi est-il possible pour des organisations occidentales, sous réserve d'appliquer les mesures élémentaires de sécurité, de travailler en terre djihadiste. « Une à deux fois en 2012, reconnaît Johanne, nous avons eu très peur d'être expulsés de Tombouctou car certains chez les djihadistes nous voyaient justement sous le prisme occidental, d'autant qu'en l'occurrence, nous représentions la branche française de MSF. »

Si l'ONG médicale peut arguer de son antériorité, une nouvelle venue doit, elle, faire ses preuves. Solidarités International a été pionnière dans l'action humanitaire débutée pendant le djihad afghan, poursuivie dans une trentaine de pays, avec désormais un budget annuel de 57 millions d'euros et 2 180 employés. À l'instigation de son fondateur, Alain Boinet, qu'un ancien expatrié informe un peu par hasard du drame vécu par les trois cent mille Maliens ayant trouvé refuge dans les pays limitrophes, elle commence par ouvrir en janvier 2012 une mission à Mbera, dans l'extrême sud-est de la Mauritanie, où végètent soixante mille Touaregs. En concertation avec Frédéric Penard, directeur de missions, et Hélène Quéau, responsable géographique, l'idée apparaît ensuite de porter l'aide de l'autre côté de la frontière. En avril, il faut un volontaire pour la mise en place de la mission : Franck Abeille est un ancien DJ, créateur d'une boîte dans l'événementiel, qui, en 2007, a sauté le pas du futile à l'utile, en se rendant au Congo pour le compte de MDM. Puis ce fut l'Afghanistan, deux fois, le Tchad, la Libye à peine veuve de Kadhafi pour « Save the Children ». Le hasard aura voulu que les responsables des deux ONG parmi les plus investies au nord aient un physique qui leur en interdit, normalement, l'accès par ces temps d'obscurantisme : si Johanne Sekkenes est norvégienne, Franck Abeille a tout du bûcheron de l'Est, avec sa peau très claire et ses yeux bleus. À lui de trouver comment dépenser le plus utilement les 1,5 million d'euros accordés en très peu de temps par les donateurs, principalement l'UNICEF et ECHO[*12], probablement séduits par la volonté affichée de l'ONG de s'occuper du Nord. Parviendra-t-il ainsi à faire mieux qu'Acted qui n'y reste que de manière éphémère, faute de recrutement ?

Pour mettre tous les atouts de son côté, Franck Abeille procède comme Johanne Sekkenes en prenant attache avec tous les représentants possibles. Le roi des Songhaï lui réserve à Bamako un excellent accueil. Pour les Touaregs, les relations de la dizaine d'employés maliens de Solidarités permettent de décrocher les numéros de téléphone de l'Amenokal et de cadres du MNLA, dont Ibrahim Ag Essaleh, chargé de l'action humanitaire. Même méthode avec les djihadistes. Abeille se retrouve à discuter avec le gratin du Mujao, Omar Ould Hamaha et Abdel Hakim en tête. Pour Ansar Dine, il a droit à Alghabass Ag Intallah. La plus coriace est AQMI. « Nous ne devions pas faire d'exclusive, note Abeille, et donc il me fallait leur parler à eux aussi, mais les contacts étaient plus compliqués à établir[31]. » C'est finalement Sanda Ould Boumama, porte-parole d'Ansar à Tombouctou, qui est désigné pour faire l'interface.

Les réactions de ses interlocuteurs varient. La plus favorable à l'arrivée de Solidarités International est Ansar, dont les cadres ont l'habitude manifeste de collaborer avec les Français. Les plus obtus, sans surprise, sont les djihadistes impénitents avec lesquels la conversation s'éternise, car ils veulent tout savoir : d'où vient Solidarités ? D'où tire-t-elle son argent ? Quels sont ses objectifs ? « Nous nous présentons toujours comme l'ONG internationale que nous sommes, indique Alain Boinet. Mais il est évident que nous sommes souvent perçus sur le terrain – et particulièrement en Afrique avec laquelle la France a une histoire commune – comme une entité française[32]. » Les réponses de l'ONG sont suffisamment convaincantes pour que les djihadistes lèvent leur refus

initial d'une aide humanitaire occidentale. L'ONG décide de se concentrer sur le « EHA » – eau, hygiène, assainissement – ainsi que la sécurité alimentaire dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal. Le 15 juin, les premiers camions quittent Bamako en direction de Diré-Niafounké, zone choisie à dessein par Solidarités : proche de Tombouctou, elle est aussi tenue par un député touareg, Nock Ag Attia, dont le grand âge et la longue expérience politique font de lui un parfait relais. Atteindre Diré suppose toutefois que l'ONG se soit assurée d'un contact auprès de l'armée malienne qui tient à Mopti le dernier check point avant le Nord, ainsi qu'avec Ansar qui, lui, tient le premier de l'autre côté. « Jamais aucun de nos convois n'a subi de pillages, note Abeille. Quant aux camions, c'était des compagnies privées, il n'a jamais été rapporté qu'elles versaient des pots de vin[33]. » Dans le même temps, la première opération de creusage d'un puits est menée à Kidal même : il est important que les plus hauts responsables touaregs soient consultés afin de déterminer avec eux, et les autres membres de la communauté, les priorités pour venir en aide aux populations. À chaque fois, il s'agit de programmes qui n'entrent pas nécessairement dans le cadre humanitaire – les Maliens ne courent pas de risque immédiat de famine – mais dont les effets sont visibles et rapides, afin que les djihadistes en mesurent très vite les bénéfices.

Comme à MSF, la composition des équipes de Solidarités International est noire africaine, et masculine, mais à Diré, Abeille ose envoyer un chrétien congolais : « J'ai vérifié auprès des djihadistes et autres acteurs que cela ne leur poserait pas de problème. Et en effet, chaque jour, mon collaborateur avait la surprise de voir Ansar lui demander si tout allait bien pour lui, s'il avait besoin d'un coup de main… » De toute façon, en cas de conflit, pour faciliter la tâche à ses collaborateurs, Abeille leur demande de se dédouaner sur lui. Ainsi peut-il lancer en juillet un projet très original reposant sur la location de trois pinasses qui navigueront entre Mopti et Tombouctou, une autre faisant la navette avec la frontière nigérienne. « Le fleuve Niger, explique-t-il, paraissait de manière évidente comme la voie de communication la plus pratique pour toucher un grand bassin de population, et y endiguer les éventuels foyers de choléra en inculquant des notions d'hygiène et en favorisant l'accès à l'eau portable. » Il offre aussi le moyen de transport le plus sécurisant : les djihadistes détestent le milieu aquatique. « Pour dormir tranquillement, il nous suffisait d'ancrer la pinasse au milieu du fleuve ; nous étions sûrs de ne pas être dérangés ! »

Le spectre de l'enlèvement reste omniprésent chez Solidarités comme à MSF. « Nous avions évidemment des craintes, reconnaît Johanne Sekkenes, que nous avons essayées d'atténuer au maximum en multipliant les contacts à tous les niveaux, en préparant bien nos plans d'évacuation, en envoyant du personnel expérimenté. » MSF refuse également toute escorte militaire malienne comme l'ONU en a fait la suggestion en avril et elle ne déplorera de fait jamais aucun pillage de ses convois de ravitaillement. « Avec les djihadistes, abonde Franck Abeille, la réponse est toujours claire : c'est oui ou non. Et ils s'y tiennent. S'ils disent oui, ce n'est pas pour kidnapper les ONG. Ils en ont vraiment besoin. » C'est ainsi qu'il se risque lui-même à Mopti, plusieurs fois, et avec l'accord de ses contacts chez Ansar et au Mujao. Ne peut-il se faire piéger ? « J'ai toujours considéré qu'ils étaient droits dans leurs convictions, indique-t-il. Je leur faisais donc une confiance entière qui n'a jamais été trahie. » En effet, enlever le chef de mission d'une ONG entraînerait automatiquement l'arrêt de ses activités, donc un attribut de pouvoir en moins. Le Quai d'Orsay, toutefois, ne l'entend pas de cette oreille, qui apprend un des voyages à Mopti par une maladresse d'Abeille en personne. Les diplomates ont le souvenir de kidnappings d'humanitaires en Afghanistan. Le directeur du centre de crise adresse donc une lettre officielle à Alain Boinet lui rappelant l'interdiction de tout déplacement.

À MSF en revanche, pas question pour Johanne Sekkenes de prendre pareil risque. « Plusieurs fois, explique-t-elle, nous y avons réfléchi pour Tombouctou alors qu'à Mopti nous n'avions pas de restrictions particulières. Mais en concertation avec le siège, nous avons estimé que ce serait trop dangereux. Nous nous rencontrions donc à mi-chemin entre ces deux villes[34]. » Même à distance, Johanne et l'équipe sur place savent tenir tête aux djihadistes quand ils veulent imposer leur loi. Les négociations sont incessantes pour obtenir qu'ils n'entrent pas en armes dans les établissements médicaux ou pour refuser le code vestimentaire qu'ils cherchent à imposer au personnel de santé, comme le port du voile et des manches longues. Par précaution, MSF n'a pas envoyé de femme au début[*13], mais bientôt la première, une sage-femme, non musulmane de surcroît, prend la direction du nord. Et les exigences d'AQMI viennent à s'assouplir. Le coordonnateur local obtient peu à peu que les femmes puissent porter une blouse blanche, mais à condition qu'elles revêtent en dessous un tee-shirt à manches longues. Les fondamentalistes acceptent aussi qu'un chirurgien homme puisse opérer une femme, mais pas qu'il lui rende ensuite visite dans sa chambre. Pour Johanne Sekkenes et le desk à Paris, tous ces détails n'ont rien d'anodin et suscitent le débat : quelles sont les limites infranchissables pour l'ONG ? Jusqu'où faut-il transiger avec les djihadistes au nom de la sécurité des équipes ? Comme le chef de mission le résume, « pour tout ce que le public ne pouvait voir (à l'intérieur du bloc opératoire, dans les salles fermées), nous avions généralement l'assentiment

des djihadistes. Les discussions ont été fortes et franches toute l'année 2012. Mais une fois que le modus vivendi a été établi, qu'ils ont compris que nous n'étions là que pour soigner, nous avons pu travailler presque normalement. »

Les contacts entre les ONG françaises et les autorités du Nord alimentent un vif différend avec l'ONU qui, au nom de l'impartialité de l'aide humanitaire, les refuse catégoriquement. Ainsi est-ce de sa propre initiative que le responsable d'UNICEF à Bamako, le Français Frédéric Sizaret, expédie par-delà le fleuve Niger une vingtaine de camions emportant 140 tonnes de matériel. « On n'a pas de route bloquée avec une frontière étanche entre le Nord et le Sud, explique-t-il, les mouvements sont possibles. L'accès aux populations n'est pas phénoménal, mais plus il y aura d'acteurs dans le Nord, plus on pourra l'élargir[35]. » Les ONG reprochent à l'ONU de ne pas avoir mesuré l'ampleur de la crise, d'où le début de l'activité d'OCHA dans la capitale malienne uniquement en août 2012, soit six mois après la prise de conscience de Solidarités ou de MSF, laissant les habitants du Sud se débrouiller pour expédier à leurs familles dans le Nord le peu dont ils peuvent se priver. De leur côté, les humanitaires se voient soupçonnés de noircir le tableau afin d'obtenir des financements et d'accepter tous les compromis avec les extrémistes. Une rumeur affirme même que MSF a soigné les otages occidentaux à Tombouctou : « Le cas ne s'est jamais présenté[36] ! », soupire Johanne Sekkenes. Le Mali en réalité ne fait que raviver le vieux débat entre aide humanitaire d'urgence et développement. À l'avant-garde de la réaction internationale, les ONG abattent un travail considérable. L'hôpital de Tombouctou, par exemple, assurera au total, en 2012, cinquante mille consultations externes, la totalité des hospitalisations et interventions chirurgicales, et les équipes mobiles 150 à 200 consultations par jour. Comme attendu, elles ne diagnostiquent que très peu de cas de malnutrition, mais beaucoup de paludisme, d'infections respiratoires et de complications obstétriques. Intervenant à l'hôpital de Diré, à une centaine de kilomètres au sud-ouest, ALIMA, elle, a lancé une campagne de vaccination et mis sur pied des cliniques mobiles. Enfin, quatre cent mille habitants profitent des programmes de Solidarités International[*14].

L'incroyable naïveté du MNLA

Les ONG sont les mieux placées pour constater la neutralisation totale du MNLA qui ne contrôle plus que quelques localités à la frontière nord-est du Mali. « Nous avions plus d'hommes que les islamistes, tente de relativiser Moussa Ag Assarid, et sans doute plus d'armes légères, mais ils avaient beaucoup plus de liquidités que nous : ils pouvaient payer cher leurs hommes, corrompre les autorités, acheter du carburant à foison, et ce d'autant plus, nous l'avons appris plus tard, qu'ils avaient récupéré 15 millions d'euros en libérant trois otages en leur possession[*15]. »[37] Il n'en reste pas moins que la stratégie des Touaregs ne laisse d'interroger. « Nous avions prévu, explique Assarid, d'abord de nous débarrasser de l'armée malienne, ensuite de lutter contre le terrorisme. » D'aucuns pensent plutôt à un pacte entre eux et les djihadistes, comme semble le confirmer le document signé Droukdel à Tombouctou, qui témoigne de bienveillance à leur égard. Mais quoiqu'il en fût, le MNLA a au moins fait preuve d'une incroyable naïveté en s'épuisant à conquérir le Nord sans anticiper le moment où il ne serait plus qu'une proie facile pour AQMI et ses alliés. Tentant de rebondir, il annonce un peu piteusement renoncer à l'indépendance de l'Azawad et privilégier désormais un statut proche de celui du Québec. Mais sa voix ne porte plus. Dorénavant, le Nord n'est plus considéré que comme une terre djihadiste.

---

*1. Il a été condamné à quatre ans de prison ferme en 2012 et libéré dix jours plus tard grâce aux remises de peine.

*2. Chef de la DRM.

*3. Et encore, il s'agit d'une initiative interne aux forces spéciales comme elles les affectionnent : la caméra d'un drone Hunter a été récupérée par leur escadron de transport Poitou et installée sur le C-130 qui, ainsi équipé, a vécu son baptême du feu lors de la crise tchadienne de 2008. Ne pouvant plus se passer d'images en temps réel, le COS a ensuite démarché directement les industriels, comme il en a le droit, pour mettre au point une caméra voyant de jour comme de nuit, avec capacité infrarouge, illuminant et désignant une cible, et pour couronner le tout, une qualité d'optique nettement supérieure à la moyenne. Grâce au matériel fourni par le Canadien CAE, le Poitou scanne le Mali et la région depuis 2010.

*4. Les « J » désignent habituellement les bureaux d'un état-major dans la norme OTAN : J1 (gestion du personnel), J2 (renseignement), J3 (conduite des opérations), J4 (logistique), J5 (planification), J6 (SIC), J7 (retex et entraînement), J8 (finances),

J9 (civilo-militaire).

*5. EMIA-FE, installé à Creil.

*6. Groupement tactique interarmes.

*7. Cinq avec le groupement hélicoptères, sans compter le détachement Sabre à Ouagadougou.

*8. Officiellement le MNLA affirme avoir découvert qu'un paragraphe sur l'application de la charia a été ajouté à son insu sur le protocole d'accord.

*9. Mais aussi, à en croire *Le Canard enchaîné*, au MNLA, ce qui démontrerait la largesse de vue des Qatari, capables donc d'arroser à la fois des laïques et des islamistes. De bonne guerre, diront certains, pour se ménager toutes les tendances, mais il ne faut plus alors parler d'un vaste plan du Qatar visant uniquement à radicaliser le Sahel.

*10. The Alliance for International Medical Action, créée en 2009.

*11. À l'instar d'ACTED, IRC, MDM Belgique et Handicap International, chacun avec son mode opératoire.

*12. European Commission Humanitarian Office (Office d'aide humanitaire de la Commission européenne).

*13. Elle emploie toutefois celles qui faisaient déjà partie de l'équipe médicale locale.

*14. Pour un bassin de population de deux millions de personnes.

*15. Les deux Espagnols et l'Italienne enlevés à Tindouf en octobre 2011.

5.

LA FRANCE MÈNE LE MONDE AU CHEVET DU MALI

La riposte internationale est longue à se mettre en place. À la demande de la CEDEAO, appuyée par la France, l'Union africaine demande au Conseil de sécurité de l'ONU l'autorisation de déployer dix mille hommes. Reste à les trouver… Le Niger, le Sénégal et le Nigéria sont les premiers à se porter candidats pour une force ramenée au tiers, un consensus s'établissant autour du calendrier : d'abord consolider le Sud, pour revigorer l'armée malienne qui, ensuite, pourra mener le gros de la reconquête. Le président guinéen annonce le 3 juillet ce qui est attendu des Français : « Ils peuvent nous aider sur les plans de la logistique et du renseignement. Nous aurons sans doute besoin aussi d'un soutien aérien. Au sol, il ne doit y avoir que des Africains[1]. » Car, reprenant mot pour mot un thème cher à la majorité victorieuse en mai, Alpha Condé martèle : « C'est à l'Afrique de résoudre elle-même ses problèmes. »

De cette volonté, noble, découleront six mois d'une curieuse comédie. En effet, seule l'Union africaine semble y croire, emmenée par des Sud-Africains très motivés pour arracher le leadership dans le continent. La plupart des dirigeants de la CEDEAO, à couteaux tirés avec elle, se relaient, eux, discrètement à l'Élysée et au Quai d'Orsay pour demander une participation beaucoup plus forte à l'ancienne puissance coloniale. Les autorités françaises sont également alertées par ceux de leurs services qui, à la Défense comme aux Affaires étrangères, au contact permanent de l'Afrique de l'Ouest, en savent les capacités très limitées. Mais elles maintiennent le cap de leurs prédécesseurs : le Mali ne doit pas être la fenêtre par laquelle la France mettrait fin à quinze ans de prise de distance avec le continent noir. Pour un ancien ambassadeur en poste dans un pays voisin, cela relève du néocolonialisme : « On dit aux Africains : allez faire la guerre, mais surtout sans nous[2]… »

Le Mali divise

Loin du cliché suranné de la « Françafrique », la relation de la France avec son ancien empire est en 2012 celle de deux ex-amants dont l'un rêve de revivre une histoire commune que l'autre rejette obstinément, par idéologie, par impératif financier aussi car les OPEX coûtent cher.

Ainsi est-il emblématique qu'au Quai d'Orsay, la direction Afrique soit supplantée par celle des Nations unies qui a charge de décrocher à New York les résolutions permettant le déploiement des troupes africaines. Il est vrai qu'elle-même est divisée entre la sous-direction Afrique de l'Ouest, qui, emmenée depuis quatre ans par un jeune diplomate, Laurent Bigot, ne croit pas du tout au recours à la CEDEAO, et les swahilistes*[1] qui l'appuient en prenant pour modèle la Somalie où l'Union africaine est chef de file de la mission de formation. Le Mali est également écartelé entre la Direction Afrique, qui plaide la géographie, et la Direction des affaires stratégiques, qui argue d'un conflit en gestation.

Le cabinet du ministre a normalement vocation à arbitrer ce genre de tensions qui ne sont pas rares, mais ses débuts sont difficiles. Le directeur, Denis Pietton, doit composer avec l'omnipotence du principal conseiller de

Laurent Fabius, Alexandre Ziegler, qui prendra finalement sa place un an plus tard. Bref, le Quai part quelque peu désuni à la bataille diplomatique. Et lui comme l'Élysée se garderont toujours d'expliquer que la stratégie indirecte qu'il a choisie s'apparente en fait à un redoutable pari : vu les lacunes de la CEDEAO, il est patent qu'un déploiement africain n'interviendra pas avant plusieurs mois ; il ne reste donc plus qu'à espérer que les conquérants du Nord ne poursuivront pas leur expansion d'ici là… « Nous ne pensions pas qu'une offensive aurait lieu si tôt, admet un conseiller à l'Élysée. Nous pensions que les islamistes avaient réussi dans le Nord car celui-ci est faiblement peuplé et qu'ethniquement il se prêtait à leur hégémonie. Dans le Sud, c'était tout autre chose. Donc, oui, nous avons pris le temps pour monter la force africaine dans les règles[3]. »

Parce qu'il pratiquent les forces africaines depuis toujours, parce qu'ils ont vu tourner court leurs déclarations d'intention lors de la crise ivoirienne, les militaires français sont incontestablement parmi les plus sceptiques. Mais, obéissant aux ordres, ils étudient donc les contours d'une solution par la CEDEAO. À l'état-major des armées, le général Castres, sous-chef opérations, a impulsé lors de son passage au CPCO l'habitude de l'initiative. Le bureau en charge de la planification (J5) aime ainsi à se définir comme un « agitateur d'idées ». Il ne lui a pas fallu plus de quelques heures pour établir que la France était incapable d'entraîner à elle seule la force africaine destinée au Mali et encore moins de l'équiper, le programme RECAMP[*2] étant orienté vers le maintien de la paix, pas la conduite d'une offensive. Dès la fin du mois d'avril, avant même l'élection de François Hollande, le J5 a donc pris attache avec les Américains d'AFRICOM pour envisager un partage des tâches. Parallèlement, l'armée française exploite les avantages que procurent ses forces prépositionnées et un réseau étendu d'attachés de défense pour sonder les reins et les cœurs africains. « Paris nous demandait d'apporter du réalisme à leurs projets, témoigne le colonel Jean-Pierre Fagué en poste à Dakar, de vérifier que leur planification tenait la route, que les déploiements envisagés seraient soutenables sur le plan logistique, soit par leurs propres moyens soit avec l'appui d'éventuels partenaires[4]. » Une liste des besoins est dressée. Mais les officiers français relèvent aussi un hiatus entre les chefs d'état-major de la CEDEAO, prêts à s'élancer presque à corps perdus dans la reconquête du Nord malien, et leurs chefs d'État qui, eux, en connaissance de l'opposition de la junte qu'ils rejettent à l'arrivée de soldats africains, veulent avant tout stabiliser Bamako. Un obstacle de plus sur le chemin du déploiement.

L'Europe à reculons

L'horizon semble un peu plus rose du côté de l'Union européenne que la France veut également attirer dans la danse malienne par le biais d'un programme de formation baptisé EUTM[*3]. Jean-Yves Le Drian s'en fait une mission, lui le fervent européen qui estime que l'Europe de la Défense, quel que soit le sentiment de la France, est une nécessité au moment où les budgets militaires sont en chute libre et que les Américains regardent de moins en moins en direction du vieux continent. Mais il a fort à faire.

Déjà, les Européens ont eu l'impression d'avoir été roulés dans la farine par Paris en 2008 quand EUFOR fut autorisée à déployer trois mille cinq cents hommes pour endiguer la crise du Darfour, et qu'elle a contribué *volens nolens* à conforter dans son fauteuil le très décrié président tchadien. En matière de formation, le modèle est EUTM-Somalia, lancé en avril 2010, dont les deux premiers mandats sont partout salués comme des succès. Le Mali appellerait cependant des modifications puisque la formation est dispensée non pas en Somalie, mais en Ouganda, et qu'elle se concentre sur des activités spécialisées, comme la lutte anti-IED[*4], les télécommunications, l'armée ougandaise se chargeant de la formation de base. Au Mali, il s'agirait de tout reprendre à la base. Le nouvel occupant de l'hôtel de Brienne effectue donc un premier tour de ses homologues européens : « Comme d'habitude, note un haut-fonctionnaire présent aux entretiens, ils nous ont écoutés, mais ils considéraient que l'Afrique, c'était notre affaire personnelle et donc que nous saurions très bien gérer le Mali tout seuls[5]. » Dans le camp des Français néanmoins, se rangent les Britanniques, les Belges, les Espagnols, les Italiens, les Danois. Les plus rétifs sont les Allemands et les Polonais qui, à vrai dire, doutent de la réalité de la menace que les djihadistes feraient peser sur l'Europe. Le 12 juin, le comité politique et de sécurité de l'UE demande au service pour l'action extérieure de réfléchir à une aide à la reconstruction de l'armée malienne. La réponse prendra six mois.

En attendant, toutefois, le 16 juillet, dans le cadre de la « politique de sécurité et de défense commune[*5] », l'UE décide de lancer EUCAP[*6]-Niger avec un budget de 8,7 millions d'euros. Cinquante instructeurs, dirigés par le général espagnol Francisco Espinosa Navas, partent en août former et entraîner les forces sécuritaires nigériennes dans la lutte contre le terrorisme et la grande criminalité. L'idée est ensuite de dupliquer le modèle dans tout le

Sahel. Mais il faut souligner qu'EUCAP n'a qu'un caractère civil : l'Europe freine résolument devant toute implication militaire. Ces réticences, si coutumières, horripilent certains généraux français qui ne verraient guère d'inconvénient à ce que la France assure seule la formation des Maliens. Ils font aussi savoir à l'Élysée la probabilité de reprendre Gao dans un délai raisonnable, ce qui mettrait fin aux atermoiements. « Le président de la République, témoigne un de ses proches conseillers, répondait toujours : "Et après, que faisons-nous ?" Il fallait une solution durable, donc une gouvernance stable à Bamako. Si la France entrait la première, nous ne faisions que résoudre à court terme un problème qui aurait rejailli à long terme[6]. »

Premier succès encourageant pour la diplomatie française

Très réservée sur le plan militaire, la France déroule méthodiquement son plan avec le Quai d'Orsay pour maître d'œuvre. Maintenant que l'Union africaine a sollicité le Conseil de sécurité, il importe d'en convaincre neuf des quinze membres et d'éviter le moindre veto. Laurent Fabius a opté pour une tactique offensive. Le 25 juin, il a investi une pointure du ministère, Jean Félix-Paganon, qui vient de quitter l'ambassade de France au Caire, des questions spécifiques du Sahel, mais aussi d'Al-Qaida au Maghreb Islamique. Ce domaine d'attribution transverse – des « affaires extrêmement compliquées[7] », comme le ministre l'expose lui-même – fait de son destinataire un élément important de l'action du Quai, avec l'aura du représentant spécial du ministre. Sensibiliser les dirigeants internationaux et les convaincre, voilà la feuille de route ambitieuse que lui fixe Laurent Fabius, trop pris par la Syrie pour la remplir seul.

Logiquement, le premier déplacement de Jean Félix-Paganon est pour Bamako, avec pour but d'obtenir du gouvernement malien l'appel à l'aide qui validera tout le processus diplomatique. Ravi de doubler la CEDEAO avec laquelle il entretient des relations exécrables, le Premier ministre Cheick Modibo Diarra affirme à l'ambassadeur être prêt à lui rédiger séance tenante une lettre. En apparence, ce serait un coup d'accélérateur significatif. Félix-Paganon prend l'initiative de demander la cosignature du Président, encore réfugié en France, qui donnerait bien plus de poids au document. Diarra s'en étonne eu égard aux « pleins pouvoirs », précise-t-il, qui lui ont été décernés. Le vrai dépositaire des autorités de transition, ce serait lui, pas Dioncounda Traoré. Mais le Français insiste et repart de Bamako avec la promesse de voir sa requête aboutir. Tous les pays voisins lui répètent à l'unisson leur désir pressant de voir la France intervenir, l'Algérie laissant entendre par ailleurs que son vote à l'ONU dépendra beaucoup de celui de la Russie. Moscou est justement, début juillet, la prochaine étape, mais elle est aussi la première grande capitale visitée, un geste fort, voulu par le Quai pour faire oublier les ratés de la Libye[*7]. Le conseiller Afrique du président Poutine, très influent, au fait du dossier, affirme que la Russie se rangera derrière la position française. La lutte contre les fondamentalistes est de fait une de ses préoccupations fortes. L'accord est donc total avec Paris, à une réserve près : que la France applique la résolution et rien que la résolution.

Félix-Paganon enchaîne avec Washington où il est reçu par le conseiller de Barack Obama à la sécurité intérieure et au contre-terrorisme, John Brennan[*8]. Lui aussi démontre bien connaître la problématique, mais, comme il le dit régulièrement au chef d'état-major particulier du président de la République avec lequel il est en contact étroit, il ne cache pas son étonnement face à la démarche française : pourquoi se reposer sur des Africains inexpérimentés en matière de lutte contre le terrorisme alors que Paris a tout le savoir-faire ? La pertinence de « l'Afrique aux Africains » n'a pas encore réussi à traverser l'Atlantique. L'Américain confirme cependant au Français ce qu'il a déjà garanti au général Puga, un soutien sans faille pour la première résolution, soumise au vote le 5 juillet. C'est aussi le premier test pour la diplomatie française de sa capacité à mobiliser autour du Mali quand tous les yeux sont alors braqués sur la Syrie : par trois fois déjà, le Conseil de sécurité a échoué à faire adopter des pressions sur le gouvernement de Bachar el Assad. L'Algérie inquiète, que le représentant permanent français, Gérard Araud, présente plutôt sur le reculoir, cherchant à rallier dans son camp les pays non alignés. Mais comme prévu, les bonnes dispositions russes l'en dissuadent. Et la résolution 2056 est adoptée à l'unanimité.

L'Algérie fait le pari d'Ansar Dine

Pour certains, le succès français cache néanmoins un échec. Placée sous le chapitre VII, qui autorise l'usage de la force, la résolution braque bien les projecteurs internationaux sur le Mali, en condamnant le putsch et les groupes terroristes dans le Nord, mais elle ne donne pas de feu vert à une éventuelle intervention. Elle précise en effet précautionneusement que le Conseil de sécurité est seulement prêt à examiner « la demande de la CEDEAO et de l'Union africaine d'autoriser le déploiement d'une force de stabilisation au Mali dès qu'il aura reçu des précisions sur les objectifs et les moyens d'une telle force car de telles précisions sont indispensables avant toute décision ». Et tout nouveau vote. « La résolution était purement politique, relate un conseiller à l'Élysée, alors que nous, nous aurions voulu qu'elle autorise beaucoup plus rapidement le déploiement[8]. » La coupable est toute trouvée : Susan Rice, représentante permanente des États-Unis, qui, alors que Hillary Clinton soutient la démarche française, a fait montre d'emblée de réticences. Il n'est pas rare que New York soit en désaccord avec Washington. Le cas est d'autant plus vrai que Rice guigne le Département d'État. Son obstination va considérablement contrarier les projets français alors même que la presse américaine brandit au Mali le spectre d'une « deuxième Somalie », le *Washington Post* invitant les États-Unis à soutenir « le lancement d'une intervention similaire [à celle de Côte d'Ivoire en 2011] de l'ONU et des forces régionales dès que possible[9] ». Le motif de l'ambassadrice : les Africains vont échouer, et leur échec sera celui de l'ONU. Beaucoup sont de son avis au sein de l'administration américaine qui se fie au Yalta africain : les Français ont tenu à s'occuper de la zone, ce sont eux les spécialistes, eux vers lesquels le Pentagone et la CIA eux-mêmes, beaucoup plus attirés par la Libye, demandent régulièrement un point de situation ; c'est donc à eux d'agir. Laurent Fabius ne fait rien pour les rassurer, qui déclare le 12 juillet que, si une intervention militaire est « probable à un moment ou à un autre […], la France, pour des raisons évidentes, ne peut pas être en première ligne[10] ».

Susan Rice a des alliés au Conseil de sécurité. Tout d'abord, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, qui, ne croyant pas non plus à la réussite d'une opération – mais qu'elle soit africaine ou française – livre toujours la vision la plus noire du Sahel. Ensuite, l'Algérie, et pour une raison exactement inverse à celle de l'Américaine : d'après elle, la France cache son jeu, et son but ultime est bien de prendre pied militairement au Mali. D'un seul revers de main, elle balaie toutes les hypothèses, africaine, franco-africaine, et sans rien suggérer en échange. Il est par exemple hors de propos à ses yeux de faire passer des troupes algériennes de l'autre côté de la frontière : la Constitution nationale interdirait en effet tout engagement militaire à l'étranger. Un prétexte, car la vraie raison est la volonté du pouvoir de conserver toutes ses forces autour de lui dans un climat sécuritaire toujours très tendu. L'Algérie admet pourtant le caractère préoccupant de la situation au Mali. Comment pourrait-elle s'y refuser, alors que le Mujao annoncera, par exemple, le 2 septembre l'exécution de son vice-consul à Gao, Tahar Touati, enlevé en avril ? Mais à la place des armes, elle agace ses interlocuteurs français en proposant une « solution politique » dont elle est incapable de livrer la substance. Paris comprend rapidement que celle-ci repose en fait très largement sur Ansar Dine et son chef, Iyad Ag Ghali, dont les mérites lui sont régulièrement chantés. Comme en 1991 et en 2006, Alger mise sur le leader touareg pour conclure un accord avec les autorités de Bamako, qui marginaliserait ensuite AQMI et le Mujao. « Mais, souligne un diplomate français, quand on leur demandait : "Et que fera-t-on d'eux ensuite ?", ils nous répondaient : "On verra"[11] ! »

Le 16 juillet, Laurent Fabius traverse la Méditerranée accompagné en particulier d'Hélène Le Gal, conseillère Afrique du président de la République, dans l'espoir d'infléchir la position du gouvernement Bouteflika. Son argumentaire semble porter : les Algériens admettent qu'une intervention sera inévitable en cas d'échec de la diplomatie, Mourad Medelci, ministre des Affaires étrangères, déclarant en conclusion : « Nous avons constaté que nous avions exactement la même clé d'analyse et les mêmes objectifs en ce qui concerne le Sahel et le Mali. Nous sommes d'accord pour dire que l'unité du Mali doit être préservée et que la lutte contre le terrorisme doit rester la priorité[12]. »

Comme un air de mai 1940

La condition *sine qua non* de toute action, diplomatique comme militaire, reste de toute façon une clarification du pouvoir à Bamako où la junte refuse catégoriquement tout envoi de soldats africains, où le Premier ministre Modibo Diarra est vivement contesté pour son inertie, où le président du Haut Conseil islamique Mahmoud Dicko prend de plus en plus d'influence, lui qui fait quasiment office d'intermédiaire avec les djihadistes. Le 6 juillet, la CEDEAO a accordé un mois aux autorités maliennes. Quatre jours avant l'expiration du

délai, Dioncounda Traoré regagne son pays, porteur de tous les espoirs. Il frappe un grand coup dès son arrivée en créant un ensemble de nouvelles institutions : Haut Conseil d'État qui gérera le pays le temps d'organiser les élections, Conseil national de transition, Parlement consultatif, commission ad hoc chargée de la crise dans le Nord. Des négociations sont également ouvertes pour former un gouvernement de transition. L'opposition crie au fait du prince, à l'accaparement du pouvoir par le Président qui présidera par exemple lui-même le Haut Conseil d'État avec deux vice-présidents dont l'un, selon la rumeur, pourrait être le capitaine Sanogo. Traoré se voit surtout reprocher de ne pas avoir démis son Premier ministre même s'il lui retire la plupart de ses pouvoirs.

Les nominations ne tombent que le 23 août et elles déçoivent : dix-huit ministres sont inchangés, dont des fidèles de Modibo Diarra, qui apparaît comme le vainqueur du bras de fer, lui que l'on disait inexpérimenté en matière politique. Un équilibre est cependant trouvé puisque les principales formations pro et antiputsch font leur entrée, avec la COPAM*9 d'un côté et le FDR*10 de l'autre. En revanche, ne figure qu'un seul Touareg et aucun Songhaï, ce qui ne laisse guère envisager d'amélioration dans les relations avec le Nord. La transmission du portefeuille des Affaires étrangères de Sadio Lamine Sow à Tiéman Coulibaly le corrobore : le premier est réputé proche du président burkinabé dont la médiation est critiquée pour sa bienveillance à l'égard du MNLA. Elle symbolise aussi une prise de distance avec la CEDEAO en général dont le plan d'intervention militaire vient d'être rejeté par les autorités maliennes, insatisfaites du rôle trop étroit que l'armée nationale s'y voyait attribuer.

Dans le différend opposant l'instance sous-régionale à l'Union africaine, Bamako penche pour celle-ci, ce qui n'est pas vraiment une bonne nouvelle pour les autorités françaises. « La classe politique malienne, commente un haut fonctionnaire du Quai, nous semblait dans l'état de celle de la France en 1940[13]. » Le gouffre en effet ne semble pas beaucoup plus loin pour le Mali : le 1er septembre, le Mujao prend sans coup férir Douentza à la milice laïque, armée de bric et de broc, des Ganda Izo : les djihadistes ne sont plus qu'à cent soixante kilomètres de Mopti, la dernière grande ville avant Bamako. Une semaine plus tard, quatorze d'entre eux sont tués par l'armée malienne à l'entrée de Diabaly, à une centaine de kilomètres plein est.

Le 5 septembre 2012, dans une lettre de Dioncounda Traoré à Blaise Compaoré, le gouvernement malien lance enfin l'appel à l'aide militaire tant attendu. La junte, cependant, a obtenu des concessions : la force africaine, dont elle ne veut pas, voit son effectif contingenté à cinq bataillons, soit trois mille cinq cents hommes, qui devront rester en dehors de la capitale et ne feront qu'appuyer l'armée malienne dans sa reconquête du Nord. En revanche, l'aide de la CEDEAO est clairement sollicitée en termes de soutien logistique et d'appui aérien, ce qui ressemble fort à une porte ouverte pour une participation française car l'institution ouest-africaine est notoirement sous-équipée dans ces deux domaines.

Il ne manque donc plus qu'un feu vert de l'ONU pour le déploiement, mais le Conseil de sécurité commence par retoquer deux projets de résolution déposés par la CEDEAO en raison de leur imprécision. La France reprend donc son rôle moteur pour que l'assemblée générale de septembre lance l'opération. Outre les multiples entretiens de François Hollande avec les homologues, Jean Félix-Paganon retourne à Bamako rencontrer le Premier ministre Modibo Diarra qui lui annonce son intention de faire le voyage à New York. Auparavant, affirme-t-il, il passera par Paris avec la lettre que l'ambassadeur lui avait demandée de faire cosigner par le Président. Elle serait prête, mais il ne la montre pas. Rebelote le 21 septembre, cette fois dans le bureau de Laurent Fabius : « La lettre est là ! », lance Modibo Diarra en désignant son attaché-case qui reste fermé. Ment-il ? La signature de Traoré y figure-t-elle bien ? Et au fond, que dit cette lettre dont Félix-Paganon n'a fait que suggérer les grandes lignes ? Le Quai se serait volontiers dispensé de ce mauvais suspense qui cesse enfin le lendemain matin, lorsque le Premier ministre remet la missive en bonne et due forme à Ban Ki-Moon. De manière emblématique, c'est le ministre des Affaires étrangères français qui en fait l'annonce, confirmant l'accord de Bamako pour une intervention internationale.

François Hollande à l'offensive

Décidé à mettre toutes les chances de son côté, la France a voulu « créer l'événement » à New York. Au-delà de la lettre de l'exécutif malien, le Quai d'Orsay s'est mobilisé depuis le mois de juillet pour que se tienne le 23 septembre une conférence autour du Mali. Il a ainsi décroché l'accord du secrétaire général, pourtant rétif aux projets français, mais aussi de nombreux chefs d'État, africains et européens, à l'agenda toujours très rempli à chaque assemblée générale. Pour son baptême du feu à l'ONU, François Hollande adopte un ton offensif, jugeant la situation dans le nord du Mali « insupportable, inacceptable », n'hésitant donc pas à brocarder « l'indécision, la

lourdeur des procédures et l'impuissance qui nous menacent […]. Nous devons agir pour prendre nos responsabilités. […] Agir toujours, agir ensemble pour être à la hauteur des attentes des peuples[14] ». Comme s'il s'adressait ensuite aux djihadistes, il officialise le tournant décidé à sa prise de fonction : « La nécessité de libérer nos otages ne doit pas passer par un renoncement à assurer l'intégrité du Mali. » AQMI l'a confirmé quatre jours plus tôt. Dans une vidéo proche du deuxième anniversaire de l'enlèvement d'Arlit, elle a dénoncé l'attitude du gouvernement français « qui a fermé la porte aux négociations et continue de mettre en danger la vie de [ses] fils[15] ». Et d'avoir mis en garde la France contre son « outrecuidance » à « appeler à envahir le pays des musulmans maliens » : « Cette initiative folle n'aura pas seulement pour conséquence la mort des otages, mais noiera la France tout entière dans les marécages de l'Azawad[16]. »

La réaction de la presse française, qui évoque un « piège[17] » pour Paris, est un mauvais point pour le gouvernement scrutant l'adhésion de l'opinion publique comme le lait sur le feu. Des blocages forts persistent également à l'international. Seulement deux jours après le discours du président de la République, Ban Ki-Moon prouve qu'il est encore à convaincre en déclarant que « toute solution militaire pour résoudre la crise sécuritaire dans le nord du Mali devrait être envisagée avec une extrême prudence. Elle pourrait avoir de graves conséquences humanitaires[18] ». Les plus coriaces pour Paris demeurent les Américains qui, la lettre de Traoré et Diarra acquise, font désormais de la tenue d'élections libres le préalable à tout progrès de la part de la communauté internationale. « Quelle serait la légitimité d'un président élu, leur rétorque le Premier ministre malien, dans un pays qui ne peut pas faire voter tous ses citoyens[19] ? »

La prudence américaine, issue principalement du Département d'État, est fortement rognée le 11 septembre par le meurtre de l'ambassadeur Chris Stevens lors de l'attaque du consulat américain à Benghazi. La première hypothèse, d'une contestation populaire spontanée[*11] qui aurait dégénéré, est peu à peu infirmée par les indices laissant accroire à une orchestration par la milice salafiste Ansar al Charia. Les gouvernements ont souvent besoin d'être placés au pied du mur avant d'agir. Le drame du 11 septembre 2012 ne révèle pas aux Américains le danger fondamentaliste au Sahel, mais il les convainc définitivement d'une imbrication avec la Libye, le Proche-Orient – Ansar al Charia lance ainsi peu après un appel au djihad au Mali et en Syrie – avec désormais la certitude que les États-Unis ne seraient pas épargnés. « Benghazi a radicalement changé l'état d'esprit des Américains », note le général Maire, sous-chef relations internationales à l'état-major des armées. « Le Pentagone a pris conscience de la nature des enjeux, des risques régionaux. Nous avons senti que son commandement régional avait une plus grande marge de liberté[20]. » Le général Carter Ham, patron d'AFRICOM, comptera désormais parmi les soutiens résolus des Français. Le pedigree de son successeur annoncé témoigne d'un changement de braquet de la part du Pentagone dans cette partie du monde : le général David Rodriguez est un poids lourd de la hiérarchie américaine. Ancien commandant de la prestigieuse 82e Airborne, en poste en Afghanistan aux côtés du général McChrystal, il fut l'un des grands acteurs de la « guerre globale contre le terrorisme » des néo-conservateurs.

La montée lancinante de l'odeur de poudre dans la région pousse également l'Algérie à sortir de son inertie. Des négociations parallèles à celles de Ouagadougou sont ouvertes à Alger entre des émissaires maliens et Ansar Dine, représenté par Ahmada Ag Bibi, voire Iyad Ag Ghali lui-même selon les sources, ainsi qu'Ag Wissa, le chef militaire de l'organisation. Le soin pris à bien préciser qu'Ansar est à ses yeux un mouvement « rebelle », et non « terroriste », témoigne des espoirs que l'Algérie porte sur lui. Mais au Burkina, Blaise Compaoré n'a de cesse d'accuser Bamako de bloquer le dialogue Nord-Sud. Le Premier ministre Modibo Diarra confirme de fait que, pour lui, il n'y a plus de solution au Mali que militaire. Bamako voit l'occasion trop belle de débarrasser le Nord non seulement des islamistes les plus obtus, mais des indépendantistes touaregs. Ainsi l'aide humanitaire subit-elle des critiques sans équivalent non pas pour une éventuelle collusion avec des « terroristes », mais parce qu'elle ne profiterait qu'au Nord. La décision de l'UNICEF de prolonger unilatéralement son programme d'action d'un an[*12] sera dénoncée par la presse qui invoquera l'affaiblissement des « structures gouvernementales au profit des différentes ONG humanitaires internationales qui sont arrivées à Bamako après la chute des grandes villes du Nord[21] ». Et de lorgner avec envie sur le budget de 3 millions de dollars accordé par l'UNICEF aux Américains d'IRC[*13] principalement pour des programmes dans le Nord, sur les 190 000 dollars aussi perçus par les Français de Solidarités International pour lutter contre le choléra à Gao (même s'ils opèrent également dans le Sud). « À cela s'ajoute le fait, souligne le site aBamako.com, que toutes les ONG focalisent leurs efforts dans les villes du Nord. C'est un paradoxe, d'autant plus que seulement 15 % de la population malienne y vivent pendant que des centaines de milliers ont trouvé refuge dans les villes du Sud[22]. »

Le djihad malien ne fait pas recette

Modibo Diarra sait néanmoins trouver les mots pour conserver le soutien des Français. « Chaque jour qui passe, relate-t-il à la presse, nous avons davantage de mutilations, d'amputations, de viols, d'actes de barbarie dans le nord de notre pays[23]. » Il ne dit rien en revanche de l'argent distribué par les djihadistes, de l'ordre, certes très autoritaire, qu'ils ont rétabli et dont une partie de la population se félicite. Un autre chiffon rouge est de plus en plus agité, celui du « Malistan ». Une « source sécuritaire malienne » explique à *Libération* que des « centaines[24] » de Soudanais et de Sahraouis auraient afflué. Un chiffre vraisemblablement exagéré, car pareille transhumance aurait également été observée par les services de renseignement français, ce qui n'est pas le cas. Mais, et de manière plus inquiétante encore, dans cette concentration de djihadistes étrangers, sont pointées de « nouvelles filières[25] » de combattants français, issue des banlieues ou de la forte communauté malienne, qui reviendraient ensuite sévir sur le sol national. « Le but, annonce un "enquêteur" au *Figaro*, est de ne pas les laisser trop longtemps dans la nature, pour éviter une nouvelle affaire Merah. » L'estimation du nombre reste très vague, le juge antiterroriste Marc Trevidic n'évoquant par exemple que de « minigroupes de jeunes[26] ». En réalité, les candidats au djihad ne seraient qu'une poignée. Le site d'informations mauritanien Sahara Media, canal habituel des activistes au Sahel, diffuse les menaces proférées par l'un d'eux, disant s'appeler Abdel Jelil (de son vrai nom Gilles Le Guen), contre la France, les États-Unis et l'ONU. Le 7 novembre, le parquet de Paris ouvrira aussi une enquête préliminaire contre Khalifa Dramé, arrêté par la police malienne alors qu'il tentait de gagner Tombouctou. Prise intéressante puisqu'il s'agit en fait d'Ibrahim Aziz Ouattara, à peine vingt-quatre ans, mais déjà ciblé par les services pour ses allers-retours avec le Yémen et le Pakistan, ainsi que pour un projet d'attentat contre le recteur de la mosquée de Paris.

L'Afrique a déjà été dans les années 1990 une terre d'élection pour les islamistes radicaux français : qu'ils soient « pure souche » comme celui qui avait été surnommé l'« émir aux yeux bleus », Richard Robert, condamné en 2003 à la prison à vie après la mort de quarante-cinq personnes à Casablanca dans des attentats suicide, ou binationaux comme, neuf ans plus tôt, Redouane Hammadi et Stéphane Aït Idir, condamnés, eux, à mort après l'assassinat de deux Espagnoles à Marrakech. Le Mali toutefois est beaucoup moins facile d'accès et accueillant que le Maroc. À l'automne 2012, ni la DGSE ni la DCRI ne croient qu'il se hissera, au moins à brève échéance, au niveau de l'Afghanistan ; le phénomène de « djihad français » les préoccupe bien plus en Syrie. Il n'y a donc pas sans une volonté d'affoler chez les autorités maliennes qui alarment sur ces « quelques dizaines de jeunes Européens dont des Français ou jeunes Africains vivant en Europe […] de plus en plus tentés par le djihad dans le nord du Mali[27] », c'est-à-dire, donc, non pas sur des djihadistes avérés, repérés sur leur sol, mais des apprentis djihadistes qui n'ont pas même pas quitté la France et dont nul ne peut certifier qu'ils le feront jamais… « Certains sont déjà dans le Nord, précisent-elles ainsi, d'autres veulent partir, ont été arrêtés ou refoulés. » En tout cas, pour l'instant, selon les propres dires de Bamako, il n'y aurait que trois Français dans les rangs d'AQMI.

Feu orange pour l'intervention militaire

L'hydre terroriste est un Janus pour les autorités françaises. D'un côté, elle les appelle à une intervention, pour casser en quelque sorte le « moule » malien ; l'idée est régulièrement servie aux partenaires européens, et avec succès, puisque Angela Merkel déclarera le 19 novembre que l'Europe ne peut « accepter que le terrorisme international trouve dans le nord du Mali une base arrière assurant sa tranquillité[28] ». Comme à l'appui, deux jours plus tard, le Français Jules Berto Rodriguez Léal, soixante et un ans, est enlevé lors d'un déplacement entre la Mauritanie et le Mali, dans la même région de Diema où AQMI avait capturé un couple burkinabo-italien quatre ans auparavant[*14].

D'un autre côté, la menace d'un djihad français prescrirait au gouvernement de ne rien faire qui puisse attiser la colère des éventuels candidats au djihad. À l'automne 2012, bien d'autres raisons l'invitent à la plus extrême retenue : l'« enlisement en Afghanistan » pour *Le Figaro*, les « coupes budgétaires » à la Défense handicapantes selon *Le Nouvel Observateur*, la survie des otages pour d'autres, l'indécision dont est si communément taxé François Hollande, l'inexpérience de son gouvernement dans la gestion de conflits internationaux… Le président de la République a tranché avec le choix d'une action française très poussée sur le plan diplomatique, a minima sur le plan militaire. À ceux qui espèrent encore un engagement plus fort de l'armée

française, il rappelle le 11 octobre avec fermeté : « La France n'interviendra pas au Mali, elle ne peut pas intervenir à la place des Africains[29]. » Cette même détermination lui permet de renvoyer dans ses cordes Ban Ki-Moon et sa proposition de négociations avant le déclenchement d'une opération militaire : « Discuter avec qui ? avec AQMI ? Qui peut imaginer qu'il puisse y avoir là des conversations qui puissent être utiles[30] ? » Démontrant encore que c'est la France qui donne le tempo, le président de la République annonce ensuite comme une certitude le vote de la deuxième résolution visant à entériner le principe d'une intervention, mais aussi celui d'une troisième qui en fixera les modalités. De fait, le 12 octobre 2012, le Conseil de sécurité vote la résolution 2017 qui donne quarante-cinq jours à la CEDEAO pour livrer son plan de bataille et invite tous les pays à prêter main-forte à l'armée malienne, dès maintenant, pour la préparer à la reprise des combats. Voilà pour le feu orange au déploiement de troupes.

Un calendrier qui fait débat

Le feu vert requiert la troisième résolution attendue pour la fin de l'année. « Si [le président de la République française] continue de jeter de l'huile sur le feu, tempête le jour même Omar Ould Hamaha, porte-parole du groupe Mujao, nous lui enverrons dans les jours à venir les photos des otages français, morts[31]. » Comme dans un thriller américain, François Hollande réplique en personne : « Libérez les [otages] avant qu'il ne soit trop tard ! »

Le ton est martial, mais il y a encore loin de la coupe de la CEDEAO aux lèvres du président de la République. Le montage de la force africaine est aussi besogneux qu'annoncé. Le Sénégal et la Mauritanie ont déjà fait part de leur refus d'y participer, deux gros contributeurs en moins. L'attitude des autorités maliennes ne facilite rien avec une junte qui reste hostile à l'arrivée de soldats africains et le Premier ministre qui, lui, n'a de cesse de les réclamer ; l'armée enfin délivre un message étonnamment serein, tel le colonel Daouda Dembélé, commandant au front, à Mopti, qui assure pouvoir compter sur plus de cinq mille hommes, placés « en alerte rouge ». « Certes, l'armée malienne a connu des difficultés, argue-t-il, mais nos structures restent solides[32]. »

En dépit de la lenteur de la mise en place de la CEDEAO, Jean-Yves Le Drian s'engage le 16 octobre : l'intervention est « une question de quelques semaines, pas plusieurs mois, des semaines[33] ». Un calendrier circule en effet dans les ministères français concernés : vu la proximité de la saison des pluies, Paris voudrait sécuriser le sud du Mali dès le mois de novembre avec les premières troupes africaines, initier la formation des Maliens en janvier et lancer la reconquête au plus tard début mars[34]. Mais l'état-major des armées ne partage guère cet optimisme. Fin mai, après concertation avec les J2, J3, J4[*15], avec la délégation des affaires stratégiques, le cabinet du ministre de la Défense, enfin la sous-direction des Affaires stratégiques au Quai, le bureau Afrique du CPCO a établi un mémoire de propositions à destination du chef d'état-major des armées : « Cela allait, décrit son chef, le colonel Philippe Susnjara, d'un appui minimal à un engagement lourd (c'est-à-dire la participation de mille cinq cents hommes au sol avec appui aérien), en passant par l'entraînement des forces africaines, etc. Chaque éventualité y était étudiée à l'aune de différents critères dont celui des otages : l'action militaire française devait-elle ou non rester mesurée afin d'éviter de les placer en plus mauvaise posture. Un autre axe majeur était la nécessaire refondation intégrale de l'armée malienne[35]. » En octobre, ce document est soumis aux cabinets de la Défense et des Affaires étrangères, puis par le sous-chef opérations, le général Castres lui-même à Jean-Yves Le Drian avec un enseignement majeur : le terme du quatrième trimestre pour l'entame d'une action africaine est intenable ; l'échéance minimale se situe en octobre 2013. Comme le résume un responsable de la Défense alors aux manettes, « il y avait incompatibilité entre la volonté des politiques et le terrain[36] ». La seule manière d'agir aussi vite que la dégradation au Nord-Mali semble le réclamer serait d'impliquer des troupes françaises au sol.

Le diagnostic des militaires est partagé par une partie du Quai d'Orsay, consciente des lacunes africaines. Mais les progrès rencontrés sur le plan diplomatique sont tels des euphorisants empêchant de considérer la réalité. Un frein majeur est ainsi levé lors la réunion du groupe de soutien et de suivi sur le Mali, le 19 octobre, à Bamako : l'Algérie ne s'opposera pas à une intervention militaire. Hillary Clinton, en visite à Alger le 28, tente d'obtenir plus de Bouteflika, surtout un partage de la connaissance algérienne sans égale des djihadistes, ainsi que la fermeture de la frontière par laquelle transite tout leur carburant. Mais Alger dit toujours travailler à une solution politique, en misant sur Ansar Dine dont Blaise Compaoré reçoit à son tour une délégation à Ouagadougou le 2 novembre. L'espoir est ravivé quatre jours plus tard puisque le mouvement déclare rejeter

« toute forme d'extrémisme et de terrorisme ». Le 13, le représentant de l'ONU en Afrique de l'Ouest, Saïd Djinnit, le rencontre à son tour au Burkina. La France est sceptique sur les chances de la vieille tactique consistant à semer la zizanie parmi les groupes du Nord. « Nous ne croyions pas du tout à ces négociations, note un conseiller du président de la République, car pour nous Ansar était plus proche d'AQMI que du MNLA, mais il ne nous appartenait pas de les entraver d'une quelconque manière. Si elles réussissaient, c'était tant mieux[37] ! » La guerre de fait serait ainsi évitée. Le 15 novembre, François Hollande appelle donc le président malien pour l'inciter à « intensifier le dialogue » avec les mouvements rejetant le terrorisme dans le Nord, c'est-à-dire Ansar Dine et le MNLA.

---

*1. Dont la conseillère Afrique du ministre, Sophie Moal-Makamé, qui a été en poste en Afrique du Sud et en Éthiopie. (Les « swahilistes » sont les diplomates ayant eu un poste dans la corne est-africaine.)

*2. Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (créé en 1994) : la France forme, entraîne, équipe les unités africaines.

*3. European Union Training Mission.

*4. *Improvised Explosive Device* (engin explosif improvisé).

*5. Ancienne politique européenne de sécurité et de défense, revue et corrigée par le traité de Lisbonne en 2008.

*6. European Union Capacity Building Mission.

*7. La Russie s'était abstenue lors du vote de la résolution décisive du 17 mars 2011, puis avait critiqué son interprétation par la France.

*8. Nommé patron de la CIA en mars 2013.

*9. Coalition des organisations patriotiques du Mali.

*10. Front uni pour la sauvegarde de la démocratie et la République au Mali.

*11. Contre la diffusion du film *L'Innocence des musulmans*.

*12. Au terme des cinq années qui auraient dû la conduire à renouveler ses discussions avec le gouvernement malien.

*13. International Rescue Committee.

*14. C'est néanmoins le Mujao qui revendique.

*15. Le J2 est le bureau chargé du renseignement, le J3 de la conduite des opérations, le J4 des questions de logistique.

6.

« NO FRENCH BOOTS ON THE GROUND »

Si le gouvernement français ne croit pas au succès des discussions politiques entre le Nord et le Sud maliens, il est en revanche plus convaincu que jamais de celui de la mécanique diplomatico-militaire qu'il a initiée à sa prise de pouvoir. En témoigne ce conseil de défense du mois de novembre où le président de la République ferme définitivement la porte aux ambitions toujours entretenues par certains généraux et diplomates de voir la France palier les faiblesses du montage de la CEDEAO : « Il y a indiqué, relate un officier de l'état-major des armées, qu'il ne voulait aucun soldat français au Mali[1]. » La sentence offre un premier casse-tête aux militaires puisque, lors de la même réunion, François Hollande confirme de manière tout aussi ferme sa volonté de confier la formation de l'armée malienne à l'Europe : les formateurs français sont-ils donc aussi concernés par l'exclusive ? Le président de la République est amené à préciser quelques jours plus tard qu'il ne visait que les troupes combattantes. Ce dogme, aussi fort que celui de l'« Afrique aux Africains », sera dorénavant asséné à tous les visiteurs de l'Élysée : « Les conseillers nous répétaient sans cesse, se souvient un haut diplomate en Afrique, qu'il n'y aurait jamais de soldats français au Mali[2]. »

Le mythe à la peau dure d'un gouvernement français préparant Serval derrière le paravent de ses démarches diplomatiques est mort en ce conseil de défense. Mais il cache une réalité, jamais évoquée, et qui est pourtant une des raisons premières de la réussite : la résilience des armées françaises. À n'écouter que le discours des politiques, celles-ci pourraient se désintéresser massivement du Mali. Elles en prennent d'ailleurs tellement la route que, en novembre, le chef d'état-major des armées, l'amiral Guillaud, exprime au ministre de la Défense ses craintes de ne pas pouvoir inverser la mécanique si les déclarations du gouvernement restaient aussi catégoriques. Au fond, EUTM relève de la routine pour l'armée de terre et même la participation des avions français n'est pas acquise. Le commandement démontre alors son importance. Il lui apparaît en effet comme une évidence que, tôt ou tard, l'histoire va s'emballer, que les djihadistes, qui regardent eux aussi la météo et la déclinaison de résolutions à New York, ne vont pas attendre l'arrivée de la force africaine. « Le chef d'état-major des armées, indique un officier en charge de la planification, comme le sous-chef opérations [le général Castres], comme le chef du CPCO [le vice-amiral Baduel], ont insisté pour que nous continuions à y travailler[3]. » Il est vrai que Jean-Yves Le Drian leur a fait partager sa conviction intime d'un engagement inéluctable de soldats français. L'état-major particulier du président de la République abonde en ce sens : « Il nous confirmait, relate un général à l'état-major des armées, la volonté du chef de l'État de ne pas aller au Mali, mais que s'il fallait finalement y aller, il faudrait le faire avec force, dès le début[4]. »

Se préparer à ce qui ne devrait jamais arriver

La vocation du CPCO est d'anticiper. Mais avec le Mali, il va faire montre de prescience. Plusieurs actions sont lancées, séparément en apparence. Mais au déclenchement de Serval, elles se révéleront toutes indispensables et complémentaires. Le bureau Afrique du J3 joue un rôle premier dans cette préparation qui ne dit pas son nom. À sa tête, un officier à double casquette, comme la plupart des pilotes de l'Aéronavale : le capitaine

de vaisseau Pierre V. a eu sa part d'OPEX dans les airs comme pilote de chasse, puis chef d'une flottille Rafale : guerre du Golfe, Bosnie, Kosovo, avant de revenir au niveau de la mer en prenant la barre de la frégate Surcouf. Au CPCO depuis 2011, il a pu aussi juger de certains grippages persistants, internes aux armées ou dans les relations interalliées, lors de l'opération Harmattan en Libye où il accompagna le général Rode, représentant français au sein du centre de contrôle aérien de Poggio Renatico. Sous sa gouverne, le J3 Afrique, qui à l'instar de tout le CPCO avait déjà collaboré à l'élaboration des plans Sahel et Requin, repasse donc le Mali au crible des armées françaises.

Leur atout premier : la réactivité. La chaîne décisionnelle française très courte – parfois pas plus de quatre intermédiaires entre le président de la République qui choisit et le soldat qui applique – le prépositionnement de forces au Tchad et en Côte d'Ivoire, l'allonge que procure l'armée de l'air – comme elle l'a démontré lors du tout premier raid du 19 mars 2011 en Libye – permettront de passer à l'acte en quelques heures seulement.

Au rayon des faiblesses, la plus criante est l'insuffisance en moyens de renseignement. Une première prise de conscience date précisément de l'enlèvement de Serge Lazarevic et Philippe Verdon, soit novembre 2011. Le J3 organisa alors la première cellule de crise commune avec les Forces spéciales qui réfléchissaient à la possibilité d'une intervention. « Nous avons alors établi, note le capitaine de vaisseau Pierre V., qu'il nous fallait pouvoir assurer une surveillance à H24. Nous avons donc demandé au Niger de pouvoir stationner un drone à Niamey à partir de janvier 2012[5]. » Soit un an avant Serval. Mais un an bien rempli. Le J3 doit déjà convaincre autour de lui de l'intérêt d'occuper une partie de la bande passante satellitaire qui, limitée, est l'objet de toutes les convoitises. Ensuite, il faut obtenir l'accord des autorités locales, qui ne le donneront qu'au bout de six mois. Enfin, d'importants travaux sont à engager. Faute de place à l'aéroport de Niamey, l'armée française doit elle-même construire un parking pour le drone, or les tonnes de béton à couler sont incompatibles avec les très grosses chaleurs. Le chantier est à peine lancé à la fin de l'automne. Et comme la France ne possède que quatre Harfang, l'exemplaire en lice en Afghanistan est rapatrié avec plusieurs semaines d'avance, mesure dont bénéficient aussi des hélicoptères et des avions de transport basés à Douchanbe.

Pour enrichir les bases de données de renseignement, le J3 obtient un second raid Rafale[*1] entre la France et le Tchad, un prétexte pour survoler l'Adrar des Ifoghas : le pod Reco-NG[*2] dont la patrouille est équipée permet d'emmagasiner des milliards de pixels. Les Mirage F1, dotés, eux, d'une caméra argentique, réalisent également plusieurs missions de reconnaissance dans le même secteur depuis la base française de N'Djamena. La Marine apporte son écot avec les patrouilleurs Atlantique-2 installés à Dakar. En y additionnant les données recueillies par le C-130 des forces spéciales à Ouagadougou, et les renseignements de la DGSE, le CPCO peut ainsi disposer d'un stock d'une soixantaine de dossiers d'objectifs[*3] dans le Nord-Mali. Pour améliorer encore le partage d'informations, le J3, à l'instigation du capitaine de vaisseau Pierre V., très inspiré par les ratés observés en Libye, a mis enfin en place en septembre un portail informatique sécurisé permettant aux intervenants de toutes les armées de s'interconnecter. Depuis cette date, la cellule de crise du CPCO boulevard Saint-Germain est susceptible de pouvoir suivre en direct les images tournées par le drone Harfang et le C-130 du COS.

Pour accroître la force de frappe de l'armée de l'air, le capitaine de vaisseau V. tire la leçon de l'Afghanistan et de sa propre expérience : les GBU-12[*4] sont très peu efficaces contre des pick-up, voire contre un groupe d'individus en terrain dégagé. Il requiert et obtient du général Castres l'achat de Mark 82 Airbust, d'un poids équivalent, mais qui explosent à une dizaine de mètres du sol, rasant tout dans un rayon dix fois supérieur. Le modèle a été écarté en Afghanistan en raison des dommages collatéraux que peut causer la dispersion des éclats ; ce genre de risque est très faible dans le désert malien.

L'armée de terre aussi se prépare. « Avec l'expérience de la Libye, note le général Jean-Pierre Palasset, chef d'état-major du Commandement des forces terrestres (CFT), nous avions vu que l'absence de troupes au sol était la garantie de problème par la suite. Donc nous nous sommes dit que, cette fois-ci, nous serions sans doute requis[6]. » À peine ses fonctions prises en septembre, le patron du CFT, dont la mission essentielle est de préparer les troupes aux opérations, le général de corps d'armée Bertrand Clément-Bollée s'est penché sur le système d'alerte Guépard[*5]. « Auparavant, décrit-il, le général dont la brigade était désignée n'était pas associé à la planification. Il avait au maximum neuf jours pour se mettre dans le bain. J'ai demandé à ce que le Guépard soit beaucoup mieux irrigué en renseignements sur les pays où il était le plus susceptible d'être engagé. »

Le brouillard dans lequel était jusqu'alors maintenue la brigade tenant l'alerte s'expliquait par la crainte de l'état-major des armées de voir les informations fuiter. « Préparer n'est pas faire, a plaidé le général Clément-Bollée. Quoi de plus normal que les armées se préparent à toutes sortes d'engagements ? » C'est au Groupe d'anticipation stratégique (GAS) que le chef d'état-major des armées, après écoute de l'avis de tous les services, désigne les priorités dans les points chauds du globe. « Auparavant, indique le chef du CFT, ces informations restaient au CPCO ! J'ai obtenu que cela sorte enfin, que les chefs soient mis dans la confidence, que le centre

d'exploitation du renseignement terrestre[*6] aussi puisse préparer des monographies sur les pays concernés, leur contexte, la nature des ennemis potentiels, etc. »

À l'été 2012, les deux hypothèses à la plus forte probabilité avaient pour cadre le Liban (avec la Syrie en perspective) et le Mali. Tous les éléments recueillis à leur sujet sont venus alimenter le SAER (système d'aide à l'exploitation du renseignement), une base de données enrichie jour après jour avec toutes sortes d'informations, l'équivalent d'ANACRIM dans la police[*7], dont profiteront les 2e bureaux engagés sur le terrain. Et le général Clément-Bollée de conclure : « Le Mali ne nous a pas pris au dépourvu. » Pour preuve ultime, tout d'abord, le « cahier du retex », fort opportunément consacré aux « rébellions touaregs au Sahel[7] », que le Centre de doctrine d'emploi des forces publiera en janvier 2013, soit exactement au démarrage de Serval : nombre d'officiers l'emporteront dans le désert pour s'en inspirer. Ensuite, ce séminaire des commandants d'unité organisé par le chef de la 9e brigade d'infanterie de marine. Parmi les sujets proposés, les capitaines sont amenés à plancher sur la prise de Tombouctou : certains d'entre eux pourront ainsi passer de l'étude à la pratique en seulement quelques semaines !

Remèdes européen et africain

Au fond, l'action française des dernières semaines de l'année 2012 relèverait presque d'une image d'Épinal : les militaires se mettent en condition pour une guerre que les diplomates font tout pour empêcher. En apparence, le Quai d'Orsay enregistre de nouveaux succès. Le 19 novembre, les ministres des Affaires étrangères européens entérinent ainsi le principe d'EUTM : 250 formateurs, à partir du mois de janvier, sont appelés à former dans un camp proche de Bamako quatre bataillons de 650 soldats maliens chacun. Même si quelques étapes sont encore nécessaires avant le lancement du programme, Paris ne boude pas son plaisir à l'image de Jean-Yves Le Drian qui se laisse même aller à déclarer : « Ce n'est pas la France qui va aider les Africains à mener cette opération au Mali, mais bien l'Europe. »

Reste à savoir si le remède concocté sera suffisant vu l'état catastrophique du malade. Au même moment en effet, le colonel Jean-Pierre Fagué, des Éléments français au Sénégal, conduit une mission d'« évaluation conjointe » de l'armée malienne, terme pudique pour ne pas parler d'audit. Ce spécialiste de la région, dernier chef de corps du 23e BIMa[*8], revient de Bamako avec une impression de « fragilité générale », mais aussi d'un corps souffrant d'un grand dénuement et de multiples fractures non seulement, comme attendu, entre Maliens du Sud et Maliens du Nord, partisans et opposants de la junte, bérets rouges et bérets verts, mais aussi, entre l'ancienne génération de cadres formés à l'ère soviétique et la jeune garde de colonels prometteurs passés par les écoles françaises et américaines.

Autre avancée dont pourraient se targuer les Français, le 7 novembre, la CEDEAO affirme que son concept d'opérations, entériné à Bamako par tous ses chefs d'état-major, est prêt : la composition de la force, son financement, son équipement, tout a été couché par écrit, avec les conseils de l'état-major des armées français qui ont, par exemple, conduit à diviser par quatre l'effectif irréaliste du premier projet à treize mille hommes. Le 11, un sommet de l'organisation l'adopte donc, puis le communique à l'Union africaine pour être soumis au Conseil de sécurité à New York. La fin du parcours du combattant de la diplomatie française semble donc pour bientôt : la troisième et dernière résolution autorisera les soldats africains à entrer en scène et Paris aura eu gain de cause. Sauf que l'approche d'une conclusion est toujours propice à l'exacerbation des tensions. En coulisses, les critiques s'accumulent et se durcissent. Tel ambassadeur français se voit ainsi confier par le président d'un pays majeur de la CEDEAO : « Si vous n'y allez pas, nous, nous en sommes incapables[8]. » Le procureur le plus féroce se trouve à l'ONU, dans le camp américain, en la personne de Susan Rice qui voue aux gémonies le plan français, elle qui méprise la capacité des Africains de l'Ouest à prendre en mains leur destin. Mi-novembre, une délégation – emmenée, pour le Quai d'Orsay, par Nicolas de Rivière, directeur des Nations unies, pour l'état-major des armées, par le général Jean Rondel, chef planification au CPCO –, fait le voyage à New York pour entreprendre un exercice de pédagogie auprès du « P5[*9] ». Le Russe et le Chinois, inquiets du fléau terroriste à l'intérieur de leurs propres frontières, sont acquis aux arguments français ; le Britannique aussi, qui pose quelques questions pour la forme tout en faisant comprendre que le soutien de la Royal Army serait très mesuré. Seule Susan Rice demeure sceptique, mais, sans plan de rechange, elle ne peut non plus s'entêter dans l'obstruction. « Chaque jour qui passe, menace son compatriote, le général Carter Ham, Al-Qaida et d'autres organisations accroissent leur emprise sur le Nord-Mali. Il y a un besoin urgent pour la communauté internationale, emmenée par les Africains, de se pencher

là-dessus[9]. » Néanmoins, même Africom, que commande le général, ainsi qu'ACOTA*[10], qui a aussi d'emblée soutenu le projet de la France, ont besoin d'être régulièrement informés par leurs homologues français au cours de la réunion mensuelle organisée alternativement à Paris et Stuttgart. « Ce n'est vraiment que fin novembre-début décembre, souligne le colonel Philipe S., que la solution africaine à la crise malienne, avec engagement d'une force de la CEDEAO dans une offensive vers Gao et/ou Tombouctou, et la refondation de l'armée malienne, a pu être mise en chantier[10]. »

Le MNLA sur les bords de Seine

Un dernier acte cependant sème un peu plus le trouble sur le dessein de la France : les 22 et 23 novembre, le MNLA est reçu au Quai d'Orsay. De la part du gouvernement qui, outre sa doxa « l'Afrique aux Africains », s'est démené pour faire émerger à Bamako des autorités aussi fiables que possible, l'accueil de ce que celles-ci considèrent comme leur pire ennemi peut paraître incompréhensible. D'autant que l'organisation est en perdition : militairement, elle a été vaincue par les djihadistes ; politiquement, sa ligne a plusieurs fois varié depuis la proclamation de l'indépendance de l'Azawad. Une première explication fournie par le Quai d'Orsay est la volonté d'en savoir plus sur le MNLA. « L'ambassade à Bamako, note un diplomate en poste à Paris, ne nous fournissait pas assez d'éléments permettant d'étayer notre jugement. Il fallait donc que nous nous fassions notre propre opinion[11]. » Certains conseillers à l'Élysée, un rien embarrassés, abondent sur le thème « la France reçoit tout le monde[12] ». Mais ici, c'est le perron du Quai que franchit le MNLA, avec ses principaux dirigeants, et pas celui de la DGSE, faite, *a priori*, pour les rencontres difficiles à endosser par le gouvernement français. Du temps de l'Afghanistan de l'avant 11 septembre 2001, les représentants de Massoud, d'autres mouvements moudjahidines, et même les talibans pourtant honnis par la communauté internationale, ont eu les faveurs des Affaires étrangères françaises. Mais dans le secret*[11]. Dans le cas présent, l'Élysée et le Quai ont tendance à relativiser l'événement en avançant que le MNLA n'est pas reçu par le ministre lui-même, ni par un directeur – comme cela était le cas avec les Afghans – mais par Jean Félix-Paganon qui ne serait « que » chargé de mission. L'ambassadeur est pourtant le « monsieur Sahel » de la France aux yeux de tous les gouvernements étrangers qui le reçoivent et l'écoutent attentivement.

Que les autorités françaises l'admettent ou non, la réception au grand jour du MNLA n'est pas un geste anodin sur les plans diplomatique et politique, qui contrebat la non-ingérence sans cesse prônée par Paris. La discussion entre le diplomate et les Touaregs ne se limite pas à un simple recueil de doléances. Le premier indique en effet que la France est décidée à retenir les seconds pour interlocuteurs dans le Nord à condition qu'ils abandonnent définitivement leur revendication indépendantiste qui est la ligne rouge pour Paris. Le MNLA prend congé, et, surprise, le lendemain matin, demande à revoir l'ambassadeur en annonçant avoir beaucoup réfléchi. L'« autodétermination dans le cadre du Mali », voilà sa nouvelle trouvaille. Jean Félix-Paganon fait néanmoins remarquer que, à l'ONU, autodétermination signifie indépendance. Déçu, le MNLA abaisse ses exigences à l'interdiction du retour de l'armée malienne dans son fief de Kidal. Le diplomate lui signale alors l'incompatibilité de sa demande avec le but affirmé de la communauté internationale de restaurer entièrement l'intégrité du Mali et les discussions s'achèvent sans accord. Mais pas sans conséquence.

Si les autorités françaises minimisent, les deux camps maliens, eux, s'enflamment. Le gouvernement à Bamako, qui a été prévenu, ne proteste pas outre mesure publiquement, gêné sans doute par la nécessité de conserver avec la France les meilleurs liens possibles. Toutefois, ses dirigeants et représentants politiques ne dissimulent pas en coulisses leur agacement face à une réception qui ne fait que confirmer leurs pires suspicions au sujet d'une collusion française avec les Touaregs. Le MNLA, lui, se vante des honneurs qui lui ont été accordés et extrapole : « L'accueil du Quai, note Ag Assarid qui appartenait à la délégation, a été à la fois ferme et ouvert. Ferme car il a encore refusé d'évoquer l'indépendance. Ouvert car il ne s'est pas déclaré hostile à l'autonomie du Nord[13] », cette dernière assertion étant contestée par Jean Félix-Paganon.

Pour beaucoup en réalité, la réception a valeur de reconnaissance, terme complexe comme l'a encore démontré le précédent libyen*[12], totalement usurpé en la circonstance, mais seule souvent l'impression compte. Les autorités françaises sont bien trop avisées pour ne pas en avoir pesé le risque. Pour quelle chandelle géopolitique le jeu de la réception du MNLA a-t-il donc valu ? Le Quai a-t-il voulu satisfaire une demande de la DGSE qui offre souvent dans ses discussions avec les mouvements rebelles une réception par un haut responsable à Paris ? Lui comme elle assurent que non. De toute façon, les services ne requerraient pas ce genre de mesures

sans être en accord avec l'état-major particulier de l'Élysée, dont une des missions est d'homogénéiser l'action des différents représentants de la France dans les dossiers sensibles.

Que le chef de l'EMP, le général Benoît Puga, soit ou non personnellement à l'origine de la réception du MNLA, il est évident qu'un courant au sein des autorités françaises, où les militaires sont historiquement majoritaires, ne veut pas se satisfaire de la position officielle du gouvernement. D'abord, parce qu'il considère que la France se doit de mettre les mains dans le cambouis malien : la force africaine, si jamais elle parvenait à ses fins, ne résoudrait que provisoirement le problème. Pour lui, il faut obliger toutes les parties à discuter et il préférerait que Bamako le fasse avec le MNLA plutôt qu'avec Ansar Dine comme l'Algérie y pousse. Autant, en effet, le verdict sur les troupes de Bilal Ag Cherif, fortement inspiré par la DGSE, est formel – « ils n'ont aucun lien, d'aucune sorte, avec le terrorisme[14] » –, autant il est unanimement mitigé sur celles d'Iyad Ag Ghali dont les liens avérés avec AQMI effraient. Sur le terrain, les humanitaires comme Franck Abeille constatent fin 2012 qu'« Ansar prenait de plus en plus d'assurance. Il en venait à durcir ses positions[15] ». D'autre part, les militaires et les services n'oublient pas que les forces internationales qui franchiront le Niger, qu'elles comptent ou non des Français, auront un besoin absolu de relais, pour ne pas dire d'alliés, sur l'autre rive. Cette assurance-là vaut bien, peut-être, une réception du MNLA sur les berges, cette fois, de la Seine.

L'imbroglio malien dans les méandres de l'UE

Comme pour en rajouter à la fébrilité ambiante, dans la nuit du 10 au 11 décembre 2012, les anciens putschistes contraignent à la démission le Premier ministre Modibo Diarra, qui paie son rôle premier dans la mobilisation de la communauté internationale dont ils ne voulaient pas, ainsi que ses mauvaises relations avec le président Traoré et les chef d'État de la CEDEAO qui avaient fini par l'isoler complètement. Le lendemain, Django Sissoko, médiateur de la République, politicien d'expérience, est désigné à sa place et un nouveau gouvernement voit le jour le 15, sans changements majeurs parmi les principaux portefeuilles. Même si le porte-parole de la junte clame que « ce n'est pas un nouveau coup d'État[16] ! », toutes les chancelleries y pensent. Et elles n'en nourrissent que plus d'anxiété au sujet de la réelle marge de manœuvre du président Traoré qui porte sur ses seules épaules la solution internationale. Le Quai d'Orsay y voit un motif supplémentaire pour hâter sa mise en application. Le volet européen de ses efforts a été marqué le 10 décembre par le vote du concept d'EUTM-Mali par les chefs d'État. Les plus critiques vilipendent les six mois écoulés depuis le lancement des études. Pourtant, le délai est singulièrement faible pour l'Union européenne. Signe d'une aspiration certaine à démarrer rapidement le programme de formation, les organes en charge de la planification ont veillé à présenter d'emblée le projet le plus consensuel afin d'éviter les traditionnels allers-retours correctifs avec le comité politique et de sécurité.

En première ligne depuis le début, la France hérite naturellement du commandement. Dans le jargon de l'UE, le général François Lecointre est désigné « autorité de planification ». Pur produit de la coloniale, et du 3e RIMa plus particulièrement avec lequel il a participé à la guerre du Golfe, aux opérations Turquoise et Restore Hope, il s'est aussi distingué avec le régiment en conduisant la reprise du pont de Vrbanja, le 27 mai 1995, opération hautement symbolique de la volonté de Jacques Chirac de ne plus laisser les Serbes maltraiter impunément les casques bleus. Chef de corps en 2005, il a pris le commandement de la 9e brigade d'infanterie de Marine en 2011. Difficile de trouver outil plus adapté pour le Mali, d'autant que l'unité assure l'alerte Guépard. Lecointre y sélectionne un peu moins d'une dizaine d'officiers pour intégrer la cellule embryonnaire de son état-major européen, que cornaquera le colonel Rouet, un colonial très expérimenté, venu, lui, de l'état-major de force de Marseille. Il entame ensuite le tour des autorités politiques afin de se faire préciser le cadre de sa mission. À Paris, le gouvernement fait de la rénovation de l'armée malienne la condition indispensable à la restauration de l'État. Lecointre se voit confirmer par le ministre de la Défense le calendrier rallongé suivant les indications de l'état-major des armées : la reconquête du Nord commencera à partir d'octobre 2013, sur deux fuseaux, ce qui implique de former au moins quatre bataillons maliens. Cette estimation rejoint celle de l'attaché de défense à Bamako et du colonel Jean-Pierre Fagué qui, au sein des Éléments français au Sénégal, a mené l'évaluation des forces locales : « Nous ne pouvions pas aller au-delà, explique celui-ci. C'était tout ce que l'armée malienne était capable de mettre sur pied en termes d'effectif compte tenu de sa posture opérationnelle[17]. »

À raison de deux mois de formation chacun, le général Lecointre en déduit qu'il n'y a pas de temps à perdre. Mais quand il se rend à Bruxelles, il comprend que l'enthousiasme de la France n'est pratiquement partagé que par le SEAE[*13] qui voit l'opportunité de mener à bien sa première grande réalisation. Plusieurs nations redoutent

qu'EUTM vienne renforcer le capitaine Sanogo, puisqu'il dirige inopportunément le « comité de suivi de la réforme de l'armée malienne », et que les Maliens du sud se livrent à des exactions une fois de retour dans le Nord. Avant d'engager toute aide militaire, ils souhaiteraient donc une démocratisation du régime, avec la tenue d'élections. Lecointre s'emploie à les rassurer. En ce qui concerne Sanogo, il déclare sans ambages que, pour lui, à l'instar des instructions reçues par l'ambassadeur Rouyer lors du putsch, « il n'existe pas » ; Laurent Fabius lui a clairement expliqué que la France refuse tout contact. Par ailleurs, le général expose, avec succès, que le meilleur antidote aux violations des droits de l'homme par les soldats est le respect de la hiérarchie que ses premières analyses lui ont permis d'identifier comme l'un des problèmes majeurs au Mali : plus personne ne commande.

Avant même son arrivée à Bamako, le général en est quitte pour des semaines de discussions souvent tendues, et pas seulement avec l'Europe. Le Quai d'Orsay en effet veut transformer l'essai de l'européanisation de la formation avec l'implication concrète du plus grand nombre de nations. Un gage de paralysie pour Lecointre qui, lui, insiste pour simplifier l'organigramme : l'artillerie aux Britanniques, l'infanterie aux Français, les forces spéciales aux Espagnols, bref un pays par spécialité. Le plus sensible concerne la « force protection », les troupes chargées de sécuriser les camps d'entraînement, car elles sont les plus susceptibles d'ouvrir le feu. Le général a beau avancer que la ligne de démarcation est à plus de sept cents kilomètres, que le risque d'un acte terroriste à Bamako est faible, les Européens se recroquevillent dans leur coquille avec d'autant plus de souplesse que se greffe la question financière. Le mécanisme Athena[*14] a été enclenché, qui permet d'établir un budget prévisionnel de 12,3 millions d'euros, mais cette somme ne couvre statutairement[*15] qu'une faible partie des coûts dont beaucoup resteront à la charge des nations participantes…

Victoire en trompe-l'œil

EUTM n'en demeure pas moins sur des rails très encourageants. Ne reste donc plus pour la diplomatie française qu'à boucler le volet onusien de son action tous azimuts avec le vote de la dernière résolution. Le premier verrou a été levé. L'état-major de CEDEAO ayant sagement corrigé ses plans, l'Union africaine les a repris à son compte et déposés auprès du secrétariat général, or son avis est de ceux qui ne se balaient pas sans de très solides arguments. Ban Ki-Moon a donc tu son opposition et transmis le dossier au Conseil de sécurité. Comme prévu, les Chinois et les Britanniques approuvent, les Russes aussi qui préfèrent réserver leurs flèches pour le débat syrien. Les Américains, eux, déposent le 10 décembre une contre-proposition en complet décalage. Les Français en effet voudraient confier à la même mission de l'ONU le processus de réconciliation Nord-Sud et l'installation des troupes destinées à intervenir à l'automne. Susan Rice, elle, suggère de conditionner la seconde à la réussite du premier – soit le même scénario qu'ont présenté les Européens au général Lecointre – et donc d'envoyer deux missions successives. Finalement, le 20 décembre 2012, c'est à l'unanimité que le Conseil adopte la résolution 2085 prévoyant le déploiement de la force internationale, appelée MISMA[*16], « pour une période initiale d'un an ».

En apparence, le succès est total pour François Hollande et pour le Quai d'Orsay qui, en six mois, auront donc réussi le tour de force de sensibiliser toute la communauté internationale au Mali et de décrocher trois votes à l'unanimité, une prouesse avec laquelle très peu de diplomaties sont capables de rivaliser. « La résolution 2085 a été ressenti à l'Élysée comme un vrai grand succès, relate un conseiller du président de la République. Quand nous avons appris le vote, nous avons réalisé le chemin parcouru[18]. » L'avancée est également saluée à leurs manières par les djihadistes qui, dans les jours suivants, détruisent des mausolées à Tombouctou tandis qu'à Gao le Mujao procède à de nouvelles amputations.

Pourtant, à bien y regarder, le texte n'est qu'un demi-succès pour les Français. De manière consensuelle en effet, il appelle à l'organisation d'élections, à des discussions avec le Nord et à la reconstruction de l'armée malienne. Mais une contrepartie majeure a été accordée aux Américains : avant que la force africaine ne fasse mouvement de Bamako, le Conseil de sécurité devra s'estimer « satisfait » de son état de préparation. Pour certains, ce préliminaire ne devrait faire l'objet que d'un rapport de pure forme, donc sans incidence majeure sur le processus. Mais pour d'autres, dont des diplomates français très impliqués dans le dossier, la résolution 2085 conditionne au résultat d'un quatrième vote la bascule dans le Nord, soit un nouveau frein au but recherché depuis l'élection de François Hollande. Comme en ce qui concerne la viabilité de la force africaine, les autorités françaises passent outre. La raison en est simple : elles pensent avoir le temps. À l'instar de l'envoyé spécial de l'ONU au Sahel, l'Italien Romano Prodi, qui l'a récemment estimée « impossible[19] », une intervention militaire n'est

pas envisagée avant septembre 2013, presque une éternité dans le monde des politiques de plus en plus rivés sur le court terme.

Les lacunes des troupes africaines, les blocages des Européens, les états d'âme des Américains, tout cela, Paris pense le dissiper à force de pédagogie. Pas question de ne pas savourer une victoire même en demi-teinte alors que tant de soucis demeurent comme en Afghanistan, où Jean-Yves Le Drian se rendra sous peu, en Somalie où, précise un membre de son cabinet, « nous attendions que toutes les étoiles s'alignent [NDLR : les Américains] pour organiser l'opération de libération de l'otage Denis Allex[20] », et enfin en Centrafrique où, le 10 décembre, les rebelles de la Seleka ont lancé l'offensive contre le président Bozizé.

Le voyage du président de la République en Algérie, les 19 et 20 décembre, confirme la respiration décidée par les autorités françaises. Dans ce pays qui a toujours dit ses réticences au sujet d'une intervention militaire, François Hollande vient en effet déclarer : « Il y a des convergences avec le président algérien. Lui et moi pensons qu'il faut développer un dialogue avec ceux qui se séparent, et mieux, qui luttent contre le terrorisme[21]. » La chance laissée aux négociations signifie bien le report d'une opération dont le lancement, à peine trois mois plus tôt, était souhaité par l'Élysée dès le mois de janvier 2013. Alger, il est vrai, s'est montré très confiant. « Ils nous ont vanté leur influence sur Ansar Dine, relate un membre de la délégation française. Ils ne nous ont pas dit qu'ils les contrôlaient, mais qu'ils les surveillaient très étroitement[22]. » Et de fait, le 21 décembre, à Alger, Ansar s'engage fermement avec le MNLA à « s'abstenir de toute action susceptible d'engendrer des situations de confrontation et toute forme d'hostilité dans les zones sous son contrôle », ainsi qu'à entamer des négociations avec Bamako.

L'espoir n'est pas partagé par tous les responsables français pour qui Ansar sent le souffre et les Algériens la duplicité. « Ag Bibi m'a expliqué en octobre 2010, relate l'un d'eux, qu'à partir du moment où les Touaregs ont combattu AQMI en 2007, les Algériens ont automatiquement cessé leur ravitaillement[23]. » D'autres estiment que la préoccupation du gouvernement de Bouteflika n'est pas le Mali, mais le retour dans la région de l'ancienne puissance coloniale.

Sabre laissé dans son fourreau

En imposant la MISMA et EUTM, l'Élysée avait programmé la mise en retrait automatique de la France puisque les deux programmes ne dépendent plus de sa seule autorité. Les initiatives solitaires sont proscrites comme l'illustre au mieux les instructions reçues par Sabre, le fer de lance des armées françaises au Sahel.

En 2012, avec deux cent cinquante éléments, le détachement « Sabre Whisky » à Ouagadougou est la plus grosse *task force* jamais montée par le commandement des opérations spéciales en temps de paix. La moitié est issue du 1er RPIMa et du 13e RDP, 30 % des commandos de l'air, 20 % des commandos marine. L'ensemble dispose des moyens les plus complets : hélicoptères, avions de transport, moyens de renseignement (le C-130 avec boule optronique), sans compter l'appui qu'il peut demander à la chasse à N'Djamena et aux Atlantique-2 à Dakar, enfin un PC « soutien national France », aux ordres d'un lieutenant-colonel des troupes conventionnelles, qui a charge de le ravitailler en munitions, carburant, etc. Les mesures de discrétion exigées par le gouvernement burkinabé leur interdisent tout survol de la capitale et les obligent à ne s'exercer que de nuit. Pour les loisirs : un tour dans « Ouaga » le week-end, uniquement en civil, et jamais au-delà de 3 heures du matin le samedi soir.

Le chef du détachement, le colonel Luc*[17], y veille scrupuleusement : un soldat pris en état d'ébriété avancée sera ainsi immédiatement renvoyé en France. « Si j'ai jamais été inspiré au cours de mon commandement, note avec malice le général Gomart, patron des forces spéciales, ce fut en le nommant en novembre à la tête de Sabre[24] ! » Il faut dire que la relation date : Luc fut son élève à Saint-Cyr. Un vrai pur produit du COS puisqu'il l'a rejoint à sa création, en 1992. Tout juste sorti de Coëtquidan, il en a pris pour vingt ans d'OPEX, à l'exception notable de la Libye où les forces spéciales françaises n'ont certes pas été très nombreuses. Seule ombre à son tableau : il avait espéré le commandement du 1er RPIMa, mais c'est celui du 2e qui lui a été accordé. Le général Gomart connaît par cœur son style de commandement, vif, exigeant, qui lui a paru des plus appropriés au Sahel récemment marqué par une succession d'accidents : un lieutenant sorti de Polytechnique devenu paraplégique ; le chef de Sabre 1 victime d'une sortie de route en Mauritanie ; un blessé enfin lors d'un exercice de tir. La faute à pas de chance le plus souvent, mais il n'est jamais bon de se retrouver ainsi dans le collimateur de la hiérarchie. Sabre doit retrouver le silence qui lui convient si bien.

À partir de septembre, Luc passe deux mois à l'état-major du COS, dans les vilains baraquements de

Villacoublay, à potasser la zone. « Deux postures prévalaient alors au sujet de Sabre, explique-t-il. Soit les forces spéciales étaient prépositionnées dans la zone au cas où, soit elles l'étaient dans le cadre d'un futur engagement. La première était en vigueur ; j'ai préféré opter pour la seconde dès mon arrivée en novembre. » Tels des artistes, les troupes travaillent donc leurs gammes : posé d'assaut, infiltration, formatage des messages, etc. Comme scénario de base, le colonel retient le plus complexe : l'interception de véhicules avec otages à bord. « Il s'agissait de tirer les leçons de la tentative ratée de janvier 2011, souligne-t-il. En premier lieu, le chef des opérations doit rester extérieur, pour conserver une vue d'ensemble. Ensuite, il faut engager l'interception sur des mobiles et non des points fixes afin de se garantir l'effet de surprise, ne pas attaquer un ennemi caché sous abri, etc.[25] »

Le point est aussi régulièrement fait sur la région. Et pour ce qui est du Mali, il est des plus satisfaisants. Outre les connaissances du COS qui n'a démonté Sabre 2 à Mopti que quelques mois plus tôt[*18], l'officier de liaison de la DGSE alimente Luc et les siens en informations, même si certaines ne peuvent être communiquées en raison des otages et que d'aucuns regretteront le contrôle exclusif du service sur sa direction technique : lui seul peut décider de l'utilisation de tel ou tel moyen d'écoute. « C'est comme si, illustre un haut responsable militaire, la NSA ne fonctionnait qu'au profit d'un seul service aux États-Unis : c'est fort dommage[26] ! » Or la DGSE est logiquement orientée vers ses sujets de prédilection. « Elle est excellente pour faire le tableau des relations de tel ou tel individu, estimer où les otages peuvent se trouver, explique un colonel. Elle l'est moins pour exposer comment une zone est défendue, avec quelles armes, si celles-ci fonctionnent, si l'ennemi sait s'en servir, etc.[27] » Ces aspects sont du ressort de la DRM, mais tant que le théâtre d'opérations n'est pas ouvert, celle-ci n'est pas autorisée à intervenir et doit donc se limiter à l'étude des moyens mis en place[*19].

Il n'en reste pas moins que Sabre dispose d'une vision très poussée du Nord-Mali. Et au cas où une information aurait besoin d'être corroborée par les airs, il peut compter sur son escadron de transport, le Poitou, dont les deux boules optroniques permettent des observations d'une précision confondante. Présent au Sahel depuis 2009, son dispositif a été renforcé après la prise d'otages d'Areva. À intervalle très régulier, un de ses appareils survole le Mali. Ainsi le COS sait-il depuis l'été que les islamistes ont obstrué les pistes à Gao, ce qui a été immédiatement interprété comme un signal d'alerte. Le Poitou relève également chaque mouvement d'avion, comme cet appareil libyen qui reste couché sur le côté à Kidal pendant des mois. Toutefois, l'observation aérienne a ses limites : « Rien que le trajet Ouagadougou-Tessalit, note le chef du Poitou, le lieutenant-colonel Jérôme, nécessite 2 heures 10 de vol à pleine vitesse. Or lorsque l'on filme, il faut forcément voler plus lentement. Avec un seul avion, la zone à couvrir était gigantesque[28]. » Le COS peut cependant partager la tâche avec les Atlantique-2 de la Marine, ainsi qu'un petit appareil affrété par la DGSE[*20].

Le Burkina, toutefois, reste comme un balcon trop élevé sur le Mali : Sabre sait qu'une intervention y est inéluctable, mais que les autorités françaises ne veulent pas en être. Or Luc se doit de conserver un état d'esprit combatif, condition essentielle de la réactivité de ses troupes. Il opte donc pour des opérations « bankables », c'est-à-dire à hauteur de l'audace que requiert le COS, mais acceptables par le pouvoir politique. Mi-décembre, il propose ainsi à l'état-major des armées l'envoi d'équipes de recherche à Hombori, sur la route entre Mopti et Gao, celle-là même que l'ambassadeur Rouyer avait pointée en 2011 comme un axe de communication régulier des djihadistes. À seulement une centaine de kilomètres du Burkina, des Inselberg, ces dominos de pierre plantés au milieu des plaines, y offriraient des points de vue rêvés pour les spécialistes du « shaping[*21] », le 13e RDP, car une photo aérienne ne dira jamais si la route est partout praticable. Un dossier d'opérations est ficelé, mais quelques jours plus tard, l'état-major des armées fait connaître son refus. Idem pour un coup d'éclat, inspiré du roman *Katiba* de Jean-Christophe Rufin, le parachutage de pains de glace : une fois qu'ils ont fondu, la seule présence des toiles de parachute suffit à semer le trouble chez l'ennemi.

Mais c'est une autre occasion manquée qui a fait le plus trépigner Sabre. Lors d'un des derniers enlèvements d'otages français, refusant la passivité, Luc décide de dédier tout son détachement aux recherches. Le C-130 tapisse le Mali avec sa caméra tandis que le colonel tente de récupérer le « renseignement électromagnétique », c'est-à-dire les écoutes téléphoniques, auprès de l'officier de liaison de la DGSE. Un résultat aussi inattendu qu'exceptionnel est au bout. Grâce au recoupement d'informations sur plusieurs jours, deux pick-up sont repérés sur la route de Tombouctou, fonçant à tombeau ouvert sans jamais faire halte. Du jamais vu en plusieurs semaines d'observation. Sabre monte aussitôt une opération d'interception, les hommes s'équipent, mais l'autorisation se fait attendre. Problème de « PID[*22] » semble-t-il, terme très en vogue dans les armées : Paris voudrait avoir la quasi-certitude que l'otage se trouve bien à bord de l'un des véhicules. Incapable de la fournir, Luc ordonne le démontage vers 21 heures. En limite d'autonomie, le C-130 cède alors la place à l'appareil de la DGSE pour prolonger la surveillance. Et quelques heures plus tard, Luc est averti du fait qu'à la tombée de la nuit, sept passagers sont sortis des véhicules pour prier, sauf un, laissé à part… Pour Sabre, aucun doute, il s'agit du

Français. Le COS propose une opération des plus discrètes, dite « non signante » dans le jargon du renseignement : le parachutage de « chutops », des chuteurs opérationnels, armés de silencieux, qui auraient juste à faire le plein à Sévaré. Seul impératif : il lui faut le feu vert avant minuit. Et il ne l'aura pas. Et le lendemain matin, les pick-up échapperont à la surveillance des Français. Et plusieurs jours plus tard, après un travail de recoupement, la DGSE fera savoir que l'otage se trouvait bien à bord.

Difficile de distinguer qui, des autorités politiques ou de la hiérarchie militaire elle-même, a mis son veto. Le souvenir de l'échec de la libération des deux jeunes Français kidnappés en plein Niamey en janvier 2011 a probablement pesé, la proximité avec l'opération de libération de Denis Allex en Somalie aussi. La tendance au sein du cabinet du ministre de la Défense, particulièrement à ses débuts, quand il fait l'apprentissage de l'outil militaire, est d'idéaliser le Service Action, et par ricochet, de faire l'impasse sur les capacités du COS. Sans doute, *in fine*, l'Élysée et l'état-major des armées ont-ils convergé pour estimer que la France ne pouvait donner le signal d'actions solitaires alors qu'elle cherche à fédérer l'opinion internationale derrière elle. Les forces spéciales peuvent aussi s'en prendre à elles-mêmes : l'interdiction de s'infiltrer au Mali s'explique aussi probablement par la mésaventure survenue à deux des leurs appartenant au 13e RDP qui se sont fait capturer en octobre par les forces de sécurité maliennes, intriguées par leur curiosité aux abords du camp de Kati. Il en a coûté à la France une démarche officieuse de son ambassadeur auprès du capitaine Sanogo qui s'est empressé de crier à l'espionnage.

Qu'à cela ne tienne, puisque le COS ne peut agir, il se prépare au moins à le faire. Le général Gomart fait demander aux Burkinabés l'autorisation de positionner des plots de ravitaillement carburant tout au nord du pays afin que, si nécessaire, les hélicoptères puissent rallier Mopti-Sévaré en seulement une heure et demie. Sollicité par le colonel Luc, le général Diendéré, chef de l'état-major particulier du président Compaoré, acquiesce sans hésiter : ses troupes pourront également en profiter dans une région en proie à une rébellion larvée. Les sites de Djibo et Gorom-Gorom sont retenus, à une vingtaine de kilomètres de la frontière malienne. Une vingtaine de fûts de carburant de 200 litres y sont acheminés, avec tentes et barbelés, le tout gardé par les forces antiterroristes locales.

À Ouagadougou, la période d'inaction forcée est particulièrement mise à profit par les commandos marine pour valider une de leurs créations très récentes, issue du retex afghan, l'ESNO[*23]. Il s'agit en fait d'une solution « tout en un » qui renseigne sur une cible, est capable de la photographier, d'en soumettre immédiatement le cas à la hiérarchie par satellite, de la « traiter » avec ses tireurs d'élite ou d'appuyer un groupe d'assaut quand le feu vert tombe, enfin de déclencher *in fine* la foudre aérienne, grâce à son FAC[*24], si jamais en face la riposte se fait trop violente. Dès le 21 novembre, un instructeur de la base de Lorient aussi réputé en interne que son camarade « Marius » rendu célèbre par un documentaire[29], est envoyé à Ouagadougou pour parfaire les derniers réglages. Petit, très costaud, l'enseigne de vaisseau Simon n'a pas vraiment la gueule d'un marin, et pour cause, il est originaire de l'Est où, après avoir lâché l'école, il était entré dans les mines. Deux ans plus tard, à sa majorité, il a rejoint les commandos marine où il cumule déjà vingt-sept années de carrière, à peine interrompues par quelques passages à l'aéronautique navale ou à l'école des sous-officiers de Marine. Combien de commandos sont passés entre ses mains, pour s'instruire particulièrement au tir d'élite (TE), sa spécialité ? En 2003, il a pris le commandement du groupe TE longue distance et enchaîné les missions en Afghanistan où ses hommes et lui ont contribué à l'élimination d'un nombre chaque fois croissant d'insurgés. En 2012 pourtant, c'est au GIR[*25] de Toulon que le commandant du commando de Penfentenyo, le capitaine de corvette Damien, est venu le chercher pour son expertise. « Sabre n'est pas fait pour l'entraînement », lui a envoyé sans ambages Luc à son arrivée. « Ne vous inquiétez pas, lui a-t-il répliqué, vous ne nous verrez pas beaucoup sur la base ! » Simon a retrouvé sur place le commandant Gilles, son ancien commandant à Montfort, numéro deux de Sabre, ainsi que l'autre unité engagée par les commandos Marine, un CTLO[*26] comportant des chutops d'un excellent niveau. L'enseigne de vaisseau est venu avec un attirail impressionnant, en particulier le Rover 5[*27], car l'objectif qui lui a été fixé est très ambitieux : boucler un dossier d'objectif en moins de deux heures, et le transmettre ensuite à Lorient par satellite.

Simon imprime un rythme d'enfer à l'ESNO. Pour parvenir à ses fins, il peut compter sur Guido, un second maître expert en photographie de renseignement, qui a réussi la prouesse de figer sur pellicule les éclats occasionnés par une munition explosive. Avec un technicien de cette qualité, les clichés nocturnes, retravaillés, peuvent être visionnés comme s'ils avaient été pris en plein jour. Ses appareils permettent au commandement de voir en direct la cible, et même de prendre les commandes à distance pour zoomer ou observer ce qui se trouve à côté. Au tireur d'élite d'agir ensuite, avec la quasi-certitude de faire mouche jusqu'à 1 200 mètres à la deuxième balle. Au-delà, le coup est jouable, mais avec les aléas de la balistique, il relève plus de la chance. Simon ne s'est pas démonté pour le signifier à un général qui lui certifiait que telle unité était efficace, elle, à 1 700 mètres.

Le 19 décembre, branle-bas de combat à Ouaga : l'ingénieur Francis Collomp est enlevé au Nigéria. Sabre 3

est présent à Niamey avec une quinzaine d'hommes. Mais Luc décide d'envoyer des éléments supplémentaires – commandos et hélicoptères – dans la zone de Tahoua, l'équivalent nigérien du Mopti malien, l'endroit où la carte du pays adopte la forme d'un sablier : si les kidnappeurs veulent rapatrier le Français vers le Mali, c'est par là qu'ils passeront, il en est sûr, et pas à Agadez où certains voudraient l'envoyer. Mais en vain. L'attaché de défense à Abuja indique en effet que Collomp est aux mains du groupe djihadiste Ansaru qui va le céder à Boko Haram : il ne quittera donc pas le Nigeria ; le COS lève son dispositif au Niger le 22 décembre.

Une table étoilée à Brienne

À Noël, c'est à une course d'ânes que se livrent les forces spéciales en guise de festivités. « L'ambiance était excellente, relate Luc. Nous avions retenu d'Arès[*28] qu'il était très important de lier les diverses composantes entre elles, biffins, marins et aviateurs. » De fait, les projecteurs internationaux ont glissé du Sahel vers la Centrafrique où, le 26 décembre, les partisans du pouvoir, ulcérés par l'inertie de Paris face aux conquêtes de la Seleka, fondent sur l'ambassade dont ils sont tenus à l'écart par les soldats français de l'opération Boali. Le lendemain, au nom de la non-ingérence de la France dans les affaires africaines, François Hollande ne satisfait pas à l'appel à l'aide officiellement lancé par son homologue centrafricain. Un renfort de cent cinquante parachutistes est bien envoyé sur place dans la nuit du 28 au 29, mais uniquement pour assurer la protection des ressortissants – même si celle-ci a souvent servi de prétexte aux gouvernements français pour se laisser la possibilité de remplir d'autres objectifs.

La crise centrafricaine donne lieu à Paris aux premières réunions d'un comité qui, dans les semaines à venir, va faire s'interroger la sphère politico-militaire comme jamais aucun autre sans doute depuis la guerre d'Algérie. Pourtant, le but annoncé par son créateur, le directeur de cabinet de Jean-Yves Le Drian, peut sembler anodin en apparence puisqu'il est seulement de fournir au ministre, aussi régulièrement que possible, les informations nécessaires à sa prise de décision. Quoi de plus naturel de la part d'un cabinet ? « Ce que j'avais retenu, témoigne Cédric Lewandowski, de la principale grande crise que j'avais eu à gérer jusque-là, la tempête de 1999, alors que j'étais directeur de cabinet du président d'EDF, c'est qu'il faut mettre tout le monde autour de la table pour échanger. »

La majorité socialiste toutefois ne s'en est jamais cachée, elle veut redonner un rôle supérieur, surtout en matière d'opérations, au locataire de l'hôtel de Brienne que la pratique de la Ve République des dernières années a peu à peu réduit à celui de comptable en chef des armées. Ayant mis à profit dix années d'opposition, elle a décortiqué la chaîne décisionnelle et mis le doigt sur ce qu'elle pense, à raison, une singularité : les derniers engagements ont été marqués par une forte implication du chef d'état-major particulier du président de la République, le général Benoît Puga, que François Hollande a reconduit. Pour beaucoup, le chef d'état-major des armées, l'amiral Guillaud, a été, dans le meilleur des cas, consulté, dans le pire, ignoré, les ordres de l'Élysée atterrissant directement sur le bureau de son subordonné, le sous-chef opérations. Le trait fut parfois excessif, mais il s'est aussi vérifié.

Avant même d'avoir modifié le texte correspondant, le cabinet dirigé par Cédric Lewandowski a donc pour ambition affirmée de faire de Jean-Yves Le Drian le premier conseiller du président de la République en matière de défense, le chef d'état-major des armées n'ayant vocation qu'à conduire les opérations dans lesquelles le général Puga ne devrait plus pouvoir s'immiscer. Jusqu'alors peu élevée hors de la Bretagne, la cote politique du ministre en sera dopée : Jean-Yves Le Drian doit être à François Hollande ce qu'était Pierre Messmer au général de Gaulle.

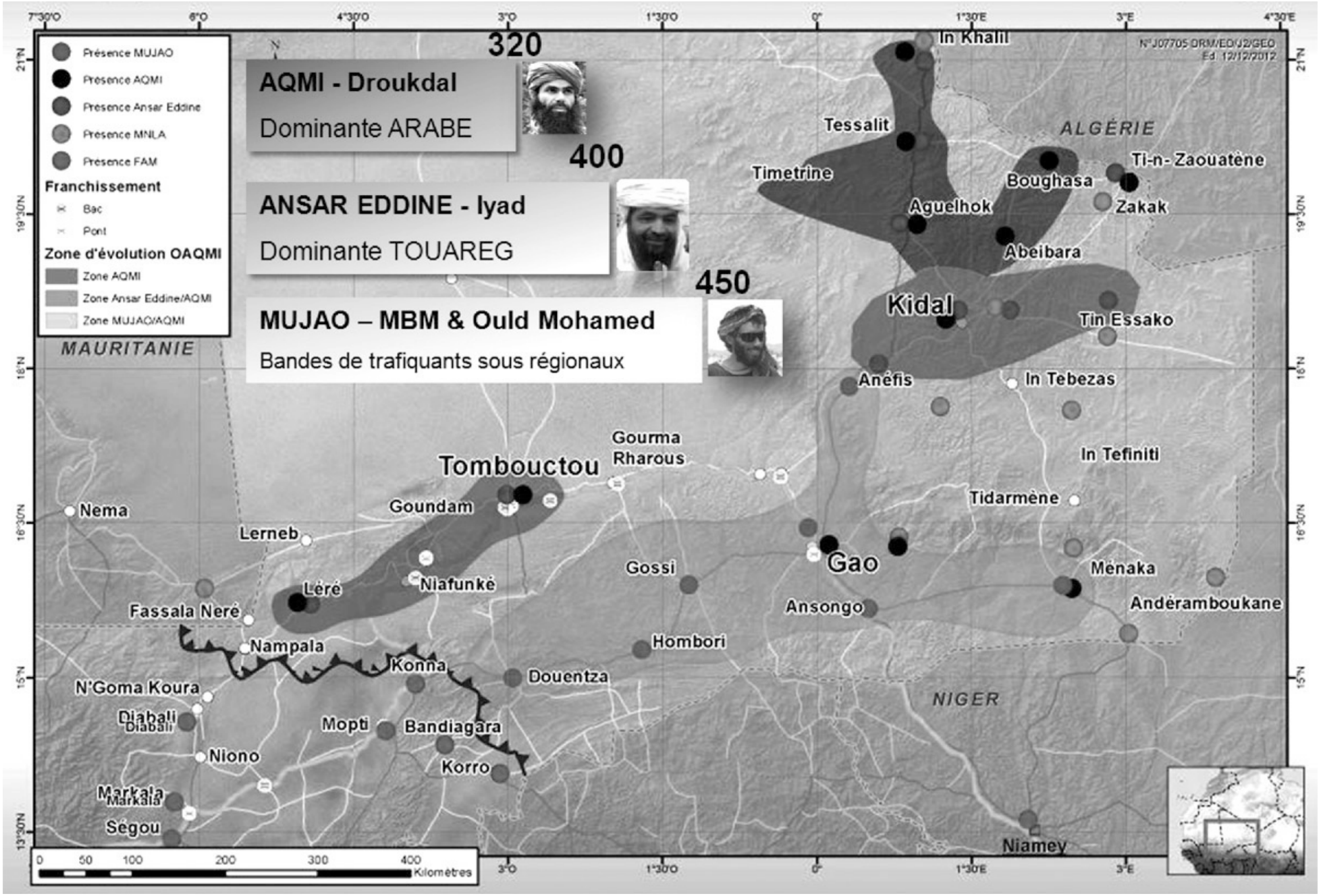
Cédric Lewandowski a donc visé large. Homme de réseaux, sa réussite à accéder à pareil poste alors qu'il ne sort pas du moule énarque en dit long sur sa capacité de travail, de synthèse, mais aussi sur son sens de l'autorité qui lui fait se permettre à la quarantaine toute fraîche de tutoyer des généraux de quinze ans plus âgés. Autour de lui, prennent place tous ceux qui contribuent à une opération militaire. D'abord, du côté de l'état-major des armées, le sous-chef opérations, le général Didier Castres, cheville ouvrière de toutes les OPEX de ces trois dernières années, ainsi que le chef du commandement des opérations spéciales, le général Christophe Gomart. Ensuite, les directeurs des trois services de renseignement, Érard Corbin de Mangoux pour la DGSE, le général Didier Bolelli pour la DRM et le général Jean-Pierre Bosser pour la DPSD (ancienne sécurité militaire). Du jamais vu. Auparavant, des réunions pouvaient être organisées à l'Élysée, à l'initiative du chef de l'état-major particulier ou du conseiller diplomatique, mais pas à ce niveau de responsabilité, ni en mettant côte à côte armée et services

qui se regardent souvent en chiens de faïence. L'idée de Cédric Lewandowski comble donc un vide indéniable, la plupart des participants le lui concèdent volontiers, d'autant qu'il y associe – autre originalité –, un représentant du cabinet du ministre des Affaires étrangères, en la personne de son directeur, Denis Pietton, ou le plus souvent le conseiller aux Affaires stratégiques, François Revardeaux, qui peut donc apporter une touche géopolitique au tableau militaire.

Dans le monde traditionnellement feutré des opérations, et particulièrement en période de restrictions budgétaires, toute nouveauté de cet ordre ne pouvait qu'engendrer de la suspicion chez les principaux intéressés. De fait, beaucoup au sein des armées l'assimilent à une tentative de les mettre au pas, un ressac de l'antimilitarisme qui serait inscrit dans le code génétique de la gauche française. « Le cabinet a voulu jouer à la guerre ! disent-ils. Question d'ego, de vengeance – "on va vous montrer qui commande !" ». D'autres évoquent une pure opération de marketing politique en relevant que trois autres membres du cabinet sont également assis autour de la table : le conseiller spécial Jean-Claude Mallet, ancien secrétaire général de la défense, ancien pilote du livre blanc 2008, et le général Noguier, chef du cabinet militaire, ne leur posent pas problème, à l'inverse de Sacha Mandel, conseiller presse, dont la présence est diversement perçue. Comment celui dont le rôle est justement de parler peut-il être mis au fait d'affaires devant normalement rester silencieuses ? Ils oublient, ou ignorent, que Sacha Mandel quitte le bureau de Cédric Lewandowski quand, après le tour d'horizon général, les points les plus sensibles sont abordés, et que, dans l'entreprise de rééquilibrage de la place du ministre, la médiatisation est un rouage désormais incontournable.

Le scepticisme ne l'emporte pas partout. L'amiral Guillaud se plaît ainsi à relever qu'il connaît Jean-Yves Le Drian de longue date, puisqu'il présidait la région Bretagne si intimement liée à la Marine. Entre eux, il évoque donc l'assurance d'une « confiance réciproque ». Par-delà les relations personnelles, les généraux se raccrochent à une réalité pour relativiser l'importance de la réunion chez le directeur de cabinet : les ordres ne sont rédigés qu'à l'état-major des armées. Sous-entendu, le cabinet peut convoquer qui il veut, poser des questions, s'exprimer ensuite dans la presse, mais ce sont les armées qui conservent le contrôle entier des opérations. Cédric Lewandowski ne dit rien d'autre. « Non, répète-t-il, nous ne cherchions pas à faire du ministre un CEMA-bis[30]. » Mais il est des mécaniques qui, parfois, échappent à leur créateur. Assis côte à côte pour la première fois, les participants du comité peuvent avoir la tentation légitime, même involontairement, de mettre en valeur le service qu'ils représentent face à l'autorité politique. Or le compte rendu qui est établi par le cabinet après chaque séance aboutira sur le bureau des deux plus hauts personnages de l'État dans la conduite de la guerre, le président de la République et son ministre de la Défense[*29]. Celui qui profitera de cette réunion chez le « dircab » pour faire aboutir ses propositions au plus haut sommet, celui-là aura tout compris de son utilité, peut-être imprévue, mais bien réelle…

En tout cas, une certitude en cette fin d'année 2012 est soulignée par Cédric Lewandowski : « Notre sujet principal était la Centrafrique, nous évoquions à peine le Mali. » La France pense avoir accompli sa tâche en emmenant le monde au chevet du pays ; elle ne sait pas que c'est encore elle qui devra administrer le principal traitement.



3. Implantation des groupes armés djihadistes avant le déclenchement de Serval. © EMA

*1. Le premier a eu lieu en décembre 2011.

*2. Une nacelle d'observation optique fixée sous les ailes.

*3. Chacun représente un site susceptible d'être frappé par l'aviation, avec ses coordonnées GPS, photos, paramètres divers, etc.

*4. Guided Bomb Unit 12 : bombe guidée laser de 250 kilos, armement standard des chasseurs.

*5. Pour une durée de six mois, les brigades se succèdent pour assurer l'alerte qui permet de mobiliser 5 000 hommes, déployables en tous lieux avec des préavis de 12, 48, 72 heures…

*6. Installé à Lille, au sein du Commandement des forces terrestres, il a pour mission de dessiner la situation la plus fine possible des théâtres d'opérations potentiels.

*7. Qui permet par exemple de relier instantanément un indice comme une plaque de voiture ou un numéro de téléphone à leurs propriétaires, à d'autres affaires, etc.

*8. Dissout à Dakar en 2011.

*9. Les ambassadeurs des cinq membres permanents.

*10. African Contingency Operations Training and Assistance : l'équivalent du RECAMP français.

*11. La réception des délégations talibans n'a été rendue publique qu'après avoir été divulguée par la presse.

*12. Nicolas Sarkozy avait désarçonné la diplomatie française en « reconnaissant » très tôt le Conseil national de transition.

*13. Service européen pour l'action extérieure.

*14. En fonction de son PIB, chaque État contribue à un fonds commun de financement des coûts occasionnés par une mission à implication militaire.

*15. Même en étant doublée, comme elle le sera bientôt.

*16. Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine.

*17. Les forces spéciales utilisent pour pseudonymes des prénoms qui, par mesure de sécurité, seront ici également modifiés.

*18. Les forces spéciales n'ont conservé qu'un officier de liaison auprès de l'état-major malien.

*19. Fin 2012, c'est essentiellement l'Atlantique-2.

*20. Les avions d'affaires, sans estampille militaire, sont reconvertis pour l'observation aérienne. Ils sont parfaits pour l'Afrique car faciles à piloter et ils peuvent atterrir en brousse sur des pistes courtes et rustiques. Les forces spéciales américaines les utilisent pour déposer des commandos en toute discrétion.

*21. L'étude complète d'un environnement.

*22. *Positive Identification*.

*23. Escouade spéciale de neutralisation et d'observation.

*24. *Forward Air Controller* – contrôleur aérien avancé, en fait le lien entre la terre et le ciel.

*25. Groupe d'Intervention Régional.

*26. Contre-Terrorisme et Libération d'Otages.

*27. *Remotely Operated Video Enhanced Receiver 5*, système de transmission vidéo entre l'aviation et les troupes au sol.

*28. Mission du COS en Afghanistan de 2003 à 2007.

*29. Copie est également adressée au Premier ministre et au ministre des Affaires étrangères.

7.

HÉSITER POUR DÉCIDER

Quand, le 11 janvier 2013, François Hollande annonce l'engagement de troupes françaises au Mali, la stupeur s'empare de l'opinion publique, mais aussi de nombre de dirigeants politiques et militaires. Pour justifier la volte-face du président de la République qui répétait depuis des mois que jamais un soldat français ne serait engagé au sol, l'argument de l'urgence est avancé : des centaines de pick-up surgis de nulle part auraient été surpris en train de déferler en colonnes vers le sud malien, mettant en péril le pays, voire la région tout entière. Ce tableau est à la fois partiellement erroné et terriblement réducteur.

Des signes avant-coureurs

Les derniers jours de décembre et les premiers de janvier sont ainsi ponctués de signes précurseurs. « Nous avons relevé que les djihadistes commençaient à bouger, rapporte un officier en poste au CPCO. Mais nous ne nous sommes pas inquiétés, cela ressemblait plutôt à un nuage de guêpes[1]. » Les témoins les mieux placés sont les ONG françaises à l'œuvre dans le Nord. Fin décembre, Franck Abeille, chef de mission à Solidarités International, est averti par un de ses collaborateurs qu'à Bambara Maoudé, soit à cent vingt kilomètres au nord-est de Mopti, se massent des individus avec armement, munitions, nourriture, pick-up. Même constat à la hauteur de Léré. Le Français s'inquiète pour ses équipes. Même s'il a informé les responsables djihadistes de leur équipement en téléphones satellite[*1], un drame peut se produire du simple fait d'un énervement ou d'une suspicion déplacée. Et le 3 janvier, les employés en poste à Kidal le préviennent qu'Iyad Ag Ghali leur a demandé de quitter le Nord[*2].

La date n'est pas anodine. Deux jours plus tôt, Ansar Dine a remis à Blaise Compaoré son projet pour l'Azawad : « une large autonomie dans le cadre d'un État refondé du Mali se démarquant sans ambiguïté de la laïcité ». Ainsi l'organisation a-t-elle réalisé une sorte de synthèse entre les positions du MNLA et celles d'AQMI puisqu'elle veut à la fois un statut particulier pour le Nord, dont elle ne semblait pas jusqu'alors beaucoup se soucier, et l'islamisation de l'État, « un impératif non négociable[2] » à ses yeux. Mais le 3 janvier donc, Iyad Ag Ghali regrette de ne pas voir « la moindre volonté sincère de paix et de négociation du côté de la partie malienne » : selon lui, Bamako recruterait des mercenaires et lèverait des milices sur la ligne de front. La conséquence qu'il tire est inquiétante : Ansar revient sur son engagement de cesser les hostilités, acté à Alger le 21 décembre, même si, le lendemain, le président burkinabé l'invite toujours, ainsi que le MNLA, à des discussions prévues pour le 10 janvier à Ouagadougou.

Les indices d'un branle-bas de combat s'amoncellent. Sabre avait déjà noté les pistes obstruées dans les principaux aéroports du Nord. Ses appareils d'observation relèvent également de nombreuses traces de mouvements aux frontières de l'Algérie, de la Libye et du Niger, puis entre les deux villes de Tessalit et d'Aguelhok. À partir du 7 janvier, des véhicules sont aperçus quittant Gao et Tombouctou en direction de la ligne de démarcation. Ils seraient désormais plusieurs dizaines à Bambara Maoudé, mais leur descente continue puisque, dans la journée, certains sont annoncés à Boré, à cinquante kilomètres à peine de Konna, dernier rempart avant Mopti[3]. Voyant venir à elle sans doute les premières reconnaissances islamistes, l'armée malienne pousse des

renforts à Konna où elle procède à des tirs de sommation jusque dans la nuit. Le 8, Al-Jazeera annonce la capture de douze soldats, information démentie par le ministère de la Défense malien.

Les armées françaises ne doutent plus de la prochaine ouverture du feu. Arrivé le 7 à N'Djamena, le capitaine de vaisseau Pierre V., chef du J3 Afrique, relate : « Nous sentions que les choses bougeaient au Mali, mais nous pensions toujours au CPCO que nous ne serions pas impliqués compte tenu des déclarations politiques[4]. » Même conviction chez le colonel Luc, patron de Sabre au Burkina. Depuis la fin 2012, il cumule les renseignements faisant état d'une montée en pression. Aucun toutefois ne mentionne, comme il sera avancé, des « colonnes de pick-up ». Pourtant, pour scanner la zone certes vaste entre Sévaré, Konna, Douentza et Léré, outre son C-130 qui n'opère que la nuit et le petit appareil de la DGSE, Sabre peut compter sur le détachement d'Atlantique-2, grand connaisseur de la région. « Il y a beaucoup de similitudes entre les navigations en mer et dans le désert, note le capitaine de corvette Olivier R., qui commande alors en second la flottille 23F. Ce sont souvent les mêmes manières de patrouiller, de quadriller une zone. Pour nous, il s'agit toujours de rechercher l'infiniment petit dans l'infiniment grand[5]. » Dès le 8 janvier, le plan d'alerte Sahel mis en place en septembre 2011 est déclenché à Lann Bihoué où sont installées les deux flottilles d'Atlantique-2. À tout moment, un équipage s'y tient prêt à rallier Dakar dans le cadre de la mission Search and Rescue, mais il peut naturellement rayonner sur tout le théâtre africain et se tenir prêt en cas d'enlèvement d'otage. Dans la nuit du 8 au 9 janvier, un deuxième Atlantique-2 rejoindra le Sénégal avec son équipage de quatorze individus, puis le 9 un Transall emportera une trentaine de membres de la 23F et de la base de Lann Bihoué, dont un équipage et l'échelon technique associé, soit cinq mécaniciens.

À peine a-t-il mis à pied à terre que le capitaine de corvette R. se voit demander une augmentation du rythme des missions. De Dakar, il faut deux heures et demie de vol avant d'atteindre le Mali. Une demi-douzaine étant consacrée à la surveillance, les Atlantique-2 peuvent au total rester quatorze heures en l'air. « Nous étions particulièrement vigilants sur la zone située au nord de Konna-Diabaly, décrit le commandant. Une des grandes appréhensions du CPCO était de voir l'ennemi se renforcer. Nous contrôlions donc tous les mouvements nord-sud. » Les seuls pick-up observés ne se déplacent que par petits groupes de quelques unités. Il est vrai que la végétation est relativement dense dans cette partie du Mali ; forts de leur expérience en Libye, les islamistes l'utilisent remarquablement. « Ils maculaient entièrement leurs véhicules avec de la boue, relate le colonel Luc, en ne laissant qu'une petite lucarne à traverse le pare-brise pour voir la route. Progressant par bonds, ils planquaient leurs pick-up dans la forêt et eux-mêmes se dissimulaient sous des toiles de tente pour échapper à nos visions infrarouge. » Autant de raisons supplémentaires pour ne pas former de « colonnes » dont les panaches de fumées seraient observables par l'aviation à des dizaines de kilomètres. « L'adaptation au terrain était telle, témoigne le capitaine de corvette Olivier R., que plus tard, il arrivera que l'on nous annonce des combats dans nos zones de patrouille sans qu'on puisse les détecter ! » Le seul gros rassemblement de véhicules est finalement observé près de Tombouctou. Mais personne ne s'en alarme vraiment : des réunions de chefs, accompagnés de leurs escortes, en ont déjà occasionné de semblables précédemment. Et puis la zone est loin de Mopti, et Tombouctou considéré comme un *safe heaven* des djihadistes.

Un « crime » sans preuves

Comment les Français, si attentifs au sort du Mali, n'ont-ils pu affiner plus tôt leur jugement ? La limitation des moyens se combine en fait au choix de la ligne géopolitique. Jamais un C-130 et un Atlantique-2 n'auraient pu cartographier le Nord-Mali avec la précision nécessaire. La flotte entière d'avions de reconnaissance des armées françaises n'y aurait suffi ; et quand bien même elle aurait été disponible, il aurait fallu que le Mali ait été désigné comme la priorité des priorités. Or, et là est l'incidence politique, le *leadership from behind* pour lequel Paris a opté ne pouvait se traduire par une inflation de moyens français dans la région. L'exemple le plus flagrant est l'interdiction opposée au colonel Luc d'infiltrer ses équipes de recherche le long de la route de Gao pour compter le nombre de véhicules filant vers le sud. Ainsi, la prévention française à engager des troupes, sous prétexte de laisser l'Afrique aux Africains, démontre-t-elle ses limites. L'affairement djihadiste signe la fin brutale des six mois de démarches menées sous la férule principale du Quai d'Orsay. Car les troupes africaines, comme l'avaient annoncé les militaires français, ne sont pas là et la formation de l'armée malienne n'est encore qu'un sujet d'étude. Il n'y a donc aucun des acteurs prévus dans le scénario international pour observer la progression djihadiste et éventuellement l'endiguer.

Si les « colonnes de pick-up » n'ont jamais été localisées, pourquoi le contraire est-il si souvent avancé ? Il ne faut pas croire à une volonté de travestir la vérité, mais sans doute de mieux la faire passer auprès du grand public. Une « colonne » de voitures suscitera toujours plus la crainte qu'un « nuage » ou des « agrégats épars ». Or la vérité est que, au moment de prendre leur décision, à part les rapports affolés de l'armée malienne, les autorités françaises n'ont disposé d'aucun élément tangible. Pas plus que les avions de reconnaissance, aucun satellite, français comme américain, n'a jamais pris de mouvement massif en flagrant délit. Jamais un conseiller n'a déposé sur la table du président de la République les clichés fatidiques qui seraient à la guerre ce que l'analyse ADN est dans une enquête criminelle : une preuve irréfutable. Il sera de même avancé que les écoutes françaises ont intercepté l'appel d'un des chefs djihadistes, en l'occurrence Iyad Ag Ghali, annonçant sa volonté d'aller prier le lendemain à la mosquée de Mopti. Le criminel aurait donc signé son crime… Sauf que ni la DRM ni la DGSE n'en ont trace. Et pour cause : Iyad, vétéran de trente ans de rébellion, est beaucoup trop prudent pour utiliser son téléphone de la sorte*3 ; avant et pendant l'opération au Mali, jamais il n'a été intercepté.

Serval sera exceptionnel sur bien des points, et sa naissance est l'un des plus singuliers : ce n'est pas sur la foi de preuves concrètes, mais sur un faisceau de présomptions que la France s'apprête à déclencher son opération la plus importante depuis la guerre d'Algérie. L'auteur de cette analyse est le seul service capable de la livrer à cet instant, la DGSE. Et pour cause : en l'absence d'images et d'interceptions probantes, il ne reste que le renseignement humain or Mortier est seul à pouvoir en disposer*4, avec un maillage de sources suffisamment fin, au sein de la population comme de l'armée malienne, pour sentir le pouls des territoires du Nord. En rassemblant ses informations, en les croisant, en les comparant à sa connaissance du pays, la DGSE est certaine de sa conclusion : plusieurs centaines de djihadistes se sont massés à Konna avec une posture agressive. Sans certitude absolue sur leurs intentions exactes, elle ne l'assortit cependant d'aucun constat d'urgence : c'est aux politiques qu'il appartient d'en juger au vu des éléments soumis. Pourtant, elle se voit immédiatement reprocher par d'autres services de jouer les Cassandre et même pire, de vouloir se préserver d'un nouvel échec après celui des otages. Qu'à cela ne tienne, elle procède à une nouvelle évaluation, mais son verdict reste identique. « Dès le 8 janvier 2013, note un haut responsable à la Défense, nous savions qu'il nous faudrait intervenir6. »

L'accueil très mitigé réservé à l'analyse de la DGSE s'explique par le fait qu'une attaque djihadiste au Mali semble hautement improbable aux yeux du plus grand nombre. Très rares sont les autorités persuadées du contraire, et parmi elles, étonnamment, l'artisan principal du recours africain, Laurent Fabius. « Il évoquait régulièrement une offensive djihadiste vers le sud avec ses interlocuteurs du continent, note une source proche de son cabinet. Nous ne savions pas d'où il tenait cette information, nous-mêmes n'avions absolument rien vu7 ! » L'immense majorité des observateurs estime de fait que les djihadistes cherchent avant tout à se stabiliser après la période de conquête fulgurante en 2012. « Nous avions des indices laissant à penser qu'ils tenteraient de prendre quelques localités supplémentaires vers le sud, note par exemple un responsable à la délégation aux affaires stratégiques, mais nous écartions l'hypothèse d'une offensive générale. La logique devait être qu'ils consolident d'abord leurs acquis, qu'ils s'enracinent, ainsi que nos renseignements nous indiquaient qu'ils le faisaient, surtout le Mujao à Gao8. » La probabilité d'une descente vers le sud est également minorée en raison des grosses différences de populations entre le Nord et Mopti, en pays bambara, où la proportion touareg et arabe est faible.

L'analyse de la DGSE enfin se heurte au portrait en vigueur de la mouvance djihadiste. Depuis des mois en effet, Ansar Dine est pressenti comme un maillon faible. L'Algérie n'a de cesse d'indiquer que le groupe est sous contrôle ; elle le redit encore le 9 janvier aux Français. Or la DGSE va établir de manière formelle que c'est lui, et même son chef en personne, qui est à l'origine de l'offensive, lui qui la propose à AQMI et au Mujao, lesquels sont beaucoup moins enthousiastes. Des interceptions, réalisées après l'entrée en lice des soldats français, permettront de mesurer la fureur d'Abou Zeid contre Iyad Ag Ghali : les fondamentalistes algériens auraient préféré consolider la prise des villes du Nord qui les avaient enfin autorisés à s'éloigner des montagnes arides. Ces échanges aident aussi à atténuer la thèse d'une AQMI dominatrice en tout. Au commandement des opérations spéciales, le colonel Thomas préfère la présenter comme la « papauté du djihadisme sub-sahélien » : « ses fatwas ont valeur de loi sacrée et s'imposent à tous. Ce sont un peu nos templiers d'antan, des moines soldats, enfermés dans leur monde9 ». Si les Touaregs d'Ansar l'écoutent attentivement sur le plan religieux, ils conservent ailleurs une large part d'initiative avec d'autant plus de légitimité que le Mali est leur pays. À ceux qui douteraient de leur responsabilité première, il suffit d'observer la mine décomposée des autorités algériennes qui n'ont qu'un mot à la bouche : « trahison10 ». De quoi aussi écarter fermement le scénario d'une Algérie à la manœuvre pour entretenir le désordre dans son arrière-cour.

Du désaccord initial sur la stratégie, il ne faut pas déduire cependant une division du front djihadiste. Probablement pour ne pas se faire doubler par les Touaregs, AQMI a décidé d'engager ses troupes, et certains de ses chefs, comme Abou Zeid, figurent à l'avant-garde au nord de Diabaly. Cette coordination constitue même une

des raisons capitales du déclenchement de Serval. « Nous avions une assez bonne vision de l'architecture des différentes organisations, souligne Christian Lechervy à l'Élysée, mais nous manquions d'éléments sur l'éventuelle synergie entre elles, surtout entre AQMI et Ansar[11]. » Or la DGSE révèle que les trois mouvements se parlent dans un esprit militaire, à des fins de coordination, avec un degré de connivence inconnu jusqu'alors.

Le confort de la réflexion

Si la prise de conscience de la gravité de la situation date du 8 janvier, pourquoi les armées françaises ne sont-elles intervenues que trois jours plus tard ? Ainsi le Mali n'est-il pas évoqué lors du Conseil des ministres qui se tient le 9 ou, en tout cas, rien n'en filtre jusqu'aux décideurs militaires. Lancer la France dans une guerre est probablement la décision la plus difficile pour un chef de l'État qui doit pouvoir disposer pour la forger du temps qu'il juge nécessaire. En l'occurrence, les djihadistes ne passent à l'attaque que dans la nuit du 9 au 10 janvier, validant en quelque sorte les solides présomptions de la DGSE. Mais le président de la République sait aussi pouvoir s'accorder ce temps de réflexion grâce à l'état de préparation des armées françaises. Toutes les mesures d'anticipation prises par le CPCO, l'armée de l'air, les forces spéciales les semaines précédentes, malgré ses déclarations catégoriques sur le non-engagement d'unités nationales, le font disposer d'un outil prêt à l'emploi, tant sur le plan des capacités que de la connaissance de l'ennemi.

Plus généralement, comme le souligne le général Castres, « le chef d'état-major des armées ne prendra jamais le risque de proposer d'envoyer des troupes qu'il n'estime pas prêtes au jour J[12] ». L'entrée en guerre au Mali n'est une option réaliste pour le président de la République que parce que depuis des années, les armés françaises ont maintenu l'instruction et l'entraînement à un niveau élevé, qui doit faire réfléchir les politiques lorsqu'ils voudront encore entailler le budget militaire. Ôter des heures de vol à un pilote de chasseur ou d'hélicoptère, des séances de tir à un équipage de char peut soulager provisoirement les finances nationales, mais au risque de compromettre la capacité de la France à répondre présente à un prochain rendez-vous d'importance avec toutes les conséquences sur ce qu'il reste du prestige du pays, et donc de son influence dans le monde.

Serval en fournit une démonstration exemplaire avec les forces prépositionnées. À quoi bon maintenir des détachements au Tchad et en Côte d'Ivoire ? s'interrogent ordinairement les sceptiques. La réponse s'impose d'elle-même en ce début 2013 : les forces Épervier et Licorne permettent à François Hollande d'attendre le moment qu'il juge le plus propice pour se décider. Il sait en effet par ses conseillers que, grâce à elles, pour un coût raisonnable, la France pourra apporter une première réponse dans les heures qui suivent. Sans Épervier et sans Licorne, il aurait été privé de l'arme qui va se révéler la plus fatale au démarrage de Serval : l'effet de sidération. À coup de dizaines de millions d'euros, en priant pour que toute la flotte mondiale d'Antonov 124, de Galaxy C5A et d'Illiouchine 76, soit disponible, peut-être aurait-il pu masser à Bamako un embryon de force respectable en quelques jours – ce qui, déjà, en retenant le 11 janvier pour date butoir, l'aurait obligé à se décider plutôt vers le 2 ou le 3. Il est en revanche certain, avec l'omniprésence des médias, que la surprise aurait été impossible. Les calamités de l'opération Sangaris en seront la triste illustration en Centrafrique moins d'un an plus tard : les milices locales décupleront de violences avant l'arrivée des forces françaises annoncées depuis plusieurs semaines sur toutes les ondes. De même, au Mali, le feuilleton sur l'arrivée des forces africaines a très probablement joué dans l'ouverture des hostilités. Avec la combinaison d'une saison météo propice, les djihadistes ont pu vouloir prendre de l'avance. Et leur réussite est totale à en juger par la réaction du président de l'Union africaine Boni Yayi qui, le 8 janvier, en est réduit à solliciter une intervention de l'Otan : « C'est une question de terrorisme et ça relève de la compétence de la communauté internationale. »

D'aucuns extrapoleront à ce sujet sur un plan machiavélique de la France qui aurait utilisé le ramdam diplomatique des mois précédents pour piéger l'ennemi en l'obligeant à sortir du bois. Les trésors de débrouillardise et de courage dont vont devoir faire preuve toutes les armées françaises dans les jours à venir pour répondre aux souhaits des politiques suffiront à le décrédibiliser.

Une question beaucoup plus pertinente se pose en revanche : les djihadistes auraient-ils engagé le fer avec l'armée malienne si la France avait dès le départ annoncé un soutien beaucoup plus massif et déterminé aux forces africaines ? Leur offensive n'est-elle pas le prix de quinze années de pudibonderie française au sujet de tout ce qui touche au continent noir ? En effet, comment expliquer autrement leur invraisemblable décision d'attaquer telle l'armée régulière qu'ils ne sont pas ? « Nous en avons été plus que surpris, note le chef d'état-major des armées, l'amiral Guillaud. Ils ont voulu se transformer en armée de conquête territoriale et venir sur un terrain

conventionnel[13]. »

Bamako ? Mopti ? Ou les deux ?

La période du 8 au 11 janvier 2013 autorise les autorités françaises à tenter de cerner les motivations, le but des djihadistes. Une étude cruciale dont dépend la réponse tant militaire que diplomatique à apporter.

Deux visions semblent s'affronter. Pour les uns, Iyad Ag Ghali et ses alliés visent rien de moins que la capitale malienne. Il faut dire qu'une estimation des « groupes armés djihadistes » ou GAD, comme les opérationnels les appellent, laisse penser qu'ils sont en nombre important. Toujours pour les mêmes raisons, la DGSE est la seule capable de la fournir grâce à ses sources humaines et à sa connaissance assez poussée de leur butin de guerre – plusieurs millions d'euros –, qui rend possible l'embauche de mercenaires et de supplétifs locaux. « Des renseignements, illustre ainsi le général Castres, nous ont indiqué qu'AQMI envoyait, avant notre intervention, de l'argent aux Shebab somaliens, et qu'en échange ceux-ci projetaient de lui envoyer des spécialistes[14]. »

L'unité de base, pour tous les conflits de ce genre, est le pick-up dont la capacité d'emport moyenne est fixée à six individus. Il faut y ajouter ce que permettent également de recenser les écoutes téléphoniques, « car à cette époque, témoigne une source proche de la DRM, les islamistes se parlaient encore beaucoup ! » Au total, la DGSE avance donc la présence d'à peu près 300 combattants d'AQMI, 500 à 600 issus du Mujao, et un effectif légèrement supérieur chez Ansar Dine. Soit environ 1 500 individus. C'est loin de l'estimation communiquée par les services maliens, plus proche des 5 000 hommes – leur méthode est très empirique et leur intention de hâter l'arrivée des alliés plus que compréhensible – mais cela reste une force de frappe redoutable, armée du kit standard des guérilleros des années 2000 : kalachnikov, RPG-7 – pour l'essentiel prélevés dans les stocks maliens –, ainsi que des missiles sol-air SA-7 venus de Libye.

Tous néanmoins ne sont pas au front. Sur le fuseau est (en direction de Konna), le fer de lance serait tenu par une trentaine de pick-up, avec une réserve de quarante véhicules à Douentza ; sur le fuseau ouest, se tiendraient en tout quatre-vingts pick-up dans les environs de Léré avec manifestement Diabaly en ligne de mire. Iyad Ag Ghali, Abou Zeid et Djamel Okacha sont présents. « Au démarrage, souligne Cédric Lewandowski, nous savions à peu près où ils se trouvaient. Ce qui nous a beaucoup surpris est qu'ils étaient en mouvement perpétuel ; ils couvraient des dizaines de kilomètres par jour[15]. » Se rêveraient-ils donc en nouveaux maîtres de Bamako ? Peu y croient. D'un côté, la classe politique malienne est dans un tel état de déliquescence qu'une poussée ennemie au sud de la ligne de front lui ferait probablement abandonner le navire que les djihadistes n'auraient plus qu'à récupérer. De l'autre, jamais la DGSE n'a recueilli d'informations en ce sens. Ensuite, la ligne de front est distante de sept cents kilomètres : même sans l'opposition d'une armée malienne en décomposition, il faut une logistique imposante pour assumer pareil trajet. Par ailleurs, avec deux millions d'habitants, la capitale est deux fois plus peuplée que toutes les villes du Nord réunies : les GAD ne sont pas en mesure d'en assurer seuls le contrôle. La tactique qui pourrait être envisagée, si Bamako était bien la cible, serait plutôt celle d'un raid, façon razzia, avec destructions, pillages et enlèvements d'Occidentaux à la clé.

La seule menace d'une prise d'otages massive, par exemple d'élèves français dans leur établissement, empêchera les autorités françaises d'écarter totalement l'hypothèse Bamako. Mais une destination leur paraît beaucoup plus à portée des djihadistes, prenable par un mouvement en tenaille des deux fuseaux : Mopti-Sévaré. Sur le plan tactique, ils se rendraient ainsi maîtres du seul aéroport du centre du pays, ce qui compliquerait considérablement la riposte internationale, obligée de faire passer tous ses flux par Bamako. Sur le plan symbolique, la prise d'une si grande ville – 110 000 habitants – serait un nouveau trophée pour les djihadistes, et un énième revers pour les autorités maliennes.

D'où le scénario du billard à trois bandes qui suscite l'adhésion de bien des responsables du dossier à Paris : avec la chute de Mopti, les fondamentalistes espèrent provoquer une onde de choc qui fera s'effondrer le peu d'État qu'il reste à Bamako. François Hollande semble s'y rallier, qui, le 11 janvier, les décrit cherchant à « porter un coup fatal à l'existence même du Mali ».

L'hypothèse est confortée par de fortes rumeurs de collusion entre une partie des djihadistes et l'ex-junte. Il est notoire que le capitaine Sanogo et les siens ne veulent pas de la CEDEAO dans le Sud, et leur récente éviction du Premier ministre semble attester de velléités d'une reprise du pouvoir que le président Traoré, avec le soutien international, tendrait à trop accaparer à leurs yeux. De manière troublante, dès les premiers jours de janvier, « nous avons senti, relate l'ambassadeur français Christian Rouyer, une agitation sporadique dans Bamako : des

pneus étaient brûlés sur les axes principaux, il y avait une ambiance de déstabilisation, alimentée par la COPAM, le MP22 du député Oumar Mariko, dans le but probable de saper l'exécutif renaissant[16] ».

Le 9 janvier, Bamako et Kati sont marqués par des manifestations appelant au départ de Traoré, suffisamment inquiétantes pour que le Conseil des ministres soit annulé, l'accès à la télévision barré. Elles recommencent le 10 sous le slogan de « marche pacifique » contre toute intervention « étrangère », c'est-à-dire africaine. Or l'ambassade a été avertie de rencontres entre les anciens putschistes et Ansar Dine, « du côté de Niafounké[17] », précise un diplomate. Les contacts qu'entretenait le régime d'ATT avec AQMI seraient également toujours en vigueur. À la fin de l'année 2012, une très haute personnalité de l'opposition malienne est soupçonnée d'avoir discrètement rencontré à Mopti des représentants des djihadistes. Ses partisans sont même aperçus au sein des manifestations de protestation à Bamako même si elle jure n'y être pour rien à l'Élysée qui lui en fait aussitôt le reproche. L'imam de Bamako Mahmoud Dicko entre lui aussi dans le collimateur, presque logiquement, lui qui préside le Haut Conseil islamique (HCI), proche des wahhabites. « Il a prié aux côtés d'Iyad, note l'anthropologue André Bourgeot, ce n'est jamais très bon signe[18]… » N'a-t-il pas demandé, le 23 septembre, au comité scientifique du HCI de plancher sur l'application de la charia dans le but d'établir une charte qui pourrait *in fine* servir de plate-forme de discussion avec Ansar et le Mujao[*5] ? Les marxistes du Sadi[*6], enfin, sont soupçonnés d'apporter leur contribution à un complot islamo-nationaliste.

Quel serait donc le stratagème ? Ansar cause une lourde défaite militaire à l'armée malienne à Mopti ; Kati réagit en déposant le président Traoré, puis, sous prétexte de régulariser les relations Nord-Sud, prend attache avec Ansar. « Il ne faut jamais oublier, insiste un haut responsable du dossier au Quai d'Orsay, qu'Ag Ghali est un homme politique malien. Il réfléchit en Malien, pas en djihadiste international. Ses objectifs sont maliens[19]. » De plus, même touareg, le leader d'Ansar ne revendique plus l'indépendance de l'Azawad, qui pourrait faire tiquer les dirigeants à Bamako, et il a prouvé par le passé combien il savait se satisfaire d'accords pas vraiment appliqués. Au passage, le capitaine Sanogo redeviendrait pour sa part l'homme fort du pouvoir, avec la légitimité suffisante pour laisser définitivement la CEDEAO à la porte du Mali.

Reste que, comme souvent avec les théories les plus séduisantes, les preuves manquent. Et une lecture plus prosaïque des événements ne paraît pas plus invraisemblable. Ainsi, si Iyad Ag Ghali a incontestablement la finesse politique pour échafauder pareille stratégie, le constat est beaucoup moins vrai avec le capitaine Sanogo et son entourage qui n'ont jamais impressionné – et c'est une litote – par leur vision politique. Par ailleurs, il ne faut pas exagérer l'importance des discussions secrètes qui indéniablement ont eu lieu. « Tout le monde se parle en Afrique, commente une source proche de la DRM. Tout le monde a pris contact avec Iyad, les liens n'ont jamais été rompus. Les djihadistes eux aussi étaient en demande de contacts dans le Sud. Mais il s'agit uniquement de conversations, fréquentes en Afrique, entre deux clans prêts à s'affronter : leurs chefs se rencontrent, voient s'ils peuvent éviter de verser le sang et ils se séparent[20]. »

Pourquoi donc les fondamentalistes se dirigent-ils vers Mopti ? Très vraisemblablement, leur ambition ne dépasse pas les frontières de la ville. Il faut en effet en revenir à la personnalité même du concepteur de l'opération. Qu'il espère ou non qu'à court ou moyen terme Bamako s'effondre, Iyad Ag Ghali cherche avant tout à consolider sa situation vis-à-vis d'AQMI. Les lauriers de la conquête de 2012 ont fané avec le temps. Même si elle est aussi présente à Gao et Tombouctou, Ansar Dine, qui avait défait le MNLA, n'y a finalement gagné que son fief de Kidal – pas vraiment de quoi se glorifier. Elle a besoin de manifester sa puissance, ne serait-ce que pour se hausser du col face au Mujao et surtout face à Belmokhtar. Car, pour comprendre l'attaque qui se prépare sur Konna, il faut aussi s'intéresser à In Amenas, la prise d'otages massive dans le sud algérien, qui n'est alors qu'en gestation : les fondamentalistes sont dans une logique de « coups », d'actions imprévisibles, puissantes, fulgurantes, qui font à la fois figure de repoussoir pour la communauté internationale, en la confortant dans ses réticences à intervenir, et d'actions de propagande, qui leur garantissent des adhésions dans un Sahel en plein doute.

Les forces spéciales dans la fournaise

La recherche des intentions de l'ennemi n'est pas qu'un exercice intellectuel. Elle conditionne l'importance, ainsi que le calendrier, des moyens mis en œuvre pour les annihiler. Le 9 janvier, il n'y a pas encore de sentiment d'urgence à Paris puisque le pouvoir politique ne veut toujours pas d'un engagement français[21]. Ce n'est que

l'attaque déclenchée dans la nuit suivante contre Konna qui fait subitement franchir un palier, mais toujours pas au point de déclencher une violente riposte. Ainsi, au petit matin, à Ouagadougou, le colonel Luc, chef du détachement Sabre, suit heure par heure l'évolution des combats, tout en se préparant à la réception du chef de l'état-major particulier du président burkinabé. La visite étant prévue de longue date, il n'a pas voulu l'annuler. Pendant deux heures, il accompagne donc le général Diendéré, lui expose les qualités de l'hélicoptère Caracal que celui-ci souhaitait découvrir, mais son esprit est ailleurs. Deux Gazelle, deux hélicoptères de transport et un groupe IMEX*7 sont en effet partis dans le Nord, à Djibo, là où Sabre a installé l'un de ses plots de ravitaillement carburant : ainsi seront-ils prêts à bondir encore plus vite au Mali si l'ordre tombait de l'Élysée.

Dans la matinée, l'état-major du COS donne également son feu vert pour le départ d'une équipe à Sévaré comme Luc en avait fait la suggestion, certain que ce serait le maximum acceptable par les autorités françaises. De fait, il ne s'agit en rien de la préparation d'une intervention. L'appellation de « liaison-contact », dans le langage des forces spéciales, dit bien le but de cette équipe : se rapprocher du théâtre pour en prendre le pouls. Au demeurant, elle ne compte qu'une douzaine d'hommes, avec une capacité d'appui feu*8, de conseil militaire, un médecin, un infirmier, des transmissions, bref pas de quoi mener la bataille. Pour les accueillir, l'avion de transport C-130 se déséquipe au plus vite de la boule optronique avec laquelle il observe le Nord-Mali depuis des mois. Un autre appareil du Poitou est donc appelé en renfort pour prendre la relève.

Les forces spéciales sont les premières à pénétrer au Mali. Le chemin et la destination leur sont bien connus puisque Sabre 2 a passé plusieurs mois à Sévaré. Si le franchissement de la frontière se fait sans difficulté*9, elles ne peuvent atterrir à l'improviste sur le front. Le colonel Luc appelle donc le commandant des troupes en lice, le colonel Didier Dacko, pour l'avertir de leur arrivée. « Ne leur tirez pas dessus ! », lance-t-il. Il en profite pour lui demander un point sur la situation et se sent un peu rassuré par le « ça va mieux ! » de son interlocuteur. Toutefois ses hommes le font vite déchanter, lui décrivant, à midi, l'affolement des forces maliennes et laissant même présager le pire pour leur propre sécurité. Luc redemande à parler au colonel pour en avoir le cœur net. Dacko n'a pas la réputation d'un amateur, bien au contraire. En 2012, il s'est distingué contre les djihadistes et plus récemment le 8 janvier 2013 dans les « commandos volontaires », que les Maliens appellent forces spéciales, aux ordres du commandant Abass Dembélé, en refusant, malgré ses blessures, d'être évacué pour rester avec ses troupes. Pourtant, son ton ne trompe pas :

« Il faut me dire ce que je dois faire22 ! » hurle-t-il au téléphone.

Luc en reste coi. Ce n'est pas à Sabre de dicter ses ordres à l'armée malienne. Il préfère jouer la carte de l'orgueil :

– Dites-moi ce qu'il en est vraiment : vous commandez ou c'est une débandade ?

– Nous ne sommes plus beaucoup, lâche péniblement le Malien. Nous déplorons vingt tués et une soixantaine de blessés… »

Luc comprend :

– « C'est une mutinerie, c'est ça ?

– Oui.

– De combien de troupes disposez-vous vraiment ?

– Il me reste deux sections et demie… »

Le Français n'en revient pas : sur les milliers d'hommes que l'armée malienne annonçait au front, seuls une soixantaine n'ont pas déguerpi ! Toutefois, Dacko a encore le cran de lâcher : « Ça peut tenir ! » Luc le croit. Avec son expérience de l'Afrique, il sait que toutes les situations sont réversibles à condition qu'il y ait un chef, tout au moins des convictions fortes.

En envoyant les premiers renforts, Sabre peut espérer regonfler un peu le moral des Maliens. Une première « PatSAS*10 » du 1er RPIMa, soit une douzaine d'hommes encore, rallie en hélicoptère, sans ses véhicules donc. Puis c'est le tour, en avion cette fois, d'une équipe de recherche du 13e RDP, d'une autre PatSAS, issue du CPA-10, enfin de l'ESNO des commandos marine. À la tête de cette dernière, l'enseigne de vaisseau Simon avait pourtant l'esprit plutôt tourné vers Lorient. Au bout des cinq semaines prévues, il a rempli sa mission de porter l'ESNO au degré de performance réclamé par le commandement. Ses caisses étaient même prêtes à être embarquées quand le commandant en second de Sabre lui a indiqué d'oublier la France. Une fois posé à Sévaré, il réalise que les forces spéciales ne sont pas plus de soixante-dix, placées sous les ordres du lieutenant-colonel Clément. Hors de question bien sûr de communiquer sur cet effectif : il y a tout intérêt à ce que les soldats maliens soient convaincus que le ballet aérien auquel ils assistent – quatorze appareils vont se poser entre le 10 et le 11 janvier – a déversé bien plus d'hommes.

Simon en tout cas préfère installer les siens à la tour de contrôle afin d'éviter qu'un bombardement

malencontreux ne décime d'un seul coup le détachement… Le fait que certains aient déjà servi à Sévaré dans le cadre de Sabre 2 permet de disposer de toute la cartographie précise, un luxe dans une région aux paysages et localités changeant d'une année, voire d'une saison à l'autre. Simon découvre des Maliens « avec de la terreur dans le regard : ils étaient perdus, prêts à décamper à la moindre étincelle[23] ». Même l'arrivée de Sabre n'a pas suffi à les rassurer pleinement car ils sont convaincus que sa mission consiste simplement à récupérer la soixantaine de leurs blessés allongés à même le tarmac. Leur nervosité s'atténue en voyant les Français installer leur PC, planter les transmissions, puis faire le tour des lieux, Simon se chargeant d'une autre de ses spécialités, l'artillerie. Le lieutenant repère ainsi deux chars T55 en position, ainsi que trois blindés BM21 rangés dans la caserne. Les Maliens annoncent que leur ligne de défense se situe à quatre kilomètres plus au nord, sur la route nationale menant à Konna. « À tout moment, témoigne Simon, nous nous attendions à être assaillis. » C'est ainsi que, très peu de temps après son arrivée, des infiltrations djihadistes sont rapportées à l'est de l'aéroport. Et pour cause, Konna est tombée quelques heures plus tôt après un remake du cheval de Troie : les djihadistes se sont infiltrés dans deux bus d'une société malienne de transport.

Simon obtient du lieutenant-colonel Clément de faire grimper ses tireurs d'élite sur la tour afin qu'ils préparent un plan de feu. Commence alors la première nuit blanche des forces spéciales au Mali car, vers 3 heures du matin, des départs de tir sont signalés au nord-est. « Nous avons entendu le bruit de grosses rafales alors que nous étions sans doute à quelques kilomètres », relate le commando marine. Aussitôt les Maliens s'agitent dans tous les sens et finissent par pousser vers le nord leurs commandos volontaires aux ordres du remarquable Dembélé.

Ordre d'évacuation ?

Aux premières heures du 11 janvier, les forces spéciales ignorent toujours si elles sont appelées à rester. Pour sa part, leur commandement estime capitale la sauvegarde de l'aéroport. Sans lui, elles pourront beaucoup moins facilement se projeter depuis le Burkina voisin. L'enjeu est donc de savoir si la France veut éviter la chute de la ville.

Même à l'état-major des armées, le débat ne serait pas entièrement tranché. Certains pensent que l'initiative pourrait être reprise depuis Bamako ou en tout cas qu'il faut y déployer rapidement la force nécessaire afin d'arrêter la ruée djihadiste si jamais elle se prenait d'envie de continuer vers le sud. Tout dépend donc désormais du choix des autorités politiques. Or l'Élysée ne s'est pas encore fait une raison. « Le président de la République, témoigne le général Castres, avait fixé pour limite rouge, le déclenchement d'une "offensive généralisée". Il fallait donc se prononcer sur les intentions des djihadistes. Les uns disaient que Mopti n'était pas vraiment une attaque, qu'ils n'iraient pas plus loin ; les autres pensaient qu'ils ne s'en contenteraient pas, qu'ils voulaient installer un califat sur tout le Mali[24]. »

François Hollande est en liaison permanente avec Jean-Yves Le Drian, ainsi que le général Puga, sans doute celui au sein de son cabinet à mieux connaître le contexte et la région. Le flou ambiant peut se mesurer à l'ambiance singulière qui règne à Sévaré en fin de nuit. Le détachement de forces spéciales croit en effet recevoir un ordre d'évacuation que le Commandement des opérations spéciales à Villacoublay n'a jamais envoyé[25]… La confusion s'explique par le fait qu'en l'attente de la décision d'intervention, l'état-major de Sabre envisage toutes les hypothèses, dont logiquement celui du repli puisque quelques dizaines d'hommes ne sauraient s'opposer seuls à une offensive djihadiste. Mais dans l'effervescence d'un début de guerre les hommes du lieutenant-colonel Clément croient vraiment être rappelés à Ouagadouou. Le colonel Luc ne s'est-il déjà vu opposer un refus pour sa proposition d'attaquer un pick-up armé qu'une reconnaissance aérienne avait repéré dans les alentours ? Un échange parfois enflammé avec le PC permet de dissiper le malentendu.

Les forces spéciales ne sont pas les seules à trépigner. À N'Djamena en effet, Épervier dispose d'un très bel outil aérien aux ordres du lieutenant-colonel Cointot : trois Mirage 2000-D, deux Mirage F1CR, un Transall, quatre Puma, un ravitailleur, deux cent cinquante hommes en tout. Eux aussi seraient prêts à intervenir au Mali. Le 8 janvier, le chef du détachement de la chasse depuis un mois, le lieutenant-colonel Stéphane S., par ailleurs commandant de l'escadron 1/3 Navarre, était en vol, quand son second, JC, l'a appelé pour l'inviter à rentrer précipitamment à la base. Pensant à un accident, l'officier s'en est inquiété, il brûla donc tout le kérosène qu'il venait de récupérer pour rentrer au plus vite. Au sol, il apprit que le CPCO voulait un « plan d'appui aérien » pour

le pays, dans les deux heures. « Jusqu'alors, note-t-il, nous ne voyions le Mali qu'à travers le prisme des otages. Si nous avions dû intervenir, cela aurait été pour agir par exemple sur un camp de rétention ou en appui d'une opération de libération[26]. »

Pourtant, les chasseurs se sont entraînés au Tchad à une opération qui ressemblerait presque à de la divination : stopper la route d'une nuée de pick-up fonçant du nord vers la capitale… La Centrafrique leur a également permis de se rôder un peu plus aux missions de reconnaissance, la DGSE présente à N'Djamena se montrant preneuse d'une collaboration étroite.

Bref, le détachement se sent fin prêt, Stéphane S. ayant rendu sans peine son verdict sur tous les paramètres d'une éventuelle mission : l'élongation – il faut deux heures pour rallier le Mali depuis N'Djamena ; la météo – des écarts de quelques degrés au décollage modifiant profondément l'autonomie des vols ; mais aussi le faible nombre et l'éparpillement des terrains de dégagement – Libreville, Garoua – avec des distances énormes à couvrir à chaque fois. Le lieutenant-colonel a donc suggéré l'accompagnement d'une patrouille par deux tankers afin de se garantir le plus de temps de vol. Pour ce qui est de l'adversité, le Mali n'est pas la Libye, mais la présence annoncée de lance-missiles portables SA-7, et de sa version plus récente, SA-24, récupérés dans les stocks de Kadhafi, conduit à prévoir une altitude de vol inférieure, mais avec une marge de sécurité tout de même : jamais en dessous de dix mille pieds.

Au final, Stéphane S. a estimé à trois heures et demie le délai entre la demande à Paris d'une frappe et sa réalisation, à condition que les bombes soient déjà installées, sans quoi il faut compter trois heures de plus. Et il a pu le dire directement à un personnage clé de la future opération Serval puisque celui qui commandera la cellule de crise au CPCO, le capitaine de vaisseau Pierre V., était alors à N'Djamena. Il lui a même rappelé que, contrairement aux Rafale, les 2000-D pouvaient également frapper des véhicules en mouvement[*11]. Le soir du 9 janvier, le détachement est mis en alerte, et dans la nuit, les appareils sont armés. Dès le lendemain matin, les chasseurs doivent rester en capacité de décoller en une heure. « C'est usant pour les nerfs, témoigne Stéphane S. On attend en "salle ops" l'ordre qui ne vient pas. » Même si, en l'occurrence, le lieutenant-colonel est beaucoup plus sûr que le coup va partir qu'en Libye où il fut déjà le premier à opérer, le 19 mars 2011, stoppant avec son coéquipier et deux Rafale du Provence, la cavalcade de l'armée libyenne vers Benghazi.

Toute la journée du 10 janvier, alors que les forces spéciales prenaient pied à Sévaré, les chasseurs ont rongé leur frein en étudiant encore et encore les dossiers d'objectif que la cellule ciblage du CPCO leur a exceptionnellement envoyés quelques jours plus tôt. L'arrivée d'un troisième ravitailleur leur donne l'espoir de vols plus longs et donc plus efficaces. Mais le flou, comme à Sévaré, n'est pas vraiment le signe d'un branle-bas de combat à Paris. L'aube approche le 11 janvier et avec elle la fin de l'obscurité, si précieuse pour les armées modernes et les forces spéciales en priorité.

Koulouba ne répond plus

À Ouagadougou, le colonel Luc cherche à comprendre les hésitations en hauts lieux. Le général Gomart, patron des opérations spéciales, tente de le rassurer, mais il y a bien un ultime frein à l'intervention, qui peut être aussi considéré comme une motivation. À l'effervescence dans le Nord, se lie en effet une menace d'écroulement dans le Sud. Le lien entre les deux événements n'a jamais été prouvé, mais ce qu'a rapporté l'ambassade de France le 10 janvier est aussi certain qu'alarmant : le président Traoré n'est plus maître de toutes ses décisions. « La veille, relate Christian Rouyer, les autorités maliennes étaient paniquées. Dioncounda Traoré a appelé le président de la République. Le Premier ministre Django Cissoko m'a reçu et délivré un message clair : tout était perdu si nous n'intervenions pas[27]. » Or la France ne peut s'engager sans une base légale ; ce serait la garantie d'être accusée de néo-colonialisme. La dernière résolution votée en décembre n'engage les états membres qu'à offrir un « appui coordonné » à la MISMA. *Stricto sensu*, elle n'autorise pas les troupes françaises à combattre au Mali.

Paris a la solution : l'article 51 de la charte de l'ONU prévoit le droit à la légitime défense « individuelle ou collective, dans le cas où un membre des Nations unies est l'objet d'une agression armée ». C'est donc dans un cadre bilatéral que la France va intervenir même si certains soulignent l'absence d'accord de défense entre les deux pays puisque ceux-ci ne se sont entendus en 1985 que pour une coopération militaire centrée sur la formation des cadres maliens. D'autres insistent sur le fait que la légitime défense ne concerne que l'agression d'un État par un autre. Or non seulement les djihadistes sont, par essence, internationalistes, mais la légitimité du régime de Bamako à décider du sort de la nation est controversée.

Pour autant, il est à remarquer qu'aucune des capitales qui avaient été promptes à dénoncer le cavalier seul franco-britannique en Libye ne contestera la légalité de l'intervention française. Il faut dire que, d'emblée, la nouvelle équipe à l'Élysée a pris un soin sourcilleux à informer qui de droit. À partir du 8 janvier, François Hollande s'est entretenu avec Barack Obama, les présidents sénégalais, nigérien, nigérian, mais aussi sud-africain car la ministre des Affaires étrangères de Pretoria préside la commission de sécurité de l'Union africaine. L'Élysée porte un soin tout particulier, via le dialogue stratégique, à prévenir ceux qui s'étaient montrés les plus critiques lors de l'opération Harmattan : les Chinois et les Russes. Le conseiller en charge, Christian Lechervy, note ainsi que ses correspondants à Pékin « n'ont exprimé de réserve ni sur les objectifs ni sur les moyens[28] », témoigne-t-il. Au bilan de ces démarches tous azimuts, Jacob Zuma affirmera plus tard que « cela n'était jamais arrivé auparavant[29] », référence directe à l'attitude de Nicolas Sarkozy en Libye, et le président de l'Union africaine se déclarera pour sa part « aux anges » au sujet de l'engagement français.

Pour sceller définitivement la légalité de l'intervention, il faut cependant un document écrit par lequel les autorités maliennes appellent officiellement la France à l'aide. La démarche est presque devenue une habitude pour Christian Rouyer. « Très en amont de Serval, explique-t-il, les autorités françaises ont réclamé à chaque étape de la constitution de la force africaine un écrit signé de Traoré[*1230] ». Le palais de Koulouba rend une première copie le 9 janvier que l'ambassadeur français, à la demande de Paris, lui demande de retravailler, afin, décrit-il, que « le texte soit plus précis et donc la légitimité de notre action incontestable[*13] ».

Mais c'est donc alors que le président ne semble plus en mesure de décider par lui-même. L'ambassadeur redoute « une mise en résidence surveillée par l'ex-junte, voire plus… ». Des proches de Traoré l'entreprennent pour lui demander discrètement si la France accepterait de recueillir le président. Christian Rouyer est incapable pour l'heure d'affirmer si celui-ci est vraiment menacé ou si le traumatisme de son lynchage en mai le pousse à prendre des assurances. Mais le simple doute a évidemment des conséquences à Paris. « Même si le régime avait une légitimité douteuse, explique un conseiller de François Hollande, il était indispensable pour nous que Traoré reste au pouvoir[31]. » Rien ne pourrait se faire en effet avec un gouvernement né d'un nouveau coup d'État : Américains et Européens retireraient aussitôt le soutien qu'ils ont été si longs à promettre[*14]. En elle-même, la chienlit à Bamako est donc un motif supplémentaire pour faire parler la poudre dans les plus brefs délais.

Avant même d'en référer au cabinet du ministre des Affaires étrangères, Christian Rouyer informe les missi dominici que, oui, sur le principe, il ouvrirait ses portes à Dioncounda Traoré, en spécifiant toutefois qu'il ne dispose pas de moyens pour l'exfiltrer de la présidence[*15]. Or, sans être vraiment interdit de sortir de son palais, le président malien n'a manifestement plus de liberté de mouvement : Rouyer apprend en effet que des militaires cernent les lieux, qui ne sont pas la garde habituelle, et qu'ils « déconseillent » au chef de l'État de s'éloigner… Le téléphone fonctionne encore, mais seule la famille parviendrait à le joindre. L'ambassadeur prend à nouveau sur lui de faire suggérer à l'état-major de Kati la réaction immanquable de la France au cas où il arriverait malheur au Président. Mais finalement, tard dans la soirée du 10 janvier, il peut rassurer Paris : certains proches sont parvenus à rencontrer le Président qui va bien et ne désire pas quitter ses locaux. La lettre modifiée selon les souhaits français est transmise peu après à Paris, ainsi qu'à New York, réclamant une « intervention aérienne immédiate » de la France, appelée à apporter un « appui renseignement et un appui feu[32] ».

La précision de la demande malienne, qui fera elle aussi l'objet de digressions, découle directement des négociations de l'automne autour de la MISMA : « Les généraux de la CEDEAO, explique un diplomate en charge du Mali, avaient demandé l'appui aérien de la France puisqu'ils en étaient dénués. Le président de la République a donné son accord, mais il n'a pas voulu que cela soit révélé afin de ne pas alerter l'adversaire. Il était prévu de l'annoncer publiquement lors du lancement de la force[33]. » Quoi qu'il en soit, avec cette lettre, le gouvernement français s'estime protégé de tout soupçon de vouloir imposer ses vues. C'est compter sans les plus sourcilleux qui relèvent l'absence de toute mention des troupes terrestres. Or, la Libye l'a encore démontré, même une opération exclusivement menée depuis les airs nécessite une présence au sol, et qui peut dire en cet instant quels moyens seront à déployer pour faire entendre raison aux djihadistes ?

À dire vrai, ce n'est pas le droit international que bat en brèche ce prélude à la guerre, mais la doctrine édictée par le président de la République lui-même qui, en août 2012, avait lancé que la France ne prendrait jamais part à « des opérations de maintien de la paix ou de protection des populations qu'en vertu d'un mandat et donc d'une résolution du Conseil de sécurité ». Le Mali n'est pas dans ce cas : la résolution 2085, la troisième et dernière, ne mentionne nulle part le droit pour la France de mener une opération de guerre. Ce flou juridique est une des raisons du feu rouge reçu par le colonel Luc à Ouagadougou. Mais il est totalement dissipé dans la nuit du 10 au 11 janvier par le Conseil de sécurité qui, réuni en urgence, accorde un blanc-seing à la France puisque, constatant une « grave détérioration de la situation », et sans ressentir le besoin d'une nouvelle résolution, il appelle les États membres à « aider les forces de défense et de sécurité maliennes à réduire la menace représentée

par les organisations terroristes et les groupes affiliés ». Aucune trace dans ses délibérations d'interrogations sur l'identité juridique de l'agresseur ni plus globalement sur la conformité au droit de la légitime défense : Susan Rice elle-même traduit l'appel de Dioncounda Traoré par un « au secours la France ! », et ne voit rien à redire à ce que « les autorités maliennes recherchent toute l'assistance possible[34] ».

---

*1. Ils valent souvent à leurs détenteurs d'être considérés comme des espions.

*2. Après négociation, et accord du siège à Paris, Franck Abeille rapatrie tous les employés originaires du Sud, mais maintient sur place les expatriés, dont un Camerounais.

*3. Il est plus vraisemblable que ce soit l'appel d'un subordonné qui ait été intercepté, déflorant l'ambition d'Iyad.

*4. Le refus de laisser les dragons parachutistes s'infiltrer à Hombori en a privé la Direction du renseignement militaire (DRM).

*5. Les conclusions n'étant finalement présentées qu'en février 2013, soit après le reflux des djihadistes, le comité affirmera que « les groupes MNLA, Ansar Dine, AQMI et MUJAO sont plus terroristes que religieux ».

*6. Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance.

*7. Récupération d'équipage tombé au sol.

*8. C'est-à-dire la présence d'un FAC, apte à guider l'aviation.

*9. Les autorités burkinabées n'en ont pas été avisées ; il n'y a pas besoin de leur autorisation pour quitter le pays, mais Sabre était certain de l'obtenir tant le gouvernement burkinabé est proche de la France sur le dossier malien.

*10. Patrouille motorisée stick action spéciale.

*11. En raison du type d'armements emportés.

*12. Cosigné d'ailleurs par le Premier ministre Modibo Diarra au vu des « pleins pouvoirs » que les accords du 6 avril lui ont donnés.

*13. Cet échange est la preuve que, contrairement à ce que certains affirment, le gouvernement français n'a pas dicté la lettre ligne à ligne aux autorités maliennes. Au demeurant, même si cela avait été le cas (comme cela le fut par exemple en avril 2011 lors de la crise ivoirienne et cette fois avec le secrétaire général de l'ONU lui-même), l'intention n'aurait pas été d'imposer aux Maliens une intervention qu'ils ne souhaitaient pas, mais d'être en conformité avec le droit international.

*14. Le 17 janvier, les ministres européens des Affaires étrangères doivent avaliser à Bruxelles le lancement d'EUTM.

*15. Comme il l'avait fait avec un ministre lors du putsch en 2012.

8.

TEL EST SURPRIS QUI CROYAIT SURPRENDRE

Le 11 janvier 2013, le jour se lève au Mali et le consensus international ne change rien pour Sabre et pour la chasse qui restent l'arme au pied. La seule conséquence est l'annonce surprenante par la presse du débarquement à Sévaré de soldats… allemands[1]. Berlin dément immédiatement[*1].

Deux Mi-24 à Konna

Bien seules à Sévaré, les forces spéciales ne sont pas dans la meilleure posture. Le lieutenant-colonel Clément veut organiser un plan de défense, mais la tâche est quasi impossible vu l'interdiction de sortir de l'aéroport qui lui a été spécifiée. Comment placer des postes de combat sans savoir où est l'ennemi ? Au tour donc du colonel de rédiger un message très lourd de sens à l'attention du commandement de Sabre à Ouagadougou : si Sévaré tombe, les djihadistes pourront déferler jusqu'à Bamako car il n'y a plus rien derrière. Avec les quelques libertés qui leur sont finalement accordées, ses hommes mettent sur pied un dispositif sommaire. L'enseigne de vaisseau Simon s'occupe de mettre les blindés locaux en batterie, en les braquant sur les positions que les Maliens eux-mêmes sont allés repérer, à moto, après avoir ôté leur uniforme. Le commandant des T55 et des BM21, le capitaine Pascal Berthé, se montre déterminé, efficace. D'emblée, il a lié avec le commando marine une relation d'estime réciproque, qui vaut à ce dernier le surnom d'« officier sac à dos », celui que les Maliens donnent à leurs officiers sortis du rang, puisqu'ils ont vite compris, à son anticonformisme, que tel était son cas. Ensemble, ils partagent la défiance usuelle du commandement pour l'artillerie.

« On sait utiliser nos pièces, décrit le capitaine, mais personne ne nous fait confiance !

– Comme chez nous[2] ! », lui confirme le lieutenant.

Vers 8 heures du matin, un Atlantique-2 signale un rassemblement considérable de pick-up à Konna. À ne pas en douter, des chefs figurent dans la centaine d'individus qui fêtent autour d'un méchoui la prise de la ville. Ce comportement témoigne de l'insouciance ennemie, qui n'a donc manifestement pas encore eu connaissance de l'arrivée des forces spéciales à Sévaré. Et pour cause, les services français ont coupé le réseau de téléphonie mobile, une manœuvre assez facile à réaliser grâce à l'informatique. Il ne reste que le téléphone satellite qu'il n'est pas question de perturber en revanche car, bien écouté, il permet de localiser son propriétaire… La réunion à Konna serait une cible rêvée pour un hélicoptère Tigre, mais Sabre n'en dispose pas encore au Burkina. Simon pense donc aux deux Mi-24 maliens qui ont été acheminés de Bamako. « Il a fallu regonfler à bloc leur moral, note un officier présent sur place, car ils n'avaient pas du tout envie de repartir vers Konna[3] ! » Pour bien s'assurer du résultat de leurs tirs, les forces spéciales les équipent de caméras sur leurs casques. Après un dernier briefing de Simon, qui les conseille pour approcher la zone en toute discrétion, les appareils décollent, les paniers remplis de roquettes. Connaissant bien la région, ils décident de suivre la rivière et non pas le chemin préconisé par le Français, puis se mettent en position de tir, guidés à la radio par les FAC des forces spéciales. Bientôt ils annoncent « but ! » à la radio même si une de leurs armes s'est enrayée. « Ils ne se sont pas compliqués la vie, témoigne un officier de Sabre. Ils se sont installés en stationnaire face aux objectifs que nous leur avions donnés et ils ont

arrosé au canon tout ce qui se trouvait devant eux[4]. » Des civils l'ont payé de leur vie comme ne tarderont pas à le rapporter Human Right Watch et Amnesty[5] qui, incriminant la France par erreur, évoquera cinq morts, dont une mère et trois de ses enfants.

Au retour des appareils, l'état-major malien refuse de les rengager, mais le coup a déjà été sévère pour un ennemi habitué à triompher. Les forces spéciales se forcent à peine pour accueillir les équipages en héros, tous les Maliens oubliant d'un coup leurs déboires.

Naissance d'une guerre

À Paris, l'ambiance reste très lourde. « L'impression assez générale, témoigne un conseiller à l'Élysée, était que Sévaré allait tomber et que ce serait grave pour le Mali[6]. » L'analyse de la DGSE en serait-elle responsable, comme certains l'en ont accusée ? Le tableau catastrophique dépeint par les forces spéciales depuis le 10 est en tout cas venu la corroborer. Avant même le conseil de défense qui doit débuter à 11 heures 30, et selon plusieurs sources depuis deux jours déjà[7], le président de la République a pris sa décision sans rien en dire : la France ne peut pas ne pas intervenir. Cependant, ses premières paroles au début de la réunion sont pour demander : « Y va-t-on[8] ? » « Il y avait trois possibilités, note l'une des personnes présentes. Soit on ne faisait rien et on évacuait le COS. Soit on renforçait le COS pour faire passer le message à l'ennemi que c'était le dernier avertissement. Soit on agissait au vu d'une agression considérée comme caractérisée[9]. » La force des arguments présentés par le ministre de la Défense aidant, la grande majorité des participants est pour la troisième option. Le dernier à s'exprimer, François Hollande engage la France dans un nouveau conflit. « Ses ordres ont été très clairs, relate l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées, qui est assis à la table. En un, "stoppez l'ennemi". En deux, "aidez le gouvernement malien à reconquérir le pays". En trois, "détruisez les terroristes" – ce sont ses mots exacts. Enfin, il a conféré aux armées françaises une mission permanente : cherchez les otages et préservez-les bien sûr en cas d'opérations à proximité[10]. »

Ce sera la feuille de route des armées françaises, que Jean-Yves Le Drian présentera à la presse le lendemain. D'ores et déjà, elle ne se limite pas à un coup d'arrêt, mais fixe bien pour objectif la reconquête de l'intégralité du territoire malien. Peu le relèveront sous le coup de tonnerre que représente le déclenchement d'une opération depuis toujours annoncée comme proscrite. Son nom est choisi dans un couloir de l'état-major des armées : en compulsant la liste de ceux qui n'ont pas encore été utilisés, la première idée est Cimeterre. Mais la référence, même lointaine, au sabre arabe est jugée inopportune. Ce sera donc Serval, un animal de taille modeste, se moqueront certains, mais un félin, à l'agilité et la rapidité qui annoncent ce que seront les actions françaises.

Les reins ou la tête ?

L'envergure de la mission définie par le président de la République suppose toutefois un déploiement massif de troupes qui, forcément, nécessite du temps. La France peut-elle rester passive dans l'intervalle ? Pour toutes les autorités, il est évident que non. Que la situation à Sévaré soit tragique ou simplement préoccupante, il faut impérativement rebattre les cartes en signifiant l'implication directe d'un nouvel acteur.

À court terme, le choix ne peut se situer qu'entre les forces spéciales et la chasse, et il dépend de l'effet recherché. Vu l'art de la dissimulation des djihadistes, il est à craindre que les bombardiers ne voient pas les pick-up à leur altitude. Il faudrait pour cela qu'un des guideurs des forces spéciales s'infiltre au sol avec le délai d'un ou deux jours imparti, et surtout le risque de la capture d'un soldat français dont l'effet, aux premières heures de l'opération, serait catastrophique. *A priori,* les Mirage de N'Djamena interviendraient donc alors plutôt sur l'un des soixante-quatre dossiers d'objectifs que le CPCO leur a transmis depuis plusieurs jours, des cibles fixes, comme un PC de commandement ou un dépôt logistique.

Pour sa part, Sabre dispose d'hélicoptères au Burkina. Volant plus près du sol, ils seraient plus à même de repérer des véhicules. D'un côté donc, une frappe lourde, mais en arrière du front ; de l'autre, un raid très ciblé, mais en première ligne. La chasse casse les reins de l'ennemi quand le COS lui envoie un uppercut au visage.

Cet aspect psychologique est le plus important à prendre en compte puisqu'il est établi qu'aucune de ces deux actions ne permettra à elle seule de mettre un terme à l'offensive. Deux arguments font finalement pencher le commandement en faveur de Sabre. En premier lieu, la capacité des forces spéciales à surgir là où les djihadistes ne peuvent éventuellement s'attendre qu'à une action aérienne, eux qui, manifestement, ignorent encore la présence de Sabre à Sévaré. Le second argument présenté par le chef d'état-major des armées en conseil de défense est peut-être le plus « parlant » pour des politiques : comme le lieutenant-colonel Stéphane S. l'a couché dans son rapport, il faudrait trois heures et demie à la chasse pour agir ; Sabre serait capable d'intervenir en une heure et demie seulement. Le président de la République se range à l'avis de l'amiral Guillaud qui préconise donc un raid du COS.

La décision paraît logique : en cas d'urgence, mieux vaut privilégier l'option la plus rapide. Mais la situation est-elle à ce point désespérée ? Si le sort de Sévaré se jouait vraiment à deux heures près, pourquoi alors ne pas avoir lâché Sabre ou la chasse dès les minutes suivant la délibération à New York, voire la réception de la lettre du président Traoré ? L'effet de sidération aurait été le même. Or le conseil de défense ne se tient qu'à 11 heures 30, après une cérémonie de vœux au corps diplomatique où le président de la République annonce déjà que la France va répondre à l'appel à l'aide des Maliens, et la frappe des hélicoptères, elle, ne surviendra qu'à 16 heures. Cinq heures et demie se seront donc écoulées depuis la réunion à l'Élysée, soit finalement un délai supérieur de deux heures à celui réclamé par la chasse pour frapper depuis le Tchad, elle que le chef d'état-major de l'armée de l'air a fait passer en alerte 30 minutes depuis 8 heures 30…

L'urgence ne paraît donc pas avoir été la cause primordiale du choix. Ou plutôt, une autre sorte d'urgence, non pas militaire, mais politique. En mettant en avant l'option forces spéciales, le chef d'état-major des armées sait par avance qu'il assouvit l'obsession de tous les dirigeants de ces dernières années de pouvoir annoncer au plus vite la mise en application de leur décision. De fait, témoigne un conseiller de l'Élysée, « le président de la République a voulu que sa déclaration d'engagement soit suivie au plus vite d'une action très frappante, dans la journée[11] ». À l'Élysée comme à l'état-major des armées, flotte le souvenir agréable du démarrage d'Harmattan quand Nicolas Sarkozy avait pu annoncer à des chefs d'État estomaqués, prestement réunis à la présidence, que l'armée de l'air française était déjà en action.

Les plus critiques crieront à la manipulation dangereuse par les politiques de l'outil guerrier. Car cette décision a une conséquence : les forces spéciales vont devoir évoluer de jour, avec des Gazelle non blindées puisque les Tigre ne sont pas disponibles, face à des djihadistes dont tous les services de renseignement s'accordent à dire qu'ils sont en possession de mitrailleuses antiaériennes. « J'ai exposé la donne au président de la République, relate l'amiral Guillaud. Je lui ai dit que les hélicoptères s'engageraient dans la boule de feu, à portée de riposte, que nous aurions des pertes même si nous ferions tout pour les éviter. Il m'a répondu : "On y va !"[12] »

La gestion du discours politique de fait est aussi une arme, et avec les forces spéciales à Sévaré, François Hollande en double la portée. Rapprocher au maximum le premier tir de la déclaration de lancement d'une opération est la meilleure illustration de l'inébranlable volonté de la France. En le confiant de surcroît aux forces spéciales, synonyme partout dans le monde d'un investissement total, le président de la République démontre aux djihadistes qui ont la folie de se prendre pour Alexandre, aux Maliens du sud qui semblent plus préoccupés par leurs querelles intestines que par le sort du Nord, aux Européens qui lambinent depuis des mois, aux Américains qui réclament à cor et à cri une implication supérieure de la France, combien son gouvernement est déterminé à résoudre enfin la crise.

L'effet Élysée ?

Après la date et la tactique de l'attaque djihadiste, l'attitude de François Hollande constitue peut-être la troisième surprise de ce début d'année 2013. Le chef de l'État en effet ne demande pas seulement d'arrêter les djihadistes, ni même de les refouler, mais bien de les « détruire », verbe à peine moins dur que celui qu'il implique et que mêmes les armées ont désormais la pudeur de ne plus employer : tuer. François Hollande le confirmera lui-même le 15 janvier, en visite aux Émirats arabes : ses intentions, concernant les djihadistes, sont de « les détruire, les faire prisonniers *si possible* et faire en sorte qu'ils ne puissent plus nuire[13] ». En réalité, et ceci n'a jamais été révélé, les termes employés par le Président au conseil de défense du 11 janvier auraient été beaucoup plus guerriers encore. « Dans le quadrilatère Léré-Diabaly-Sévaré-Konna*2, aurait-il affirmé, puisqu'il n'y a pas de forces maliennes, vous avez tir libre et j'assume[14]. » Tir libre, c'est-à-dire la possibilité pour les militaires français d'ouvrir

le feu dès qu'ils ont repéré un véhicule suspect, sans avoir à attendre l'autorisation de leur hiérarchie. La résolution doit être totale, et la confiance absolue dans l'appareil militaire, pour que le pouvoir politique l'accorde.

Ce bellicisme étonne de la part d'un homme considéré comme peu familier jusqu'alors de la chose militaire[*3], qui avait fait campagne sur l'accélération du retrait en Afghanistan, qui optait à peine deux semaines plus tôt, dans le même conseil de défense, pour une implication a minima au Mali, et qui finit donc par décider une intervention volumineuse hors mandat explicite de l'ONU. Le baptême de Serval souligne la force donnée par la Ve République à la chaîne de commandement française, adossée à l'institution du conseil de défense dont la nouvelle majorité avait initialement décidé de faire un usage plus mesuré que la précédente.

François Hollande, de fait, ressemble beaucoup moins à Jacques Chirac, qui n'avait pas voulu choisir entre Gbagbo et la rébellion nordiste en 2002, qu'à Nicolas Sarkozy, en décidant aussi rapidement et de manière aussi tranchée que ce dernier l'avait fait en Libye. De là, les regards jaloux de la plupart des gouvernants alliés, obligés, eux, de composer avec des procédures longues qui lestent leur réactivité militaire. L'efficacité est telle en France que, constat tout de même des plus cocasses, l'Assemblée nationale est la première à se féliciter d'être mise sous la touche. Ainsi sa mission d'information sur Serval se plaira-t-elle à souligner dans son rapport final que « d'autres pays, comme l'Allemagne, sont davantage dépendants d'un processus parlementaire limitant de fait la réactivité nécessaire face à une situation telle que celle qu'a connue le Mali avec l'offensive brusque des GAD vers le sud[15] ».

La détermination du président de la République surprend ensuite en raison de sa personnalité même. Comment peut-il faire preuve d'une telle fermeté, lui qui est raillé de toutes parts, y compris dans son clan, pour son indécision ? À dire vrai, François Hollande n'a pas changé de méthode par rapport au temps où il était premier secrétaire du parti socialiste. Sa position, en faveur d'une intervention, il ne l'a communiquée à quasiment personne avant le conseil de défense. Or chacun n'a fait que le conforter, l'un après l'autre, au premier rang desquels le si précieux Jean-Yves Le Drian. Seul Érard Corbin de Mangoux, directeur de la DGSE, aurait exprimé des doutes sur la viabilité d'une opération d'ampleur en pointant les risques encourus par les otages, et les répercussions dans la région. « Les services travaillent sur le long terme, expose un ancien directeur à Mortier. Il ne s'agit pas pour nous de donner un grand coup de balai, puis de changer de pays. Nous, nous restons sur place. Il faut donc veiller à ce que les coups portés soient très ajustés afin que les conséquences des frappes ne se révèlent pas plus graves *in fine* que ce qui les a motivées à l'origine[16]. »

L'attitude de Corbin de Mangoux est parfois interprétée comme une volonté de conserver la mainmise de la DGSE sur le Mali. Or il est très habituel qu'un directeur de service de renseignement incite à la prudence lorsque l'émulation guerrière gagne les esprits. De surcroît, le matin du 11 janvier, il est davantage tourné vers la Somalie où se prépare, dans quelques heures, la tentative de récupération de l'agent Denis Allex, détenu depuis trois ans par les Shebab dans d'affreuses conditions. À la caserne Mortier, il a de fait institué une cellule de crise *ad hoc* qui fonctionne depuis des mois, 24 heures sur 24. Tout le personnel concerné, ou presque, s'y est relayé, dramatisant une affaire dont chacun a fait une histoire personnelle.

Il faut noter enfin que la réticence exprimée par Érard Corbin de Mangoux est exactement à contre-courant de la délivrance ressentie par ceux des siens qui, depuis une dizaine d'années, mènent en réalité au Sahel une guerre qui ne dit pas son nom. À son échelle, la DGSE y a même mené un travail d'attrition : à partir de 2005, elle a discrètement saboté des caches d'armes, surtout des stocks d'essence, laissant fort dépourvus ceux qui pensaient pouvoir s'y ravitailler. Mais le phénomène djihadiste a trop pris d'ampleur et le refus d'ATT, par intérêt ou par crainte, d'apporter le concours de ses services a par avance condamné l'efficacité d'actions ciblées.

Tels les soldats isolés au front, ravis de voir le 7e de cavalerie surgir enfin en renfort, la DGSE espère donc que l'armée française saura la suppléer pour donner le grand coup de balai dans la région qu'elle-même n'a ni les moyens humains ni les ressources matérielles de mettre en œuvre. En cela, Serval est le témoin manifeste de l'explosion du danger djihadiste en Afrique. Quant aux otages, dont elle ignore le 11 janvier la localisation, la DGSE parie sur le *statu quo* de leur condition : les Français ont trop de valeur marchande certes, mais surtout politique, pour être exécutés en représailles. Au mieux, ils seront mis en sécurité, comme une monnaie d'échange potentielle ; au pire, ils serviront de boucliers humains même si AQMI et le Mujao n'ont jamais recouru à cette extrémité. Et de toute façon, le président de la République a réaffirmé la séparation totale entre le traitement de leur cas et les opérations engagées au Mali. Les djihadistes sont au moins d'accord sur ce point : jamais ils ne conditionneront la libération des otages à l'arrêt des combats.

La preuve par le sang

À peine le conseil de défense s'est-il terminé vers 12 heures 30 que la machine militaire démontre son savoir-faire. Rentré boulevard Saint-Germain, le chef d'état-major des armées communique les ordres du président de la République au sous-chef opérations, le général Castres, qui lui-même les transmet au CPCO. « Il faut taper à 15 heures 30 », apprend de sa bouche le chef de la cellule de crise à peine ouverte, le capitaine de vaisseau Pierre V., tout juste rentré du Tchad.

Le feu vert est transmis au colonel Luc à Ouagadougou à 14 heures. Dix minutes après, deux Gazelle décollent de Djibo, au Burkina. Pour les guider, elles ne peuvent compter ni sur un appui au sol pour des raisons de sécurité et de timing, ni sur leurs camarades du Poitou : après plus de douze heures de vol – une redoutable épreuve de nuit, dans une cabine non pressurisée –, le C-130 doit absolument se poser. Son remplaçant le plus idoine serait un des Atlantique-2 basés à Dakar, mais eux aussi ont atteint leurs limites. « Pour assurer une permanence à H24, explique leur chef, le capitaine de corvette Olivier R., il nous aurait fallu cinq avions et sept équipages. » Or le 11, ils ne sont encore respectivement que deux et trois. Il ne reste donc que l'avion de la DGSE qui indique aux Gazelle un premier groupe de pick-up, avant de le perdre ; il est vrai que ses capteurs sont moins performants que ceux du C-130 ou de l'Atlantique-2.

Les équipages ne veulent pas rentrer sans avoir frappé et peu importe la cible, une voiture, un blindé, un campement : il faut pouvoir affirmer que la France a parlé. Le détachement à Sévaré compte deux FAC, un des commandos de l'air, l'autre des commandos marine, qui disposent des coordonnées d'un rassemblement de pick-up indiqué un peu plus tôt par les Maliens. Les Gazelle en prennent donc la direction. Sans que leurs camarades au sol aient eu le temps de les prévenir de la présence de batteries antiaériennes, un premier appareil est touché, puis l'autre après sa passe canon. « Nous n'avons pas vu, explique Luc, qu'il y avait une forte concentration de troupes dans la forêt qui a déclenché un feu d'enfer au passage de nos camarades. Il ne s'est agi pour la plupart que de tirs de kalachnikov, mais comme les forces spéciales ont pour habitude de voler bas, les deux appareils ont été impactés[17]. »

Même si un pick-up et ses quatre occupants ont été détruits au missile Hot, l'opération Serval débute sous de mauvais auspices comme l'illustre la première Gazelle sur le retour. Elle n'a été touchée que par une seule balle qui a atteint au mollet gauche le co-pilote, chef de la patrouille, le lieutenant Damien Boiteux. Par réflexe, pour arrêter l'hémorragie, « Bruce » (son nom de code) s'est emparé du garrot à l'épaule gauche de son pilote. Pourtant, il continue à se vider de son sang durant les vingt minutes de vol, le projectile ayant poursuivi sa trajectoire pour aller se ficher dans son aine droite. En ouvrant la portière, livide, il s'effondre sur le tarmac. Des secours lui sont aussitôt administrés, ses camarades et l'infirmière se relayant pendant une heure pour lui masser le cœur tout en lui injectant des poches de sang afin de compenser l'hémorragie. Des hommes, pourtant des plus endurcis, se refusent à regarder : « c'est le genre d'images qui obsède par la suite », explique l'un d'eux.

Pendant ce temps, l'angoisse monte entre Sévaré et Paris : la seconde Gazelle est dans l'obligation de se poser en crash au nord de Sévaré, en zone ennemie donc. Grosse frayeur pour le pilote qui ne peut éviter de penser à son père mort exactement dans les mêmes circonstances. Comme deux autres hélicoptères sont alors en phase d'approche de Sévaré, le lieutenant-colonel Clément décide de les envoyer d'urgence sur zone. L'enseigne de vaisseau Simon court vers le plot d'atterrissage afin qu'ils ne coupent pas les moteurs et pour leur donner les positions GPS. Heureusement, les djihadistes ne sont pas dans le secteur. En quelques minutes, le groupe CTLO récupère l'équipage qui est indemne et tout le matériel sensible, avant de détruire la machine et de revenir à bon port. Le général Gomart ordonnera néanmoins d'y retourner pour avoir la certitude que l'ennemi ne se pavanera sur les écrans avec un bout de carcasse estampillée armée française. Il veut une Gazelle réduite en cendres, et la photo qui le prouve ! Le capitaine Yvan du 1er RPIMa s'en chargera, de nuit.

À 17 heures 30, François Hollande apparaît à la télévision pour annoncer l'entrée en guerre des forces françaises. « Cette opération durera le temps nécessaire », précise-t-il, sans mentionner la mort du lieutenant Boiteux qui ne sera rendue publique que le lendemain. Un délai qui s'impose pour laisser la famille vivre seule le début de son deuil, et qui permet aussi aux politiques de ne pas assombrir d'emblée l'horizon de Serval. Mais cela n'empêche pas certains de leur imputer la responsabilité du bilan mitigé du premier raid. En résumé : si l'Élysée n'avait voulu un coup d'éclat dès l'après-midi, les forces spéciales auraient pu attendre la nuit qui leur est tellement plus favorable.

D'autres griefs sont ajoutés. D'abord, faute de budget, le nombre insuffisant – dans toute l'armée de terre en général – du dernier né de la flotte d'hélicoptères d'attaque, le Tigre, mieux protégé, et surtout beaucoup plus puissant qu'une Gazelle. Les exemplaires des forces spéciales, qui réclamaient depuis octobre d'en affecter au Burkina, sont retenus par l'Afghanistan, ainsi que par l'opération prévue en Somalie où, au demeurant, ils seront d'un immense secours pour le Service Action[*4]. Pour la même raison, d'aucuns déplorent le recours à l'avion de la DGSE qui souligne une autre faiblesse bien connue des armées françaises : la modestie de leurs moyens ISR[*5].

Dans nos sociétés modernes où l'on refuse la mort, les circonstances de la disparition d'un homme au combat sont désormais décortiquées afin de tenter de démontrer comment elle aurait pu être évitée et donc à qui il faut en faire porter la responsabilité. Ce débat est sans fin. Qui pourrait jurer par exemple que la Gazelle du lieutenant Boiteux n'aurait pas également été mitraillée de nuit ? Ou qu'un Tigre n'aurait pas connu le sort que deux d'entre eux subiront le mois suivant dans l'Adrar ?

Seule compte la réaction des hommes quand ils reçoivent leur mission juste avant le décollage. Or, selon les témoignages, aucun des équipages n'a maugréé en apprenant qu'il leur faudrait voler de jour. « En cinquante ans, soit depuis l'Algérie, relate le capitaine de vaisseau Pierre V. au CPCO, c'est la première fois que ce mode d'action se solde par un mort. Les Américains l'appliquent en permanence avec des succès considérables à la clé[18]. »

La prise de risques est un des facteurs de puissance ; nombre de pays, en ne se laissant plus guider que par la prudence, ont perdu toute influence dans le monde. Quand elle s'engage dans l'armée française, la nouvelle recrue sait qu'elle s'expose à donner sa vie dans des conditions que, la plupart du temps, elle ne maîtrisera pas. L'individualisme qui a triomphé dans une large partie de l'Occident amène souvent à conclure qu'elle meurt « pour rien ». Dans le cas de Damien Boiteux, il n'est sans doute pas d'expression plus inappropriée.

Tout d'abord, les djihadistes stoppent net leurs efforts. « Nous n'étions pas sûrs du tout, avoue l'amiral Guillaud, de pouvoir les arrêter au premier jour. Or dès le soir venu, ils se sont repliés sur Konna et Douentza[19]. » Dans les semaines à venir, tout concourra – interceptions téléphoniques, interrogatoire de prisonniers – pour confirmer que l'ennemi est resté incrédule face au jaillissement de l'armée française l'après-midi du 11 janvier.

Mais la mort du lieutenant a aussi des effets saisissants de l'autre côté. Au sein des forces spéciales, la nouvelle est encaissée avec professionnalisme. « On s'attendait à de la riposte, explique le colonel Luc, et nous avions l'expérience du feu depuis l'Afghanistan, à l'exception de Damien Boiteux qui râlait de ne jamais avoir été dans les bons coups[20]… » La mort d'un compagnon est de ces instants cruciaux de la vie d'une unité. Luc choisit de ne pas tomber dans la grandiloquence ni de crier vengeance. « D'abord l'ennemi, lance-t-il, nous veillerons ensuite notre camarade. » La même envie de se montrer à la hauteur du sacrifice consenti par le lieutenant touche toutes les unités françaises s'apprêtant à s'engager. « La mort de Damien Boiteux, relate ainsi le colonel Laurent Rataud qui commande la force Épervier au Tchad, a immédiatement cristallisé les énergies des équipages et fait resurgir la symbiose naturelle qui existe entre le personnel au sol et les navigants dans les coups durs. Tout le monde était désormais uni pour rendre aux djihadistes la monnaie de leur pièce[21]. »

Mais la conséquence la plus remarquable du drame du 11 janvier est le changement immédiat d'attitude des soldats maliens. À Sévaré, Sabre note dans leurs regards un regain de combativité qui se propage dans l'ensemble du pays. « Tous les Maliens me parlaient de la mort de Boiteux, relate le colonel Paul Gèze, qui ne va pas tarder à atterrir à Bamako. Elle les a regonflés à bloc, eux qui paraissaient si désemparés, car ils ont compris que les Français étaient prêts à mourir pour eux. L'évêque de Bamako, venu dire la messe au camp quelques jours plus tard, a pleuré en l'évoquant[22]. »

Une guerre contre le terrorisme ?

L'annonce de la mort du lieutenant Boiteux ne changera rien au consensus de la classe politique, bien plus à l'unisson derrière François Hollande qu'elle ne l'avait été derrière Nicolas Sarkozy. Personne ne relève la volte-face sur l'engagement de la France au Mali.

Il est vrai que, surtout les deux premiers jours, l'Élysée et le gouvernement vont se relayer pour placer l'enjeu à un niveau de gravité qui ne souffre pas la polémique. Ainsi, pour la première fois depuis des décennies, l'exécutif n'hésite-t-il plus à employer le mot « guerre » qui faisait frémir ses prédécesseurs. Sa manière d'identifier l'ennemi est aussi à souligner. François Hollande déclare le 12 janvier : la France « n'a d'autre but que la lutte contre le terrorisme ». Jean-Yves Le Drian insiste le 13 : « La France est en guerre contre le terrorisme[23]. » Laurent Fabius précise le 14 : la France a bloqué la progression de « terroristes criminels[24] ». Même dramatisation dans l'exposé des motivations ennemies : prenant la roue du gouvernement, le président de l'UMP Jean-François Copé estime qu'« il était grand temps d'agir [afin d']entraver l'établissement d'un État narcoterroriste[25] », quand le Premier ministre Jean-Marc Ayrault avance la nécessité de « contribuer à stopper la menace terroriste, qui menace non seulement le Mali et l'Afrique, mais qui menace aussi la France et l'Europe[26] ». Le porte-parole du Mujao Omar Ould Hamaha répond dans la même veine le 12 : « Les Français ont déclenché une machine incontrôlable. Ils viennent d'ouvrir les portes de l'enfer et vont en subir les conséquences[27]. »

À la surprise de l'engagement, s'ajoute donc celle de la dialectique rappelant étonnamment, de la part d'un gouvernement socialiste, celle des néo-conservateurs américains et leur « Global War on Terror ». Elle n'est pas totalement inédite : en juillet 2010, après la mort de l'otage Michel Germaneau, l'UMP François Fillon, alors Premier ministre, avait évoqué une « guerre contre Al-Qaida[28] », expression il est vrai moins globalisante.

Dans quelle mesure les autorités françaises partagent-elles ce qui avait valeur de foi au sein de l'administration Bush : tous les adversaires des armées françaises sont-ils vraiment des « terroristes » ? AQMI, par son passif, par ses déclarations violentes visant la France, par sa composition presque exclusivement étrangère au Mali, est incontestablement à ranger parmi les organisations terroristes internationales.

Plus complexe déjà est la situation du Mujao, aux méfaits condamnables en Algérie qui est sa principale cible, ce qui lui vaut de figurer comme AQMI sur la liste des mouvements terroristes tenus à jour par le Département d'État américain, mais qui compte beaucoup plus de Maliens. Les deux organisations sont les acteurs les plus proches de ce « Malistan » ou de ce « Sahelistan » annoncé souvent comme une réalité, mais que les services de renseignement ne décrivent pour l'heure qu'en gestation. En effet, si des attentats ont bien été commis à l'extérieur du Mali par des individus venus de l'intérieur, l'autre versant du djihadisme, l'afflux de volontaires étrangers, n'est pas encore ressenti comme une menace réelle. Serval démontrera la présence dans les rangs adverses d'Égyptiens, de Soudanais, de Maghrébins, entre autres, mais les filières vers l'Europe, elles, sont encore insignifiantes comme en atteste la DCRI qui les surveille en étroite relation avec la DGSE : « Peu d'attrait pour le Mali a été constaté avant 2012, note une source proche. Il y avait eu une légère accélération depuis trois ans avec le Sahelistan, mais cela ne concernait qu'une poignée d'individus. Il y a eu très peu de départs, qui ont tous été identifiés[29]. » De fait, en un an, ils sont, en tout et pour tout, quinze[*6]. Pour l'Afghanistan, entre 2001 et 2011, ils avaient été cinquante. Pour la Syrie, ils sont déjà plus de sept cents… Les raisons en sont simples : il est beaucoup plus facile de prendre un billet pour la Turquie, qui ne demande pas de visa, puis de traverser la frontière syrienne et de prendre part presque aussitôt à des affrontements urbains, que de gagner Kidal et ses conditions insupportables, entre la chaleur et la caillasse. « D'autre part, souligne un ancien officier de la DCRI, partir au Mali, c'est partir en guerre ouvertement contre la France. En Syrie, le djihad avait reçu la bénédiction des politiques et des médias qui disaient tous que Bachar el-Assad était un monstre[30]. »

L'importation du djihadisme sahélien cependant peut prendre deux autres formes : la venue en France d'une cellule dormante – c'est le modèle des attentats de 1995 ; ou l'autoradicalisation d'individus qui se vivent comme les victimes de la société et prennent prétexte d'un conflit comme le Mali pour sévir isolément avec une arme de poing ou une bombe fabriquée grâce à Internet[*7]. Le Mujao promettra ainsi le 14 janvier de « frapper le cœur de la France ». La DCRI porte un soin tout particulier aux agissements d'une vieille connaissance, Belmokhtar qui a toujours crié sa haine de la France. Mais à la date de janvier 2013, aucun canal n'a été détecté entre le Sahel et la France. Dans le cas contraire, la DCRI l'aurait annihilé. À la différence du contre-terrorisme en effet, l'antiterrorisme n'attend pas : il éteint toujours, si possible, le foyer d'incendie identifié avant qu'il ne se propage.

Reste Ansar Dine : Iyad Ag Ghali est un fondamentaliste, déterminé à prendre les armes pour défendre sa vision du Mali et de l'Islam, mais il n'a jamais exprimé de volonté de porter le fer hors des frontières de son pays, ni d'enlever d'Occidentaux, ni de commettre des attentats. Et même s'il y cédait, faudrait-il considérer ce vétéran de la cause touareg comme un « terroriste » ou comme un « résistant » ?

En ce lancement de Serval, la dialectique des autorités françaises démontre ses limites. Elle vient en effet chevaucher celle du pouvoir malien, qui se dit également en guerre contre des « terroristes », mais en pensant aux Touaregs du MNLA. « Aux yeux des dirigeants à Bamako, précise l'ambassadeur Rouyer, les Touaregs menacent l'ordre du pays, alors qu'ils croient pouvoir s'entendre un jour avec les djihadistes puisque, au fond, ce sont aussi des musulmans[31]. » Or le MNLA n'est pas Ansar, pour preuve leur séparation au printemps 2012. Le premier est irrédentiste, quand le second serait nationaliste puisqu'il vise l'instauration de la charia dans tout le pays, et pas seulement au Nord. Ansar tend à s'apparenter aux talibans pachtounes[*8] de la fin des années 1990, qui cherchaient à contrôler l'Afghanistan tout entier, et pas uniquement leur province d'origine, sans qu'ils aient pu être classés « terroristes ». Une différence majeure cependant les distingue. Si Al-Qaida a pris racine en Afghanistan après l'installation des talibans au pouvoir, au Mali c'est AQMI qui a financé et porté Ansar sur les fonds baptismaux. Nul ne peut donc jurer que de ce lien ne découleront jamais des actes *a priori* proscrits pour l'heure chez les partisans d'Ag Ghali. Un siècle d'empathie française avec les Touaregs ne saurait faire oublier la dérive récente d'une partie d'entre eux.

Il n'en demeure pas moins que, à l'instar de l'emploi du mot « guerre », l'anathème terroriste brandi par François Hollande et son gouvernement a un but : fédérer l'opinion publique française et internationale que rebuterait un savant départage entre « terroristes », « djihadistes », « fondamentalistes » et « islamistes ». Il évite ainsi l'écueil religieux, ce dont le Conseil français du culte musulman sait gré au président de la République car il

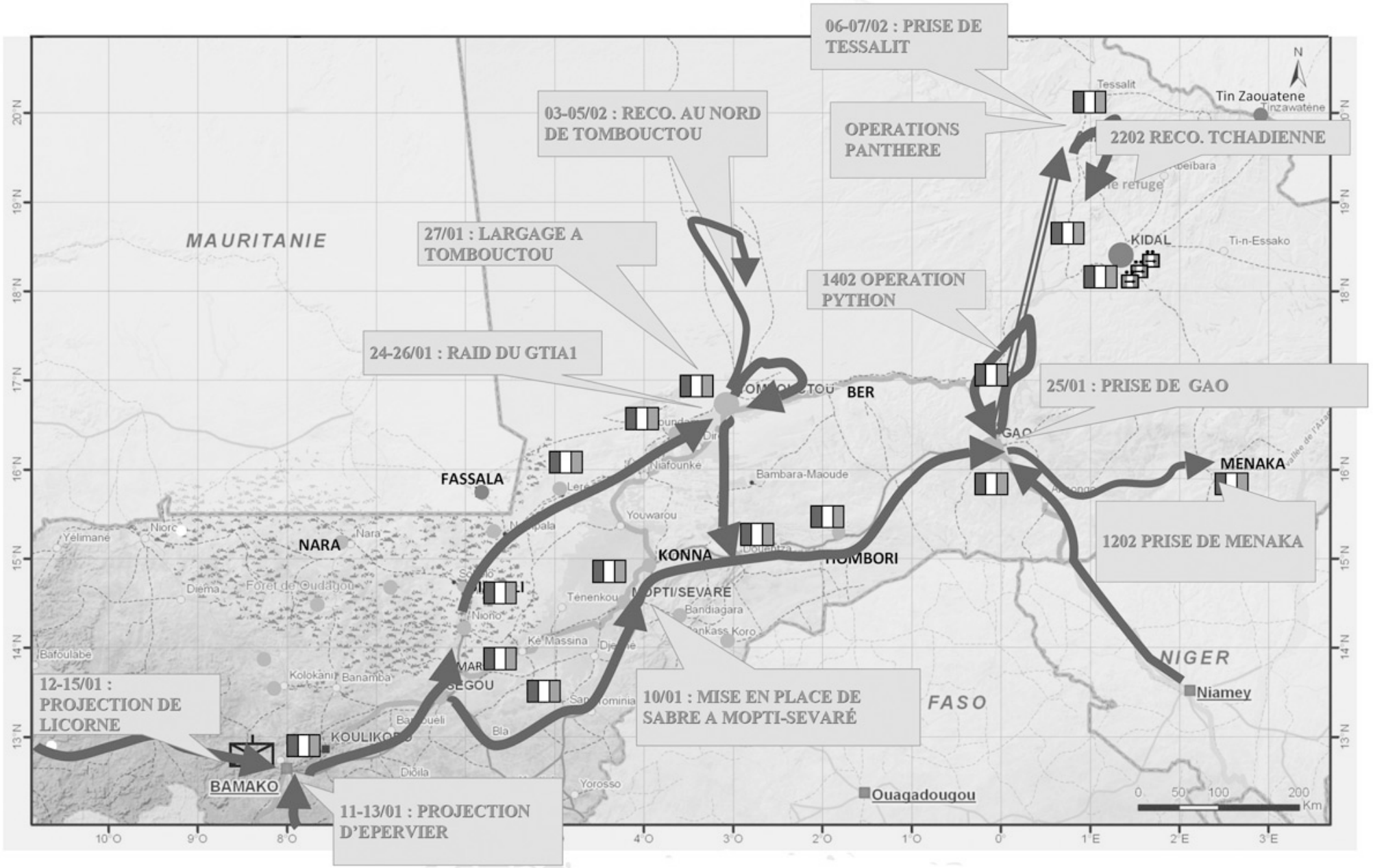
« [écarte] ainsi tout amalgame et toute confusion entre islam et terrorisme[32] ».

De surcroît, la « guerre contre le terrorisme » permet avec quelque souplesse de se raccrocher à l'article 51 de la charte des Nations unies requérant une « agression armée » pour justifier d'une intervention, ce qui serait beaucoup plus acrobatique avec une guerre civile.

Le malaise persistant autour de la légalité de l'action française au regard du droit international perce à travers la déclaration du président de la République le 12 janvier. Cherchant, pour la troisième fois en deux jours, à expliquer la donne malienne, François Hollande revient tout d'abord sur le danger terroriste, qui appelle de sa part le renforcement du plan Vigipirate. Puis il explique que la mission de la France « [qui] n'est pas achevée […] consiste à préparer le déploiement d'une force d'intervention africaine pour permettre au Mali de recouvrer son intégrité territoriale », ce qui est une interprétation de l'« appui coordonné à la MISMA » demandé par la résolution 2085. De même expose-t-il que la France agit « au nom de la communauté internationale », or aucune résolution ne l'a mandatée en ce sens…

La généralisation terroriste a ainsi deux travers regrettables. Tout d'abord, ainsi que le souligne le journaliste Jean-Dominique Merchet, « on le voit en Irak, en Afghanistan et désormais au Mali, il ne peut y avoir de solutions durables que politiques – qui passent, à un moment, par la discussion avec l'ennemi. Mais peut-on discuter avec des "terroristes criminels"[33] ? » Ensuite, l'étiquette terroriste a pour effet de « démaliniser » le contexte. Elle semble ne désigner que des causes extérieures – l'arrivée des salafistes algériens et de leurs alliés – quand les deux principales sont bien endogènes : la révolte touareg et la radicalisation d'une partie de la communauté musulmane malienne. Il est ainsi à noter que le discours de François Hollande évoluera encore. Quand son prédécesseur fera polémique en semblant s'interroger sur l'opportunité de la guerre au Mali[34], le chef de l'État ne parlera plus seulement de menaces en France, ou contre les intérêts français dans le Sahel, mais des Maliennes « à qui l'on mettait le voile sans qu'elles l'aient elles-mêmes demandé, […] qui n'osaient plus sortir de chez elles, […] qui étaient battues parce qu'elles voulaient être libres[35] ». Or dans ce cas, ce n'est plus le terrorisme qui est combattu, mais le fondamentalisme, le même qui est en vigueur dans des dizaines de pays, et même dans certaines banlieues en France…

À force de ne pas assumer ce lien si particulier qui l'unit à l'Afrique, la France s'emberlificote dans des explications qui finissent par jeter un voile inutile de suspicion sur un élan à l'origine compris par tous.


06-07/02 : PRISE DE TESSALIT
03-05/02 : RECO. AU NORD DE TOMBOUCTOU
OPERATIONS PANTHERE
2202 RECO. TCHADIENNE
27/01 : LARGAGE A TOMBOUCTOU
1402 OPERATION PYTHON
24-26/01 : RAID DU GTIA1
25/01 : PRISE DE GAO
1202 PRISE DE MENAKA
12-15/01 : PROJECTION DE LICORNE
10/01 : MISE EN PLACE DE SABRE A MOPTI-SEVARÉ
11-13/01 : PROJECTION D'EPERVIER
MAURITANIE
FASO
NIGER
BER
FASSALA
NARA
KONNA
MOPTI/SEVARE
HOMBORI
GAO
MENAKA
KIDAL
Tin Zaouatene
Tessalit
Niamey
Ouagadougou
BAMAKO
KOULIKORO
Niafounké
Bambara-Maoude
Youwarou
Ténenkou
Bandiagara
Ké Massina
Niono
Diéma
Yélimané
Bafoulabé
Kolokani
Banamba
Bla
Diôila
Yorosso
Ti-n-Essako
Tinzawatène
Tessalit
Forêt de Oudagou
0 50 100 200 Km
10°O 9°O 8°O 4°O 3°O 2°O 1°O 0° 1°E 2°E 3°E
20°N 19°N 18°N 17°N 16°N 15°N 14°N 13°N

4. Coup d’arrêt et reconquête du Mali.
© EMA

*1. Le trouble se propage lorsque la feuille d’informations *Intelligence Online* annonce, elle, le 11 janvier, l’arrivée à Sévaré de la 11e brigade parachutiste. Mais il est vrai qu’elle ne prend alors qu’un peu d’avance sur les événements…

*2. C’est-à-dire sur les deux fuseaux est et ouest.

*3. Même si, en tant que député-maire de Tulle, il a dû ferrailler contre l’arrêt local des activités d’armement du GIAT Industries.

*4. L’absence de Tigre est une nouvelle preuve de l’absence de préméditation des autorités françaises qui, si elles avaient prévu d’intervenir en janvier, en auraient envoyé plusieurs dans la région.

*5. Intelligence, surveillance, and reconnaissance.

*6. Parmi eux, Cédric Labo Ngoyi Bungenda, un animateur social à Asnières, arrêté par la police nigérienne le 2 août juste avant son passage au Mali. La cellule à laquelle il appartenait – trois Franco-Congolais et un Malien qui fréquentent tous régulièrement la mosquée salafiste de l’Haÿ-les-Roses – sera appréhendée le 5 février.

*7. Comme les deux individus qui seront arrêtés à Marignane le 28 février 2013 et chez qui seront retrouvés cent grammes de PAPT et… 1 590 kilos de fuel-nitrate : de quoi raser un quartier !

*8. Même si leurs rangs comptent aussi des Tadjiks (qui formaient par exemple la propre garde personnelle du Mollah Omar).

9.

LA CONVERGENCE DES FORCES

Parce qu'elles s'y sont depuis longtemps préparées, les armées françaises ne sont pas surprises par le fait de devoir intervenir au Mali, mais par la rapidité de la décision. « Nous étions, expose leur chef d'état-major, dans la position de l'entrepreneur qui a bien préparé ses matériaux car il sait qu'il a une maison à construire, mais sans savoir quand, où et avec quels plans[1]. » Le 11 janvier, de retour du conseil de défense, l'amiral Guillaud a enfin pu en dire plus à son sous-chef opérations sur les intentions du chef de l'État : « D'abord, arrêter l'offensive vers le sud. Ensuite, chasser les groupes armés djihadistes de toutes les villes du Mali. Puis, désorganiser en profondeur les structures de commandement et de logistique de l'ennemi. Enfin, localiser les otages[2]. »

L'état-major des armées se félicite de la clarté du message présidentiel. « Pour la Libye, relève un ancien haut responsable, nous étions partis au combat sans les buts de guerre qui ne sont venus qu'ensuite ; la chute de Kadhafi n'était jamais assumée. Là, la feuille de route était limpide[3]. » De surcroît, les généraux notent l'absence de date butoir alors que Nicolas Sarkozy avait insisté pour que des résultats soient enregistrés avant le 14 juillet. François Hollande répétera dans les jours suivants que les militaires disposent du « temps nécessaire ». Serval s'annonce ainsi comme le scénario idéal pour l'armée française : un but clair, une liberté totale de moyens, un pays très bien connu, le tout en franco-français puisque l'opération est lancée dans le cadre des relations bilatérales avec le Mali.

Épervier et Licorne en approche

Le plus dur reste à accomplir : façonner l'outil apte à répondre aux attentes des politiques. Le capitaine de vaisseau Pierre V. a pris la tête de la cellule de crise du CPCO, conjointe avec les forces spéciales, qui ne compte à ses débuts que six officiers. Même à son régime de croisière, il ne pourra compter que sur trente-cinq personnes, tournant certes en H24. De quoi stupéfier un peu plus les Américains qui ne lanceraient jamais pareille entreprise sans un état-major pléthorique, capable de vérifier le moindre boulon de la machine.

Le premier réflexe du CPCO est d'exhumer les plans les plus récents sur le Mali, dont le fameux Requin n'est qu'un exemple, et de les confronter à la situation. Comme la sentence ne consiste jamais à se contenter d'appliquer une recette préétablie, c'est là que les armées testent véritablement l'utilité des années précédentes de préparation. En premier lieu, il importe toujours de cibler les priorités. Or, après le coup d'arrêt de Sabre, une autre s'impose. « Nous ne savions pas, explique le capitaine de vaisseau Pierre V., si les djihadistes iraient à Bamako ou s'ils y provoqueraient l'effondrement des autorités[4]. »

Il ne peut être question cependant d'en laisser courir le risque. Le président de la République pointe lui-même dans la journée du 11 janvier les dangers encourus par les six mille ressortissants français à Bamako*[1]. Dans les sous-sols de Saint-Germain, est donc sorti des archives le plan Resevac, comme il y en a pour chaque ambassade française dans le monde. Les planificateurs du J5 l'ont justement révisé il y a peu en évaluant à trois compagnies l'effectif nécessaire pour s'assurer le contrôle de l'aéroport et garantir la sécurité des points de regroupement. La déduction est automatique : le CPCO actionne les deux compagnies déjà dans la région, celles

d'Épervier et de Licorne, et déclenche en métropole le plan d'alerte Guépard.

Concentré le matin sur le Mali et le Burkina, Serval élargit donc son horizon en début d'après-midi au Tchad et à la Côte d'Ivoire. À N'Djamena, le groupement terre est aux ordres du colonel Paul Gèze, patron du 21e RIMa depuis le 29 septembre. Sous ses ordres, à peu près trois cent cinquante hommes répartis entre la compagnie d'éclairage et d'appui du capitaine Pascal J., un escadron du 1er REC du capitaine Antoine D., la batterie du 3e RAMa du capitaine Emmanuel G., quatre Puma, enfin l'état-major composé en tout et pour tout de cinq officiers du 21e RIMa. L'ensemble est soudé car, comme le rappelle le Comanfor*2, le colonel Rataud, « c'est une des caractéristiques d'Épervier, toute la force vit, s'entraîne et opère depuis le même camp5 ».

En janvier, les hommes ont plus de trois mois de présence au Tchad et c'est désormais à la relève de février qu'ils se préparent, le temps de reconditionnement du matériel nécessitant deux à trois semaines. Gèze n'a pratiquement pour seul regret que d'avoir loupé le coche en Centrafrique : la compagnie a été mise en alerte, mais c'est le 6e BIMa, sous le commandement du colonel Bruno Paravisini, qui fut finalement retenu. Gèze va très vite oublier sa déception. À 10 heures du matin, l'alerte a été déclenchée pour le Mali sans aucun préavis. À nouveau, le CPCO demande de tenir prête une compagnie, mais Gèze suggère au Comanfor de proposer également l'envoi d'un état-major, avec le chef de corps… Proposition retenue. À midi, l'alerte passe à six heures. À 14 heures, elle tombe à une heure. Gèze est sûr de sa troupe dont le capitaine de vaisseau Pierre V. a pu venir le 7 vérifier la préparation : parmi les mesures d'anticipation du CPCO, Épervier s'est entraîné quelques jours seulement auparavant, dans le Djourab, au raid désertique. À 16 heures, c'est le top départ. Une cinquantaine d'hommes, soit le colonel Gèze, deux officiers de son état-major, deux sections de la compagnie du 21e RIMa avec leur capitaine, se massent devant un Hercules avec armes, sacs, casques, gilets pare-balles et munitions. Objectif : Bamako. N'Djamena ne peut faire plus : son autre avion de transport, un Transall, est trop court pour rallier directement la capitale malienne. C'est peu, mais c'est suffisant pour montrer aux Maliens et Français à Bamako qu'ils ne sont plus seuls.

La même effervescence parcourt la force Licorne à Abidjan où le démarrage de Serval est accueilli avec un mélange semblable de surprise et de confirmation. En octobre, en effet, à Mailly, lors de la mise en condition, les unités ont bien été amenées à plancher sur une projection au Mali. Mais il s'agissait alors, par la route et les airs, d'assurer la protection d'une base arrière des forces spéciales qui se serait située entre Bamako et Mopti. Un exercice de réflexion, en rien une préparation. Licorne est si peu orientée vers le Mali que, début janvier, elle a perdu les trois sections d'assaut de sa compagnie d'infanterie, issue du 3e RPIMa, qui ont gagné Libreville afin d'y relever les parachutistes eux-mêmes projetés à Bangui. Le 11 janvier, il ne reste donc dans le camp de Port-Bouët que la section d'appui, aux côtés du 4e escadron du 1er RHP, aux ordres du capitaine Sayfa P., et de la CCLIA*3, soit un effectif très réduit pour défendre le camp.

En début d'après-midi, les officiers sont appelés au central opérations. En chemin, ils plaisantent sur une éventuelle projection dans la sous-région, mais le discours du Comanfor, le colonel François-Xavier Mabin, chef de corps du 3e RPIMa, les ramène immédiatement à la réalité : le CPCO demande à Licorne la mise sur pied d'un escadron blindé pour un départ, au plus tard, le lendemain matin. Une carte est vite saisie : cela représente mille deux cents kilomètres à couvrir, avec une première partie jusqu'à Yamoussoukro assez roulante, une deuxième très dégradée jusqu'à Ferkessédougou. Jusque-là, ce mandat de Licorne est en terrain connu puisque, comme pour Épervier, il s'est vu demander par le capitaine de vaisseau Pierre V. de se préparer au raid blindé. En revanche, pour le troisième tronçon, en territoire malien, c'est l'inconnu ! Sollicités, les officiers ivoiriens prédisent même le pire : le réseau malien serait non seulement en mauvais état, mais très encombré. Licorne se donne donc trois jours pour boucler son périple.

Les préparatifs commencent dès l'après-midi et dureront toute la nuit pour percevoir les armes, faire les pleins, achever les dernières réparations. Sur les consignes du Comanfor, le convoi de 62 véhicules et 198 hommes*4 se charge du maximum de munitions en vidant quasiment les soutes de Licorne afin d'en faire également profiter Épervier. Comme une dizaine de VAB doivent aussi être convoyés pour motoriser le 21e RIMa parti du Tchad, une section, celle de l'adjudant M., est rappelée en urgence de Libreville ; elle atterrira le 12 janvier, à 2 heures du matin.

Entre-temps, le 11, vers 23 heures, le colonel Gèze atterrit à Bamako. L'accueil chaleureux que lui réservent l'ambassadeur Rouyer et l'attaché de défense, le colonel Battesti, lui prouve combien il était attendu. L'ambassade servira pendant plusieurs jours de « harpon » à la brigade Serval qui pourra surtout y communiquer avec Paris. Pour ce qui est du logement, Gèze et les siens se voient attribuer un local de l'école de formation de l'armée de l'air malienne jouxtant la partie militaire de l'aéroport : aucun confort à l'intérieur, des matelas qui ont dû voir passer des générations d'élèves, mais le bâtiment est en dur, cela suffira pour les marsouins habitués aux conditions les plus rudes. À vrai dire, le colonel est bien plus occupé à veiller à ce que l'ex-junte, comme le bruit

en a couru, ne cherche pas à entraver l'arrivée des avions français. Si jamais elle s'y essayait, il a reçu carte blanche du CPCO pour l'en dissuader, par la négociation ou par la force : les atermoiements sont terminés. Mais le cas ne se présentera pas. Mieux, le capitaine Sanogo se dit disposé à fournir une trentaine de pick-up aux Français pour leur permettre de patrouiller dans la ville. « Nous nous félicitons, déclarera-t-il même, d'avoir l'assistance française à nos côtés aujourd'hui[6]. »

Gèze ne se verra finalement proposer que deux voitures par les anciens putschistes, qu'il refusera, l'armée malienne louant à son attention une vingtaine d'autres dont jouiront également le reste de la compagnie du capitaine Pascal J. et de l'état-major, arrivés vers 5 heures du matin. D'ici là, la France aura encore donné de la voix.

La peur tombe du ciel

Le choix de Sabre pour les trois premiers coups n'a repoussé l'entrée en lice de l'armée de l'air qu'au début de soirée. C'est ce qui a été présenté au président de la République par le chef d'état-major des armées. Le détachement de chasse d'Épervier est naturellement le mieux placé. Le hasard a voulu qu'une relève des trois Mirage 2000-D devait y avoir lieu le 9 janvier : anticipant à nouveau, le CPCO a décidé de la faire durer et de laisser sur place les appareils qui devaient repartir, ainsi que le ravitailleur venu avec leurs successeurs. Souveraines, les autorités tchadiennes se sont montrées compréhensives. Le Comanfor, le colonel Rataud, insiste : « Notre vraie grande inquiétude à ce moment était leur réaction à notre souhait de frapper depuis leur territoire. Nous n'étions vraiment pas sûrs, vu le contexte de l'époque, qu'elles en seraient partisanes or nous étions obligés de les prévenir[7]. » François Hollande en aurait discuté avec Idriss Déby venu à Paris début décembre.

Pour tenir la cadence des missions qui s'annoncent, la base mère des 2000-D, Nancy-Ochey, s'est mise en branle dans la nuit du 10 au 11 janvier. En alerte Rapace – prêts au décollage en 72 heures – pour un autre pays du pourtour méditerranéen, l'escadron 2/3 Champagne a appris à 1 heure du matin qu'il devait fournir en urgence quatre équipages supplémentaires pour 8 heures ! Et pour corser le tout, son commandant, le lieutenant-colonel Arnaud G. et une douzaine de ses hommes se trouvaient alors en stage survie, à la montagne. La neige les empêchait potentiellement de rallier la Lorraine aussi vite que souhaité. Avec son second, le commandant du Champagne n'eut d'autre solution que d'identifier le personnel libre d'obligations à Nancy et de le réveiller en pleine nuit. Par expérience de la Libye, fut également prise en compte la capacité à instruire d'autres pilotes et navigateurs afin de s'inscrire dans la durée et de disposer d'équipages au cas où, par exemple, la Syrie se déclencherait. Au petit matin, tous ont rejoint la base tout comme les mécanos qui eux aussi ont à peine eu le temps de fermer leur sac. Réactivité exemplaire de soldats appelés à quitter la France au pied levé, sans savoir pour combien de temps, immédiatement contraints à une sorte d'ascèse moderne puisque la précipitation du départ les oblige à délaisser le quotidien de tout Français, comme des factures à régler ou un examen médical prévu, et de laisser leurs familles affronter seules le quotidien.

Le Champagne se présentera à N'Djamena le 12 janvier, mais un autre soutien – primordial pour la campagne qui s'annonce – a déjà été anticipé par l'armée de l'air depuis décembre. « Nous avons eu du flair, relate le chef d'état-major, le général Denis Mercier, car, en novembre 2012, nous avions étudié la meilleure manière de rationaliser l'usage des appareils de transport en Afrique : une opération pouvait y être annulée dans un pays faute d'avion alors qu'il y en avait dans un pays voisin[8]. » L'armée de l'air a donc suggéré à l'état-major des armées la création d'un centre de commandement dédié, un JFACC-AFCO[*5] dans la terminologie OTAN, que les moyens de communication lui permettaient d'imaginer en son centre souterrain de Lyon Mont-Verdun[*6], mais que le général Castres, sous-chef opérations, préféra localiser en partie à N'Djamena, estimant judicieux qu'un lien physique soit préservé avec le terrain. D'autres ont affirmé que l'état-major des armées aurait ainsi souhaité ne pas voir le CDAOA conduire toutes ses opérations extérieures depuis le sol national, ce qui lui aurait fourni un prétexte pour ne plus les soumettre à la férule du CPCO. Mais aucune des deux parties ne souhaite retomber dans les tensions déplorées lors de la Libye. L'état-major des armées et l'armée de l'air ont la volonté affirmée d'optimiser leurs relations, le nouveau commandant du CDAOA, le général Thierry Caspar-Fille-Lambie ayant naguère servi au CPCO, puis beaucoup travaillé avec le général Castres lors de son poste précédent de commandant des forces françaises à Djibouti.

Le JFACC-AFCO – en tout et pour tout un Algeco avec quatre personnes – a commencé à opérer le 23 décembre 2012, en gérant, avec succès, les moyens aériens consacrés à la Centrafrique. L'appétit est venu en

mangeant. « Nous nous sommes dit, relate le chef d'état-major du CDAOA, le général Jean-Jacques Borel, qu'il ne fallait pas se cantonner au seul domaine du transport, mais étendre à la chasse, aux ISR, etc.[9] ». À N'Djamena, le colonel Rataud, Comanfor d'Épervier, mais aussi aviateur, reçut ainsi le contrôle opérationnel sur l'ensemble de ces moyens, qui contribue à décloisonner le théâtre africain. Grâce au travail de ses équipes, comme l'a réclamé le général Mercier, l'armée de l'air dispose ainsi au 11 janvier des procédures et de la documentation très fournie nécessaires à l'emploi de tout vecteur aérien.

Le JFACC-AFCO a aussi un avantage très précieux pour Serval : il est le seul centre de commandement déjà opérationnel. Un point d'ancrage en quelque sorte, comme le résume le général Thierry Caspar-Fille-Lambie : « L'armée de l'air était déjà sur zone ; le reste n'a eu qu'à venir se "plugger" sur elle[10]. » C'est ainsi que le chef du CDAOA s'est entretenu avec le patron des forces spéciales pour envisager le lien entre Sabre et le JFACC ; il a aussi rendu visite aux drones qui doivent gagner Niamey après bien des péripéties. « Les négociations ont été très longues, plus de six mois, décrit le colonel L., en raison du souci de discrétion bien compréhensible des autorités nigériennes. Et puis, l'armée nationale est très hiérarchisée, chaque décision nécessite beaucoup de temps pour être arrêtée. Il n'y avait pas vraiment de frein politique au déploiement des drones, mais des arbitrages ethniques, par exemple, qui pouvaient ralentir[11]. » Ainsi, le 10 janvier, le colonel Rataud était-il encore à Niamey pour essayer de lever les ultimes obstacles quand il dut rentrer prestement à N'Djamena pour préparer l'action de la chasse au Mali. La présence des forces spéciales au sol, qui relaient les précieuses informations de l'armée malienne, permet d'affiner, le 11 encore, la vision du dispositif ennemi dans ses quinze derniers kilomètres. Le chef du détachement de la chasse, le lieutenant-colonel Stéphane S., sait depuis le matin qu'après le raid des forces spéciales, les Mirage 2000 devront opérer en deux vagues de deux avions chacune, séparées d'une heure. Il en sera évidemment, le chef se devant d'emmener ses hommes à la bataille : mais dans quelle vague ? L'officier, qui a déjà eu l'honneur d'ouvrir les hostilités en Libye, préfère, pour éviter les critiques, désigner son second, JC, au commandement de la première. Mais le destin le rattrape. Parmi son détachement, se trouve en effet un jeune PCO[*7], tout juste qualifié équipier de guerre et qui n'a qu'une faible expérience du ravitaillement de nuit, avec lequel il décide de voler, pour valider en somme la qualification qu'il a lui-même signée. Afin de compenser le handicap de faire équipe avec le moins expérimenté, il se réserve le ravitailleur le plus facile, celui dont les paniers[*8] sont en bout d'aile. Or le chef du détachement de tankers décide pour des raisons de commodité que cette patrouille prendra les airs la première. Stéphane S. se retrouve donc à nouveau en fer de lance.

Décollage à 19 heures 15 zoulou[*9]. Ravitaillement au premier tiers du Niger, à hauteur de Zinder. Comme la zone est à fortes turbulences, le jeune PCO manque sa tentative, mais Stéphane S. positive : mieux vaut qu'il affronte sa première épreuve à cette étape plutôt que lors de la phase finale. Histoire de se donner le maximum de *play time*, le deuxième ravitaillement a lieu à peu près au-dessus de Gorom-Gorom, juste avant le Mali.

Stéphane S. et son coéquipier foncent désormais vers Konna où ils ont reçu pour premier objectif la préfecture : Ansar Dine y a installé son QG. Le bâtiment étant imbriqué dans un quartier – une mosquée se trouve à moins de deux cents mètres – les 2000-D doivent prendre un maximum de précautions, comme celle d'user d'une bombe à retardement qui limite les éventuels dommages collatéraux. En fin d'après-midi, l'Atlantique-2 revenu sur zone après le raid des hélicoptères a « validé l'objectif ». En clair, il a vérifié que le bâtiment était toujours occupé, en spécifiant de surcroît la présence de tentes et de véhicules dans la cour.

En approche, les Mirage prennent contact avec le FAC des commandos marine, Éric, qui leur confirme que les cibles sont inchangées, qu'aucune colonne de pick-up n'a été repérée, et qu'une menace antiaérienne est à prendre en compte. À l'heure prévue – 22 heures zoulou[*10] – deux bombes sont larguées sur le bâtiment central qui est ravagé à plus de 50 %, ainsi que des véhicules se trouvant à l'entrée. L'Atlantique-2, qui viendra faire l'inventaire des dégâts, ajoutera également la destruction de la succession de tentes plantées le long du mur d'enceinte alors qu'elles n'ont pas été visées. Ont-elles brûlé « par sympathie », comme disent les militaires, c'est-à-dire par communication du feu, ou les djihadistes les ont-ils eux-mêmes incendiées avant de prendre la fuite ? Au fond, peu importe. Le coéquipier de Stéphane S. s'occupe d'administrer deux autres bombes sur un dépôt logistique qui est détruit. Quelques minutes après minuit, la seconde vague se présente pour traiter quatre autres bâtiments qui sont tous atteints.

Contrairement à la Libye, l'armée de l'air n'aura donc pas été la première à frapper, mais son action au soir du 11 janvier n'en est pas moins décisive. Percuté au front par les forces spéciales, l'ennemi vient de comprendre que ses arrières ne sont pas plus sûrs. Sabre avait créé la surprise, les Mirage inoculent la peur. « On mésestime souvent l'effet cinétique et psychologique des frappes aériennes, note le général Castres. En frappant très durement Konna la première nuit, nous avons fait exploser Ansar Dine. Une grosse partie de ses troupes n'était en effet ni plus ni moins que des mercenaires, puisqu'ils étaient payés à la ville conquise. L'action de l'armée de l'air les a fait réfléchir sur l'utilité de se faire tuer pour quelques francs CFA[12]. »

Le Guépard part

En temps de guerre, les autorités ont parfois tendance à exagérer la portée des premières actions menées. Le 12 janvier, le pouvoir malien clamera par exemple avoir déjà reconquis Konna, ce qui est faux. Le président de la République française pour sa part affirmera qu'un « coup d'arrêt » a été donné par les armées françaises. Le commentaire est plus sobre, mais il n'en est pas moins borgne. En effet, si les djihadistes ont enduré le matraquage de Sabre et de la chasse sur le fuseau est, en revanche, le fuseau ouest, où ils ont massé des troupes équivalentes, est encore indemne. Et il inquiète particulièrement le CPCO qui, dans la nuit du 11 au 12, demande au colonel Gèze, à peine arrivé à Bamako, d'envoyer une section à Markala où la route principale, passant par Diabaly, traverse le Niger. La requête en dit long sur l'angoisse régnant à l'état-major des armées puisque le marsouin n'a aucun véhicule pour combler les deux cent soixante-quinze kilomètres de distance…

C'est le lot de quasiment tous les débuts d'OPEX : loin du terrain, Paris veut toujours tout et tout de suite. Une alternative par les airs est envisagée, mais finalement Gèze et sa troupe ne s'éloignent pas de la capitale. Et fort heureusement, car la piste de Markala est depuis longtemps, comme il sera vérifié peu après, squattée par le marché local… L'expérience du CPCO du colonel – il y a été chef de la cellule Afghanistan de 2005 à 2007 – lui a été précieuse pour emporter la mise sans que le ton monte. Il devine en effet les contraintes énormes pesant sur ses supérieurs et anciens camarades qu'il connaît à peu près tous : le vice-amiral Baduel, chef du CPCO, était à son époque haute autorité d'astreinte ; son adjoint en charge de la conduite des opérations, le général Patrick Bréthous, servait à l'EMO-Terre[*11], le chef de la cellule de crise, le capitaine de vaisseau Pierre V. est de sa promo au Collège Interarmées de Défense, le général Castres ayant été son instructeur à Saint-Cyr. Gèze sait donc qu'en cas de grosse divergence, il pourra les appeler directement. Pour l'heure, lui qui n'est arrivé qu'avec cinquante hommes, reçoit les prompts renforts qui vont en trois jours décupler son effectif. Selon le plan Resevac du CPCO, il manquait en effet une compagnie pour au moins s'assurer de la sécurité à Bamako. À Lille, le commandement des forces terrestres a insisté pour que la logique du plan Guépard soit appliquée. « Quand j'étais lieutenant au 1er REC, relate son chef, le général Clément-Bollée, mon régiment appartenait à la FAR[*12]. Contrairement au corps blindé mécanisé dont les unités faisaient face à la seule trouée de Fulda, les régiments de la FAR, qui étaient déjà professionnalisés, avaient la certitude d'être engagés sur tous les théâtres d'opération en cas d'alerte. C'était démoralisant au possible pour les unités hors FAR. Ce sentiment ne peut plus exister aujourd'hui. Les quinze dernières années de professionnalisation et d'engagement successif de toutes les unités en opérations extérieures leur permettent à toutes de prendre l'alerte Guépard et donc d'être à même d'intervenir[13]. » Ne pas appliquer le Guépard aurait aussi, probablement, des répercussions financières car les politiques seraient en droit de se demander : à quoi bon entretenir un système exigeant s'il n'est pas utilisé ?

Quelle est donc l'unité tenant le « Guépard d'alerte », c'est-à-dire prête à jaillir en douze heures ? La 1re compagnie du 2e RIMa, basé au Mans. « Quand je suis arrivé au régiment le vendredi 11 au matin, témoigne son capitaine, Grégory Z., je ne me serais jamais imaginé que nous partirions le soir même[14] ! » En effet, la plupart des hommes ont déjà assuré plusieurs alertes Guépard restées sans suite. « Intérieurement, relate le sergent Dino F., malgré la déclaration du président de la République le matin, on se disait que nous ne partirions pas. En dix ans de service, je n'avais jamais vu qu'un seul Guépard déclenché, en 2006, pour le Liban[15]. » Dans l'armée française, un dicton a fait florès : « Le guépard part pas. »

Vers 13 heures, le capitaine a donc lâché ses hommes pour le week-end en leur demandant de rester joignables. Comme l'alerte le commande cependant, les sacs avaient été préparés, le matériel conditionné. Seulement deux heures plus tard, le chef de corps, le colonel Christophe Paczka, l'appela pour lui annoncer le déclenchement. « Les hommes ont eu une très bonne réaction, souligne Grégory Z. Mêmes certains exemptés médicaux ont préparé leurs sacs dans l'espoir vain de nous suivre ! » Pourtant, la compagnie ne savait que le minimum du Mali quand elle prit la direction de Roissy à 2 heures du matin. « Dans l'avion, souligne le sergent Dino F., nous ignorions ce que nous allions y faire. Nous connaissions les raisons de notre engagement, mais pas le but, les moyens qui nous seraient offerts, etc. » Selon le capitaine Z., « la seule chose dont nous étions sûrs est que si ça s'envenimait, nous serions chargés d'évacuer les Français ».

À l'arrivée à Bamako, le colonel Gèze est soulagé de voir son effectif quintupler d'un seul coup. Les marsouins reçoivent un bout de hangar pour le toit et des matelas de l'armée malienne pour tout confort. De toute façon, la devise de la 1re compagnie n'est-elle pas « sobres, rustiques, disciplinés » ? Les premières reconnaissances sont menées dans Bamako même, où il importe de faire passer le message d'une armée française venue au secours du Mali. « Le centre-ville était calme, décrit l'adjudant Sylvain K. La population ne nous paraissait pas affolée par ce qui se passait au Nord. Il n'y avait pas d'euphorie non plus sur notre passage[16]. »

D'autres éléments arrivent dans les heures suivantes pour apporter à la compagnie les compétences qui lui manquent. Le soir du 12 janvier, le colonel Yves Métayer, chef de corps du 11e RAMa, se voit ainsi demander d'expédier en urgence une équipe TACP*13 pour assurer la liaison avec les airs et coordonner les tirs des différentes armes (chasse, artillerie, hélicoptères). Il se trouve justement avec ses officiers qu'il reçoit régulièrement chez lui le samedi soir. Normalement d'alerte 72 heures, le lieutenant D. est désigné avec trois de ses hommes pour partir dans les quatre heures. Comme il reste deux places à pourvoir, leur chef, le capitaine Benoît C., alpague également dans le couloir le caporal Tr. qui, sans être lui-même en alerte, se porte tout de suite volontaire.

Néanmoins, le renfort le plus massif est attendu de Côte d'Ivoire et du Tchad. À Abidjan, les préparatifs de l'imposant convoi terrestre s'achèvent dans la nuit du 11 au 12 janvier à 3 heures du matin. La plupart des deux cents hussards, marsouins et sapeurs, tous parachutistes, n'ont droit qu'à deux heures de sommeil alors que trois jours entiers de route les attendent. À 8 heures 20 précisément, la première partie s'ébranle. Le second convoi attend trois heures avant de l'imiter, le temps que les quatre Sagaie*14 soient juchés sur leurs porte-char. Licorne n'en ayant que deux, la compagnie Bolloré a été mise à contribution pour cinq transporteurs lourds appelés à faire demi-tour avant l'entrée au Mali.

Le Comanfor, le colonel Mabin, a eu le nez creux. Ayant attentivement suivi l'activité internationale, il avait envoyé le peloton du lieutenant D. jusqu'à la frontière malienne, un raid de huit cents kilomètres, parfait pour reconnaître la route. Un exercice interarmées a également été organisé dans le Nord, à Bouaké. Les troupes ne vivent donc leur première surprise que le lendemain matin, vers 7 heures, après que le CPCO leur a transmis l'ordre de franchir la frontière : les routes maliennes, que les Ivoiriens annonçaient si détestables, se montrent finalement de meilleure qualité que les leurs ! L'espace entre les deux colonnes a été réduit à quinze minutes, le chef de bataillon Sébastien B. souhaitant conserver la liaison avec tous les éléments car le doute plane sur la sécurité dans l'ensemble du pays. « Nous craignions des opérations de harcèlement, note-t-il, un véhicule suicide se jetant dans notre convoi[17]. » Mais les craintes se dissipent dès la première localité abordée. Licorne expérimente pour l'armée française ces scènes de liesse que retransmettront bientôt toutes les télés. « La population, décrit le commandant Sébastien B., nous a fait une haie d'honneur sur des kilomètres. Le préfet est venu nous accueillir, les gendarmes et militaires maliens nous ouvraient le passage. » De quoi se rassurer donc, sans pour autant baisser la garde. De même pour le rythme de progression, maintenu élevé, afin de venir au plus vite consolider les positions de Gèze à Bamako, voire le remplacer s'il était à nouveau appelé en urgence dans le Nord.

Le contexte dans la capitale reste extrêmement tendu. « Les avions de transport qui continuaient à acheminer de N'Djamena le reste du détachement Épervier, témoigne le colonel Rataud, partaient avec l'idée qu'ils pourraient rentrer de Bamako en évacuant les ressortissants français. » Les bruits persistent d'un coup d'État rampant, qui conduisent Paris à décider l'envoi en urgence du GIGN. Le 13 janvier, soit neuf mois après son premier voyage au moment du putsch, le chef de la force « sécurité protection » atterrit avec dix hommes et découvre que la protection rapprochée du président malien est assurée par des fidèles du capitaine Sanogo. L'Élysée souhaitant ardemment voir le GIGN la récupérer, l'officier fait une offre de service, que les Maliens semblent apprécier, mais rien ne se concrétise. Il sollicite donc une démarche de l'ambassadeur, un entretien est obtenu avec le secrétaire général de la présidence, qui se montre aussi courtois que séduit, cependant la réponse ne vient pas. « Traoré a-t-il trouvé entre-temps un accord avec Sanogo ?, s'interroge un responsable du dossier à Paris, nous l'ignorons[18]. » La France, de toute façon, n'a pas d'autre solution que de s'en accommoder.

Le renseignement en ordre de guerre

À sept cents kilomètres de là, les seuls Français à l'action demeurent les forces spéciales – qui se remettent du premier raid hélicoptères – et la chasse. En témoignent les équipes médicales mobiles de MSF qui œuvraient à Douentza et le long du Niger lors du déclenchement des frappes. « J'ai passé les deux premières nuits au téléphone avec elles, relate Johanne Sekkenes, très inquiète, à Bamako. Il y avait évidemment la peur qu'une bombe les atteigne. Mais nous avons rapidement compris, les jours suivants, que les Français savaient exactement où frapper et que donc la probabilité pour que les nôtres soient atteints était faible[19]. » De toute façon, ce n'est pas la première fois que MSF travaille sous les bombes. Comme elles le faisaient avec les djihadistes, les équipes médicales prendront l'habitude de prévenir l'armée française de leurs déplacements et apposeront sur le toit de leurs voitures le logo de l'ONG.

Même si les deux premières semaines seront largement consacrées à la destruction de la plupart des soixante-quatre cibles pré-identifiées, les Mirage 2000-D, qui ont encore détruit un dépôt logistique au matin du 12 janvier, peuvent compter à partir de ce jour sur une aide renforcée pour optimiser leurs missions. Ainsi Sabre a-t-il pris conscience dès le 9 de l'insuffisance de sa flotte aérienne à Ouagadougou. Le lieutenant-colonel Jérôme en est quitte pour ajouter une nouvelle opération à ses états de service qui ne comptent aucun passage par un état-major en vingt années. Au Poitou depuis 2005, ce pilote de C-130 a gravi tous les échelons de chef d'escadrille à commandant de l'escadron depuis 2010. Le COS lui a ordonné de diriger vers le Burkina trois autres appareils, un C-130 et deux Transall, ce qui équivaut en fait à engager toute l'unité. « En vingt ans d'OPEX, note-t-il, c'était la toute première fois que nous allions opérer à quatre appareils[20]. » Les deux premiers à partir furent le C-130 avec Jérôme aux commandes et un Transall[*15]. Premières étapes à Pau et Bayonne pour charger des renforts du 1er RPIMa et du 4e RHFS. Après les huit heures de vol nécessaires pour gagner le Burkina, la mise dans le bain fut immédiate : à peine au sol, ils apprirent la mort de leur camarade Boiteux. Opérationnel le 12, le C-130 guide les Mirage avec son FAC à bord, confirmant un degré inédit de coopération avec les forces conventionnelles. C'est payant dès le lendemain : au moins trois véhicules sont détruits par la chasse près de Sokolo, à dix kilomètres au nord-ouest de Diabaly.

La contribution essentielle à l'observation aérienne toutefois est apportée pour l'heure par la Marine. Le 11 janvier, dans le cadre du plan Biniou, consistant à renforcer en moyens ISR la Task Force Sabre, un deuxième Atlantique-2 a déjà rallié Dakar. Dans les 72 heures suivantes, trois autres suivent, appliquant cette fois le plan Bagad. La flottille 23F ne disposant que de huit exemplaires en tout, dont trois réservés aux missions de défense aérienne en métropole, elle est donc à son tour entièrement engagée au Mali. Et encore un appareil doit-il être retiré de ses opérations de maintenance qui vient de l'équiper de la boule optronique dernière génération.

L'ensemble de ces moyens, Atlantique-2, C-130, et bientôt le drone, permettent à l'état-major des armées de communiquer sur une « capacité autonome » – c'est-à-dire nationale et permanente – de surveillance, même si cela ne peut jamais concerner que des secteurs limités au Mali. Mais une autre nouveauté, qui en découle en partie, ne fait, elle, l'objet d'aucune publicité bien qu'elle soit d'une importance au moins égale. Tous les renseignements recueillis par quelque moyen que ce soit – satellites, Atlantique-2, drones, C-130, interceptions téléphoniques, sources humaines – sont mis en commun au sein d'une « fusion cell[*16] ». Une immense première. « Nous l'avions testée en Afghanistan, témoigne le général Castres, mais sur une petite zone, et en Libye, mais au niveau stratégique[21]. »

Le fait que la France aille seule au combat l'oblige en effet à faire elle-même ce dont les Américains ou l'OTAN se chargeaient dans les précédentes guerres en coalition. Et pour éviter qu'un service soit tenté de conserver par-devers lui ses pépites, le président de la République indique à tous sa ferme volonté d'une coopération pleine et franche. Celle qui a été initiée en avril 2012 a remarquablement préparé le terrain. À partir de janvier, la DGSE fait donc une place à la DRM sur un théâtre où elle était jusqu'alors la seule à opérer et ne trie quasiment plus les informations qu'elle y collecte[*17]. Pour en faciliter la compréhension, elle s'échine à reprendre la manière des militaires de les présenter et de les classer. Elle touche même au nerf le plus sensible de ses activités dans la région en rapprochant ses cellules de recherche « otages » et « HVT[*18] », le destin des uns ayant évidemment une très forte probabilité d'être lié à celui des autres. Sa priorité n'en demeurera pas moins la libération des Français, les forces spéciales assumant depuis Ouagadougou le premier rôle dans la traque des chefs ennemis.

Pour des services qui n'avaient pas du tout l'habitude de travailler main dans la main, le résultat sera exceptionnel même si bien sûr des rivalités persistent. Aucun ne sera jamais d'accord pour reconnaître les contributions respectives de chacun. Quand les uns estiment que la DGSE, via son service de contre-terrorisme, fournit 90 % du renseignement utile pour les opérations, les autres soupirent en mettant en avant son insuccès dans les affaires d'otages et l'imaginent même sonnée par le bilan de la tentative de libération de Denis Allex, survenue dans la nuit du 11 au 12 janvier : deux morts, en plus du prisonnier, trois blessés, sans compter la propagande sordide des Shebab. Il est exact que le directeur général de la DGSE en est profondément affecté, tellement d'ailleurs que certains sauront en profiter pour établir le premier récit des faits dans un délai inhabituellement court. Il est aussi vrai que ses troupes, qui se sont relayées pendant plus de trois ans au sein de la cellule dédiée, ne peuvent que marquer le coup. Mais de même que les hommes de Sabre n'ont pas remisé leurs armes après la mort de Damien Boiteux, celles-ci continuent leur travail au Mali, avec une abnégation redoublée car elles ne sont pas habituées au rythme plus intense d'une opération de guerre. Pour terminer, la mort des trois agents ne doit pas faire oublier la prouesse initiale d'avoir réussi, finalement, à localiser Denis Allex, les djihadistes somaliens maîtrisant encore mieux qu'AQMI l'art de la dissimulation.

Le travail de renseignement produit très vite ses premiers résultats. Au soir du 12 janvier, le lieutenant-colonel Stéphane S. est à N'Djamena en train de planifier les futures missions de la chasse quand le CPCO réclame de toute urgence une patrouille, armée non pas des traditionnelles GBU-12, mais de GBU-49, encore plus précises. « L'autorisation est venue de très haut[22] », relate-t-il. De fait, il s'agit d'éliminer des HVT, en l'occurrence des leaders d'Ansar, localisés à Douentza par les forces spéciales qui ont réclamé et obtenu le contrôle opérationnel des 2000-D. Cependant, entre les équipages qui viennent de rentrer et ceux qui planchent sur leur mission du lendemain matin, il ne reste à Stéphane S. que son adjoint JC, encore en l'air, mais au terme d'une mission des plus éprouvantes où il a dû s'y reprendre à neuf fois pour se ravitailler. Puisant dans ses dernières ressources, celui-ci revient sur zone et bombarde le baraquement indiqué, ainsi que le pick-up qui tente de s'en échapper. Le lendemain, la presse annonce la mort des nos 2 et 3 d'Ansar Dine*[19]. Leur présence à Douentza pose une question : Iyad Ag Ghali était-il avec eux ? Et si oui, était-ce lui qui était visé ? Il sera en effet affirmé que l'ex-leader indépendantiste est préservé par la France et plus particulièrement par la DGSE qui voudrait le conserver pour les négociations relatives aux otages. La suite de Serval démontrera le contraire.

Discours et réalités

La révélation de la mort de Damien Boiteux est la première ombre sur Serval, accentuée par les déclarations djihadistes qui, comme redouté, promettent des représailles contre les otages. Le président de la République recevra les familles le lendemain pour leur confirmer son refus de verser des rançons puisqu'« il n'[est] pas envisageable de financer des organisations que la France combat militairement[23] » : sa détermination reste sans faille. La mort même du lieutenant des forces spéciales, qui aurait pu considérablement entacher Serval, participe de la dramatisation du conflit. « La France se devait d'intervenir de toute urgence, explique Laurent Fabius, sinon il n'y aurait plus de Mali, mais un État terroriste… Quand les terroristes ont décidé de débouler, c'était une question de vie ou de mort pour le Mali. » La description des combattants ennemis par, selon *Le Figaro*, l'« entourage du chef de l'État », est aussi emblématique : « Ce qui nous a beaucoup frappés, c'est la modernité de leur équipement, leur entraînement et leur capacité à s'en servir. » Or, au bout de deux jours d'affrontement, ce constat paraît hâtif, surtout qu'est cité à l'appui l'exemple de la destruction de la Gazelle des forces spéciales, victime de l'arme la plus banale en Afrique : l'AK-47. L'Élysée entretient également la rumeur sur le pillage des stocks de Kadhafi : « Ils ont récupéré en Libye un matériel moderne sophistiqué, beaucoup plus robuste et efficace que ce qu'on pouvait imaginer[24]. » Mais si de telles armes ont effectivement été rapportées*[20], elles n'ont jamais été utilisées dans les premiers combats*[21]. L'intention semble donc bien de peindre le tableau le plus guerrier possible. Et cela fonctionne si bien que le site du *Figaro* lance un sondage sur le thème, pour le moins étonnant, « Mali : craignez-vous le retour du terrorisme en France ? » et où 63 % des internautes, puis 75 % le 15 janvier, disent oui à l'intervention.

L'opinion publique française ignore combien, en réalité, la situation est précaire. À Sévaré, l'effectif de Sabre a été renforcé, mais même à une centaine, très bien armée, que pèse-t-il face à la vague djihadiste qui pourrait déferler par Konna ou, du côté du fuseau est, intact, par Diabaly ?

Les forces spéciales sont au cœur de leur métier : faire beaucoup avec peu. L'ennemi a été désarçonné par le raid fatal au lieutenant Boiteux ? Il faut le maintenir dans un état de stress lancinant par toutes sortes de méthodes. Le général Gomart y a préparé ses troupes, lui qui aime à leur répéter : « Pensez autrement[25] ! » Dès les premiers jours, le détachement s'est ainsi rendu compte que, dans le désert, le C-130 faisait beaucoup trop de bruit, et qu'en plus, même de nuit, il était parfaitement visible. Les commandos marine suggèrent donc de mettre à profit les Atlantique-2, certes guère plus silencieux, mais invisibles car ils volent deux fois plus haut, et de les doter de bombes. Les patrouilleurs maritimes formeront un couple redoutablement efficace avec les forces spéciales, soulagées de ne pas devoir seulement compter sur une armée malienne combative, mais souvent imprévisible. « Dès que nous arrivions dans leur zone, relate le capitaine de corvette Olivier R., nous nous signalions pour les rassurer[26]. » Les Atlantique-2 sont coutumiers du rôle. Déjà, en février 2008, au Tchad, l'appareil du commandant Laurent S. avait contribué à sauver la mise du président Déby en renseignant sur l'avancée des rebelles.

Jamais à court d'idées, les forces spéciales tentent aussi d'exploiter le matériel à la disposition des Maliens. L'enseigne de vaisseau Simon propose ainsi d'utiliser leurs avions légers Tetra, des monomoteurs de poche. Pourquoi ne pas y installer un tireur d'élite comme les commandos marine en ont coutume dans les hélicoptères

de la lutte antipiraterie ? Le lieutenant-colonel Clément ne veut pas en entendre parler. Simon n'est pas breton, mais il s'obstine avec l'autorité du vétéran et propose donc d'embarquer les appareils photo de l'ESNO qui permettraient d'obtenir enfin des visuels sur cet ennemi trop fugace : « L'aviation n'avait encore vu personne[27] », témoigne-t-il. Obtenu ! Deux des siens briefent brièvement les Maliens sur l'utilisation d'un matériel de pointe, leur suggèrent de privilégier des shoots en oblique, pour mieux voir sous les arbres. À leur retour, c'est presque le trop-plein : trois mille clichés ! Simon ordonne à ses hommes de faire le tri pour identifier au moins cinq photos valables, une gageure après des nuits sans sommeil. Mais l'analyste du 13e RDP, qui s'y colle avec son ordinateur, jubile : en trois heures de travail, il voit apparaître partout le visage de l'ennemi ; enfin le COS sait à qui il a affaire. Avec un tireur d'élite équipé d'un GPS, et d'un 600 mm pour accroître la qualité des clichés, Simon assure à son supérieur qu'il pourra fournir à la chasse les coordonnées des cibles repérées. Dans le lot, figure en particulier un canon antiaérien ZSU 24S, à Ouro Nema, mais plutôt que de le détruire, les Maliens insistent pour le récupérer à leur profit. Le lieutenant-colonel Clément saisit l'occasion pour monter une nouvelle opération dans les lignes ennemies, avec l'accord de Sabre.

Une imposante colonne s'ébranle à la nuit tombée dont les commandos volontaires du colonel Dembélé occupent la tête, suivis par le 1er RPIMa et le 13e RDP, Simon accompagnant derrière le gros de l'échelon où ont pris place les chars. Après une longue route, les Maliens font halte, sûrs d'une présence ennemie dans la zone, et laissent les Français continuer, puis ramener l'engin. Le retour à Sévaré est épique. À peine a-t-il attelé le ZSU, en effet, que le conducteur malien démarre en trombe. « On avait du mal à suivre le rythme avec nos propres véhicules ! relate Simon. En plus, son véhicule dégageait une poussière et une fumée incroyables qui rendaient l'air irrespirable. Derrière, le ZSU zigzaguait. » Arrive ce qui devait arriver : la chaîne casse. Mais les Maliens ne se démontent pas. Très bricoleurs, ils réparent et le cortège rentre à la vitesse plus raisonnable de 40 kilomètres/heure, sous les hourras de Sévaré où, pour la première fois, les forces spéciales ont l'impression de vivre ce que les libérateurs ont vécu en France en 1944.

Les Rafale ne visent pas que le Mali

Le rezzou de Sabre visait à doper le moral des Maliens plus qu'à atteindre celui des djihadistes dont se charge au même moment l'armée de l'air avec une opération de grande ampleur. L'occasion pour les Rafale d'entrer en lice, eux dont le général Mercier, chef d'état-major, a demandé dès le 11 janvier la préparation de douze exemplaires, ce qui supposait l'arrêt de tous les exercices en cours. *A priori*, ils n'étaient pas prévus à N'Djamena, les 2000-D semblant donner satisfaction au CPCO. « De toute façon, relate le général Mercier, même si on ne les avait pas utilisés, cela aurait représenté un bon exercice de montée en puissance[28]. » Il pensait n'en avoir que quatre pour le lendemain, le reste vers le 16 : ses troupes lui donneront satisfaction dès le 13 grâce à l'abnégation des mécanos et à un savant jeu de chaises musicales, consistant à retirer les Rafale de toutes les alertes dans le monde. Chaque exemplaire peut emporter six A2SM, missile d'une charge militaire à peu près semblable à celle des GBU-12 utilisées par les 2000-D, mais largables à beaucoup plus grande distance et simultanément. En théorie, une patrouille de deux appareils pourrait donc frapper douze sites à peu près en même temps, à des dizaines de kilomètres de distance les uns des autres.

Outre l'intérêt de montrer à l'international les prouesses réalisables par le fleuron de l'aviation française, une telle force de frappe ne pouvait pas ne pas être exploitée au moment où les questions redoublent sur la capacité française à traiter les deux fuseaux de progression ennemis suffisamment en profondeur, c'est-à-dire jusqu'au fleuve Niger, soit à 200 voire 300 kilomètres de Konna, où l'Élysée décide concomitamment d'étendre la liberté de feu. « L'engagement des Rafale, note le général Caspar-Fille-Lambie, était un message que nous envoyions aux djihadistes qui ne pouvaient croire que nous interviendrions si vite et si haut[29]. »

Surgit alors l'idée d'un raid depuis la France. Et elle est d'autant mieux acceptée qu'elle anticipe une demande du CPCO. « En planification froide, explique le colonel Philippe Susnjara qui en a été le responsable, quand fut étudiée une participation lourde de la France à la force africaine, il a été calculé que pour assurer un créneau non stop de six heures au-dessus de Gao avec une patrouille de deux chasseurs, il en fallait huit à N'Djamena avec trois ravitailleurs[30]. » L'arrivée de deux Rafale avec leur tanker apporterait donc satisfaction.

À partir de la fin d'après-midi du 11 janvier, avant même donc que leurs camarades sur 2000-D n'aient frappé à Konna, les pilotes de l'escadron Provence ont planché autour du commandant de la base mère de Saint-Dizier sur une mission assez semblable aux raids qu'ils ont à peu près tous pratiqués à l'exercice dans le cadre de

la protection des raids de dissuasion nucléaire. « Il ne s'agissait alors, précise le lieutenant-colonel Damien R., leur commandant en second, que d'un *one shot* : nous décollions dans la nuit du 12 au 13 janvier, frappions, et revenions en France le surlendemain[31]. »

Il ne restait donc que trente-six heures, le même compte à rebours que pour le premier raid d'Harmattan. Le moindre petit détail était à vérifier, comme les vaccins, obligatoirement à jour. Lui-même aligné, Damien R. a désigné les trois autres pilotes qui participeraient au raid et les mécaniciens en charge de leurs quatre avions[*22]. Pour les bombes, il faut désormais les faire venir des dépôts, les bases n'en stockant aucune depuis les dernières réformes, puis les assembler et configurer l'appareil. La mission évolue aussi. Le 11 janvier, à 22 heures, le Provence a appris que les Rafale pourraient également frapper lors de leur retour vers la France. Les pilotes prévus pour ce vol-ci ont donc dû gagner Istres au plus vite avec les mécaniciens afin d'embarquer à bord du ravitailleur qui les transportera jusqu'au Tchad. Puis Damien R. a demandé à ses trois coéquipiers d'aller se reposer. Le décollage étant prévu pour le surlendemain à 6 heures, ce qui impose un premier briefing à 4 heures 30, la patrouille n'est revenue à la base que vers 14 heures. Entre-temps, les officiers de renseignement ont collecté la documentation afin de leur permettre de préparer au mieux leur vol. Les premiers dossiers d'objectifs tombent en début d'après-midi : essentiellement des camps d'entraînement et des centres de logistique, près de Gao. Vient le moment du plan d'attaque, c'est-à-dire la manière d'aborder les cibles, de les détruire, dans quel ordre. En revanche, le flou demeure sur le trajet depuis la France : les Rafale auront-ils le droit de « couper » par l'Algérie ou devront-ils contourner par la Mauritanie ou le Niger ?

Dans les heures suivantes, le ballet est entièrement à revoir car les aviateurs apprennent qu'ils ne devront plus seulement utiliser des A2SM, mais aussi des GBU-12. La chaîne logistique en effet a rendu son verdict : elle ne peut pas fournir en si peu de temps tous les A2SM espérés ; deux Rafale seulement en seront équipés, les deux autres emporteront des bombes guidées laser. Or une GBU-12 se frappe de plus près, et une par une, contrairement aux A2SM qui sont largables par six. Les Rafale devront donc rester plus longtemps sur zone, une perspective jamais rassurante en temps de guerre. La présence de SA-24 est toujours annoncée comme possible par la DRM, même si l'EPIGE[*23] l'a bien entendu intégrée dans ce qu'elle appelle sa « recette », l'ensemble des contre-mesures de brouillage et « leurrage ». Une présence prolongée au-dessus du Mali oblige aussi à revoir les consommations de carburant, mais cet aspect-là demeure incertain puisque les Rafale ignorent encore par quel pays ils pourront approcher. Damien R. se met néanmoins d'accord au téléphone avec le commandant de bord du premier tanker pour fixer le point de ralliement au large d'Istres, réfléchir aux quantités de carburant délivrables, caler les fréquences radio.

Aucune mission de cette ampleur n'est jamais réglée comme du papier à musique. Après l'armement, le commandant en second du Provence apprend qu'il y a aussi du nouveau pour les appareils. Deux Rafale atterrissent en effet à Saint-Dizier en provenance de Mont-de-Marsan. Ils appartiennent à l'escadron 2/30 Normandie-Niemen nouvellement reformé sous les ordres du lieutenant-colonel François Tricot. Damien R. intègre donc dans sa patrouille un de leurs pilotes, des équipages de l'escadron voisin – le 1/91 Gascogne – étant également associés à la préparation au cas où l'un de leurs avions serait aussi retenu[*24]. À 22 heures, il demande à ses hommes de gagner leurs chambres réservées sur la base. « Aucun n'a eu de mal à trouver le sommeil, relate-t-il. Nous nous préparons au quotidien à ce genre de stress, même si évidemment il était supérieur cette nuit-là. » Pour s'en faire une idée, il suffit d'observer au réveil, fixé à 3 heures, l'extraordinaire activité régnant sur la base sillonnée par une noria de camions acheminant tout le matériel nécessaire. À l'escadron, des équipes se sont relayées toute la nuit pour que les pilotes n'aient plus qu'à se concentrer sur leur vol. La principale énigme qui perdurait est tombée : les Rafale passeront par la Mauritanie. L'ordre d'opérations a également été envoyé avec les règles d'engagement et les spins[*25]. Mais il y a du changement dans les cibles : certaines ont été retirées, d'autres ajoutées ; probablement le CPCO aura-t-il revu ses priorités au vu des événements récents. Le plan d'attaque est modifié en conséquence avant le briefing de 4 heures 30. Lui aussi est marqué par une nouvelle de taille, puisque le commandement donne son feu vert à l'opération.

Une heure et quart avant le décollage, les pilotes partent aux avions afin de rassembler leur bardas – combinaison étanche, matériel de survie, jumelles de vision nocturne, documentation – puis, une fois dans le cockpit, pour se couper du rythme infernal des préparatifs.

Décollage impératif à 7 heures pour ne pas manquer le rendez-vous au large des côtes françaises avec les deux Boeing du groupe Bretagne. Premier ravitaillement dès l'Espagne afin de pouvoir revenir à Saint-Dizier en cas de problème sans avoir à se dérouter. Un deuxième a lieu au-dessus de la Mauritanie, puis un troisième à l'entrée du Mali afin d'accorder le maximum d'autonomie aux chasseurs qui en sont déjà à six heures de vol. « Nous étions tellement concentrés, et conscients de l'importance de la mission, témoigne le lieutenant-colonel Damien R., que nous n'avons pas vu le temps s'écouler ! »

À trente minutes de l'ouverture du feu, son élément de liaison à bord du ravitailleur l'appelle. Il vient d'être averti par le CPCO d'une inversion de l'ordre de destruction des cibles. À nouveau, mais cette fois en vol, les pilotes sont obligés de concocter un nouveau plan d'attaque prenant en compte le vent au sol – la fumée dégagée par l'explosion d'un site ne doit pas faire écran au guidage laser de la munition suivante. Il faut également prévoir les passages obligés pour effectuer le BDA*[26].

Enfin, vient le moment des frappes. Dans un premier temps, dix GBU-12 sont larguées, ainsi que cinq A2SM. Un ravitaillement doit alors être effectué car le largage des GBU, à cette altitude de surcroît – entre 15 000 et 20 000 pieds –, est gourmand en carburant.

À la base Balard, le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Mercier, suit l'opération grâce au *chat* reliant tous les appareils. « Nous voyions que le ravitaillement durait plus longtemps que prévu, se souvient-il, nous étions inquiets[32]. » Mais il ne pose pas de questions car il s'est imposé comme règle de ne pas intervenir dans les choix tactiques. De fait, le second temps de l'opération commence. Les Rafale vident leur cargaison en expédiant leurs deux dernières GBU et quatre A2SM.

Au total, la phase de tir aura duré 40 minutes, dans une zone large d'une centaine de kilomètres. Le BDA permet de vérifier que tous les coups ont atteint leur but. Paris en est immédiatement informé. Mais pas seulement. Le message d'un tel raid en effet est toujours à double lecture, comme le résume le commandant du groupe Bretagne, le lieutenant-colonel Olivier Roquefeuil : « La France a démontré sa capacité à frapper loin, et avec très peu de préavis, grâce au couple chasseur-ravitailleur, comme très peu de nations sont capables de le faire[33]. » Tous les observateurs avertis peuvent imaginer une charge nucléaire en lieu et place des armements traditionnels. Frapper les djihadistes au Nord-Mali, c'est aussi rappeler à ceux qui l'auraient oublié dans le monde que la France peut faire très mal, très loin de ses frontières, avec une réactivité inégalable.

Le message n'est pas non plus sans visée interne aux armées : les aviateurs ont démontré leur faculté à monter en seulement deux jours une opération complexe, puissante, et au moindre coût puisque les Rafale sont partis de leur base mère, et que, en réalité, ils auraient fort bien pu se passer du JFACC installé à N'Djamena, la technologie leur permettant de tout diriger depuis la France. Autant d'arguments très appréciables en des temps de restriction budgétaire et de forte interrogation sur l'armée du futur.

Les Rafale prennent maintenant le chemin de N'Djamena d'où un ravitailleur a décollé pour leur délivrer le complément de carburant nécessaire. Les deux heures de trajet sont probablement les plus longues. « Auparavant, décrit le lieutenant-colonel Damien R., nous n'avions pas du tout trouvé le temps long. Durant les six premières heures, nous étions trop concentrés sur notre mission[34]. » Et puis, les trois ravitaillements – manœuvre toujours délicate en raison des turbulences et plus particulièrement avec des appareils lourdement chargés – ont nécessité une attention particulière.

À 16 heures 30, au bout de 9 heures 45 de vol, la patrouille atterrit sur le tarmac où les accueillent le Comanfor d'Épervier, le colonel Rataud, ainsi que l'ambassadeur de France à N'Djamena, Michel Reveyrand de Menthon. Eux savent ce que viennent d'accomplir les Rafale, et peuvent donc les en féliciter, contrairement au camarade de promo de Damien R., le chef du détachement de chasse, Stéphane S., qui croit juste recevoir un renfort. Rataud pour sa part les décrit « fiers du travail accompli, mais fourbus, ayant du mal à descendre de leurs appareils. Ils ne savent pas encore qu'ils ne vont pas rentrer en France comme ils le pensent[35]… »

En effet, tout est déjà prévu au JFACC de N'Djamena : les Rafale vont prêter main-forte aux Mirage 2000-D pour pilonner les arrières ennemis. Avec les renforts progressifs du 1/91 Gascogne et du 2/30 Normandie Niémen, il y aura six, puis huit machines pour une douzaine de pilotes. Deux d'entre elles sont déjà programmées pour la première mission du lendemain matin. Les mécaniciens ont le reste de la nuit pour les préparer avec les armuriers. Comme prévu, Damien R. et ses coéquipiers passent le manche à leurs camarades ayant embarqué à Istres.

Les deux ravitailleurs sont également requis, faisant grimper à cinq leur flotte à N'Djamena*[27] sur les quatorze dont dispose l'armée de l'air. Au fond, un simple retour aux sources pour le Bretagne puisqu'il fut créé en 1942 dans cette ville qui s'appelait alors Fort-Lamy, afin d'accompagner dans les airs la cohorte du général Leclerc. Sur place depuis des années, avec les interruptions causées par des OPEX exigeantes comme Harmattan, le groupe permet aux chasseurs d'œuvrer sur une grande partie de la région, symbiose idéale qui rallonge le bras armé de la France dans le continent. Chaque Boeing y effectue en moyenne six semaines de mission, bichonné par une dizaine de mécaniciens veillant sur ces vénérables machines de cinquante ans d'âge qui à elles seules résument le paradoxe d'une armée française de plus en plus mise à contribution, mais de moins en moins financée. Serval survient ainsi après une année 2012 heureusement blanche en opérations car elle a permis de solder Harmattan tant en matière d'instruction que de maintenance des appareils. « Nous étions en pleine régénération[36] », commente le lieutenant-colonel Roquefeuil qui, avec vingt ans de ravitaillement, a l'expérience de quasiment toutes les OPEX menées par l'armée française.

N'Djamena s'installe dans un rythme soutenu de missions : deux à trois sorties quotidiennes de plusieurs heures chacune, tôt le matin et tard le soir afin d'impressionner l'ennemi aux pires moments, mais aussi pour profiter du maximum d'efficacité des capteurs et de l'emport des ravitailleurs, les deux diminuant avec les fortes chaleurs. Ainsi, le soir même de l'arrivée du raid venu de France, entre 20 heures 50 et 21 heures 50, deux Mirage détruisent à Diabaly trois pick-up armés, trois autres dits « lisses[*28] » et un camion. Jusqu'au 17 janvier, le secteur sera le seul où ils interviendront avec celui de Douentza, ce qui illustre la détermination du commandement à frapper les deux fuseaux est et ouest.

Néanmoins, rejoindre le Mali depuis le Tchad est une perte de temps, soulignent les aviateurs. « Dès le premier week-end, note le général Caspar-Fille-Lambie, nous avons estimé qu'il fallait installer la chasse à Bamako[37]. » Un minimum d'intendance est toutefois nécessaire, dont l'aéroport ne dispose même pas. Le GTIA du colonel Gèze campe littéralement sur les pistes, en se débrouillant pour grappiller ici des lits Picot, là des groupes électrogènes. Mais le danger d'un raid djihadiste depuis la ligne de démarcation, ou d'actions de groupes isolés qui se seraient infiltrés préalablement au Sud, n'est pas encore écarté. Le commandement juge donc impossible de laisser la capitale malienne sans protection aérienne. Or N'Djamena a l'outil qui semble adéquat : le détachement de Mirage F1, ce vétéran de l'armée de l'air qui sera sous peu retiré du service. Son âge lui procure un gros avantage : la rusticité ne lui fait pas peur. Or, dépourvu de pod laser[*29], il est moins utile à N'Djamena où le commandement entasse Rafale et 2000-D.

Le transfert des deux appareils est une formalité. Deux moteurs de rechange sont chargés le 14 janvier dans un Transall, de même que les trois pilotes et quinze mécanos. À eux le rôle de « gardien de but » : ils devront frapper tout ce qui réussirait à franchir le dernier rideau. D'où le chaleureux accueil qu'ils reçoivent dans la capitale où ils sont perçus comme les sauveurs. Comme la plupart des biffins, le groupe dort par terre, sous tôle, se lave au tuyau d'arrosage et mange des rations quand il n'achète pas des plateaux repas aux compagnies civiles. Quand il rejoindra ses hommes deux semaines plus tard, le commandant de l'escadron, le lieutenant-colonel Benjamin Souberbielle, les trouvera « rincés[38] », même le plus « africain » d'entre eux. Dans le cadre d'Épervier, les aviateurs s'entraînent certes à vivre « à la dure », dans le nord, du côté d'Abéché ou de Faya, avec le minimum de matériels et de mécaniciens. Mais Serval les oblige à prolonger l'effort sur une plus longue durée et dans des conditions plus rudes encore puisque, installés près des pistes, ils doivent trouver le sommeil malgré le flux incessant d'appareils et sans climatisation bien entendu.

Les pilotes sont souvent moqués par les autres armées pour le confort de leur logement, mais il en va de l'intense concentration que requiert l'exercice de leur métier pendant plus de huit heures d'affilée. Les trois du détachement de F1, débrouillards, parviennent à se trouver une chambre hors de l'aéroport, mais le colonel Gèze ne peut leur donner l'autorisation de quitter les lieux : l'enlèvement de pilotes français serait d'un effet désastreux ! « Les alliés, souligne le général Thierry Caspar-Fille-Lambie, ont été surpris de découvrir dans quelles conditions spartiates travaillaient nos personnels. Ils ne nous croyaient pas lorsque nous leur expliquions que nous n'avions pas tout planifié depuis le début, comme cela se fait à l'OTAN par exemple[39]. »

---

*1. Chiffre régulièrement avancé. En fait, les Français sont exactement 4 758 au Mali, auxquels sont ajoutés un peu plus de mille Européens.

*2. Commandant de la force.

*3. Compagnie de commandement et de logistique interarmées.

*4. Composé de l'état-major tactique aux ordres du chef de bataillon Sébastien B., de l'escadron de reconnaissance du 1er RHP du capitaine Sayfa P., d'une section du 17e RGP à deux groupes et de la section d'appui du 3e RPIMa. Un second convoi de 32 hommes, sous le commandement du capitaine Antoine D., se charge, lui, de la logistique, avec des éléments de santé, dépannage, munitions, pièces de rechange et deux citernes de carburant.

*5. *Joint Forces Air Component Command* (commandement de la composante Air des forces interarmées) – Afrique centrale et de l'ouest.

*6. Où est installé le Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (CDAOA).

*7. Pilot de combat opérationnel.

*8. Par lesquels le Boeing distille le carburant aux chasseurs.

*9. Heure locale (il faut ajouter une heure pour la France).

*10. Donc toujours le 11 janvier.

*11. État-major opérationnel de l'armée de terre.

*12. Force d’action rapide.

*13. *Tactical Air Control Party* (équipe de contrôle aérien tactique).

*14. Ou ERC-90 (engin à roues doté d’un canon de 90 mm).

*15. Le deuxième Transall arrivera le 13 janvier à Ouagadougou ; le dernier, deux jours avant la prise de Gao.

*16. Cellule centralisant les renseignements en provenance de divers services et contribuant au ciblage des objectifs ennemis.

*17. Les noms des sources, par exemple, demeurent secrets.

*18. *High Value Target* (cible de haute valeur).

*19. Parmi eux, Abdel Krim, dit Kojak, ancien second du légendaire Bahanga, mort en 2011.

*20. Surtout des missiles sol-air de génération récente, mais en très petit nombre.

*21. Ni dans les mois suivants au demeurant…

*22. Ainsi que deux Spare (avions de rechange en cas d’incident au décollage).

*23. Escadron de programmation et d’instruction en guerre électronique.

*24. Les Rafale du Gascogne sont biplaces (car ils sont chargés de la dissuasion nucléaire) quand ceux du Provence sont monoplaces.

*25. *Special Instructions* (instructions spéciales), indispensables, car elles fixent le cadre d’évolution des missions.

*26. *Battle Damage Assessment* : il s’agit de vérifier que les frappes ont eu l’effet voulu.

*27. Le parking de l’aéroport étant trop étroit, un appareil devra finalement être déplacé à Dakar.

*28. C’est-à-dire sans arme rivée sur la plage arrière, mais avec des combattants.

*29. Les F1 peuvent larguer des GBU, mais à condition de voler avec un autre appareil doté de ce pod ou de forces au sol illuminant la cible au laser.

10.

DE L'ART DE L'IMPROVISATION PLANIFIÉE

Au tour de Licorne de découvrir le Mali. Partis le 12 janvier d'Abidjan, ses deux convois n'ont pas lambiné. Instruction ayant été donnée de gagner Bamako au plus vite, la cadence devient même infernale la journée du 14 : 22 heures de conduite d'affilée, les hommes se relayant au volant. À l'aéroport atteint de nuit, la colonne est accueillie par le colonel Gèze et son état-major, scellant donc l'alliance du Tchad et de la Côte d'Ivoire.

La tension est encore loin d'être descendue à Bamako. « On nous annonçait une forte présence ennemie dans la forêt de Ouagadou[*1], relate le commandant du GTIA, mais aussi des cellules dormantes probables dans la capitale. Des attentats avaient déjà eu lieu, dans des stations-service, sans qu'il soit encore possible d'en attribuer la responsabilité aux terroristes ou à des Maliens menant des représailles sur de prétendus collaborateurs[1]. » En mal de renseignements sur l'ennemi, Gèze n'hésite pas à les glaner auprès du seul pour l'heure qui l'ait affronté, le chef du détachement Sabre à Ouagadougou, Luc, un camarade de promo de surcroît. Et comme il n'a pas encore de communications cryptées, il le fait avec son propre téléphone portable. Pas grand risque que l'ennemi écoute, et de tout façon, il n'apprendrait rien sur la présence des forces spéciales ! « La conclusion en fut, explique Gèze, qu'il fallait les prendre très au sérieux. Ils avaient défait le MNLA, progressé vers le sud depuis un mois. Ils savaient donc manœuvrer, se coordonner, également échapper aux frappes aériennes. Cela n'avait donc rien à voir avec la rébellion en RCA ! » Seule mesure à sa portée pour le moment, il consolide la sécurité à l'aéroport, en y affectant la compagnie du capitaine Grégory Z. du 2e RIMa, partie du Mans deux jours plus tôt, ce qui l'oblige à en réclamer une nouvelle pour la relever par la suite : elle sera fournie par le 3e RIMa une semaine plus tard.

Camping à Bamako

Avec Licorne, Serval compte désormais à Bamako environ 650 hommes qui attendent encore des renforts[*2]. « Nous n'avions pas assez de blindés, explique le commandant Sébastien B., donc nous en avons demandé au CPCO en vue de notre mouvement vers le nord-est[2]. » Au total, le GTIA est appelé à dépasser le millier d'hommes, soit un effectif beaucoup plus étoffé que ce qui était pratiqué en Afghanistan. Pour le capitaine Hugues P. du 1er RHP, qui vient d'arriver d'Abidjan, « les journées qui vont suivre nous donnaient le tableau de la puissance de la France en marche. Les avions n'arrêtaient pas de décoller et d'atterrir, jour et nuit, le PC du 21e RIMa accomplissant un travail d'Hercule, au bord de l'épuisement, pour gérer ce ballet. C'était à la fois très impressionnant et rassurant[3]. »

Le colonel Gèze y ajouterait peut-être le qualificatif de « problématique ». Les unités affluent en effet, mais comment toutes les loger et les nourrir ? Comment leur permettre de se laver ou de faire leurs besoins ? Pour le toit, tous les hangars de l'aéroport sont peu à peu occupés, les éventuels petits avions qui s'y trouvaient ayant été repoussés autant que possible. En guise de lits, des cartons, les Maliens fournissant petit à petit des matelas en mousse qu'ils achètent eux-mêmes. Côté nourriture, rations pour tout le monde, puis des contacts avec l'armée malienne permettront d'améliorer un peu l'ordinaire, surtout du riz. Pour la corvée de linge la femme d'un adjudant-chef malien accepte de s'en charger avant qu'un contrat soit passé avec une société locale grâce aux

Libanais de Bamako. Pour les commodités, Gèze doit faire intervenir une entreprise pour refaire des canalisations mal conçues et constamment bouchées. Par chance, il peut compter à ses côtés sur la commissaire d'Épervier, partie du Tchad avec 180 000 euros qui permettent de régler toutes sortes de factures de première nécessité. En revanche, et c'est l'un de ses rares regrets, pas de logisticien à ses côtés. Or son petit état-major n'est pas fait pour gérer la noria d'avions qui font la navette avec la France. « En un mois, souligne-t-il, il a été expédié à Bamako l'équivalent de dix années en Afghanistan[4] ! » Souvent les plans de vol ne correspondent pas à ce qui atterrit. À toute heure de la journée, et de la nuit, un adjudant de la Légion est donc chargé par le colonel d'aller se poster à l'arrière de l'appareil fraîchement arrivé pour connaître sa cargaison et la distribuer au mieux.

Au-delà de la ligne de front

La confusion à Bamako est la signature la plus criante du renversement de cap soudain de François Hollande. Même s'il a pu s'y préparer, l'état-major des armées doit orchestrer un immense ballet, avec des troupes constituées sur le tard, des échéanciers différents, le tout sans l'avoir pratiqué depuis des années. Serval est la première « ouverture de théâtre » depuis la guerre du Golfe. « Il nous avait alors fallu six mois pour assembler nos forces, explique le général Palasset au commandement des forces terrestres. Même chose au Kosovo, et encore la Macédoine nous servait de base. En Côte d'Ivoire, nous avions le 43e BIMa sur place, en Afghanistan, il y avait déjà le RC*[3] de Kaboul. Au Mali, nous avons dû tout lancer *ex nihilo*[5]. »

Le coup d'arrêt de Sabre, et l'application du plan Resevac avec la constitution du GTIA Gèze, ne sont que les fondations d'un édifice complexe dont le conseil de défense du 12 janvier a fourni en quelque sorte le cahier de charges. Prenant acte des premiers coups portés à l'ennemi et du comportement de celui-ci, le président de la République a demandé : « Doit-on se contenter de rétablir la ligne de front [c'est-à-dire la ramener à hauteur de Konna] ou d'ores et déjà aller au-delà[6] ? » Certains des participants, pour qui la logique devait rester celle de la résolution 2085, ont proposé d'attendre la mise en place de la MISMA avant de relancer l'offensive ; d'autres au contraire ont plaidé pour tirer avantage immédiatement de la situation. Après le tour de table, le silence s'est installé, impressionnant. À cet instant, la décision revenait au seul chef de l'État. Et il exposa avec la même détermination que la veille qu'il ne fallait pas « laisser accroire que la ligne de front était une frontière ».

Les militaires sont fixés, Serval n'a pas pour but d'éteindre un incendie, mais d'empêcher qu'il reprenne. Dès la fin du conseil de défense, le colonel Pierre G., chef du bureau J5 (planification) au CPCO, s'enferme pour le week-end avec son chef du bureau Afrique, le colonel Philippe Susnjara, afin d'échafauder le plan de campagne. Recueillant l'avis du plus grand nombre de spécialistes, les deux officiers aboutissent à un séquençage présenté le 13 janvier en soirée au général Castres : après le coup d'arrêt, il s'agit grossièrement de profiter de la situation créée par les djihadistes pour reprendre le contrôle du pays tout entier, c'est-à-dire remonter jusqu'au fleuve Niger, puis reconquérir le Nord, mais en compagnie des troupes africaines. Ainsi le postulat stratégique d'avant la crise – résolution par les Africains – sera-t-il tout de même respecté.

Ce plan exploite aussi le changement de portage politique : « Les otages n'étaient plus inhibants, explique le colonel Susnjara, car le danger encouru par le Mali était alors considéré supérieur. » l'Élysée ne cesse de le répéter depuis le commencement : pas de limite à l'engagement. Concrètement, le J5 fait de Gao la première étape de la reconquête qui incombera au GTIA Gèze. « C'était notre priorité absolue, indique le colonel Susnjara, Tombouctou était trop loin, trop excentrée[7]. »

Les étoiles de Serval

La structure de commandement s'ébauche. À sa tête, un général de brigade s'est imposé de lui-même, à vrai dire depuis la fin 2012, dès que la France a donné son accord pour appuyer la MISMA. Grégoire de Saint-Quentin, 51 ans, a pour lui de bien connaître le dossier malien puisqu'il est le concepteur du plan Requin, et donc le fonctionnement du CPCO dont il dirigeait auparavant le J5 : de bonne augure pour des relations huilées entre

l'état-major des armées et le théâtre. Mais Saint-Quentin peut aussi arguer d'une très solide expérience de l'Afrique, d'abord pour y avoir traîné ses deux mètres dans les multiples opérations du 1er RPIMa, son régiment de toujours, ensuite parce qu'il commande depuis l'été 2011 les Éléments français du Sénégal. « Nous l'avions choisi à l'origine, expose le général Castres qui fut son chef au CPCO, car il nous semblait capable de donner plus de rythme et de corps aux quatre cent cinquante hommes sur place dans le cadre de la coopération régionale pour la lutte contre le terrorisme[8]. » L'année et demie qui s'est écoulée permet désormais à Saint-Quentin de jouir d'un solide carnet d'adresses parmi toutes les autorités militaires de la région où il est très apprécié. « Il sait discuter avec elles de tout et de rien, longuement, sans jamais paraître hautain comme certains généraux français peuvent l'être[9] », explique un diplomate français qui l'a vu à l'œuvre. Or c'est fondamental. En tant que Comanfor en effet, Saint-Quentin n'est pas destiné à commander les troupes au front, mais à tout faire depuis le PCIAT[*4] pour leur faciliter la tâche et vérifier constamment sa conformité avec le mandat reçu. À lui donc le lien essentiel avec la MISMA, pierre angulaire de la gestion de la crise malienne, et dont il devra chaque jour rappeler à ceux qui pensent que Serval n'en a pas besoin, que sans elle Serval ne pourrait rien faire.

Le PCIAT a besoin de temps pour monter en régime. Un renfort d'état-major est tout d'abord nécessaire, que l'EMIA-FE[*5] envoie à Dakar pour large partie dès le 11 janvier. Il faut ensuite mettre sur pied les bureaux, brancher toutes les transmissions, établir les liaisons sécurisées avec le CPCO et Bamako. « Il avait été prévu fin 2012, souligne le capitaine de vaisseau Pierre V., que l'état-major avait trois semaines à un mois pour être opérationnel[10]. » Serval impose un changement de braquet : le PCIAT voit le délai raccourci d'une semaine, le chef de la cellule de crise au CPCO indiquant à Saint-Quentin que le transfert d'autorité[*6] s'effectuera avant la fin janvier, soit deux à trois semaines plus tôt que les canons habituels.

Pour la partie aérienne, le Comanfor sait pouvoir compter sur l'outil déjà parfaitement opérationnel de l'armée de l'air, le JFACC-AFCO, commandé par le général Jean-Jacques Borel. Les deux hommes se connaissent très bien et s'apprécient pour avoir servi ensemble au CPCO, particulièrement durant les opérations complexes d'Afghanistan, de Libye et de Côte d'Ivoire.

Si le patron des EFS recueille l'unanimité, en est-il de même pour celui qui, sous ses ordres, devra mener la bataille terrestre ? Sa désignation est une évidence pour l'armée de terre : le général Bernard Barrera, commandant la 3e brigade mécanisée, tient l'alerte Guépard ; c'est donc à lui de partir. Le général Clément-Bollée, chef du commandement des forces terrestres, y tient d'autant plus qu'il a eu l'occasion, en visite à Clermont-Ferrand, de vérifier combien la brigade s'était préparée, dans le cadre de sa prise d'alerte Guépard, pour des opérations semblables à ce qui se trame au Mali. Dès sa prise de fonctions à l'été 2011, Barrera en effet a considéré que la page de l'Afghanistan était tournée – l'armée française était alors arrimée à un secteur et suivait les schémas de l'OTAN –, et qu'il donc fallait se préparer à des opérations d'un tout autre genre : « la manœuvre et la surprise dans les grands espaces », résume-t-il en ajoutant avec franchise : « je ne pensais pas du tout au Mali à cette époque »[11]. Pendant un an et demi, toutes les unités de la brigade ont donc suivi des exercices d'offensive sur une grande distance, en zone urbaine et ouverte, réapprenant par exemple à vivre avec des douches de campagne dont il fut compliqué de retrouver des exemplaires dans l'armée française. Le PC de la 3e brigade, lui, s'est entraîné à changer plusieurs fois d'emplacement dans la région du Puy-en-Velay, repérée par le général quand il n'était encore que capitaine au 92e RI. « Depuis l'Afghanistan, décrit-il, les PC ne s'exerçaient plus à la mobilité. En Kapisa, ils n'avaient qu'à poser leurs valises et dresser leurs antennes. » Son bureau renseignement a réalisé des carnets sur l'identification et les modes d'action des katibats sahéliennes qui sont distribués à toutes les unités. Pour ne rien gâcher enfin, les généraux de Saint-Quentin et Barrera, malgré des carrières assez distinctes, s'estiment depuis une vingtaine d'années.

Si le départ de la « 3 » est prévu, et justifié au vu de sa préparation, pourquoi ne paraît-il pas à tous évident ? Parce qu'en période de stress intense, comme à chaque début d'opération, la facilité rassure souvent : historiquement, qui dit Mali dit troupes de marine dont, même si elle compte en son sein le 1er RIMa, la 3e brigade mécanisée ne fait pas partie. Depuis une dizaine d'années, l'Afghanistan a beaucoup servi à gommer ce genre d'idées préconçues. L'infanterie métropolitaine y a démontré toutes ses qualités, à l'instar des marsouins et des légionnaires. En 2010-2011, la 3e BM, qui totalisait déjà huit projections de son PC Brigade en douze ans, sans parler de ses régiments, a ainsi tenu avec brio la Kapisa sous les ordres du général Chavancy. Mais les réflexes ont parfois la vie dure… surtout quand la 3e BM partage certains degrés du Guépard avec la 9e brigade d'infanterie de marine. L'idée a pu germer, ici ou là, dans l'excitation des premiers temps, de mettre celle-ci plus en avant. Les jours passent ainsi sans que la nomination du général Barrera soit officialisée, sans qu'il puisse obtenir une place dans un vol pour Bamako…

Le remplacement n'est sans doute pas à l'ordre du jour en hauts lieux, mais dans le cas contraire, le commandant de la 3e brigade mécanisée pourrait se rassurer avec deux atouts. D'une part, le patron de la 9e BIMa,

le général Lecointre, n'est pas libre puisque l'Europe lui a confié les rênes d'EUTM ; l'en retirer serait pour la France faire de peu de cas de l'Europe qu'elle s'échine depuis sept mois à intéresser au Mali. D'autre part, le commandement des forces terrestres à Lille tient absolument à ce que l'axiome « le guépard part » soit définitivement admis par tous. Son chef, le général Clément-Bollée, y voit enfin comme un juste retour des choses. En novembre, en effet, quand, pour EUTM, il avait opté en faveur de la 9e BIMa parce qu'elle est « plus habituée à l'exotisme », Barrera avait tenu à rappeler que le PC Guépard était le sien, qu'il lui reviendrait donc de partir en cas d'opération majeure. « Je voulais me conserver une liberté d'action pour le Liban où il aurait été plus approprié, indique Clément-Bollée. Je lui ai dit : "tu verras, l'avenir me donnera raison !"[12]. »

Au moins trois GTIA

Le délai qui lui est imposé a l'immense intérêt pour le général Barrera de lui permettre de façonner sa brigade au vu de l'évolution du contexte et des nouvelles orientations de l'état-major des armées. Car, loin de se contenter de décliner un plan Requin prémâché, le CPCO invente quasiment heure par heure un modèle qui, un an plus tard, suscitera encore chez les Américains et les Britanniques admiration et incrédulité. Sous-marin à quai jusqu'au 11 janvier, sa cellule de crise d'une quarantaine de membres à terme, coupant tous les ponts avec leurs familles pour plusieurs jours, est entrée en plongée simultanément avec celle des forces spéciales qui lui est conjointe. Le cap a été fixé par l'Élysée : plus qu'un simple coup d'arrêt, il faut repousser l'ennemi vers le fleuve Niger. « Au CPCO, relate le capitaine de vaisseau Pierre V., avec notre expérience de la Côte d'Ivoire et de l'Afghanistan, nous en avons très rapidement déduit qu'il nous faudrait au moins trois GTIA[13]. »

Épervier et Licorne ont fourni l'essentiel du premier, reste donc à en constituer deux. La tâche incombe au commandement des forces terrestres qui, le 12, a activé l'outil adéquat, le centre d'opération de montée en puissance (COMP). Pendant toute l'année en effet, Lille gère la préparation des soixante-douze mille hommes des forces terrestres, son travail s'arrêtant lors de leur départ en opération : « Une fois dans les avions ou les bateaux, illustre le général Palasset, chef d'état-major, les unités nous échappent[14] ! » Il est certain que Serval tombe à point nommé. Au grand rapport de l'armée de terre du 16 octobre 2012 en effet, le général Clément-Bollée avait fait le constat qu'après dix ans d'engagement, soixante mille soldats étaient passés par l'Afghanistan, soit tous les régiments d'infanterie. « Un capital énorme était acquis, note-t-il, toute la préparation opérationnelle avait été repensée avec la réplique de la FOB*[7] de Tora à Canjuers. Or, en décembre, nous ne devions plus être que trois mille en OPEX, et nous sentions déjà un peu de fébrilité dans nos rangs au vu des mois à venir[15]. » La feuille de route donnée par le CPCO est limpide : « On m'a dit : "votre mission est d'arrêter les GAD. Générez une force ! vous avez carte blanche !" Nous avons donc raisonné sans nous fixer de limites, avec un seul but : la cohérence opérationnelle. » La force prend forme en s'appuyant sur la 3e brigade mécanisée, mais aussi sur la 9e d'infanterie de marine. La perspective de longs déplacements, face à un ennemi surtout équipé de mitrailleuses, pousse également à adapter ce qui était prévu par le Guépard. En particulier, le CFT préconise de privilégier le nouveau blindé de l'armée française, le VBCI*[8], plus mobile, rapide et endurant que l'antique VAB, en service depuis trente-cinq ans. Le GTIA 2, le prochain à gagner le Mali, est doté d'une deuxième compagnie issue, comme la première, du 92e RI, deuxième régiment de France à en avoir été équipé.

Un général très sollicité

Le dosage et la composition de la force ont une double importance. À l'étranger, comme le souligne un haut fonctionnaire à la Défense, « il ne fallait pas donner l'impression, en envoyant trop de troupes, que le Mali était décidément un dossier très compliqué car la communauté internationale aurait été encore moins encline à prendre notre relais… » En France, le calibrage de la brigade est intimement lié à la question qui tourmente le CPCO depuis le 11 janvier, 13 heures : comment tout transporter au Mali dans l'espace de temps le plus réduit ? À part les parachutistes qui voyagent « léger », sans véhicules, chaque envoi d'une unité se chiffre en dizaines de tonnes de matériels obligeant à prendre en considération le moindre détail, comme par exemple le fait que la nouvelle

tenue Félin qui équipe l'infanterie pèse 30 % plus lourd que la précédente[*9].

À l'œuvre cette fois le Centre multimodal des transports, basé à Villacoublay. Sur terre, sur mer ou dans les airs, c'est à lui qu'il revient depuis 2007 d'acheminer personnel et matériels partout dans le monde. À sa tête, le général Philippe Boussard, un habitué des démarrages au quart de tour pour avoir été l'un des premiers commandants de l'escadron de transport des forces spéciales, le Poitou, de 1995 à 1997. Mais en l'occurrence, ce serait plus des talents d'équilibriste qui lui seraient nécessaires car le CMT est accaparé par un autre très gros chantier, le retrait d'Afghanistan qu'il est impossible de mettre entre parenthèses. « De toute façon, précise le général, nous l'aurions voulu – j'ai demandé à le vérifier – que cela aurait été impossible puisque les contrats avaient déjà été passés[16]. » L'opération est en plus une remarquable réussite : alors qu'il avait reçu pour objectif de désengager 50 % du dispositif français fin 2012, le CMT en a accompli 20 % de plus.

Dès l'annonce présidentielle, le 11 janvier, Boussard est devenu un des officiers généraux les plus convoités des armées françaises. « En quelques heures, relate-t-il, j'ai eu au bout du fil la plupart des officiers généraux de l'état-major des armées, des différents armées, ainsi que des directions ou services en charge des opérations. » Or sa sentence est chaque fois identique : « Je ne pourrai transporter par voie aérienne que ce que les marchés que nous avons contractualisés nous permettent. Et pour l'instant, je suis en train d'essayer de récupérer tous les Antonov 124 disponibles. J'en saurai plus demain matin sur leur nombre et sur leur cadence d'arrivée dans nos aéroports ». Dans l'excitation des premières heures, le CMT fait donc un peu figure de rabat-joie, quand il indique par exemple au CPCO ne pas pouvoir projeter à Dakar, en trente-six heures, avec un préavis d'un jour seulement, les mille hommes supplémentaires un peu rapidement évoqués. Mais l'état-major du général Boussard a aussi conscience de l'impact de ses éventuels veto sur la manœuvre imaginée par l'état-major des armées. Pendant plusieurs jours, il va donc lui aussi enchaîner les nuits sans sommeil, une épreuve d'autant plus rude que son effectif d'experts est réduit.

Après discussion au niveau du CPCO, la barre s'arrête sur un effectif de mille deux cent trente hommes à projeter dans les plus brefs délais, avec leurs véhicules et équipements. « La tendance initiale qui nous a été indiquée, relate le général Boussard, était de tout transporter par avion. » Tel le « GO » auquel son chef le compare avec humour, le CMT ne perd donc pas une seconde pour décrocher le plus grand nombre de gros porteurs, des Iliouchine 76 et surtout des Antonov dont la classe 124 peut emporter de 80 à 100 tonnes de matériel, et pour la classe 225, la plus grosse, 50 de plus, soit l'équivalent de vingt Transall.

Un des grands pourvoyeurs d'Antonov dans le monde est le ministère de la Défense russe auquel la France a recours via la société ICS. En contrat depuis 2009, les services du général Boussard ont ainsi affrété ses appareils à une centaine de reprises dans le cadre du retrait d'Afghanistan : « nous étions un bon client pour eux », note le colonel Christophe M. en charge de la cellule Antonov au CMT. La chance est de son côté : aucun autre conflit de même envergure ne fait concurrence au Mali. Que serait-il advenu sinon ? « Il aurait été beaucoup plus compliqué de tenir les délais », répond le général Boussard. De même, la France profite de sa convergence de vues sur le Mali avec la Russie. Quid d'une opération future où les deux nations s'opposeraient ? Il y a fort à parier que les Antonov seraient indisponibles pour rapprocher les troupes françaises de la Syrie par exemple…

Serval met en exergue les lacunes françaises en transport stratégique qu'en dépit de tous ses indéniables apports, le nouvel A400M ne comblera pas entièrement : parfait pour la projection rapide d'un petit volume, il restera sous dimensionné pour le lancement d'une opération de l'ampleur de Serval. Or des gros porteurs comme les Antonov coûtent très cher à l'achat, puis à l'entretien, et l'armée française n'est pas adepte du crédit-bail à la russe. Quant à la mutualisation d'une flotte avec l'Europe, le Mali démontre la nécessité de réagir en quelques heures, voire quelques jours maximum : Bruxelles en est pour l'heure incapable, et d'ailleurs le CMT se passera des services de l'EATC[*10], pourtant l'une des rares réussites de l'Europe de la Défense.

Les gros porteurs sont incontournables pour coller aux ambitions du CPCO, mais ils apportent aussi leur lot de complications. Comme ils endommagent souvent les pistes, certains aéroports en France, parmi la demi-douzaine autorisant une utilisation optimale[*11], peuvent refuser de les accueillir. En Afrique, le problème est la consommation de carburant. Un plein à 100 m^3 est rédhibitoire pour la plupart des plate-formes car leur stock est faible. C'est le cas de Bamako, loin des côtes et des forages *off shore*, qu'il faudrait donc ravitailler en permanence par une noria de citernes payées au prix fort, en espérant de surcroît que le climat ne fasse pas des siennes. Il faut donc prévoir au décollage suffisamment de fuel afin que l'appareil puisse redécoller et se ravitailler ailleurs, ce qui limite sa capacité d'emport. Mais la simultanéité des vols – il y en aura parfois jusqu'à quinze en même temps – pourrait aussi saturer d'un coup les plates-formes idoines.

Le CMT en a tiré une conséquence le soir du 12 janvier : « Nous avons dit au CPCO, témoigne le général Boussard, qu'il nous fallait un BPC[*12] et au plus vite ! » L'avis du CMT est d'or en pareilles circonstances. En quelques heures à peine, le CPCO a mis à sa disposition le Dixmude, en service depuis juin seulement, qui peut

accueillir une centaine de véhicules et cinq cents hommes, soit un GTIA de format standard.

Même après que les vecteurs entre la France et le Mali ont à peu près été identifiés, la tâche du CMT reste ardue : il lui faut s'assurer que les dizaines d'unités réparties sur l'ensemble du territoire, voire en Afrique (comme pour Épervier et Licorne) peuvent être orientées à temps, et dans l'ordre, vers les zones d'embarquement pour le théâtre. Dans une première phase, ce sera la base d'Évreux, puis le centre de Miramas quand la zone de rassemblement et d'attente (ZRA) y sera activée, qui orientera soit vers Istres pour le fret aérien, soit vers Toulon pour le transport maritime. « L'armée française doit beaucoup à la SNCF sa très grande réactivité, expose le général Boussard. Nous venions d'activer une nouvelle convention OPEX qui l'obligeait à nous fournir des trains 72 heures après nos demandes : en moyenne, les quatorze trains spéciaux que nous avons utilisés ont finalement été mis à notre disposition avec une moyenne de 49 heures. » Et encore faut-il ajouter la priorité accordée aux trains militaires, dans le sillon rhodanien, sur les trains de nuit et parfois même les TGV. La brigade logistique accomplit aussi un très gros travail sur la route en dépit des conditions climatiques particulièrement rudes de l'hiver 2013.

La France n'est pas seule

Pour estimer au mieux l'efficacité redoutable dont fait preuve le CMT, en dehors du mécano géant qui se construit jour après jour à Bamako, il faut se fier à la réaction des alliés. « Nos officiers en Afghanistan, relate le général Bréthous, adjoint conduite du chef du CPCO, se faisaient dire par nos camarades de l'OTAN que nous avions planifié notre retrait accéléré de Kapisa pour préparer le Mali[17] ! » Où le génie de l'improvisation finit par confiner à l'anticipation géostratégique ! Les capitales occidentales savent cependant exactement ce dont il retourne. « À celles qui voulaient participer, souligne le général Castres, nous expliquions que nous n'avions pas besoin de combattants au sol, mais d'avions de transport pour assurer notre pont aérien[18]. »

Le contenu de cette requête sera souvent ignoré pour laisser place à des spéculations, et les six mois précédents en sont la cause. À force de ne vouloir afficher la France qu'en soutien de l'action militaire autorisée par l'ONU, l'opposition et la presse s'interrogent légitimement sur la participation des autres nations. Pointant l'absence d'engagements au sol, Paris se voit peu à peu reprocher de faire cavalier seul en oubliant que Serval n'a été décidé que dans le cadre bilatéral : à moins que Bamako n'appelle d'autres pays à l'aide, seule la France peut combattre aux côtés des Maliens.

Quant à l'aide débloquée par les alliés, elle est loin d'être superflue. Les Canadiens sont les premiers à mettre un C-17 à la disposition de la France. Dans la droite ligne des accords de Lancaster House qui avaient instauré une codirection de la guerre en Libye, les Britanniques offrent peu après deux C-17 et un Sentinel R1, un avion de renseignement, très précieux vu l'immensité du territoire et le mode opératoire de l'ennemi[*13]. Mais c'est de Washington dont Paris attend naturellement le plus. Dès le 11 janvier, Jean-Yves Le Drian s'est entretenu avec le secrétaire à la Défense Leon Panetta.

L'administration Obama est plus qu'embarrassée avec le Mali où ses coûteux efforts semblent n'avoir enfanté que le capitaine Sanogo et le gros de la troupe sécessionniste au Nord. De surcroît, l'ambiance à Washington est au post-Vietnam avec les retraits d'Irak et d'Afghanistan, mais il flotte aussi dans les couloirs comme une odeur de peinture fraîche avec le démarrage du second mandat du Président, la passation de pouvoirs annoncée entre d'un côté Hillary Clinton et Leon Panetta, de l'autre John Kerry et Chuck Hagel. Or ces deux derniers, comme le souligne le *New York Times*, « ont été très clairs dans le passé sur leur volonté de ne pas intervenir dans des conflits que les partenaires des Américains peuvent gérer[19] ». Il y a comme un défi lancé à l'encontre de ces Français qui ont tant insisté pour obtenir qu'AFRICOM reste basé en Allemagne. En témoigne, d'ailleurs, la concession de la surveillance aérienne du Mali à des PC-12 – de petits avions Pilatus à hélices –, opérée par des contractants privés, installés au Burkina[*14]. Traquant le Shebab et Al-Qaida Péninsule Arabique, la CIA, elle, qui concentre ses moyens en Somalie et au Yémen, n'y a opéré aucun vol de drones[20].

L'accueil mitigé réservé aux demandes françaises confirme l'absurdité de la théorie d'un piège tendu par Paris aux djihadistes : si tel avait été le cas, des contacts bien en amont auraient été noués avec les autorités américaines. À l'automne, Leon Panetta, relayé par d'autres émissaires américains, aurait bien assuré à l'OTAN que le Pentagone « ferait tout ce qui est en sa mesure[21] » pour soutenir une intervention ; mais sans jamais rien promettre et le commandement américain a par la suite affirmé que son message avait été mal interprété.

L'essentiel de l'argumentaire français est de faire oublier à Washington les deux dernières lettres de

l'acronyme AQMI : le combat ne se porte pas au Mali contre un franchisé, mais contre la franchise Al-Qaida elle-même, ce combat-ci étant, hélas, beaucoup plus familier des services américains. Avec le Pentagone et la CIA, c'est prêcher des convaincus. Mais le chemin à accomplir est encore long avec le département d'État, Hillary Clinton exceptée. Dire non aux Français qui déclarent faire la guerre au terrorisme serait néanmoins interprété comme un abandon, voire une désertion.

Dans l'attente d'y voir plus clair, un soutien a minima est accordé dans les deux domaines où les Français ont le plus de lacunes. En premier lieu, le renseignement : accès aux images de la galaxie satellitaire américaine et participation d'un drone de surveillance Global Hawk dont toute une flotte est basée en Sicile. Ensuite, Washington donne son accord pour des transporteurs*15 et des ravitailleurs aériens. Mais l'utilisation de ces moyens n'est pas totalement libre. Les Américains en effet refusent de figurer dans la « targetting chain*16 » : ils ne veulent en aucune manière pouvoir être associés à des frappes aériennes ; donc, pas de ravitaillement d'un chasseur allant délivrer ses bombes, pas de drone repérant des pick-up*17, et évidemment encore moins de drones armés. Pour parachever le tout, Bamako n'étant pas un gouvernement légal, la Maison Blanche n'a pas le droit de lui apporter son aide. Il lui faut donc trouver une astuce juridique pour contourner l'obstacle, la réticence du Département d'État à l'égard de ce conflit n'y aidant guère. Le commandement français en est quitte pour faire preuve de patience. Les trois ravitailleurs KC-135, basés à Morone (Espagne), ne seront ainsi fournis qu'à partir du 25 janvier. Les drones opéreront un peu plus tôt, mais pas suffisamment pour éviter les ruptures de couverture vidéo que déplorera Paris.

L'Algérie, quant à elle, offre un soutien aussi essentiel que discret. Ses autorités ne peuvent l'annoncer officiellement face à une opinion publique hostile. Ainsi la presse nationale tire-t-elle à boulets rouges sur la France, coupable à ses yeux d'une rechute de colonialisme. Les termes habituels de « gendarme », de « Françafrique », sont exhumés, Paris se voyant également accusé de plagier les Américains en Irak et en Afghanistan pour avoir sa « guerre de référence[22] ». En privé toutefois, les responsables politiques ne cachent pas à leurs interlocuteurs français une approbation d'autant plus grande qu'elle pourrait faire oublier l'erreur fatale de diagnostic de leurs services sur la fiabilité d'Ansar Dine. « Ils nous ont tout de suite fait passer un message de soutien et de persévérance, rapporte un haut fonctionnaire français : "puisque vous y êtes, disaient-ils, allez jusqu'au bout ! Faites le boulot !"[23]. » Il n'est pas encore l'heure de leur faire remarquer que c'est aussi le leur…

Derrière l'apparence d'un régime embarrassé de voir l'armée française revenir à sa frontière, Alger n'exige aucune limite de durée et répond favorablement aux demandes de Paris : autorisation de survol du territoire sans restriction*18, fermeture des frontières. Sa seule condition est la discrétion, d'où l'effarement du gouvernement algérien le 13 janvier en entendant le ministre des Affaires étrangères français le remercier publiquement pour le laisser-passer accordé à la chasse*19. S'il ne s'agit pas d'une bourde, la motivation de Laurent Fabius demeure mystérieuse. En tout cas, Alger fait savoir son mécontentement, mais il ne retire pas son offre.

Poursuivant sa quête de soutiens auprès d'autres pays musulmans, François Hollande s'entretient avec le roi Mohammed VI du Maroc et se réjouit de la fermeture des frontières décidée par la Mauritanie. Le 15, il profite aussi d'une visite aux Émirats arabes unis, prévue de longue date, avec des motifs économiques à l'origine, pour solliciter une aide « humanitaire, logistique et financière[24] ». Mais les deux C-17 qu'Abou Dhabi finira par proposer seront employés… en Afghanistan. Les autorités françaises auraient-elles finalement renoncé à affronter les reproches déjà subis lors de la Libye, où Émirati et Qatari avaient apporté une contribution aussi substantielle que critiquée ?

Évreux, sas d'embarquement pour le Mali

La base 105 d'Évreux voit converger vers elle tous les moyens accordés par les Occidentaux puisqu'elle a été désignée pour être le point de départ du fret vers le Mali. À sa tête depuis l'été 2010, le colonel Vincent Séverin avait déjà pu apporter sa pierre à l'édifice lors de l'opération libyenne, et son jugement est sans appel : « Serval a poussé la base à ses limites quand Harmattan ne lui avait demandé que des efforts d'aménagement[25]. »

D'abord, Évreux voit progressivement fondre tout son parc disponible de Transall, qu'elle est la dernière à héberger*20. Le 11 janvier, ses deux avions d'alerte ont décollé ; puis le 12, deux équipages ont rallié le Tchad. « La chance que nous avons eue, souligne le colonel, est que Serval soit survenu après les fêtes durant lesquelles nous

avions peu volé, ce qui a permis aux mécaniciens de retaper les avions. » Une fois en Afrique, les Transall ne reviennent plus en France vu les innombrables transferts intra-théâtre à accomplir. Évreux a donc aussi pour mission de rentabiliser les gros porteurs affrétés ou prêtés par les alliés. Les Antonov lui sont familiers : en moyenne, un exemplaire s'y pose chaque mois, à destination de l'Afghanistan en général, mais aussi pour le transport de matériels dans le cadre d'exercices de l'armée française. La procédure de chargement est rôdée : assez rapide quand il s'agit de véhicules ou de containers, un peu plus méticuleuse pour des matériels jamais embarqués comme ce sera le cas en juillet avec le radar Girafe. Le 13 janvier néanmoins, ce sont deux Antonov qui se sont posés à bref intervalle, ainsi qu'un C-17. Une procession de camions de l'armée de terre a déposé vingt-trois véhicules et l'équivalent de 364 tonnes de matériel, obligeant le colonel Séverin à leur réserver des parkings. Le C-17 a bénéficié d'une attention toute particulière car il constitue la première manifestation de l'aide accordée par la Grande-Bretagne. Devant l'ambassadeur du gouvernement de Sa Majesté, et les journalistes français – car les Britanniques semblent s'être perdus sur le trajet depuis Paris – furent essentiellement montés à bord des véhicules, dont un arborant la croix rouge du service de santé, ainsi que des palettes de fruits : d'excellentes images pour symboliser une contribution à la fois militaire et humanitaire. Mais le mauvais sort s'acharna puisqu'une panne, heureusement hors caméra, obligea à tout transvaser dans le second appareil arrivé dans la nuit.

Depuis ce soir-là, Évreux tourne H24, 7 jours sur 7. Les appareils russes, britanniques, canadiens, norvégiens aussi, se succèdent sans discontinuer. Les Allemands feront une apparition, mais leurs C160 n'ayant pas l'allonge nécessaire pour faire des rotations avec le Mali, ils seront employés dans des liaisons interafricaines.

Pour gérer cette ruche, l'équipe du colonel Séverin doit manager la base comme un quai de Rungis afin que les chargements bloquent le moins possible le taxiway car certains appareils n'auraient plus alors la possibilité de faire demi-tour en raison de l'exiguïté des virages. Pour gagner de la place, le colonel obtient que l'Airbus A330 présidentiel qui stationne à l'année s'installe provisoirement à Orly. Mais dans la deuxième semaine, les Britanniques mettront encore son ingéniosité à l'épreuve en décidant d'envoyer sur place quatre-vingts des leurs afin d'y créer un plot C-17 plutôt que de tout faire depuis l'autre côté de la Manche. La base parviendra à pousser ses murs pour les loger, leur permettre de travailler et de se déplacer. Les deux mille six cents personnes qui y travaillent font preuve d'un dévouement que seul ce genre d'épreuves permet de révéler : équipages et mécanos bien sûr, mais aussi contrôleurs aériens, escale chargée de réceptionner et charger le fret, mess et hébergement qui accueillent les camionneurs acheminant du matériel jour et nuit, fusiliers commandos – qui doivent redoubler de vigilance, particulièrement avec les équipages de l'Est dont la présence n'est pas souhaitée dans certaines parties de la base –, personnel administratif et autres qui sont projetés à Bamako ou les pays environnants. La base prouve ainsi qu'elle est une unité en elle-même, pas seulement un circuit de pistes.

Priorité aux armes

Le message de l'état-major des armées a été clairement reçu : dans la première décade de Serval, les airs assurent 100 % du transport. La proportion finale tombera à 63 %, 8 700 tonnes voguant sur les mers grâce au BPC Dixmude, mais aussi à deux navires affrétés de la Compagnie maritime nantaise, l'Eider et la Louise Russ, des habitués du fret militaire, qui accompliront deux voyages chacun.

Pour l'état-major des armées, le recours massif à l'aviation est dicté par l'urgence. Mais ses failles font s'interroger sur la faisabilité d'une future opération où toutes les étoiles ne seraient pas alignées. Les alliés prendront ainsi en charge cent vingt-trois vols, ôtant à la France un très lourd fardeau que sa seule flotte de Transall et d'Hercules ne lui aurait pas permis d'assumer seule. Mais c'est la part des Antonov et des Iliouchine qui est la plus surprenante : les cent quatre-vingt-treize vols qu'ils ont assumés représentent 76 % du volume aérien total ! Choisissant l'humour, certains en déduiront qu'après la SNCF, c'est à la Russie que la France doit Serval. D'autres, cependant, relèvent des conséquences sur le montage de l'opération lui-même. Selon eux, le CPCO céderait à la tentation d'armer au plus vite les forces françaises à Bamako avec des blindés, des armes lourdes, des protections diverses que les gros porteurs lui permettent de fractionner et donc d'expédier très rapidement. Or les inconvénients ne sont pas négligeables. Comme le petit PC du colonel Gèze en fait chaque jour l'expérience, la projection vire à l'immense puzzle dont toutes les pièces arrivent dans le désordre, voire pas du tout. Avec la priorité donnée aux armes, les camions, engins de levage et autres matériels indispensables à la logistique ne trouvent pas place dans les avions. Et puis l'affrètement de gros porteurs est très coûteux : l'heure de vol d'un Antonov, qui emporte un peu plus de 100 tonnes, s'élève entre 30 et 55 000 euros alors qu'un jour de mer revient

à 31 000 euros et qu'un navire peut contenir plus de 4 000 tonnes[*21].

Le CPCO aurait-il donc dû privilégier la voie des mers dès le 11 janvier, ce qui lui aurait permis à moindre coût d'envoyer au Mali des GTIA complets, « prêts au combat » en quelque sorte ? Les jours perdus pour lancer l'offensive auraient été compensés par le gain d'efficacité. L'idée est séduisante. Mais elle ne vaut qu'*a posteriori*. Car qui pourrait jurer, dans les premiers jours de Serval, que les djihadistes vont laisser à la France le temps d'être totalement rationnelle ? Ou que leur offrir un répit supplémentaire ne leur permettra pas de se renforcer ? Leurs intentions, leurs forces et leurs faiblesses sont encore tellement dans le flou. « Nous avions une idée maîtresse au démarrage, relate le général de Saint-Quentin : agir au plus vite pour empêcher l'ennemi de se réorganiser. Le choix a été fait d'expédier en premier les armes de combat, le lourd devait venir ensuite[26]. »

Le CPCO assume de fait parfaitement les impasses sur la logistique. « Nous sommes partis dans la perspective de rencontrer une résistance forte », explique le colonel Philippe Gueguen qui, à la tête du J4, est à la manœuvre. « Nous avons donc prévu au début d'alimenter avec tous les moyens de la région les premières troupes, puis de mettre en branle l'ensemble de la machine en métropole en se disant que la résistance ennemie nous permettrait de tout acheminer en temps voulu[27]. » Et, à vrai dire, ce délai est le bienvenu pour la 1re brigade logistique, la dernière en France, et sans doute la plus affectée par le défi imposé à l'armée française de sortir à la fois d'un théâtre (l'Afghanistan) tout en pénétrant dans un autre (le Mali), les deux étant distants de milliers de kilomètres. De toutes les unités, c'est elle qui devra fournir le plus gros effort puisque son effectif final représentera à lui seul le cinquième de celui de Serval. À sa tête, le général Jean-Luc Jacquement, saint-cyrien breveté, a pour lui l'expérience de nombreuses OPEX depuis Daguet, que ce soit sur le terrain ou au CPCO : il connaît donc les deux bouts de la chaîne décisionnelle. Prédécesseur en particulier du colonel Gueguen au J4, il a eu à planifier rien de moins que le retrait d'Afghanistan, et accessoirement du Kosovo, la crise ivoirienne, le soutien d'Harmattan, la relève des matériels lourds au Liban, l'évacuation d'un millier de Français lors du tsunami au Japon, ainsi que le soutien au détachement du COS au Sahel ! La doctrine voudrait que ses troupes soient prêtes à fournir trois modules[*22] : 155 hommes dans les 72 heures, soit de quoi soutenir le premier GTIA ; 155 autres dans les cinq jours, correspondant cette fois à 2 500 hommes ; les 458 derniers dans les neuf jours pour une force de 5 000 hommes.

Vu l'opération envisagée dès le début par le CPCO, la brigade déclenche les trois pour la première fois de son histoire. Mais elle se heurte à une autre faille des armées françaises. Pour l'essentiel, en effet, les trois cent soixante véhicules prévus pour accompagner cet effectif doivent, normalement, être fournis par le parc dit d'alerte, et accessoirement par celui dit de gestion, en fait le poumon de la logistique française, qui supplée toutes les unités quand les équipements en leur possession ont besoin de maintenance. Or, en janvier 2013, le premier, qui a reçu pour objectif de conserver à l'année un taux de disponibilité de 95 %, ne peut délivrer tout au plus qu'une vingtaine de véhicules !

Les délais de préparation étant intenables, la brigade en est réduite à faire le tour de ses unités réparties sur toute la France, de Toul à Toulouse, de La Valbonne à Angoulême, pour les dépouiller au maximum[*23]… C'est tout le drame du MCO, le Maintien en condition opérationnelle, pour lequel les coupes budgétaires récurrentes ont contraint le commandement à des choix radicaux : priorité aux matériels engagés en OPEX pour la sécurité du personnel exposé au danger, et une maintenance partout ailleurs sabrée. D'où aussi des lacunes flagrantes. D'abord, les moyens de manutention – les trente chariots élévateurs de la brigade sont hors d'âge[*24] ; à Bamako, les palettes seront parfois déchargées des avions avec des cordes. Ensuite, les camions, dans un état général préoccupant. Les antiques VTLR ont trente ans. La relève est prévue, mais elle est lente et partielle[*25]. La livraison des huit premiers Iveco ACTL, le 27 juillet 2013, dira bien l'urgence : le général Jacquement insistera pour que six rejoignent immédiatement le Mali. « Certains prétendaient que les Maliens pourraient toujours combler les trous, note un ancien officier supérieur à la brigade. Or les civils n'allaient pas s'engager en zone d'insécurité, sans compter que cela nous aurait obligés à les escorter, donc à prélever des troupes[28]. »

La priorité aux armes et les carences des armées françaises expliquent que les premiers éléments de la brigade logistique, aux ordres du colonel Jean-Louis Vélut, chef du corps du 511e régiment du train, ne décolleront de France que le 20 janvier.

Autres grandes oubliées dans les récits sur Serval, au rôle pourtant tout aussi capital, les transmissions ont plus de chance. De manière générale, les généraux souhaitant tous disposer du meilleur équipement possible, elles bénéficient d'un traitement de faveur. « C'est une des conditions premières pour que la France reste nation cadre, ajoute le colonel Nicolas Rivet, commandant le 28e RT, il en va de notre capacité à commander des opérations[29]. » Le CPCO leur attribue des places prioritaires pour la bascule vers Bamako ; contrairement aux camions en effet, les unités prépositionnées en Afrique n'ont pas de quoi équiper Serval elles-mêmes. Pour la première fois, l'armée de terre ayant créé un « groupement de transmissions[*26] », un chef de corps, le colonel Rivet, accompagne ses cent

cinquante hommes en opération. Et il les sait au mieux préparés pour le Mali puisqu'ils ont joué en Auvergne un rôle charnière dans de nombreux exercices et notamment un exercice Guépard avec la 3e compagnie de commandement et de transmissions. Pourtant destinés à équiper le PCIAT du général de Saint-Quentin, c'est à Bamako et non à Dakar qu'ils débarquent. Et pour cause, le Comanfor a vite jugé trop éloigné le Sénégal pour veiller sur Serval. Avec l'accord de l'état-major des armées, il a donc décidé le transfert de ses services dont la conséquence inéluctable est un report de la date du transfert d'autorité par le CPCO. Si la technologie permet de gagner beaucoup de temps, elle requiert en effet au préalable d'en perdre un peu pour son installation.

Arrivés pour les premiers le 16 janvier, les hommes du colonel Rivet, issus du 28e RT, avec un renfort fourni par le 53e RT de Lunéville, ne récupèreront leur matériel que quatre jours plus tard, surtout les deux très grosses remorques contenant les stations satellite, indispensables pour « raccorder » le PCIAT au satellite militaire Syracuse, et donc à Paris. Dans les conteneurs, de quoi également installer un serveur de 150 téléphones, ainsi que les premiers ordinateurs – en tout, le 28e RT en branchera 330 en cinq mois, dont 250 dans les trois premières semaines. Ainsi Bamako devient-elle l'annexe du boulevard Saint-Germain grâce aux douze réseaux connectés dont l'Intradef pour les échanges email « standard », l'Intraced pour le confidentiel défense, ou tout simplement l'Internet. Au gré de leur arrivage, les transmissions relient l'ensemble des unités déployées au PCIAT, créant au final une architecture extrêmement ramifiée dont la simple présentation sur PowerPoint donnerait la migraine à n'importe quel chef militaire qui, à vrai dire, demande seulement que « ça marche ».

Surprise et incertitude à Bamako

L'antienne pourrait être reprise par le colonel Gèze qui voit enfin se dessiner le GTIA1 dont il a reçu le commandement. Le 13 janvier, « ses » véhicules, les Sagaie et les VAB d'Épervier, lui sont acheminés depuis N'Djamena. Toute la journée de la veille, les légionnaires du 1er REC ont attentivement pesé chaque char afin de vérifier que les limites du transport aérien sont respectées. Car c'est plutôt rare dans la cavalerie : les blindés vont voyager par les airs. Le matin du 13, le maréchal des logis R., un Malgache aux dix années de Légion, est le premier à grimper à bord d'un Transall. L'appareil dès lors est complet, mais les Hercules, eux, pourront accueillir une Jeep P4 en plus. Décollage à 7 heures pour six heures de trajet avec un ravitaillement au Niger.

Le lendemain, l'antenne chirurgicale aérotransportable (ACA)[*27] quitte à son tour N'Djamena avec ses quinze membres et 8,5 tonnes de matériel, soit quatre conteneurs[30]. Pour le service de santé des armées, c'est l'outil le plus adapté à la campagne qui se prépare : à la fois suffisamment équipée pour pratiquer un nombre conséquent d'interventions chirurgicales d'urgence – huit par jour –, et suffisamment souple pour se redéployer comme la campagne à venir en laisse envisager le besoin. « Nous avions perdu l'expérience du rédeploiement des ACA[31] », reconnaît le médecin en chef Emmanuel Angot, à la tête de l'état-major opérationnel santé. Néanmoins, le service a eu l'occasion de s'y préparer puisqu'il était déjà prévu pour accompagner le contingent français appelé à suivre au front les soldats maliens formés dans le cadre d'EUTM. Pour l'heure, sa préoccupation est de dénicher sur l'aéroport de Bamako un bâtiment en dur, climatisé, avec eau et électricité. Mission remplie : dès le 15 janvier, à 20 heures, l'ACA est opérationnelle.

Le détachement d'Épervier est dorénavant au complet avec les deux pelotons du 1er REC, la compagnie du 21e RIMa, les mortiers du 3e RAMa et les TACP du CPA-20. Les éléments de Licorne étant aussi nombreux, le GTIA1 prend belle allure, même si les arrivages de France réservent encore de sacrées surprises. Ne disposant que d'une seule section du génie, le colonel Gèze espère beaucoup de la compagnie du 6e RG qui lui est promise, mais elle se présente sans casques, ni gilets pare-balles, ni véhicules. Incapable de les lui fournir, il se résout à s'en passer. Quant aux quatre-vingt-onze hommes de la batterie de mortiers du capitaine Benoît C., venue du 11e RAMa, c'est l'état-major de la brigade Serval, aux ordres du colonel Claude M., qui décide de leur faire attendre le GTIA suivant. « On était tous persuadés, se souvient l'officier, d'avoir loupé l'opération qu'il ne fallait surtout pas manquer[32] ! » En revanche, Gèze peut intégrer un renfort de quatre prévôts qui est le bienvenu pour rationaliser l'accueil sur la base, loger toutes les unités, par exemple l'embryon de PCIAT qui lorgne le bâtiment de l'ACA : ils se partageront finalement les étages.

Tous les soirs, le colonel réunit les représentants de chaque unité auxquels il répète les fondamentaux : veiller à la tenue des hommes, à la vitesse de circulation. Pour les téléphones, un marché est passé avec Orange Mali ; des lignes fixes sont également tirées. L'eau est d'abord acheminée du Tchad, puis de métropole jusqu'à ce

qu'une entreprise locale soit mandatée. Mais douches et toilettes sont les revendications les plus fréquentes, dont les premiers exemplaires ne sont livrés qu'au bout d'une semaine et en nombre insuffisant. Ces lenteurs font d'autant plus grogner au sein du GTIA que celui-ci est habitué à une interface avec le CPCO. Sur tous les théâtres depuis vingt ans, en effet, le PCIAT fait tampon avec Paris. Les unités ignorent donc pour la plupart les prouesses réalisées par le CPCO dont les officiers ne dorment plus, ni ne se lavent, pour leur expédier tout ce qui est possible. « Heureusement, note finalement Gèze, tout le monde a fait preuve d'adaptation. Nous avions tous conscience de vivre une période exceptionnelle[33]. »

L'incertitude demeure pourtant totale sur l'avenir. « Des informations de toutes sortes nous arrivaient, décrit le maréchal des logis R. au 1er REC. À notre arrivée, on nous a dit que l'on repartirait le soir même vers le nord. Puis on a évoqué le lendemain[34]… » Après les premiers jours d'euphorie, la tendance dans la presse française est à la modération. *Le Figaro* est ainsi convaincu que les militaires ne vont pas s'engager dans une « course marathon vers le nord[35]. » On pense alors surtout au précédent du Tchad, à la fin des années 1960, quand la France était intervenue tout aussi rapidement et efficacement, mais pour s'arrêter à distance de la frontière libyenne.

Une menace peut-être pire que le 11 janvier

L'heure du premier mouvement pour le GTIA Gèze approche. En effet, si les djihadistes ont été bloqués à Konna, ils n'ont pas dit leur dernier mot sur l'autre fuseau, à Diabaly. « C'est là, note le colonel Luc des forces spéciales à Ouagadougou, que ce qui pouvait le plus ressembler à des colonnes de pick-up s'était amassé. Ignorant probablement qu'on les surveillait avec nos avions, ces attroupements trahissaient de leur part une certaine assurance[36]. » Tel le capitaine du vaisseau malien prenant l'eau de toutes parts, Luc doit donc mener, après Konna, une seconde opération de colmatage. Deux Caracal prennent les airs le 13 janvier avec à bord un élément de liaison contact, un FAC, du personnel de santé. Le capitaine aux commandes prend immédiatement attache avec le lieutenant-colonel malien censé tenir le secteur, mais celui-ci réclame de s'entretenir avec son chef, usage africain de ne parler qu'à une personne de son niveau hiérarchique. Luc n'apprend rien de plus du tableau peu réjouissant dépeint par ses troupes : la catastrophe est en vue. Diabaly a pourtant des atouts pour organiser une défense prolongée. Le COS suggère surtout de tenir les deux ponts enjambant le canal qui la longe à l'ouest, d'où les djihadistes devraient arriver. Avec les armes lourdes et l'effectif à leur disposition, les Maliens, en toute rigueur, devraient au moins pouvoir tenir une journée.

Toute la nuit, les forces spéciales surveillent la zone par les airs et rapportent la présence à plusieurs kilomètres d'une quinzaine de pick-up, renforcés par un blindé BM21. Le rythme de progression des djihadistes est déjà bien connu : ils dorment la nuit, commencent la journée par une prière, puis partent au combat. Et de fait, au petit matin du 14 janvier, les affrontements commencent. L'arrivée de la chasse française est prévue à 7 heures 30 ; avec le relevé des positions djihadistes dont il dispose, le FAC pourra facilement l'orienter. Mais à l'heure dite, pas de bombardiers…

Faute d'une liaison directe, le détachement au sol ignore que la faute incombe à l'un des deux ravitailleurs qui, en cherchant à gagner la zone au plus vite, a déploré une surchauffe moteur, laquelle l'a contraint au demi-tour, obligeant par ricochet les 2000-D du lieutenant-colonel Stéphane S. et de son coéquipier à faire le plein plus tard que prévu. « Si nous avions été prévenus de leur déveine, note Luc, nous leur aurions demandé d'intervenir immédiatement, quitte à ce qu'ils restent moins longtemps avec nous, pour traiter l'avance ennemie. » Car si les djihadistes ont reculé après avoir essuyé les premières rafales, les voici de retour à 7 heures 45 et cette fois, ils pénètrent dans Diabaly. Et c'est la débandade côté malien. Aux deux ponts, les défenseurs laissent passer l'ennemi qui franchit le cours d'eau enfoncé jusqu'à la taille… La scène est saisissante vu des Mirage : « Quand je suis arrivé, relate Stéphane S., j'ai vu la queue de colonne djihadiste entrer dans la ville. À dix minutes près, nous pouvions les traiter les uns après les autres, de manière classique : d'abord le véhicule de tête, puis la queue, ce qui permet ensuite de s'occuper de tous ceux qui sont au milieu[37]. »

L'AFP, de source malienne, dépeindra les forces spéciales françaises « au corps à corps » avec les djihadistes à Diabaly[38]. En réalité, le colonel Luc n'en a pas couru le risque. Par précaution, les deux Caracal et ses hommes s'étaient installés 1,5 kilomètre plus à l'est pour ne pas être pris par le coup de faux ; ordre leur a été donné de plier bagages dès que la bataille a pris vilaine tournure. « Ce fut vraisemblablement le moment de Serval où j'ai eu le plus peur, témoigne tout de même Luc avec sincérité. Ce n'est que lorsque les hélicoptères ont pris l'air que j'ai été soulagé. »

Trois jours seulement après les déclarations relativement triomphantes sur le coup d'arrêt porté à l'ennemi, la chute de Diabaly démontre de manière flagrante une vérité beaucoup plus contrastée que le gouvernement français feint officiellement d'ignorer. Le ministre de la Défense peut même proclamer dans la journée que « la situation […] évolue favorablement[39] ». Comme si, depuis le début, seul le fuseau est était à prendre en considération. Or, à Bamako comme à Ouagadougou, la percée sur le fuseau ouest tourmente le commandement français. Sabre expédie en urgence dix-sept hommes, soit un groupe Action, de Sévaré vers Markala, où il avait été envisagé de diriger le colonel Gèze dans la toute première nuit du 11 au 12 janvier. Quatorze autres les rejoignent depuis Bamako où ils sont allés récupérer du TR 0, le carburant des hélicoptères, qu'ils convoient eux-mêmes dans des véhicules loués. Ainsi peuvent-ils installer un point relais pour que le 4e RHFS puisse opérer de Sévaré jusqu'à la frontière mauritanienne.

Si les djihadistes franchissent le Niger à Markala, la situation deviendra vraiment préoccupante. Afin de se prémunir d'une manœuvre de contournement, le chef de la cellule de crise du CPCO, le capitaine de vaisseau Pierre V., demande à l'attaché de défense à Bamako d'obtenir sans tarder la fermeture des bacs sur la rive est du Mali ; s'ils passent aux mains de l'ennemi, la chasse aura ordre de les détruire. L'action aérienne, de fait, contribue à contenir fortement la menace. Le 14 janvier, les bombardiers font en particulier un sort à une importante caserne de Douentza. Larguant deux bombes chacun, deux 2000-D font exploser les quatre bâtiments formant carré ; un Rafale termine même le travail en détruisant l'annexe avec un missile A2SM, pas vraiment adapté à ce genre de cibles vu son prix élevé, mais il n'avait plus rien d'autre sous ses ailes.

Une cinquantaine de djihadistes auraient perdu la vie dans l'attaque. Et ce n'est pas fini pour eux. La nuit suivante, en effet, voit la première apparition d'un Tigre que les forces spéciales réclament depuis la fin de l'année précédente. Le CMT s'est attelé à la tâche dans la journée du 11, décrochant un Antonov ici, s'assurant là qu'il pourra charger les machines, ajustant plusieurs fois la cargaison en fonction de la charge proposée par l'opérateur. Sa manœuvre finale est digne des horlogeries suisses : un Antonov 124 rapportant du fret d'Afghanistan s'est posé à Istres à 6 heures 45 le 12 janvier, a redécollé pour Pau afin d'y charger le Tigre*[28] et s'est posé à Ouagadougou le lendemain à 13 heures 51 précises. Résultat : le soir du 14, le monstre de feu détruit à Diabaly six pick-up armés et deux lisses. Et la nuit suivante il en ajoute trois autres, ainsi qu'une automitrailleuse BRDM2 et deux camions, une Gazelle se chargeant, elle, d'un BM21. La collaboration avec la chasse a été parfaite, qui a illuminé au laser une cible trop imbriquée pour elle. « Cette nuit, commente simplement le président de la République le lendemain matin, il y a encore eu des frappes qui ont atteint leurs objectifs[40]. » En fait, elles vont au-delà en annihilant sans doute toute velléité chez les djihadistes de progresser vers le sud et Markala.

Markala, premier arrêt

Pendant quelques jours, le commandement des forces spéciales continue à observer avec anxiété la situation des siens à Sévaré. Vont-ils être encerclés ? « Nous étions malgré tout confiants, relate le colonel Thomas, chef du bureau opérations à Villacoublay, en raison de la personnalité et de l'expérience des hommes sur place : nous savions pouvoir nous reposer sur les avis de Luc à Ouaga et de Clément à Sévaré[41]. » Par ailleurs, une centaine de renforts ont également débarqué de l'Antonov du 13 janvier qui pourraient être injectée en cas de grabuges.

Pour autant, le dispositif à Markala paraît trop léger. La vocation des forces spéciales n'est pas de tenir une localité, et comme les Maliens sont encore jugés trop faibles pour garder seuls le pont, l'heure est donc venue pour Serval de faire mouvement. Et vite : « le COS, relate le colonel Gèze, annonçait la probabilité d'une descente de djihadistes sur des dizaines de pick-up[42] ! » Outre Diabaly, l'ennemi est en effet soupçonné d'avoir caché des troupes importantes dans les forêts de Léré et Ouagadou à la frontière mauritanienne.

Le GTIA1 est encore incapable d'un bond massif. Son chef estime en effet avoir besoin de six jours de réserve de nourriture, lui qui n'est parti du Tchad qu'avec le tiers. Or les avions ne cessent de se poser à Bamako, déversant chaque jour 200 à 300 hommes supplémentaires qu'il lui faut nourrir. La compagnie du capitaine Pascal J. et un peloton de chars du 1er REC sont désignés pour Markala. Gèze leur donne la priorité pour le ravitaillement et leur adjoint un PC tactique, aux ordres du lieutenant-colonel Frédéric E. , qui gérera tout ce qui est extérieur au terrain : l'appui aérien, le lien avec les autorités, mais aussi les journalistes, nombreux, qui pourraient gêner la manœuvre. « En tout, témoigne un lieutenant, ils étaient une dizaine, qu'il fallait impérativement installer sous blindage[43]. »

Un raid de trois cents kilomètres est entamé au matin du 15 janvier, soit 24 heures de conduite sur des routes pour la plupart en construction, dans une poussière exténuante pour les hommes comme pour les véhicules qui chauffent dangereusement, sous la canicule le jour et un froid glacial la nuit. Mais la population est là pour tout faire oublier. « Dès la sortie de Bamako, relate le maréchal des logis R., on a vu des drapeaux français sortir de partout, des gens en avaient imprimé sur leurs tee-shirts[44]. » Les légionnaires, reconnaissables à leurs bérets verts, ont droit à une ovation toute particulière. Pas de Maliens au 1er REC, mais la Légion en compte dans ses autres régiments.

Markala est atteinte à l'aube du 16 janvier. Selon les forces spéciales qui s'éclipsent, l'ennemi serait à vingt kilomètres, en progression. 1er REC et 21e RIMa renforcent donc la défense du pont, sur chacune des rives, avec postes de tir et patrouilles tandis que l'armée malienne met à leur disposition ses installations sommaires qui leur autorisent au moins une douche, souvent la première depuis leur arrivée à Bamako.

Pendant trois jours, Serval attend son premier choc frontal. En vain. L'ennemi de fait, après une première phase de raids, a manifestement changé de tactique. « Les renseignements nous indiquaient, relate le général Castres, qu'AQMI s'était installée à Diabaly en défense ferme, qu'elle s'y enterrait. Notre interprétation a été qu'elle recherchait le martyr afin de proclamer qu'elle avait vaincu la France et d'attirer ainsi à elle des recrutements[45]. »

Les forces spéciales montrent le chemin

Officiellement, Serval accepte le statu quo, qui lui offre l'opportunité de donner encore un peu plus d'allure au GTIA1 à Bamako. Mais en fait, les heures qui suivent marquent le début de la reconquête. Et là encore, il y a la version publiée, d'une armée malienne renversant la vapeur, et il y a une réalité plus fine, celle d'une centaine de forces spéciales françaises, incluant infanterie et hélicoptères, qui, avec l'appui de l'aviation de chasse, vont changer le cours de l'Histoire.

Tout commence là où tout a failli chavirer. À Sévaré, les coups de sonde menés par Sabre dans les lignes ennemies ont porté leur fruit : le colonel Dacko est prêt à reprendre le fer. Le 16 janvier, une longue cohorte prend la direction du nord, toujours dans le même ordre : commandos volontaires maliens en tête, puis une trentaine de forces spéciales qui ne laissent à Sévaré que quelques éléments, et enfin le gros des quatre cents soldats maliens, regonflés à bloc, qu'accompagne l'ESNO constitué d'une douzaine de commandos marine. La colonne traverse le secteur fatal au lieutenant Boiteux en direction de Konna, distant d'une quarantaine de kilomètres. À l'abord du village de Dengaourou, le gros des troupes continue au centre, le 1er RPIMa prend à gauche, des éléments maliens à droite. L'enseigne de vaisseau Simon reste en arrière avec l'artillerie dont il s'échine à placer les pièces à quatre kilomètres des première lignes même si le capitaine malien responsable l'assure être capable de tirer au double. Un de ses hommes relève sur Global Mapper les coordonnées GPS des positions ennemies connues et celles qui se prêteraient selon lui à embuscade. En fin d'après-midi, des échanges très violents se font entendre : approchant la lisière d'une forêt, les troupes engagées au centre sont tombées sur une ligne de défense solidement tenue. Deux morts sont déjà à déplorer chez les Maliens, dont un abattu par un tireur d'élite. Cyril du 13e RDP et Bernard des commandos marine signalent à la radio qu'ils sont sous le feu. « Au moment où ils me parlaient, relate Simon, une roquette est même tombée à leurs pieds[46]. »

L'officier juge le moment venu de faire intervenir les canons maliens. Après un relevé des coordonnées de la zone estimée des tirs, le 1er RPIMa sur l'itinéraire gauche est arrêté afin de ne pas subir d'éventuels tirs fratricides. Puis Simon appelle Cyril et Bernard pour leur demander leurs positions exactes, ce qui n'est pas sans les inquiéter : « tu ne vas pas tirer, hein ? » s'enquièrent-ils. Le commando marine leur demande seulement de reculer de trois cents mètres quand il donnera le top, puis il se tourne vers le capitaine malien pour lui annoncer de rallonger le tir de cinq cents mètres et de ne lâcher qu'un seul des quatre-vingt-dix coups qu'il pourrait cracher en quelques secondes : le blindé se cabre en effet à chaque obus, altérant la précision du tir. Rares sont ceux qui ont eu l'occasion de voir cette arme de l'ex-URSS en action. La roquette file avec une traîne de feu de vingt mètres. « Trop long de 500 mètres ! », annoncent les troupes en première ligne. Exactement ce qu'espérait Simon qui ordonne donc de réduire l'allonge, en conscience que les obus tomberont à trois cents mètres de ses compatriotes, une distance interdite en France à l'entraînement…

Deux coups sont tirés, avec une pause entre les deux afin de permettre au camion de revenir à l'équilibre. La réussite est totale : un pick-up qui se croyait à l'abri sous un arbre, armé d'un canon sans recul, est coupé en deux.

Simon propose donc d'arroser toute la lisière en frappant tous les cent mètres. Près de quatre-vingt obus sont consommés, deux par deux, nécessitant un ravitaillement en urgence.

Pendant la nuit, une salve de cinq cause une très grosse frayeur aux Français. À l'arrivée des premiers obus, la radio se met en effet à hurler : « Cessez le feu ! vous nous tirez dessus ! » Or il n'y a plus moyen de corriger… Pendant des secondes qui paraissent ne jamais s'écouler, Simon imagine le pire. Et puis Cyril redonne de la voix : plus de peur que de mal. En fait, ses hommes et lui ont sans doute été arrosés par les shrapnels qui se détachent de la roquette en vol ; le vacarme et la lumière amplifiés par la nuit auront accru leur stress.

Au total, onze pick-up armés et trois lisses sont détruits. Arrivé sur zone, le Mirage refuse de frapper en raison de l'imbrication ; il lâchera finalement ses bombes à Konna, sur des chars dont les forces spéciales découvriront bientôt les carcasses. Intervenus pour leur part sur une douzaine de pick-up, les Mi-24 maliens ne se montrent guère efficaces puisque huit parviendront finalement à prendre la fuite avant le jour. Un Tigre et une Gazelle, arrivés en renfort peu auparavant, neutralisent quant à eux deux nouveaux véhicules, mais le premier, à court de roquettes, ne peut bientôt plus frapper qu'à la munition perforante. Le champ de bataille n'en reste pas moins impressionnant, même si seulement quatre cadavres de djihadistes sont retrouvés, les survivants ayant sans doute pris soin d'emporter les autres.

Le début de la fin

Les Maliens goûtent leur première victoire après plus d'un an de revers. Les Français partagent leur joie, mais ils restent très humbles : « Si l'ennemi avait mieux su utiliser ses armes, mais aussi ses positions comme dans la forêt où nous ne les voyions pas, explique un de leurs officiers, nous aurions pu subir des dégâts conséquents[47]. » La colonne repart au matin du 17 janvier, son ardeur un peu tempérée par les combats de la veille. De plus, les renseignements sur le dispositif adverse se font toujours aussi rares. L'enseigne de vaisseau Simon envoie l'ESNO faire son travail de maraude qui lui permet de repérer une bonbonne de gaz en bord de route, sans doute un IED. Cyril se demande si une mitrailleuse de 12.7 peut la détruire à distance. L'énorme explosion déclenchée par le tir ajusté des tireurs d'élite lui fournit la réponse. « Une boule de feu est montée au ciel, formant comme un petit champignon atomique ! », relate Simon encore stupéfait. La progression peut reprendre. Aux abords de Konna, l'ESNO s'installe en appui des troupes pénétrant dans la ville car l'ennemi est annoncé à l'est. Mais rien ne se produit. Maliens et Français hésiteraient presque à annoncer la reprise de la localité qui a déclenché une guerre. Le patron de Sabre, le colonel Luc, surgit pour rassurer les autorités locales. « L'armée française arrive[48] », certifie-t-il en s'avançant puisque Serval n'est pas prêt à un nouveau bond. L'entrée des troupes de Dacko est filmée : la bande sera diffusée au 20 heures national pour la fierté d'un peuple voyant son armée tant décriée enfin libérer une ville en liesse.

Sur le fuseau ouest aussi, les forces spéciales progressent. Après avoir transmis le témoin au GTIA1 à Markala, elles prennent la route de Diabaly, soit quatre-vingt-dix kilomètres d'un paysage très vert grâce à l'irrigation. Mais dès la sortie de la ville, vers 5 heures du matin, elles viennent buter sur un blindé embusqué dont il est difficile d'affirmer s'il est occupé ou non[*29]. Mieux vaut le détruire par précaution, mais la chasse mettrait trop de temps pour venir de N'Djamena. En revanche, la patrouille de Mirage F1 basée à Bamako peut intervenir en moins d'une heure. Tandis que son coéquipier fait du « cover shooter » pour s'assurer de la sécurité des lieux, le leader prend le risque de descendre sous le plafond auquel il est autorisé pour faire feu au canon comme seuls les F1 peuvent encore le faire. La tactique nécessite d'être plus proche que pour un largage de bombe, mais elle écarte à peu près tout risque de dommages collatéraux[*30].

À 5 heures 48, le blindé est mis hors d'usage. Le détachement poursuit donc sa route, sans rencontrer d'autres obstacles, jusqu'au village de Niono à mi-chemin de Diabaly où, sous le coup de la fatigue de plusieurs nuits blanches, il se laisse incroyablement piéger par des journalistes qu'il avait reçu mission de protéger et qui réussissent à l'interviewer face caméra[49]… Son chef en est quitte pour un beau savon, mais cela ne l'empêchera pas d'être décoré à son retour.

La rumeur courra aussi bientôt que les forces spéciales ont libéré un otage. En fait, il s'agit d'un entrepreneur en BTP, vieux routier de l'Afrique qui, jugeant bon de ne pas suivre les recommandations du Quai d'Orsay, s'est fait arrêter il y a peu par les djihadistes. Après être parvenu à s'échapper tout seul, avec une mobylette, il est tombé par hasard sur le détachement français qui refuse donc d'en tirer la moindre gloire. En revanche, dans la nuit

suivante, Sabre peut revendiquer probablement l'action qui a causé le plus de morts. En fin de soirée, un C-130 repère en effet dix véhicules se repliant vers Léré, au nord-est de Diabaly, où l'ennemi se sent donc probablement en sécurité. Aussitôt le Tigre est requis bien qu'il lui faille plus d'une heure et demie pour venir après s'être ravitaillé au plot intermédiaire installé par le COS à Markala. Le colonel Luc refuse en effet d'abandonner. « Il faut toujours rester réactif, toujours s'accrocher, martèle-t-il. Nous ne devons pas nous économiser physiquement. S'il faut continuer à voler, on vole[50]. » Ne le lâchant pas d'un pouce, le C-130 indique que le groupe fait halte, que ses passagers mettent pied à terre pour se délasser, et soudain qu'ils remontent à bord de leurs voitures : sans doute ont-ils entendu le bruit de l'avion. La colonne éclate alors en essaim dont chaque élément roule à tombeau ouvert. Observant la scène en direct à Ouagadougou, le colonel Luc parie que l'un d'eux va se renverser. Gagné ! Les autres viennent lui porter secours : ils forment alors la cible idéale pour le Tigre dont le canon de 30 mm fait des ravages : six d'entre eux sont détruits. Mais l'estimation la plus effrayante concerne le nombre de djihadistes tués : soixante-cinq, soit un peu moins du tiers de toutes les pertes occasionnées au Mali par ce mandat de Sabre ! Et encore, quarante minutes plus tard, un Mirage 2000-D, décollant en alerte de Bamako, aggrave-t-il le bilan en bombardant à son tour deux véhicules où dix individus trouvent la mort.

La conséquence de ces nuits d'actions et de frappes à répétition est capitale : la DGSE apprendra par ses sources qu'Abou Zeid s'est replié de Diabaly, visiblement désemparé. Réuni avec d'autres chefs à Tombouctou, il enterre son projet de faire de la localité un Fort Alamo. Après le rezzou à Konna et le siège à Diabaly, les djihadistes sont obligés de changer pour la troisième fois de stratégie en une semaine alors que l'armée de terre n'est pas encore entrée en lice.

---

*1. Près de la frontière mauritanienne, à l'extrémité du fuseau ouest, soit le secteur le plus éloigné pour les chasseurs.

*2. Essentiellement des contrôleurs aériens, le détachement de liaison de l'ALAT, un TC2 du 2e RIMa aux ordres du capitaine Ca., une compagnie du 6e Génie ainsi qu'une batterie du 11e RAMa.

*3. *Regional Command* (commandement régional).

*4. Poste de commandement interarmées de théâtre.

*5. État-major Interarmées de force et d'entraînement. Basé à Creil, l'un de ses missions principales est d'armer le noyau d'un PCIAT.

*6. C'est-à-dire le moment où le théâtre reçoit toutes les commandes de l'opération.

*7. *Forward Operational Base* (base opérationnelle avancée).

*8. Véhicule blindé de combat d'infanterie.

*9. Elle n'équipera pas toutefois le premier mandat de Serval.

*10. *European Air Transport Command* (Commandement européen du transport aérien).

*11. Plus les appareils sont chargés, plus la piste doit être longue.

*12. Bâtiment de projection et de commandement, deuxième plus gros navire français après le porte-avions.

*13. Il ne sera déployé toutefois que fin janvier.

*14. Même s'ils n'ont pas volé en 2012 par crainte de la capture de l'équipage par les djihadistes en cas d'atterrissage forcé.

*15. Trois C-17 seront basés à Istres du 21 janvier au 5 mars, accomplissant en tout 121 missions.

*16. Chaîne de ciblage.

*17. Ce genre de frappes nécessite en effet une exploitation immédiate des images du drone, donc une présence américaine au centre d'opérations français, qui est inenvisageable au début. Les images des drones ne sont cédées qu'a posteriori, et ne peuvent donc aider qu'à identifier des cibles fixes.

*18. Mais dans le respect, bien sûr, des procédures d'usage.

*19. Alors que, il faut le rappeler, le raid de Rafale parti de Saint-Dizier ce jour-là n'est pas passé par l'Algérie.

*20. La seconde base de transport, Orléans, est vouée à ne plus accueillir que le nouvel A400M.

*21. Pour le retrait d'Afghanistan, il a ainsi été estimé que le coût du transport d'un conteneur KC20 (12 tonnes) était de 40 000 à 60 000 euros dans les airs (pour une durée de transport de 72 heures), 21 000 euros en mer (pour 30 jours), 11 000 euros par la route.

*22. Mêlant éléments de commandement, de la circulation routière, du transport, de la manutention, du suivi des flux, du service médical.

*23. Il s'agit du parc dit de service permanent, soit 40 à 50 % de la dotation globale de la brigade en véhicules.

*24. D'un coût unitaire de 300 000 euros. Il est estimé au total que 10 millions d'euros, soit le coût d'une section de VBCI, suffirait à régler la majeure partie des problèmes rencontrés par la manutention dans les armées françaises.

*25. 450 exemplaires sont prévus d'ici à 2019 quand il en faudrait 1 300.

*26. Qui, outre le volet transmissions, englobe l'« appui au commandement », c'est-à-dire tout ce qui permet à un PCIAT de fonctionner, dont le soutien vie logistique (coordination et gestion de la vie courante), le filtrage de l'accès et la protection rapprochée.

*27. Il s'agit de la 7e antenne chirurgicale parachutiste.

*28. Mais aussi deux hélicoptères Cougar, deux conteneurs de 20 pieds, trois pods Damoclès pour la chasse.

*29. Même son modèle fait débat puisque pour les forces spéciales, il s'agit d'un BTR60, et pour la chasse d'un BRDM2.

*30. Le F1 n'a pas de pod de guidage laser.

11.

CHOCS DE STRATÉGIES

Deux heures de délai pour intervenir dans la traque d'un individu qui peut disparaître en quelques minutes, c'est beaucoup trop pour la chasse. Une partie des bombardiers en conséquence se doivent d'être rapprochés du théâtre. Et ils ne seront pas fournis par la Marine qui a proposé de débarquer du Charles-de-Gaulle six de ses Super Étendard en annulant des entraînements : aussi rustiques que les F1, ces derniers ont l'avantage de pouvoir se ravitailler entre eux, l'un servant de « nounou ». Mais les 60 à 80 tonnes de matériel qu'ils requièrent étaient de trop pour le CPCO qui a écarté l'idée dès la première semaine et désigné les Mirage 2000-D, à la conception plus ancienne que les Rafale, ce qui, à l'instar des F1 déjà sur place, doit les aider à surmonter la rusticité de Bamako.

L'armée de l'air à la dure

À partir du 17 janvier, le lieutenant-colonel Stéphane S. et ses hommes se font donc au WC pour quatre-vingts personnes, à la douche de guingois improvisée dans un terrain vague, au dortoir sans aucun confort ni climatisation à l'exception des personnels navigants qui doivent tenter de trouver un peu de repos entre deux vols de plus de sept heures. Les conditions de vol rappellent fortement l'Afghanistan de 2002, les heures épiques du survol de l'Hindou-Kouch, le terrain disponible le plus proche se situant au Kirghizistan. Le Mali est un territoire immense, quasiment vide, aride et dénué de terrains de secours – en dehors de Bamako, les chasseurs ne peuvent envisager de se poser qu'à Niamey et N'Djamena –, ce qui fait s'interroger sur les dangers en cas d'éjection : mieux vaut espérer que les forces spéciales, les seules présentes au sol au-delà de Sévaré, ne seront pas trop occupées ailleurs… Les distances imposent des vols longs et portent donc la lutte contre la fatigue au rang des priorités pour le service de santé qui préconise des cachets de caféine ou au contraire de Stillnox pour ceux qui n'arrivent pas à trouver le sommeil au retour.

Le départ du Tchad des 2000-D permet aussi à l'armée de l'air de rationaliser son dispositif, en d'autres termes de limiter les coûts et les contraintes. Ce sera du tout Rafale à N'Djamena et du tout Mirage à Bamako. De même, les appareils de transport sont rassemblés sur deux bases afin d'éviter que les Transall ne décollent vides d'Abidjan pour ne prendre en compte du fret qu'à Bamako. « Mais il y avait des inconvénients, souligne le chef d'état-major du CDAOA, le général Borel : l'altitude et la chaleur plus élevées des deux plots limitaient les capacités d'emport. J'ai toutefois estimé qu'il valait mieux charger moins que de ne pas voler du tout, faute d'heures de vol disponibles[1]. »

Autre inconvénient : les bombes, qui partent du dépôt d'Avord, ne sont pas livrées à Bamako, mais à N'Djamena où Épervier dispose de gros stocks, comme pour le carburant. Une fois leur mission accomplie, les 2000-D doivent se fendre du détour pour se ravitailler. L'anomalie sera corrigée le 24 janvier.

Le pire, cependant, demeure l'absence totale de confort. Les aviateurs grognent, mais leur commandement ne peut leur donner satisfaction car le CPCO a décidé d'accorder la priorité à l'armée de terre pour toutes les livraisons. L'urgence est de pousser au plus vite vers le nord le GTIA du colonel Gèze. Le chef de la cellule de crise Mali, par ailleurs lui-même ancien pilote, confirme : « Nous leur avons dit, relate le capitaine de vaisseau

Pierre V. : d'abord les avions, ensuite les bombes, puis des dossiers d'objectifs, et enfin vous aurez des lits[2] ! » Et d'y voir même un intérêt psychologique : « Il n'était pas mauvais que face à un ennemi habitué à la rusticité, nos hommes y soient eux aussi contraints. Il faut se placer au même niveau que l'adversaire pour le comprendre. »

Sous l'autorité du lieutenant-colonel Stéphane S., les aviateurs démontrent de toute façon qu'ils sont au rendez-vous : « En dépit de ces conditions spartiates, tient à remarquer le général Thierry Caspar-Fille-Lambie, nous n'avons déploré aucun incident lié à la fatigue au cours de nos missions. Alors qu'ils étaient en alerte 1 heure, les Mirage étaient souvent prêts en trente minutes. » Et puis le détachement se soude dans l'épreuve, surtout les mécaniciens et les armuriers, à l'œuvre comme jamais sur des avions qui souffrent. Le colonel Éric Bometon, commandant la base de Solenzara, est cependant vite affecté à Bamako pour mettre à profit ses talents d'organisateur et d'entraîneur d'hommes, lui qui en a déjà fait montre lors des opérations en Libye entamées sur un rythme tout aussi trépidant. Sur son tableau de chasse figurent les tentes et climatisations qui font tant défaut, mais aussi des communications dignes de ce nom qui éviteraient aux équipages d'être « taskés » avec leurs téléphones portables personnels… Des pilotes repartiront en France sans les avoir vus. « Quand, relate le lieutenant-colonel Arnaud G. qui prendra la suite de son camarade Stéphane S., après quatre semaines de vol non stop à un rythme jusqu'à quatre fois supérieur aux standards des forces aériennes de l'OTAN, de travail au sol sans climatisation par plus de 45° à l'ombre, à se reposer tant bien que mal la nuit alors que nous dormions dans un hangar sur l'aéroport où les décollages s'enchaînaient sans arrêt, j'ai perçu mon lit, une table et une moustiquaire dans une tente climatisée, je me suis enfermé pendant trente-six heures avec un bouquin pour couper avec le monde ; j'étais lessivé[3]. »

Si les conditions de vie à terre sont sommaires, des moyens jamais vus sont engagés pour aider les chasseurs dans leur traque. Du côté des Altantique-2, le capitaine de corvette Olivier R. s'est vu demander de faire venir tous les appareils disponibles dans les flottilles 21F et 23F. Dès la première semaine, quatre exemplaires et six équipages sont à Dakar. Avant la fin du mois, deux avions supplémentaires se présenteront, ce qui au total contribuera à aligner pour Serval le tiers de la dotation en Atlantique-2 de la Marine et les deux tiers des équipages opérationnels ! Le commandant se retrouve à la tête d'un détachement de deux cent dix personnes, une première pour lui qui a déjà commandé un plot sur une autre terre d'Afrique. « C'était un des éléments de Retex, souligne-t-il, on mettait d'abord le paquet et ensuite on dégraissait. *Quick and strong in, smart out*[4]. »

Le drone Harfang fait aussi son premier vol, suscitant l'admiration du chef d'état-major de l'armée de l'air : « La date initiale était le 29 janvier, explique le général Mercier. Comme je leur avais demandé d'accélérer autant que possible, ils m'ont répondu ne pouvoir gagner que deux ou trois jours en raison de travaux restant impérativement à faire. En fait, ils m'ont rappelé peu de temps après pour dire qu'ils seraient prêts pour le 17[5] ! » Sans oublier les quinze mois précédents d'efforts sans relâche pour obtenir l'accord des Nigériens, mener le chantier à grand train, régler le drone pour qu'il puisse illuminer au laser des frappes de chasseur, mais aussi d'Atlantique-2[*1].

Le 17 janvier, faute de moyens de roulage, le détachement du Belfort commandé par le lieutenant-colonel Bruno Paupy a été jusqu'à porter le drone sur la piste. L'appareil est tellement attendu ! Le Global Hawk américain et le Sentinel britannique ne sauraient suffire pour couvrir pareilles étendues. D'autant qu'il faudra trois semaines pour que les données du second soient directement transmises à l'aviation française à N'Djamena plutôt que de passer par Paris. Les premières images du Harfang cependant s'avèrent d'une qualité décevante : la bande passante, accordée par la DIRISI[*2], grande prêtresse des communications satellite, est trop étroite. « Chaque année, souligne le colonel Rivet, commandant le 28e régiment de transmissions, on estime que les besoins en bande passante augmentent de 15 % vu l'évolution technologique[6]. » En compagnie du colonel M., en charge des communications au PCIAT, il obtiendra toutefois une augmentation du débit et la vidéo donnera alors entière satisfaction.

Coup de tonnerre en Algérie

Un coup de tonnerre va largement modifier la donne en matière de drones. Depuis le 16 janvier, le site gazier d'In Amenas[*3] est la proie d'une soixantaine de djihadistes qui ont commencé par attaquer un bus transportant des employés, puis fondu sur la base-vie. Huit cents personnes se retrouvent prises en otages, dont beaucoup d'Occidentaux. L'analyse semble évidente : après avoir réussi à attirer les Français dans le guêpier

malien, l'ennemi tente d'internationaliser le conflit en frappant la grande puissance régionale, l'Algérie. Tout y concourt, à commencer par le cerveau de l'affaire, Mokhtar Belmokhtar ; ensuite, le nom de l'opération « Abdul Rahim al-Mauritani », un « martyr » islamiste – comprendre un terroriste mauritanien ayant perdu la vie ; enfin, les motifs des assaillants qui déclarent avoir agi en réaction à « la croisade menée par les forces françaises au Mali » et qui exigent l'arrêt des combats et la libération de deux prisonniers aux États-Unis. Beaucoup plus tard, ils ajouteront que l'opération avait été menée « en représailles à l'ouverture de l'espace algérien aux forces aériennes françaises pour bombarder l'Azawad[7] ». En cela, In Amenas est semblable dans l'esprit au 11-Septembre : une opération massive, mêlant chez les agresseurs comme chez les victimes de multiples nationalités, avec des déflagrations potentielles dans un grand nombre de pays.

L'effet de surprise est parfaitement réussi : « Les Algériens s'attendaient à des attentats, explique un diplomate français à Alger, mais pas de l'ampleur d'In Amenas, pas dans cette partie du pays, pas contre une des raffineries qui, même à l'époque la plus noire du GIA, avaient toujours été épargnées puisque, fortement défendues, elles nécessitent une puissance d'assaut conséquente[8]. » Les forces de sécurité algériennes empêchent une première fois un convoi de 4x4 chargés d'otages de s'enfuir, puis elles lancent l'assaut, massif, impitoyable. La base-vie est reprise dans la nuit du 17 au 18 janvier, puis l'usine le 19. Bilan officiel : 32 djihadistes tués, 37 otages étrangers aussi, dont un Français.

La communauté internationale s'inquiète, imagine un embrasement général, de quoi faire douter du choix des Français d'intervenir… Et pourtant le coup de force est aussi un aveu de faiblesse. Contrairement à ce que les djihadistes ont affirmé, l'opération a été décidée bien avant le déclenchement de Serval, au temps où le Quai d'Orsay portait le *leadership from behind* à la française. Une expédition de mille huit cents kilomètres à vol d'oiseau ne pouvait être improvisée à partir du 11 janvier. C'est dès octobre que les moyens et les hommes ont été identifiés, la logistique préparée tout au long du parcours. Le départ a été donné le 7 janvier à Aguelhok, quatre jours avant le premier raid des forces spéciales. Averties, les autorités algériennes ont mis en alerte leurs casernes du Sud, mais les djihadistes, usant toujours du même stratagème, ont roulé de nuit, dans des véhicules camouflés, en effectuant des cercles pour brouiller les traces. Un passage en Libye[*4] leur a permis de se renforcer d'un groupe local, et le cap a donc été mis sur In Amenas, choisi en raison de la proximité de la frontière, mais aussi semble-t-il parce que l'un des diplomates algériens enlevés à Gao en avril, qui y a travaillé, a pu les renseigner sur la surveillance du site.

La prise d'otages massive s'inscrit dans une « stratégie de coups » dont le raid sur Sévaré est l'équivalent malien. Au vu des conséquences, elle apparaît aussi comme une erreur stratégique majeure. Au lieu d'ébranler la communauté internationale, elle l'a désormais soudée derrière les Français. Même si In Amenas rappelle leur échec au sujet d'Ansar, il balaie ainsi les dernières hésitations des autorités algériennes et fait la part belle aux durs du régime comme le chef de la direction de sécurité intérieure, Athmane Tartag, dinosaure de la guerre contre le GIA dans les années 1990, qui a été à la manœuvre dans le contre-assaut : « Cela les a confortées dans leur conviction qu'il était impossible de composer avec les groupes armés, rapporte un diplomate français à Alger, et donc que l'intervention française était des plus salutaires[9]. » Le contrôle à la frontière est renforcé et un accord sera rapidement trouvé pour offrir un soutien logistique à l'armée française : du jamais vu depuis l'Indépendance.

Même effet à Washington, des Américains se comptant parmi les otages. Déjà partisan d'une aide aux Français, le secrétaire à la Défense Leon Panetta bondit sur l'occasion pour déclarer : « C'est une opération d'Al-Qaida et c'est pour cette raison que nous avons toujours été attentifs à sa présence au Mali parce qu'il s'en servirait comme d'une base d'opérations pour faire exactement ce qui est arrivé en Algérie[10]. » Le constat tombe mal, peu après la révélation des intentions du gouvernement américain de présenter aux Français la facture de 20 millions de dollars correspondant aux aides déjà fournies[*5]. « Il est temps pour l'administration, sanctionne le *Washington Post*, de reconnaître qu'AQMI représente une menace directe pour les Américains et donc de soutenir pleinement l'action militaire nécessaire pour l'éliminer[11]. »

Une question s'impose : pourquoi le raid d'In Amenas a-t-il été maintenu en dépit des revers subis à Konna et Diabaly ?

Première hypothèse : les djihadistes en anticipent les conséquences géopolitiques, mais jugent pouvoir quand même tirer un profit suffisant avec les rançons des otages. C'est la thèse mafieuse, de criminels plus attirés par l'appât du gain que par les subsides politiques, que validerait la légende de Belmokhtar, si souvent surnommé « Mr Marlboro ». Or pas plus avant qu'après Serval, elle n'est vraisemblable. Belmokhtar sait très bien avec quelle brutalité les services algériens vont monter à l'assaut, que l'espoir de s'exfiltrer avec des prisonniers est minime, et donc il vise essentiellement des dividendes médiatico-politiques. Mais de quelle cause ?

Deuxième hypothèse, qui recueille bien des suffrages : Belmokhtar aurait surtout cherché à « prendre du

grade » dans la hiérarchie djihadiste. Les arguments sont plus sérieux. Il est dit que « le borgne », son autre surnom, en rupture de ban avec la direction d'AQMI qui ne supportait plus son esprit d'indépendance, a fait « sécession » en décembre 2012 pour prendre la tête d'une nouvelle katiba, El-Mouaguiine Biddam (les Signataires par le sang)*6. À l'appui, l'apparition d'Abou Zeid à la même époque dans une vidéo – où il déplorait l'« arrêt des négociations » par la France et annonçait qu'AQMI restait « ouverte au dialogue[12] » – a été interprétée comme une volonté de se mettre en valeur face à son rival, ex-chef de la katiba des « enturbannés ».

Acte fédérateur ou erreur stratégique ?

Le danger dans le contre-terrorisme est de s'épuiser à trouver une rationalité dans des actes qui n'en ont guère. Ainsi, rien n'atteste la stratégie du cavalier seul de Belmokhtar. Comment, sans ressources, sans otages, pourrait-il faire vivre sa katiba et planifier une expédition digne de la croisière noire ? Certes, il s'est rapproché du Mujao, dont des éléments ont participé à In Amenas, et qui est lui aussi rangé parmi les « sécessionnistes ». Mais il ne faut jamais oublier qu'entre AQMI, le Mujao et les Signataires perdure une idéologie commune, un lien d'une force incommensurablement supérieure à tous leurs éventuels différends. C'est pourquoi deux lectures d'In Amenas sont acceptables, à la fois antinomiques et complémentaires. Pour les djihadistes, le long terme prime, qui inscrit en lettres d'or au panthéon des martyrs le nom des assaillants tués pendant l'assaut, dont certains des meilleurs lieutenants de Belmokhtar*7.

In Amenas serait donc un catalyseur pour fédérer les musulmans derrière la bannière noire. Et de fait, le 16 janvier, le cheikh égyptien Youssef al-Qaradawi, prédicateur très écouté chez les islamistes, qui avait soutenu Harmattan, a condamné l'intervention française, sans appeler toutefois à la combattre[13]. Le même jour, trente-neuf oulémas mauritaniens ont non seulement interdit aux musulmans d'aider les Français au Mali, mais ils leur ont demandé de « barrer la route aux armées des infidèles qui violent la terre des musulmans[14] ». Le 18 janvier, l'ambassade de France au Caire a vu devant ses portes une manifestation virulente dont les services égyptiens craignaient qu'elle se termine comme à Benghazi par l'incendie des bâtiments[15]. Enfin le 22 janvier, l'instigateur et très actif leader en Égypte du « mouvement salafiste djihadiste », Mohammed Ayman al-Zawahiri, frère du leader d'Al-Qaida depuis la mort de Ben Laden, tente d'initier un djihad antifrançais en déclarant : « Tous les musulmans, et pas seulement les djihadistes salafistes, nous devons faire tout ce qui est possible. Celui parmi nous qui a la capacité de parler, celui qui pourra agir avec ses mains le fera aussi. C'est une agression. Resterai-je immobile alors que quelqu'un vient pour m'attaquer et me tuer ? Ce n'est ni raisonnable ni acceptable. La France a allumé le feu, elle a commencé la guerre et si cela continue, le premier à brûler sera le peuple occidental. » L'islamiste démentira par la suite, mais quatre de ses camarades, tous égyptiens, seront tués au Mali, au premier rang desquels Abou Obeida Sharif Khattab. Plus grave encore, la veille, le président égyptien lui-même a présenté l'intervention française comme une « agression contre l'Islam ». Rarement la France aura autant été pointée du doigt par les fondamentalistes. Et en la menaçant d'« une attaque pire que celle de Khaled Kelkal ou Mohamed Merah[16] », le numéro deux des Signataires par le sang, Jouleibib (de son vrai nom Hacene Ould Khalil), trace le chemin le plus redouté par les services occidentaux, celui de l'autoradicalisation, un venin à très long effet.

À l'opposé, le décryptage d'In Amenas par les adversaires des djihadistes est donc différent : eux parient, à court et moyen terme, sur un échec patent. Ils relèvent ainsi la prise de distance de Mahmoud Dicko qui tient à rappeler que « c'est la France qui a volé au secours d'un peuple en détresse, qui a été abandonné par tous ces pays musulmans à son propre sort[17] ». Satisfaction peut-être un peu hâtive vu la position de ce chef de file des islamistes maliens, obligé de composer à Bamako avec une forte présence militaire française… Mais In Amenas apparaît surtout comme le booster de Serval à l'instar du secrétaire à la Défense Leon Panetta proclamant qu'« il n'y aura pas de sanctuaire pour les terroristes, ceux qui attaquent notre pays n'auront aucun endroit où se cacher… ni en Algérie, ni en Afrique du Nord, nulle part[18] ». Traduction pour les Français : deux drones Reaper, les plus appropriés à la traque des djihadistes, gagneront Niamey à la fin du mois.

Le geste est fort, d'abord parce que, tout à fait officiellement, Panetta reconnaît que « les États-Unis essaient encore d'avoir une lecture[19] » de la stratégie française, formule diplomatique pour faire comprendre que la bicéphalie de Serval, avec le gros des forces à Bamako et l'escouade du COS à sept cents kilomètres de là, renverse tous les schémas types du Pentagone. Or, dans le même temps, l'Afghanistan, le Pakistan, le Yémen, la corne africaine sollicitent en permanence la flotte de drones. Servir malgré tout le Mali démontre un degré de confiance

rare entre les autorités des deux côtés de l'Atlantique[*8]. Le travail en amont de l'armée de l'air française y est pour beaucoup. Dès les premiers jours, le JFACC de N'Djamena a planché sur un aspect aussi méconnu que fondamental des activités aériennes, le corpus documentaire. Il lui faut seulement dix jours pour sortir un ATO[*9], ébaucher la planification des sorties aériennes sur les deux à trois jours suivants, rédiger des directives en fonction des orientations du CPCO, organiser l'espace aérien. C'est ce corpus, rédigé en anglais, qui a convaincu l'US Air Force d'entrer dans la danse, comme un acteur rassuré de pouvoir jouer la même pièce, en tout cas suivant les mêmes règles, malgré le changement de théâtre. La documentation compense en particulier l'absence initiale d'Awacs dans le ciel malien, un acteur de base dans toutes les campagnes américaines. Avec une nouveauté à la clé : « Pour la première fois, note le général Mercier, les Américains ont accepté de nous céder le contrôle sur leurs avions. » L'armée de l'air démontre ainsi sa capacité à gérer seule une campagne aérienne qui n'a certes pas l'envergure de la guerre en Irak, mais qui, étalée entre la France, l'Afrique occidentale, le Tchad couvre une zone à la superficie incommensurablement supérieure, le tout, pour l'essentiel, depuis ses galeries souterraines de Lyon Mont-Verdun.

L'Afrique montre l'exemple à l'Europe

Aussi pondéré soit-il, invariablement placé sous l'égide de Lafayette et d'Eisenhower, le soutien des Américains a toujours tendance à écraser celui des autres nations en terme de publicité. Ainsi l'arrivée en fin d'après-midi du 17 janvier des cent premiers soldats de la CEDEAO n'est-elle pas saluée à sa juste hauteur. Pire, elle est souvent raillée pour son sous-équipement ou son désordre.

Pourtant, l'Afrique de l'Ouest pourrait faire la leçon à bien d'autres régions du monde. Quand Alassane Ouattara a annoncé, dès le soir du 11 janvier, l'envoi immédiat de la MISMA, peu l'ont cru, se souvenant de la prédiction de Romano Prodi qui n'avait estimé aucune action possible avant septembre. Pas les Français. Le court passage du général de Saint-Quentin à Bamako le 14 janvier a eu aussi pour but de signifier aux Africains, comme l'explique le Comanfor, que « la France est là, qu'elle s'est lourdement investie, que désormais elle les attend, que la reconquête du Mali dépend d'eux également[20]. » Et d'ajouter avec fierté : « Tous les généraux se sont montrés reconnaissants envers la France pour ce qu'elle venait et envisageait de faire. » De fait, le Burkina, le Nigéria, le Bénin, le Niger, le Togo, le Sénégal, tous vont envoyer les effectifs promis dans la foulée du président de la CEDEAO et dans des délais remarquables. À Ouagadougou, par exemple, Blaise Compaoré ajoute trois cent cinquante six hommes à ce qu'il avait annoncé avant le déclenchement de Serval et, faute d'avions pour les transporter, il fait rameuter tous les pick-up disponibles pour leur faire gagner le Mali par la route.

Certes, nombre de soldats africains se présentent fort démunis, obligeant le colonel Jean-Pierre Fagué, à la tête de l'embryon de PCIAT à Bamako, à faire rechercher le complément d'équipement dans les stocks RECAMP pour les équiper en gilets pare-balles, casques lourds, matériels divers de soutien de l'homme, etc. Mais leur présence autorise la France à se féliciter de la mise en application du plan qu'elle porte depuis six mois, ainsi qu'à sortir ses partenaires de leur inertie. Serval met à nouveau en lumière les carences d'une Europe de la Défense qui demeure un vœu pieux. Même dotée de sa nouvelle PSDC[*10], celle-ci aurait été incapable de palier une éventuelle défaillance de la France. Des deux « battlegroups » – des GTIA de mille cinq cents hommes – dont elle est censée disposer en alerte, non seulement un seul est disponible en ce début 2013, mais la situation malienne, comme le CPCO l'a établi, en appelle clairement au moins trois…

Selon le général Patrick de Rousiers, de l'armée de l'air française, qui dirige le comité militaire, l'UE ne sera capable d'initier un « Serval » que « d'ici un à trois ans[21] ». Les pays réagissent donc isolément et avec des degrés de réactivité en tout point semblables à ce qui avait été constaté pour la Libye. Les plus enthousiastes sont les Belges et les Danois qui non seulement donnent tout de suite leur accord, mais cèdent l'« OP-CON[*11] » sur les appareils qu'ils offrent, respectivement deux C-130 et un C-130 – le commandement français peut donc en faire ce qu'il souhaite. Ainsi, contrairement à la plupart des autres, leurs appareils se poseront-ils au-delà du fleuve Niger. Cet apport n'est en rien négligeable : « Autant on pourra toujours trouver un remplaçant à un C-17, en louant un Antonov par exemple, note le colonel Philippe Susnjara, autant il n'y a rien à la place d'un C-130 ou d'un C-160[22]. » L'Italie s'annonce aussi très tôt partante pour apporter un soutien logistique, mais le désaccord de son parlement l'obligera finalement à renoncer.

Mise encore à l'index, l'Allemagne se perd en tergiversations sur la nature de l'aide qu'elle est susceptible d'apporter – logistique, humanitaire ou médicale ? « Ce qui ressemble à une aide simple, illustre *Der Spiegel*, pourrait avoir de lourdes conséquences. En fait, l'Allemagne participerait avec les transports de troupes à une

guerre d'attaque des Français contre une coalition d'islamistes radicaux ayant des liens étroits avec [Ag] Ghali[23]. »

Comme en 2011, les Français stigmatisent la lourdeur de la chaîne décisionnelle de l'autre côté du Rhin, qui conditionne à l'accord du Bundestag toute participation à un conflit. Ils oublient en l'occurrence une différence profonde par rapport à Harmattan : François Hollande a retiré les troupes françaises d'Afghanistan plus tôt que prévu quand l'armée allemande, elle, y est toujours. Et massivement : trois mille cinq cents hommes. Non seulement donc Berlin rechigne à mettre le doigt dans une opération ayant de fortes similitudes, mais la Bundeswehr n'est pas sans entretenir à l'égard de la France de l'aigreur pour ce qui a été ressenti comme un lâchage. Il faut enfin ajouter l'indifférence de la majorité de l'opinion allemande – et partant de l'Europe centrale et du Nord – au sort du Mali : la France n'a pas réussi à convaincre sur le fait que si elle se penche sur ce drame, ce n'est pas uniquement en raison de la forte communauté malienne présente sur son sol, mais parce que AQMI et ses affiliés menaceraient à terme tout le vieux continent. Ainsi le terrorisme semble-t-il le seul à pouvoir encore se heurter aux frontières depuis longtemps abattues.

L'Allemagne cédera tout de même deux C-160 et un hôpital Role 2*[12], certes non pas au profit de Serval, mais de la MISMA et de la mission de formation de l'armée malienne EUTM… Au final, l'impression de cacophonie européenne tient plus aux déclarations des responsables politiques. Le 13 janvier, fidèle à une ligne qui avait conduit l'Allemagne à s'abstenir lors du vote sur la Libye à l'ONU, Guido Westerwelle, ministre des Affaires étrangères allemand, avait ainsi écarté d'emblée une présence au sol. Quatre jours plus tard, Laurent Fabius, aussi singulièrement inspiré que pour le survol de l'Algérie, annonce qu'« il n'est pas du tout exclu que les Européens viennent nous aider avec des troupes combattantes, même s'il n'y a pas encore d'offres précises en ce sens[24] ». Il aurait pu ajouter qu'il n'y a jamais eu de demande non plus : le gouvernement français compte bien continuer à profiter de l'opportunité, qui est une première, de conduire seul la bataille. En revanche, il salue le nouveau pas franchi le 17 janvier avec la nomination du général Lecointre comme « force commander » d'EUTM, ce qui le met à pied d'égalité avec un ambassadeur et, en quelque sorte, le « défrancise » : il peut s'opposer aux autorités françaises qui cependant, en retour, pourront le menacer de retirer les troupes françaises sous ses ordres. Le général a encore beaucoup à faire. Dans le jargon européen, sa mission n'est qu'« installée » ; il lui faut encore un concept avant de débuter. Or les premiers jours de 2013 ont profondément modifié la donne. Les forces maliennes devaient être formées pour reconquérir leur territoire or les Français vont s'en charger. Leur débâcle face aux djihadistes atteste d'un niveau déplorable, que le colonel Héluin, envoyé en précurseur par Lecointre, va encore contribuer à déprécier : « pouvoir politique coupé de son armée par crainte et désintérêt », « omniprésence de la culture de l'immédiat », « armée peu formée, mal entraînée, pas gérée, sous-équipée et insuffisamment encadrée », « structures de commandement peu pertinentes ». Seuls les officiers « réalistes et ayant soif de changement » échappent au marasme[25].

Lecointre reçoit pour feuille de route de former d'ici au 30 janvier 2014 quatre GTIA de six cent soixante-cinq hommes, avec leurs appuis, à raison de dix semaines chacun, d'améliorer les chaînes de commandement et de logistique, de repenser les ressources humaines. Avec pareilles ambitions, formaté à l'origine pour deux cent trente personnes, l'effectif d'EUTM passe à plus du double (cinq cent quarante-sept). Charge à Paris et Bruxelles, comme pour Serval, de recueillir les actes de candidature. Il ne faudra ainsi pas moins de trois réunions pour constituer la « force protection », toujours en raison de la frilosité des Européens à porter une arme au Mali. Les Allemands, en particulier, émettent un refus en préférant envoyer l'hôpital Role 2, soit une grosse machine, employant une soixantaine de personnes, mais pour un usage uniquement limité au camp d'entraînement d'EUTM, ni la population ni Serval n'ayant le droit d'en profiter… Finalement, seuls l'Espagne, la République tchèque et la Belgique accepteront. Et au total, la mission comptera 211 Français (soit 40 % du total), 73 Allemands, 51 Espagnols, 40 Britanniques, et encore 17 ressortissants d'autres pays.

Le tour des bérets bleus

Il en va d'EUTM comme de la recette d'un chef : peu importe les détails d'arrière-cuisine, seul compte le résultat. Avec la mission du général Lecointre, Paris peut en effet clamer avoir « européanisé » le Mali tout comme il l'a « africanisé » avec la MISMA. Tout semble donc prêt pour le franchissement d'une nouvelle étape, sur le plan des opérations cette fois. À Bamako, Serval a récemment reçu un renfort dont toute la première semaine a confirmé l'impérieuse nécessité : le Groupe Aéromobile (GAM), en d'autres termes, les hélicoptères. Sa composition est revenue au général Michel Grintchenko, patron de la division aéromobilité au Commandement

des forces terrestres, qui s'en est tenu, dit-il, à des « principes simples[26] » quand le CPCO lui a demandé d'y réfléchir. Pour lui, les hélicoptères ont vocation à « bousculer la manœuvre terrestre, semer la terreur sur les arrières ennemis, donc il leur faut chasser en meute – c'est leur vraie spécificité, l'aérocombat ». Sur sa première esquisse figure donc un GAM important, mais sans Tigre. « J'ai voulu que le désengagement en Afghanistan soit marqué par de vraies opérations de guerre, explique-t-il. Les Tigre y ont donc été très engagés, jusqu'à la fin 2012. »

Le 11 janvier néanmoins, sa copie est partie au panier quand le général Palasset, surgissant dans son bureau, lui a annoncé la mort du lieutenant Boiteux à bord de sa Gazelle non blindée. Deux Tigre ont aussitôt été intégrés au GAM avec six Gazelle d'attaque et neuf Puma*[13] de transport. L'unité projetée aussi a changé. Le 1er RHC de Phalsbourg a cédé sa place au 5e, et toutes les machines qu'il avait préparées avec. Nul autre régiment que ce dernier, basé à Pau, semblait mieux convenir puisque le colonel Frédéric Gout et ses bérets bleus préparaient justement leur contrôle opérationnel en mars pour vérifier leur capacité à se déployer. « Par coquetterie », s'amuse-t-il à dire, le général Grintchenko ajoutera bientôt un petit avion Pilatus : en fait, vu les distances au Mali, il paraît des plus adaptés pour les liaisons de commandement. Enfin, l'armée de l'air envoie de son côté deux Puma de l'escadron Pyrénées pour la Resco*[14] et les évacuations sanitaires.

Parmi les deux cent cinquante bérets bleus du 5e RHC qui embarquent le 16 janvier dans un Airbus, beaucoup d'anciens d'Harmattan et d'Afghanistan. Des femmes aussi, dont un commandant de bord sur Puma, qui était en Libye, et une mécanicienne navigante. Le colonel Gout a retenu en priorité les équipages aptes à voler le plus rapidement. Il sait pouvoir compter sur un moral d'acier : la femme du lieutenant Boiteux également militaire, sert au régiment*[15]. Quant à lui, ayant pris son commandement en juillet 2011, il avait déjà manqué la Libye et se disait, vu le calendrier de la MISMA qui fixait à octobre 2013 le début des opérations, qu'il en serait de même pour le Mali. Il n'en avait pas moins fait plancher le régiment sur le pays, en se disant que « cela pourrait aussi, éventuellement, servir pour un autre[27]. » Les équipages ont accumulé des heures de simulateur sous la férule du « Grizzly », le lieutenant-colonel Pierre V., officier à la solide expérience opérationnelle qui, en particulier, a conduit en 2011 les principaux combats des hélicoptères dans le ciel noir de la Libye. Déjà à l'époque, il avait entraîné ses troupes en séances virtuelles. En deux jours, le personnel a bouclé son sac, l'administration accompli toutes les formalités, la logistique inspecté les machines, mais aussi, puisque le GAM est appelé à se déplacer, les véhicules nécessaires au transport des pièces, la puissance de feu au sol pour protéger les parkings, les lots d'outillage, les citernes, radars, balises de campagne… « Nous bénéficions de nos structures en régiments de combat, souligne le général Grintchenko : nous sommes capables de nous projeter de manière autonome, ce à quoi j'avais demandé aux unités de bien retravailler depuis ma prise de commandement[28]. »

À partir du 16 janvier, le GAM a pris la direction du Mali grâce à neuf Antonov 124 et Iliouchine 76. Il est le premier à pouvoir projeter des moyens aussi lourds, signe de sa valeur et de sa spécificité : le transport impose en effet de démonter les hélicoptères, donc de les remonter, de les tester, leurs équipages devant pour leur part s'acclimater aux conditions de vol. Parmi eux, un seul des quatre Tigre espérés à terme. Si le 5e RHC en effet dispose sur le papier de vingt-deux exemplaires, certains étaient en révision industrielle, d'autres en Afghanistan ; une machine a été engagée dans l'opération secrète en Somalie, enfin celle qui, depuis Ouagadougou, œuvre en support de Sabre, avec des résultats exceptionnels, appartient également au régiment. Ce qui pose un autre souci : chaque site doit en effet disposer d'un lot de déploiement (pièces de rechange, outils de maintenance, etc.) or le régiment en manque. Le colonel Gout base donc le second Tigre au Burkina, en sachant déjà qu'à mille kilomètres de distance, les chances sont élevées de voir les forces spéciales exploiter les deux appareils à leur propre profit.

L'heure néanmoins n'est pas aux chicaneries. Découvrant les conditions de vie à l'aéroport de Bamako, un des premiers actes de commandement du lieutenant-colonel Pierre V. est de faire rassembler les cent trente deux premiers lits Picot tout juste arrivés du Sénégal et de les répartir équitablement, mais comme le lot ne saurait suffire, la moitié du GAM dort à même le sol pour sa première nuit au Mali… Pour la deuxième, le colonel Gout parvient à décrocher un hangar où ses hommes et lui sont accueillis par la propriétaire, une ancienne Miss Mali. « Sans vous, explique-t-elle, j'aurais certainement dû, d'ici quelques jours, porter une burqa, et l'on m'aurait coupé la main puisque je suis commerçante[29] ! »

Voilà les bérets bleus encore plus motivés. Eux qui n'avaient vu la Libye qu'à quelques dizaines de mètres du sol, en vertu du « no boots on the ground », ils sont cette fois au contact du Mali, en prise directe avec sa population. La première mission qui leur incombe, protéger la capitale, leur tient d'autant plus à cœur. Mais ils mesurent pleinement la tension du moment quand le CPCO leur demande de reconnaître les contours nord de Bamako sans avoir accompli les vols d'acclimatation au désert réglementaires, ni même reçu toutes leurs munitions… Qu'à cela ne tienne, depuis la Libye Pierre V. et ses hommes sont habitués à l'inhabituel. Première aventure donc pour eux, le 18 janvier : un vol de deux cent cinquante kilomètres vers la forêt de Ouagadou qui se

prêterait de fait parfaitement à des infiltrations depuis la Mauritanie ; c'est tout près, à Nampala, que les forces spéciales ont mené leur raid le plus dévastateur. « Il n'y avait personne, note le lieutenant-colonel. Mais vraiment personne ! Une zone grise, jonchée de carcasses de pick-up*16. »

Le buzz plus fort que Diabaly

Ces reconnaissances ont un autre but : préparer la marche vers le fleuve Niger de l'armée de terre. Depuis son arrivée à Bamako, comme la majorité au sein de Serval, le colonel Gèze pense que Gao sera sa cible. Trop excentrée sur le fuseau ouest, Tombouctou revêt suffisamment peu d'intérêt pour que le commandement puisse attendre son abandon par les djihadistes. Le 19 janvier, après Markala, le commandant du GTIA1 procède donc à un nouveau bond en avant sur le fuseau est en envoyant par avion à Sévaré quelques dizaines d'hommes, mêlant hussards parachutistes et légionnaires, aux ordres du commandant Sébastien B. En compagnie de soldats maliens, ils y relèvent les forces spéciales présentes depuis le 11, qui flairent l'opportunité d'une belle opération d'influence : le détachement ne compte que trois chars Sagaie, mais en les filmant sous toutes les coutures, dans une ville à la liesse organisée, ils pourraient faire croire que toute l'armée française a rallié Sévaré. Le commandement rechigne à l'idée. Mais les Maliens la reprennent à leur compte et annoncent à la radio l'arrivée de tout un régiment blindé.

Le commandant B. se gardera bien de révéler à la population qu'il ne sait même pas quand il récupérera ne serait-ce que ses véhicules. À l'origine en effet, ceux-ci devaient le rejoindre avec le reste de l'escadron P. du 1er RHP et de l'escadron D. du 1er REC., ainsi que les éléments en poste à Markala depuis trois jours. L'ensemble devait en quelque sorte constituer l'avant-garde du GTIA Gèze vers Gao. Or le même 19 janvier, c'est vers le fuseau ouest que sont orientés les marsouins du 21e RIMa aux ordres du capitaine Pascal J. et le peloton du 1er REC tenant le pont sur le Niger. « À chaque fois, relate en souriant le maréchal des logis R., on faisait un bond en avant et on ne nous disait jamais où nous nous arrêterions30 ! » En fait, le sous-groupement du lieutenant-colonel Frédéric E. met ses roues dans celles de Sabre d'après qui les djihadistes ont fui la zone. D'abord Niono, puis le 20 janvier, Diabaly. En approche, un Atlantique-2 signale la présence de quatre pick-up. Immédiatement les Maliens, qui occupent toujours la tête de colonne, font halte. Depuis Bamako, le colonel Gèze ordonne aux Français de passer devant, mais les pick-up fuient sans même que leurs occupants aient pu être identifiés comme des ennemis, des civils, voire des journalistes puisque certains reporters n'hésitent pas à louer des véhicules sans en prévenir l'armée française. L'un d'eux n'a jamais su qu'un chasseur l'avait repéré et, ne sachant dans quel camp il se situait, avait logiquement hésité à le bombarder…

En entrant dans Diabaly, la colonne franco-malienne découvre en revanche les ravages de l'aviation française sur la garnison occupée par les djihadistes : « Il n'en restait plus rien. Les habitants nous ont raconté, relate le maréchal des logis R., qu'ils avaient eu l'impression d'être comme dans un film ! » Le hasard veut que le même jour les médias français diffusent la photo d'un légionnaire à Niono portant une tête de mort sur son foulard. Triviale à la base, l'affaire fait grand bruit en France où la presse se saisit de l'aubaine pour mettre une image sur ce qu'elle dénonce déjà comme une « guerre sans images ». Le colonel Burkhard, porte-parole des armées, en est réduit à rappeler l'évidence, à savoir que « cette image n'est pas représentative de l'action que conduit la France au Mali à la demande de l'État malien et de celle que mènent ses soldats, souvent au péril de leur vie31 ». Le légionnaire sera puni et la libération de Diabaly, dont Abou Zeid lui-même avait pensé faire un symbole, passera à la trappe. Cet épisode illustre bien comment l'insouciance – du soldat comme de l'auteur du cliché – peut être aussi nocive qu'un peloton de chars…

Avant de déguerpir de Diabaly, les survivants des bombardements ont miné les ruines, obligeant le génie à intervenir. Comme les habitants annoncent qu'ils ne seraient pas loin, le 1er REC passe en tête pour aller sécuriser l'entrée nord-ouest. Un seul véhicule est aperçu, au dernier moment, car il est maculé de boue : impossible de lui tirer dessus, il repart sain et sauf. « C'était un peu frustrant pour nous de ne jamais les voir, ni de savoir où ils étaient, avoue le sergent-chef Pierre. Mais nous remplissions cependant notre mission puisqu'à chaque fois que nous avancions, eux reculaient32. »

Où l'on commence à parler d'OAP…

L'action sur le fuseau ouest a pour effet de relâcher un peu la pression sur le Sud. Mais elle préfigure aussi un chamboulement à Paris où rarement les autorités politiques auront autant pesé sur la conduite d'une guerre. La traduction en est l'accélération permanente du rythme des opérations et la modification de leurs objectifs. Dès le premier week-end après le raid fatal au lieutenant Boiteux, les planificateurs du CPCO menaient une réflexion assez globale sur les types de combat auxquels l'armée française pouvait s'attendre au Mali ; le colonel Gèze venait à peine d'arriver à Bamako, c'était le flou. Le mercredi 15 janvier, le CPCO se voyait poser une première question : Gao était-elle prenable avant la fin février ? Lors du conseil de défense du 12 janvier, François Hollande avait en effet décidé que la ligne de front ne serait pas une barrière. Au cours du suivant, il progressa encore en indiquant que la boucle du Niger devait être reconquise. La prise d'une grande ville du Nord s'imposait à tous, politiques comme militaires, pour infliger un premier gros revers à l'ennemi, conforter au contraire le président malien, tout en faisant mentir la presse qui, comme à son habitude, ne tarderait pas à laisser planer le spectre de l'enlisement*17. « Nous avons décidé de conquérir des villes alors que notre déploiement n'était pas terminé, souligne le général Palasset. Une hérésie chez nos alliés ! mais capable de causer un effet de surprise considérable chez l'ennemi33. »

Par où commencer ? Le choix de l'état-major des armées se portait sur Gao qui, même si elle était plus défendue que Tombouctou, semblait beaucoup plus pratique d'accès – Tombouctou est un dédale de petites rues, or, ainsi que le souligne le général Castres, « commencer Serval par un Falluja aurait été désastreux34. » Enfin, Gao est aux portes de l'Adrar des Ifoghas, pointé depuis longtemps par la DGSE comme le sanctuaire des djihadistes.

Dès le matin du 16 janvier toutefois, le CPCO a reçu une nouvelle question qui dit tout de l'atmosphère du moment : « Quand peut-on prendre Gao ? ». L'absence de terme trahissait déjà l'impatience, celle des politiques ou celle que les militaires les imaginaient nourrir, eux qui se fixent pour devoir de précéder leurs souhaits afin d'être en mesure de les satisfaire le cas échéant. Quelle était alors la situation ? À part quelques dizaines d'hommes poussés jusqu'à Markala, Serval, en plein montage, restait confiné à l'aéroport de Bamako ; les seules à avoir ouvert le feu étaient les forces spéciales qui s'apprêtaient à conquérir Konna dans la journée. Un groupe de planification opérationnelle (GPO) fut donc spécialement créé pour étudier le calendrier : il lui fallait répondre à la question avant le conseil de défense restreint du 17.

Trois modes d'action avaient été imaginés. L'un avait été baptisé « Crochet du gauche » : il consistait à prendre Gao par Tombouctou ; l'autre, logiquement, « Crochet du droit », proposait l'inverse. « Noria express » envisageait de s'emparer de Tombouctou en franchissant le fleuve Niger, sur des bacs. Mais pour prendre l'une ou l'autre de ces villes au plus vite, il fallait combiner l'action terrestre avec une opération aéroportée (OAP). Quoi de mieux pour s'affranchir de centaines de kilomètres périlleux et pour *in fine*, soit larguer des parachutistes, soit les faire atterrir au cours de ce qui est appelé un « posé d'assaut*18 » ? C'est dans cette éventualité que, le 12 janvier, la 11e BP, commandée par le général Patrice Paulet, interrompit l'exercice auquel elle participait à Mailly, aux côtés de Britanniques, pour rentrer précipitamment dans le Sud-Ouest. En son sein, un état-major d'une cinquantaine de personnes, appelé G08, est en alerte 24 heures sur 24*19, toute l'année, avec pour mission potentielle de s'emparer du contrôle d'une zone aéroportuaire, partout dans le monde, en douze heures. Le colonel Bruno H., son chef opérations, gagna donc logiquement le CPCO, vite rejoint, en dépit d'une tempête de neige, par cinq autres officiers, ainsi que le colonel adjoint de la 11e BP, Xavier Vanden Neste. Pour tous, le Mali n'était pas vraiment une surprise, le général Paulet ayant exposé dès l'automne qu'il serait « une destination très probable pour les paras dans les semaines à venir35 ».

D'aucuns y verront encore la preuve d'un complot de la France, quand il ne s'agissait que d'anticipation. Vanden Neste et les siens apportent au CPCO leur expertise en matière d'OAP. « Le poser d'assaut, relate le colonel Bruno H., semblait aventureux car nous manquions de renseignements sur l'état des pistes à Gao36 ». De surcroît, si la possession d'armes antiaériennes par les djihadistes demeurait mystérieuse, les deux Gazelle impactées le 11 janvier laissaient présager, comme le souligne le lieutenant-colonel Sylvain A., chef du J2 au G08, « qu'ils avaient de quoi être très dangereux avec la détermination de s'en servir. Donc, nous sommes partis sur l'hypothèse d'un milieu hostile37 ».

D'un autre côté, les forces spéciales, qui combineraient leurs efforts avec la BP, souhaitaient hâter le pas. Elles ont suggéré une date aux alentours du 6 février afin de bénéficier d'une nuit de niveau 5*20, la plus favorable aux appareils du Poitou qui, en utilisant au mieux les vents pour cacher le bruit de leurs moteurs, limitent alors les risques de détection : « Les commandos eux-mêmes, souligne le commandant de l'escadron, le lieutenant-colonel Jérôme, nous ont dit qu'il leur arrive de ne nous entendre qu'une fois que nous engageons la *reverse* [les gaz arrière], ce qui est beaucoup trop tard pour l'ennemi puisque nous relâchons alors nos véhicules à l'arrière qui

peuvent intervenir dans la minute[38]. »

En faisant la synthèse et sans jamais omettre l'évaluation des forces ennemies, ainsi que l'acheminement continu des troupes depuis la France, le GPO a rendu son verdict le 17 au matin : la prise de Gao était envisageable, avec un largage, à partir du 5 février. Mais les conditions valaient une mise en garde : il faudrait forcément faire des impasses sur le soutien des troupes en première ligne et engager vers le nord toutes celles de Bamako sans trop regarder leur opérabilité. Quant aux parachutistes, la problématique demeurait celle de leur autonomie une fois à terre. Par ailleurs, il était nécessaire de conserver l'effet de surprise, donc de larguer suffisamment de troupes pour que le terrain soit tenu jusqu'à l'arrivée du raid blindé chargé de renforcer le dispositif. Initialement, il est donc envisagé par le CPCO de parachuter rien de moins qu'un bataillon entier, soit cinq cents hommes. Ce serait une prise de risque certaine, comme l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées, n'a donc pas manqué de l'exposer au président de la République quelques heures plus tard, lors du conseil de défense.

Le choix de Tombouctou

À part quelques officiers au CPCO, personne dans les armées françaises ne croyait alors à un parachutage, y compris au sein des unités parachutistes qui, le 14 janvier, se sont vues demander de préparer un GTIA. Au 2e REP, la compagnie du capitaine Clément L. fut bien mise en alerte 12 heures le 11 janvier, en même temps que le 2e RIMa : « on a interrompu la fête des rois[39] ! », se souvient-il en souriant. Mais de même qu'elle s'était préparée à la Centrafrique, pour voir finalement partir la 3e compagnie, de même elle a appris le départ au Mali du 2e RIMa alors qu'elle restait à Calvi. Certes, l'alerte est depuis passée à six heures, mais la probabilité d'un saut est jugée faible. Pour le 1er RCP, qui dès le 15 a déclaré prêtes les deux compagnies qui lui ont été demandées, c'est le poser d'assaut qui tient la corde : « À part au Kosovo en 2004, note son chef opérations, le lieutenant-colonel Sébastien C., il fallait remonter à Kolwezi pour un largage d'ampleur. Notre métier est de nous y entraîner malgré tout, mais la question que nous nous posions tous était : osera-t-on aller jusqu'au bout[40] ? »

Tombouctou n'était pas alors totalement ignorée par le CPCO. Avec l'aide du G08, un parachutage était également à l'étude, qui aurait obligé les parachutistes à scinder leurs forces en deux. Mais la localisation de la ville, le flou entourant le dispositif ennemi, poussaient plutôt à n'envisager sa conquête que par la route, après celle de Gao. Voire à espérer qu'elle tomberait seule, comme un fruit mûr. Les légionnaires et les marsouins qui sont entrés dans Diabaly le 20 janvier seraient alors aux avant-postes pour en prendre éventuellement le chemin. Mais très peu à l'état-major des armées s'attendent à ce qui est décidé le lendemain au cours d'un nouveau conseil de défense restreint : le CPCO a fixé la conquête de Gao au minimum au 5 février ? Eh bien, non seulement l'Élysée la veut avant le 1er février, mais il ajoute celle de Tombouctou !

En cette période encore très incertaine de Serval, la décision n'est pas un coup de théâtre, mais une reprogrammation générale. Le CPCO se retrouve tel l'alpiniste qui, alors qu'il transpirait déjà à l'idée de gravir son premier 8 000, apprend que le temps lui est compté, et qu'il devra enchaîner avec un second dont il ignore à peu près toutes les failles. Qui en est responsable ?

Le conseil de défense du 21 janvier pourrait sans doute servir d'illustration au principe fondateur en république de l'inféodation du pouvoir militaire au pouvoir politique. Après avoir entendu les différents intervenants, c'est en effet le président de la République lui-même qui a arrêté ce choix double[41]. Ce qui oblige à se demander pourquoi et comment un homme politique, même chef de l'État, sans expérience opérationnelle, peut sembler s'immiscer dans la conduite d'une guerre en imposant aux militaires des paramètres aussi cruciaux que le rythme et l'ordre des opérations. Même Roosevelt et Churchill n'avaient osé reprendre Eisenhower quand il avait décidé de ne pas prendre Paris ; il avait fallu l'opiniâtreté d'un Leclerc, poussé par le général de Gaulle, pour l'en convaincre.

Comme en 1944, la motivation de François Hollande à rectifier le tir des généraux est beaucoup plus politique que militaire. « Il fallait une conquête au fort retentissement médiatique, témoigne un de ses proches conseillers. Or Gao, cela ne disait rien à personne. Contrairement à la mythique Tombouctou[42]. » Il n'en reste pas moins que, même si le président de la République a démontré depuis le 11 janvier qu'il était capable d'assumer une prise de risque élevée, fixer un tel objectif à une armée pourrait avoir de très lourdes conséquences humaines, voire stratégiques. Et si les pertes s'y comptaient par dizaines ? Et si les djihadistes faisaient de Tombouctou leur

Massada avec toutes les conséquences en termes de propagande ?

Le train des forces spéciales

Il faut donc s'intéresser aux éléments sur lesquels François Hollande a nécessairement basé sa réflexion, et partant, à ceux qui les ont portés jusqu'à lui. Son état-major particulier lui a nécessairement expliqué que l'état-major des armées était dans son rôle en prenant le temps qu'il jugeait nécessaire pour monter vers le fleuve Niger, en lui rappelant aussi qu'il pouvait tout à fait demander une accélération à condition d'accepter les risques inhérents. Ancien parachutiste lui-même, à la manœuvre en Libye et en Côte d'Ivoire, le général Puga ne peut être soupçonné d'un excès de prudence dans le domaine.

Or, en l'occurrence, l'avis de l'expert est conforté par celui de Jean-Yves Le Drian qui, probablement pour la première fois, endosse la nouvelle coupe du costume de ministre de la Défense telle qu'imaginée par le parti socialiste. Là où ses prédécesseurs se cantonnaient généralement à rendre visite aux unités engagées, lui s'investit pleinement, suivant heure par heure le conflit, questionnant l'état-major des armées, irriguant de ses informations le Parlement et le président de la République avec lequel il échange nombre de SMS. Il dispose à cette fin d'un outil inégalable : la réunion, dans le bureau jouxtant le sien, de tous les responsables opérationnels. Inaugurée lors du coup de chaud centrafricain au début de l'année, celle-ci a non seulement été prolongée, mais elle se tient trois fois par jour, à 7 heures 30 pour faire le point sur la nuit, à 14 heures 30 pour envisager les opérations du lendemain, enfin à 21 heures pour le bilan de la journée. Sans avoir vraiment le choix, les participants font le dos rond. Se confronter si souvent aux embouteillages ne pouvait ravir le directeur général de la DGSE, installé dans le XXe arrondissement. D'autres déplorent le temps consacré par leurs équipes à préparer les réunions plutôt que les opérations. Du coup, les journées démarrent plus tôt, à 5 heures du matin, et plus les heures passent, plus il faut se creuser les méninges pour trouver des éléments neufs dont se faire l'écho. Tout cela, pensent certains – relayés par des journalistes qui évoquent une « théâtralisation politicienne[43] » –, pour seulement doper la cote du ministre ? À l'appui, ils citent un reportage de l'émission « Envoyé spécial » dont il émane la forte impression que la France compte avec Jean-Yves Le Drian un nouveau « chef de guerre »[44].

L'idée s'est depuis propagée que le ministre ne se contente plus de conseiller le président de la République, mais mène lui-même la bataille. Son directeur de cabinet, Cédric Lewandowski, n'est pas épargné non plus, lui qui dirige la réunion à l'hôtel de Brienne, lui qui serait un peu un chef d'état-major par substitution. « Tout Serval s'est décidé dans son bureau, relate un membre de cabinet. Il a mis les gradés au pas et le chef d'état-major des armées sur la touche[45]. » Face à ces commentaires, les généraux haussent généralement les épaules. Leur réponse est toute trouvée : jamais l'amiral Guillaud n'a été contredit en conseil de défense. L'argument est un peu spécieux, car il y a fort longtemps que les militaires ne pratiquent plus l'oukase avec les politiques. Des deux côtés des efforts de compréhension ont été consentis pour le bien de la France. Ainsi le chef d'état-major des armées n'a-t-il jamais écarté l'hypothèse Tombouctou, il a seulement prévenu le président de la République des risques qui lui paraissaient liés. Et c'est bien là qu'a pu peser l'avis de Jean-Yves Le Drian, et donc celui de la « réunion Serval », ainsi qu'elle a été baptisée. Car en consultant l'un après l'autre les acteurs d'une même pièce, mais qui n'avaient pas l'habitude de se réunir, il était prévisible, au moins au début, d'entendre des dissonances. Était-ce le but inavoué ? C'est possible, car le ministre aurait très bien pu se contenter, comme tous les autres avant lui, de la synthèse effectuée par le chef de son cabinet militaire, le général Noguier.

La probabilité de faire émerger des opinions contrastées était d'autant plus élevée que la composition du tour de table recèle une demi-anomalie. Aux côtés du sous-chef opérations, le général Castres, figure le patron du COS, le général Gomart, qui comme lui relève directement du chef d'état-major des armées, l'amiral Guillaud. L'intention originelle se comprend : avec les troupes conventionnelles et les forces spéciales, le cabinet du ministre aura voulu entendre les deux versants de l'action militaire française officielle[21]. Sauf qu'elles ne peuvent avoir la même perception du théâtre, d'abord parce que, dans le cas du Mali, les unes sont séparées des autres de plusieurs centaines de kilomètres, ensuite parce qu'elles n'ont pas la même philosophie d'action. Quand Serval ne s'éloigne qu'à pas comptés de Bamako, obligé de composer avec des normes de sécurité, de soutien, Sabre, lui, avec ses quelques dizaines d'hommes, caracole dans le Nord. Après Konna, les trente-cinq qui accompagnent la colonne malienne ont encore progressé sans encombre. Le 20 janvier, ils ont laissé la colonne malienne à l'arrière pour investir seuls Bima où une forte présence djihadiste était redoutée. Progressant par les hauteurs, un groupe suspect attira leur attention. L'enseigne de vaisseau Simon fit mettre en place l'artillerie malienne, des coups de

semonce furent administrés tandis que des tireurs d'élite prenaient position. Fausse alerte : il ne s'agissait que de bergers. La marche a repris dans la nuit, 1er RPIMa et 13e RDP en tête, pour découvrir un village vide. Prochaine étape : Douentza, vingt mille habitants, un des anciens fiefs djihadistes. La tension est vive, les soldats maliens voulant plusieurs fois ouvrir le feu sur des pick-up douteux qui jalonnent la colonne, s'en approchent, puis disparaissent à nouveau. En réalité, il s'agit de véhicules civils récupérés par les forces spéciales, entièrement recouverts de bâches et de végétation, un seul petit trou étant laissé au conducteur pour voir devant lui. Leur mission est de veiller sur les abords, de prévenir toute tentative d'infiltration dans une zone à fort trafic routier. Mais l'Atlantique-2 qui veille sur eux depuis le début de leur périple rapporte que Diabaly paraît vide d'ennemis. Quand le conseil de défense se tient le 21 janvier, les forces spéciales ont donc accroché un nouveau trophée à leur liste déjà fournie.

Les politiques, surtout quand ils ne sont pas experts de leur domaine d'activité, sont à l'affût de solutions claires, simples et rapides. Or, en enchaînant les succès avec un si faible effectif, les forces spéciales finissent par instaurer l'idée que la défense des djihadistes n'est pas aussi redoutable qu'annoncée, que la boucle du Niger est donc atteignable beaucoup plus vite que prévu. Les écoutes de la DRM concordent, d'où il ressort que l'ennemi, aux abois, cherche par tous les moyens à faire l'inventaire de ses forces, à se réarticuler, à se ravitailler en carburant. À l'inverse des djihadistes qui avaient sous-estimé la capacité de la France à les bloquer si haut au Mali, le commandement français, outre leur armement, a surestimé la volonté de résistance de combattants qui n'avaient jamais affronté d'armée de ce niveau.

Laissant parler son esprit d'initiative, le COS est donc amené à envisager une progression avec plusieurs jours d'avance sur l'estimation des armées conventionnelles. N'est-il pas dit, ici ou là, que si Serval avait pu le relever plus tôt à Sévaré, Sabre serait déjà à Gao comme il s'y prépare depuis l'été[46] ? Or, une fois que les forces spéciales ont frappé, il leur faut pouvoir passer la main rapidement car elles n'ont ni la puissance, ni le ravitaillement nécessaires pour repousser longtemps d'éventuelles contre-attaques, ce qui suppose une coordination avec le gros des troupes, et donc la prise en compte de leurs contraintes à elles aussi. En lutte perpétuelle contre le temps, les politiques peuvent être tentés de voir en Sabre cette locomotive qui tirera les wagons de Serval vers la victoire, alors que dans ces derniers se trouve le charbon qui lui est indispensable, mais aussi le responsable du train, le chef d'état-major des armées, dont le feu vert, selon la chaîne hiérarchique, est obligatoire pour chacune de leurs actions. La fougue et la réussite du COS les ont séduits, François Hollande le premier, au point d'en venir à imaginer la guerre sous leur prisme et à assumer une prise de risques conséquente. De là le rajout de Tombouctou, un trophée qui semble désormais à portée de main, même si le général Gomart a fait d'emblée savoir que, vu son effectif réduit, Sabre n'y concourrait pas ; de là aussi l'accélération du tempo.

Jean-Yves Le Drian et Cédric Lewandowski, comme ils ne cessent de le répéter eux-mêmes, n'ont certes pas dirigé la guerre, mais via les réunions à l'hôtel de Brienne, ils ont incontestablement contribué à en modifier les contours. La traduction la plus flagrante de l'impact des politiques sur la campagne se trouve au CPCO. D'ordinaire, les planificateurs du J5 réfléchissent à une opération qu'ils transmettent au J3 pour l'application tandis qu'ils entament l'étude de la prochaine. Mais pour tenir le rythme imposé à Serval, les deux bureaux ne peuvent faire autrement que de travailler simultanément, et même à contretemps, à partir du 21 janvier, puisque le J5 doit planifier une opération déjà lancée ! Serval entre dans une phase de perpétuel déséquilibre où, pour ne pas chuter, il lui faudra sans arrêt faire un nouveau pas en avant.

---

*1. Ce que ne faisait pas le Harfang lors d'Harmattan, par exemple.

*2. Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information.

*3. Le site est plus précisément situé à Tingentourine, à 45 kilomètres à l'ouest d'In Amenas.

*4. Des armes et des équipements militaires libyens seront retrouvés, ainsi que du matériel fourni par le Qatar aux rebelles libyens.

*5. En fait, c'est la loi qui l'y oblige puisque Barack Obama, faute de pouvoir malien légal, n'a pas encore donné son autorisation. Comme celle-ci ne surviendra que le 13 février, toutes les dépenses militaires américaines restent donc à la charge de leurs bénéficiaires français. Sinon, selon la procédure américaine, elles reviendraient aux généraux américains… L'administration américaine fait savoir en coulisses à Paris qu'elle n'a nulle intention d'exiger le règlement, et une astuce sera finalement trouvée par le bureau logistique du CPCO qui, au prix d'un bel effort, composera une facture à peu près équivalente pour l'utilisation par les Américains des infrastructures françaises en Afrique.

*6. But annoncé : contribuer au « règne de la charia » dans le nord du Mali. Ennemi principal : la « France mécréante ».

*7. Le Maure Abderrahman el Nigiri, celui qui était surnommé le « Zarqaoui mauritanien », Abdallahi Ould Hmeida, enfin Mohamed

Lamine Bencheneb du Mouvement des fils du Sahara pour la justice islamique (et probablement Abou al-Baraa al-Djazairi).

*8. Le 6 mars 2014, le général Rodriguez déclarera ainsi devant le Sénat que seuls 11 % des besoins en ISR d'AFRICOM ont été couverts en 2013.

*9. *Air Tasking Order* : le programme des vols quotidiens avec leurs zones d'intervention.

*10. Politique de sécurité et de la défense commune.

*11. *Operational Control*.

*12. Les opérateurs de santé sont classés de 1 à 4, le 1 correspondant au médecin et à l'infirmier collant aux premières troupes, le 4 à un hôpital disposant de toutes les spécialités. Le 2 est apte à la chirurgie et la réanimation, le 3 a des spécialités supplémentaires.

*13. Six dans un premier temps, trois par la suite en renfort.

*14. Recherche et sauvetage au combat.

*15. L'unité du lieutenant, le 4e RHFS, est voisine du 5e RHC sur la base de Pau.

*16. Qui peuvent être imputables aux forces spéciales, mais aussi aux violents combats qui ont opposé dans la région, fin juin 2011, l'armée malienne aux groupes djihadistes.

*17. *Le Monde* par exemple l'évoque dès le 16 janvier.

*18. Le terme d'OAP englobe les deux options.

*19. D'où : G pour alerte Guépard, 08 parce que c'est son numéro de module.

*20. Nuit à la plus forte obscurité.

*21. Avec la DGSE, il dispose aussi du volet officieux.

12.

L'EXPRESS ET LA CARAVANE DU DÉSERT

Dix jours. Voilà tout ce qu'il reste au CPCO pour rectifier la ligne selon les souhaits du président de la République ; l'équivalent d'une seconde dans la grande mécanique guerrière. Mais le délai a tout de même l'avantage de considérablement simplifier la réflexion. Après étude des unités engageables et du temps nécessaire pour les projeter au Mali, il apparaît que la seule solution pour Tombouctou est une opération aéroportée synchronisée avec celle de Gao où elle serait combinée avec une action des forces spéciales. Nom de code de l'ensemble, proposé par le GPO : Hombori-Tama*1. Au CPCO dorénavant de le préciser prestement et d'en définir le calendrier.

Des chars à Niamey… pour rien ?

Incontestablement, les heures et les jours qui suivent offrent le meilleur démenti à ceux pour qui Serval n'est que l'aboutissement des manigances d'une « mafia parachutiste » en mal de coup d'éclat. Le conseil de défense du 21 janvier a une conséquence singulière. Le CPCO avait prévu en effet d'injecter pour la conquête de Gao un nouveau sous-GTIA, aux ordres du lieutenant-colonel G., chef opérations du 1er RIMa. Le 18 janvier, le chef de corps du régiment, le colonel François-Marie Gougeon, avait demandé au capitaine Augustin B., commandant le 3e escadron, alors en campagne de tir à Canjuers, de lui fournir en urgence la liste des personnels aptes et du matériel. Pendant une semaine l'escadron s'activa pour être prêt le moment voulu, tout en étant surpris d'apprendre qu'il ne serait pas dirigé à Bamako comme tous ses prédécesseurs, mais à Niamey. « Nous ne savions pas alors ce que nous allions faire, relate le capitaine, mais en regardant la carte, j'ai compris que Gao serait probablement notre destination1. » De fait, le CPCO a procédé de la même manière : en compulsant un atlas, il a constaté que la route pour gagner Gao serait beaucoup plus courte que depuis Bamako en lui évitant de surcroît la traversée du fleuve Niger. Une aubaine pour Augustin B. qui, après avoir commencé par les chasseurs alpins, s'est réorienté vers les blindés de troupes de marine non sans placer ses pas dans ceux de son grand-père, seul militaire de la famille, qui avait fait la pacification du Maroc et le débarquement en Provence avec les spahis.

À partir du 21 janvier, trois pelotons composés chacun de trois AMX 10RC et trois VBL, ainsi qu'un pool de commandement sur VBL*2, sont donc acheminés à Istres par train, avant de gagner le Niger à bord d'Antonov. Avec eux, une batterie du 11e RAMa. Sur place le 24, ils s'organiseront pour le départ, la consigne étant de s'alléger au maximum vu le manque de places dans les véhicules : les hommes n'emporteront que leur sac alpha et leur musette, pas de lit Picot. « Nous avons dormi deux mois par terre », décrit le capitaine.

Quand le sous-groupement découvrira le Mali cependant, Gao aura déjà été conquise. L'accélération du calendrier oblige en effet le CPCO à se passer de lui dont il n'a pu annuler le transfert à la dernière minute en raison des complications kafkaïennes de la projection. Cela vaut quelques piques rigolardes au concepteur de cette partie du plan, moqué pour avoir envoyé un sous-groupement dans le vide. Mais la troupe du lieutenant-colonel G. aura sa revanche.

Les aviateurs dans le brouillard

Les conséquences du réajustement de Serval n'épargnent pas l'armée de l'air. Averti de la préparation d'une OAP, le général Pascal Chiffoleau, chef de la brigade aérienne d'appui et de projection, a mis sur pied le 20 janvier un groupe de planification – AOPG[*3] dans la terminologie OTAN – pour étudier, dès le lendemain, la partie aérienne de l'opération. Pour le diriger, le colonel Éric L. lui a suggéré de prendre la crème, un « LP », pour leader de peloton, la qualification ultime pour ce genre de missions. Problème : ils ne sont qu'une poignée en France et c'était un dimanche. Parmi les tout premiers sur sa liste, il a appelé le lieutenant-colonel Stanislas M., commandant à Orléans du Centre d'instruction des équipages de transport (CIET), une des structures les plus anciennes[*4] et les plus importantes au sein de l'armée de l'air. C'est même dans son enceinte que se déroule la formation LP. L'officier étant bien entendu partant, le général Chiffoleau a acquiescé vers 13 heures.

Pour la composition de l'AOPG, ignorant encore le calibrage de l'OAP, Stanislas M. suggère de panacher des LP ayant des compétences sur les deux types d'avions de transport stratégiques français, les C-130 et C-160, et que tous soient ensuite les commandants de bord de l'opération, ce qui facilitera le passage de la planification à l'exécution. Le matin du 21 janvier, l'AOPG s'est retrouvé au complet à 8 heures du matin, au CDAOA, base Balard, à Paris. La première journée est consacrée à connecter les réseaux sécurisés, recueillir les informations. L'OAP sur Gao continue alors à tenir la corde. En tout cas, quand le colonel Benoît Desmeulles, appelé à prendre la tête du GTIA4 ou « GTIA para », réunit l'état-major et les chefs d'unité du 2e REP dans une pièce à part du camp Raffali de Calvi, ce n'est pour étudier que cette seule hypothèse. Tout est balisé, chaque unité reçoit ses objectifs, les cartes sont imprimées, les ordres rédigés. La compagnie du capitaine Clément L. doit par exemple sauter au sud de la ville et tenir le pont, le 1er RCP étant lui parachuté au-dessus de l'aéroport. Tous doivent tenir jusqu'à l'arrivée de la colonne blindée.

Le 22 janvier, le conseil de défense de la veille, qui a demandé la prise de Tombouctou avant le 1er février, n'a pas encore produit ses effets. À Balard, le général Caspar-Fille-Lambie, patron du CDAOA, informe seulement le lieutenant-colonel Stanislas M. que l'opération sera franco-française, mais qu'il n'est pas en mesure de donner le nombre d'avions qui y participeront. Toutefois, quand l'officier apprend que toutes les bases françaises dans le monde se voient demander de combien d'appareils elles pourraient se séparer, il n'a aucun doute sur l'ampleur de l'OAP. « On parlait alors grosso modo de quinze avions[2] », se souvient-il. Un chiffre presque démesuré au vu de la flotte française totale, et que beaucoup pensent donc secrètement impossible à réunir.

Dans l'après-midi, l'AOPG est toujours laissé dans l'expectative : « À ce moment, explique Stanislas M., on parlait encore de "mise à terre" du 2e REP sur Gao ou Tombouctou durant la première semaine de février. » Son équipe pense alors disposer de quinze jours de préparation, soit plus qu'il n'en faut.

L'arrivée tardive du général Barrera

Les cafouillages sont fréquents à l'aube d'une grande opération. Les critiques cependant se font de plus en plus dures contre le CPCO qui, à force de vouloir tout faire, à Paris, Bamako, Niamey ou N'Djamena, se condamnerait partout à l'échec. Elles sont injustes, car elles oublient les premiers succès et ignorent les véritables responsables. Le début de capharnaüm à Bamako en particulier n'est pas de son fait, il découle du choix politique d'avoir attendu le dernier moment pour lancer la machine. À cette date, aucun état-major n'est capable de faire la synthèse ni de concevoir la manœuvre. Il est aussi reproché au CPCO de profiter de l'occasion pour en quelque sorte faire l'article de l'armée française. La presse évoque l'envoi imminent de chars Leclerc[3] qui n'ont jamais été projetés que deux fois, au Kosovo et au Liban. Or, si la proposition a bien été faite par l'armée de terre[*5], l'EMA l'a retoquée, sèchement au demeurant.

L'arrivée tardive du général Barrera à Bamako serait-elle le signe de l'emprise du CPCO ? Pressenti dès le 12 janvier, le patron de la 3e brigade mécanisée s'est vu plusieurs fois rétorquer qu'il n'y avait pas d'avion disponible pour son état-major et lui, ce qui ne peut laisser d'interroger vu le nombre de soldats déjà transférés de France, y compris par les airs… L'absence d'Airbus est possible, le verglas aussi a bloqué les bus et les camions venus le 18 janvier récupérer l'état-major à Clermont-Ferrand. Mais la latence a été d'autant plus difficile à vivre qu'elle a rappelé un fâcheux précédent : en 1999, pour le Kosovo, l'état-major de la même 3e BM, qui venait d'être créée, est parti sans son chef, remplacé au pied levé par le général de Saqui de Sannes, commandant la 9e blindée

de Marine. Barrera était alors chef du bureau opérations du 92e RI, régiment de la 3…

En arrière-plan, faut-il voir un reste de la rivalité entre les « métros » et les « colos » que l'état-major des armées s'échine pourtant à faire disparaître, la chute des budgets l'obligeant à serrer les rangs et à ne se passer de personne en OPEX ? À défaut de lui imputer une part de responsabilité, il est à noter que l'affairement général aura donc conduit à ce que le général débarque le 21 janvier après la plupart de ses troupes, à quelques heures seulement du début de la conquête de Tombouctou qu'il est censé mener. Sans compter que, le général de Saint-Quentin ayant engagé le transfert du PCIAT de Dakar à Bamako, son arrivée plus récente aurait sans doute soulagé le CPCO et le colonel Gèze d'une partie de leurs fardeaux respectifs.

Barrera n'en savoure pas moins sa joie, et sa fierté, d'avoir reçu les rênes de ce qu'il sait déjà être « la plus belle opération de [sa] vie[4] ». Le délai lui a permis de surcroît de mieux se renseigner sur le théâtre et de tailler son état-major à la bonne cote : les cinquante-sept membres prévus à l'origine lui semblaient notoirement insuffisants dans la durée. En insistant, il en a décroché trente-cinq de plus, qui autorisent une seconde bordée, et donc des relèves. Le général obtient aussi un « coladj », un colonel adjoint, sans savoir combien son insistance se révélera cruciale d'ici un mois quand les deux hommes se retrouveront à la tête de secteurs distants de centaines de kilomètres. Une liste d'officiers lui est soumise pour le poste, tous extérieurs à la 3e brigade. Et son choix s'arrête sur le colonel Denis M., dont le passage au sein de Licorne lui a attiré des éloges. Cet ancien chef de corps du 4e régiment étranger est réputé pour ses capacités d'adaptation, mais aussi, ce qui ne gâche rien, pour son sens de l'humour – « c'était important, souligne Barrera, car à la 3, on aime bien rire ! ». Le colonel pour sa part est ravi. Sa dernière opération remonte déjà à 2004, un argument qui n'est pas pour rien dans l'accord que lui a donné son supérieur au CFT, le général Palasset, puisque pour celui-ci, qui a été à la manœuvre lors de la complexe crise ivoirienne de 2010-2011, « les plus belles expériences sont toujours les OPEX[5] ».

Les premières secondes à Bamako suffisent à démontrer l'absence de traitement de faveur pour les membres de l'état-major, contraints en premier lieu de se contenter d'une installation à la dure sous les arbres avant de recevoir des tentes pour douze personnes, avec 20 centimètres de mousse en guise de matelas posé à même le sol, et le même tintamarre de la grande kermesse aérienne en perpétuel fonds sonore.

Le PC, lui, prend possession d'un local voisin de l'antenne du PCIAT qu'il faut commencer par nettoyer. Puis les groupes électrogènes sont activés pour brancher les ordinateurs à tous les réseaux nécessaires, les cartes déroulées sur des planches car le conteneur emportant chaises et tables est resté bloqué à Istres. Les transmissions n'étant pas encore parfaites, Barrera a lui aussi recours à son téléphone portable qu'il ne délaisse pour le DCS-500 que si la conversation aborde des points confidentiels. Toute information est bonne à prendre à ce moment. Car le général a déjà fort à faire pour dresser l'inventaire des troupes projetées, en partance de France ou en transfert.

Au complet, le GTIA1, qui passe automatiquement sous son commandement, est finalement la seule donnée à peu près sûre, avec les hélicoptères du colonel Gout, même si son chef en décrit l'écartèlement entre Bamako, Markala, Diabaly et Sévaré. Les deux hommes sont faits pour s'entendre : le 21e RIMa, que commande le colonel, est cher au cœur de Barrera car un grand-oncle qu'il vénère y servait[*6], et le grand-père de Gèze a été tué à la libération de Marseille en 1944 au sein de la 3e DIA, ancêtre de la 3e brigade mécanisée. Ils peuvent donc en toute franchise partager leurs idées sur la feuille de route des plus évasives reçue par le général à son départ : « d'abord protéger Bamako, ensuite peut-être remonter jusqu'au Niger ». Le colonel Gèze confirme : « Le 21 janvier, nous ignorions encore ce que nous ferions au-delà de la ligne de front originelle. Nous savions seulement que l'idée était de passer la main à la MISMA et donc qu'il nous fallait causer de fortes pertes à l'ennemi d'ici là[6]. »

Sabre transperce le front

Pour l'heure, ce sont les forces spéciales qui plantent banderille sur banderille aux djihadistes. Après la prise de Diabaly le même jour, les trente-cinq qui ont accompli tout le périple depuis Sévaré sont rejoints par les deux PatSAS du 1er RPIMa et du CPA-10 que Serval a relevées à Markala, ainsi que par des renforts arrivés de France. Après la première nuit de repos depuis six jours, Sabre leur donne le programme : cinq cents kilomètres en territoire ennemi. Objectif : Gao.

Le COS en effet a revu sa manœuvre. « À l'origine, note son chef opérations, le colonel Thomas, nous n'avions pas prévu de prendre le pont qui se situe à l'entrée sud de la ville. Nous avons changé d'idée car nous

pensions les djihadistes capables de couper les ponts, puis de se fondre dans la ville à la manière des talibans afghans. Cela aurait considérablement ralenti la manœuvre générale. À l'opération aérienne initialement prévue sur l'aéroport, nous avons donc rajouté l'action terrestre[7]. » L'hypothèse de la destruction du pont est d'autant plus crédible que les djihadistes s'y sont essayés, vainement, à Ansongo, à la frontière nigérienne.

S'élancer totalement dans l'inconnu serait cependant une très grosse prise de risque. L'équipe de recherche de Cyril au 13e RDP, renforcée par un FAC, prend donc les devants pour aller se positionner en toute discrétion à Hombori, au sommet d'un Inselberg, d'où elle peut surveiller le trafic à 180 degrés[*7]. La mesure néanmoins ne suffit pas à convaincre les six cents soldats maliens de continuer la route. Il est vrai que les forces spéciales ont reçu un nouveau chef de détachement, un saint-Cyrien, Benoît, qui n'a pas encore eu le temps de gagner leur confiance. L'enseigne de vaisseau Simon prévient donc le commandant de l'artillerie malienne que leurs chemins se séparent. Entre les deux officiers, les dix jours de combat ont scellé une amitié symbolisant à elle seule celle de leurs pays respectifs. Le commando marine voit le capitaine dégainer son téléphone portable et le lui offrir : « Quoiqu'il t'arrive, lui lance-t-il, j'irai te chercher ! Même s'il faut y aller en cyclo[8] ! »

En insistant, les forces spéciales obtiennent tout de même que les commandos volontaires éclairent leur route jusqu'aux abords d'un hameau situé à mi-parcours : le renseignement dit la zone traversée par de nombreux djihadistes qui cherchent à s'exfiltrer en direction du Burkina. Et les Maliens ne mégotent pas leur soutien : immédiatement, ils mettent le cap vers l'est, obligeant Benoît à ordonner de remonter en selle pour leur coller au train.

La horde avale la route à 90 km/h, surveillée par l'aviation qui repousse simultanément les limites en restant 9 heures 40 en l'air. Difficile de faire beaucoup mieux : en raison de l'huile, un 2000-D ne peut voler plus de dix heures. Les Mirage s'apprêtaient à frapper un blindé ennemi près du pont de Gao quand ils se sont vus placer en stand by : le renseignement a indiqué la présence possible d'une HVT dans la ville. La confirmation ne venant pas, ils délivrent finalement leurs armements plus au nord, sur un bâtiment de Bourem.

Au soir du 22 janvier, les soldats maliens s'arrêtent aux abords de la localité suspectée par les Français. Sabre prend le relais avec un maximum de précaution. JVN chaussées, à pas de loup, ses hommes pénètrent dans les premières masures. Tout à coup, des individus affluent de tous côtés et il faut quelques secondes fortes en adrénaline pour réaliser leurs intentions pacifiques. Six kilomètres plus loin, la cohorte arrive à hauteur de l'Inselberg au sommet duquel le 13e RDP s'est tapi : la zone est annoncée calme. Quelques heures de repos ne seront donc pas de trop. À distance respectable de la route, les forces spéciales forment le carré, comme au Far West, prêtes à parer des raids ennemis. Personne ou presque ne dormira finalement car chaque passage de véhicules fait l'objet d'une mise en alerte, les FAC en particulier ne lâchant pas le lien avec l'aviation qui garde un œil aiguisé sur les environs.

Dans quelle mesure la ruée des forces spéciales a-t-elle pesé dans la fixation des dates de la prise de Gao et de Tombouctou ? Car la journée du 23 janvier est un nouveau tournant capital. Le matin, le CPCO rend son jugement à l'amiral Guillaud et au général Castres : les deux villes sont prenables avant le 1er février comme les politiques le réclament, par un ou deux largages[*8], mais il restera un risque supérieur à assumer pour Tombouctou car les appareils pourraient manquer pour faire monter l'antenne chirurgicale aérotransportable jusqu'à Sévaré : un blessé grave serait donc susceptible de succomber à ses blessures lors de l'évacuation, plus longue, vers Bamako. Dans une ambiance lourde, le général Castres lâche : « Amiral, c'est ce que nous pouvons proposer de mieux », suivi du chef d'état-major des armées : « Très bien. Je vais donc présenter cela au président de la République. »

Au même moment, grâce au satellite et au drone, les informations s'affinent sur l'état des pistes : les deux aéroports sont encombrés, par des blindés à Gao, par une carcasse d'Antonov 26 à Tombouctou. À la base Balard, le groupe de planification du lieutenant-colonel Stanislas M. sort la machine à calculer : vu leur chargement et les conditions de vol pressenties, les transporteurs auront-ils assez de distance pour se poser ? La réponse est non dans les deux cas. Le verdict de l'AOPG lève donc un bout de voile sur Hombori-Tama : les OAP seront nécessairement des parachutages. Par la suite, beaucoup attribueront la paternité du saut à Tombouctou au général Puga, qui aurait obtenu que « son » 2e REP connaisse un nouveau Kolwezi. Mais pour le CPCO, c'est bien la seule solution permettant de remplir les objectifs fixés par l'Élysée dans des délais sans cesse raccourcis.

Les parachutistes embarquent

Le 23 janvier n'a pas fini d'apporter son lot de nouveautés. L'AOPG apprend maintenant le choix du CPCO de centraliser tous les avions à Abidjan ; la présence d'une force française importante y constitue en effet un excellent point d'ancrage, et puis le commandement estime que le secret serait plus difficile à préserver à Bamako avec les complicités dont jouissent les djihadistes au sein de la population. Aux ordres du colonel François-Xavier Mabin, le camp de Port-Bouët confirme ainsi son statut de base logistique arrière de Serval, le temps que Bamako soit pleinement opérationnelle. La moitié des siens ayant gagné le Mali, le personnel, notamment les logisticiens, se démène quasiment jour et nuit, en particulier pour réceptionner et décharger les Antonov et les C-17 qui se succèdent.

Le basing[*9] est un paramètre vital pour l'AOPG qui doit calculer l'autonomie de vol, régler la coordination des aéronefs, etc. Et de fait, au même moment, les deux compagnies du 1er RCP appelées à participer quittent leur garnison de Pamiers pour Toulouse où ils sont rejoints par le GCP[*10] commandement du lieutenant-colonel Yann L., venu de la 11e BP, un autre GCP issu lui du 17e RGP, un PRIAC[*11] du 1er RHP, enfin trois équipes TACP du 35e RAP, emmenées par le lieutenant-colonel Thibaud de C.

Cent hommes du 1er régiment du train parachutiste (RTP) sont là aussi, généralement oubliés des récits, et pourtant, comme spécialistes de la « livraison par air », ils sont indispensables à l'OAP, eux qui ont été de tous les largages depuis 1948, dont les plus récents en ex-Yougoslavie, au Tchad, en Afghanistan, en Centrafrique et le dernier, lors d'Harmattan, au-dessus du djebel Nefoussa. Quarante des leurs sont déjà à Bamako, partis avec l'alerte Guépard pour y assurer le transit aérien, un autre de leurs métiers. Habilement informé de l'éventualité d'un largage, leur chef, le colonel Pierre Fauche, a réussi à rassembler dès le 20 janvier une cinquantaine de « largueurs pers[*12] », sans rien leur préciser. « Aucun ne nous a posé de questions, se félicite-t-il encore. Ils ont juste appris que des largages étaient envisagés. Ils ne savaient ni où, ni quand, mais ils nous faisaient confiance[9]. » Le reste de son effectif a pour troisième mission de mettre sur pied la base de l'opération aéroportée (BOAP) où vont venir se « plugger » tous les acteurs de l'opération : les PC des parachutistes, du groupement de transport du colonel Eric L., du GTIA4 du colonel Desmeulles.

Au total, il faut donc pas moins de deux Antonov, arrivés la veille grâce à l'abnégation des équipes du général Boussard au CMT, pour embarquer vers la Côte d'Ivoire l'énorme fret dont le 1er RTP a besoin : parachutes, lots, gaines des hommes, mais aussi plates-formes sur lesquelles les véhicules doivent être arrimés dans l'avion, engins spécialisés pour le conditionnement des matériels, ainsi que pour le chargement et le déchargement des avions. Le CPCO ayant demandé au colonel Fauche d'être en capacité de larguer cent tonnes et une quinzaine de véhicules, cela représente au final plusieurs conteneurs.

Le colonel Xavier Vanden Neste a obtenu, afin de gagner du temps, que l'état-major parachutiste qu'il commande, le G08, s'envole en compagnie du 1er RTP directement pour Abidjan. Lui, en revanche, a rallié Ouagadougou le 22 janvier avec une petite équipe pour mettre au point les mesures de coordination avec les forces spéciales. Le reste des parachutistes est transporté en A310 vers Calvi, base du 2e REP, où le bataillon est donc pour la première fois au complet. Les plus gradés sont informés par le colonel Desmeulles de la finalité : une OAP – encore à Gao pour l'heure – avec l'équipement le plus léger possible. Les autres se verront indiquer le soir, lorsqu'ils embarqueront pour Abidjan, cette fois à bord d'A340, qu'ils vont combler les vides que Serval a occasionnés dans la force Licorne. Des indiscrétions, et le bon sens, permettent cependant à tel capitaine au 2e REP, généralement peu habitué à dire à son épouse où il part, de bien suivre les actualités…

Plus surprenant encore, la date des OAP est avancée de deux jours en quelques heures. « Le matin du 23 janvier, relate le lieutenant-colonel Stanislas M., nous partions sur le 1er ou le 2 février. Mais dans l'après-midi, le D-Day est passé au 30 janvier[10]. » Probablement le résultat du conseil de défense se tenant le même jour. Il faut noter cependant qu'au soir du 22, à Ouagadougou, le colonel Vanden Neste a été informé par le CPCO que l'opération serait menée plutôt entre le 27 et le 29 janvier.

Cette fois, quoiqu'il en soit, l'AOPG doit vraiment opérer un travail de dentelle. Car les avions de transport ne décolleront pas au claquement de doigt. Il faut les conditionner pour la mission, avec plaques de blindage et système de leurrage, rédiger tous les plannings, mais aussi tout bonnement rallier Abidjan, soit treize heures de vol ; et il y a encore les autorisations de survol à demander pour ceux qui viendront de loin. Une fois en Côte d'Ivoire, il ne faudra pas s'attendre à un redécollage immédiat : les équipages devront non seulement prendre un peu de repos, mais aussi s'acclimater à leur mission. C'est ainsi que le lieutenant-colonel Stanislas M. se permet d'insister afin que le secret soit partiellement levé pour les commandants des unités concernées et qu'ils lancent la préparation sans délai. De même, il obtient que l'AOPG puisse promptement rallier Abidjan puisque c'est lui qui, après l'avoir planifiée, devra mener la mission à bien. Des tas de détails, qui n'en sont pas, sont aussi à régler sur

place : où parquer tant d'avions, comment s'assurer de leur ravitaillement, etc.

Nouvelle accélération

Un rebondissement spectaculaire survient le 24 janvier : le jour J est avancé au… surlendemain ! Difficile de ne pas faire le lien avec la progression fulgurante du détachement de Sabre qui, le 23, a repris la route dès l'aube, pied au plancher. « C'est simple, note Simon, on ne pouvait aller plus vite[11] ! » Lui se félicite d'avoir pour conducteur un passionné de rallye car à chaque fois que l'aviation annonce un véhicule dans l'autre sens, toute la colonne fait un quart de tour gauche ou droite pour se planquer dans la végétation en dépit de toutes les ornières qui en barrent l'accès. Le temps que le quidam ait tracé sa route, le groupe fait le mort, puis reprend son train d'enfer. Dans la nuit noire du 23 au 24, il a ainsi traversé en trombes un bourg où il a juste eu le temps d'apercevoir des passants lui adresser des saluts amicaux sans réaliser certainement de quelle nationalité était l'équipée sauvage. Le secteur étant peu propice au bivouac, les commandos ont cherché pendant une heure les fourrés qui les dissimuleraient pour prendre un peu de repos. Au matin, Gao est dans leur ligne de mire. « Nous avons été obligés de les retarder un jour ou deux, admet un officier au CPCO. Serval n'était pas capable de les rejoindre à cet instant[12]. »

L'armée de l'air a l'habitude des départs sur les chapeaux de roue, mais avec la réduction du délai de préparation, elle risque la sortie de route : les appareils de transport doivent impérativement rejoindre Abidjan entre la soirée du 24 et le lendemain matin. Plus une seconde à perdre. Les escadrons sont enfin mis dans la confidence. Par ailleurs, comme il faudra un officier pour commander l'ensemble en Côte d'Ivoire, le général Chiffoleau propose au colonel Éric L. la casquette de CGT[*13] : il sera en quelque sorte le commandant de l'escadron improvisé par la flotte de transport à Abidjan. L'officier saute dans le premier TGV à Dijon pour rallier la base Balard. Tandis que le lieutenant-colonel Stanislas M. se concentre sur les derniers détails de la mission avec le CDAOA, lui planche sur les questions logistiques car en sus des équipages, il faut naturellement des mécaniciens. Or rien ne permet encore d'être sûr que leur effectif sera suffisant, d'abord parce que le nombre d'avions demeure flou, ensuite parce que, apparemment, le commandement dont ils dépendent[*14] n'a pas été entièrement informé de l'opération.

Dans l'après-midi du 24 janvier, tout l'AOPG se retrouve à Villacoublay pour embarquer dans le Falcon de la République française mis à leur disposition. Par un vol direct, l'appareil aurait l'autonomie pour effectuer le trajet d'une traite, mais un pays lui refusant le survol, il se pose en Corse pour refaire le plein. Et c'est la poisse. Ou plutôt le premier signe du destin sans doute pour une opération exceptionnelle : « Le commandant de bord m'a appelé, raconte le lieutenant-colonel Stanislas M., pour me dire qu'il était en panne… Je ne l'ai pas cru[13] ! » L'officier en effet avait choisi à dessein ce type d'appareil – ce qui l'avait obligé à passer par le cabinet du Premier ministre – en raison de sa fiabilité légendaire[*15]…

Voilà donc à la fois le cerveau et le cœur de la partie aérienne de l'OAP cloué au sol alors que tous les avions, en provenance d'Orléans et de N'Djamena, vont se poser à Abidjan d'ici la fin de la journée ! Difficile de ne pas céder à la pression. Les officiers en sont réduits à utiliser leurs téléphones portables pour distribuer les premiers ordres et consignes en employant des trésors de dialectique afin que le secret continue à être rigoureusement conservé. À Paris, le général Caspar-Fille-Lambie, qui assurera depuis le CDAOA le commandement de l'opération aérienne sur Tombouctou, décroche du CPCO l'envoi d'un Awacs pour coordonner tous les moyens engagés : avions de transport, mais aussi chasseurs en appui, ravitailleurs, Atlantique-2, drone. L'appareil décolle d'Avord dans la journée avec à son bord le colonel D., dont l'expérience des OAP au sein des forces spéciales a été jugée indispensable par le général.

À Abidjan, les parachutistes, qui n'avaient pas encore tous compris ce qui les attendait, sont définitivement fixés avec les mesures draconiennes de « Secops[*16] ». Alors que le camp de Port-Bouët est à moitié vide puisqu'une grande part de Licorne a rejoint Bamako, ils reçoivent pour logement les hangars réservés à l'alerte Guépard. Il leur faut à tout prix échapper à la curiosité de la presse locale, toujours très intéressée par les allers et venues des troupes françaises. Étonnamment, elle ne relèvera pas l'afflux des douze avions de transport finalement réunis par l'armée de l'air dans l'aéroport voisin. Les hommes se voient également confisquer leurs téléphones portables. Le commandement veut une « bulle de silence » que favorise toute la phase de concentration. « Quand j'ai compris l'OAP, relate le capitaine du 1er RCP Karim A., j'ai eu la boule au ventre naturellement. Cependant l'enthousiasme a

vite pris le dessus ; c'est tout ce à quoi nous nous préparons à longueur d'année, et puis c'était dans le cadre d'une grande opération[14]. » Forte tension aussi à l'état-major parachutiste, le G08 : « Chaque option, explique le lieutenant-colonel Sylvain A., chef du J2, est préparée comme si on la menait à son terme. Cela demande donc un gros travail de renseignement, par exemple pour avoir la meilleure connaissance de la zone où nos hommes vont être largués[15]. »

Le Mali plus fort que les siècles

Une fois au sol, les parachutistes n'auront de quoi tenir que trois jours, voire une semaine s'ils sont ravitaillés par les airs. En fixant l'OAP au soir du 26 janvier, le CPCO impose donc aussi à l'armée de terre un compte à rebours afin que le GTIA1 puisse faire la jonction avec les troupes du colonel Desmeulles dans des délais acceptables.

Pour le général Barrera et le colonel Gèze, l'opération d'une vie commence le 24 janvier : le raid sur Tombouctou. Cinquante kilomètres de convoi ! Soit cent soixante-quinze véhicules, plus les remorques ! Parmi eux, cent dix Maliens avec une ambulance et un petit état-major de trois officiers.

Puisque Gao n'est pas encore acquise, deux itinéraires restent possibles. Celui passant par Sévaré est trop aléatoire : si les bacs sont inutilisables, la colonne viendra buter sur le Niger. Reste donc la « route Joffre », que Barrera connaît presque par cœur, féru d'histoire en général et de celle du Soudan français en particulier. Il sait que le premier à avoir songé à prendre Tombouctou fut Colbert, par le Sénégal. Son plan fut accepté par Louis XIV et jamais appliqué jusqu'au général Faidherbe. Pourtant, dès le 28 mars 1618, le tout premier Français*[17] entra dans la ville sainte, dans des conditions certes particulières : quelques années plus tôt, le capitaine de navire Paul Imbert avait été réduit en esclavage après s'être échoué sur les côtes marocaines. Son maître, le pacha de Marrakech, avait toutefois vite compris le parti qu'il pourrait tirer de ses connaissances pour la navigation en plein désert et il l'avait donc intégré à sa colonne chargée par le sultan de conquérir Tombouctou. Imbert n'eut de successeur que le 20 avril 1828 avec l'explorateur René Caillié qui est donc passé à la postérité pour avoir été le premier Français, non pas à être entré dans Tombouctou, mais à en être revenu. L'avantage de la route qu'il emprunta est qu'elle est sans coupure fluviale. Son inconvénient : les cartes à disposition de Serval, datant de 1954, sont périmées ; les localités et les paysages auront souvent radicalement changé.

Le commandement en est quitte pour quelques inquiétudes supplémentaires, lui qui n'en manquait pas. Ainsi le GTIA n'a-t-il pas reçu tous ses matériels. Le général Barrera lui fait attribuer toutes les citernes disponibles, ainsi que des porte-char qui doivent être loués aux civils. Rien de vital ne fait défaut, mais des détails peuvent s'avérer gênants comme les missiles Milan qui ne vont pas avec les lance-missiles distribués.

La principale inconnue néanmoins concerne l'adversité, qui alimentera plus tard de vives critiques à l'encontre de la hiérarchie militaire française. « Le raid sur Tombouctou, "parfaitement inutile" d'après un diplomate français, écrit le journaliste Nicolas Beau, relève de l'univers colonialiste de certains inspirateurs de la guerre au Mali[16]. » Outre le fait qu'il élude la responsabilité des politiques, le jugement pourrait laisser entendre que l'opération, qui a été baptisée « Oryx », est une sinécure ; pour preuve, elle ne sera marquée par aucun combat.

Une fois encore, il importe de préférer aux analyses postérieures l'étude du contexte au jour J. Car l'ambiance au sein du GTIA1, en ces premières heures d'expédition, est tout sauf à la gloire. La DRM en effet annonce la présence de trois cents djihadistes entre Léré et Tombouctou. Il s'agirait donc du reste des « colonnes » du 11 janvier qui sévissaient sur le fuseau ouest. Certes, les missions menées par les hélicoptères du colonel Gout dans la forêt de Ouagadou, vers Diabaly ou Markala n'ont rien donné. Certes aussi, les forces spéciales et la chasse ont sévèrement entamé le potentiel ennemi dans cette partie du front. Outre leurs actions dans les localités alentours, les bombardiers ont ainsi détruit, dans la nuit du 20 au 21 janvier, une des maisons habitées par Abou Zeid à Tombouctou où presque tous les lieux occupés, selon la DGSE, par les djihadistes ont également été frappés : le camp militaire, la gendarmerie, des hôtels, la banque internationale du Mali, la mairie, les locaux du « Projet d'appui au développement local de Tombouctou ». « Les surexplosions que nous avions constatées à l'occasion, note le capitaine de vaisseau Pierre V. à la cellule de crise du CPCO, indiquaient que nous avions atteint des dépôts d'essence ou de munitions[17]. » Il faut enfin noter que, comme au début de Serval, aucune photo ne montre une meute de pick-up prêts à passer à l'action : les services de renseignement ne procèdent qu'à une estimation en fonction, principalement, des interceptions téléphoniques.

Même si la menace est diffuse, le commandement ne saurait jouer avec le feu. Le général Barrera obtient, pour accompagner les troupes du colonel Gèze, une grande partie de tout ce que la France peut aligner en termes de moyens aériens : patrouilles de chasse, avions de reconnaissance, drone. Une coopération active est ainsi mise en place entre l'Atlantique-2 et le Harfang : le premier fait un repérage sur quelques dizaines de kilomètres en amont du GTIA, puis laisse la zone au drone pour vérifier que tout est conforme à ce qu'il a lui-même observé. Soit exactement ce que la Marine pratique sous l'eau à l'entrée du goulet de Brest où les fonds sont tapissés deux fois avant le passage d'un sous-marin nucléaire. Au Mali, la précaution est même triplée puisque les hélicoptères du GAM enchaînent eux aussi les sorties pour ratisser le terrain. À bord, la préférence est donnée au carburant sur les munitions. Et comme cela ne suffit pas, le colonel Gout obtient de Serval l'installation de citernes intermédiaires que la précipitation empêche de sécuriser totalement. La prime à la vitesse, encore et toujours. « Nous avons sollicité nos machines au maximum, note le lieutenant-colonel Pierre V. Nous n'avons jamais enfreint les limites que nous dictent les règlements techniques, mais nous étions souvent *border line*[18]… » Le danger sol-air en particulier hante les esprits depuis qu'un SA-7 neuf a été découvert chez l'ennemi. Et il est particulièrement élevé pour certains Puma non équipés de DDJ, ces dilueurs-déviateurs de jet, aptes à perturber le tir d'un missile. Pierre V. fait appliquer la recette d'Harmattan : des vols bas, si possible de nuit. « En Libye, souligne-t-il, nous avions été pris pour cible plusieurs fois par des missiles sol-air. C'était une première pour nous. Mais nos modes opératoires et nos systèmes d'armes nous permettent d'y parer. »

La priorité donnée au raid sur Tombouctou a pour conséquence de concentrer les moyens aériens, en nombre limité. La fuite des djihadistes vers le nord ou l'est sera du coup plus ardue à détecter. Les chances d'atteindre le tout premier but fixé par le président de la République, la « destruction » de l'ennemi, en seront donc amoindries. Pour autant, le dilemme est une constante dans tous les conflits : faut-il privilégier les opérations en cours ou anticiper les suivantes ? Seuls, peut-être, les Américains sont en mesure de l'éviter avec la prodigalité des moyens à leur disposition.

Le GTIA1 en tout cas a la ferme conviction d'aller « au carton ». Avec plusieurs centaines d'hommes, lourdement armés, il ne craint pas une bataille rangée, mais plutôt, comme l'expose Barrera, des « attaques de convoi à l'indienne comme au temps de la conquête de l'Ouest[19] ». Le général demande donc à tous les véhicules de rester groupés et de maintenir une cadence élevée, le CPCO ayant requis de ne pas s'attarder dans les localités traversées. La longueur de la colonne est telle cependant qu'il redoute le scénario catastrophe d'une tête de convoi tombant dans une embuscade que l'arrière apprendrait trop tard. Les transmissions radio à disposition du GTIA en effet ne sont pas d'une portée suffisante. Or les moyens satellitaires sont très comptés. Ce n'est qu'aux dernières heures du raid que le général Barrera fera héliporter des téléphones portable pour qu'aucun tronçon ne se trouve incapable de donner l'alerte lors du dernier coup de rein. D'ici là, seul en réalité le colonel Gèze bénéfice d'une valise Inmarsat grâce aux deux transmetteurs du 28e RT, le sergent-chef Cédric A. et le caporal-chef Sébastien G., qui furent sans doute parmi les tout premiers partis de France puisque, d'alerte Guépard, ils furent prévenus le 11 janvier à 14 heures 30 qu'ils n'avaient que six heures pour boucler leurs sacs et gagner Bamako : à 18 heures 30, ils quittaient déjà le régiment.

Omniprésente dans les armées désormais, la transmission satellite offre la garantie, pour son détenteur, de ne jamais être coupé du monde, mais aussi pour les autorités de toujours pouvoir s'informer directement de la réalité du terrain, sans passer par les échelons de commandement intermédiaires. L'inconvénient cependant de la valise Inmarsat est d'obliger à faire halte pour son fonctionnement. Comme le GTIA1 est censé rouler toute la journée, il serait donc dans un trou noir quasi permanent sans l'ultime secours du CTA*[18] du commandant Rémy P. Cet aviateur, qui a directement choisi les commandos à sa sortie de l'École de l'Air, est désormais au CPA-20 après cinq années dans les forces spéciales. Après l'Afghanistan, il a opté pour un rythme un peu plus paisible, d'autant que sa femme doit bientôt accoucher. Quand est venu le moment de désigner un chef pour le CTA, lui s'estimait hors jeu. Mais le lendemain, il était déjà au Mali avec ses quatre coéquipiers, dont le capitaine Vincent F., FAC comme lui, et un adjudant-chef de presque cinquante ans. Sa première tâche fut de demander l'ouverture d'un réseau satellitaire crypté, nécessaire au travail des CTA. Ses radios utilisant des ondes américaines, la démarche s'avère longue et n'aboutira en fait que début février : encore une découverte liée à l'entrée en premier de la France dans un théâtre d'opérations.

Pour autant, le téléphone satellitaire qui équipe de manière standard les CTA s'avère salutaire. Quand la colonne roule, c'est par lui que passent toutes les communications avec Bamako. Et encore a-t-il failli rester à quai puisque l'équipe n'a récupéré que le 23 janvier au soir un camion VLRA – pas vraiment adéquat pour un raid – qu'elle a passé une bonne partie de la nuit à équiper en urgence avec tout le matériel perfectionné dont elle dispose, surtout les systèmes vidéo Rover*[19]. À l'autre bout des appels du commandant P., son supérieur, le lieutenant-colonel Rodolphe W., se fait instantanément un nom, lui l'unique aviateur au sein de l'état-major de la

brigade Serval, puisqu'il s'avère le seul à pouvoir localiser en permanence le GTIA. Arrivé le 20 janvier à Bamako, ce navigateur qui commandait en second le centre de formation à l'appui aérien a été nommé conseiller air du général Barrera*[20] : à lui de veiller à l'efficacité du lien entre la terre et le ciel.

Le terrain commande

Au terme de la première journée, qui l'a fait passer par Ségou et Markala, le convoi du colonel Gèze fait halte à 22 heures à Niono. Deux cent cinquante kilomètres ont donc été couverts, à peu près 40 % de la distance totale, très souvent dans la liesse populaire. « Sur plusieurs centaines de mètres, relate l'adjudant Sylvain K. au 2e RIMa, les Maliens nous acclamaient. Nous n'avions jamais vu autant de drapeaux français, même en France[20] ! » La foule rassure aussi : sans doute les villageois se montreraient-ils beaucoup plus prudents s'ils avaient appris l'arrivée d'étrangers dans les parages.

Le lendemain, 25 janvier, le GTIA approche de Diabaly quand l'Atlantique-2 du capitaine de corvette Olivier R. rapporte la présence de deux blindés « suspects[21] » à l'entrée de la ville : leurs moteurs paraissent chauds. Le commandement ne prend pas de risque : une patrouille de Rafale est autorisée à les détruire. L'explosion s'avère beaucoup plus forte que prévue. « Manifestement, explique Olivier R., ils avaient été bourrés d'essence. Des IED probablement. » Récupérant les marsouins des 2e et 21e RIMa, les légionnaires du 1er REC et les bigors du 11e RAMa qui étaient entrés à Diabaly quatre jours plus tôt, le GTIA profite encore pendant quelques kilomètres d'une région verte et organisée avant de buter sur une difficulté majeure : comme les populations du Nord s'en plaignent si souvent au pouvoir central, il n'y a plus de route. « Nous manquions de cartographie, témoigne le colonel Gèze. Ce que nous avions n'indiquait que les grands axes, certaines localités avaient disparu, d'autres étaient apparues[22]… » De fait, la région étant régulièrement inondée, les populations se déplacent. L'état-major traque en particulier une piste annoncée en cours de bitumage sur ses documents. « Les hélicoptères ont passé des heures à la chercher, note le commandant du GTIA. Mais en fait, elle n'existait pas ! »

L'absence de liaison satellite empêche d'utiliser ne serait-ce que Google Maps. « Mêmes les Maliens étaient mal à l'aise, relate Gèze. Ils nous envoyaient sur des pistes qui étaient bonnes pour leurs pick-up, mais pas pour nos blindés. » Ainsi la distance parcourue durant la deuxième journée est-elle de moitié inférieure à la première. Le commandement ayant choisi de faire halte pour la nuit à Léré, Tombouctou est encore à deux cents kilomètres. Le CPCO fait logiquement pression sur le général Barrera qui, tout aussi logiquement, rappelle le bon vieil adage selon lequel « le terrain commande ».

Le timing serré impose aussi des prouesses aux hélicoptères. Pour gagner en allonge en effet, le colonel Gout décide de projeter le groupement aéromobile, qui s'est baptisé « Hombori » lui aussi, à Sévaré où il aura l'avantage de pouvoir rayonner vers Tombouctou comme vers Gao. « La ville me semblait le spot idéal pour nous, explique-t-il. Mais je pensais que nous n'en bougerions plus ensuite[23]… » Or, pour assurer son autonomie, le GAM se doit de déplacer plus de quarante véhicules acheminant tour de contrôle mobile, carburant, pièces de rechange, camion de pompier, etc. Le problème est que, en visant Sévaré, il diverge vers l'est de l'axe de progression du GTIA1. C'est donc sans escorte terrestre*[21], armé de ses seuls mitrailleuses de 12.7 et Famas, que son convoi s'éloigne, en laissant de surcroît son train de combat : que l'ennemi tente un rezzou et non seulement la proie sera facile, mais la prise de Tombouctou en serait compromise… Comme le note le général Grintchenko, chef de la division aéromobilité au Commandement des forces terrestres, « les actions de l'ALAT forment une sorte de bruit de fond, qui a donc tendance à passer inaperçu, et pourtant sans lui, ce serait la catastrophe assurée. Il s'agit ici d'un ravitaillement, là d'évacuation sanitaire, là encore du dépôt d'une pièce de rechange dans le désert. Tout cela consomme 30 % de notre potentiel[24] ».

Plus de peur que de mal cependant : le 26 janvier, le GAM alignera à Sévaré, non loin des Mi-24 maliens, onze Puma*[22] et six Gazelle, ses deux Tigre demeurant eux à Ouagadougou. Non loin de lui, le PC tactique du général Barrera, arrivé la veille, mais aussi une autre unité déterminante : la 9e antenne chirurgicale aérotransportable, deuxième ACA engagée par le service de santé des armées (SSA), et dont le déploiement depuis la France a un temps tourmenté le CPCO. En théorie, Serval aurait pu se contenter de l'ACA qui a rallié Bamako parmi les premiers. Mais il aurait alors fallu courir le risque d'entendre un père venir crier sur les antennes que son fils est mort à Tombouctou faute de soins suffisamment vite administrés.

La distance entre la zone estimée des combats et les hôpitaux du service de santé est proportionnelle au degré de rejet de la mort par l'opinion publique, et donc par les politiques. En France, la règle veut qu'il ne

s'écoule pas plus de deux heures avant que les premiers soins chirurgicaux soient administrés à un blessé. En découlent naturellement des contraintes puisque, comme aime à dire le médecin en chef Angot, chef d'orchestre des opérations du SSA, présent dans toutes les projections, toutes les OPEX, tous les exercices*23, « on ne pourra jamais mettre un hôpital dans le sac d'un soldat[25] ». Pour rallier Sévaré, il aura fallu à ses équipes trouver des avions de transport, en dépit du parachutage qui se prépare, une force protection, des transmissions, tout ce dont le Service de Santé est dépourvu. La 9e ACA vient cependant de connaître bien pire : le 11 janvier, aux ordres du médecin-principal M.N., elle était dans l'océan Indien, à bord du BPC Mistral, à opérer une nuit durant les blessés déplorés par le Service Action durant la tentative de libération de Denis Allex.

---

*1. Le Hombori (plus précisément le Hombori-Tondo) est le plus haut sommet du Mali, une montagne sacrée pour toutes les ethnies – symbole d'unité donc –, le Tama un tambour de guerre.

*2. Les camions sont laissés en France car ils ne sont pas blindés.

*3. *Air Operational Planning Group*.

*4. Créée en 1946.

*5. Le char ayant à ses yeux l'intérêt de pouvoir couvrir des centaines de kilomètres.

*6. Le caporal-chef Compain du 21e RIC, tué le 22 décembre 1946 à l'âge de 22 ans, à Langson.

*7. Soit ce qu'avait suggéré le colonel Luc fin 2012.

*8. Largage pour Tombouctou, poser d'assaut pour Gao si les forces spéciales débarquées en hélicoptères jugent la piste utilisable (sinon ce sera un second largage).

*9. L'installation de moyens aériens dans une base étrangère.

*10. Groupement des commandos parachutistes. Unité d'élite d'une dizaine d'individus, il en existe dix-neuf au sein de la 11e BP, répartis dans neuf unités.

*11. Peloton de reconnaissance et d'intervention anti-char.

*12. Largueurs de personnel. Ils se répartissent les avions par équipes de 2 ou 4, avec un chef largueur à la tête de chacune.

*13. Chef de groupement transport.

*14. Commandant du soutien des forces aériennes, basé à Bordeaux.

*15. 90 % de disponibilité en moyenne.

*16. *Security Operations* (mesures de secret).

*17. Le premier Européen serait peut-être, au XVe siècle, l'historien italien Benedetto Dei.

*18. Contrôleur Tactique Air. Intervenant au sein du centre opérations où il conseille le colonel commandant le GTIA, il chapeaute l'ensemble des FAC placés auprès de chaque compagnie. Vu les distances, en effet, les unités ont de fortes chances d'évoluer très éloignées les unes des autres. L'architecture retenue leur permettra de disposer d'un appui feu rapide et puissant.

*19. Qui permettent de suivre au sol ce que l'aviation filme.

*20. Un général de brigade ne devrait disposer que d'un capitaine pour cette fonction. Mais les CTA ayant été placés au niveau des GTIA, il fallait un cinq galons à l'échelon supérieur.

*21. Une patrouille aérienne n'est jamais très loin cependant.

*22. Le colonel Gout a obtenu trois nouveaux appareils du 3e RHC, ainsi que les deux de l'escadron Pyrénées de l'armée de l'air.

*23. En tout, il déploiera ainsi au Mali six ACA, une première depuis la création de Licorne en 2002.

13.

GAO

Le 25 janvier au soir, au bout des deux premiers jours d'Oryx, l'échéance du 26 pour l'OAP à Tombouctou semble bien compromise. À ce rythme, le GTIA1 peut au mieux espérer approcher la ville le lendemain. Le contraste est saisissant avec la progression échevelée sur le fuseau Est, celui des forces spéciales où l'opération a été appelée « Amayas ». Mais il serait injuste de les mettre sur le même plan. À la place de la cohorte interminable du colonel Gèze, son camarade de promotion Luc dispose en effet d'une force aussi souple que destructrice. Pourtant, il a décidé d'employer les grands moyens. « Je n'ai laissé à Ouagadougou que mon adjoint avec ma base arrière, chargés de nous alimenter en eau, nourriture, et si possible, ajoute-il non sans humour, un peu de Nutella[1] ! » De fait, l'accélération du calendrier voulue par les politiques impose à Sabre des conditions exactement inverses à ce qu'il avait proposé, lui qui espérait une nuit 5 et se retrouve avec une nuit 1, le D Day ayant été fixé au 25 janvier. Pour pallier les manques, Luc a donc réservé pas moins de deux Tigre, deux Gazelle, cinq Puma qui devront déposer six groupes de commandos.

Infiltration au sol

Auparavant, il faudra s'assurer la maîtrise du pont contrôlant l'entrée sud de la ville, un bel ouvrage élancé situé plus précisément au village de Wabaria. La mission échoit à la cinquantaine de forces spéciales qui ont tout enfoncé sur leur passage depuis Konna. Freinées dans leur élan par le CPCO qui ne pouvait leur envoyer Serval en soutien, elles ont passé la nuit à quelques dizaines de kilomètres et profitent des premières heures du 25 janvier pour effectuer les derniers réglages. Les renseignements annoncent que deux groupes d'une trentaine d'individus chacun défendent l'accès du pont à hauteur d'un péage et un peu plus en amont. Les commandos marine identifient l'endroit où il leur semble pouvoir être le plus utiles avec leurs tireurs d'élite, un monticule ayant une vue panoramique sur le village et sur le fleuve, qui nécessiterait de couvrir un kilomètre et demi à pied. Benoît, qui a récemment reçu le commandement de la Task Unit, donne son accord.

Première anicroche cependant à quelques heures du démarrage : le détachement ne figure pas dans l'ordre d'opérations ! Le QG à Ouagadougou se serait-il laissé déborder par l'énorme montage à mettre en place pour l'aéroport ? Pensait-il que la colonne terrestre n'arriverait jamais à temps ? En tout cas, Benoît et ses hommes ont la désagréable impression d'avoir été oubliés ! Mais ce n'est que la première surprise d'une longue série. Quand les commandos marine entament leur progression, sur laquelle veille dans les airs un C130, ils s'aperçoivent en effet que la zone est plus urbanisée que prévu : les photos aériennes qui leur ont été confiées en préparation n'étaient manifestement pas très récentes… La conséquence est que Simon et ses six commandos marine doivent rallonger leur marche d'approche de six kilomètres. Or il n'est pas question de ne pas être à 1 heure au point prévu. Avec un barda incroyable sur le dos, les forces spéciales courent donc dans un terrain cassant, en longeant les falaises qui dominent le fleuve, comprenant peut-être comme jamais l'intérêt de leurs entraînements éreintants en métropole. Simon, qui a poussé au bout de leurs limites des dizaines de jeunes souhaitant coiffer le béret vert, souffre particulièrement, lui qui croyait ne plus connaître d'opérations et ne faisait donc peut-être plus aussi attention

qu'auparavant à sa forme physique comme son embonpoint en témoigne.

Pendant ce temps, le 1er RPIMa a avancé en véhicule, tous feux éteints, jusqu'à l'entrée de Wabaria. Peu avant minuit, à proximité de la première position estimée des djihadistes, ses éléments de tête, dont plusieurs n'ont encore jamais eu l'expérience du combat, aperçoivent à la JVN des individus approcher, sans doute interpellés par un bruit suspect. Désormais séparés de moins de cinq mètres, ils ouvrent le feu et personne ne comprend alors l'énorme explosion qui sature aussitôt la caméra du drone en surplomb. À quelques kilomètres de là, c'est la stupeur chez les commandos marine où Simon est glacé de n'entendre plus personne à la radio. Quand son subordonné lui demande s'il faut continuer la course, l'enseigne de vaisseau tergiverse : « On est peut-être tout seuls maintenant, se dit-il, face à 60 types[2] ! » Heureusement Hector, du 1er RPIMa, répond enfin. Outre quatre individus et une moto, les rafales de 12.7 ont atteint un véhicule bourré de munitions.

La mission peut continuer, mais plus la peine de compter sur la surprise. Et de fait, les commandos marine constatent qu'une soixantaine d'individus fond sur eux sans manifestement les avoir vus. Avec un tel rapport de forces, mieux vaut ne pas se dévoiler et les laisser au Tigre, qui vient ajouter sa partition à un concert de feux déjà bien nourri. Vers 22 heures, de fait, un Transall a largué deux bacs souples de 1900 litres chacun à 80 kilomètres au sud de Gao, offrant l'allonge nécessaire aux hélicoptères en attente à Gorom Gorom.

Par trois fois, les Rafale interviennent également dans le secteur du pont, sur des bâtiments et un BRDM2. Les tireurs d'élite des commandos marine appuient plus bas le 1er RPIMa et les CPA-10 qui tiennent désormais le débouché sud. Par peur d'explosifs, aucune traversée du fleuve ne sera tentée avant le lendemain.

Nuit et réflexes

L'opération peut être lancée à l'aéroport dont les chasseurs se sont attelés à nettoyer les alentours à partir de 19 heures : en quarante minutes, deux d'entre eux ont bombardé six bâtiments et deux BTR60. « Les objectifs avaient été prédésignés par le CPCO[3] », décrit le lieutenant-colonel Jérôme qui, ayant décollé avec son C130 à 18 heures, vient relever un Atlantique-2 afin d'assurer la continuité de la surveillance aérienne en dépit de conditions éprouvantes*[1]. L'emploi de sa caméra l'oblige en effet à voler bas, mais aussi à dépressuriser et donc à vivre pendant quatorze heures à une hauteur équivalente au sommet du mont Blanc. Heureusement les djihadistes n'ont pas d'instrument de guidage et ne se fient donc qu'à leurs oreilles pour balancer des rafales de ZSU. Croyant les interdire définitivement, ils ont obstrué les pistes avec des carcasses de chars légers PT76. Mais ayant reçu de meilleurs clichés, les forces spéciales ont finalement pu mesurer qu'une longueur de plusieurs centaines de mètres avait été préservée, sans doute pour des transports de petits avions civils. Or c'est une distance avec laquelle l'escadron Poitou s'entraîne à atterrir toute l'année, inférieure à celle nécessaire à ses camarades de l'armée de l'air : l'avion pique littéralement sur la piste, se cabre juste avant et, à peine posé, met tous les gaz arrière.

Pendant trente-six heures, Jérôme et son unité ont étudié toutes les hypothèses à Ouagadougou, en particulier la panne d'un des quatre avions qu'il leur a été demandé d'aligner. Puis ils sont partis répéter à Bobo Dioulasso, terrain où Sabre a ses habitudes. Là, ils se sont entraînés à délivrer à terre deux véhicules afin de pouvoir indiquer aux autorités le timing exact. La répétition a aussi permis de dompter le stress qui les accapare comme toute autre unité. Gao en effet sera le premier poser d'assaut nocturne du COS depuis de nombreuses années. Pour beaucoup au sein de Sabre, ce sera même une première, mais aussi une fierté de revenir à leur cœur de métier après des années d'Afghanistan plus conventionnelles.

Les premiers à se poser sont deux hélicoptères, à 0 h 50. En débarquent une cellule de commandement et un groupe action qui foncent vers les bâtiments. Également débarqués, une dizaine d'éléments du CPA-10 ont la mission capitale de statuer en quarante minutes sur la viabilité de la piste à l'aide de divers instruments dont un ordinateur s'occupe à amalgamer les mesures. À l'heure prévue, contact est pris avec l'équipage en approche. Même sans le briefing préliminaire, les commandos reconnaîtraient rien qu'à la voix celui qui est à l'autre bout car ils s'entraînent toute l'année ensemble, et depuis longtemps. Le feu vert est donné, que le lieutenant-colonel Jérôme retransmet aux Transall. « Tout aurait pu se passer dans le silence le plus absolu, tient-il cependant à souligner. Les opérations sont millimétrées. Chaque phase doit pouvoir s'exécuter sans avoir la confirmation du bon déroulement de la précédente. » C'est ainsi que les CPA-10 ont aussitôt balisé la piste avec un certain type de lampes de telle sorte que, à l'heure prévue au briefing, l'avion qui s'est engagé dans la descente dans le noir le plus absolu aperçoive le marquage nécessaire juste avant son atterrissage.

La suite est encore calculée au cordeau. Le premier appareil à atterrir est le second C-130 de Sabre. « Avec la

distance de piste disponible, relate le lieutenant-colonel Bertrand H., commandant les CPA-10, c'était vraiment tangent. La poussière dégagée rattraperait forcément l'avion à la décélération, l'équipage ne verrait plus rien alors qu'il approcherait des PT76. D'où la confiance absolue qui doit exister avec les CPA-10[4]. » Le C130 fait demi-tour devant les blindés. À l'arrière, les spécialistes de l'arrimage, qui eux aussi s'entraînent toute l'année avec les mêmes équipages, ont commencé avant de toucher terre, dans le noir, à détacher les VPS*[2], des buggys redoutables d'agilité. Quand la rampe s'ouvre, ils défont les derniers liens et déploient les prolongateurs qui permettent aux commandos ayant déjà allumé le moteur de se jeter à toute vitesse sur la piste. Moins de trois minutes après s'être posé, le C130 redécolle, suivi à cinq minutes par deux Transall espacés de la même durée. Entre-temps, le C-130 part récupérer à Ouagadougou une deuxième fournée en un peu plus d'une heure. Tandis que des mécanos s'attellent à débarrasser la piste des chars en essayant vainement de faire redémarrer leur moteur, les commandos investissent les bâtiments. Personne, mais beaucoup d'explosifs, d'engrais, de ceintures : un atelier pour suicide bombers. À proximité du pont, une grosse quantité d'explosifs sera également retrouvée. « Nulle part, note le colonel Thomas, l'ennemi n'a essayé de nous poser des pièges. Encore une très grosse erreur de sa part à mettre sur le compte soit de son inexpérience, soit de la rapidité d'exécution des nôtres[5]. »

Chasseurs ou gibier ?

Alors que le calme est revenu dans toute la ville, au pont, vers 4 heures du matin, l'enseigne de vaisseau Simon voit des individus se mettre à l'abri dans une maison. Sont-ils djihadistes ? Impossible pour lui de ne pas aller vérifier : le jour ne va pas tarder or il n'a rien pour se dissimuler sur sa position. Ayant recueilli l'accord de Benoît, il s'en charge lui-même avec deux de ses commandos marine auxquels il ordonne de rester à l'extérieur tandis que lui s'introduit très lentement, laser passif*[3] allumé. Pas de fil piège sur la porte, personne à droite dans la première pièce apparemment, mais il n'a encore pas vu ce qui se trouve à gauche. Rejoint par un de ses hommes qui le couvre, puis un autre, il avance et, mauvaise surprise, découvre un long couloir sur lequel donnent plusieurs pièces. Ce serait trop risqué de persévérer. Mais au moment où l'officier fait signe de quitter les lieux, un homme jaillit de derrière un rideau en hurlant « Allah Akbar ! », habillé tout en blanc, une main cachée. Aussitôt les trois lasers des forces spéciales s'allument sur lui, mais pas question de tirer sans certitude qu'il soit armé. Tandis que du renfort arrive, Simon le fait sortir de la maison et comme l'individu se montre récalcitrant, il finit par tirer derrière lui deux coups de sommation : l'homme s'effondre. La tension est extrême. L'homme se redresse, mais il s'obstine à ne pas soulever ses vêtements comme les Français le lui ordonnent pour vérifier l'absence de ceinture d'explosifs. C'est alors qu'une deuxième silhouette surgit d'une habitation voisine. Un commando tire pour le forcer à s'arrêter. Comme l'individu s'écroule, Simon est sûr que des balles l'ont atteint. Mais il se relève, apparemment plus coopératif que l'autre. S'exprimant en français, il tend sa carte d'identité et explique enfin que son camarade n'a pas toute sa tête : « Les islamistes, relate-t-il, nous ont ordonné de hurler "Allah Akbar !" dès qu'on entre dans une maison. Il est terrorisé. » Simon finit même par s'en vouloir quand il s'aperçoit que, dans le couloir, se trouve toute une famille, avec femme et enfants auxquels il promet d'offrir la boîte de bonbons qu'il a glissée dans son véhicule.

La pression retombe aussi vite qu'elle était montée. Simon croit pouvoir s'autoriser un peu de repos, mais il s'est à peine assoupi que retentit l'appel à la prière. Or le retex a bien spécifié que le plus souvent les djihadistes sévissent juste après avoir terminé leur rituel. De fait, des rafales sont entendues dans le secteur du 1er RPIMa. Simon apprend que quatre djihadistes ont profité de la foule venue saluer les Français pour s'approcher, mais qu'ils ont été dénoncés et qu'ils se sont mis à tirer dans le tas avant de prendre la fuite. La ville offre de fait un curieux spectacle vu du ciel : « Pendant que ça pétaradait dans certains quartiers, relate le capitaine de corvette Olivier R. alors à bord d'un Atlantique-2, la vie continuait son cours ailleurs, on voyait des mobylettes circuler[6]. » Les risques de dommages collatéraux empêchent ainsi la chasse d'intervenir. Signe de son absence de rancune, le Malien qui est venu dans la nuit se présenter aux commandos marine avec ses papiers d'identité envoie ses propres enfants repérer l'endroit où les djihadistes se sont cachés, puis propose à Simon de l'y guider. Embarqué dans un véhicule, il tient promesse, mais les fuyards ont manifestement déjà changé de cachette. Le retex s'avère de nouveau utile : les fondamentalistes auraient pour habitude de se cacher dans la végétation avant de bondir.

Vers 7 heures, Simon demande à un Tigre d'inspecter le secteur juste derrière la butte voisine tandis que ses tireurs d'élite prennent position. L'un d'eux, Laurent, aperçoit un bout de tissu et exécute un tir de sommation. Un individu se met bien à courir, mais pas sûr qu'il soit armé. Au tour du Tigre de le prendre en chasse et, cette fois, il

annonce que l'homme est en train de faire feu : il est abattu de deux côtés. Pour débusquer ses trois acolytes, Simon avise un point haut où il grimpe en véhicule. Le trio est tapi dans un petit bosquet à moins de 200 mètres. Billy tente de s'en approcher quand l'un d'eux se dresse et monte à l'assaut. Une rafale de 12.7 l'atteint mortellement, puis c'est le tour des deux derniers. Sur les corps, les commandos retrouvent téléphones et papiers qui livreront une bonne moisson d'informations.

Une longue attente

Malgré le danger toujours présent, les habitants continuent à venir témoigner leur ferveur aux forces spéciales et même servir du mouton en plein milieu d'échanges de tir ! Aux alentours de 9 heures, c'est vers l'aéroport que la population se dirige quand soudain un pick-up s'en détache et fonce vers les Français : il est détruit à la mitrailleuse, ses deux occupants tués. L'explosion est là encore démesurée : sans doute était-il bourré d'explosifs.

Voilà déjà presque douze heures que Sabre est en lice. À Ouagadougou comme à Villacoublay, son commandement serait heureux d'apprendre l'arrivée des renforts. La mission est normalement dévolue au chef de bataillon Sébastien B., qui a pris pied à Sévaré depuis six jours déjà et qui, à l'aube du 25, a reçu ordre de faire mouvement vers Douentza… Mais l'officier du 3e RPIMa, venu en avion, n'avait toujours pas été rejoint par ses véhicules quand la troupe de Benoît a pris la direction du pont de Gao. Et pour cause : le convoi, parti au même moment de Bamako, a finalement été orienté vers le GTIA du colonel Gèze ! Le commandant B. en a été réduit à réquisitionner des véhicules civils, le colonel Dacko qui l'accompagne ne se faisant pas prier pour lui céder sept pick-up sommairement aménagés. Le GAM du colonel Gout est également mis à contribution : il a cédé son VAB SAN et deux citernes pour le gazole et le kérosène, ainsi qu'une valise satellitaire. Après une mise en stand by par le CPCO à 20 heures, ce n'est que peu après minuit que le mouvement a été enclenché. Mais la destination a été revue à la baisse : ce ne sera pas Gao, trop loin pour le premier bond, mais Gossi, 150 kilomètres plus à l'ouest.

6 heures du matin, le 26, la colonne récupère à Douentza une troupe de 466 soldats maliens, équipée d'une cinquantaine de pick-up et de deux BM21, le tout aux ordres du colonel Samaké. « Des troupes aguerries, décrit le commandant B., qui n'avaient pas arrêté de se battre, elles, depuis le début. Elles étaient très volontaires pour en découdre[7] ! » Peut-être trop. Sabre a prévenu de leur comportement au premier coup de feu : elles foncent vers les tireurs, sans grande coordination, et terminent au corps à corps. Sébastien B. restera donc en permanence à moins de dix mètres de Samaké qui a le contact radio avec les éléments de tête. Ceux-ci sont constitués de trois pick-up des forces spéciales maliennes derrière lesquelles le commandant place donc son peloton de blindés, « à charge pour les Maliens de repérer l'ennemi, de prendre le contact ; à nous de le détruire ! ». Si l'obstacle est trop dur, les BM21 entreront en scène suivant le mode opératoire mis au point par l'enseigne de vaisseau Simon des commandos marine.

Avec six ERC-90, 563 hommes en tout, 93 véhicules, soit une colonne de 15 kilomètres, le commandant B. dispose amplement de quoi venir prêter main forte à 88 forces spéciales. Mais au matin du 26, il lui reste encore 400 kilomètres à parcourir… À Paris, le CPCO doit dédoubler d'attention puisque, selon le plan originel, le parachutage sur Tombouctou doit avoir lieu en soirée. Leur Falcon ayant enfin consenti à redécoller de Corse, le colonel Éric L., nommé CGTO, et le lieutenant-colonel Stanislas M., qui a planifié le volet aérien de l'opération, atterrissent à Abidjan à 8 heures du matin. À bord, tout le monde se précipite aux hublots pour apercevoir les 12 avions réunis par l'armée de l'air. « Quand le général Caspar-Lambie nous avait dit 15 avions, témoigne le second, jamais nous n'aurions pensé atteindre ce nombre[8] ! » Aux côtés de trois C-130, neuf Transall, soit le tiers de la flotte française. Et encore faut-il leur ajouter les deux ravitailleurs et les deux C-130 belges qui donnent au tarmac ivoirien des allures de parking de supermarché aux heures de pointe.

À peine descendu d'avion, le groupe organise son premier briefing avec les vingt-cinq officiers concernés par le parachutage. Le temps est compté : il est 8 h 30 et le premier décollage est prévu pour minuit, le CPCO ayant fixé l'étiage à une compagnie du 2e REP. Les aviateurs en déduisent qu'il faut cinq avions.

Toute la journée, les équipes s'activent, particulièrement les mécaniciens qui, pour une flotte aussi fournie, ne sont que vingt-cinq sous les ordres du major V. et encore dix sont venus avec Licorne, les autres ne devant leur présence qu'à l'intuition des équipages des transporteurs qui, en France, à N'Djamena, à Libreville ou à la Réunion, leur ont demandé d'embarquer avec eux. Sans gaspiller une seconde, l'escouade s'affaire sur les appareils pour vérifier carburant, blindage, autoprotection, soute pour largage.

Pendant ce temps, le colonel Éric L. se voit solliciter pour une autre mission décidée à la dernière minute : deux avions doivent s'envoler pour Gao afin d'y convoyer des soldats de la MISMA ; Paris tient absolument à ce qu'ils figurent sur la photo. Désigné comme chef de la mission, le commandant A. s'envole pour Niamey où les détachements africains se rassemblent. Mais il ne ralliera pas Gao immédiatement. Car la situation dans la ville s'envenime. Vers 12 h 30, cinq pick-up se présentent dans le secteur du pont. Un tireur d'élite de Sabre, aux aguets, adresse deux munitions explosives dans le pare-brise de l'élément de tête et c'est de nouveau un tintamarre pas possible : un des projectiles a atteint les munitions à l'arrière. Dix individus prennent la poudre d'escampette. Simon récupère deux véhicules pour effectuer la traque des fuyards depuis un point haut. Quelques rafales de 12.7 leur sont réservées, mais ils réussissent à disparaître dans le dédale de rues. Appelé à la rescousse, le Tigre est indisponible. Pour sa part, le 2000D refuse de larguer en plein village et Simon est déçu par le show of force[*4] qu'il consent à exécuter en contrepartie, mais il ignore que le pilote prend déjà tous les risques qui lui sont accordés. Un tireur d'élite parvient à toucher deux djihadistes à 1 000 mètres, mais le calibre utilisé n'a pu que les blesser. Au nez et à la barbe des forces spéciales, un véhicule vient récupérer un des individus pourchassés, signe qu'il s'agit sans doute d'une pointure.

Installé en hauteur, Simon est le seul à pouvoir suivre la scène. À ses côtés, un CPA-10 se sert de son mortier, mais, vu le terrain, l'arme est trop imprécise. Vers 16 heures, l'enseigne de vaisseau empoigne donc lui-même la 12.7 comme pour flécher le chemin au Tigre enfin arrivé et qui lâche une bordée d'obus, mais sans succès. De surcroît, il est impacté à six reprises, ce qui témoigne des risques pris. Il faudrait lancer la traque à pied, mais Benoît ordonne de ne pas persévérer. Trop risqué.

Les paras font équipe avec les forces spéciales

Contraint de livrer régulièrement à la presse des bilans de pertes, l'état-major des armées fixera à vingt-cinq le nombre de djihadistes tués à Gao. « Quand nous avons appris le lendemain ce qu'avaient fait les forces spéciales, témoigne le lieutenant-colonel Stéphane S. qui commande le détachement de chasse, nous en avons tous été bluffés[9] ! »

Pour autant, après une journée d'affrontements, un renfort est dorénavant vital. Le premier ne viendra pas finalement de la route, mais des airs. Le commandement du GTIA para ayant décidé de larguer à Tombouctou le 2e REP avec son chef de corps, le colonel Desmeulles, Gao a été attribuée au 1er RCP. À partir du 25 à minuit, les 144 hommes de la compagnie du capitaine Karim A. se sont alignés par sticks, lunettes de vision nocturne chaussées, musettes bombées de toutes les munitions possibles, derrière deux Transall et un Hercules, prêts à embarquer et à sauter sur la ville dans un délai total de sept heures. Mais la nuit est passée et, à 9 heures du matin, le capitaine est informé de la fin de l'alerte.

Les colis sont défaits, rembarqués dans les camions, mais à peine quelques centaines de mètres plus loin, tombe l'ordre de faire demi-tour. Au téléphone, le capitaine A. apprend que c'est un poser d'assaut qui l'attend désormais. Les parachutistes s'y entraînent toute l'année, mais avec l'armée de l'air. Cette fois, ils doivent faire équipe avec les forces spéciales qui ont leurs propres méthodes. Pendant que le matériel est reformaté, le capitaine se rend au PC comprendre la situation : puisque Sabre a pu atterrir à Gao, le largage a été abandonné, et c'est tant mieux car le poser d'assaut permet de disposer tout de suite d'une force d'action quand un délai de deux heures en moyenne est à prendre en compte pour regrouper des éléments parachutés.

Vu l'isolement des forces spéciales, il n'y a pas de temps à perdre. Le 1er RCP embarque dans trois avions en ne sachant presque rien de la ville et de l'aéroport. Le capitaine n'a pu obtenir que le strict minimum, les signaux de reconnaissance. Mais comme il aime à dire, « dans les situations compliquées, il faut toujours se raccrocher à la simplicité[10] ». Il est donc décidé qu'une fois au sol les sections devront se regrouper aux deux extrémités du tarmac, avec la section de commandement et d'appui au centre, puis former une bulle à 360° pour observer les menaces éventuelles, enfin suivre le capitaine A. vers la tour de contrôle où il s'attend à ce que les forces spéciales aient logiquement installé leur PC.

Cinq heures de vol s'ensuivent, où les hommes se parlent peu, cherchant surtout à récupérer de leur mauvaise nuit. Les derniers moments s'effectuent en vol tactique, à basse altitude, en collant au relief. Les chasseurs parachutistes apprécient la « FS touch » lors de l'atterrissage, qui est plus court, donc plus sec que d'habitude. Prêts à bondir dès que la tranche arrière sera ouverte, ils ont déjà un genou au sol, équipés de vision

nocturne.

L'avion ralentit. À la queue leu leu, les paras prennent pied à Gao. Le capitaine est le deuxième à sortir, juste derrière son garde du corps. Comme prévu, tous courent vers la tour de contrôle où se joue une scène qui aurait pu être écrite pour le cinéma : Karim A. est accueilli par un très bon copain de promo avec lequel, il y a moins d'un mois, en vacances à la neige, il s'était amusé à imaginer un engagement au Mali, et dont bien sûr il ignorait la présence à l'aéroport !

Passée la courte joie des retrouvailles, les forces spéciales font part de leur désir d'être relevées afin de pouvoir préparer le bond suivant. Pour d'aucuns, qui connaissent la gloire dont est auréolée une troupe d'élite comme le 1er RCP, la tâche, assurer la garde d'un objectif pris par d'autres, pourrait paraître ingrate. Elle est pourtant essentielle. Sans les paras, les forces spéciales, au mieux, seraient rivées à l'aéroport, au pire devraient plier bagage si jamais l'ennemi se présentait en nombre et dans la durée. Et Gao serait perdu.

À Tombouctou, du sable et pas d'ennemi

Ce n'est qu'au lever du jour que le capitaine A. et ses hommes mesureront leur chance de ne pas avoir été parachutés : la zone de largage qui avait été retenue est plantée d'acacias de trois mètres de haut, indétectables sur des images aériennes, qui auraient causé bien des désagréments avec leurs dures épines… Entre-temps, à Abidjan, parachutistes et aviateurs ont continué à préparer l'opération sur Tombouctou. Le G08 du colonel Vanden Neste a identifié deux zones de largage possibles : la plus logique, l'aéroport, dont le contrôle est l'objectif habituel des parachutistes, et un secteur au nord-est de la ville, suggéré par le colonel Desmeulles, chef du GTIA4, car sans épineux, permettant à la fois d'interdire les sorties nord-est de la ville et de saisir si besoin l'aéroport.

De son côté, l'équipe du colonel Éric L. établit les règles de coordination entre les transporteurs, la chasse, l'AWACS, le drone, les FAC au sol et les hélicoptères qui devront protéger le largage. En milieu d'après-midi, les légionnaires du 2e REP s'équipent sur le tarmac et s'alignent à leur tour en file indienne derrière les appareils. Ils n'attendent plus que l'ordre d'embarquer. Qui ne viendra pas. Vers 19 heures, en concertation avec le général Barrera qui a fait dans la journée un aller retour en Puma pour estimer la situation au sein du GTIA du colonel Gèze, le CPCO annonce en effet un report au lendemain, 27 janvier. « À vrai dire, témoigne le colonel Bruno H., chef opérations au G08, nous en avons été soulagés. Même si nous étions prêts, il vaut mieux pouvoir tout vérifier deux fois[11]. »

Parachutistes et aviateurs ne connaissent pas tous la cause d'une décision qui aurait pu en fait tomber plus tôt. Heure après heure en effet, le constat s'est confirmé : le GTIA1 du colonel Gèze ne serait jamais, le soir venu, suffisamment proche de Tombouctou pour prêter rapidement main forte au 2e REP. Au matin du 26 janvier en effet, il était encore à Léré, à 200 kilomètres au sud-ouest. Espérant augmenter la cadence, le colonel a pris la décision, avec l'accord du général Barrera, de scinder son immense colonne : les véhicules les plus rapides avec lui, la section d'aide à l'engagement débarqué (SAED) du 21e RIMa, accompagnée de la compagnie malienne, tous les éléments du soutien derrière, escortés par une section d'infanterie et un demi-escadron du 1er RHP. Mais le terrain a encore fait des siennes. « Là où les VBL, les VAB et les chars passaient aisément, décrit le capitaine Hugues P. en queue de convoi, les citernes et les camions, qui étaient très chargés, eux, s'enlisaient[12]. » L'officier sait de quoi il parle : il déplorera quatre-vingts ensablements jusqu'à Tombouctou ! D'où de nouveaux retards, car il n'est pas question de laisser un véhicule seul derrière. Toute la moitié de colonne est contrainte de stopper le temps du dépannage.

Des Sagaie en tête subissent un sort identique. Pour les légionnaires venus du Tchad, c'est même une première, due à la finesse du sable. Mais les hommes réagissent avec les réflexes acquis en exercice. Souvent il suffit de dégonfler les pneus, sinon il faut avoir recours aux plaques PSP, à la pelle et à la pioche. Si la réparation est estimée supérieure à vingt minutes, le véhicule doit se pousser sur le bas-côté et attendre d'être pris en charge par l'un des cinq porte-engins loués à Bamako.

La topographie réserve à Nounou une nouvelle surprise de taille au GTIA1. En fin d'après-midi du 26 janvier, alors que seulement 80 kilomètres ont été couverts, le colonel Gèze appelle le lieutenant-colonel Pierre V. : « Notre carte, lui glisse-t-il, embarrassé, nous indique un lac ; pensez-vous que nous puissions en faire le tour[13] ? » L'officier saute dans son Puma et surprise : l'étendue est deux fois plus large que ce qui est indiqué ! La contourner ferait perdre un temps fou. Une Gazelle de retour de reconnaissance annonce cependant la possible présence d'un guet. Le lieutenant-colonel Pierre V. décide de s'en rendre compte par lui-même. Sans avoir l'assurance d'être en

sécurité, il se fait débarquer à terre avec les commandos montagne de la 27e BIM[*5], jette un coup d'œil sous le pont pour vérifier l'absence de mines, puis se place à un bord du guet et compte cinq pas pour gagner l'autre. « J'ai votre solution, déclare-t-il ensuite à Gèze. Si vos véhicules font moins de 4,7 mètres de large, vous pourrez passer ! » C'est le cas pour le convoi de tête, à part les plus gros porteurs qui font demi-tour. Mais dans le même temps, la logistique, elle, vit un calvaire : à cause des ensablements à répétition, elle ne couvre que 800 mètres en dix heures ! « La population a fini par venir aider pour pousser[14] », relate Gèze.

En soirée, le GTIA1 atteint Niafounké, à 150 kilomètres encore de Tombouctou. Paris cède à l'impatience. Lors de la réunion Serval dans le bureau du directeur de cabinet de Jean-Yves Le Drian, il n'est pas rare que le général Castres entende : « Mais où sont-ils passés[15] ? » La répétition de l'exercice trois fois par jour aggrave l'impression d'échec puisque l'état-major des armées ne peut annoncer qu'un gain de quelques dizaines de kilomètres entre chaque séance.

Par ricochets, le CPCO adjure Barrera et Gèze de se hâter, mais comment lutter contre la nature ? Et de regretter en retour de ne pas disposer de plus d'avions qui pourraient localiser les routes empruntables ou plus de transmissions qui permettraient par exemple de rectifier une anomalie : le CPCO voit à Paris, grâce aux vidéos tournées par les moyens de reconnaissance, ce que Barrera lui-même ne voit pas dans son PC.

Le commandement de Serval peut enfin rappeler qu'il s'affranchit déjà d'une partie des règles habituelles de sécurité. Les distances et l'absence de moyens suffisants du génie imposent aux cent dix Maliens du capitaine Konaté, qui ouvrent le chemin avec la section du lieutenant F. du 21e RIMa, de ne pas vérifier au préalable la présence de mines ou d'IED. La probabilité est certes faible que l'ennemi en ait posé vu l'absence d'axes routiers, mais il n'est jamais aisé d'abandonner en quelques jours une tactique profondément ancrée dans les habitudes de l'armée de terre depuis la Kapisa où chaque convoi était entouré de mille précautions.

Une autre énigme préoccupe le commandement : où sont passés les trois cents djihadistes annoncés au départ ? Un seul d'entre eux a été capturé, à Léré : en réalité, un vieil homme, assigné à la garde d'un dépôt de munitions, que les siens ont oublié d'avertir qu'ils ne reviendraient pas. Touareg, il a été ravi de voir des Français qui lui ont évité un lynchage certain, même s'ils ont été obligés de confier la garde à l'armée malienne. « Chaque fois, relate un officier, la DRM nous avertissait de la présence de trois cents ennemis dans la prochaine localité où nous devions entrer. Chaque fois, nous ne trouvions personne face à nous[16]. »

De fait, vu l'immensité du pays, les services de renseignement ne peuvent toujours procéder qu'à des estimations. La DRM observe effectivement des groupes qui remontent vers le nord au fur et à mesure de l'avancée du GTIA, mais elle ne peut être formelle sur leur volonté d'en découdre. La population malienne abonde dans le même sens : « À chaque étape, relate le colonel Gèze, elle nous annonçait qu'une quarantaine de pick-up avaient frayé dans les parages peu avant notre arrivée[17]. » Généralement, les habitants ajoutent qu'outre la boue sur les véhicules, les djihadistes se coupent la barbe et empruntent des charrettes pour passer inaperçus. Les Français retrouvent aussi des citernes vides, signe que l'ennemi a fait le plein pour détaler. Ce nuage diffus pèse sur les convois ; plus ils avancent, plus augmente la probabilité d'une attaque, ce qui ne manquerait pas de les freiner davantage.

Un succès perfectible ?

À Gao aussi, le temps paraît un peu long aux défenseurs de l'aéroport et du pont : quand la colonne du commandant B. arrivera-t-elle enfin ? Le 1er RCP a pris ses marques. Une de ses sections a relevé Sabre en bout de piste, une autre s'est installée dans le poste des pompiers avec mortier et 12.7. Pour l'heure, le hangar et la caserne de l'armée de l'air malienne sont soigneusement évités : il faut attendre que le génie vienne neutraliser une bombe non explosée des chasseurs français. Une demi-douzaine est encore larguée sur la ville.

Le 1er RCP commence ce qui sera une part de son labeur durant les semaines à venir, le remplissage de terre des sacs qui font partie de son équipement. Grâce à eux, les forces spéciales peuvent consolider leur défense, mais sans véhicules, sans blindés, celle-ci reste sommaire : que sont 250 hommes, mêmes dotés de Milan et d'Eryx, mêmes dotés d'un élément de guerre électronique du COS, pour tenir une ville de 100 000 habitants ?

Aucune manifestation des djihadistes jusqu'à 3 heures du matin, moment où des lumières sont aperçues au loin. Des pick-up, avançant lentement, toujours plus nombreux. Les forces spéciales commencent par s'inquiéter. Mais la manœuvre qui est suivie leur apprend qu'il ne peut s'agir de djihadistes : précédée des commandos maliens c'est la colonne du commandant Sébastien B. qui arrive au pont. L'officier du 3e RPIMa est bien connu des

forces spéciales puisqu'il a été « chutops », chuteur opérationnel. Sans doute sous le coup de la fatigue de ces vingt-six heures ininterrompues de baroud, il lâche cependant à Benoît, qui n'a qu'une quarantaine d'hommes sous ses ordres : « Je ne sais pas si nous serons assez nombreux ! »

« Quand nous sommes arrivés, décrit le commandant B., nous entendions encore des coups de feu et des explosions. Il subsistait des doutes à hauteur du pont en raison de véhicules qui vadrouillaient[18]. » Voilà justement qu'à l'entrée du village, trois pick-up ne portent pas le signal de reconnaissance, une lampe à éclat infrarouge. « Nous n'avons pas eu l'identification positive, relate le commandant, donc nous n'avons pas tiré », mais il s'avérera par recoupement qu'ils appartenaient bien aux djihadistes.

La colonne relève la troupe de Benoît et n'a droit à deux heures de sommeil qu'au petit jour du 27 janvier. Ordre lui est ensuite donné de faire la jonction avec Sabre à l'aéroport. Les chars français appuient les forces spéciales maliennes qui entrent dans la ville exubérante. L'image est parfaite pour le Mali comme pour la France : l'armée nationale, soutenue par Serval, libère la première grande ville du Nord un peu plus de deux semaines seulement après le déclenchement des hostilités, un an après la révolte touareg.

L'indéniable succès n'empêche pas de se demander s'il aurait pu être encore plus lourd pour l'ennemi. Sont mises en cause les vingt-six heures requises pour la jonction entre les forces spéciales et les troupes conventionnelles : avec un délai réduit, les premières, délestées de la charge de la ville, n'auraient-elles pu se consacrer plus rapidement à la traque des djihadistes qui ont fui à leur arrivée ?

Pour y parvenir, il n'y avait que deux solutions, aux implications politiques loin d'être négligeables. Soit Serval hâtait considérablement la colonne du commandant Sébastien B., mais il aurait alors fallu lui laisser les véhicules qui lui revenaient, donc en priver le GTIA Gèze, donc peut-être ralentir un peu plus la conquête de Tombouctou à laquelle tient tant l'Élysée. Soit le CPCO freinait derechef les forces spéciales, mais dans ce cas, c'est la conquête de Gao qui était retardée, et le premier effet recherché, la « destruction » des djihadistes, aurait été encore plus difficile à obtenir puisque ces derniers auraient pu en profiter pour renforcer leur défense ou fuir.

Depuis plusieurs années, la France avait pris l'habitude de faire la guerre en coalition, ce qui, comme toutes les autres nations, lui offrait souvent la facilité de pouvoir s'exonérer de la responsabilité de ses difficultés. Elle redécouvre au Mali que les arbitrages s'avèrent parfois kafkaïens. Toute mécanique est perfectible, mais ce qui importe pour l'heure est qu'elle ait obtenu des résultats que – il ne faut pas l'oublier – personne n'aurait prédits trois semaines plus tôt.

Enfin, deux paramètres compliquent de toute manière le passage à l'étape suivante. En premier lieu, la nature de l'ennemi : à Gao, c'est le Mujao qui tenait le haut du pavé. Or, de tous les groupes, il est incontestablement celui qui se rapproche le plus du modèle taleb : une troupe solide, comportant beaucoup de locaux qui peuvent se fondre aisément dans la population.

Le second paramètre est la fatigue face à laquelle même des forces spéciales sont confrontées. Le détachement a creusé dans ses réserves, particulièrement les trente-quatre éléments partis de Sévaré plus de dix jours avant. L'un d'eux devra même être évacué pour choc psychologique.

Les opérations étant forcément nocturnes, c'est l'ensemble de Sabre, à vrai dire, qui a repoussé les limites de la résistance humaine à l'instar de son chef : le colonel Luc n'a pas dormi plus deux heures d'affilée depuis plusieurs jours, ne serait-ce que pour répondre aux nombreux SMS de son propre supérieur, le général Gomart. Le patron des forces spéciales est lui-même soumis en France à de multiples pressions autant militaires que politiques puisque, au fil des « réunions Serval », il est apparu comme celui qui permettrait de tenir un calendrier serré. Luc comble tous les espoirs placés en lui. En dépit des derniers jours infernaux, le colonel a déjà la tête aux opérations suivantes. À Gao, depuis le 26 janvier, il a décidé d'y délocaliser tout le PC de Ouagadougou. Comme beaucoup, en effet, il pense que la ville sera le point d'arrêt de l'offensive française, que dorénavant ses troupes auront mission de pourchasser les djihadistes en rayonnant tout autour.

Entrée en lice des Tchadiens à Menaka

Dans la journée du 27, les troupes françaises reçoivent un premier ravitaillement par les airs. Vu la présence des PT76 et l'absence d'équipement à l'aéroport pour décharger les avions, il a en effet été demandé au 1er RTP de préparer le largage de six tonnes de ravitaillement, qui tombent le long du tarmac. Elles sont particulièrement

appréciées par le 1er RCP qui n'avait emporté que quarante-huit heures d'eau et de rations, et pour qui cette descente de vieilles toiles blanches rappelle les images de l'épopée indochinoise. Le matin, les parachutistes ont dû contenir les mouvements de quelques centaines d'individus venus du nord avec sans doute beaucoup de bienveillance, mais leurs instructions sont formelles : personne ne doit passer. La foule fait donc demi-tour après des tirs de sommation en l'air ou au sol.

De son côté, le génie se met à l'œuvre pour dépolluer l'aéroport. Des tonnes de munitions sont détruites, dont des roquettes de 122 mm, des grenades de fabrication chinoise, mais aussi la bombe aérienne non explosée. Un petit bulldozer retrouvé dans les parages permet de dégager la piste. Sabre dépêche aussitôt un de ses avions à Niamey pour que les deux sections de soldats tchadiens et nigériens, que l'AOPG avait dû renoncer à aller chercher, puissent symboliquement apporter la contribution de la force africaine à la libération de Gao. Cette fois, le tableau est entièrement conforme à celui que les autorités françaises imaginent depuis six mois.

Les Tchadiens font beaucoup plus que de la représentation. Depuis le début, leur président, avide de se promouvoir en leader de la région, est en première ligne de la réaction internationale. Les Français peuvent en témoigner. « Jusqu'au déclenchement de Serval, relate un cadre de la force Épervier, nous étions vraiment à N'Djamena dans une relation donnant-donnant avec eux. Après, ce fut une coopération totale[19]. » C'est ainsi que les 14 chasseurs, 5 ravitailleurs et 9 transporteurs massés par les Français étaient bien à l'étroit à l'aéroport : pour leur faire de la place, les Tchadiens ont enfin remisé les vieilles épaves qui obstruaient les pistes depuis des années, serré leurs Soukhoï et hélicoptères. « Nous avons entendu plusieurs réflexions de Tchadiens manifestant leur soulagement, explique un autre officier. Ils nous disaient : "Voilà des années que l'on attendait ça !" Ils évoquaient la fraternité d'armes du Tchad avec la France en particulier lors de la Seconde Guerre mondiale[20]. » Ensuite, Idriss Déby promit plusieurs centaines de soldats, s'attirant une réaction mitigée à Paris : jamais il n'y arriverait, pensait-on, même si l'armée tchadienne avait déjà à son actif, outre plusieurs guerres avec la Libye, une participation à la mission de consolidation de la paix en Centrafrique*[6] (MICOPAX). Et puis la proposition en arrivait presque à embarrasser : le pays ne faisant pas partie de la CEDEAO, ses troupes arriveraient-elles à collaborer avec la MISMA ? Mais le président a tenu parole : le 16 janvier, la force était prête, constituée des meilleures troupes, 1 400 hommes en tout, très bien armés, avec 300 véhicules dont des chars de combat, même si l'appui des chasseurs Soukhoï un temps envisagé a finalement été écarté. Et ce sont les Tchadiens eux-mêmes qui ont commencé la projection vers Niamey, devant un président glorifiant sans vergogne leur contribution à la « défense de la liberté et de la démocratie ». Seuls 10 % des vols sont assurés par la France et ses alliés.

Pour l'armée française, l'efficacité tchadienne n'est pas une découverte. Depuis leur création, les forces spéciales se relaient à N'Djamena pour former les hommes de la Direction des actions réservées (DAR) – la garde prétorienne du président Déby. Quand Serval se déclenche, la mission d'assistance, d'une quinzaine d'hommes, est dirigée par Jack, commandant au 1er RPIMa. Logiquement elle suit le mouvement et se retrouve donc elle aussi à Niamey dans l'ancien camp de la gendarmerie nigérienne où les troupes tchadiennes ont été regroupées. Elle fait ainsi connaissance avec le commandement désigné par Idriss Déby. À la tête de la force, le général Oumar Bikimo, qui commandait la MICOPAX en septembre. Sous ses ordres, trois généraux, responsables chacun d'un « secteur », équivalent d'un bataillon, dont le fils adoptif du président Déby qui a reçu ses étoiles de général il y a peu. « Un bon officier, note un diplomate français, qui a évidemment fait beaucoup de jaloux autour de lui, mais pas plus mauvais qu'un autre[21]. » Jack constate une forte motivation à tous les niveaux : « Ils affichaient une très ferme volonté d'en découdre avec les djihadistes, relate-t-il. Ils voulaient absolument régler le problème aux côtés des Français. » La partie s'annonce délicate pour lui : il doit conseiller, obtenir une coordination avec Serval, mais sans jamais donner d'ordres puisque le Tchad n'a pas de comptes à rendre à la France. C'est ainsi Idriss Déby lui-même qui, le 26 janvier, a donné le top départ et fixé Ménaka pour destination, soit 250 kilomètres de route.

Peu importe le flou entourant l'adversité sur place. Les Tchadiens se déplacent toujours d'un bloc, à toute vitesse, en faisant feu de tout bois pour impressionner l'adversaire et le submerger. Pour Jack et ses compagnons, ces vingt-quatre premières heures de raid non stop vers la frontière ont été un avant-goût du dilemme auquel ils devront faire face ces prochaines semaines : comment tenir le rythme sans trop mettre à contribution leurs propres véhicules peu habitués à une telle cadence ? Après une journée de pause, la horde bascule au Mali et goûte aux joies des premières pistes chaotiques. Mais le rideau de poussière qui se lève sur des dizaines de kilomètres n'est sans doute pas étranger à la fuite de l'ennemi.

Au soir du 27 janvier, Ménaka, où les Touaregs ont déclenché chacune de leurs révoltes, est investi dans l'euphorie des habitants pour seul accueil. Il est vrai que le colonel Ag Gamou a déjà accompli le même trajet. Cette figure touareg s'était réfugiée au Niger l'année précédente avec ses cinq cents hommes, pour la plupart des Imghads comme lui, adversaires des Ifoghas et du MNLA. Resté aux ordres de Bamako, il est entré le 15 janvier dans Ménaka vidé par les islamistes, avant de se replier à son tour.

Le détachement de Jack reçoit sa part de hourras. Mais il n'est pas sans garder un œil attentif sur le comportement des Tchadiens qui traînent une vilaine réputation de soudards. Là encore, sa surprise est grande. Sans doute sur les instructions très fermes d'un président soucieux de l'image donnée par son pays, mais aussi par nécessité, les hommes de Bikimo adoptent une attitude très cordiale à l'égard de la population. « Durant toute notre collaboration, relate Jack, nous n'avons relevé aucun cas de vol ou de maltraitance. Des débordements surviendront après la fin des opérations, mais c'est le lot habituel d'unités qui tombent dans l'oisiveté. » Les Tchadiens de fait ont l'habitude des Touaregs. De plus, ils vivent sur le pays : pour la nourriture, ils ont besoin de commercer avec les marchands locaux. L'excellence de leurs contacts leur permet ainsi d'apprendre que la ville était principalement aux mains du Mujao.

---

*1. L'avion de la DGSE est également présent sur zone.

*2. Véhicules de patrouille spécialisés.

*3. Qui n'est vu que sous JVN.

*4. Passage à basse altitude et grande vitesse.

*5. Brigade d'infanterie de montagne, chargée de la récupération des équipages des appareils abattus.

*6. Déployée par la Communauté économique des États d'Afrique centrale.

14.

TOMBOUCTOU

La libération des deux grandes villes du centre-est ne met que plus en lumière les difficultés de l'opération de Tombouctou. À l'aube du 27 janvier, le GTIA1 a quitté Niafounké et gagné, 60 kilomètres plus loin, la ville de Goundam qui a été retenue comme base de départ avant l'assaut. Une piste en latérite, dont les CPA-20 s'empressent de vérifier la validité, permet en effet d'y acheminer par les airs le ravitaillement nécessaire en carburant et munitions. La manœuvre est rondement menée grâce à l'initiative du conseiller air du général Barrera, le lieutenant-colonel Rodolphe W., qui, la veille, remarquant sur le tarmac de Bamako de jeunes aviateurs du Franche-Comté qu'ils sentaient volontaires pour une mission un peu osée, leur a conseillé de ne pas rentrer au Sénégal comme ils auraient dû.

Le GAM prend aussi fortement position à Goundam avec quinze appareils. De conserve avec la chasse, il doit en effet couvrir les deux séquences de l'assaut final dont les objectifs ont été modifiés à Abidjan.

L'effet Hollande

Le paramètre clé est la présence des djihadistes dans la ville considérée comme pratiquement sûre : qu'il s'agisse du reliquat des trois cents mentionnés depuis le début, ou d'autres, les conditions mouvementées de la prise de Gao laissent à penser qu'il y aura une résistance à Tombouctou aussi. Le plan prévoyait à l'origine la jonction à l'aéroport de la colonne Gèze et des parachutistes, comme les éléments du commandant Sébastien B. viennent de le réaliser avec Sabre. Mais, outre le danger sol-air pointé sur les pistes, le général Barrera et le G08 du colonel Vanden Neste s'avisent de proposer plutôt un vaste coup de filet : le GTIA avancera vers l'aéroport, repoussant vers la ville les djihadistes qui ne pourraient plus fuir que par le nord-est, où les attendraient les parachutistes. « C'était moins une conquête qu'une poursuite[1] », résume le colonel Bruno H., chef opérations du G08.

La suggestion fait débat. Une partie du commandement de Serval s'interroge sur la capacité, pour moins de trois cents parachutistes à pied, à s'opposer à plusieurs dizaines de pick-up solidement armés. Le bataillon para prétend avoir du répondant, son chef, le colonel Desmeulles, ayant décidé de préférer aux Milan les mitrailleuses de 12.7 pour tenir les véhicules à distance respectable. Et il est suivi. Atterrissant en Puma à 14 heures à Goundam, le général Barrera fixe avec le CPCO les modalités de la coordination entre l'OAP et le raid terrestre.

Au GTIA1 donc, la prise de l'aéroport. Depuis Goundam, il lui reste à peu près 60 kilomètres à parcourir. Le départ est fixé pour 16 heures. Mais c'est compter sans les journalistes qui assaillent de questions le général Barrera. « Je les ai informés, relate celui-ci, que nous étions à Goundam. Embarqués dans nos véhicules, ils ignoraient en effet leur localisation. J'ai ajouté que nous allions prendre Tombouctou, mais que, pour la sécurité des opérations, je leur demandais de n'en rien dire[2]. » Ensuite le général prend place dans le VAB PC que l'état-major de la brigade avait glissé dans le convoi au départ de Bamako et le GTIA s'élance finalement à 17 heures ; ce décalage n'est pas anodin puisqu'il entraîne une arrivée de nuit à l'aéroport, alors que le colonel Gèze la voulait

de jour. « Les dernières heures ont été très rudes, témoigne l'adjudant Sylvain K. au 2e RIMa, car nous avions peu dormi. Le drone nous guidait pour repérer la route[3]. » De plus, il pleut comme jamais, disent les locaux ; des véhicules dérapent, d'autres s'embourbent. Certains dans la colonne pensent à la malédiction qui semble poursuivre le président de la République : partout où il se déplace, il attire la pluie[*1]. La piste est très ondulée. Les secousses sont trop violentes pour les mortiers tirés par camions, les attaches risquent de casser. Ils se mettront donc en batterie plus tard pour appuyer la manœuvre imaginée par le colonel Gèze : la compagnie Z du 2e RIMa abordera l'aéroport par la route bifurquant de l'accès principal qui mène à Tombouctou ; la compagnie J. du 21e RIMa contournera, elle, par le nord.

Restent beaucoup de craintes : des abords et un aéroport minés, une présence djihadiste en embuscade. La veille, une reconnaissance aérienne n'a rien vu, ou plutôt elle a cru apercevoir des habitants en train d'applaudir ! Les services de renseignement ont cependant mis en garde : les djihadistes pourraient les utiliser comme boucliers humains.

Un saut pour vingt ans

Le GTIA1 doit conquérir l'aéroport au moment même où les parachutistes seront largués, soit à 23 heures. L'horaire a été fixé par le colonel Vanden Neste afin que ses troupes parviennent en lisière de Tombouctou avant le premier appel à la prière.

La journée de sursis a autorisé d'ultimes réglages entre transporteurs et G08 qui se connaissent par cœur pour s'être exercés plusieurs fois ensemble. Afin de parer la menace sol-air, les aviateurs optent pour un vol en haute altitude et, dans leur jargon, un profil « haut-bas-haut » : ils descendront le plus tard et le plus vite possible pour atteindre la zone de largage, puis, les paras dehors, ils reprendront de la hauteur tout aussi rapidement. Le colonel Éric L. panache les trois C160 avec deux C130 qui peuvent embarquer plus d'hommes et, comme ils volent plus vite, ils décolleront en dernier.

De leur côté, les 246 parachutistes, issus du 2e REP, du 17e RGP, du 35e RAP et de la 11e BP choisissent de monter à bord déjà harnachés. En théorie, ils auraient le temps de s'équiper en vol, mais l'exiguïté d'une soute occupée par cinquante hommes laisse toujours craindre un risque d'erreur, qu'il est inutile de courir alors que tout peut être checké au sol. La contrepartie, cependant, est que les hommes vont devoir endurer des heures d'attente et de transport avec leur équipement excessivement lourd et encombrant, sous des températures de 30 à 35°. Dans chaque unité, les capitaines s'activent pour récupérer tout ce qui est possible. Ici du renseignement sur l'ennemi, là des cartes, là encore des gilets pare-balles. « Chaque minute comptait[4] », relate le lieutenant-colonel Thibaud de C., chef opérations du 35e RAP. « Au final, note-t-il, il ne nous a manqué que le superflu. »

Les parachutistes n'en sont pas moins quittes pour quelques improvisations. Certaines gaines[*2] sont ainsi consolidées avec du Scotch. En comptant tous les matériels glissés à l'intérieur, et le gilet pare-balles ajouté par-dessus pour les protéger elles-mêmes, elles atteignent des poids impressionnants. « Je n'avais jamais eu une gaine aussi lourde, note le capitaine Guillaume L. Avec le parachute, on atteignait les 60 kilos[5]. » L'officier commande de fait les GCP du 2e REP ; or, comme le lieutenant-colonel Yann L., patron du GCP commandement, aime à dire, « les commandos-parachutistes sont le couteau suisse de la 11e BP, ils doivent être capables de tout faire ». D'où une quantité de matériel impressionnante : deux Minimi, des fusils lance-grenades et de précision, des moyens de transmission autonomes, etc.

Ainsi, utilisables – selon les normes en vigueur en France – jusqu'à 130 kilos, les parachutes vont-ils parfois devoir en soutenir près de… 200 ! « Nos hommes atteignent souvent le quintal, explique l'adjudant-chef A. des GCP. Pour ceux qui ont eu à porter des Milan et autres, la balance s'affolait vite[6]… » Aussi, pour augmenter leur portance, les parachutistes prévoient-ils d'ouvrir leur parachute ventral ; les cordes de délestage, qui soutiennent les gaines après le saut, sont doublées. « C'est un sous-officier expérimenté du 2e REP qui nous a donné le tuyau », explique le lieutenant-colonel Yann L. qui précise : « Tout cela était de l'adaptation plus que du bricolage. Notre expertise nous permettait d'estimer que les risques étaient minimes. » D'autant que le patron de la 11e brigade parachutiste, le général Paulet, a fait œuvre de prémonition à sa prise de commandement en faisant réviser de fond en comble l'organisation de l'entraînement TAP[*3], ce qui n'avait pas été fait depuis trente ans. « Pendant un an et demi, nous avons poussé de nombreuses études[7] », témoigne le colonel Bruno H. qui a lui-même planifié en novembre 2012 le test ultime, un largage exactement du même format qu'à Tombouctou.

De son côté, comme le relate son chef, le colonel Fauche, le 1er RTP « a tout fait pour délester ses camarades

de tout ce qui ne concernait pas *stricto sensu* leur saut[8] ». Ainsi, en avance de phase, a-t-il déjà demandé à préparer des palettes standard, d'eau, de rations, des fûts de carburant – autant de moins à faire à l'heure H. Le climat ivoirien a bien compliqué sa tâche : pour amortir les chocs, les colis sont posés sur une épaisseur de cartons d'un type spécial, en nid d'abeille, dont le 1er RTP a chargé un conteneur entier à Francazal[*4]. L'humidité risquait de les ramollir s'ils restaient trop exposés à l'extérieur. Les équipes se sont donc relayées jour et nuit pour les retourner très régulièrement afin de limiter l'absorption d'eau. *Idem* pour les pétards retardateurs qui permettent de synchroniser l'ouverture des toiles : la poudre ne fait pas bon ménage avec la moiteur. De même enfin pour les parachutes, fournis par le 3e régiment du matériel, dont la sécurité à l'ouverture aurait pu pâtir d'une exposition prolongée à l'air libre.

Tous les parachutistes en ont conscience : le moindre détail peut avoir de graves conséquences pour eux, ainsi que pour l'opération. Et leur commandement ne doute pas que le prix en sera cher. À l'horizon des paras, au soir du 27 janvier ne figure pas seulement Tombouctou, mais les ministères parisiens où la disparition de la brigade parachutiste, si rarement employée dans son cœur de métier, a ses avocats. Le général Paulet l'a bien fait comprendre aux chefs opérations avant le départ : « Si on se rate, on y perdra beaucoup de plumes ! Sinon, on en reprend pour vingt ans[9] ! »

Le 27, à midi, le patron du G08, le colonel Vanden Neste, reçoit le feu vert du CPCO pour l'opération, avec la confirmation que le largage aurait lieu au nord de Tombouctou. Comme l'OAP du 1er RCP à Gao avait reçu « Lynx » pour nom de code, ce sera « Léopard » cette fois.

« Combien de temps penses-tu être capable de tenir sans le renfort des troupes terrestres ? s'enquiert le général Bréthous, adjoint conduite au chef du CPCO.

– Deux ou trois jours si on est ravitaillé en eau, vivres et munitions, réplique le parachutiste.

– De quoi as-tu besoin ? enchaîne le général.

– Que tu m'assures la protection de mes hommes pendant le largage et le regroupement autour de la zone de saut, ainsi que l'évacuation de mes blessés puisque je n'ai que des postes de secours légers.

– Je m'en occupe. Tu en auras tout ce dont tu as besoin[10]. »

En fin d'après-midi, le général Borel, chef d'état-major du CDAOA à Paris, appelle directement le lieutenant-colonel Stanislas M. sur son portable. Le message est des plus simple : « Mission confirmée ». Feu vert de l'armée de l'air à l'opération.

L'officier fait le tour des avions dont il a demandé aux mécanos d'activer la ventilation dans la soute afin de donner un peu d'air frais aux paras transpirant toute leur eau. Le risque de panne demeure sa plus grande préoccupation. Un appareil spare en effet est bien prévu, mais vu le parking très exigu à Abidjan, il sera compliqué de le manœuvrer. Et mieux vaut espérer dans ce cas que le seul tracma[*5], que la grande kermesse générale a pu faire acheminer, fonctionne sans regimber…

Aidés par leurs camarades largueurs du 1er RTP, les parachutistes ont commencé à s'équiper, puis à se mettre en ligne derrière les transporteurs plusieurs heures avant l'embarquement. « Nous avons pris tout le temps nécessaire, explique le colonel Bruno H., puisque nous avions toute latitude pour le faire[11]. » Le capitaine Clément L. ne pouvant veiller seul après l'atterrissage, dans le noir complet, sur la destinée de 250 hommes, sa compagnie perd une section au profit de celle, dite d'appui, qui est constituée sous les ordres de son camarade Ludovic M. avec deux autres sections du régiment, Les hommes ignorent encore leur zone de largage. « Nous avions tous les éléments disponibles pour chacune des hypothèses, relate Clément L. J'ai donc dit à mes légionnaires que nous verrions bien une fois au sol si nous étions au sud ou au nord de la ville[12] ! » La localisation, de fait, n'a aucune incidence sur le saut lui-même. Un seul axe de largage a été choisi pour les deux cas, les parachutistes se retrouvant dispersés au sol dans un secteur d'un kilomètre sur trois. « Peu importe la zone, note l'officier de la Légion, nous nous réarticulons toujours de la même façon. »

AQMI regarde-t-elle la télé ?

Mise en route des moteurs à 19 h 30. Décollage vingt minutes plus tard, les C160 en premier, puis les C130 avec un décalage d'une heure, vu leur vitesse supérieure. La manœuvre est marquée par une mauvaise surprise : un A340 civil vient se poser à Abidjan, alors qu'il avait bien été demandé au contrôleur ivoirien de sanctuariser l'horaire. Le pilote d'Air France salue de la main les Transall. « À sa manière de nous dire "bonne route", relate le

lieutenant-colonel Stanislas M. qui commandera l'opération aérienne, j'ai cru comprendre qu'il avait deviné vers où nous nous dirigions[12] ! »

Les cinq appareils prennent rapidement de l'altitude, chacun à un niveau différent. La première partie du vol s'effectue en IFR, c'est-à-dire selon un plan de vol déposé auprès des autorités ivoiriennes qui, évidemment souveraines, se doivent d'être informées du trafic dans leur espace aérien. Mais pas forcément de la destination : pour conserver le secret, les avions sont censés se diriger vers Ouagadougou… En réalité, ils sont obligés de se conformer aux couloirs aériens qui les orientent vers le Burkina, mais une fois franchie la frontière ivoiro-burkinabé, tout change. Ignorant lui aussi le vrai but de la flotte, le contrôleur de Ouagadougou livre bien la météo locale, mais c'est pour s'entendre répondre par le lieutenant-colonel Stanislas M. : « Nous passons en vol opérationnel ! Je vous recontacte dans deux heures et demie. » Un coup de bluff. Les radars en effet ne peuvent couvrir l'intégralité de cet immense continent ; les transporteurs ne sont déjà plus sur l'écran du contrôle burkinabé qui ne peut que prendre acte. Aucune défiance : le Burkina a démontré depuis le début de Serval combien il était engagé dans le conflit.

À l'arrière, les parachutistes sont peu nombreux à parler, cette nuit-là. Beaucoup prient. Car tous ont conscience de faire ce que personne n'a fait depuis Kolwezi. Et puis, même avec une quinzaine de parachutages d'entraînement durant l'année, aucun saut ne devient une routine. Surtout de nuit, sans aucun repère, même si la lune n'a pas totalement disparu. Une fois les deux pieds dehors, les paras ne verront plus rien autour d'eux, et ce n'est qu'à quelques mètres du sol qu'ils sauront s'ils vont atterrir sur du sable ou dans la végétation…

Enfin, il y a l'ennemi. Les avis divergent sur l'estimation de sa présence à Tombouctou. La DGSE aurait acquis la certitude, par ses sources en ville et ses interceptions téléphoniques, que les djihadistes ont fui selon leur habitude, par petits groupes, discrètement, vers l'Adrar des Ifoghas principalement, ce qui explique qu'aucun appareil de reconnaissance n'ait décelé de reflux massif. Survolant peu auparavant la ville, le lieutenant-colonel Stéphane S. n'a ainsi noté à bord de son Mirage aucun mouvement, mais une population nombreuse et même exubérante : « J'ai rapporté, décrit-il, qu'elle était soit en liesse, soit en train de se livrer à des violences sur des individus[13]. » Un Atlantique-2 fait également un passage sans rien relever d'inquiétant.

Il est vrai que les djihadistes n'ont eu qu'à suivre les actualités. En visite au Chili, le Premier ministre français lui-même a déclaré la veille que les troupes françaises seraient « bientôt près de Tombouctou[14] ». Le 27 à midi, elles ont cette fois été annoncées « aux portes de Tombouctou ». Mais si au lieu de fuir avant l'arrivée des Français, les djihadistes avaient choisi de les attendre pour déclencher un combat de rues ? C'est ce que laisse entendre la DRM qui, elle, avance encore le chiffre de cent cinquante combattants dans la ville. « Nous étions persuadés, relate le lieutenant-colonel Yann L., que nous allions à l'affrontement[15]. » Et ce sentiment est le seul qui compte puisqu'il conditionne toute la manœuvre.

Une fois au Mali, la flotte prend contact avec l'Awacs qui lui indique sa destination et la zone de largage, au nord de la ville. Les paras pourraient être largués à la verticale de leur objectif, mais avec une prise de risques évidemment supérieure. En l'occurrence, la drop zone se situera en plein désert, à 3 kilomètres de la ville dont il s'agira de se rapprocher durant la nuit pour être en possession avant l'aube des check points au nord et à l'est.

Le lieutenant-colonel Stanislas M. se fait répéter plusieurs fois par l'Awacs le message décisif pour la vie de tant d'hommes. Une patrouille de chasseurs, un Atlantique-2, le drone sont déjà au Mali. Quant au seul ravitailleur, il est aux ordres du patron du groupe Bretagne lui-même, le lieutenant-colonel Olivier Roquefeuil. Dans cet orchestre volant dirigé directement depuis Lyon Mont-Verdun, il occupe traditionnellement une place à part, suffisamment loin pour échapper à la menace sol-air, suffisamment haut pour ne pas gêner les autres vecteurs. Durant la nuit, il videra ses soutes au profit des bombardiers, soit six ravitaillements, de cinq à six minutes chacun.

Au moment prévu, le lieutenant-colonel Stanislas M. demande à tous les appareils d'éteindre leurs feux. L'enjeu d'un largage est en effet que le dernier avion à lâcher ses paras ne soit pas attendu au sol par un ennemi qu'auraient alerté ses prédécesseurs. Le lieutenant-colonal M. fait le test avec les C-130 qui, volant plus vite, se mettent à dépasser les C-160. Las, même lumières éteintes, l'appareil est parfaitement visible grâce à la complicité d'une nuit splendide. « Je n'ai pas voulu leur donner un gros coup de stress, reconnaît-il. J'ai menti en leur annonçant qu'on ne les voyait plus[16] ! » Un mensonge qui ne dure pas, de toute façon, puisque des nuages vont bientôt apparaître.

Des secondes assez spéciales

Au sol, le GTIA1 met les bouchées doubles pour être en mesure de prendre l'aéroport en même temps que l'OAP. Le général Barrera a fermement insisté sur la synchronie. Car il redoute le scénario catastrophe façon « un pont trop loin » : des parachutistes hors de portée qui devraient affronter seuls l'adversité. « Le raid entre Goundam et Tombouctou s'est déroulé dans une ambiance tendue, relate-t-il. Les renseignements nous affirmaient encore que l'ennemi était dans la ville[17]. » Pour la même raison, la troupe du colonel Desmeulles sautera d'un bloc : il n'y aura pas de parachutage préalable de GCP pour s'assurer de la zone, relever la vitesse du vent, guider les avions, comme la doctrine l'enseigne. La coordination terre-air est cependant menacée. Au moment de quitter Goundam avec la première vague, le CTA du commandant Rémy P., qui en a la charge, a vu son VLRA refuser de démarrer. Si essentiel soit-il, le colonel Gèze ne pouvait compromettre toute l'opération rien que pour lui et la colonne s'est donc éloignée. Après avoir découragé tous les mécaniciens disponibles, le camion se décide finalement à redémarrer de lui-même. Pied au plancher, absolument seul dans le désert, le CTA tente de rattraper le convoi en suivant ses traces. Raccrochant enfin le dernier wagon, il entame une remontée fantastique, tel le cycliste rejoignant le peloton, et profite du premier créneau de drone pour demander via celui-ci s'il lui reste beaucoup de chemin à parcourir : la tête du convoi, lui réplique-t-on, est encore à 12 kilomètres ! Le commandant P. juge donc plus raisonnable d'arrêter. Avions de transport, chasseurs, Harfang, à lui de se débrouiller pour tout gérer et tant pis s'il n'a encore aucune fréquence… Heureusement la présence de l'Awacs le soulage d'une grande partie du travail.

Les hélicoptères sont également présents, en masse, même si le Tigre ne rejoint la zone qu'à 22 heures. De fait, l'alerte a été déclenchée à Gao en début de soirée après repérage au nord de la ville d'un groupe de pick-up où figurerait une HVT. Parti de Ouagadougou, un Tigre est intervenu dans les plus brefs délais. Deux hélicoptères décollent ensuite de Gao avec des commandos chargés de vérifier son bilan mais, après un long vol, ils se voient interdire d'atterrir compte tenu du danger persistant au sol. Seule la vidéo du Tigre confirmera la destruction des deux véhicules, l'élimination de treize individus, mais sans certitude sur la présence parmi eux de la HVT.

À Tombouctou, le GAM grogne de voir les forces spéciales accaparer l'appareil le plus puissant. Un grief à mettre vraisemblablement sur le compte de l'imminence de la bataille. En tête du GTIA1, le capitaine Grégory Z., du 2e RIMa, n'est plus qu'à quelques coudées de l'aéroport quand, à 22 h 30, il apprend de ses éclaireurs la présence de deux Occidentaux sur la piste. Il s'agit en fait de journalistes freelance qui sillonnent la région avec leurs propres voitures. Le commandement ne peut plus hésiter : sauf à rééditer le précédent malheureux de Mazar e-Charif après le 11 septembre 2001 – des reporters s'étaient étonnés à l'écran de ne voir aucun soldat français à leurs côtés –, le GTIA se doit d'oublier la nuit noire, la fatigue, la pluie, et foncer. « À ce moment, rapporte le lieutenant-colonel Pierre V. qui suit le mouvement en Puma, la radio a lancé une mise en garde : "L'ennemi connaît nos positions[18] !". » Mais en tête de la compagnie Z., l'adjudant Sylvain K. pénètre dans l'aéroport et entame la reconnaissance des bâtiments.

Peu avant 23 heures, le colonel Gèze peut annoncer la conquête de l'objectif. L'OAP entre donc dans sa dernière phase. Un Atlantique-2 confirme que la zone de largage au nord-est est « claire ». Au CTA, le commandant Rémy P. le confirme grâce aux images Rover de l'aviation. Réorienté sur zone après avoir suivi la colonne Gèze, le lieutenant-colonel Pierre V. établit le contact avec les transporteurs : « Grizzly à Avocat ». À lui de pallier l'absence des GCP au sol pour témoigner en particulier de conditions de vent acceptables. Respectant à la minute le timing, les appareils commencent leur descente. Après avoir suivi trois trajectoires différentes, ils se retrouvent en un point précis pour ensuite s'aligner et procéder aux largages en ne se fiant qu'à leurs instruments puisque, sans marquage, ils ne voient pas la drop zone.

Le premier à opérer est un C-130, à 23 heures tapantes, exactement l'heure prévue. « Nous en avons été épatés[19] », témoigne le lieutenant-colonel Christophe L. qui suit à distance l'opération avec tout le PC du GTIA. L'avion n'a que deux minutes pour lâcher ses quatre-vingts hommes, encore une première pour l'OAP, puisque, à l'entraînement, le délai entre deux appareils est, de nuit, de trois minutes supérieur. « Vu comme nous étions chargés, relate de manière cocasse le capitaine Geoffroy C. au 35e RAP, nous n'étions pas mécontents de sortir[20] ! » Altitude du saut : 300 mètres, même si le colonel Vanden Neste a un temps imaginé 100 mètres de moins, le colonel Fauche lui faisant remarquer que les hommes étaient trop chargés.

En dix minutes, deux cent quarante-six hommes se retrouvent suspendus à leur coupole. « Durant la descente, décrit le lieutenant-colonel Yann L., j'ai aperçu très distinctement une masse claire : c'était Tombouctou[21]. » L'atterrissage réserve des surprises. « Quand j'ai été sur le point de toucher le sol, se souvient l'adjudant-chef A. au GCP commandement, mon voisin a subitement disparu de ma vue[22] ! » Les photos aériennes

en effet n'ont pas permis de relever que la zone est parcourue de dunes. Un sacré coup d'adrénaline pour les parachutistes car la présence ennemie est annoncée aux alentours. « Se retrouver tout seul en territoire ennemi, reconnaît le capitaine Guillaume L., cela nous a valu quelques premières secondes assez spéciales[23]… » Après s'être séparés de la gaine et du parachute, les hommes ont pour premier réflexe de saisir leur arme, puis de tenter de savoir où est le camarade le plus proche. « Nous avons fait comme lors du jour le plus long, relate l'adjudant-chef S., on s'appelait en chuchotant… » De petits groupes s'agrègent en suivant l'axe prévu à la boussole, puis les sections, et enfin les compagnies se reconstituent.

Pour les transporteurs, la priorité est de reprendre de l'altitude au plus vite, ce qui pourrait générer beaucoup de stress en raison de l'obscurité et des vitesses différentes des appareils. « Au dernier briefing, relate le lieutenant-colonel Stanislas M., on a bien dit aux pilotes de ne pas hésiter une seconde : une fois sur leur cap, ils ne devaient plus penser à autre chose qu'à décamper. Tout avait été calculé pour qu'il n'y ait aucun abordage d'aéronefs[24]. » Déjà sur le trajet retour, l'Awacs transmet à la flotte les félicitations de « Yuma ». Le lieutenant-colonel Stanislas M. fixe son copilote : qui est-ce ? Le navigateur compulse la documentation contenant tous les noms de code : il s'agit du général Caspar-Fille-Lambie, commandant du CDAOA. De fait, les plus renseignés sur le succès de l'opération ne sont pas les acteurs eux-mêmes, mais ceux qui ont pu tout suivre à Paris, comme à N'Djamena ou Bamako, grâce à la retransmission vidéo du drone. Au PC du général Barrera par exemple, le soulagement n'est pas encore total. Car « Cerbère », l'indicatif des paras, ne répond pas ! Pendant plusieurs minutes, à bord de son Puma, le lieutenant-colonel Pierre V. voit échouer toutes ses tentatives d'établir un contact radio. Il finit par passer en UHF et enfin une voix se fait entendre. C'est le FAC du 35e RAP, qui confirme la bonne tenue de l'opération[*6].

Dans un premier temps, les parachutistes annoncent n'avoir enregistré aucune perte, ce qui ferait mentir toutes les statistiques. En fait, quatre blessés sont à déplorer, le destin ayant choisi de frapper parmi les deux plus graves l'un des principaux concepteurs de l'OAP, mais aussi l'un des plus expérimentés puisqu'il a été « chutops » : le lieutenant-colonel de M., chef opérations du 2e REP. Mais, refusant d'abandonner ses camarades, celui-ci choisit de surmonter les terribles douleurs dues à sa fracture avec un courage si démesuré qu'il finit par en devenir glaçant. Pendant trente-six heures, il marchera soutenu par ses camarades. Entre-temps, le lieutenant-colonel Pierre V. prend l'initiative de demander à l'un de ses appareils de se poser au milieu des légionnaires dont l'un, au fort accent russe, explique candidement à l'équipage : « Radio cassée ! »

Des Maliens, des marsouins et des journalistes

Alors que le CPCO avait tablé sur une nuit, tous les paras se sont regroupés en une heure et demie. En route vers la ville ! Pendant ce temps, les unités du GTIA1 arrivent les unes après les autres à l'aéroport où le génie, et en particulier l'équipe Nedex[*7], est le premier à l'œuvre. Deux bonbonnes de gaz sont découvertes à la tour de contrôle, mais curieusement sans dispositif de mise à feu : les djihadistes ont-ils été pris de court ? Ont-ils seulement voulu laisser un avertissement ? Aucune mine, aucun IED ne sera décelé. En revanche, en sus de la carcasse d'avion déjà repérée depuis les airs, de gros merlons de terre ont été déposés sur toute la piste. Les CPA-20 du commandant Rémy P., dont le VLRA a cette fois condescendu à rouler, se mettent tout de suite au travail pour en vérifier l'état et marquer une zone de largage.

Du côté des parachutistes, quatre heures sont nécessaires pour boucler la marche d'approche qu'un contournement de la ville par l'est a quelque peu allongée. Les GCP ont charge de livrer une ligne de débouché près de deux anciens check points djihadistes. Au lever du jour, ils ne sont qu'à 200 mètres des faubourgs nord. « L'appel à la prière a alors retenti, relate le lieutenant-colonel Yann L., cela créait un contexte très particulier[25]. » Le regard de l'officier est attiré par les fenêtres d'un grand bâtiment. À la jumelle, il reconnaît que ce sont des drapeaux français qui ont été noués ! De quoi se rassurer un peu plus, mais sans baisser la garde. Il y a toujours ces cent cinquante combattants que nul n'a aperçus. « À force d'entendre les RAS pendant toute la nuit, relate le lieutenant-colonel Pierre V., nous en étions venus à penser que nous étions tombés dans un piège et qu'il allait finir par se refermer[26]. » De fait, vers 4 heures du matin, des moteurs sont entendus dans le lointain et des lumières aperçues. Selon le capitaine Clément L., « nous les avons ratés de peu[27] ». Les habitants de Tombouctou affirmeront que si la moitié des djihadistes avait décampé depuis longtemps, les ultimes défenseurs étaient encore présents quelques heures plus tôt. « Nous avons été surpris par l'absence de défense, souligne le général Castres. Si l'ennemi s'était organisé, le combat aurait pu être très rude vu la configuration des lieux[28]. »

À 6 heures, le 2e REP s'empare des check points désertés et commence à investir la ville. Les GCP sont orientés par les habitants vers des maisons où les djihadistes avaient leurs habitudes. L'équipe NEDEX du 17e RGP, emmenée par un adjudant-chef aux dix-sept années de service dont dix OPEX, intervient dans quelques-unes pour mettre au jour les premières vestes de suicide bombers, ainsi que des stocks de munitions, mais uniquement du petit calibre, et, pêle-mêle, des allumeurs de grenades, des explosifs. Aucun piège n'est relevé comme dans toutes les localités déjà évacuées par l'ennemi. Le 2e REP, lui, fouille un camp d'entraînement en dur dont un des deux bâtiments a été pilonné par la chasse. Aucune trace de vie.

La situation se décante au contraire de l'autre côté de la ville. Au check point qu'il a monté à la sortie de l'aéroport, le 1er REC commence à intercepter quelques individus à moto, qui se destineraient seulement à traverser le fleuve. « Cela finissait par être vraiment bizarre[29] », note le maréchal des logis R. Vers 10 heures, la population se présente enfin, accompagnée des quelques élus qui n'ont pas fui l'occupation djihadiste. Et elle explique le comportement étrange relevé par les Mirage : dès le départ de la plupart des fondamentalistes, elle a préparé des festivités pour accueillir dignement les Français que les médias disaient si proches, mais ne les voyant pas arriver, elle s'est décidée à célébrer sa libération toute seule !

L'honneur de l'entrée solennelle revient légitimement au GTIA1 qui bataille avec le désert depuis quatre jours quand les parachutistes n'y sont que depuis une dizaine d'heures. Le général Barrera pour sa part s'efface au profit du colonel Gèze, le premier à avoir rallié Bamako : il suivra toute l'opération depuis le PC. Son garde du corps, le major du 31e RG Éric M., n'en est que plus rassuré, lui qui, avec son équipe, l'appelle affectueusement « papa » alors qu'il est de trois ans plus âgé : à 56 ans, il a commencé comme soldat du rang et comptabilise déjà quarante ans de service – sans doute un record dans l'armée française.

La composition de la colonne qui s'ébranle à 13 heures de l'aéroport est comme un condensé des intentions politiques des premières semaines. En tête, l'armée malienne, car c'est à elle de libérer son territoire. Puis le 21e RIMa, symbole de la réactivité de la France puisqu'il était à Bamako dès le 11 janvier. Enfin… une trentaine de journalistes, chargés sur VAB et pick-up. Si, par nécessité, Gao a été prise dans la plus grande discrétion, il importe que Tombouctou bénéficie d'un grand écho médiatique. Les autorités françaises en seront gagnantes, la presse aussi qui se plaint de plus en plus d'être maintenue à l'écart en feignant d'ignorer qu'elle ne peut ni ne doit être associée à la ruée des forces spéciales.

En appui, un Atlantique-2 annonce une ville « très calme, comme si elle avait été abandonnée[30] ». Pénétrant par la route principale, la colonne est censée en faire le tour afin de déposer une section de Maliens auprès de chaque position du 2e REP, lesquels commenceront à leur tour des patrouilles communes à l'intérieur de la ville. C'est sans compter les guides qui, perdus, obligent à un second tour. Résultat, la population, tout juste alertée au premier passage, se masse désormais au bord de la route. En survol, la scène frappe le lieutenant-colonel Damien R. à bord de son Rafale : « Nous voyions beaucoup de monde se précipiter. Impossible à notre altitude d'en deviner les intentions[31]. » Il rend compte, la colonne fait halte un instant, puis le FAC qui suit dans un VAB rapporte des scènes de liesse. « Quand il nous l'a annoncé, décrit le pilote, nous entendions même les cris de joie. C'était extraordinaire ! Du jamais vu ! » Agitant frénétiquement des drapeaux français sortis de nulle part, des manifestants hystériques en sont presque à se jeter sous les roues ; un jeune homme exécute cent mètres de cabrioles pour manifester sa joie ; des femmes enlèvent le voile que les djihadistes les obligeaient de porter ; d'autres révèlent des parties plus intimes… Seuls les quartiers les plus islamisés demeurent stoïques, mais sans témoigner non plus d'animosité.

Il pleut des bulldozers

Quand le général Barrera fait finalement son entrée dans la ville, c'est très discrètement, à la faveur de la nuit, simplement accompagné du colonel Gout et de GCP. Son but n'est ni militaire ni honorifique ; il veut simplement retrouver la maison d'un héros de jeunesse, l'aventurier René Caillié. La municipalité ayant bien fait les choses, elle a été conservée, une plaque en signalant la localisation. Un vieil habitant en détient les clés, permettant au général d'« assouvir un rêve de gosse[32] ».

Serval se rappelle à lui dès les premières heures du lendemain. À Abidjan en effet, l'OAP à peine terminée, le colonel Éric L. s'est vu demander d'organiser un nouveau parachutage. Maintenant que l'aéroport est conquis, en effet, il faut absolument le rouvrir au plus vite. La qualité des photos aériennes avait déjà permis d'établir qu'avec

des réparations sommaires, la piste pourrait accueillir des avions rustiques, comme le Transall. Dix tonnes de matériels, réparties en huit charges, et quatre véhicules (deux Jeep P4, un VAC et un VAL[*8]) ont donc été préparés par le 1er RTP afin de soutenir le dispositif le temps que la piste soit rouverte. Deux heures ont été nécessaires uniquement pour conditionner chaque Jeep P4, c'est à dire l'installer sur une couche de cartons dont l'épaisseur a été précisément calculée afin d'amortir le choc et d'amener, en se comprimant, la roue du véhicule au niveau du sol. La tâche des hommes du colonel Fauche a été compliquée par leur installation au secret, à 3 kilomètres des pistes. Les charges ont donc dû être transférées sur un porte-char, avec le risque que le gîte n'écrase les cartons sur un côté ou sur l'autre, provoquant un décentrage qui interdirait leur largage à cause du risque d'endommager la carlingue ainsi que leur descente dans les airs. Avec un seul chariot élévateur à l'aéroport, les trois avions retenus n'ont pu être ensuite remplis que l'un après l'autre à raison d'une heure par véhicule. « Mais nous étions obligés de bien peser chacun de nos gestes, souligne le colonel Fauche. Les parachutages n'ont pas de filet de sauvetage : il est impératif que le matériel soit largué et qu'il fonctionne à l'atterrissage[33]… »

Aux premières heures du 28 janvier, les deux C160 et le C130 adoptent le même profil de vol que la veille, avec pour objectif de larguer au levé du soleil : « Il leur fallait absolument voir la piste, explique le colonel Éric L., pour limiter les risques d'erreur de largage[34]. » Même si le danger ennemi a fortement été revu à la baisse, les appareils approchent de Tombouctou avec le soleil dans le dos. Trente secondes s'écoulent entre chacun des largages, les palettes et les véhicules étant basculés dans le vide deux par deux, forcément par éjection[*9] vu les poids concernés, ce qui n'a pas été pratiqué en opération depuis 1989[*10].

Les aviateurs et le 1er RTP n'ont pas le temps de se réjouir du succès qu'un nouveau largage est programmé pour le lendemain. Encore plus impressionnant. Pour l'occasion, le colonel Fauche a recruté à Port-Bouët tous les dingues de mécanique afin de bichonner les trois engins acheminés par Antonov depuis Miramas. « Ils les ont veillés jour et nuit comme des nouveau-nés », relate-t-il. Les bébés ont de drôles de proportions puisqu'il s'agit d'un camion-benne et de deux bulldozers pesant chacun près de huit tonnes, juste au-dessous de la capacité d'emport d'un Transall[*11]. Leur envoi à Tombouctou est indispensable pour rétablir la piste car les djihadistes ont pris soin d'incendier le seul engin de la plate-forme, dont la carcasse gît sur le côté. Pour qu'ils se posent aussi lentement que possible, pas moins de cinq parachutes leur sont accrochés, représentant une surface de 3 500 mètres carrés. « En tout, note le colonel Fauche, huit à dix heures de conditionnement ont été nécessaires[35]. » L'événement, il est vrai, est historique : le précédent remonte à Diên Biên Phu[*12].

Deux C130 et deux C160 décollent dans la nuit du 28 au 29 janvier. À leur bord également, seize tonnes de ravitaillement et, dans le quatrième appareil, une section d'aide à l'engagement parachutiste du 17e RGP : leurs parachutes à peine pliés au sol, les sapeurs pourront prendre les manettes des différents engins. Les véhicules sont largués l'un après l'autre, mais l'atterrissage de l'un d'eux provoque quelques frayeurs. Le commandant Rémy P. et son équipe de CPA-20, qui ont choisi la drop zone, s'aperçoivent en effet que les parachutes, après avoir frôlé la tour, vont atterrir dans un champ où des paysans sont à l'œuvre, à quatre pattes, placides. Avec son adjudant-chef, il se précipite vers eux en leur hurlant de s'écarter, ce qu'ils font, mais la palette s'échoue bien dans leur plantation. « Je n'en menais pas large, avoue-t-il. Ils avaient des raisons d'être furieux[36]… » Mais l'adjudant-chef sait magnifiquement rattraper le coup en vantant l'aide de la France au Mali, et les paysans, sans aucune rancune, donnent un coup de main aux commandos pour dégager la machine.

Les zones d'atterrissage ont été choisies au plus près du chantier car le détachement du génie a un impératif : la piste doit être prête au plus tard pour le lendemain matin. Une heure seulement après avoir mis pied à terre, les sapeurs entrent en action. Leurs camarades de régiment venus du Tchad avec la colonne Gèze ont déjà accompli une partie du travail en tractant avec un VAB la carlingue d'avion dont les pneus avaient été crevés. Au tour du bulldozer et du tracto-chargeur de réduire à néant les multiples tas de terre qui auraient nécessité des heures d'un travail exténuant aux fantassins simplement armés de pelles. Ces obstacles, sans doute réalisés dans l'urgence, témoignent d'un certain amateurisme des djihadistes ou à nouveau de leur sous-estimation des capacités de l'armée française. Seuls des cratères auraient été rédhibitoires, mais avaient-ils les explosifs et le savoir-faire nécessaires ?

Pendant que ses hommes s'activent, le lieutenant du 17e RGP, qui savoure sa chance de vivre pour sa toute première OPEX ce dont tous ses anciens rêvaient, réalise avec son adjoint des carottages sur les deux kilomètres de bitume et prennent toutes les photos nécessaires pour constituer le dossier qui, expédié dès le début d'après-midi, permet au CPCO de déclarer la piste utilisable. Le ballet aérien commence dès le lendemain avec l'acheminement à destination du 2e REP de 21 tonnes de fret que le 1er RTP a dû préparer en même temps qu'il armait un poser d'assaut pour Gao.

Le rétablissement de l'aéroport de Tombouctou a aussi un dessein politique. Dans les premiers avions, figurent le gouverneur et le maire de la ville, Haïlé Ousmane, qui s'étaient réfugiés à Bamako : il ne fallait pas

perdre de temps pour incarner le rétablissement du pouvoir central. Le premier édile rouvre dès le lendemain une des écoles mixtes fermées par les fondamentalistes, un symbole fort du retour de la liberté. D'autres établissements suivront, obligeant à mobiliser des retraités pour faire classe par manque d'enseignants. Des gendarmes débarquent aussi en provenance de Bamako pour rétablir l'ordre et appuyer les Français dans leurs recherches. Beaucoup d'armes sont encore découvertes, ainsi que des documents sensibles : une grille de codage utilisée par les djihadistes pour leurs conversations ; également, dans la maison d'Abou Zeid du quartier d'Abaradjou, des lettres très touchantes de familles d'otages français à leur père, mari ou fils. La déduction semble s'imposer : Tombouctou a été un lieu de détention. La presse relaiera les témoignages d'habitants affirmant « avoir vu » les otages jusqu'à la deuxième semaine de janvier[37]. Le peu d'empressement de la DGSE à rallier la ville laisse cependant douter de la véracité de la rumeur. Si jamais en effet Tombouctou avait occupé une telle place dans le dispositif djihadiste, Mortier aurait-il attendu fin février pour y dépêcher un de ses officiers ? Ne se serait-elle pas précipitée pour recueillir elle-même les indices matériels et interroger ses sources ?

5. Adrar des Ifoghas.
© DRM

*1. Faut-il ajouter que ce sera la seule pluie de ce mandat de Serval… ?

*2. Qui contiennent la « frag » (le gilet pare-balles) et les armes.

*3. Troupes aéroportées.

*4. Il a également suggéré aux parachutistes d'en glisser des épaisseurs sous leur gaine afin d'amortir le choc.

*5. Tracteur utilisé sur les pistes d'aviation.

*6. Sans user de clé de cryptage puisque la DIRISI n'a pas eu le temps de l'expédier de France. Le risque d'être intercepté par les djihadistes est quasi nul. En revanche, les Maliens, mais aussi des pays voisins, pourraient déployer leurs grandes oreilles : toujours gênant de révéler une partie du mode opératoire.

*7. Neutralisation, enlèvement, destruction des explosifs.

*8. Véhicule articulé chenillé et Véhicule aéromobile logistique, deux tout-terrain, pour des missions de transport ou de reconnaissance.

*9. Le parachute commence à s'ouvrir à l'intérieur de la carlingue, le déplacement de l'avion faisant mécaniquement basculer la charge dans le vide.

*10. Lors de l'attentat contre le DC10 d'UTA. La DGSE y a cependant un recours plus régulier…

*11. Les A-400M permettront d'emporter jusqu'à 16 tonnes.

*12. Le 23 novembre 1953, deux exemplaires avaient été largués, dont un avait fait « tapis ».

15.

TROIS SUR TROIS

Durant les vingt premiers jours de Serval, les autorités françaises n'ont jamais oublié les otages, mais elles ont considéré qu'il était très improbable que les opérations influent sur leur sort. La question néanmoins a pris de plus en plus d'acuité au fur et à mesure que les troupes sont montées vers le nord. Les militaires se sont ainsi interrogés sur la suite qui serait donnée à la reconquête de la boucle du Niger : les politiques auraient-ils l'audace suffisante pour se rapprocher du sanctuaire de l'Adrar des Ifoghas ?

Une partie de l'état-major des armées est elle-même plutôt partisane, après une période si intense d'activité, de temporiser, de consolider les acquis. L'information a circulé dans les centres de commandement que Serval allait connaître une pause. Pourtant, en Conseil de défense, le président de la République a exprimé son souhait de voir restaurer toute l'intégrité du Mali. Son état-major particulier s'en est fait l'interprète en incitant en permanence à continuer la marche en avant, à ne pas laisser l'ennemi se ressaisir, bref, à ne pas faire du fleuve Niger une barrière.

Les informations venant de Kidal vont tout faire basculer : le MNLA, qui avait reflué aux confins du nord-est, serait en passe de revendiquer le contrôle de la ville ; des lauriers obtenus à peu de frais puisque sans combat, qui le relanceraient politiquement. Or la France n'a pas conçu Serval pour que le Mali revienne simplement à sa situation d'il y a un an : la partition nord-sud née de la révolte touareg. Elle ne veut plus des dix ans d'interposition stérile en Côte-d'Ivoire. Ni de la présence, comme à l'aéroport de Tombouctou, d'un journaliste s'aventurant tout seul jusqu'à Kidal et moquant l'absence de l'armée française.

Force de propositions spéciales

Kidal est à plus de 350 kilomètres au nord-est de Gao, soit huit heures de mauvaise piste, en territoire presque totalement inconnu, avec une connaissance quasi nulle de l'ennemi. L'heure des forces spéciales sonne à nouveau. Lors du tour de table organisé par Cédric Lewandowski à l'hôtel de Brienne, leur chef, le général Gomart, déclare pouvoir tenter le coup. Lui et son état-major à Villacoublay en ont fait le tour : n'est-il pas mission plus adéquate pour le COS qu'une opération dont les risques militaires sont aussi élevés que les dividendes politiques à retirer en cas de réussite ? Sachant l'écho favorable dont il jouirait à l'Élysée, le général Gomart propose donc de battre le fer encore très chaud de la conquête de Tombouctou et de bondir sur Kidal en avion ! Comme pour la prise anticipée de Gao, les politiques sont ravis.

La hardiesse du plan surprend à vrai dire jusqu'au patron de Sabre, qui avait indiqué à ses troupes le 22 janvier que la situation à Kidal lui semblait bien trop compliquée pour en envisager la conquête à court terme. Le général Gomart ne le ménage pas et, le matin du 28 janvier, lui annonce qu'il devra se transporter à Kidal le soir même. Sous prétexte d'espérer une meilleure obscurité, le colonel Luc n'obtient qu'un report au lendemain.

S'il comprend parfaitement l'enjeu, c'est à lui qu'il revient d'engager des hommes et donc de tout faire pour leur faciliter la tâche. Or les problèmes sont de deux ordres. Tout d'abord, la piste aérienne de Kidal est mal connue : le Poitou s'y est posé pour la dernière fois deux ans plus tôt, il n'en connaît pas l'état actuel. De plus, elle

est imbriquée dans la ville, ce qui accroît le danger sol-air. Enfin, elle est en sable : les C-130, plus lourds, risquent de s'y enfoncer à l'atterrissage.

Mais Sabre s'inquiète surtout du comité d'accueil. Comment traiter le MNLA : comme un ami ou un ennemi ? Pour les Touaregs, la réponse est évidente. Tenant congrès près de la frontière algérienne, à Tin Zaouaten, ils ont proposé à l'armée française, dès le 10 janvier, leur collaboration dans le cadre de la lutte contre-terroriste. Moussa Ag Assarid, qui se considère comme son représentant en Europe*1, a renouvelé l'offre quatre jours plus tard via l'AFP : « Nous soutenons absolument l'intervention aérienne française. Bien sûr, nous sommes prêts à aider l'armée française [et] à faire le travail au sol[1]. » Au fond, l'attitude du MNLA n'est pas très différente de celle, cent ans plus tôt, de la chefferie des Kel Adagh qui, souligne le spécialiste du Nord-Mali, Pierre Boilley, a perçu les Français « comme des alliés potentiels dans le jeu politique régional où ils étaient de fait des partenaires obligés*2 »[2].

La proposition ravive à Paris le clivage suscité depuis toujours par la question touareg. D'un côté, les partisans d'un nouveau statut dans le Nord, tels, à droite, Alain Juppé qui, en janvier 2012, avait appelé à la discussion avec le MNLA, et propose un an plus tard « des solutions de décentralisation poussée, voire d'autonomie », ou, à gauche, Élisabeth Guigou, présidente de la Commission des affaires étrangères, qui affirme le 2 février : « Il faut qu'un plan d'autonomie pour le nord du Mali soit mis en place parce que c'est demandé depuis très longtemps, par les Touaregs en particulier mais pas seulement[3]. » Le MNLA recueille le plus de suffrages au sein des forces spéciales et de la DGSE. Les premiers se laissent guider par le pragmatisme : si les opérations doivent déborder dans le Nord, autant y disposer de relais. La seconde reste concentrée sur les otages dont la détention en plein pays touareg ne saurait conseiller d'écarter de but en blanc les offres de certains de ses représentants les plus influents.

De l'autre côté, la chaîne diplomatique, de l'Élysée au Quai d'Orsay, campe sur son refus de se mêler de ce qu'elle considère comme une affaire purement malienne. La brigade aux ordres du général Barrera devra donc suivre cette ligne de neutralité. Toute coopération avec le MNLA est à proscrire pour elle sous peine de se voir taxer de parti pris par Bamako. Une rumeur affirme même que les tenants de cette ligne ne seraient pas hostiles à l'idée d'ouvrir le feu en cas d'opposition. *A priori*, elle ne serait pas fondée ; personne par exemple à la réunion Serval ne l'a jamais défendue[4]. En revanche, le nouvel argument avancé pour justifier tout collusion est bien exact : moribond il y a quelques semaines, le MNLA a subitement vu ses effectifs gonfler pour atteindre environ 1 500 hommes, essentiellement répartis entre l'Adrar, le Timetrine et la région de Tin Zaouaten. Raison de plus pour le ranger du côté de Serval, arguent ses partisans.

En face, on crie plutôt au recyclage de fondamentalistes sentant le vent tourner, surtout de la part des cousins touaregs d'Ansar Dine, si bien que la DGSE est obligée de rappeler sa certitude que le MNLA est imperméable au terrorisme : AQMI n'a-t-elle pas mis à prix la tête de ses dirigeants ? Mortier pourrait préciser que sa conviction repose aussi sur la demande expresse qu'il a formulée au MNLA de rejeter en bloc tout ralliement en provenance d'Ansar. L'organisation a accepté et elle n'a nul intérêt à un parjure qui lui coûterait ce qu'elle considère comme l'un de ses principaux relais d'influence.

Appel à un non ennemi

Il ressort péniblement du débat que le MNLA n'est certainement pas un ennemi, mais pas franchement un ami non plus. Pour le colonel Luc, néanmoins, ce qui prime au 28 janvier est de pouvoir au moins vérifier les affirmations des services sur le contrôle de la ville par les Touaregs : de nuit, avec la poussière que vont dégager les aéronefs, rien ne ressemblera plus à un pick-up du MNLA qu'un pick-up d'Ansar Dine. Le très court délai imparti le contraint à ne pas s'embarrasser de détours. Ayant réclamé à l'officier de liaison de la DGSE à Ouagadougou son numéro de portable, il annonce franchement ses intentions au chef militaire du mouvement, le colonel Najim :

« – Je vais arriver. Est-il vrai que tu tiens la ville ?

La réponse du Touareg le met sur ses gardes :

– Je tiens la ville, inch'Allah[5]… »

Le colonel en déduit que le MNLA n'est peut-être pas aussi puissant qu'annoncé. Et de fait, en soutirant des détails supplémentaires, il comprend que seul le secteur sud-ouest est entre ses mains : pas vraiment rassurant.

Najim ne l'admettra jamais, mais il semblerait que les vrais maîtres de la ville seraient à chercher du côté d'une organisation apparue seulement le 24 janvier, le Mouvement islamique de l'Azawad (MIA). Affirmant n'être composé que de Maliens, celui-ci affirme « de la manière la plus solennelle qu'il se démarque totalement de tout groupe terroriste, [qu'il] condamne et rejette toute forme d'extrémisme et de terrorisme et s'engage à les combattre ». En réalité, c'est au MIA que se retrouvent la plupart des Ansar désireux de continuer à jouer un rôle dans le nord. Même si le MNLA le considère avec mépris, il jouit naturellement d'une assise supérieure puisqu'il était au pouvoir encore un mois plus tôt, quand Najim et les siens se terraient à des centaines de kilomètres.

Le colonel Luc cependant n'obtient aucun délai supplémentaire pour tenter d'y voir plus clair. Sa principale source de renseignement demeurera ce coup de téléphone à Najim auquel il a recommandé de ranger tous ses véhicules à l'extrémité ouest de la piste, canons baissés, sinon il les fera détruire. Pour la tête de l'opération, il pense au chef du commando de Penfentenyo, le capitaine de corvette Damien, qui est encore « frais » puisqu'il n'est arrivé que le 20 janvier à Ouagadougou. Comme souvent les commandos marine, il s'est vu confier la planification au sein de l'état-major et il est donc en train de réfléchir à un calendrier d'opérations quand Luc l'appelle :

« – Tu vas rejoindre Kidal !

Avec la franchise qui est d'usage dans les forces spéciales, le marin ne cache pas son étonnement :

– Le contexte y est un peu compliqué, non[6] ? »

Sa troupe est composée d'un groupe du CPA-10 pour s'occuper de la piste et d'un CTLO marine pour la puissance de frappe. Soit une trentaine d'hommes seulement qui embarquent au soir du 29 janvier dans quatre hélicoptères, qu'appuieront pas moins de deux Tigre, une Gazelle et un drone : une grosse démonstration de force, mais est-elle suffisante ? Après une heure et demie de vol, Damien apprend que la pagaille règne à l'aéroport : des véhicules partout, éclairant de mille feux la piste. Le commando marine demande s'il doit annuler. À Gao, Luc hésite, se fait répéter que les véhicules n'ont pas de posture agressive, et prend la décision non seulement de poursuivre la mission, mais de ne pas ordonner la destruction des pick-up. Damien avertit donc ses hommes de ce qui pourrait les attendre, mais en leur demandant fermement de retenir le feu jusqu'à la dernière seconde.

Conversations de bord de piste

Aucun tir n'est à déplorer en approche. Les premiers à terre seront les CPA-10 qui doivent immédiatement tester la piste à l'extrémité est où il n'y a apparemment personne. Les commandos marine vont pour se poser, eux, au milieu, mais à quelques mètres de hauteur, un gigantesque nuage de poussière se soulève, enlevant toute visibilité aux équipages et aux commandos. Énorme surprise car les forces spéciales pensaient se poser sur un sol plus dur. Les deux minutes suivantes sont très tendues, les pilotes ne pouvant redécoller sans avoir repéré la position de leurs voisins. De plus, le Tigre en appui signale l'approche de pick-up tous phares allumés.

Par nuit 5, les commandos fixent toujours un point de regroupement GPS, en l'occurrence au bord sud de la piste. Damien apprend que le CTLO a fait stopper un véhicule avec une grande maîtrise puisque, au milieu de nulle part, il n'a pas ouvert le feu. Et heureusement, puisque à bord figure le colonel Najim lui-même, venu sans armes. Damien le découvre tel que la DGSE le lui a décrit : grand, le visage buriné, d'un charisme incontestable, assez flegmatique – une belle figure d'homme de guerre. Le Touareg baragouine quelques mots de français, mais un de ses collaborateurs, que Serval n'appellera bientôt plus que par son surnom, « Trois trois[*3] », fait office de traducteur. L'officier de marine tient avant tout à s'assurer des intentions et de la force du MNLA. Najim répond à la façon touareg : « On tient la ville, sans problème, à peu près… » Damien n'en est pas plus rassuré que Luc la veille. Mais, comme il apprend que les dizaines de véhicules observés par le C-130 sans difficulté, puisqu'ils roulent pleins phares, appartiennent au MNLA, il se dit que la vérité ne doit pas être éloignée. En réalité, en déployant ces véhicules en dépit des consignes, le mouvement cherche à impressionner les Français, à leur démontrer aussi sa capacité à les protéger, donc à collaborer. Une sorte d'appel du pied, car, isolé dans le Nord, le MNLA sait ne pas pouvoir tenir tête aux djihadistes. Damien peut le vérifier toute la nuit, qu'il passe à discuter en compagnie de Najim, assis sur le bord de la piste, dans une température glaciale, avec pour spectacle la valse des gros porteurs. « En voyant les nuages dégagés par les premiers hélicos, explique le lieutenant-colonel Jérôme, nous avons décidé de passer à Rolex + 10[7]. » En d'autres termes : les trois avions prévus se posent à intervalle de dix minutes, soit le double de Gao. « Il fallait qu'en vingt minutes, ajoute le patron du Poitou, tout soit réglé. » Le vent, soufflant dans une direction imprévue, oblige aussi à la dernière minute à revoir l'axe d'approche, mais les

transporteurs se succèdent bien, relâchant l'un après l'autre les renforts du 1er RPIMa et du commando de Montfort.

Nouveau signe de la sensibilité de l'opération, le colonel Luc est à bord du premier avec Jérôme. « Les équipages ont accompli des merveilles, décrit-il non sans admiration. La visibilité étant nulle à cause de la latérite, ils se sont posés à la limite du possible. Probablement, si nous avions su les conditions qui nous attendaient à l'arrivée, aurions-nous pris la décision de ne pas y aller[8] ! » À peine posé, entouré par sa garde rapprochée, il se dirige en bout de piste vers Najim. Et pendant trois heures d'une discussion franche, à même le sol, il délivre les consignes politiques transmises par la cellule diplomatique de l'Élysée : « Nous nous installons dans la ville, nous la sécuriserons. Le MNLA n'est ni notre ennemi ni notre ami. Si vous voulez participer aux négociations pour la libération de l'Azawad, il faut vous battre avec nous, contre les djihadistes ! Sinon, vous n'existerez ni militairement ni politiquement. » Ses interlocuteurs ne se laissent pas impressionner et lui assènent leurs reproches traditionnels contre le pouvoir central. Comme Luc leur fait remarquer qu'ils ont tout de même collaboré avec les djihadistes, ils répliquent : « C'est vrai, mais comme nos jeunes ont été laissés dans l'ignorance, il ne faut pas s'étonner qu'ils courent après l'argent des djihadistes ! Ils ne savent même pas ce qu'est l'islam ! Alors la charia… »

En guise de logement, les forces spéciales jettent leur dévolu avant l'aube sur un camp au sud, à l'écart de la ville. Le MNLA n'y voit rien à redire ; il en chasse lui-même les derniers occupants, et commence à patrouiller autour, tout à sa nouvelle mission d'ange gardien qu'il s'est attribuée. « Les locaux avaient été attaqués par les Touaregs ou les djihadistes l'année précédente, témoigne Damien. Ça sentait la mort. Pour ne rien gâcher, parmi tous les détritus jonchant le sol dont des munitions non explosées, des litres de bétadine s'étaient déversés, laissant croire que nous marchions dans le sang[9]. »

Luc ne veut pas attendre pour marquer les esprits. Il demande déjà un premier coup de sonde dans Kidal, et il choisit pour cible la maison d'Iyad Ag Ghali dont l'adresse lui a été communiquée par la DGSE. Le chef d'Ansar Dine l'a fuie, bien sûr, mais le message passe ainsi au sein de la population d'une présence française déterminée, et bien renseignée, même si le risque est de braquer les partisans d'Ag Ghali qui sont encore nombreux.

Paris triomphe : trois jours après Gao, la France peut ajouter à son palmarès la troisième ville majeure du Nord. En témoigne l'insistance avec laquelle les autorités réclament l'envoi d'une photo du drapeau tricolore dans la ville, sans le moindre étendard MNLA en arrière-plan naturellement. Comme le général Gomart l'espérait, les forces spéciales ont parfaitement rempli leur rôle en portant le fer de la France et du Mali au cœur de la mêlée djihadiste. Mais celle-ci menace déjà de se reformer puisque, juste après le départ de Luc, une tempête de sable se lève, interdisant tout transit aérien. Partis sans leurs sacs par souci de légèreté, les forces spéciales devront attendre trois jours un parachutage de ravitaillement à l'intérieur du camp par l'escadron Poitou.

Au pays des djihadistes

À l'autre extrémité de la ligne de front, la première préoccupation du colonel Gèze à Tombouctou demeure également la sécurité de ses troupes. Pour faciliter le contact avec la population, il fait venir du Tchad l'aumônier musulman d'Épervier, auquel les imams disent leur soulagement d'avoir été débarrassés de la chape intégriste. « Ils étaient si heureux de nous voir, témoigne le commandant du GTIA1, qu'ils nous indiquaient de rester chaussés lors de la visite de leurs mosquées. Ils ont aussi autorisé un chien à venir inspecter un minaret suspecté d'être piégé à l'explosif[10]. » Les Français apprennent que, si le MNLA et Ansar Dine ont brillé par leurs pratiques de soudards – volant tout, radios, paraboles, antennes télé, téléphones portables, jusqu'à la moquette de l'aéroport –, AQMI, elle, se distinguait par une organisation militaire, stricte, ordonnée. Pas d'exactions de son côté, mais une application mesurée de la charia : en tout et pour tout, deux exécutions sont attribuées aux fondamentalistes, ainsi qu'une amputation. L'essentiel des brimades consistait en du « chicotage », des coups de baguette en bois pour punir un tel de sa tenue, une telle de sa manière de porter le voile. Pression psychologique permanente, dont les effets durent encore. « Lors de l'inauguration d'une école, relate le colonel Gèze, j'ai demandé pourquoi les petites filles conservaient leur voile. Le gouverneur m'a répondu qu'elles avaient encore peur et, quand il leur a dit de l'enlever, j'ai vu leurs visages s'illuminer[11] ! »

Accusés de complicité, les Touaregs voient leurs biens pillés. En revanche, très peu sont personnellement châtiés, et pour cause : les Français constatent non sans étonnement qu'ils ont massivement fui en apprenant l'arrivée des troupes maliennes. « L'ambiance, décrit le capitaine Aurélien W. qui ralliera bientôt la ville, était un

peu celle d'une ville française en 1944. Il y avait la joie d'être libéré, la reconnaissance pour les libérateurs, mais aussi les affres de l'épuration avec des risques de règlements de comptes pas toujours liés à une éventuelle collaboration avec les djihadistes[12]. » L'exode des Touaregs pose au demeurant de gros problèmes de ravitaillement puisque leurs nombreux commerces demeurent fermés. L'Algérie, par où tout passe traditionnellement, ayant fermé sa frontière, il faudra attendre une semaine avant l'arrivée de premiers convois en provenance du Niger.

Par trois fois cependant, des comités de quartier demandent au colonel Gèze de protéger des familles touaregs qui, selon eux, n'ont pas « collaboré » avec l'ennemi. Les soldats maliens de leur côté lui présentent systématiquement les djihadistes qu'ils arrêtent avant de les diriger vers Bamako. Ils seront huit en tout, dont deux Noirs, que le capitaine Konaté est fier d'exhiber lui-même au colonel : « Ils sont Bambaras comme moi ! Je les traiterai au mieux. C'est pour votre honneur et c'est pour mon honneur[13] ! »

Par contre, aucune capture française. Partis à 60 kilomètres au nord-ouest inspecter dans un oued ce qui leur a été présenté comme un camp d'entraînement, le 1er REC et le 21e RIMa tombent par exemple sur un ensemble de baraques en paille, où ils repèrent immédiatement celles des djihadistes : ce sont les plus neuves. Les soldats maliens se chargent de la fouille qui ne leur permet de mettre au jour que de la nourriture et des médicaments, laissant plutôt supposer un centre logistique. Seulement trois individus sont débusqués dans un trou, au pied d'un arbre, si bien dissimulés que les légionnaires, au premier passage, ne les avaient pas aperçus depuis leur tourelle. En approchant, ils découvrent un vieillard barbu et deux acolytes très costauds, propres, bien habillés, qui prétendent avoir perdu leurs chameaux. De soi-disant nomades, qui ont tout de combattants islamistes. Mais le temps que les Français fassent venir les Maliens, les seuls habilités à les arrêter, les hommes s'évanouissent dans la nature.

Le commandement est quasi sûr qu'une partie des djihadistes a trouvé refuge dans la région, au nord de Tombouctou, appelée le « Mali stérile » puisqu'elle n'est qu'un gigantesque désert sans ressources. Mais comment le GTIA1, éreinté, si loin de Bamako, pourrait-il s'y élancer sans courir des risques considérables ? À l'aéroport, les conditions de vie sont spartiates. Beaucoup trop de monde en effet pour le peu de bâtiments, de surcroît pour la plupart en ruine. Les hommes couchent donc à la belle étoile, sous les arbres, avec des parachutes en guise d'abri. Pas d'eau : il faut aller la chercher avec les jerricans achetés en route à Markala et qui permettront de bricoler des douches sommaires. Mais, partis avec leur seule musette d'Abidjan ou de N'Djamena, beaucoup devront batailler pour obtenir un bout de savon ou du dentifrice. « Nous les avons demandés tous les jours, note l'un d'eux, et nous les avons obtenus la veille de notre départ[14] ! »

Le CPCO assume totalement : « Dans l'urgence, explique le colonel Philippe Gueguen, commandant la cellule logistique (J4), nous avons privilégié l'eau, les rations et les munitions[15]. » Pour la nourriture, un habitant vient opportunément à l'aéroport offrir ses services. La nouvelle de son arrestation tombera quelques jours plus tard : il travaillait déjà comme cuistot pour les djihadistes. A-t-il voulu se racheter ou simplement se faire un peu d'argent ? En tout cas, beaucoup se mettent à l'imiter tant et si bien qu'un véritable marché voit le jour, organisé par près de trois cents Maliens espérant sans doute une plus-value sur les prix pratiqués en ville. Aucun ne fera fortune car peu de soldats français ont des francs CFA.

Il ne faut pas faire attendre la gloire

Le 31 janvier, le chef d'état-major des armées, l'amiral Guillaud, leur rend visite en compagnie des généraux de Saint-Quentin et Barrera. Dès sa descente d'avion, il prend le colonel Gèze à part et lui demande d'obéir aux civils qui débarquent juste derrière lui : « Ils préparent la visite d'une très haute autorité, glisse-t-il, personne ne doit le savoir[16] ! » Le marsouin comprend tout de suite, de même que les journalistes présents qui reconnaissent le préfet chargé des voyages du président de la République et les membres du GSPR. L'amiral en est quitte pour quelques sourires entendus quand il s'échine à prétendre que, non, c'est l'ambassadeur qui serait attendu.

La bibliothèque et la grande mosquée sont inspectées de fond en comble, ainsi qu'un second lieu de culte afin d'entretenir un peu le flou. La date de la visite est fixée au 2 février. En septembre 2011, Nicolas Sarkozy avait montré la voie en se rendant en Libye peu après la chute de Tripoli. Pour le Mali le délai a été ramené à une brièveté telle que le voyage est parfois jugé hâtif, voire dangereux ; mais il témoigne de la très haute importance du dossier malien à l'Élysée, ainsi que de la portée symbolique que revêtait la conquête de Tombouctou. Tout Serval en subit les conséquences. Les opérations en premier lieu sont gelées : l'annonce de pertes pendant la visite serait des plus contreproductive. Ensuite, comme pour son prédécesseur à Tripoli et Benghazi, François Hollande

est mis au cœur d'un imposant dispositif militaire. À Bamako, le GIGN se déploie sur tout son parcours, avec une attention particulière au carrefour de la Libération où il place des tireurs d'élite sur les toits et des hommes à lui dans la foule. François Hollande refuse la voiture blindée qui lui est proposée afin de pouvoir baisser la fenêtre et saluer la foule immense et reconnaissante.

Les plus gros moyens sont employés à Tombouctou. Dans les airs, un Atlantique-2, deux Mirage, quatre Gazelle et un Tigre. Au sol, la compagnie du capitaine L., qui aurait dû rentrer à Abidjan avec ses autres camarades du 2e REP, a été maintenue pour renforcer la sécurité. Les légionnaires n'en ont pas vraiment l'habitude, mais ils prennent solidement position sur la place de la bibliothèque, tireurs d'élite en position, et « avec pas mal d'appréhension, avoue le capitaine. Nous n'étions pas à l'abri d'un attentat si peu de temps après notre arrivée[17] ». Une section du 21e RIMa étoffe le GSPR pour la protection rapprochée du président de la République et de sa suite. Le major Éric M. demande pour sa part à deux de ses hommes armés de Minimi de coller au général Barrera. Il a également prévu des VAB, prêts à venir de l'aéroport au claquement de doigts. Les entrées de la ville sont filtrées.

La principale surprise pour le service de sécurité sera peut-être finalement le nombre de journalistes débarquant des trois avions présidentiels. Sur le tarmac, le colonel Gèze est discrètement abordé par le gouverneur de la ville qui lui annonce son intention d'offrir un chameau à François Hollande ! Après concertation avec le GSPR, il est décidé que la remise se fasse au pied de l'appareil ; il sera toujours temps d'aviser ensuite sur le sort de l'animal[*4]… « Je vous ai vu à la télé[18] ! » lance chaleureusement le président de la République au colonel qui se retient de lui répliquer que lui aussi. Suivi du président malien, il monte ensuite à bord d'une voiture blindée, acheminée par voie aérienne, pour entrer dans la ville. Alors que depuis quelque temps la population semblait se renfermer, suscitant quelques appréhensions au sein du commandement français, son accueil est aussi exubérant que dans la capitale. Les bains de foule donnent des sueurs froides au GSPR et aux militaires. Le programme de visites achevé, retour à l'aéroport où le président de la République, toujours accompagné de Dioncounda Traoré, s'adresse à toutes les forces engagées, françaises et maliennes, pour leur répéter sa satisfaction, mais aussi sa détermination à aller jusqu'au bout. Sa facilité à se prêter au jeu des photos avec toute la troupe est très appréciée et lui-même trahit son émotion en déclarant qu'il vient « de vivre la journée la plus importante de [sa] vie politique ».

Le Mali dit merci à la France qui dit merci au Mali

Serval de fait apparaît aux yeux de tous les observateurs politiques comme la plus grande réussite du début de ce quinquennat, les opposants la présentant même comme la seule. Mais la nouvelle majorité n'en conserve pas moins une posture incertaine, laissant à penser que la France n'assume pas pleinement le rôle qu'elle joue au Mali. Mêmes les succès ne lui font pas oublier l'épouvantail du néocolonialisme. C'est ainsi que, lors de sa visite, le président de la République invoque l'histoire de la Seconde Guerre, où le Mali avait fourni des bataillons à la France, pour décrire l'intervention militaire comme le solde de sa « dette ». « Je n'oublie pas que, lorsque la France a été elle-même attaquée, ajoute-t-il, lorsqu'elle cherchait des soutiens et des alliés, lorsqu'elle était menacée pour son unité territoriale, qui est venu ? C'est l'Afrique, c'est le Mali, merci au Mali[19]. » Pourtant, c'est bien « merci la France », « merci à papa Hollande et aux tontons Le Drian et Fabius »[20] que les Maliens, eux, avaient inscrit sur leurs pancartes. La population, particulièrement au Sud, ne chante pas le retour du colonisateur, mais l'aide d'un ami.

Ne retenant du passé que ses pires aspects, les gouvernants français ont pour préoccupation que rien ne puisse lui être relié. Presque chaque avancée sur le terrain des opérations est donc contrebalancée par une annonce sur le départ des troupes françaises. « La France, déclare par exemple Laurent Fabius juste après la conquête de Tombouctou, n'a pas vocation à rester durablement engagée militairement au Mali[21]. »

L'effectif de Serval fait l'objet de multiples conjectures. Le choix ayant été fait par l'état-major des armées d'envoyer dès le début le maximum de troupes, l'impression peut se dégager d'un déferlement militaire dont les politiques s'astreignent à toujours tempérer les effets en procédant régulièrement à des annonces sur la programmation des premiers retraits. Or, fin janvier, comme l'indique le Premier ministre lui-même, « notre dispositif mobilise […] 4 600 hommes, dont 3 500 au Mali[22] ». Certes, la barre des 4 000 soldats, annoncée un peu hâtivement par le gouvernement, est franchie, sans être publiquement rectifiée en dépit des indications de l'état-major des armées, et elle continuera à l'être jusqu'à un pic de 5 168 hommes mi-février, auxquels il faudrait

ajouter le millier d'aviateurs mobilisés un peu partout dans le monde[23]. Mais ce ne sera jamais que l'équivalent des forces de police déployées à Paris lors d'une seule des manifestations contre le mariage pour tous. Le débat sur le coût financier est du même acabit. Il est symptomatique d'une France en crise, économique comme morale, que sa presse, même d'opposition, puisse titrer le 7 février qu'elle « a déjà dépensé 70 millions d'euros[24] », soit le quart du prix d'un Airbus A380…

L'antiexemple libyen

Le message des autorités françaises se veut clair : Serval n'est qu'un remède d'urgence, improvisé, aux maux du Mali. Un traitement de fond est indispensable ; or elles ne veulent ni ne peuvent l'administrer seules. Parallèlement à la reconquête des territoires du Nord, les politiques et les diplomates qui, après six mois d'un travail dense, avaient été obligés de s'écarter devant les militaires, tendent donc à reprendre la main avec le but qui a toujours été celui de l'Élysée : ne pas laisser la France seule au Mali. Les démarches se renforcent auprès des partenaires internationaux. Les États-Unis confirment leur convergence totale via la décision de Barak Obama, le 11 février, d'accorder une aide de 50 millions de dollars au Tchad et à la France en estimant qu'« il existait une situation d'urgence imprévue requérant une assistance militaire immédiate au Tchad et à la France dans leurs efforts en cours pour protéger le Mali des terroristes et des extrémistes violents[25] ». Il est vrai qu'al-Qaida péninsule Arabique, qui préoccupe plus Washington qu'AQMI, appelle désormais au djihad contre la France en raison de la « croisade contre l'islam » qu'elle mènerait au Mali.

La visite en France du vice-président américain Joe Biden, le 4 février, permet aussi à Paris et Washington de s'accorder sur l'examen rapide par le conseil de sécurité de l'envoi d'une force de maintien de la paix. Le débat est initié deux jours plus tard, en huis clos, par le représentant permanent français, Gérard Araud, Laurent Fabius fixant le mois d'avril pour terme. « Cette idée ne m'enchante pas, commente le leader politique malien IBK. Les Casques bleus n'ont pas laissé de bons souvenirs en Afrique[26]. » Ils sont aussi jugés prématurés par une partie de l'administration américaine qui en déduit, avec raison, la volonté de la France de se désengager du Mali. Le « mission remplie[*5] »[27], lancé par Jean-Yves Le Drian au lendemain de la conquête de Tombouctou, y a eu des échos tout particuliers. « Cela ne rappelle-t-il rien de familier[28] ? » demande le *Washington Post*, allusion à peine voilée à George W. Bush proclamant la fin des combats en Irak alors que le chaos allait s'emparer du pays.

Le président de la République n'oublie pas non plus l'Europe. Le 5 février, il lance au Parlement de Strasbourg : « L'Europe est attendue. » Pour l'heure, le 22 janvier, la commission s'est contentée d'octroyer 20 millions d'euros d'aide supplémentaire, Daniel Cohn-Bendit résumant à sa façon la situation : « Tout le monde dit "nous", mais il n'y a que des soldats français là-bas[29]… »

La France n'a jamais demandé de militaires européens en première ligne. Elle s'estime également à peu près comblée en matière de soutien logistique. En revanche, elle recherche une participation plus active à la formation de l'armée malienne au sein d'EUTM. Mais nombre de pays, surtout au nord et à l'est, ne se sentent pas beaucoup plus concernés par la menace d'un terrorisme africain. Pour eux, la France reste, à cause de son passé colonial, la plus à même de régler les problèmes au Mali, soit exactement ce qu'elle veut éviter. Sa parade, elle l'a imaginée dès les premières heures : « Nous avons décidé, explique un conseiller du président de la République, de faire avancer tous les volets en même temps : les questions politiques, économiques, humanitaires devaient progresser simultanément aux opérations militaires[30]. » L'Élysée en effet a érigé la Libye en exemple à ne pas suivre : un succès militaire qui ouvre sur la chienlit politique, faute d'avoir préparé la sortie de crise[*6]. Il imagine donc un cercle vertueux où le Mali, assaini sur le plan sécuritaire, stabilisé sur le plan politique, rendra suffisamment confiance à la communauté internationale pour qu'elle accepte de s'investir.

C'est ainsi que, lors de sa venue à Bamako, François Hollande a d'ores et déjà évoqué les scrutins présidentiel et législatif avec le président Traoré, ainsi que les représentants des grands partis. Le 29 janvier, le parlement, répondant aux souhaits formulés dans la dernière résolution de l'ONU, avait adopté à l'unanimité une feuille de route prévoyant des élections et des négociations avec le Nord. Mais c'est l'annonce, par les Maliens, de la fixation d'une date butoir au 31 juillet qui vaut aux Français de se voir soupçonner d'ingérence. « Contrairement à ce que l'on croit, se défend-on à l'Élysée, ce sont les autorités maliennes qui ont annoncé les élections pour juillet. Nous n'avons rien imposé. Mais comme des doutes ont émergé, nous avons ensuite défendu la date à notre tour[31]. » De fait, des votes rapprochés exauceraient le souhait français d'un rapide règlement de crise avec l'intention sous-entendue de mettre définitivement à l'écart l'ex-junte, même si celle-ci a été en quelque sorte

éclipsée par Serval. « Tous les convois français qui venaient du Sénégal, souligne l'ambassadeur Rouyer, passaient devant son camp de Kati et il n'y a jamais eu le moindre incident[32]. »

L'action de la France se veut également très offensive dans le domaine du développement. « Paris a proposé une approche novatrice, souligne Pierre Duquesne. On nous disait au début : "Restaurez d'abord la sécurité, puis lancez une opération de maintien de la paix, ensuite favorisez l'organisation d'élections, et enfin nous verrons pour l'aide au développement !" Nous, nous prônions de tout mener de front[33]. » Cet ancien administrateur au FMI et à la Banque mondiale a une forte expérience en la matière. Comme ambassadeur chargé des questions économiques de reconstruction et de développement, il a déjà dû organiser plusieurs conférences de pays donateurs, en faveur de la Palestine en 2007, de l'Afghanistan en 2008, d'Haïti après le tremblement de terre de 2010. Il sera à la question du développement ce que le général Barrera est à Serval, l'homme de terrain, assez gradé pour en imposer à ses interlocuteurs, entièrement dévoué à sa mission. Le 12 février, Pascal Canfin, ministre délégué chargé du Développement, obtient de ses homologues réunis à Dublin que l'Europe reprenne sans préalable sa coopération avec le Mali. Dès le lendemain, Pierre Duquesne est à Bruxelles pour lancer les préparatifs d'une conférence de donateurs dont, même si elle va en être la cheville ouvrière, la France souhaite offrir à l'Europe la coprésidence. « C'était logique, note-t-il, puisque l'UE était le premier donateur au Mali. » De fait, si Pascal Canfin doit venir sous peu au Mali annoncer le déblocage de 141 millions d'euros*[7], l'Europe dit pouvoir reconsidérer bientôt le gel des 250 millions décidé après le coup d'État en 2012.

Pierre Duquesne ne se donne que deux mois et demi pour mobiliser les bonnes volontés. Tout débordement ferait courir le risque de chevaucher les élections. D'ici là, contexte oblige, la priorité reste aux armes. Réunis à Addis-Abeba le 29 janvier, les donateurs internationaux ont déjà planché sur les 960 millions de dollars réclamés par la CEDEAO pour la MISMA. 450 millions sont acquis : 67 millions de la part de l'UE, 50 millions de l'UA, 10 millions de la CEDEAO. La France contribue également de son côté à hauteur de 47 millions*[8], l'Allemagne en promet 20. Peu après, la Russie annoncera une livraison d'armes au Mali, « en petites quantités[34] », précisera-t-elle. Jean-Yves Le Drian effectue également un voyage au Qatar les 9 et 10 février pour rallier le pays à la cause malienne. « Je ne pense pas que la force réglera le problème[35] », a récemment déclaré le Premier ministre, Hamad Ibn Jassem. D'aucuns y ont vu la confirmation du soutien de Doha aux fondamentalistes, des soupçons que ne se sont jamais attirés les pays européens tenant pourtant le même discours, au moins en coulisses. Dans le prolongement des années précédentes, les quatre premières semaines de Serval n'ont toujours pas fourni la preuve d'une collusion du Qatar avec les djihadistes.

Les généraux interrogent le président de la République

L'ambassadeur Duquesne l'assure : « Nos démarches concernant l'aide au développement étaient déconnectées du calendrier de Serval. » Pour autant, le gouvernement français sait pertinemment l'effet bénéfique des succès militaires sur la confiance de ses alliés. À la célébration de la conquête des villes, il ajoute ainsi la fin de nouveaux tabous. Le Mali n'était déjà plus présenté comme une « opération », mais bien comme une « guerre ». Désormais, les politiques s'autorisent à évoquer les pertes occasionnées à l'ennemi – « Nous en avons tué beaucoup[36] », dit Laurent Fabius de retour d'Addis-Abeba quand les militaires n'osent encore jamais parler que d'« élimination » ou de « neutralisation ». Et ils demandent à l'état-major des armées de leur fournir régulièrement des bilans chiffrés, le ministre des Affaires étrangères livrant lui-même la méthode de calcul : « Nous comptons le nombre de pick-up détruits et nous multiplions par le nombre de combattants qui s'y trouvaient probablement pour avoir une estimation à peu près crédible[37]. »

Sur le terrain, les unités sont surprises de devoir se livrer à un genre de comptabilité auquel elles ne sont pas habituées. En voulant convaincre le monde et l'opinion publique, les autorités françaises tendraient à jeter la confusion dans l'esprit des premiers impliqués. Pendant six mois, les militaires se sont entendu répéter que jamais ils ne seraient engagés au Mali. Maintenant qu'ils y sont, et qu'ils y ont réussi, certaines déclarations et attitudes les amènent à s'interroger sur leur proche avenir. Le président de la République a déjà annoncé en Conseil de défense qu'il entendait ne pas se limiter à la boucle du Niger, mais le trouble est suffisant pour que les plus hautes autorités militaires se soient décidées à profiter du voyage au Mali pour le questionner hors la présence des conseillers habituels. Ce face en face entre le chef de l'État et son armée eut lieu après l'atterrissage à Tombouctou, dans une petite pièce de l'aéroport. Alors que le président malien discutait avec les autorités de la ville, François Hollande eut autour de lui rien de moins que le chef d'état-major des armées, son chef d'état-major particulier, le

général Barrera et le colonel Gèze*9. La question tomba, d'une simplicité qui dit tout de l'incertitude y compris chez les plus haut gradés : « Que fait-on maintenant ? » Le président de la République livra une réponse plus diplomatique à la presse : « Il n'y a pas de partie du Mali qui doit échapper au contrôle de l'autorité légitime38. » Mais avec les responsables militaires, le ton fut plus direct : « Coûte que coûte, nous irons jusqu'au nord les chercher ! »

---

*1. Tous les dirigeants du MNLA ne le reconnaissent pas comme tel.

*2. Une différence notable toutefois par rapport à 2013 : cette proposition de collaboration avait surgi après que les Touaregs avaient échoué à repousser les Français par les armes. Et elle n'empêcha pas une partie d'entre eux de mener leur première révolte en 1916. Conduite par le chef Kaossen passé à la légende, celle-ci fut fatale en particulier au père de Foucauld.

*3. Il s'agit de Sid Ahmed, qui fut proche d'Iyad Ag Ghali.

*4. Il sera finalement offert au paysan dont le champ a été endommagé par le parachutage d'un véhicule. Mais il y aura une suite : comme la rumeur arrivera en France que l'animal a finalement été mangé, Paris demandera à Serval de le retrouver pour rassurer sur son état de santé…

*5. Le ministre n'a fait allusion qu'aux deux premiers objectifs fixés par François Hollande : le coup d'arrêt à la descente djihadiste et la reconquête des grandes villes de la boucle du Niger.

*6. En réalité, le gouvernement de Nicolas Sarkozy a surtout perdu le « pari » qu'il reconnaissait lui-même avoir pris en misant sur la capacité du Conseil national de transition à restaurer en Libye un État qui n'avait jamais existé sous le règne de Kadhafi.

*7. Un document cadre de partenariat, signé en 2006, avait concentré l'aide de l'Agence française du développement dans trois secteurs : l'eau, l'éducation et les activités productives. En tout, 164 millions d'euros ont été accordés depuis, finançant trente-cinq projets (auxquels il faut ajouter 68,3 millions au titre de l'aide budgétaire globale et de la conversion de dette monétaire). Les 141 millions représentent ce qu'il reste à verser.

*8. En fait, y sont déjà comptabilisées toutes les dépenses de la France au profit des forces africaines en matière d'équipement, d'acheminement, etc.

*9. Le ministre de la Défense était peut-être présent lui aussi.

16.

CAP À L'EST

Tombouctou conquis, l'obsession du CPCO est de recentrer Serval vers la région de Gao, identifiée depuis toujours comme le barycentre du dispositif ennemi. La page du GTIA1 se tourne. Seuls le colonel, son état-major, une compagnie et la maintenance restent à Tombouctou jusqu'au 24 février. Les éléments venus de France avec l'alerte Guépard rejoignent Gao. Tout le reste, projeté depuis plus de quatre mois en Afrique au sein d'Épervier ou de Licorne, quitte le Mali. Ne voulant pas leur faire revivre les mêmes calamités qu'à l'aller, le colonel Gèze obtient l'autorisation de traverser le Niger. À raison de 70 tonnes de matériel par bac, et des rotations de trois heures, trois jours sont nécessaires pour passer sur l'autre rive. Suivent huit cents kilomètres de route jusqu'à Bamako, sous des températures de 45° et la menace toujours estimée élevée d'une embuscade djihadiste ou d'IED. Sans compter les Maliens qui, par mégarde, ouvrent le feu à un check point…

Le confort à l'aéroport de Bamako n'est pas bien meilleur qu'au départ : quatre douches et cinq w-c pour 500 hommes qui viennent d'accomplir une semaine de crapahutage dans la poussière de latérite. Commence alors une vaste opération de démontage. Un VAB en effet peut être venu de France avec l'alerte Guépard, avoir reçu des transmissions de Licorne et une antenne d'Épervier… Chacun doit s'y retrouver pour les relèves suivantes. L'épuisement se lit dans les gestes d'inattention : en réglant son arme, un soldat fait partir une rafale de 12.7 qui par miracle ne cause aucune victime ; un légionnaire perd trois doigts en manipulant un matériel.

Les Gaulois en terre africaine

La relève du GTIA1 est prévue. Le 28 janvier, le BPC *Dixmude* a accosté à Dakar avec, à son bord, le GTIA2 dont la constitution avait été lancée dès le 11. À sa tête, le colonel Bruno Bert, un saint-cyrien, breveté, qui ne commande le 92e RI à Clermont-Ferrand que depuis le 16 novembre, mais où il a été commandant d'unité et chef opérations par le passé. L'Afrique, avec une première expérience du feu en Centrafrique, deux mandats épiques au Kosovo, le Liban figurent à sa liste d'OPEX qui, au dire de certains à sa prise de commandement, était censée ne pas grandir, la fin de l'Afghanistan, dont le régiment vient de rentrer, étant ressentie comme le début d'une traversée du désert pour l'armée de terre. Et il s'en est fallu de peu, puisque le départ du chef de corps n'était pas prévu à l'origine. Mais les ajustements du Guépard décidés par le commandement des forces terrestres en ont décidé autrement. Afin d'engager plus de VBCI, la 1re compagnie a été rajoutée à la 4e déjà prévue, entraînant l'éviction d'une compagnie du 126e RI et celle de son colonel qui devait prendre le PC.

Le destin était décidément favorable aux « Gaulois*[1] » : quand l'alerte a été déclenchée, vingt blindés de la 4e compagnie venaient à peine d'être embarqués sur un train pour rallier un exercice à balles réelles au Pays de Galles : une simple rectification d'aiguillage leur fit prendre la direction de Toulon. Ce fut plus compliqué pour le reste du matériel, car le régiment ne disposait pas de tous les camions nécessaires pour le convoyer : « On a l'habitude ! note un rien fataliste le colonel. Mais on ne s'est nullement inquiétés car nous savions en quittant la France qu'il finirait par nous rejoindre[1]. »

Le branle-bas de combat fut cependant marqué, le soir du 18 janvier, par la mort, dans un accident de

voiture causé par une tempête de neige à Issoire, de trois militaires du groupement de soutien de la base de défense de Nîmes Garons : le conducteur, un sergent-chef, et les passagers, deux caporaux-chefs, des cuisiniers, qui tentaient de gagner l'Auvergne avant le Mali.

L'effervescence conduit aussi à faire des choix en terme de matériels. « Au vu des risques estimés inférieurs à l'Afghanistan – surtout en matière de mines et d'IED – relate le capitaine Jean-Baptiste C. commandant la 4e compagnie, il n'a pas été jugé nécessaire d'ajouter des blindages supplémentaires[2]. » La vérité est aussi que les délais trop contraints ont empêché de récupérer les VBCI « afghans » dont les protections avaient été renforcées, soit parce qu'ils n'avaient pas encore été rapatriés de Kaboul, soit parce qu'ils étaient entre les mains de la maintenance.

Le 20 janvier, le 92 découvrit la zone de regroupement de Miramas, qui a remplacé la base d'Évreux dans le rôle de sas du Mali. Activée seulement trois jours plus tôt, elle grouillait déjà du personnel et des matériels qu'elle est chargée d'orienter vers Toulon pour un embarquement maritime, vers Istres si le départ se fait par les airs, le tout en calculant au plus juste car ce qui est envoyé sur le tarmac doit impérativement partir. En un moins, la ZRA verra ainsi passer 819 militaires, et surtout 622 véhicules, 127 conteneurs, faisant grimper à 10 000 tonnes le volume total du fret expédié au Mali en janvier et février, soit autant que ce qui a été rapatrié d'Afghanistan en un an.

Pour le 92e RI, Miramas fut l'occasion de découvrir son principal compagnon de voyage, l'escadron du RICM aux ordres du capitaine Jean-David P., un ancien chasseur alpin passé par l'EMIA. C'est le second départ Guépard pour le régiment de Poitiers après l'Albanie en 1996. Il est particulièrement affûté puisque, en octobre, il s'est exercé au tir à Canjuers après un stage d'aguerrissement au fort de Penthièvre. Mieux, en décembre, Jean-David P. fut du séminaire des chefs d'unité de la 9e brigade d'infanterie de marine qui avaient eu la chance de phosphorer sur le Mali. Depuis le 13 janvier, un dimanche, à 6 heures du matin, tous ses hommes étaient prêts au départ. Les 17 et 18, leurs douze chars AMX 10RC[*2], quinze VBL et VBLL, ainsi que douze camions furent chargés sur des trains spéciaux. À Miramas, le 19, les marsouins ont perçu leurs paquetages, contenant les lunettes, gants, protections aux coudes et aux genoux qui s'avéreront si utiles. Pas de treillis sable en revanche, mais le RICM était parti de Poitiers avec ses treillis centre-Europe, à la toile plus fine. Par ailleurs, la zone de regroupement a distribué à chacun deux vestes en tissu fin, à glisser derrière le gilet pare-balles afin de limiter la transpiration. Au 92e RI, les conteneurs non déconditionnés réserveront quelques mauvaises surprises au débarquement puisque tout l'équipement n'y sera pas.

Le 20 janvier, le gros du GTIA2 prit place à bord du *Dixmude* qui, comme en témoigne un officier de marine, « fut chargé ras la gueule[3] », moyennant quelques entorses aux normes habituelles imposées pour garantir la stabilité du bâtiment, surtout dans la grande houle de l'Atlantique. La traversée permit aux troupes d'effectuer leur mise en condition et de prendre connaissance du théâtre autant qu'il était possible : l'écheveau de Serval est tel qu'au 92e RI, personne ne put dresser le tableau des forces engagées. Le GTIA du colonel Bert en est lui-même l'illustration puisqu'il mélange la 3e brigade mécanisée à la 9e d'infanterie de marine. Les derniers problèmes furent enfin réglés au téléphone. Car, chez les Gaulois, seule la 4e compagnie avait embarqué, le parc d'alerte de Carpiagne n'ayant pas encore livré à la 1re sa dotation de VBCI qui devraient finalement être transportés par un affrété, l'*Eider*. Et comme un navire civil ne peut faire voyager des militaires, les hommes, aux ordres du capitaine Franck D., rallieront Bamako par avion quelques jours plus tard.

Après huit jours de mer, les soixante-dix hommes déployés à Dakar par le 519e GTM[*3] n'ont besoin que de douze heures pour faire cracher toute sa cargaison au BPC. Pendant trois jours, le GTIA se reconstitue et perçoit d'ultimes équipements. Puis il s'élance pour 2 700 kilomètres de route, l'équivalent d'un Paris-Moscou, sans doute la meilleure acclimatation possible pour des soldats quittant l'hiver glacial en Europe. Le rythme est dantesque : « Comme nous roulions jusqu'à minuit et que nous recommencions à 5 heures du matin, relate le capitaine Jean-David P. au RICM, nous avons été obligés de faire tourner les conducteurs. Les sous-officiers eux-mêmes ont dû prendre les commandes pour remplacer leurs pilotes épuisés[4]. »

Les premiers éléments du GTIA2 atteindront Bamako le 3 février. De quoi faire réfléchir les partisans d'un recours plus massif à la voie maritime pour la projection : même en compressant tous les préparatifs, les troupes du colonel Bert, en alerte le 12 janvier, prêtes dès le 13, auront donc eu besoin au final de plus de trois semaines pour rallier la capitale. Les forces spéciales et la chasse auraient-elles suffi pour contenir les djihadistes durant tout ce temps ?

Bigeard et les enfants perdus

En cette fin janvier, Serval est marqué par un vaste jeu de chaises musicales. Alors que le GTIA2 entre dans le théâtre d'opérations que le GTIA1 est en train de quitter, l'état-major parachutiste se translate, lui, d'Abidjan à Gao. Après les OAP dans le nord, il aurait fort bien pu rentrer en France : c'était pour lui mission accomplie. Mais le CPCO a entrepris de mettre de l'ordre dans les troupes affluant à Gao depuis la conquête par Sabre. Le colonel Xavier Vanden Neste n'a pas laissé passer l'occasion de démontrer une autre facette du G08. Le 27 janvier, avant même donc d'avoir confirmation du succès du saut sur Tombouctou qui avait occupé chacune de ses heures depuis une dizaine de jours, il s'est envolé avec un « harpon » de cinq officiers que rejoignent depuis tous leurs camarades, la 11e BP ne laissant en Côte-d'Ivoire que la BOAP*4 et la compagnie du 1er RCP du capitaine Benoît F.*5.

Ainsi le G08, après avoir été le chef d'orchestre du parachutage à Tombouctou, se mue-t-il en PC avancé de la brigade Serval. Prenant possession d'un hangar de l'aéroport, il est mis au fait du contexte par le colonel Luc revenu de Kidal. « La zone est stabilisée, explique celui-ci. Ennemi résiduel dans la ville, mais l'essentiel est parti : pour le Mujao, vers l'est ou le fleuve Niger ; AQMI vers le nord[5]. » Pour ce qui est des troupes déjà à Gao : en dehors de Sabre, qui ne relève pas du commandement de Serval, le colonel Vanden Neste peut compter sur deux centaines de soldats français, soit la compagnie du 1er RCP du capitaine Karim A. venue par les airs et les éléments disparates qui s'étaient présentés par la route avec le commandant Sébastien B.

Côté africain, environ cinq cents Maliens et les quelques dizaines de Tchadiens et de Nigériens que Sabre était allé chercher à Niamey, et qui, à partir de cet instant, ne vont cesser d'être renforcés. À part les Ivoiriens, qui rencontrent les pires difficultés à rassembler les deux bataillons qu'ils avaient peut-être un peu trop rapidement promis, la CEDEAO en effet remplit toutes ses promesses. Chaque jour, Gao accueille de nouveaux contingents qui justifient un peu plus l'utilité de la venue du G08. Le plus surprenant peut-être est cette sorte d'évidence s'imposant à eux de se mettre aux ordres du colonel Vanden Neste alors que rien ne les y oblige. Toutes les nations sont présentes au Mali dans un cadre bilatéral, aucune structure de commandement, donc aucun lien de subordination n'existe entre elles. Mais les militaires français, et particulièrement les parachutistes, jouissent d'une telle estime en Afrique dont ils forment nombre d'armées. La personnalité du patron du G08 y est aussi pour beaucoup. Décontracté, très près de ses troupes, le sourire souvent accompagné d'une cigarette, parfois taquin, le colonel Vanden Neste n'est pas sans rappeler le général Bigeard lui-même par son style de commandement, et même par sa silhouette élancée terminée par un large front.

De leur côté, les bérets rouges sont plus qu'agréablement surpris par la tenue des bataillons de la MISMA. Commandés par le lieutenant-colonel Gabriel, diplômé de Saint-Cyr, les Nigériens prennent ainsi en main la défense de l'aéroport de manière très professionnelle. « L'ambiance était extraordinaire dans l'ensemble, note le colonel Bruno H. Nous étions tous dans une superdynamique. » Le constat vaut aussi pour les unités maliennes qui n'ont plus rien à voir avec l'armée en débandade du début du mois. À leur tête, le colonel Dacko, héros de la défense de Sévaré, fait l'unanimité. « Il avait l'entière confiance de ses hommes, décrit le commandant Sébastien B. qui, dès l'arrivée du G08, a pris la fonction d'officier de liaison. Une grande prestance, un officier réfléchi, qui prend le temps pour trancher, et qui tranche[6]. » Le général Barrera l'a croisé sur le tarmac de Sévaré alors qu'il gagnait justement Gao. « Après Tombouctou, lui a-t-il lancé, on va bosser ensemble colonel Major ! – Je vous attends, mon général[7] », lui a répliqué le Malien avec lequel il s'enorgueillera à son retour en France d'avoir noué une véritable « fraternité d'armes ».

Les Français apprennent également à connaître le colonel Ag Gamou qui, replié au Niger après avoir libéré Ménaka, conduit à Gao ses cinq cents guerriers bien équipés. Le Touareg partage la même volonté que les Bambaras d'en découdre avec les fondamentalistes auxquels il assimile sans hésiter le MNLA. « Vous réfléchissez comme des Occidentaux, indique Dacko au commandant B. Pour nous, s'ils sont armés en face, ce sont des ennemis et nous les traiterons comme tels. Mujao, MNLA, ce sont les mêmes. Ils paieront s'ils ne se rendent pas. »

Néanmoins, les deux colonels maliens divergent sur l'agenda. Pour Dacko, la priorité doit aller à la consolidation de la boucle du Niger, afin de mettre définitivement à l'abri le Sud dont il est originaire. Gamou, lui, ne rêve que de se précipiter dans le Nord pour prendre sa revanche sur ceux qui l'ont contraint à l'exil. Au milieu, le colonel Vanden Neste se retrouve comme écartelé, essayant de calmer les ardeurs sans non plus les éteindre puisque Serval a le besoin essentiel d'une armée malienne combative. Les autorités françaises estiment élevé le risque d'exactions dans le Nord, qui jetterait une ombre sur une opération pour l'instant lumineuse.

Le G08 a ainsi fort à faire également avec les civils maliens eux-mêmes qui, comme à Tombouctou, veulent solder des comptes. Lors des premières patrouilles menées en ville, le capitaine Karim A. note que « partout les inscriptions du Mujao ont été sommairement effacées ; on sentait les habitants prêts à lyncher celui qui serait

reconnu comme un ancien collaborateur[8] ». Les Français se voient plusieurs fois invités à se rendre à quelques kilomètres à l'ouest de Gao, sur les îles de Kadji et de Berra, où vit une forte communauté wahhabite : les djihadistes s'y cacheraient. Serval n'est pas encore assez solide pour entreprendre pareille expédition. De même n'a-t-elle pas les moyens d'envoyer des colonnes à une centaine de kilomètres au nord, vers al-Moustarat, ou dans le grand Est, autres zones où le Mujao se serait replié. Les seuls à bénéficier d'un peu de clémence sont ceux que le maire de Gao présentent à Vanden Neste comme les « enfants perdus[9] » : des adolescents, ayant rejoint les djihadistes par appât du gain. L'élu demande instamment qu'ils soient traités avec considération : « C'est à nous de les faire revenir dans la société, explique-t-il. Il faut leur pardonner. » Presque un plaidoyer *pro domo* puisqu'il traîne un lourd passif de trafiquant notoire sur lequel les Français ont fait l'impasse, non sans s'attirer les critiques d'une partie de la population : « La symbolique du retour des autorités d'avant l'occupation djihadiste a primé[10] », explique-t-on à Paris.

Le laboratoire Kidal

La traversée du Niger a rajouté des considérations politiques aux préoccupations de Serval jusqu'alors essentiellement militaires. Désormais, chaque libération de localité nécessite une prise en compte beaucoup plus poussée des aspirations de la population. Kidal en est le cas le plus extrême puisqu'il est le fief à la fois des Touaregs, opposants historiques au pouvoir de Bamako, et d'une partie des fondamentalistes, qui, à défaut d'être eux-mêmes terroristes, sont les alliés d'AQMI.

Les forces spéciales arrivées dans la nuit du 29 au 30 janvier doivent donc redoubler de vigilance pour leur sécurité, pour se faire aussi accepter par des habitants qui ne voient encore en elles que l'avant-garde de l'armée malienne. Le changement est impressionnant par rapport à Gao : coiffes traditionnelles, des traits plus fins, la population parle peu français, ne salue que si elle est elle-même saluée quand, dans le Sud, les Bambaras sautaient au cou des soldats. Traditionnellement, les Français ont du savoir-faire pour nouer le contact. Ils descendent de leurs véhicules dans cet agrégat de masures en terre cuite, font leurs achats chez les boutiquiers, rencontrent les notables auxquels ils répètent que les djihadistes sont leurs seules cibles.

Exactement comme à Gao, les premiers à venir leur prêter main-forte sont les cent quarante-quatre chasseurs parachutistes du capitaine Karim A. La piste n'ayant pas été obstruée, ils en sont quittes, une fois la tempête de sable terminée, pour leur deuxième poser d'assaut en une semaine. À leur tour de découvrir le camp occupé par les forces spéciales, dont il ne reste que les murs. Les mortiers se mettent en batterie, les tireurs d'élite prennent position sur les toits, eux qui tendront bientôt au-dessus de leurs têtes, quand la température dépassera les 50°, des toiles de parachute en guise de parasol. Leurs camarades reprennent les pelles pour remplir de nouveaux sacs de terre : « En tout, note en souriant le capitaine, nous en avons rempli dix mille à Kidal[11] ! » La sécurité de fait paraissant plus instable encore qu'à Gao, les murs sont renforcés, un poste de combat monté de toutes pièces à l'entrée nord avec, selon les arrivages successifs, une mitrailleuse en batterie, un lance-missile Eryx, deux tireurs d'élite, des barbelés et des bastion walls. En revanche, le confort restera d'une constante précarité : venus avec leurs seules musettes, les paras dormiront sur des cartons, par terre, pendant un mois, se rationneront en eau, utiliseront des lingettes pour se laver… « C'est la contrepartie de notre souplesse d'emploi, souligne Karim A. Nous voyageons léger pour pouvoir progresser plus vite… »

Avec la même philosophie, le 1er RCP sait se cantonner au contrôle de l'aéroport, et laisser au COS les opérations plus sensibles. Car la mission n'a rien de subalterne : en deux mois, quatre-vingt-dix-neuf rotations vont être opérées par l'aviation, auxquelles il importe d'ajouter tous les vols d'hélicoptère. Ce qui a été confié au 1er RCP n'est rien d'autre que la clé de l'Adrar.

Pendant quelques jours, les forces spéciales s'adonnent à Kidal à un autre aspect de leurs activités, moins connu, car moins spectaculaire, la mise en place d'un lien opérationnel avec ceux des locaux qui pourraient apporter une contribution aux futures actions. D'autres sont plus en mouvement. Une partie des commandos qui ont été de l'épopée glorieuse entre Konna et Gao, sont rappelés de Ouagadougou pour aller inspecter toute la zone jusqu'au Niger où des exfiltrations de djihadistes ont été relevées. En route pour 1 000 kilomètres, soit vingt-six heures de route quasiment d'affilée, sans rien trouver, avec une scène surréaliste à la frontière nigéro-burkinabé : des douaniers sourcilleux, qui n'ont pas été prévenus, s'interposent durant plusieurs heures devant la colonne de forces spéciales surarmées.

Sabre est aussi active dans les pays voisins. En Mauritanie, son détachement de quelques dizaines d'hommes, installé de longue date, a été poussé vers la forêt de Ouagadougou, dans le coude frontalier avec le Mali, pour bloquer toute fuite des djihadistes par le nord-ouest*6. Au Niger, l'ambition est plutôt d'empêcher une resucée d'In Amenas prenant par exemple pour cadre les installations d'Areva. En compagnie des GSI*7 qu'elles ont formés, les forces spéciales présentes à Niamey montent donc en direction du nord, une position idéale de plus pour percuter les couloirs de déplacement djihadistes entre le Mali et la Libye.

Kidal revêt cependant une valeur nettement supérieure aux yeux du COS. « Nous pensions, témoigne le général Gomart, qu'à partir de là, nous pourrions rayonner dans l'Adrar des Ifoghas pour les objectifs prioritaires qui nous avaient désormais été assignés : les HVT et les otages12. » Pour les forces spéciales, ce serait donc la fin de la conquête territoriale et le début d'une gigantesque traque qui ne peut démarrer sans un très solide travail de renseignement. Le capitaine de corvette Damien et les siens avancent donc chaque jour dans leurs contacts avec le MNLA, pour l'instant le seul susceptible de les aider. Le 31 janvier, le colonel Luc fait le voyage depuis Gao pour rencontrer Bilal Ag Cherif, accompagné de Najim et Trois-trois. La conversation n'est guère productive, le leader politique réitérant les objectifs déjà connus du MNLA : « Nous en avons assez de la guerre, mais s'il faut continuer le combat, nous le continuerons ! Jamais le Mali du Sud n'administrera l'Azawad13 ! » Luc parvient à lui faire comprendre que, vu son récent passé, le mouvement a tout intérêt à se montrer plus coopératif.

En est-ce la conséquence, mais le 2 février, le MNLA arrête à la frontière algérienne, près d'In Khalil, deux chefs djihadistes : Mohamed Moussa Ag Mohammed, haut gradé d'Ansar, très investi dans la gouvernance de Tombouctou où il dirigeait le redouté « Centre de recommandation du convenable et d'interdiction du blâmable », et Oumeïni Ould Baba Akhmed, responsable du Mujao à Gao. Selon Moussa Ag Assarid, les deux hommes auraient été mis à disposition des Français14. En tout cas, le MNLA s'empresse d'exploiter l'événement qu'il annonce lui-même, par communiqué, en mettant en avant ses « unités antiterroristes15 » – une catégorie dans laquelle Bamako continue pourtant de le ranger. Plus tard, il prétendra « se coordonner » et « collaborer à 100 % » avec Serval.

Le timing des arrestations n'est pas insignifiant : le MNLA veut tuer dans l'œuf la tentative des anciens d'Ansar de renaître de leurs cendres avec le MIA. Son communiqué dénonce « l'acharnement de certains cercles obscurs qui cherchent à diminuer ou à noyer le MNLA dans des groupes artificiellement créés [et qui] se trompent lourdement s'ils estiment faire l'impasse sur les nobles objectifs des azawadiens dont le MNLA demeure le seul représentant légitime. Il doit être bien compris que les mêmes causes engendrent les mêmes effets et que ce n'est pas en rééditant les mêmes pratiques, et avec les mêmes personnes, que le problème de l'Azawad se réglera16 ».

Même si elles restent officieuses et informelles, les rencontres entre officiers français et dirigeants du MNLA finissent par arriver aux oreilles des dirigeants de la région qui sont toujours très informés de la situation au Nord-Mali. Le président nigérien Issoufou clame ainsi que « le MNLA n'est pas représentatif du peuple touareg » et son ministre des Affaires étrangères, Mohammed Bazoum, vient plaider en France qu'accorder un statut privilégié aux Touaregs en général, alors qu'ils ne sont pas majoritaires dans le Nord, pourrait « semer les germes d'une guerre civile dans la région17 ». En visite à Paris, le Malien IBK rappelle pour sa part que « les Touaregs sont une minorité dans le Nord. Il y a un romantisme facile de l'homme bleu du désert, qui ne tient pas la route dans le cas du Mali. Il n'y a jamais eu de volonté d'éliminer les Touaregs. Ils ne sont pas les Indiens du Mali, et Iyad Ag Ghali n'est pas Geronimo18 ». Celui qui avait dû s'incliner face à ATT en 2007 a dû pourtant être rassuré par les autorités françaises, particulièrement au Quai d'Orsay où, sous l'impulsion de l'Élysée, la consigne la plus formelle a été donnée aux diplomates à Bamako comme à Ouagadougou de refuser tout contact politique avec les représentants touaregs. Même après avoir investi Kidal, la France continue à refuser le rôle d'intermédiaire entre le Nord et le Sud : tant mieux si le MNLA veut aider à débarrasser le Mali des djihadistes, tant pis sinon.

Adrar Fever

Avec un renseignement au sol encore balbutiant, l'aviation prend une place plus importante dans la préparation de l'attaque de l'Adrar des Ifoghas, qui apparaît à tous comme le prolongement évident de Serval. Avant même la fin de la conquête de la boucle du Niger, elle a basculé la plupart de ses moyens ISR sur l'autre rive. Grâce à l'intervention du chef d'état-major de l'armée de l'air lui-même, qui leur a décroché une place dans le flux aérien, des pods Reco NG*8 équipent désormais à N'Djamena les Rafale qui, avec les 2000D, quadrillent le Nord. Les drones y évoluent également : le Harfang français, les Global Hawk et Predator américains. Engagé à

partir de la fin janvier, le Gabriel de l'armée de l'air, les Atlantique-2 de la marine y font traîner leurs instruments d'interception, tout comme le petit appareil de la DGSE que vient renforcer un autre de la DRM[*9]. Le premier établit en particulier un partenariat très efficace avec le Sentinel britannique qui détecte ce que lui écoute.

Vu les étendues, il n'y aura jamais trop de moyens, mais le général Caspar-Fille-Lambie, patron du CDAOA, avoue avoir dû faire preuve d'« une large part d'innovation et d'adaptation, car contrairement à Harmattan où nous faisions partie d'une large structure otanienne, nous étions seuls aux manettes[19] ». La chaîne de commandement de l'armée de l'air est cependant parfaitement en place, avec Lyon Mont-Verdun en chef d'orchestre et N'Djamena, renforcé d'une quarantaine de personnes par le général Borel, en premier violon, se concentrant uniquement sur la conduite des opérations.

Malgré tout, la synthèse des informations recueillies – sources humaines, images et interceptions électromagnétiques – ne donne qu'une image floue du dispositif ennemi dans l'Adrar. L'effectif djihadiste est évalué par déduction. Sur les 1 300 à 1 500 combattants annoncés au 11 janvier, la DRM pense en effet, début février, que 200 ont été mis hors d'état de nuire par les forces spéciales et la chasse ; 300 auraient fui au Niger et en Algérie, 350 se seraient maintenus dans la région de Gao. Il en resterait donc environ 500 dans l'Adrar, certains de leurs principaux chefs ayant été localisés dans le triangle Kidal-Tessalit-Aguelhok. Par les écoutes, les services de renseignement les décrivent plus désorganisés qu'inquiets face à l'arrivée prochaine des Français. Sans doute estiment-ils l'Adrar inviolable, mais leur système de défense est plus mal connu encore. Les écoutes au début de Serval ont permis d'établir que certains axes étaient contrôlés ; des reconnaissances aériennes, quelques années plus tôt, avaient montré d'autre part qu'AQMI avait l'habitude de creuser des tranchées autour de ses positions. Mais c'est à peu près tout. Les multiples passages d'avions, découpant l'Adrar en lamelles, n'ont quasiment rien montré.

Un paramètre cependant a longtemps écrasé tous les autres : selon la DGSE, les otages sont très certainement retenus dans l'un des massifs des Ifoghas, le Tigharghar. Même si le président de la République a toujours séparé leur sort de l'évolution de Serval, la conséquence en a été que, même avec la présence certaine d'éléments d'AQMI, l'armée de l'air avait interdiction d'y frapper : l'Adrar était catalogué « non target zone ». Un conseil de défense de la dernière décade de janvier a tout changé. Serval ayant reçu pour feuille de route d'investir le nord, le chef d'état-major des armées a posé la question au chef de l'État : « peut-on y bombarder au vu de la situation de nos otages ? » Un nouveau long silence s'installa, comme chaque fois qu'une étape décisive est à franchir. Et le président de la République donna l'autorisation avec une explication : « Je ne voulais pas intervenir[*10] et nous avons payé le prix de notre intervention [NDLR : avec le lieutenant Boiteux]. Nous irons désormais jusqu'au bout. Donc nous irons dans l'Adrar[20]. »

L'attitude des djihadistes depuis le 11 janvier a certes confirmé qu'ils ne feraient pas des otages un outil de chantage, suscitant de la surprise au sein des autorités françaises. « L'image d'un otage exécuté ou même menacé, témoigne un membre de cabinet ministériel, aurait eu des effets ravageurs sur l'opinion française et internationale. D'autant qu'ils manipulent parfaitement tous les médias, ils ont des sites Internet, se servent de Twitter, etc.[21]. » La DGSE a intercepté des conversations démontrant que le sujet a bien été abordé. Faut-il donc en déduire le signe d'un désordre général, qui les empêcherait de trouver le temps de tourner la scène, puis de la diffuser ? Ou la confirmation de la portée politique qu'ils confèrent à chaque prise d'otages, qu'une telle manipulation conduirait à galvauder : les prisonniers français doivent demeurer l'incarnation de la guerre lancée par les djihadistes et non de vulgaires boucliers destinés à protéger quelques vies ?

Quoi qu'il en soit, les environs du Tigharghar ont commencé à être pilonnés fin janvier. Les Rafale en sont les plus proches, agissant depuis N'Djamena où se côtoient pas moins de cinquante équipages[*11] dans le camp d'Épervier qui, normalement prévu pour accueillir neuf cents individus, en compte quatre cents de plus. « L'ambiance n'en était pas moins excellente, relate le Comanfor, le colonel Rataud. Il est en effet vraiment rare de pouvoir suivre ainsi l'effet des bombardements et de l'action au sol, puisque le front reculait jour après jour. Nous pouvions constater que les efforts consentis n'étaient pas vains[22]. »

Le 1er février, c'est un Tigre des forces spéciales qui fait des ravages près d'Anefis, à une centaine de kilomètres au sud-est de Kidal : une douzaine d'individus sont tués, 3 pick-up détruits. Le lendemain, la chasse intervient de manière inédite à l'intérieur même du Tigharghar. Une première se doit d'être impressionnante : il faut que l'ennemi comprenne que, même dans son sanctuaire, il n'est plus à l'abri. L'ambition se reflète dans le nom de code de l'opération : « Adrar Fever ». « Nous avions beaucoup de dossiers d'objectifs dans l'Adrar, explique le général Caspar-Fille-Lambie. Mais il y avait parmi eux nombre de cavernes, sans doute occupées, mais inatteignables pour l'aviation. Nous avons donc décidé de frapper une salve de cibles, de nuit, tout autour du massif, et simultanément afin d'éviter que les djihadistes ne se passent le mot[23]. » Le général ne précise pas qu'un secteur a été sanctuarisé car la DGSE y soupçonne la présence des otages. Jamais autant de bombardiers n'auront

été employés ensemble depuis longtemps : une première vague de quatre Mirage, deux Rafale, appuyés par deux Atlantique-2 et un Awacs, puis deux autres Rafale, le Harfang, un ATL-2 et les Tigre pour exploiter les frappes initiales.

Le lieutenant-colonel Stéphane S., qui fut du premier raid le 11 janvier, est nommé « mission commander », avec pour adjoint le capitaine de corvette Olivier R. à bord d'un patrouilleur maritime. Les 2000-D reçoivent sept objectifs, les Rafale cinq. Le site principal se situe au nord du Tigharghar, à l'entrée ouest de la vallée de Tibeggatine qui le traverse de part en part. La DGSE l'a baptisé le « garage », car il consiste en un ensemble de baraquements, planté de bosquets, où ont été planqués entre autres deux blindés BMP 1. Une batterie antiaérienne a également été identifiée, mais elle ne fonctionnerait pas. « Le garage avait été repéré de longue date, souligne le capitaine de vaisseau Pierre V. à la cellule de crise du CPCO, car les djihadistes y avaient mené des travaux d'infrastructure. Nous avions donc beaucoup de photos grâce au satellite ATL-2 et à l'avion du COS[24]. »

Au soir du 2 février, le feu est déclenché à 23 h 30 précises. Tous les sites sont détruits, la chasse ayant reçu la mission supplémentaire, en vol, d'éliminer une HVT. Les deux Atlantique-2, qui ont été autorisés depuis peu à embarquer des bombes, concluent le concert en délivrant leur cargaison sur deux pick-up immobiles. La première opérationnelle pour les patrouilleurs ne remonte qu'au 29 janvier où l'un d'eux avait détruit une bergerie utilisée comme dépôt logistique. Le détachement du capitaine de corvette R. peut décidément démontrer ses nombreuses capacités au Mali puisqu'il a aussi été autorisé à embarquer la toute dernière version d'une caméra boule qui n'était encore qu'à l'essai à Istres.

Coup de bluff à Aguelhok

Parmi les secteurs particulièrement visés par la chasse figure l'oued de l'Asamalmal, qui longe le Tigharghar au sud. À peu près à ses deux tiers, la DGSE y a localisé le « jardin », quelques hectares, considérés en raison d'un oasis comme une zone de villégiature pour djihadistes épuisés par les conditions de vie rudimentaires dans le massif. Son relief difficile empêche néanmoins d'évaluer depuis les airs les dégâts occasionnés. Le matin du 31 janvier, à Kidal, Damien a donc appris qu'il devrait y mener un raid cachant un autre objectif. Rien de tel en effet qu'une opération commune pour tester les véritables intentions du MNLA qui a accepté d'y participer avec une quinzaine de voitures. Trois groupes de forces spéciales, deux issus du 1er RPIMa et un des commandos marine, se sont préparés pour 150 kilomètres de route.

Le MNLA, pourtant tout à fait adapté en apparence avec ses bitubes, lance-roquettes et mitrailleuses, a d'abord essayé d'invoquer un danger de mines, puis un manque d'essence, pour ne pas y prendre part. Son accord finalement donné, les forces spéciales se sont insérées le 1er février en milieu de colonne. « Le MNLA compte de bons guerriers, relate Damien, nous étions à peu près sereins[25]. » Comme du renseignement annonce la présence d'un groupe ennemi sur le parcours, le convoi roule toute la nuit dans l'espoir de l'affronter, mais sa fatigue n'est pas récompensée.

Dans la nuit du 2 au 3 février, seules les forces spéciales couvrent les derniers kilomètres dans la vallée d'Asamalmal. Après six heures d'un terrain infernal, elles peuvent attester du bombardement du site qui leur avait été indiqué. Aucun cadavre, ni carcasse de véhicules, mais un stock d'essence a été détruit, ainsi que quelques motos qui restent le moyen de locomotion le plus pratique dans le Tigharghar.

Mauvaise pioche donc pour Sabre qui quitte le massif, sans rien y avoir vu. Déçu, fatigué, le détachement de Damien se replie vers l'ouest quand il reçoit enfin une bonne nouvelle. Au moment de se séparer, il avait en effet suggéré au MNLA de profiter de ce raid pour s'emparer de la ville d'Aguelhok, distante de quelques kilomètres seulement. Un rien penauds, les Touaregs avaient dû lui avouer qu'ils n'avaient qu'un minimum de munitions et même aucune pour leur lance-roquettes… Afin de doper un peu leur courage, Damien leur avait certifié que les avions qu'ils entendraient avaient mission de veiller sur eux alors qu'ils lui étaient réservés. Cela a fonctionné : à la levée de bivouac, le MNLA annonce tenir « le Nord, le Sud et un peu l'Est » d'Aguelhok.

Voilà de quoi oublier la déveine nocturne. Damien pense pouvoir rentrer à Kidal, mais l'ordre lui est à nouveau donné d'envoyer à Paris la désormais traditionnelle photo d'un drapeau français flottant en ville. Après un périple exténuant, les forces spéciales approchent donc l'aéroport en suivant les rudiments de coordination établis en urgence avec le MNLA. Elles découvrent une ville somme toute attrayante, presque bucolique, mais qui perd beaucoup de son charme avec une présence djihadiste avérée aux deux extrémités est et ouest… La

population s'avère plus accueillante qu'à Kidal car elle a très mal vécu la domination des fous de Dieu. Pour preuve, les forces spéciales observent que, sur les pancartes « Police islamiste », l'adjectif est rayé dès le lendemain. « Il y avait un vrai sentiment de libération, décrit Damien. Les habitants voulaient même que nous restions car ils pensaient que le MNLA ne réussirait jamais à empêcher les djihadistes de revenir. » Or le site est trop dangereux pour une trentaine de soldats français avec toute cette végétation néfaste pour l'aviation. Ils y retournent cependant le lendemain pour patrouiller, mais aussi se laver sommairement dans la cour d'une école. Ils achètent alors, pour recharger les batteries de leurs voitures, cinq heures de fonctionnement du groupe électrogène dont profite toute la ville.

Dans la journée, le MNLA se présente avec les premiers « enfants perdus », capturés dans l'Asamalmal. Pour la plupart, des adolescents, noirs, qui racontent leur enrôlement à Gao par des djihadistes leur ayant offert gîte, couvert, éducation, le tout sans brutalité. Ils évoquent également la panique suscitée par les bombardements français depuis quelques jours, et la décision des djihadistes de les laisser partir en leur offrant à chacun 10 000 francs CFA. S'ils ont appris le Coran, c'est surtout pour apprendre tout simplement à lire, eux qui étaient désocialisés, sans famille. Ils n'expriment aucune véhémence à l'égard de la France, de l'Occident. Leur acrimonie irait plutôt à la misère d'un Nord qu'ils décrivent à l'abandon. Le MNLA promet à Damien de bien les traiter. « Nous n'avons heureusement pas vu d'Arabes, note le commando marine. Cela n'aurait probablement pas été pareil. » Plusieurs heures plus tard, le MNLA accomplit un second geste d'ouverture à l'adresse des Français en rapportant les centaines de kilos de munitions qu'il a découvertes dans Aguelhok. À l'intérieur, des batteries pour missiles sol-air portables et pour camions, deux bombes aériennes de cent kilos, des câbles électriques, tous les composants nécessaires aux IED, avec même le mode de fabrication. Les bonnes dispositions du MNLA sont d'excellent augure pour les opérations dans le Tigharghar qui s'annoncent âpres, à en juger par le prélude de l'Asamalmal.

---

*1. Surnom des soldats du 92.

*2. Dont un appartenant au 1er RIMa.

*3. Groupe de transit maritime.

*4. Base opérationnelle aéroportée.

*5. Une section du 3e RPIMa les a également accompagnés, réduisant un peu plus l'effectif de Licorne au camp de Port-Bouët.

*6. Aucun cas ne sera recensé.

*7. Groupes spéciaux d'intervention.

*8. Une nacelle fixée sous l'avion, permettant de stocker un nombre quasi infini d'images d'une qualité remarquable.

*9. Deux pilotes, trois hommes à l'arrière pour la caméra, les interceptions et le traducteur : il permet donc de faire à la fois du ROEM, c'est-à-dire de détecter, et du ROIM, c'est-à-dire de photographier.

*10. Ultime confirmation de la préférence qu'accordait François Hollande à la solution d'une force africaine, simplement appuyée par la France.

*11. En incluant les autres aéronefs.

17.

AUX MARCHES DE L'ALGÉRIE

Pour monter à l'assaut de la forteresse de l'Adrar, Sabre, et Serval en général, pourront compter sur un renfort massif. Le président Idriss Déby en effet a accepté la proposition française de diriger ses troupes non pas vers Gao comme prévu, mais vers Kidal. De Ménaka, cela représentait 600 kilomètres de piste requérant finalement le double du délai prévu, car, depuis le départ le 29 janvier, le terrain s'est avéré très cassant. Et puis l'organisation des Tchadiens n'est pas encore tout à fait à la hauteur de leur motivation : la logistique ne suit pas. Malgré les conseils du commandant Jack et de son détachement du 1er RPIMa, la consommation en carburant a été mal estimée et le convoi est obligé de faire halte plusieurs jours pour attendre l'aller-retour de sa dizaine de citernes avec Niamey où les Américains ont été les seuls à pouvoir leur fournir l'essence nécessaire*1. Sans compter les pannes. Comme il est hors de question pour un commandant tchadien de laisser isolé un véhicule en cas d'incident, c'est toute la colonne qui fait halte le temps de réparer. Finalement, début février, à l'instar du colonel Gèze devant Tombouctou, le commandement s'est résolu à lâcher la bride à ses éléments les plus mobiles. Depuis, Jack s'escrime à éviter que les pick-up, qui ressemblent sauvagement à ceux des djihadistes, ne soient tirés comme à la foire par ses compatriotes de la chasse. Et, le 3 février, Kidal est atteint dans un folklore tchadien : les véhicules forment un cercle et roulent toutes sirènes hurlantes pour que personne n'ignore leur arrivée. Une semaine plus tard, la troupe du général Bikimo est au complet, avec en particulier une douzaine de chars à chenilles.

Gao, nouveau cœur de Serval

À l'instar des Tchadiens, les troupes françaises doivent absolument déplacer leur centre de gravité vers le nord afin de diminuer les distances à parcourir. Pendant que le général Barrera accompagnait le président de la République à Tombouctou, son chef d'état-major resté à Bamako a réfléchi à sa demande à diverses options pour relocaliser le PC de Serval. Sévaré a été envisagé, Tombouctou aussi, mais Gao a recueilli le plus de suffrages vu la proximité de l'Adrar. En accord avec le général de Saint-Quentin, Barrera acquiesce. Le 4 février, son colonel adjoint, Denis M., décolle donc avec un PC harpon de quelques officiers. Le vol est bien sûr militaire, contrairement à celui qui l'avait amené avec un peu de retard sur le théâtre à la manière d'un espion : bloqué par la neige, il avait dû emprunter un vol régulier, en civil, en essayant de se faire le plus discret possible à Roissy ; son barda lui valut tout de même le clin d'œil complice du contrôleur aux rayons X qui reconnut à l'écran l'insigne de la Légion.

Parmi les passagers pour Gao, figure le commandant du 31e RG Valérie G. Ses expériences à la tête du détachement génie au Liban, puis de la cellule de lutte anti-IED en Afghanistan en ont fait une recrue de choix pour Serval. Sa présence s'impose encore plus à Gao car elle a suivi le stage « Stationnement », centré sur l'installation d'un PC de brigade. Le 1er février, alors qu'elle lui présentait le résultat de ses analyses, le général Barrera lui a seulement imposé deux contraintes : l'unique bâtiment en dur de l'aéroport devait obligatoirement revenir à l'état-major ; par ailleurs, pas question de s'enraciner : « On y est pour cinq semaines, pas plus[1] ! »

indiqua-t-il. « Du point de vue des mentalités, cela change tout, note le lieutenant-colonel Valérie G[*2]. Le personnel gardait à l'esprit qu'il pouvait encore être amené à se déplacer à court terme, et donc il acceptait plus facilement la rusticité. » Le lieutenant-colonel Rodolphe W., également du vol, peut en témoigner : « On a eu droit à notre arrivée à quelques matelas jetés par terre. Notre plus grand plaisir avec mon chef, le colonel Susnjara, a été le mince filet d'eau qui coulait d'un vieux château d'eau et nous a permis de prendre notre première douche, même glaciale, à 1 heure du matin[2]. »

Les premières nuits se passeront à côté du tapis roulant des bagages. Dès l'aube, l'ennemi sait saluer à sa manière l'arrivée du PC en expédiant trois roquettes, sans gravité, sur l'aéroport. Une sorte d'illustration à l'exposé du colonel Vanden Neste qui dresse l'état des lieux pour les nouveaux arrivants. Le patron du G08 informe en particulier le colonel Denis M. du rendez-vous quotidien qu'il a instauré, chaque matin, à 8 h 30, avec les colonels Dacko et Gamou, leurs homologues de la gendarmerie malienne ainsi que de la territoriale, enfin le colonel nigérien Gabriel pour la MISMA. Du côté des troupes françaises, le mécano géant se met en place. Les hélicoptères du colonel Gout sont en train d'accomplir leur deuxième transhumance après Sévaré. Un cauchemar pour les mécanos qui n'ont même pas pu encore vider leurs conteneurs. Les réparations se font à la hâte ; or, étant donné le rythme effréné des vols, d'importantes échéances approchent : toutes les trois cents heures par exemple, les deux moteurs d'un Puma doivent être démontés. En France, un mois est nécessaire. Au Mali, en plein cagnard – car la noria aérienne n'a pas encore de place pour les tentes habituelles de 250 m2 de l'ALAT[*3] – avec une seule grue juchée sur un camion, les mécanos réalisent des prouesses pour en venir à bout en cinq jours. Fort de ses deux cent cinquante hommes, huit Puma, six Gazelle[*4], le GAM sera au complet à Gao le 6 février.

Les troupes affluent d'un peu toutes parts, la brigade Serval semblant en mue perpétuelle. Ainsi la compagnie du 2e RIMa du capitaine Grégory Z. et le demi-escadron du 1er RHP aux ordres du capitaine Hugues P. sont-ils en route depuis Tombouctou, ce qui leur vaut au franchissement du Niger de revivre les aléas des expéditions d'antan : « Quatre jours, témoigne ce dernier, ont été nécessaires pour faire passer tous les véhicules sur les trois barges disponibles que manœuvraient des Maliens enthousiastes[3]. »

Un sous-groupement, presque exclusivement composé de marsouins, rallie également Gao, cette fois en provenance de Niamey. « Enfin », pourraient presque dire les hommes du lieutenant-colonel G. que le CPCO avait dépêchés au Niger en pensant les faire participer à la prise de Gao. Les forces spéciales ayant pu emporter seules la mise, ils ont dû ronger leur frein en voyant partir vers le Mali leurs voisins tchadiens et nigériens. À partir du 24 janvier, l'escadron du capitaine Augustin B. n'avait pas caché son enthousiasme, à l'embarquement pour le théâtre, puisqu'il n'était pas d'alerte Guépard. Son régiment, le 1er RIMa, à la fois l'une des plus anciennes unités de l'armée française et le plus jeune régiment blindé de l'armée de terre, est un habitué des projections comme désormais la plupart des régiments. En 2012, plus de la moitié de ses troupes avaient été envoyées au Kosovo, en Afghanistan ou à Djibouti. Le Mali ne lui était pas totalement inconnu depuis que son chef de corps, le colonel François-Marie Gougeon, avait fait venir à Angoulême un spécialiste de l'ENSOME[*5] lui en exposer les particularités géographiques. L'unité en avait retenu que la partie serait pour elle compliquée jusqu'à la boucle du Niger, beaucoup plus intéressante ensuite en raison des vastes étendues : elle sera servie ! Le 1er février, le sous-groupement G. s'est élancé de Niamey pour un jour et une nuit de route sans discontinuité, les officiers eux-mêmes relevant leurs pilotes au volant.

Dans la colonne, figurent les deux exemplaires du dernier né de l'artillerie française que le 11e RAMa a eu à expédier. Il est vrai qu'*a priori*, le Caesar semble encore plus fait pour le Mali que pour l'Afghanistan où le régiment a été le premier à le faire parler, en 2009 : puissant, précis à plus de 30 kilomètres, il est en effet très mobile puisque, comme l'acronyme l'indique, il s'agit en fait de camions équipés d'un « système d'artillerie », en clair un canon simple d'emploi grâce à son automatisation, qui n'est plus tracté et peut rouler à 90 kilomètres/heure. Des Antonov les ont récupérés à Istres avec la quinzaine de véhicules qui les accompagnent comme des VAB Atlas ou les camions chargés de munitions. Mais le 11e RAMa peut également compter sur ses éléments de guerre électronique, qui opèreront sur les ordres de la 3e batterie de renseignement, issue elle du 68e régiment d'artillerie d'Afrique. De manière historique, en effet, l'artillerie a la culture du renseignement puisque, avant de faire feu, il lui faut être sûre de l'objectif. Depuis 2008, ses régiments comptent donc dans leurs rangs une unité chargée de détection acoustique, permettant ensuite par radiogoniométrie de localiser la cible. « Au Mali, note ainsi le colonel Yves Métayer, chef de corps du 11e RAMa, de nombreuses cibles sur lesquelles nous avons opéré ont été repérées par nos propres équipes[4]. »

« Coûte que coûte, jusqu'au nord… »

Le sous-groupement du lieutenant-colonel G. n'a finalement rencontré qu'une seule difficulté. À 80 kilomètres au sud de Gao, il lui fut annoncé que les djihadistes avaient endommagé le pont de Tassiga. De fait, l'inspection du génie révéla des fragilités trop inquiétantes pour y lancer soixante-dix véhicules. Un guet fut néanmoins repéré non loin, qui permit de ne pas perdre trop de temps. Et le 3 février, à 2 heures du matin, l'aéroport de Gao est atteint. La plongée est brutale. Au cours des premières patrouilles en ville, les marsouins observent les grands panneaux noirs à chaque carrefour où les djihadistes écrivaient à l'encre blanche les prescriptions de la charia. « Dans un village, relate le capitaine Augustin B., on a appris qu'un enfant avait eu deux doigts coupés parce qu'il avait été repéré une cigarette à la bouche. Cela a permis aux hommes de bien prendre conscience à quel ennemi ils avaient affaire[5]. »

L'officier est convaincu que la mission du sous-groupement se limitera à relever le GTIA1 et à sécuriser la boucle du Niger. « À Angoulême, se souvient-il, l'expert de la région nous avait expliqué que l'Adrar était un coupe-gorge, que jamais nous nous y rendrions ! » Il ignore que, le 5 février, en début d'après-midi, le général Barrera reçoit l'ordre du CPCO de se porter le plus loin possible : « J'ai regardé la carte, relate celui-ci : ce devait être Ménaka à l'est et Tessalit au nord[6]. » Les autorités françaises entendent bien ne rien laisser de côté ; pour un succès total, il faut une intégrité malienne totale. Le temps que le commandant de la brigade rallie Gao, son adjoint entame à 15 heures les préparatifs. « La situation était assez tendue, décrit le colonel Denis M. C'était un bond de 550 kilomètres tout de même ! La transsaharienne, puis Tessalit, dont nous ne savions rien, représentaient bien des dangers, sans compter la proximité de l'Adrar[7]. »

Une fois encore, Serval n'hésite donc pas à frapper fort en engageant tout le sous-groupement du lieutenant-colonel G. tout juste arrivé de Niamey[*6]. À la demande des Français, le colonel Ag Gamou fournit trois guides originaires de la région d'Aguelhok-Tessalit sachant où passer, à la dune près. Mais cela ne suffit pas à rassurer ceux qui notent l'absence de renseignements, le terrain très dégagé, le tout alors que, comme à Tombouctou, les transmissions ne permettront pas la liaison avec Gao. L'appui des hélicoptères est donc proscrit, de toute façon ils ne pourraient intervenir si haut. « J'étais quand même confiant, modère le colonel Denis M. C'était une très grosse colonne de plus de quatre-vingt-dix véhicules, très armée, qui pouvait faire face en cas de coup dur. Mais pour les éviter au maximum, nous avons fait le choix de la vitesse. »

Après seulement deux jours de répit, le sous-groupement G. reprend la route, dans la nuit du 5 au 6 février, pour l'opération Scorpion. La consigne ayant été donnée de voyager le plus léger possible, les munitions, le carburant, l'eau et les rations sont prioritaires. Résultat, pendant deux mois, ces unités coucheront par terre. Suivant les recommandations des Touaregs, la voie la plus évidente, la transsaharienne, qui risque d'être piégée, est évitée au profit de la vallée du Tilemsi, couloir naturel entre l'Adrar à l'est et le Timetrine à l'ouest. Toutefois, la nature du sol s'y révélant trop meuble par endroits, le sous-groupement est quand même contraint de faire un bout de transsaharienne, jamais sur la piste elle-même, toujours aux abords, ce qui lui vaut une belle montée d'adrénaline au sud d'Aguelhok quand deux pick-up armés se présentent face à lui, drapeaux du MNLA flottant au vent.

En tête du convoi, les consignes du capitaine Augustin B. sont claires : aucun véhicule étranger ne doit approcher de trop près ; des coups de semonce, puis au but devront le lui rappeler au cas où. En l'occurrence, le MNLA fait bien les choses. Il est vrai que la colonne ne lésine pas sur les moyens pour l'impressionner, en installant un peloton en appui et en envoyant un blindé léger à sa rencontre avec un des guides. La discussion permet d'apprendre que les Touaregs reviennent d'Aguelhok où ils ont escorté les Tchadiens et qu'ils rentrent à Kidal : le raid peut donc reprendre, finalement pas totalement coupé du monde grâce à l'EO-JTAC[*7] du 11e RAMa. Son chef, le lieutenant Tanneguy G., use de ses transmissions sophistiquées pour interpeller directement les avions passant dans le secteur et leur demander si, en cas de disponibilité, ils pourraient vérifier les kilomètres en amont du sous-groupement. En général, l'Atlantique-2 ou l'Awacs à l'autre bout ne se font pas prier pour rendre service.

Pendant deux jours, le rythme est effréné, à rouler sans phares la nuit. Comme à Tombouctou, l'idée en effet est de faire la jonction à Tessalit, le matin du 8 février, avec les parachutistes largués la nuit précédente. Regroupés à Abidjan, ces derniers pourtant croyaient pour la plupart avoir eu leur part de gloire. « Nous pensions maintenant rester en réserve de théâtre, témoigne le lieutenant-colonel du 35e RAP, Thibaud de C., voire être rapatriés en France, une fois les OAP terminées[8]. » Mais, dès le début février, l'état-major du colonel Desmeulles, patron du GTIA para, s'est mis à plancher sur Tessalit. Assurant l'intérim au bureau opérations du 2e REP, après la blessure du lieutenant-colonel de M., le lieutenant-colonel Yann L. avance que « les préparatifs ont été poussés assez loin : des exercices de tir ont été organisés, les gaines réparties, etc.[9] ».

Sabre prend Serval de vitesse

De nouveau les parachutistes sont prêts à embarquer sur le tarmac d'Abidjan, de nouveau leur départ est reporté, mais le soir du 7 février ils pensent que c'est pour de bon. Jusqu'à ce que tombe l'ordre d'annulation : les forces spéciales sont déjà en route ! Si les soldats ne s'en étonnent pas, habitués à la hardiesse du COS, leur commandement est à vrai dire médusé puisque, pour lui, Sabre n'était pas prévu dans la manœuvre… Le CPCO, qui ne peut pas ne pas en avoir été averti, a-t-il oublié de le lui faire savoir ?

Sur leur élan de Konna, Gao et Kidal, les forces spéciales ne pouvaient pas imaginer ne pas prendre elles-mêmes Tessalit qui, à l'extrême nord, serait perçue comme le point final de la phase de reconquête. D'autant qu'au vu de l'estimation de la situation, l'opération, comme en témoigne le colonel Thomas à l'état-major du COS, « apparaissait comme un coup assez facile » : « L'ennemi avait déguerpi pour se réfugier dans l'Adrar ; seule la proximité de la vallée de l'Ametettai, identifiée de longue date comme une pièce centrale de son dispositif, devait nous inciter à rester quand même vigilants[10]. »

En proposant d'investir Tessalit dès le soir du 7 février, quand l'armée de terre ne pouvait y être que le 8, le COS savait pouvoir escompter le soutien appuyé des politiques. L'opération, baptisée « Takouba », l'attire d'autant plus que, pour tenir le délai annoncé, il doit avoir recours à de nouveaux modes opératoires. L'escadron Poitou en effet ne s'est jamais posé à Tessalit. Les images satellitaires laissent penser à une piste non seulement dans un état déplorable, mais, contrairement à Gao, parfaitement entravée : toutes sortes d'obstacles la barrent tous les deux cents mètres. En analysant les images, les CPA-10 subodorent que la bande de terrain parallèle pourrait faire l'affaire. Leur sous-officier opérations, chef d'équipe, spécialiste du RTPA*[8], demande deux heures et demie pour le vérifier sur place, soit le temps d'être parachuté, de se reconditionner au sol, puis de tester le terrain. Sa parole est d'évangile : lui et les siens sont les seuls habilités au niveau 4 du MOS*[9], correspondant en fait à la création d'une piste. Et l'élongation écarte la solution de l'héliportage. L'après-midi du 7 janvier, une trentaine de chuteurs opérationnels embarquent à Ouagadougou dans un C-130 : une équipe de recherche du 13e RDP, un renfort de France du CPA-10, un CTLO marine et trois hommes de l'ESNO de l'enseigne de vaisseau Simon. Le 1er RPIMa pour sa part ne compte que quelques éléments, dont les colonels Clément et Benoît, à leur grand dam : ses « chutops » ne sont plus disponibles puisqu'ils ont été engagés à Kidal.

À 20 heures, les portes du C130 s'ouvrent à une altitude de 4 000 mètres. L'opération démarre mal puisque l'un des commandos s'évanouit pendant le saut pour ne retrouver connaissance que très peu de temps avant l'impact qui le sonne à nouveau et détruit son GPS, ainsi que ses JVN. Le voici perdu dans la montagne, au milieu de nulle part. Pour être quelque peu guidé, il demande à ses camarades d'allumer leur laser. Puis, proche de la quarantaine, il regagne la zone prévue en courant plusieurs kilomètres avec ses dizaines de kilos de matériel.

Pendant ce temps, le C-130 rentre récupérer les véhicules ; toutefois le premier appareil à décoller de Ouagadougou est un Transall. Les CPA-10, eux, achèvent à Tessalit leur travail de géologues : ils confirment la viabilité de la bande terrestre, mais ajoutent encore un peu de difficulté à l'opération en annonçant que seule une moitié est praticable, l'autre étant traversée d'ornières… Le patron du Poitou, le lieutenant-colonel Jérôme, termine donc en l'air la préparation. Jamais se poser à l'aveugle n'aura eu plus de sens puisque, comme d'habitude par nuit 5, les équipages ne verront rien d'autre que le marquage au sol, mais en plus ils n'auront droit qu'à une demi-piste de fortune !

Le premier appareil n'en atterrit pas moins comme prévu à 1 heure du matin. Les mécanos à Ouagadougou auront bien du boulot au retour : le sol en caillasse occasionne à l'atterrissage des vitres brisées, ainsi que des dégâts aux moteurs. Il est vrai qu'à Kidal c'est devant un groupe d'ânes que Jérôme s'était arrêté au dernier moment ; le choc aurait été désastreux.

À bord, les hommes ne sont pas très rassurés, malgré ce qu'a pu laisser penser l'état-major à Villacoublay. « Quand on est partis, relate Simon, nous n'étions vraiment pas sûrs de revenir[11] ! » Les renseignements communiqués juste avant le départ estimaient en effet que 250 djihadistes pourraient encore rôder dans le secteur. Le colonel Najim du MNLA l'a confirmé à Damien à Kidal : « C'est la ville de tous les trafics ! Un vrai guêpier[12] ! »

À la vista, il faut donc ajouter une notable prise de risques pour le COS qui, afin de la réduire au maximum, a lui aussi engagé une colonne terrestre. La charge en a été confiée à Damien qui a froncé les sourcils en voyant le guide offert par le MNLA : « un vieil adjudant ayant servi dans notre armée de l'air du temps où il y avait encore une présence française à l'aéroport, c'est dire son âge… Quand on lui a présenté les divers itinéraires qui s'offraient à nous, il nous a décrit des mines partout, des IED, des djihadistes enterrés qui nous attendraient de pied ferme ». Pas de quoi en mener large avec seulement une trentaine d'hommes… Le seul remède pour Damien fut de privilégier encore plus la discrétion, d'où un périple de 300 kilomètres – car il valait mieux faire le détour par le Timetrine – entièrement de nuit, et pour finir, sans le MNLA. Avant le départ, sachant qu'ils n'y auront plus

droit avant longtemps, les hommes ont pris une douche, acheté aussi toutes les couettes disponibles à Aguelhok, car la nuit est glaciale à cette époque. Et, aux premières heures du 6 février, cap a été mis sur Tessalit dont la lisière sud est atteinte au soir du 7.

À l'aéroport, Simon et le reste de l'ESNO débarquent du premier Transall. Avec le second, Sabre projette en tout par les airs quatre véhicules et quatorze hommes. Le lieutenant des commandos marine avise ses coéquipiers : compte tenu de la poussière dégagée au sol, s'il n'y a pas de coups de feu, il veut que les véhicules prennent leur temps pour sortir des appareils. Aucune réaction de l'ennemi. La petite colonne roule donc comme prévu vers Tessalit où elle a mission d'accueillir celle de Damien. Le premier véhicule s'empêtrant dans des barbelés, seuls trois continuent, mais la crainte de mines leur cause encore du retard, obligeant Simon à demander finalement aux « chutops » d'assurer eux-mêmes la jonction. Prenant place sur un point haut, il ordonne un peu de repos et s'installe derrière les jumelles en espérant débusquer enfin cet ennemi qui, une fois encore, a disparu. Il aperçoit alors un véhicule, camouflé. Aussitôt la pression monte au sein de tout le dispositif. C'est sûr, voilà enfin les djihadistes ! Il faut l'arrivée du jour pour que, minute après minute, Simon comprenne sa bévue : ce qu'il a pris pour l'avant d'un pick-up n'est qu'un gros rocher…

Les hommes de Damien ont besoin de trois heures pour couvrir les deux derniers kilomètres dont le terrain est des plus calamiteux. Au petit matin, les forces spéciales pénètrent enfin dans la ville, appuyées sur les hauteurs par leurs camarades venus des airs. Des masures ont été préalablement repérées, où des djihadistes pourraient se cacher : elles sont bien occupées, mais par des villageois qui n'ont vraiment rien de terroristes. Quelques munitions sont retrouvées ici ou là, des photos aussi, mais rien à la hauteur de l'appréhension ressentie avant le départ.

Contrairement à Gao où elles avaient attendu une journée les premiers renforts, les forces spéciales sont rejointes dans la journée par plusieurs unités. Les premières appartiennent au Tchad. Les leçons du précédent raid jusqu'à Kidal ont porté leurs fruits : le commandement n'a poussé vers le nord que le « secteur » du général Déby et, pour gagner plus de temps, par l'itinéraire le plus court, mais aussi le plus dangereux, longeant le sud de l'Adrar, là où le MNLA a mis en garde contre des risques de mines et d'embuscades. Pour la première fois seul aux commandes, le général Déby, que ne lâche pas le détachement des forces spéciales commandé par Jack, fait montre de capacités réelles. Constatant que le sable ralentit trop la progression, il décide ainsi de rejoindre Tessalit par la transsaharienne et ses cailloux finalement plus praticables.

C'est par les airs cependant que surgissent cinquante-quatre hommes du 1er RCP, désormais fidèles compagnons du COS au Mali. Après Gao et Kidal, le capitaine Karim A. a en effet obtenu de sa hiérarchie de proroger le rapprochement qui permet aux siens d'enchaîner leur troisième poser d'assaut à Tessalit. Les parachutistes précèdent de peu le sous-groupement du lieutenant-colonel G. qui vient à bout de ses 550 kilomètres de traversée. À Gao, le colonel Denis M. s'étonne presque qu'il n'ait pas été attaqué. « Personne, lui explique le Touareg Gamou, n'aurait osé se frotter à pareille colonne[13] ! » Les forces spéciales ont fixé avec le général de Saint-Quentin un lieu de rencontre au sud de la ville, mais c'est par le nord que le sous-groupement G. se présente finalement vers midi après avoir contourné par l'ouest les zones qui lui semblaient risquées. Entre soldats, le contact est très cordial. « Les forces spéciales étaient heureuses de nous voir déjà arriver ! souligne le capitaine Augustin B. Elles se souvenaient du précédent à Gao[14] ! » L'officier du 1er RIMa installe ses pelotons en protection, sur le mouvement de terrain dominant l'aéroport, une section d'infanterie du 126e RI investissant le camp attenant qu'elle découvre entièrement dévasté : armes et munitions ont bien sûr été pillées, mais aussi toutes les huisseries, installations électriques, mobiliers. Les vêtements et jouets d'enfants jonchant le sol témoignent, eux, de la précipitation avec laquelle les soldats maliens et leurs familles ont évacué les lieux au début de 2012.

L'alliance inédite de la DGSE et des forces spéciales

La conquête de la ville, néanmoins, n'a pas suscité que de la satisfaction au sein du commandement français. Certains, à la brigade Serval, regrettent l'absence de coordination avec le COS, pour ne pas dire son cavalier seul, puisqu'ils n'avaient pas été informés de sa venue à Tessalit. Au fond, Serval n'est qu'un nouvel avatar de l'incompréhension parfois constatée entre forces spéciales et conventionnelles. Les unes se pensent comme un outil à forte valeur stratégique ajoutée quand les autres souvent les considèrent plutôt comme des

supercommandos à portée tactique. Dans toutes les OPEX précédentes, la divergence passait le plus souvent inaperçue car le but y était principalement de conserver des acquis, territoriaux ou politiques. Parce qu'il est une guerre de conquête, le Mali la ranime, avec une intensité accrue par la pression des politiques pour que l'affrontement soit bref et concluant.

La prise de Tessalit néanmoins marque un tournant dans la bataille. L'émulation qui a pu exister entre Serval et Sabre pour la libération des grandes villes disparaît à l'approche du prochain objectif, le Tigharghar. Il est évident, en effet, que seule l'armée de terre, appuyée par l'aviation, pourra en venir à bout. À Ouagadougou, le colonel Luc refuse l'idée d'y engager la moindre reconnaissance : « Ce n'était pas notre rôle[15] ! » argue-t-il. En revanche, il est certain de son apport dans les deux domaines qui ne sont pas normalement du ressort de Serval : l'élimination des HVT et la recherche des otages. Avec l'accord de sa hiérarchie, il abandonne donc rapidement Tessalit car il juge Kidal mieux placé pour mener des coups de sonde dans l'Adrar. Une base d'hélicoptères y est installée, ainsi qu'un dépôt de carburant. Un attelage inédit se concrétise avec la DGSE, dont les premiers éléments s'installent dans le camp au sud de la ville mi-février. Un constat en effet s'est imposé à Mortier : jamais le service Action, tout connaisseur est-il de la région, ne pourra égaler la force de frappe, et désormais l'expérience du terrain, des forces spéciales.

Confirmant sa volonté, certes exigée par le pouvoir politique, de laisser de côté toute vaine querelle interservices, la DGSE met en place une collaboration redoutable d'efficacité en plaçant à Ouagadougou un officier de liaison qui transmet la quasi-totalité des renseignements recueillis par différents capteurs, les forces spéciales ayant charge de les exploiter. Pour ainsi dire, la cellule Mali de son service de contre-terrorisme se transforme en centre de ciblage du COS, et Sabre en service Action de circonstance. Leurs résultats seront scrutés à la loupe car ils n'ont rien d'anodin en période de restriction budgétaire. Derrière le laboratoire malien, le projet couve d'une refonte des services de renseignement où le SA ne préserverait que ses missions clandestines, les forces spéciales prenant enfin l'ampleur des SAS britanniques.

La symbiose COS-DGSE à Ouagadougou et Kidal est aussi imposée par la participation des Américains à Serval. Pour la première fois, les Français bénéficient de la recopie vidéo des vingt heures quotidiennes filmées par les drones Predator basés à Niamey avec une centaine d'hommes[*10] ; les forces spéciales américaines sont également représentées au sein du PC de Sabre, leur chef l'amiral McRaven, très francophile, disant se mettre à disposition de son homologue français, le général Gomart[*11]. Tout cela n'a été rendu possible que parce que les Français ont su montrer aux Américains qu'ils disposaient d'un outil à la hauteur, soudé et efficace.

Les forces spéciales néanmoins ne sont pas les seules à avoir besoin d'informations ; la brigade du général Barrera en requiert aussi pour planifier ses opérations, les rectifier en cours si nécessaire. Chaque jour, une visioconférence réunit tous les acteurs (CPCO, Serval, COS, services) pour répartir les moyens. « Avec une certitude, note, philosophe, le capitaine de vaisseau Pierre V., chef de la cellule de crise à Paris : il y aura toujours des mécontents ! Selon l'adage, choisir, c'est renoncer[16] ! »

La traque des HVT de fait est gourmande en ISR. L'une des clés est le pistage des téléphones satellite, presque une troisième main pour tout rebelle dans le monde : ils sont très pratiques pour appeler de n'importe où, avec des cartes expédiées de l'étranger par des complices. Le but pour les services est de mettre des numéros en face de chaque cible et de vérifier, lors de leur utilisation, que c'est bien celle-ci qui est au bout. D'où la nécessité d'une reconnaissance vocale : des traducteurs montent à bord du Transall Gabriel et de l'appareil de la DRM qui écument le Nord depuis la fin de janvier. Une fois la certitude établie sur la localisation de la HVT, il reste encore du temps avant d'intervenir. Même si le Gabriel a permis de réduire considérablement le délai entre l'appel téléphonique et la reconnaissance vocale, il faut en effet tasker un chasseur, l'équiper de la bombe adéquate, surtout s'il est en zone urbanisée, soit au mieux quelques heures durant lesquelles la trace ne doit pas être perdue. Une meilleure réactivité ne peut être espérée qu'en repérant au préalable la zone d'évolution de la HVT, voire en l'y attirant. Alors la chasse, prépositionnée, est capable de frapper dans les minutes suivant l'identification.

Le processus est imparable : si une HVT est localisée, un rapport est automatiquement dressé, qui conduit les plus hautes autorités à décider ou non de son élimination. Ainsi la DGSE, contrairement à ce qui est affirmé, n'est-elle pas en mesure, *a priori*, de « protéger » certains chefs ennemis, au premier rang desquels ses connaissances touaregs. À la rigueur, informé et à condition d'être en mesure de réagir prestement, son directeur général pourrait faire connaître son opposition, mais le cas ne se serait pas produit[17]. Les services se trouvent surtout soupçonnés de couvrir Iyad Ag Ghali qu'ils ont bien utilisé avant le 11 janvier, à plusieurs reprises, en particulier lors des tractations autour des otages. Ne pourrait-il encore « servir » ? Le Touareg doit son absence d'immunité à

la décision du président de la République de séparer Serval du traitement de ces affaires. Il figure donc bien dans la liste des HVT à « neutraliser » ; il en occupe même les sommets au même titre qu'Abou Zeid, qui, en détenant les Français, aurait des raisons d'être encore plus préservé. En réalité, depuis le 11 janvier, le chef d'Ansar Dine a même déjà fait l'objet d'une opération à laquelle il a réchappé*12. Il doit sa survie non à la DGSE, mais à ses trente années d'expérience de la clandestinité. Ainsi, depuis qu'il a mis sa femme et quelques-uns de ses proches à l'abri dans le Sud algérien, il se déplace en permanence dans le nord du Mali, parfois repéré, mais trop brièvement pour que se déclenche la foudre.

Les soupçons concernant le Mujao sont plus fondés. À Paris, les avis continuent de diverger sur sa dangerosité : talibans maliens ou aspirants du djihad international ? Mafieux ayant revêtu les habits fondamentalistes ou duplication locale d'AQMI en mal de financements ? L'hésitation est suffisante pour que le Mujao ne soit pas classé, encore au début février, parmi les priorités de Serval. Les moyens de renseignement incitent de fait la France à se concentrer sur les troupes d'Abou Zeid et Belmokhtar qui la défient depuis tant d'années. La configuration de la campagne militaire y conduit également : le Tigharghar est principalement une terre d'AQMI et d'Ansar, cependant que le Mujao ne s'est pas écarté de son pré carré du grand Gao. Or les forces spéciales françaises ne seront jamais assez nombreuses pour pouvoir assurer une même disponibilité dans deux zones aussi vastes. Pour autant, les chefs du Mujao figurent également en bonne place sur la liste des HVT. Eux aussi, ils peuvent être traités si jamais ils tombent dans les filets du renseignement. Repéré ainsi au nord de Kidal, le premier d'entre eux, le Mauritanien Hamada Ould el-Kheirou, l'apprendra sous peu.

---

*1. L'armée française ne roule qu'au diesel.

*2. Elle a été promue depuis.

*3. Qui de toute façon seraient compliquées à installer sur du sable…

*4. Les Tigre, au nombre de trois, restent pour l'instant basés à Ouagadougou avec Sabre.

*5. École militaire de spécialisation de l'outre-mer et de l'étranger.

*6. Soit l'escadron blindé du capitaine Augustin B. du 1er RIMa, une section d'infanterie du 126e RI et une section du 6e régiment du génie.

*7. Assemblage de JTAC (pour la liaison avec le ciel) et de tireurs d'élite.

*8. Reconnaissance de terrain pour poser d'assaut.

*9. Marquage opérations spéciales. MOS1 correspond aux hélicoptères, MOS2 à un largage, MOS3 à un poser d'assaut sur un terrain en dur.

*10. La transmission est interrompue, de rares fois, lorsque des intérêts tenant plus particulièrement au cœur des Américains sont en jeu (en relation avec les attentats ayant affecté leurs forces sur le continent africain).

*11. Il n'est pas question d'une intervention au sol, mais de partage de renseignements, de conseils tactiques, etc.

*12. Probablement celle où ses numéros 2 et 3 ont été tués, à Douentza.

18.

PARIS-AMSTERDAM

À nouvelle étape, nouveau PC, nouvelle façon de travailler. Dès qu'il a rejoint Gao, le 6 février, alors que le lieutenant-colonel G. roulait vers Tessalit, le général Barrera a lancé à son adjoint Denis M. : « Tu me tutoies, on se dit tout[1] ! » En seulement deux semaines, les deux officiers ont appris à se connaître et, comme souvent dans les épreuves, un belle amitié est née. Par son contact facile, Barrera a réussi à insuffler dans son état-major la même ambiance de camaraderie studieuse qu'au sein de « sa » 3e brigade mécanisée dont, certes, beaucoup sont issus. Conformément à ses instructions, le commandant Valérie G. a commencé à installer le PC dans le bâtiment principal, le seul en dur à l'exception de celui des pompiers. La manœuvre est compliquée en particulier sur le plan de l'informatique dont se charge le capitaine Jean-Philippe P. de la 3e compagnie de commandement et de trasmissions. Cent cinquante personnes doivent pouvoir brancher leurs ordinateurs, se relier aux différents réseaux, organiser les visioconférences avec Bamako, Paris, N'Djamena, etc.

Du point de vue du confort, tout le monde est logé à la même enseigne. « J'ai fait comme colonel, relate ainsi le sous-chef d'état-major, Éric L., l'OPEX que je n'avais pas faite comme lieutenant[2] ! » Le général peut seulement compter sur l'attention constante du major Éric M., en charge de sa protection rapprochée. C'est ainsi le sous-officier du 31e génie qui lui a organisé un semblant de chambre au pied de la tour de contrôle : en tout et pour tout, un matelas par terre, une chaise et un bureau récupérés dans les alentours. Comme il n'y a ni porte ni fenêtre, une planche de contreplaqué et des rideaux ont été sommairement ajoutés. Le major de 56 ans a investi la pièce d'à côté, où il loge avec sa dizaine d'hommes issus du 126e RI, uniquement des jeunes, à peine sortis de leur formation, dont chacun pourrait être son fils. « Nous dormions en tenue, avec notre arme dans les sacs de couchage », décrit-il, lui qui redoute un raid de véhicules kamikazes sur l'aéroport. Avec la compagnie du Groupement de soutien de Pau, son détachement installe donc des obstacles pour barrer les accès.

Le major prend sa tâche très à cœur. Quand le « chef » se couche, aux alentours de 23 heures, il est devant sa porte pour chasser les importuns. Quand il se réveille, vers 4 heures, Éric M. est levé avant lui. Dans la journée, Barrera s'accorde de rares moments de repos ou des pauses repas toujours frugales. « Le général chauffait sa ration comme tout le monde, témoigne le major. Ses seuls petits plaisirs étaient la salade, que nous lavions au permanganate, et les fruits que nous nous débrouillions pour trouver au marché[3]. » Il pourrait ajouter un condiment bientôt célèbre dans tout Serval, l'oignon, dont le général vante les vertus : « J'avais lu chez Bigeard, explique-t-il, qu'il avait tenu toute l'Indochine en mangeant de l'oignon car c'est plein de bonnes choses[4] ! » Pendant quatre mois, en plus des litres d'eau et des rations nécessaires, le major veillera à toujours en glisser dans la musette du général dont il ne cède que rarement le transport à ses coéquipiers. À l'intérieur : un Famas, mais aussi un pistolet automatique HK, un 9 mm doté d'un silencieux, dont seul le détachement de protection est équipé au sein de la brigade, efficace dans un rayon de trente mètres seulement, destiné à ne jamais être utilisé qu'en cas de danger extrême. Barrera lui-même est armé de son Mac 50. « Si vous devez vous en servir, lui fait remarquer le major, c'est qu'on est morts et que vous-même, vous n'en serez pas loin ! »

Mener la bataille sur le territoire de terroristes suscite bien des craintes. Un garde reste auprès du général 24 heures sur 24, les équipiers du major se relayant toutes les trois heures. Dans les déplacements, les hommes sont prêts à le plaquer au sol à la moindre escarmouche. « Je m'attendais à prendre une balle à sa place », certifie le major M., motivé par une grande admiration pour lui. « Le général nous écoutait toujours, relate-t-il. Il savait qu'en se mettant en danger, il nous mettrait en danger nous aussi. »

Le GTIA2 à Gao

Une autre figure réputée de l'entourage de Barrera est son conducteur, qu'il a amené de Clermont-Ferrand, le caporal-chef Marie-Joseph, un Martiniquais. Le général se plaît à le titiller rien que pour le voir prendre la mouche. D'autres troupes qui lui sont familières rejoignent à leur tour Gao. Ayant embarqué à bord du BPC *Dixmude* le 20 janvier, le GTIA2, largement composé d'unités de la 3e brigade mécanisée, avait abordé Dakar huit jours plus tard, puis Bamako le 3 février. Il y avait récupéré des éléments qui, faute d'avoir touché leur matériel, n'avaient pu prendre part à l'épopée de Tombouctou avec le GTIA1, ainsi que la batterie du 11e RAMa du capitaine Benoît C.

Le 5 février, cap est mis sur Gao sans vraiment savoir si ce serait le terminus. « Il y avait plusieurs hypothèses de prolongation jusque dans l'Adrar ou le grand Est, note le colonel Bert, mais c'était encore assez flou[5]. » Une partie des porte-chars loués à Dakar ayant fait demi-tour – trop dangereux de les engager vers le nord –, tous les blindés ont pris la route, formant une longue procession d'une centaine d'engins. Les 60 premiers kilomètres sont les plus durs à cause de l'état du bitume et de la poussière. Mais le GTIA2 a le plaisir de recevoir sa part d'ovations d'une population qui ne s'est donc pas lassée de voir les colonnes françaises défiler. « Elle nous a même fêtés comme des libérateurs[6] ! » s'enthousiasme Benoît C. L'ambiance dans la colonne est détendue, le danger djihadiste jugé faible. « Il n'y avait eu personne à Tombouctou, ajoute le capitaine. Même si la montée vers le nord avait été une sacrée aventure, on se disait que peut-être nous ne verrions jamais l'ennemi. »

Au-delà de Douentza, les carcasses de véhicules sur le bas-côté ont cependant commencé à donner un avant-goût de la bataille. Le 6 février, un pick-up malien a été détruit sur cette même route par un IED*[1]. Quatre soldats ont trouvé la mort.

La dernière journée, le GTIA2 a roulé vingt-trois heures d'affilée. « Quand nous faisions le plein le soir, se souvient l'adjudant-chef T., certains s'endormaient la pompe à la main[7]. » Le 7 février, vers 2 heures du matin, apparaît une grande pancarte noire plantée par les djihadistes pour marquer l'entrée de Gao. Depuis, les hommes du colonel Bert se sont faits à la rusticité de l'aéroport, où ils dorment au pied de leur véhicule même si, eux, ils ont eu la chance de pouvoir embarquer des lits Picaut. Les mécaniciens sont à l'ouvrage, le trajet depuis Bamako ayant mis à l'épreuve des blindés guère habitués à effectuer pareille traite. Au RICM, qui a eu la prévoyance d'emporter l'équivalent d'un mois de réparations, un char AMX 10RC est déjà hors service pour cause de moteur en panne.

Comme à chaque nouvelle arrivée, toutes les unités reçoivent la visite d'un des deux « comptables-chiffre », qui seraient plutôt les serruriers de Serval, puisqu'il leur revient de délivrer les clés de chiffrement indispensables aux transmissions. Parmi eux, l'adjudant Jean-Pierre P., qui était déjà à Sarajevo en 1998, n'a eu que quatre jours pour se préparer au corps de réaction rapide à Lille. Après avoir équipé le GTIA1 à Bamako, il dispose d'une priorité absolue sur n'importe quel avion afin de pourvoir en urgence l'armée de terre, comme l'armée de l'air. Aucune escorte : par discrétion, et de toute façon, s'il était capturé, son matériel serait inutilisable ou en tout cas trop long à exploiter. Toutefois l'adjudant P., comme son adjoint, ne s'aventure jamais au-delà de Tessalit.

Avec le GTIA2, Gao compte à peu près 5 000 hommes, y compris un millier de Maliens et 750 Nigériens. Avec 3 300 soldats, le chef d'état-major des armées, l'amiral Guillaud, a atteint son objectif d'« inverser les schémas en vigueur » : « D'habitude, explique-t-il, les effectifs projetés augmentent progressivement, puis stagnent. Au Mali, vu les périodes de grosses chaleurs, puis les pluies qui approchaient, nous avons décidé de mettre le paquet dès le début en espérant pouvoir en rapatrier une partie dès le mois d'avril quand nous aurions fait le plus gros[8]. »

Transfert d'autorité

Le danger du rush initial cependant est de créer un monstre ingérable : 1 000 kilomètres séparent Bamako de Gao et 550 Gao de Tessalit. Comme si le PC d'une compagnie était à Madrid, le gros de la troupe à Paris et l'avant-garde à Amsterdam. Sans oublier le CPCO, qui, malgré les milliers de kilomètres de distance, contrôle encore l'essentiel. Il est temps pour lui de passer la main. Non seulement ses troupes, dans la cuve de Saint-Germain, sont épuisées, mais le temps mort dans les opérations après la conquête de Tessalit s'y prête. « On ne

pouvait pas passer en route les commandes d'une voiture qui roulait à 180 kilomètres/heure, illustre le capitaine de vaisseau Pierre V. à la cellule de crise. Il fallait arriver à trouver un moment de répit[9]. » Enfin, le PCIAT a achevé son déménagement depuis Dakar. Le 8 février, son chef, le général de Saint-Quentin, reçoit donc les rênes de Serval : désormais, il est l'interface entre l'état-major des armées et le théâtre d'opérations ; lui préfère parler de « boîte de transfert[10] » entre les inputs politiques et les considérations tactiques.

Même trois semaines après le démarrage des opérations, le passage de témoin au PCIAT n'en demeure pas moins une performance. Ainsi l'OTAN prévoit-elle quarante-cinq jours de son côté pour la mise sur pied d'un état-major. L'une des premières initiatives du général de Saint-Quentin, en accord avec le général Barrera, est de mettre en place une sorte de PC avancé à Tessalit, qui reste trop excentrée pour l'état-major à Gao. Serval a le candidat idéal : le G08 qui, une fois encore, aurait pu en lieu et place être rapatrié à Abidjan puisque l'état-major de Barrera l'a suppléé à Gao. La troupe du colonel Vanden Neste est outillée pour les grandes élongations puisque quinze de ses trente-neuf membres sont des transmetteurs. En un seul poser d'assaut, le 12 février, elle est sur place, rejoignant les deux cent cinquante légionnaires du colonel Desmeulles, qui avaient failli y accomplir leur deuxième parachutage, et qui ont finalement atterri en provenance d'Abidjan puisque les forces spéciales les ont précédés.

Dans le sens inverse, une partie du sous-groupement du lieutenant-colonel G., qui l'avait le premier ralliée, quitte Tessalit à l'exception de l'escadron du 1er RIMa. Les Français se comptent donc à peu près quatre cents dans la ville. Un effectif modeste, mais perché aux confins du Mali, imposant des prouesses pour que soit assurée ne serait-ce que la livraison des dix à douze litres d'eau nécessaires par homme et par jour. « À l'origine, explique le colonel Philippe Gueguen, patron du bureau logistique au CPCO, nous pensions ne devoir surmonter des difficultés que jusqu'au fleuve Niger. Et puis nous avons appris que nous devrions aller jusqu'à Tessalit… J'ai dit au sous-chef ops qui me regardait, dubitatif : "Au moins une fois là-bas, nous ne pourrons aller plus loin !"[11] »

Afin de disposer au plus vite d'une piste acceptable, un nouveau largage est opéré, des éléments du 17e RGP, emmenés par le même lieutenant, ô combien chanceux, qui a fait le saut historique de Tombouctou. Sorte d'UPS des armées françaises, le 1er RTP du colonel Fauche s'emploie à conditionner l'engin retenu, ainsi qu'un ensemble de matériels dont un groupe électrogène, le tout avec le plus de soin possible car il ne reste de parachutes que pour une seule tentative. En fin de journée du 8 février, un C130 et un Transall décollent d'Abidjan avec la cargaison, un troisième emportant le lieutenant et ses dix subordonnés. La zone d'atterrissage est un peu plus éloignée de la piste qu'à Tombouctou, puisqu'elle se situe de l'autre côté du camp de Tessalit, mais le 17e RGP est rapidement à l'œuvre sur la piste en dur. Selon la volonté du CPCO cependant, le premier poser d'assaut n'aura lieu que deux jours plus tard. L'aviation et le 1er RTP procèdent donc encore à des parachutages : 20 tonnes de ravitaillement le 10 février, 17 tonnes le 11 ; 13 tonnes seront déposées le 17, 4 de plus le 19.

L'écartèlement

Sans l'appui aérien, Tessalit n'aurait pu être tenue. N'ayant pas bénéficié de la priorité dans les acheminements, le bataillon logistique du colonel Vélut ne compte encore que six cents[*2] de ses mille hommes avec seulement une partie des trois cents véhicules prévus. En réalité, il ne sera déclaré pleinement opérationnel qu'après l'ouverture de la bataille dans les Ifoghas. Or, après un mois de Serval, les ailes françaises sont en surchauffe, à l'intérieur comme à l'extérieur du théâtre. À Villacoublay, le petit état-major du général Boussard s'est escrimé à projeter plus de 10 000 tonnes en un mois vers le Mali. La facture est en proportion : environ 100 millions d'euros, dont le patron du centre multimodal de transports communique le détail tous les trois jours au sous-chef opérations de l'état-major des armées.

Au total, les chiffres atteindront 13 000 tonnes de matériel, 7 000 passagers, le tout via 115 Antonov, 31 Airbus, une soixantaine de rotations de Transall et C130, pour un coût de 150 millions que, reconnaît un haut fonctionnaire à la Défense, « nous n'avions peut-être pas tout à fait anticipé au démarrage[12]… ». Le CMT n'est pas en cause, qui, comme en Kapisa où il avait réussi à économiser 35 % par rapport aux estimations initiales, étudie méticuleusement chaque trajet d'Antonov afin que l'heure de vol à quelques dizaines de milliers d'euros soit rentabilisée. La raison se trouve toujours dans le maintien d'un tempo effréné qui sollicite de chaque unité de puiser dans ses réserves. Ainsi, à la date du 15 février, rien que la base aérienne d'Évreux aura projeté 3 026 tonnes de fret, 92 conteneurs, 218 véhicules, grâce à 30 vols d'Antonov 124, 27 d'Iliouchine, 21 de C17 et 7 de C130. Son chef, le colonel Séverin, souligne qu'« en un mois, nos appareils de transport avaient consommé deux

mois de potentiel ». La noria en Afrique est telle que, témoigne un colonel au CMT, « si un Antonov 124 était tombé en panne sur un aéroport africain en bloquant des aires de parking, c'était toute la machine qui aurait pu se retrouver grippée… Nous étions à flux plus que continus[13] ». Le constat est encore plus préoccupant pour les équipages : « Fin janvier, note le colonel Éric L. alors à Abidjan, la majorité avait dépassé 80 heures de vol, ce qui aurait dû normalement leur imposer une visite médicale et un examen de leur dossier. En un mois, ils ont atteint les 250 heures, soit le volume d'une année[14]… »

Des choix s'avèrent donc inévitables. Au départ de France, le bureau logistique du CPCO tente de coller à ses abaques donnant le ravitaillement nécessaire pour chaque unité déployée à telle distance dans telle intensité d'opération. « Clairement, reconnaît son chef, le colonel Philippe Gueguen, nous avons mis en œuvre nos prévisions les plus ambitieuses en nous limitant volontairement à cinq fonctions vitales : carburant, service de santé, munitions, eau, vivres. Il était indispensable que les cinq soient assurées, une déficience pour une seule d'entre elles suffirait à tout faire capoter[15]. »

Afin de limiter les transports jusqu'au Mali, le CPCO a cherché très tôt à dénicher des ressources locales. Première obsession, l'eau, car, souligne le colonel Gueguen, « c'était le plus lourd et le plus volumineux à raison d'une moyenne de dix litres par homme et par jour. Au final, cela finit par représenter des tonnages considérables. » L'idée fut donc de trouver au plus vite une entreprise à Bamako même. Un commissaire passa un contrat en bonne et due forme, avec des avenants pour anticiper les opérations futures, et l'affaire fut conclue dès le septième jour. Même réflexion pour la nourriture : vu le rythme effréné, les troupes n'ont pas le temps de cuisiner ; il a donc été anticipé qu'à raison de plus de quatre mille par jour elles assécheraient le stock de rations où piochent également toutes les autres OPEX. Le colonel Gueguen a demandé au bureau de l'EMA chargé de la logistique de production de vérifier que les industriels français seraient aptes à tenir la cadence. D'autre part, son bureau a pressé les troupes à l'arrière d'identifier des produits locaux pour leurs propres besoins. Vu les conditions d'hygiène à respecter, il faudra attendre fin février pour qu'elles y parviennent à Bamako. Enfin, pour les munitions, les prévisions ont été décalquées du modèle afghan en y ajoutant une marge, mais qui doit ne pas être trop lâche : « Durant la guerre froide, illustre le colonel Gueguen, les logisticiens pouvaient se contenter d'appliquer des plans qui fixaient le nombre de munitions par unité. Dans les conflits modernes, il faut en permanence réviser les ravitaillements au vu de la situation. Ne surtout pas mettre la barre trop bas, sinon le troupes pourraient se retrouver à court, mais pas non plus trop haut car cela coûterait cher à rapatrier ou plus certainement à détruire. »

C'est au PCIAT*3 qu'il revient de répartir ensuite les tonnages arrivés de France vers Gao, Kidal, Tessalit, Tombouctou ou Ménaka. La logistique donne finalement lieu à une authentique manœuvre, parallèle à celle de la brigade Serval, où tout circule en permanence, avec seulement l'équivalent de quelques jours de stock aux nœuds principaux. « C'est la première fois depuis Daguet, note le général Jacquement, à l'époque chef de la 1re brigade logistique, que nous avons pu mettre en application ce sur quoi nous nous entraînions depuis des années[16]. » Charge au bataillon du colonel Vélut de faire son maximum avec les moyens à sa disposition. « Quand je suis arrivé à Bamako, relate son chef, et que j'ai regardé la carte, j'étais persuadé que la montée vers le fleuve Niger serait pour le mandat suivant[17]… » Le choix des troupes s'avère vitale. Le colonel Vélut a insisté pour que ses capitaines ne retiennent pas que les plus expérimentés. Les « jeunes » en effet sont susceptibles d'apporter l'enthousiasme et la fougue quand les « vieux » peuvent éprouver plus de difficultés à encaisser la chaleur et la fatigue. Les femmes non plus n'ont pas été écartées. Le colonel reconnaît que les conditions climatiques, aussi la promiscuité, ont pu légitimement faire craindre pour elles des conséquences plus néfastes. Mais les 10 % de l'effectif qu'elles représentent auront un comportement remarquable, en tous points semblable à celui des hommes.

À Gao, Vélut a installé son PC à 400 mètres de celui de la brigade, sous tente gonflable – encore une première – avec une caractéristique fondamentale : son bataillon est le seul à être entièrement numérisé, ce qui lui permet de connaître en permanence la position des convois à mille kilomètres de distance. « Seuls les Américains l'avaient fait en 2003 en Irak », insiste-t-il. Sa connaissance du commandement de Serval se révèle également des plus bénéfique. Vélut a par exemple fréquenté les bancs du prytanée avec le patron du GAM, de Saint-Cyr avec le sous chef d'état-major de Barrera, de l'École de guerre avec deux chefs de GTIA : il sait donc par avance leurs demandes bien calibrées. Trois jours de route*4 sont nécessaires pour relier Bamako à Gao. Forts pourtant de soixante-dix véhicules, les convois logistiques peuvent être commandés par un simple lieutenant de la circulation routière. Pour Gao-Tessalit, en fonction de la météo, c'est également deux ou trois jours d'une réelle aventure par rapport à l'Afghanistan où tout était si millimétré : les distances pouvaient être couvertes en une journée avec retour à la base le soir, l'appui aérien y était disponible en dix minutes. Ici, la « log » retrouve les bivouacs et les nuits noires de ses ancêtres Free French de la Seconde Guerre, un secours de l'aviation pas avant une heure et

demie[*5], l'incertitude.

Obligé de scinder son bataillon, le colonel a décidé que trois cent cinquante hommes resteraient dans la capitale, les autres le suivant dans le Nord. Pour le bond à Tessalit, il met sur pied un sous-groupement de cent cinquante hommes, commandé par un capitaine, avec tout ce qu'il faut en transport, maintenance, commissariat, essence. Au vu des difficultés rencontrées dans le ravitaillement, le seuil est alors considéré comme atteint : pas plus de quatre cents hommes à Tessalit. Et ce n'est pas la brigade Serval qui le fixe, mais bien, selon la doctrine, le PCIAT à Bamako, confirmant la cohabitation de deux manœuvres, certes intimement liées, mais distinctes au grand dam de certains autour du général Barrera qui, mais c'est un classique dans toutes les guerres, auraient peut-être souhaité plus influer sur les lignes logistiques. Il en va de même pour les services médicaux qui doivent être capables de fournir partout sur le territoire malien la même exigence de soins. À Vincennes, où le Service de santé des armées est basé, les quinze membres de l'état-major du médecin en chef Emmanuel Angot sont même presque entièrement monopolisés par Serval : des quatre médecins qui y servent, un seul est chargé du reste du globe. Représenté par un « Dirmed[*6] » au sein du PCIAT, il doit veiller au jeu des chaises musicales que le rythme intensif des opérations impose aux antennes chirurgicales avancées. Alors que, depuis le 25 janvier, la 9e aérotransportable avait pris position à Sévaré, la 7e parachutiste, la première au Mali dès le 14 janvier, a ainsi été transférée à Gao le 6 février. Elle est remplacée à Bamako par une unité composée de personnels des hôpitaux militaires de Marseille et Toulon.

Le service de santé doit veiller en outre sur 21 postes médicaux[*7] répartis sur l'ensemble du territoire, quatre équipes évacuation, enfin le module de chirurgie vitale mis au profit des forces spéciales[*8]. Comme pour la logistique, il revient au PCIAT de s'assurer de la synergie avec la brigade Serval. « Chacun est sans doute le meilleur pour estimer de quelle manière il peut au mieux contribuer à l'opération, expose le général de Saint-Quentin. Mais au final, il est indispensable que tout le monde s'y retrouve, qu'il y ait une harmonie d'ensemble[18]. » Des tensions peuvent parfois apparaître, comme dans toute entreprise humaine. Elles étaient de toute façon prévisibles puisque, jusqu'alors, pour une opération de cette ampleur, les Français se reposaient sur les services de l'OTAN ou les Américains. Il faut en particulier du temps aux troupes sur le terrain qui, depuis un mois, ne répondaient qu'aux ordres directs de Paris, pour se faire à la clarification apportée par la nouvelle organisation du commandement : la stratégie au CPCO, la tactique à la brigade Serval pour les opérations terrestres et aux centres de Lyon Mont-Verdun, ainsi que N'Djamena pour la partie aérienne ; le PCIAT assurant la cohérence entre les deux niveaux.

Une coalition informelle

L'état-major du général de Saint-Quentin se doit de démontrer les mêmes qualités, fondamentales, de chef d'orchestre avec les forces maliennes et africaines, qui sont de plus en plus nombreuses. Au 19 février, se seront déjà massés 5 250 Tchadiens, Togolais, Sénégalais, Ghanéens et Béninois, ne formant avec les Français, comme le souligne le Comanfor, qu'une « coalition informelle[19] ». Très régulièrement, les états-majors et leurs chefs se rencontrent, s'informent, se coordonnent. Le PCIAT convainc ainsi les Africains de sortir du vieux schéma d'un Mali coupé en deux qui les inciterait à maintenir le centre de gravité de leurs bataillons trop au sud. Léré, Tombouctou, Ménaka, Gao, voilà, entre autres, où ils doivent se projeter.

Parce qu'il est moins explosif que l'action de Serval, le résultat de ces actions du PCIAT passe relativement inaperçu dans la presse d'autant que le général de Saint-Quentin est d'un naturel très discret. Et pourtant, sans la remontée de l'armée malienne vers le nord, sans le déploiement progressif de la MISMA, la porte que les Français ont enfoncée se refermerait inéluctablement derrière eux. Avec seulement cinq mille hommes, la brigade du général Barrera ne peut se préparer en février à sonder l'Adrar des Ifoghas que parce que ses arrières commencent à être pris en charge par d'autres. Outre le soutien des troupes françaises, le général de Saint-Quentin se voit donc chargé d'un rôle majeur de cohésion. Que les Maliens et la MISMA renâclent, et la boucle du Niger se trouvera mise en péril ; avec l'insécurité qui en découlera, les élections ne pourront se tenir en juillet et Paris sera contraint à revenir sur son projet de ne pas s'attarder au Mali, un revers vis-à-vis de la communauté internationale.

À la charnière entre Serval et ses partenaires africains, le colonel Jean-Pierre Fagué prend la casquette de responsable du dispositif d'assistance militaire opérationnelle et de coordinateur du théâtre avec les forces concourantes, son expérience au sein des éléments français au Sénégal (EFS) l'y prédisposant : il connaît de longue date le chef d'état-major de la MISMA, le colonel sénégalais Jean-Paul Ntap, et il a lui-même participé à

l'évaluation de l'état-major de la CEDEAO en novembre 2012. Innovant, il obtient d'utiliser les unités françaises de coopération régionale des EFS pour accompagner les unités africaines et constituer des détachements de liaison et d'appui (DLA) : un commandant (ou capitaine) et quatre à six subordonnés, dotés de deux véhicules, accueillent chaque nouveau bataillon africain sur le tarmac de Bamako, voire le rejoignent avant son départ du Niger ou du Sénégal. Il leur revient d'assurer la liaison avec Serval, d'appuyer la montée en puissance du bataillon et de fournir l'appui nécessaire, en particulier en renseignements, tant que le PC de la MISMA n'est pas opérationnel, afin d'éviter que les troupes ne débarquent en territoire totalement inconnu. Six officiers français intégreront par la suite l'état-major de la force africaine. Chaque jour, à 11 heures, Français, Maliens et Africains de l'Ouest font un point de situation et coordonnent les opérations aéroterrestres. Chaque semaine est ponctuée par la rencontre des trois Comanfor, ainsi que par une réunion de planification trilatérale sous la coupe du colonel Fagué : « L'outil a été mis en place à l'initiative des militaires, souligne-t-il, et il a été déterminant pour coordonner la manœuvre d'ensemble. La coopération entre les forces en opérations a été exemplaire[20]. » Il permet aussi aux Français, et c'est de bonne guerre, de contrôler, voire d'influer sur les mouvements de la MISMA et de l'armée malienne.

Le cas le plus épineux à négocier concerne l'armée malienne. Avec pour « polad[*9] » une jeune rédactrice du Quai d'Orsay, Nadia Fanton, le général de Saint-Quentin doit s'employer à convaincre les autorités nationales de ne pas accompagner Serval jusqu'à Kidal avant la réunion de toutes les conditions militaires et politiques. Même s'il n'en sera jamais fait état publiquement, Paris invoque l'incapacité provisoire de Bamako à y déployer les troupes nécessaires, et redoute la vengeance du sud contre le Nord dont Amnesty International a recensé fin janvier les premiers dégâts[*10]. Le 11 mars, le haut commissariat des Nations unies aux Droits de l'homme évoquera à son tour « une grave escalade des violences », des « représailles » de l'armée malienne visant « les Peuls, les Touaregs et des groupes ethniques arabes perçus comme soutenant les groupes armés[21] ». Il semblerait cependant que, durant le premier mandat de Serval, seulement deux cas, dans le sud de Gao, aient été avérés, avec une suspicion également à Tombouctou[22]. À chaque fois, quelle que soit l'heure de la journée, le général de Saint-Quentin appelle le chef d'état-major malien, le général Dembélé, pour l'inviter très fermement à tenir ses hommes, l'ambassadeur Rouyer se chargeant de son côté des autorités gouvernementales. Et, chaque fois, celles-ci faisaient le nécessaire, les auteurs sont identifiés, arrêtés et renvoyés à Bamako pour jugement. Le Comanfor y veille avec d'autant plus de scrupules qu'il a été indûment mis en cause dans la genèse du génocide rwandais.

L'ennemi de son allié peut-il être un allié ?

Pour l'heure, les Français ont des raisons pour suggérer aux Maliens de rester au fleuve Niger : manque de véhicules, logistique défaillante, inaptitude au combat dans l'Adrar. Mais cela n'a pas suffi pour empêcher un premier couac. Avec l'objectif d'atteindre cette fois la dernière grande ville à l'est de Gao, Ménaka, le capitaine Sayfa P. a pris la tête, le 8 février, d'un détachement composé principalement par quelques dizaines de soldats maliens, ses pelotons du 1er RHP et un autre du 1er REC. Le temps pressait car, depuis le 5, profitant du départ des troupes du colonel Ag Gamou qui en avaient été les premières libératrices, le MNLA s'était improvisé maître de la localité d'où sont parties toutes les révolutions touaregs. Le commandement français espérait que la situation se résoudrait à peu de frais comme à Kidal où Najim et Charif s'étaient écartés de bonne grâce. Sauf que, à la colonne des hussards parachutistes, ont été intégrés des éléments de la milice Delta de Gamou qui, originaires de la région, pourraient, pensait-on, faciliter la passation de pouvoir. Mais l'hostilité est telle entre les Imghads et les Ifoghas du MNLA que l'incident était inévitable. À l'entrée de la ville, les miliciens ont capturé quatre éléments du mouvement irrédentiste sous prétexte qu'ils étaient armés. Le MNLA s'en est indigné : pour lui, les individus étaient venus parlementer – de fait, parmi eux, se trouvait Abdoul Karim Ag Metafa, ministre de la Santé du conseil transitoire de l'État de l'Azawad. Les Français furent pointés du doigt, eux qui auraient laissé faire. Ménaka allait-elle voir se confirmer les pires prédictions d'un retour sanglant de Bamako dans le Nord ? Le MNLA réarma ses véhicules de mitrailleuses, les Maliens se disaient prêts à en découdre.

Ce n'est que grâce au calme et à la détermination des troupes françaises que la pression retombe finalement. Et le 12 février, Gamou rentrera dans la vile que le MNLA aura préféré abandonner. Depuis le colonel Vanden Neste, tous les responsables français à Gao s'emploient pour l'empêcher de faire de même à Kidal où les affrontements seraient vraisemblablement plus violents qu'à Ménaka. Une perspective inenvisageable à l'aube de l'investissement du Tigharghar voisin. Les autorités maliennes doivent donc se faire à l'idée de laisser la France,

sur leur propre sol, en face à face avec ce qu'elles considèrent depuis toujours comme leur principal ennemi. Au demeurant, elles n'ont pas vraiment le choix vu leur maigre légitimité politique et l'armée nationale tout juste convalescente. À Paris, le gouvernement se veut intraitable : aucune ingérence dans les affaires maliennes, aucune intercession entre le nord et le sud. Mais ne serait-ce que pour la sécurité des cent quatre-vingts soldats français qui s'y trouvent, et pour la réussite des opérations à venir, un canal de discussion avec les Touaregs est inévitable à Kidal. D'autant que, dès le 11 février, trois cents personnes, avec femmes et enfants, y manifestent aux cris de « Vive l'Azawad » et aussi « Armée malienne assassine, armée française complice ».

Kidal devient la nouvelle patrie de Janus. D'un côté, Paris refuse toute négociation. Tout juste nommé chef de la mission Mali-Sahel, un diplomate, Gilles Huberson, fait le voyage, mais uniquement pour entendre les doléances des Touaregs après l'incident de Ménaka ; rien à offrir en contrepartie. Parce qu'il a été un spécialiste au Quai d'Orsay des affaires difficiles*[11], parce qu'il est également saint-cyrien, le diplomate est souvent présenté comme l'« homme de services », ce qui laisse sous-entendre un double jeu de la France. Il y a du faux et du vrai. La DGSE n'est pas représentée à Kidal par Gilles Huberson pour la bonne raison qu'elle aussi y envoie un de ses officiers au même moment. Et comme tout service de renseignement, elle s'attelle bien sûr à discuter avec les organisations avec lesquelles la France ne peut nouer une relation officielle. Mortier à vrai dire en rêve depuis des années, elle qui ne traitait le dossier malien que depuis Bamako. Rien de tel que la proximité pour réactiver des contacts ou en créer de nouveaux. Dans le camp qu'elles se sont approprié au sud de la ville, les forces spéciales, qui ne se comptent plus que quelques dizaines, se sont ainsi faites, quasiment depuis la conquête de la ville, à la colocation avec les « cousins », la direction du renseignement de la DGSE et le service Action ayant poussé des éléments en précurseur. L'un d'eux leur a procuré un petit coup d'adrénaline en leur amenant Ahmada Ag Bibi, qui certes avait fait sécession d'Ansar Dine en fondant le MIA, mais qui figurait encore sur la liste des personnalités à arrêter. Le Touareg a juré que l'islam qu'il souhaitait pour l'Azawad était modéré et, en gage de sa bonne foi, il a laissé son numéro de téléphone en précisant qu'il garderait son appareil branché : l'équivalent d'une adresse où le retrouver si le besoin s'en faisait ressentir.

Le MNLA pour sa part est très demandeur d'une collaboration avec les armées françaises qui serait aussi le premier geste de reconnaissance qu'il dit attendre de Paris. « Seul celui qui a déchiré son manteau peut le recoudre[23] », lance-t-il souvent en référence à l'absence de soutien français lors de sa déclaration d'indépendance. À Tessalit, le colonel Vanden Neste a déjà dû refuser plusieurs fois les offres de service des Touaregs tout en parvenant à faire arborer des signes distinctifs sur le toit de leurs véhicules afin d'éviter qu'ils soient pris pour cibles par l'aviation. Aussi le MNLA grogne-t-il quand il voit des guides maliens, les Touaregs de Gamou, au sein des colonnes françaises. Le chef du G08 doit user de dialectique pour lui expliquer que « "quelques" soldats maliens, ce n'est pas "toute" l'armée malienne[24]… ». Mais l'organisation a des arguments qu'il serait inconsidéré de rejeter de but en blanc, surtout quand elle propose son aide dans la recherche des otages. Au sein des armées françaises, ce sont donc les forces spéciales qui, dans la foulée de leur conquête, assument à Kidal un semblant de liaison. *A priori* plus adéquate, la DGSE n'en héritera que le 20 février, ce qui n'empêchera pas Sabre de garder la haute main sur les opérations sensibles. La zone est bien trop instable, la peur d'enlèvements de soldats français bien trop présente, pour laisser les quelques hommes dépêchés par le service Action encourir les risques auxquels ils sont pourtant rodés. Mortier leur interdira ainsi de participer aux colonnes du MNLA.

Les cent quarante-quatre parachutistes du capitaine Karim A., qui assurent l'ossature du détachement français à Kidal, sont condamnés à la vigilance. À plusieurs reprises, ils doivent user de tirs de sommation pour dissuader un véhiculer roulant trop vite en direction de l'aéroport. Le stress est permanent, et très usant, vu les conditions de vie encore plus rudes que d'habitude. Partis sans le supplément de paquetage afin d'être disponibles pour un nouveau bond en avant, les parachutistes ont attendu les premiers ravitaillements pour pouvoir se laver dans de bonnes conditions. Dans le camp, ils bricolent des latrines, ainsi que des douches alimentées par un château d'eau se remplissant une fois par semaine. Sans électricité, avant l'envoi d'un bloc électrogène, ils utilisent les piles de leurs transmissions et pour s'éclairer, les lumières frontales des casques. Avec le cash apporté par un commissaire, ils pourront aussi louer un bulldozer afin d'ériger des merlons au niveau de l'entrée nord. Pour la détente, même le sport est compliqué puisque les sacs, contenant les baskets, n'ont pas été livrés. Enfin, l'absence de réseau téléphonique prive du réconfort d'échanges avec les familles. Pour la Saint-Valentin, c'est Sabre qui fait office d'Hermès en envoyant les messages des chasseurs grâce à ses moyens plus sophistiqués.

Ça camphre à Gao !

Au moins le 1er RCP peut-il conforter son moral avec la fierté d'avoir été en figure de proue de la reconquête du Nord. Car, à Gao, le GTIA2 nouvellement arrivé a un peu l'impression, lui, d'être arrivé trop tard. « On avait appris que les principales localités avaient été prises, relate le sergent-chef du RICM Matthieu D. On se demandait si nous aurions encore de quoi faire[25] ! » Un premier attentat suicide, le 8 février, qui blesse un soldat malien au check point de la route vers Bourem, a cependant rappelé que le Mujao conservait un pouvoir de nuisance. Le lendemain, deux jeunes gens, un Arabe et un Touareg circulant à dos d'âne, sont arrêtés au même endroit, avec des ceintures d'explosifs dissimulées sous les vêtements.

Pendant ce temps, dans le petit village de Kaoussa, le renseignement signale la présence d'une vingtaine de pick-up là où il n'y en a ordinairement jamais. *A priori*, ces derniers cherchent des barges pour traverser le fleuve. Afin de vérifier leur appartenance aux groupes djihadistes, les hélicoptères basés à Gao semblent tout indiqués, mais vu les distances, ils n'auront sur zone que cinq à dix minutes de playtime, bien trop court pour faire connaissance des lieux, trouver les éventuelles cibles, les identifier et les détruire. L'état-major de la brigade Serval a planché sur la manière de réduire au maximum le délai entre le repérage d'un objectif et sa destruction. Le conseiller air du général Barrera, le lieutenant-colonel Rodolphe W., obtient de N'Djamena, en seulement trente minutes, l'envoi d'une patrouille de 2000D qui, au pod thermique, repèrent une voiture au centre du village et deux autres près d'une barge. Impossible cependant pour eux de frapper en zone habitée, et sans la certitude qu'il s'agit bien d'ennemis. Le lieutenant-colonel W. transmet immédiatement les coordonnées au GAM qui envoie deux Tigre et un Puma. Le temps du trajet, un chasseur exécute un passage à basse altitude afin de faire sortir les suspects et mieux les identifier : en vain. Une fois sur place en revanche, les hélicoptères n'ont aucun doute : ce sont bien des djihadistes ; après autorisation du général Barrera, ils font feu.

Cette coopération parfaite avec la chasse se conclut par la destruction de deux véhicules. Mais elle met aussi fin au signe indien semblant affecter la brigade Serval : depuis Bamako, elle n'avait encore jamais porté de coups directs à l'ennemi. Le lendemain, après un nouvel attentat suicide dans la nuit qui a obligé la compagnie Z. du 2e RIMa à une sortie jusqu'à l'entrée nord de Gao, elle pense le tour venu de l'infanterie quand les djihadistes s'infiltrent en masse dans la ville et qu'ils s'affrontent violemment à l'armée malienne. « Ça camphre », ainsi que disent les militaires. Comme des journalistes se retrouvent en mauvaise posture à leur hôtel, la QRF*[12] est déclenchée par la brigade. « Cette fois, relate l'adjudant Sylvain K. du 2e RIMa, on s'est dit qu'on allait enfin taper dans le dur. L'ennemi était là.[26]. »

Les blindés entrant pour la première fois dans la ville, des Maliens sont requis pour leur servir de guides. La 4e compagnie du 92e RI atteint le motel Askia sans coup férir. Le capitaine Jean-Baptiste C. y fait procéder au recensement des occupants, puis à leur embarquement sous blindage, seuls quelques-uns signant une décharge pour rester*[13]. La partie est plus compliquée pour le 2e RIMa qui s'est, lui, dirigé vers le commissariat central investi par l'ennemi. Au débarquement des véhicules, une grenade explose à quelques mètres, atteignant aux jambes un chef de groupe et un marsouin : premiers blessés pour la brigade, qui sont évacués vers la 7e antenne chirurgicale. Retranchés, les djihadistes tiennent la dragée haute à l'armée malienne, le Tigre en appui ne pouvant intervenir à cause de l'imbrication.

Le python ne trouve pas sa proie

Avec des pertes indécises*[14], mais un effectif engagé sans doute très inférieur aux « dizaines » annoncées par les autorités maliennes, l'ennemi a indéniablement réussi un coup d'éclat qui autorise à affirmer, alors que la présence d'AQMI dans l'Adrar n'est encore qu'une hypothèse, que celle du Mujao, elle, est une certitude. Le contrôle de zone étant laissé aux Maliens, le GTIA2 mène ses premières opérations, dites « hérissons », pour sonder les alentours de Gao. En particulier, des reconnaissances sont menées vers l'île de Kadji que les habitants avaient déjà pointées du doigt au colonel Vanden Neste ; le 10 février, des djihadistes se seraient de fait infiltrées dans la ville en pirogue. Mais pas question pour l'heure de se lancer dans un ratissage des lieux. « Les accès s'avéraient contrariants, note le colonel Bert. Il n'y avait pas assez de fond pour les bateaux, et nous n'avions pas assez d'hélicoptères[27]. »

Avec seulement une semaine de Mali dans les roues, le GTIA2 entame, le 12 février, son premier périple dans

la région, baptisé « Python ». Objectifs : afficher la force française jusqu'à Bourem à cent kilomètres au nord, aguerrir la troupe à la chaleur ainsi qu'au relief, enfin souder entre elles des unités venues de divers horizons. Le colonel Bert ne lésine pas sur les moyens en engageant la 4e compagnie du 92e RI, l'escadron du RICM, les mortiers du 11e RAMa et une compagnie du 6e génie. Il croit en effet possible d'être dérouté en cours de route vers l'Adrar, sans retour donc à Gao.

Aucun effet de surprise possible puisque, dès la sortie des troupes de l'aéroport, toute la région est prévenue, comme les interceptions le confirmeront. Selon le plan de la brigade Serval, le colonel Bert essaie donc de compenser avec un choix tactique original : plutôt que de foncer sur Bourem par le chemin le plus court, il décide un large crochet par le nord, via le village d'al-Moustarat, ce qui pourrait forcer l'ennemi à bouger, offrant ainsi des cibles à la chasse et aux hélicoptères, les forces maliennes et nigériennes refermant la nasse au check point nord de Gao.

Contrairement à l'Adrar qui, lui, est pour l'instant fermé, l'armée malienne accompagnera toujours le GTIA2. Et en masse : le colonel Bert voit arriver une centaine d'hommes avec des BM21, de la logistique, ainsi qu'un détachement de quarante forces spéciales, emmenés par un officier du meilleur bois, le commandant Abas, héros de la défense de Konna, qui a suivi en France plusieurs formations d'élite. Une de leurs lacunes majeures, par contre, est l'absence de transmissions et, pis encore, d'habitude à s'en servir. En guise de coordination, le GTIA2 doit donc d'abord se reposer sur le détachement de liaison à la tête duquel le commandant Sébastien B. a cédé la place au lieutenant-colonel Christophe L., venu de l'état-major de Serval. « Je voulais changer, explique celui-ci. J'avais déjà vécu l'Afghanistan en état-major, à la 27e brigade alpine[28]. » Son CV a séduit : trois OPEX africaines, une longue expérience de l'infanterie – l'arme principale des Maliens –, le contact facile et pas mal de cheveux blancs, un atout en Afrique où le respect des anciens est encore cultivé. Un sens certain de la débrouillardise a également permis à l'officier d'obtenir les deux transmetteurs, les deux artilleurs, et les deux P4 dont il avait besoin. De manière générale, il n'aura qu'à se ravir de sa collaboration avec ses homologues maliens d'« un excellent niveau, instruits, dotés d'une bonne culture générale enrichie par des formations à l'étranger, lucides aussi sur les insuffisances de leur pays ».

Bert redoute néanmoins les tirs fratricides puisque les Maliens sont équipés des mêmes pick-up que l'ennemi. Faute de mieux, des règles rudimentaires de communication sont établies – au klaxon, aux phares, un tissu bleu sera par la suite ajouté à la tenue des soldats maliens pour les distinguer à distance –, mais leur parfaite application prendra du temps. C'est ainsi qu'une nuit, un poste de garde annonce l'approche d'un pick-up suspect. Le colonel Bert reçoit l'assurance de son voisin malien qu'il ne vient pas de chez lui. Voulant à tout prix éviter une bévue, il fait néanmoins retenir le feu jusqu'à la dernière limite, et heureusement, car le véhicule appartient bien à l'armée malienne…

Les villages sont déserts jusqu'à al-Moustarat. Sur indication d'un des rares habitants, un BM21 est tout de même mis au jour à l'est du village. Comme les Maliens ne peuvent le récupérer à leur profit, il est détruit. Le GTIA2 est alors étalé sur une cinquantaine de kilomètres de large afin de parer toute infiltration. Comme le GTIA1 devant Tombouctou, il endure ses premiers ensablements et pannes, qui le ralentissent et suscitent le mécontentement du commandement, mais le gros échelon logistique que le colonel a pris soin d'inclure à la colonne permet de limiter les conséquences. Jusqu'à Bourem, les blindés du RICM occupent toujours la tête, leur spécialité étant le combat embarqué. « Par crainte des IED, explique le sergent-chef Matthieu D., nous n'empruntions jamais les principaux axes de communication. Comme il ne s'agit pas de routes, mais d'un éventail de pistes, les djihadistes renoncent à piéger car ils ne peuvent deviner par où nous passerons[29]. » Aucune embuscade non plus. Le 15 février, deux obus éclairants sont seulement tirés par les mortiers du 11e RAMa au-dessus d'une présence suspectée de pick-up. Sans suite. « Toute la nuit, note leur chef, le capitaine Benoît C., nous avons quand même gardé la frag et le casque[30]. ».

Enfin est abordée la ville de Bourem, la plus à redouter depuis le départ à en croire les renseignements. Le colonel Dacko rejoint le chef du GTIA2 en tête de colonne afin de respecter les usages indiquant de ne pas entrer dans une localité sans que les autorités soient venues à la rencontre. « Et c'est mauvais signe s'il n'y a personne ! » souligne le colonel Bert qui, au nord et à l'est, dispose au cas où ses troupes en couverture. L'armée malienne aussi prend ses précautions. Le capitaine Ibrahim Sanogo*[15], qui, formé en Espagne, fait figure d'officier de renseignement de Dacko, avait déjà obtenu le renseignement sur le BM21 à al-Moustarat. Cette fois, deux motos sortent de Bourem et le rejoignent : ses indics, qui rapportent un calme plat. Les notables se présentent et l'accueil de la population, composée de Songhaï, est plus qu'enthousiaste. Peut-être même trop. De Bourem à Gao, en effet, les habitants abreuvent les Français d'informations sur des caches d'armes dont ils ne font que supputer l'existence. À chaque fois, le GTIA doit vérifier, prendre en compte, détruire, ou restituer à l'armée malienne. Ce qui prend nécessairement encore du temps. Mais comment ignorer ces renseignements communiqués malgré une

grosse prise de risques ? D'autant que des traces attestent régulièrement de la circulation de véhicules. Le colonel Bert demande et obtient du délai dans le timing initial.

Le syndrome afghan

Pendant deux jours, Français et Maliens fouillent le bord du fleuve qui livrent les premiers stocks de matériels djihadistes. Des roquettes de BM21 sont également retrouvées, pointées vers Gao, avec un dispositif électrique de déclenchement, ce qui confirme la présence de l'ennemi dans les parages. Selon les renseignements collectés par le capitaine Ibrahim Sanogo, qui confirment ce qui avait été dit au colonel Vanden Neste dès le démarrage de Serval, il se serait réfugié dans les communautés wahhabites de la région, ainsi qu'à l'est de Gao.

Les présomptions toutefois ne suffisent plus à Paris qui cède à l'impatience. Jusqu'à présent, en dehors du raid des Tigre à Kaoussa et de l'infiltration djihadiste du 10 février à Gao, seules les forces spéciales et la chasse ont causé des pertes à l'ennemi. Or non seulement leurs opérations sont par essence peu exploitables médiatiquement, mais depuis quasiment deux semaines, elles aussi font largement chou blanc. Ce n'est plus seulement à Tombouctou que les djihadistes ont disparu, mais dans tout le pays. L'amiral Guillaud en conseil de défense, son sous-chef opérations, le général Castres, à la « réunion Serval », expliquent les contraintes logistiques, la ruse de l'ennemi pour se camoufler, mais en interne, on commence à parler de « syndrome afghan ». Contrairement aux instructions données au départ de privilégier la vitesse, de changer sans cesse les modes d'action, la brigade Serval suivrait trop les schémas otaniens, reposant sur l'application méthodique de normes de sécurité. Il est vrai que, de son côté, le CPCO lui-même a pu mettre en garde certains officiers contre tout excès de zèle qui conduirait à un « Ouzbin des sables ».

La critique est parfois facile à des milliers de kilomètres du théâtre. Ni le général Barrera ni le colonel Bert n'ont « fait » l'Afghanistan ; d'autre part, l'état-major de la brigade a fait montre lui aussi d'audace en faisant foncer des colonnes blindées sur Gao, Ménaka ou Tessalit sans les faire précéder par le génie, une hérésie en Kapisa. Mais il suffit généralement que les politiques fassent part de leur étonnement pour que le commandement militaire se décide à réagir. Le 15 février, le général Castres se déplace jusqu'à Gao pour « sentir le terrain » et il enjoint le général Barrera de faire preuve de plus d'audace. Face à l'ennemi le plus dissymétrique possible, au lieu des VBCI engagés dans l'opération Python, il suggère des actions hardies, à base d'héliportages, de raids légers, l'Élysée et le chef d'état-major des armées ayant dit assumer la prise de risques consécutive. Mais pour qui doit prendre la responsabilité d'engager des hommes au combat, les pertes ne seront jamais acceptables qu'avec la conscience d'avoir tout fait pour les éviter.

Le Tigharghar est vide !

Même si le général Barrera voulait multiplier les initiatives, comme son état-major y réfléchit depuis quelque temps, où les mener vu les renseignements lacunaires ? En deux jours, la brigade échafaude un plan d'opération baptisé « Bafoulabe » attribuant des zones de chasse à chaque GTIA autour de Gao, Tessalit, Tombouctou et sur tout le territoire. Pour reconnaître la zone Kidal – Tessalit en priorité, elle choisit de positionner le GTIA2 dans la zone de Gao, ses moyens étant les plus adaptés aux raids dans la région ainsi qu'en zone urbaine, et de faire nomadiser plus au nord le GTIA3 du colonel Gougeon, qui est en train de prendre forme, prêt à lier son action à celle du GTIA4 si besoin. Le plan est rapidement validé par le PCIAT à Bamako et le CPCO à Paris.

Le Tigharghar attire le plus l'intérêt or les forces spéciales sont sur le point d'y dresser un constat décevant. Sur la base de sa coopération renforcée avec la DGSE en effet, Sabre entreprend désormais de vérifier toutes les informations localisant plus ou moins précisément les otages : le dogme du quinquennat précédent, interdisant toute action armée, est bel et bien enterré.

De son côté, si la DGSE reconnaît avoir échoué avant le 11 janvier, comme il lui est si souvent reproché, à « trouver les otages », elle compte bien profiter de Serval pour se rattraper. Ses troupes déployées sur le terrain, particulièrement à Kidal, offrent de plus amples possibilités pour organiser des « manœuvres de renseignement »,

consistant à identifier la chaîne hiérarchique des ravisseurs jusqu'aux plus bas échelons – ceux qui gardent les prisonniers – et à tenter d'obliger ces derniers à se dévoiler, par exemple en payant des sources locales qui, bien orientées, vont leur proposer ce qui leur est indispensable à eux aussi, de la nourriture, de l'eau, de quoi se chauffer. Mais il s'agit d'un travail au long cours. Les opérations menées par les forces spéciales visent donc d'abord à sonder des zones du Tigharghar depuis longtemps identifiées.

La première d'entre elle, baptisée « Tazidert », le 13 février, conduit une équipe de recherche des dragons parachutistes, renforcée par une ESNO des commandos marine avec laquelle ils ont l'habitude de travailler, vers les plus fameuses d'entre elles, le « camp des sables » et le « camp des rochers »*16. Situés au nord du massif, entre les vallées parallèles de l'Ametettai et d'Integant, distants l'un de l'autre d'une demi-douzaine de kilomètres, ils tiennent beaucoup plus du camping sommaire que de la garnison militaire, mais de nombreux indices*17 permettent au moins d'assurer que les otages y ont séjourné.

Déposés au sud du Tigharghar, les commandos sont donc les premiers à arpenter le massif. Et à être obligés de revoir leur timing. Le relief, pas très élevé, mais jalonné, cassant, fatigue rapidement, surtout avec des sacs de près de cinquante kilos. Au bout de quelques kilomètres, il paraît évident que les deux nuits prévues pour s'infiltrer, observer et s'extraire ne suffiront pas. Une troisième est donc ajoutée en route, jamais de très bon augure dans les opérations spéciales, d'autant qu'ici elle signifie également un jour de plus à se cacher sous un soleil écrasant. À Ouagadougou, le projet d'un parachutage d'eau et de vivres est écarté. Il est vrai que le QG de Sabre est déjà très occupé puisque le soir du 14 février une autre action d'envergue est initiée et elle vise rien de moins que le chef du Mujao, Ould Mohamed Kheirou, qui a été localisé à Tabankort, au nord de Kidal. Beaucoup de moyens sont injectés, trop sans doute : la cible se met subitement à faire mouvement. Sa piste, un temps perdue, semble conduire à un camp de nomades, mais sur place, les forces spéciales réalisent qu'il y en a trois dans un mouchoir de poche. « C'était un jeu de bonneteau… », évoque l'un de leurs officiers. Sabre en effet sait qu'en investissant l'un, il éveillera aussitôt l'attention dans les deux autres. Le CTLO marine et le 1er RPIMa font un choix, mais ils n'accostent que des Touaregs se disant étrangers au Mujao. L'échec met en exergue un défaut majeur du dispositif de recherche : il est impossible aux forces spéciales, mais en fait à tout étranger, de distinguer un Mujao d'un simple berger. D'aucuns de souhaiter l'enrôlement dans les équipes d'un membre du MNLA connaisseur de la région, qui, lui, pourrait discriminer. Mais Paris veille au grain, qui autorise à Kidal les patrouilles « en commun », et pas « communes » : aucun mélange de militaires français et de Touaregs dans les véhicules qui, néanmoins, ont l'autorisation de circuler ensemble.

Pendant que le chef du Mujao échappait au sort qui lui était réservé, les forces spéciales se sont scindées dans le Tigharghar, les unes s'orientant vers le camp des sables, les autres vers le camp des rochers. En position au lever du soleil, elles photographient les deux secteurs sous toutes les coutures : quelques traces de passages, de vieux vêtements, mais absolument personne. Le même constat est tiré simultanément par les appareils de reconnaissance aérienne.

À Ouagadougou, le colonel Luc décide d'en avoir le cœur net. Le soir du 15 février, deux groupes sont directement héliportés à l'intérieur des camps, appuyés par leurs camarades déjà prépositionnés. Faisant tout pour se faire remarquer, ils remuent chaque pierre, chaque ersatz de planque qui n'est jamais qu'un trou avec une couverture, mais toujours rien. Le dispositif est finalement démonté le 16. « Nous étions très surpris31 », témoigne Damien, officier planification de Sabre. Certains y voient la confirmation des lacunes de la DGSE sur le fonctionnement d'AQMI. Ailleurs, les politiques se voient soupçonnés de vouloir à tout prix exhiber des preuves de leur détermination à rechercher les otages. Très régulièrement, le président de la République prend soin de recevoir les familles, dans la salle Napoléon III de l'Élysée afin de bien marquer l'importance qu'il leur accorde. La conversation est franche, parfois animée, les proches cédant à l'impatience après deux années de détention ou, au contraire, à la colère de ne pas se voir demander leur accord pour le lancement d'actions militaires dans l'Adrar*18.

Le COS et la DGSE pouvaient-ils attendre encore avant d'investir le Tigharghar ? Le massif est si mythique. Après des années de photographies, de vidéos, d'écoutes, enfin il peut être fouillé. Aussi le rapport dressé par les forces spéciales n'est-il pas sans causer une certaine déception. Partout en effet, dans les centres de commandement comme de pouvoir, l'information circule que « l'Adrar est vide ». L'aviation de chasse ne peut ni infirmer ni confirmer puisque, par souci de ne pas alerter l'ennemi, elle a été proscrite de tout survol de l'Adrar depuis le raid massif du 3 février qui avait principalement visé le Garage. Mais même au-dessus de la boucle du Niger où elle est cantonnée, son constat est atone : « Nous enchaînions les ronds dans le ciel, décrit le commandant du détachement de 2000D à Bamako. C'était à tel point que j'avais envoyé un e-mail à mes chefs pour leur indiquer que, à mes yeux, Serval était terminée32. »

Tout ce déploiement de forces est-il donc voué à se contenter du résultat, certes déjà remarquable, d'avoir

rendu au Mali sa configuration d'avant la révolte touareg ? La « destruction » des djihadistes voulue par François Hollande aurait échoué. Et Laurent Fabius, qui a prédit le 5 février que les troupes commenceraient à rentrer à partir du mois suivant, « si tout se passe comme prévu[33] », aurait donc eu raison. Le président de la République lui-même semble avoir préparé le terrain en déclarant le 11 que les groupes armés ont pu « se réfugier ailleurs qu'au Mali[34] ».

6. Le massif du Tigharghar.
© DRM

*1. Revendiqué par le Mujao.

*2. Issus pour trois cent cinquante d'entre eux du 511e régiment du train, que commande le colonel Vélut. Le reste est composé d'un élément de maintenance, fourni par le 7e régiment du matériel, du régiment du soutien du combattant, du service des essences de Chalons et d'un détachement munitions.

*3. Via le Groupement de soutien interarmées de théâtre (GSIAT) commandé par le colonel Cambournac, adjoint soutien du général de Saint-Quentin.

*4. Avec étape pour le premier soir dans une caserne de l'armée malienne au nord de la capitale, puis Sévaré, enfin Douentza.

*5. Les hélicoptères peuvent cependant bondir de Sévaré.

*6. Directeur médical.

*7. Soit un médecin et un infirmier.

*8. Un chirurgien, un anesthésiste, deux infirmiers.

*9. Political Advisor (conseiller politique).

*10. Amnesty fera aussi état de l'exécution de cinq blessés maliens à Diabaly par les groupes armés le 15 janvier, ainsi que de l'enrôlement d'enfants, un habitant disant en avoir vu un si petit que « son fusil traînait parfois par terre ».

*11. De 2005 à 2007, il a dirigé le centre de crise et la sous-direction de la Sécurité des personnes. Il a ainsi participé à la création de la cellule interministérielle de négociation, groupant GIGN et RAID, qui s'occupe des enlèvements de Français dans le monde (hors affaires politiques comme au Mali ou en Afghanistan).

*12. Quick Reaction Force.

*13. Ils demanderont plus tard à être évacués à leur tour.

*14. Les Maliens évoquent de deux à dix-huit tués.

*15. Homonyme de l'ex-chef de la junte.

*16. Comme pour le « Garage » et le « Jardin », les noms ont été donnés par la DGSE.

*17. Comme le témoignage de Françoise Larribe, enlevée à Arlit avec son mari et libérée entre-temps.

*18. Le plus dur est peut-être vécu par les familles également présentes de deux Français kidnappés en Afghanistan à qui il a été expressément réclamé de ne rien dire à la presse (leur libération interviendra au début d'avril).

19.

ILS SONT LÀ !

Après les coups de sonde des forces spéciales, il ne reste qu'une carte entre les mains de Serval qui l'abat non sans quelque résignation. À Tessalit, le G08 se voit demander de fouiller l'Adrar de manière plus méthodique, avec des colonnes terrestres.

Message reçu : comme le Tigharghar est découpé en lamelles par cinq vallées parallèles, courant d'ouest en est, les parachutistes prévoient de consacrer à chacune une opération, baptisée « Panthère ». « D'après les informations à notre disposition, détaille le lieutenant-colonel Sylvain A., en charge du renseignement au G08, les djihadistes pouvaient être partout dans l'Adrar. Nous savions que la vallée de l'Ametettai, la plus au nord, était leur zone de vie, que le cirque de Tigharghar était une zone de repli et que la vallée de l'Asamalmal était une sorte de région de détente. Mais nous ignorions leur système de défense, ce qu'ils allaient protéger le plus. Nous, en militaires, nous aurions accordé la priorité à nos réserves, à nos stocks de munitions, donc plutôt à l'Ametettai. Mais eux[1] ? »

Avec l'idée de rabattre les éventuels défenseurs vers Kidal, les parachutistes décident de procéder du nord vers le sud. « En analysant bien les photos, explique le colonel Laurent B., chef d'état-major du G08, nous avons noté que le terrain y était strié, que même s'il n'y avait pas de routes, il y avait en quelque sorte des voies de progression naturelles rejoignant en biseau la vallée de l'Ametettai. Et puis celle-ci était la plus proche de notre base de départ[2]. »

Personne, mais pas rien

Comme dans un tour de chauffe, Panthère 0 et Panthère I visent à s'assurer de la sécurité entre Tessalit et le Tigharghar. Grappillant des véhicules dans les autres unités, puisque eux en sont dépourvus, les légionnaires parachutistes, appuyés par le 126e RI, les GCP du 17e RGP ou le 1er RIMa, ne signalent rien d'étrange à part le 16 février, où, avançant jusqu'à l'oued contournant le massif par le nord, ils abordent une cabane habitée par quatre individus, manifestement arabes. Puisqu'ils ne sont ni armés ni agressifs, qu'ils se présentent comme des marchands, il n'y a aucune raison de les arrêter, mais *a posteriori* le lieutenant-colonel Sébastien C., qui commande alors le détachement, pensera avoir eu à faire à « des sentinelles puisque la vallée était en fait l'entrée nord de l'Ametettai[3] ».

En liaison avec le G08, les Tchadiens connaissent la même déveine. Après Kidal, ils ont accepté de rejoindre Aguelhok, puis Tessalit, Sabre ayant accompli la tournée des stations-service à Ouagadougou pour leur acheminer en urgence plusieurs fûts de deux cents litres de carburant. Les voici chargés par un mouvement de tenaille de vérifier si les djihadistes, voyant les Français se masser à l'ouest de l'Adrar, ne sont pas en train de fuir par l'est. Parti de Tessalit, le secteur du général Déby contourne le Tigharghar par le nord avec le détachement des forces spéciales du commandant Jack ; celui du général Bikimo fait de même par le sud à partir de Kidal. Les deux pinces doivent faire contact à l'est du massif, mais après deux jours d'une progression très pénible, dans le sable pour les uns, la caillasse pour les autres, il est décidé d'y renoncer. De toute façon, aucun ennemi n'a été aperçu. « Les rares

habitants que nous croisions, explique Jack, devaient renseigner sur notre arrivée[4]. »

Le 18 février, Panthère IV*[1] rapproche Serval du cœur supposé du réacteur djihadiste puisqu'il s'agit de pousser une reconnaissance jusqu'au village d'Intaghlit, dans la vallée de Tibbegatine qui débouche elle-même par l'ouest sur l'Ametettai. Le lieutenant-colonel Sébastien C. constitue un sous groupement solide avec l'escadron du capitaine Augustin B. du 1er RIMa, les GCP du 2e REP du capitaine Guillaume L. et ceux du 17e RGP, des éléments du génie et des FAC.

Une fois abandonnée la transsaharienne, la progression est volontairement lente. Pour l'occasion, les marsouins se mettent aux habitudes de la Légion de communiquer en mètres et non en degré-minutes comme dans la cavalerie : « En raison des missions qu'ils ont à mener, explique le capitaine B., les fantassins sont obligés d'utiliser des cartes plus précises que les nôtres[5]. »

Parvenus aux lisières du village, les blindés s'installent en bouclage, l'infanterie et le génie entamant la fouille. Beaucoup de portes sont étonnamment fermées, un groupe d'hommes discute à l'entrée près d'échoppes, elles ouvertes. Impossible de leur soutirer du renseignement ou de les faire varier d'un récit qui semble bien appris : à les en croire, les djihadistes auraient décampé depuis une douzaine de jours. « En fait, relate le capitaine B., nous apprendrons plus tard qu'ils venaient régulièrement s'approvisionner chez eux. » Le mobile serait donc plus mercantile qu'idéologique sans négliger la peur bien compréhensible de passer pour des délateurs.

Néanmoins, les hommes du lieutenant-colonel C. ne repartiront pas bredouilles. Le CPCO y ayant indiqué de fort soupçons sur la présence proche d'une HVT de première importance puisqu'elle n'est autre que le logisticien d'Abou Zeid, les GCP se rendent dans l'oued voisin et ils mettent au jour une incroyable quincaillerie : des camions remplis d'obus, d'une tonne de nourriture, de téléphones, un moteur de 4x4 encore sous emballage, des fûts d'essence, un énorme groupe électrogène, le tout camouflé, mais manifestement abandonné dans l'urgence ; personne au contraire dans les trous de combat qui ont également été aménagés. « Tout était encore chaud, décrit l'adjudant-chef Daniel S. au GCP commandement. On pouvait suivre les traces de véhicules, mais aussi celles de pas, signe qu'elles étaient encore très fraîches. Dans le désert où l'eau est si précieuse, il restait des gourdes remplies. Probablement n'avaient-ils fui que dix minutes auparavant[6]. » Sont-ce les villageois ou la fumée des véhicules qui les ont prévenus ? Parachutistes et marsouins n'en restent pas moins fiers d'avoir découvert le premier dépôt logistique dans l'Adrar dont les semaines à venir confirmeront les similitudes avec l'Afghanistan : pour éviter d'être repérés, les djihadistes ne portent pas d'arme dans leurs déplacements ; une fois qu'ils ont fait le coup de feu, ils mettent les leurs à l'abri, se fondent parmi les villageois, puis gagnent une autre cache pour recommencer. En conséquence, il n'y a pas un arsenal central où tous viendraient s'approvisionner, mais des dizaines, tout autour du Tigharghar.

Delta Charlie Delta

Dans l'après-midi du 18 février, les GCP poursuivent leur reconnaissance jusqu'au village de Tabankort avec l'appui d'un peloton du 1er RIMa et d'une équipe FAC du 35e RAP. La position paraît stratégique, à l'endroit où l'oued se scinde en deux, mais les maisons sont vides. Comme 80 kilomètres séparent de Tessalit, il est préférable de camper sur place. Marsouins et parachutistes choisissent le lieu le plus isolé pour se préserver de toute infiltration.

Au matin suivant, le lieutenant-colonel Sébastien C. partage ses troupes. Le capitaine Augustin B., avec deux de ses pelotons, est chargé de mener une reconnaissance vers le nord, en empruntant un bout de transsaharienne, jusqu'au village d'Abancko où le renseignement indique la présence d'un important dépôt de munitions : il faut absolument s'en emparer avant de lancer la grande manœuvre dans le Tigharghar. De fait, sur zone, un vieil homme accepte de guider la colonne vers un stock d'obus à ciel ouvert, dont les caisses indiquent pour provenance la garnison de l'armée malienne à Tessalit. Le génie fouille ensuite les nombreuses caches offertes par le monticule granitique auquel le village est adossé : RAS.

Pendant ce temps, le reste du sous-groupement a pris la direction du Garage, à l'entrée de la vallée de Tibbegatine, que la chasse avait lourdement bombardé le 2 février. En progressant de l'ouest, il vient buter sur deux monticules rocheux d'une quarantaine de mètres de haut, formant un accent circonflexe dont le centre, avec des baraques apparemment habitées, permet la circulation vers l'est. Les GCP passent en tête, ceux du 17e RGP au nord, ceux du 2e REP au sud. Pas âme qui vive, aucune trace suspecte. En surplomb, la patrouille de Mirage 2000D

du lieutenant-colonel Arnaud G. aperçoit cependant une citerne, en apparence anodine, mais pas pour lui et ses trois coéquipiers, qui ont tous fait l'Afghanistan : un dépôt de carburant, à cet endroit du Tigharghar alors que les fermes aux alentours semblent vides, c'est mauvais signe. « À force d'avoir accompagné les troupes alliées dans les régions afghanes où cela avait vraiment tapé très dur, comme au Helmand, explique-t-il, on finit par développer un sens du terrain. Cette absence de vie est souvent le signe d'une embuscade en préparation. On s'est tous dit que ça allait certainement partir[7]. » Interrogés, les guides touaregs accompagnant la colonne confirment que ce calme est inhabituel. À 6 h 50 et 7 h 40, deux show of force sont exécutés pour « faire sortir » l'ennemi : aucun mouvement n'est relevé. Mais une heure et vingt minutes plus tard, survient ce qui avait fini par sembler impossible au sein de la brigade Serval : à une distance de 300 mètres, les véhicules de tête sont accrochés à l'arme automatique. Étant donné l'intensité du tir et la difficulté d'en identifier le départ, ordre est donné de débarquer.

Après avoir reculé de quelques dizaines de mètres, les légionnaires recensent une douzaine de tireurs embusqués dans la zone verte un peu plus au nord. Repérables à leurs antennes radio, les FAC sont des cibles privilégiées. Le chef d'équipe et ses trois hommes, issus du 35e RAP, ont à peine le temps de se plaquer au sol qu'ils subissent un feu roulant, ponctué de tirs de snipers. Les impacts claquent juste à côté d'eux. Plus d'autre échappatoire, illusoire, que d'essayer de s'enterrer autant que possible à l'aide des épaules. « Ils ont pensé leur dernière heure arrivée[8] », témoigne le lieutenant-colonel Thibaud de C. Les artilleurs doivent sans doute la vie aux 2000D qui, surgissant à la rescousse et, guidés par le 35e RAP, font baisser la tête à l'ennemi en commençant par bombarder un nid de mitrailleuses PKM à 9 h 35. Les tirs ennemis cessent un temps avant de reprendre, mais les FAC ont pu en profiter pour trouver un abri. Coordonnant les deux GCP, le capitaine Guillaume L. demande aux chars de conquérir la passe afin de fixer l'ennemi et au 2e REP de conquérir le monticule de droite afin d'observer ce qui se trouve derrière et d'éviter tout contournement par le sud. Les légionnaires s'exécutent, pensent avoir repoussé l'ennemi, mais quand ils basculent de l'autre côté, ils sont de nouveau violemment pris à partie par des groupes venus en renfort dans la contrepente. Le peloton blindé du 1er RIMa commandé par l'adjudant Sébastien R. franchit le col au centre. Des roquettes de RPG7 s'écrasent juste devant lui, heureusement en limite de portée. Répliquer à la 7.62 s'avérerait donc aussi inefficace : les trois AMX font cracher leurs 105 mm. « Nous avons été très surpris malgré tout, note le capitaine Guillaume L., de voir les djihadistes continuer à se déplacer sous le tir de nos chars[9] ! » Mais ont-ils vraiment tous leurs esprits ? L'un d'eux est aperçu s'asseyant paisiblement en tailleur, en pleine mitraille, la Kalachnikov posée entre les jambes, canon en l'air. Un adolescent de 16 ans seulement, capturé ailleurs, racontera comment il a été drogué avant chaque combat : « On nous faisait manger du riz mélangé à de la poudre blanche et une sauce avec une poudre rouge. On nous faisait aussi des injections. Moi, j'en ai eu trois. Après ces injections et après avoir mangé le riz et la poudre, je devenais comme un moteur de véhicule, je pouvais tout faire pour mes maîtres. Je voyais nos ennemis comme des chiens et n'avais qu'une envie, les abattre[10]. »

Sur le mouvement de gauche, l'équipe du 17e RGP se recentre afin de mieux appuyer ses camarades quand elle tombe à son tour sur des groupes distants d'une cinquantaine de mètres à peine. Le capitaine Guillaume L. ordonne alors au 2e REP de manœuvrer quand, le plus proche de l'ennemi, le sergent-chef Harold Vormezeele est atteint au niveau de l'aisselle par une balle, semble-t-il perdue, qui, ricochant sur la plaque de son gilet pare-balles, l'atteint à la tête. Le légionnaire s'effondre et roule dans la pente. D'abord annoncé comme blessé, il est déclaré mort par l'adjoint du capitaine qui demande un char pour le récupérer. Belge d'origine, naturalisé Français en 2010, il en était à sa quatorzième année de service.

« Delta Charlie Delta*[2] », annonce la radio. À 40 kilomètres de là, le capitaine Augustin B. du 1er RIMa ignore si la victime se compte parmi les siens. Après avoir rassemblé toutes ses troupes, il ordonne de descendre au plus vite plein sud, un Mirage 2000D lui indiquant que le nord-ouest est la voie d'approche la plus sûre. Entre-temps, la chasse réalise des prouesses. À 10 h 45, une deuxième GBU est larguée dans la contrepente par l'équipier du lieutenant-colonel Arnaud G., puis un show of force est opéré pour dissuader l'ennemi de persister dans sa tentative de contournement par le sud, juste au-dessus de l'AMX 10RC le plus en pointe. Décidant de maintenir une permanence au-dessus du champ de bataille jusqu'à l'arrivée des renforts terrestres, les Mirages se sont ravitaillés à tour de rôle auprès d'un tanker américain resté sur zone malgré une panne et réalisent ainsi six heures trente de vol au lieu des trois initialement prévues. Il est temps cependant de passer la main. Observant avec inquiétude que les échanges au sol ne faiblissaient pas, le lieutenant-colonel G. a obtenu le renfort de la patrouille de 2000D assurant l'alerte à Bamako. Des Rafale, en mission de reconnaissance au-dessus de l'Adrar, ont également été déroutés sur zone. Un Tigre enfin interviendra au terme de l'après-midi. Mais la plupart de la vingtaine de tués dans le camp adverse sont probablement à mettre sur le compte des chars du 1er RIMa qui enchaînent sur les postes de combat une trentaine de tirs à l'obus explosif, redoutablement meurtriers à des

distances entre 300 et 800 mètres. Leur chef, l'adjudant R., s'est vu demander par le lieutenant-colonel Sébastien C. d'aider les GCP à se désengager des pentes. Une fois arrivé sur place, le capitaine B. installe sa section d'infanterie au sud afin de parer toute tentative de contournement, enfin un second peloton de l'autre côté de la zone verte. Un AMX 10RC qui, à la limite de ses possibilités, a gravi le dénivelé, rapportée par la dépouille de Vormezeele est confiée à l'équipe médicale du 1er RIMa avant d'être évacuée par un Puma venu chargé de munitions : signe de l'intensité des combats, le sous groupement menaçait d'être à court.

Le contact est rompu progressivement au bout de cinq heures de fracas. Les soldats français voient alors, éberlués, un nomade tenter de traverser la zone avec son chameau : quelques tirs lui font comprendre qu'il est préférable de faire demi-tour. Repliés de 10 kilomètres en soirée, les Français prennent position dans une zone sûre, bien isolée. Le capitaine Augustin B. inspecte ses marsouins qui, à part un seul, ont tous vécu leur baptême du feu. « Ils étaient marqués et fatigués, relate-t-il, mais pas accablés. »

Le lieutenant-colonel C. décide de ne pas s'obstiner. Pas assez nombreuse, ni armée, sa colonne n'est pas faite pour un combat de tranchées. Le lendemain matin, elle rentre donc à Tessalit, sauf le 1er RIMa qui est laissé en surveillance. Dans l'après-midi, deux Tigre partis de Gao à l'instigation du général Barrera viennent prêter main-forte aux chars afin d'aller vérifier que l'ennemi est toujours là. Vers 15 h 30, à peine la zone approchée, ils sont tous les deux mitraillés comme à la foire. Le premier accuse pas moins de vingt et un impacts avec quand même une sacrée part de chance : une balle s'arrête à 40 centimètres de la tête du commandant de bord, une canalisation hydraulique est écrasée, mais ne cède pas ; un pied de pale est à demi arraché et les deux moteurs continuent à fonctionner ! L'appareil toutefois doit absolument rentrer en urgence à Tessalit. Le second est moins gravement touché : impact dans l'empennage arrière et incendie dans un des lance leurres.

Vu le peu de machines disponibles, la nouvelle est très froidement accueillie à Paris où l'on s'interroge sur leur emploi. Le patron du GAM, le colonel Gout, balaie les critiques depuis Gao. Certes, les Tigre n'auraient pas dû être engagés si bas et de jour : leur caméra thermique, à eux aussi, est saturée à ces températures. « Mais le travail de l'ALAT, souligne le colonel, c'est d'appuyer la manœuvre de la brigade face à l'ennemi. Or de nuit, celui-ci dort. Ou tout au moins il ne se montre pas : à quoi bon voler dans ce cas[11] ? » Pour lui, l'enseignement le plus important est que les hélicoptères doivent à leur tour s'installer à Tessalit.

Pendant une heure, les chars du capitaine Augustin B. sont au contact, tirant moins que la veille cependant, alors qu'un pick-up est détruit par le second Tigre dans la zone verte. Il est désormais acquis que l'ennemi entend verrouiller le secteur.

Se repliant à nouveau, le 1er RIMa restera sur place pendant six jours, sans plus rien voir. À Tessalit, au contraire, c'est le branle-bas de combat. « Nous savions désormais que l'ennemi était là, explique le lieutenant-colonel Yann L., chef du GCP commandement. Au PC, on nous a dit : "Ça y est, on peut lancer la grande manip"[12]. »

La mort ne signifie pas toujours l'échec

Après un mois de traque infructueuse, la brigade Serval a enfin « trouvé » l'ennemi. Car, pas de doute, l'acharnement des djihadistes à tenir le combat n'est pas seulement dû à la force de leurs convictions ou à la drogue. De Paris à Gao en passant par Bamako, toutes les autorités militaires sont convaincues d'avoir obtenu la confirmation non seulement de l'occupation du Tigharghar, mais de l'importance de l'Ametettai dans le dispositif ennemi. D'ailleurs, les renseignements rapportent bientôt que, dès les premiers coups de feu, tout le massif « s'est allumé » : les djihadistes n'ont pu résister à la tentation d'utiliser le téléphone pour se passer le mot. Et les services font savoir que leur langue est l'arabe, signe de la présence d'AQMI et de ses chefs.

Dans les médias français, c'est surtout la mort d'un deuxième soldat qui est retenue. En référence à l'Afghanistan où l'OTAN n'aurait jamais réussi à conquérir les montagnes, l'Adrar est décrit comme une forteresse inexpugnable, qui risque de coûter cher à l'armée française, voire aux otages. Les circonstances de l'affrontement du 19 février n'étant pas encore connues, personne n'ose cependant le parallèle glaçant que dressent certains cercles. Une colonne dont tous les véhicules ne sont pas blindés, pas d'appui d'hélicoptères, des renseignements très parcellaires : le journaliste du *Figaro* Renaud Girard aurait-il été audacieux en écrivant le 17 janvier que, puisqu'ils sont à peu près tous passés par l'Afghanistan, les soldats français « ne tomberont pas, faute de

reconnaissance aérienne préalable, dans des embuscades du type de celle de la vallée d'Ouzbin qui, en 2008, avait tué d'un coup une dizaine de marsouins français[13] » ? Certains avancent en effet que, si l'ennemi avait attendu un peu plus pour ouvrir le feu, les pertes auraient pu être beaucoup plus lourdes. Pour eux, le « syndrome afghan » dénoncé à Paris serait donc plutôt un mal nécessaire : aucune précaution ne serait superflue pour épargner la vie de soldats français. Mais ceux-là ignorent peut-être la pression politique qui réclame un résultat rapide, ainsi que les aléas de la guerre : jamais il ne sera possible de tout prévoir et, si terrible que cela puisse sembler, la mort n'est pas forcément toujours à associer à l'échec. Comme le rappelle lui-même le président de la République en officialisant la perte du sous-officier, « plus d'une vingtaine d'ennemis ont été tués en face[14] ». Et le ministre de la Défense est le seul à souligner que les derniers affrontements signifient le début de la « phase la plus difficile […] parce que c'est le réduit des djihadistes et de toutes les bandes qui trafiquent dans ce secteur[15] ».

Ainsi que le déplore un officier supérieur aux commandes de Serval, « en France, on a souvent tendance à présenter une victoire comme une défaite[16] ». Au sein même de l'unité de Vormezeele, aucun ne pense à se plaindre d'une mauvaise préparation. « Mourir au combat est un honneur[17] », dit l'un d'eux. « Il n'y a aucune accoutumance à la mort, renchérit leur chef, le capitaine L. Mais l'esprit de corps joue énormément[18]. » En l'occurrence, en rien revendicatrice, la Légion étrangère est fière d'avoir contribué à débusquer l'ennemi. Par ailleurs, il est fort à parier que, même en faisant précéder la colonne par des avions de reconnaissance, rien de plus n'aurait été relevé vu l'art du camouflage djihadiste et les fortes températures : faudrait-il donc ne lancer d'opérations que lorsqu'il est certain d'affronter une résistance ?

Le GTIMa

À Gao, le major Éric M. relèvera toujours les « moments de solitude[19] » du général Barrera à chaque perte d'un homme. « Panthère IV, reconnaît celui-ci, nous a vraiment obligés à reconsidérer les plans que nous venions de terminer puisque l'ennemi avait été débusqué[20]. » Les combats de la Tibbegatine résolvent l'équation qui le tiraillait depuis des semaines : désormais, c'est sûr, il faut mettre le paquet dans le Tigharghar.

Gao vit donc un nouveau chassé croisé. Certaines unités rentrent à Bamako, comme les mortiers du 3e RAMa et l'escadron du 1er étranger de cavalerie, qui avaient débarqué au Mali avec le colonel Gèze. S'ils laissent leurs véhicules, les légionnaires rapportent en France le corps de leur camarade Vormezeele. Atterrissant pour une halte à Gao, le Casa transportant celui-ci fait s'interrompre le point de situation du PC Serval installé à l'aéroport. Tous les soldats se mettent au garde-à-vous face à l'avion à bord duquel le général Barrera monte seul afin de saluer le premier tué de la brigade.

En guise d'accueil à Istres, les légionnaires auront droit à la pluie et au mistral qui obligeront le commandant de la Légion à prononcer son discours à bord même de l'avion, et l'un d'eux se fera agresser par des jeunes gens « issus de l'immigration » qui ont repéré son foulard vert. D'autres unités, elles, gagnent le nord du Mali à toute vitesse. C'est le cas, le 21 février, du GTIA3 dont les composantes ont fini par s'assembler, telles les gouttes de mercure sur une plaque de verre. À peine quelques jours plus tôt, son chef, le colonel François-Marie Gougeon, ne commandait réellement qu'un embryon d'état-major venu avec lui d'Angoulême le 9 février. En effet, le régiment dont il est chef de corps, le 1er RIMa, a déjà deux escadrons en lice, mais ils lui échappent totalement. À Tessalit, le capitaine Augustin B. relève du GTIA4 avec lequel il a mené les premiers coups de sonde dans l'Adrar. Mais il y a aussi l'escadron d'aide à l'engagement du capitaine Aurélien W., mis en alerte dès le 12 janvier, à Bamako depuis le 2 février. Juste avant de rallier Gao, le général Barrera lui a assigné Tombouctou pour destination, une gageure puisqu'il doit y succéder à un GTIA entier, celui du colonel Gèze : la brigade n'a pas de compagnies d'infanterie à lui détacher. « Il fallait bien faire des choix[21] ! » commente le colonel Bert qui y est plus qu'attentif puisque c'est de lui que le capitaine W. relève depuis, son GTIA recevant la charge de toute la boucle du Niger.

Privé donc de ses deux escadrons, le colonel Gougeon récupère cependant, selon la volonté du général Barrera, la compagnie du capitaine Grégory Z., ainsi que la CCL[*3] du capitaine C., toutes deux issues du 2e RIMa et transfuges du GTIA1, l'escadron du RICM venant lui du GTIA2, la batterie du capitaine Benoît C. du 11e RAMa, enfin la compagnie B. du 6e génie. Voici donc le colonel Gougeon à la tête d'un GTIA presque[*4] entièrement composé de troupes de marine – d'où le surnom de « GTIMa » qu'il lui attribuera – mais qui ne conserve de son régiment que l'état-major tactique ! En réalité, les combats fatals au sergent-chef Vormezeele ne font que confirmer la nécessité de son départ dans le Nord. Dans le cadre de son plan d'opération Bafoulade, l'état-major

de Serval avait déjà prévu de l'envoyer à Kidal, puis à Aguelhok où le général Barrera a même brièvement pensé installer un PC. De son passage au cabinet du Premier ministre, en effet, celui-ci avait pu garder le souvenir de notes confidentielles désignant le Tigharghar et le Timetrine comme des zones refuges des djihadistes. Le sujet occupe aussi le colonel Gougeon qui, après l'École de guerre et trois années passées aux États-Unis, a servi trois ans à l'état-major des armées, d'abord à la communication, puis au cabinet du CEMA, où il a attentivement suivi le plan Sahel et la problématique des otages.

Au même moment, le Mujao

Le recentrage de Serval vers le nord fait pour l'instant une victime : le GTIA2 du colonel Bert qui reste rivé à Gao. Ainsi, non seulement il voit partir son escadron blindé, le RICM, ses mortiers et son génie, mais il doit en permanence immobiliser deux ou trois de ses sections pour assurer la garde de l'aéroport qui lui est assignée comme mission principale. Heureusement, le 92e RI, qui en forme l'ossature, a reçu sa seconde compagnie, la 1re du capitaine Franck D., dont les VBCI avaient été un peu plus longs à réunir en France et qui ont fait partie du même convoi maritime que ceux du capitaine Aurélien W. au 1er RIMa.

Le 21 février, les violents combats prenant à nouveau Gao pour cadre balaient les derniers doutes sur l'intérêt du maintien du GTIA2. Infiltrés la veille au soir, jouissant de caches d'armes à l'intérieur de la ville, quelques dizaines de partisans du Mujao affrontent les soldats maliens, mais aussi nigériens, aux entrées nord et sud, puis convergent vers la mairie et le palais de justice qu'ils incendient. Alors que les flammes gagnent le marché central et le détruisent en partie, les combats se concentrent en matinée dans le quartier de l'hôtel de ville. Les maisons dans lesquelles l'ennemi se retranche ont été construites au temps de la colonisation. Leurs murs très épais pour protéger de la chaleur résistent à pas mal de calibres. Le colonel Bert décide d'engager toute la 4e compagnie du 92e RI, parmi laquelle certains rentrent à peine de mission, en lui fixant pour objectif de « détruire l'ennemi, sans se soucier des habitations, les Maliens ayant assuré qu'à l'intérieur du cordon qu'ils ont installé il n'y a plus de civils[22]. » De l'avis de tous ceux qui ont fait l'Afghanistan, pareille détermination détonne. Le « syndrome afghan » a du plomb dans l'aile…

Deux Gazelle sont prévues en appui. L'un des pilotes était la veille aux commandes du Tigre étrillé du côté de la Tibbegatine. Le colonel Gout lui avait offert quelques jours de repos pour digérer l'épreuve : sa meilleure thérapie sera finalement de revoler, même si les conditions s'annoncent rudes. « Nous avons dû évoluer de jour, explique le lieutenant-colonel Pierre V., avec le danger de constituer des proies faciles pour un tireur embusqué. J'ai bien pris soin d'en parler auparavant aux équipages, car je leur avais dit que nous ne volerions que la nuit. Mais nous étions très soudés depuis la Libye, ce choix a bien été compris[23]. »

Départ vers 10 heures. Une fois que la colonne du 92 a fait halte, le lieutenant-colonel Christophe L. doit prendre contact avec les colonels Dacko et Mariko. Pas d'autre solution que d'y aller à pied. « En vingt-cinq ans de carrière, avoue-t-il, c'était ma première véritable expérience du feu[24]. » Et elle est mémorable, puisque trois roquettes tombent tout près de son VAB. Le commandement malien semble maître de la situation. Ses troupes ont fermé le quartier ; il est décidé que les Français les relèveront par l'arrière. « Dacko et Mariko tenaient bien leurs hommes, témoigne le lieutenant-colonel L. Il n'y avait pas d'hésitation dans leurs voix. La section qui se trouvait juste de l'autre côté de la zone de combats, qui risquait donc d'être atteinte ou au contraire de tirer sur nous, s'est strictement conformée à leurs ordres de ne pas bouger. » Toutefois, les soldats maliens ne portant pas tous l'uniforme réglementaire – alors qu'au contraire des djihadistes peuvent revêtir des habits militaires –, un bout de ruban rouge à l'épaule permettra de les distinguer.

En tête de la 4e compagnie du 92e RI, un jeune lieutenant – à peine un an de commandement – mène rondement son affaire. Avançant plein ouest sur la rue principale, il atteint la « ligne de débouché » que lui livrent les Maliens : à lui désormais de faire face à l'ennemi qui salue son arrivée avec des RPG-7 et de l'arme automatique. Grâce à leurs deux caméras thermiques, les VBCI peuvent discerner une présence à travers les murs. Des groupes sont ainsi localisés dans la mairie et le capitaine Jean-Baptiste C. donne le feu vert pour les viser au canon de 25 mm, d'une puissance redoutable à cent mètres. Dans son for intérieur, il est convaincu que « ses » Gaulois vont céder à l'adrénaline et surconsommer les obus. Aussi est-il étonné, et même fier, de les voir en faire usage avec pondération. Il est vrai que le VBCI apporte aux fantassins une sensation de sécurité inégalée avec son blindage, son armement et son équipement sophistiqués. Quant à l'ennemi, qui l'expérimente pour la première fois, il se résout à abandonner les premières habitations.

Parvenus à 50 mètres, les véhicules libèrent l'infanterie, une deuxième section opérant de la même façon un peu plus loin. Le Mujao s'arc-boute dans la mairie sur laquelle le capitaine C. voudrait faire tirer au missile Eryx : c'est le seul cas où il doit demander l'accord de sa hiérarchie, qui le lui donne instantanément. Mais les djihadistes ne s'en laissent pas conter. Non seulement ils tiennent l'affrontement, mais ils manœuvrent à leur tour en venant à la rencontre des Maliens et des Français qui, étirés du sud au nord, faisant usage de toutes leurs armes, sont désormais partout au contact. Ils impressionnent par leur détermination, qui vire au jusqu'au-boutisme : approchant d'un blessé à terre, les Gaulois s'aperçoivent que, plutôt que de se rendre, celui-ci tente d'actionner une ceinture d'explosifs. Il est abattu juste à temps. Au final, il sera constaté que les deux tiers en sont porteurs. « En Afghanistan, relate le lieutenant-colonel Cyril L., chef opérations du 92e RI, les kamikazes sont habillés en civil, font tout pour ne pas se faire repérer jusqu'à l'explosion. À Gao, c'était des combattants qui cherchaient à ce que leur propre mort fasse de nouvelles victimes[25]. » Le colonel Bert précise : « Ils étaient vraiment fanatisés. À Tombouctou, certains auront un comportement irrationnel, qui laissera à penser qu'ils étaient drogués, mais pas à Gao[26]. » Les actes suicide sont d'autant plus à redouter qu'est imposée aux soldats français l'obligation d'« aller au résultat » : ils doivent fouiller les cadavres pour glaner des renseignements grâce aux papiers d'identité, téléphones, cartes SIM recueillis. Le médecin du 92e RI se voit aussi chargé d'effectuer des prélèvements ADN.

Malgré des heures d'affrontement, le régiment se réjouit de ne déplorer aucune perte jusqu'au moment où il entreprend d'investir l'hôtel de ville. À peine trois sapeurs ont-ils disparu à la vue de leurs camarades pour aller vérifier l'absence de pièges qu'une violente explosion retentit. « Quand j'ai entendu le vacarme, témoigne le colonel Bert, je me suis dit que nous allions déplorer nos premiers morts. » Le capitaine Jean-Baptiste C. pense de même qu'« un djihadiste les a attendus pour se faire exploser[27]. » Les trois hommes sortent finalement dans un panache de fumée. L'un d'eux a le visage ensanglanté, mais il ne s'agit que de coupures de verre ; un autre est aussi légèrement blessé. Une munition a explosé sans qu'ils la touchent : aucune erreur de manipulation, apparemment.

La présence du commandant du GTIA au premières loges se justifie par ses craintes de tirs fratricides. Car le secteur finit par concentrer beaucoup de troupes en comptant les hommes de Gamou qui se sont également amassés. En fin d'après-midi, toutefois, le quartier retrouve le calme qui n'est plus entrecoupé que par quelques tirs sporadiques. Le Mujao a fait étalage de sa force, mais il sait aussi maintenant la détermination des Français à le châtier. Le tir en pleine ville d'un missile Hot en témoigne. Ayant vu cinq djihadistes se ruer dans le palais de justice, une des Gazelle n'a eu aucune difficulté à obtenir l'autorisation de faire feu. Et pour cause : le général Barrera expliquera plus tard avoir tempêté au Kosovo quand on lui avait refusé un tir dont l'efficacité était indubitable. Il ne peut que s'en féliciter : ce sont finalement neuf cadavres qui seront retrouvés, dont cinq « suicide bombers » déjà harnachés. En tout, une vingtaine de corps, jeunes pour la plupart, tous noirs, gisent à Gao dans les monceaux de débris et de planches calcinées, une vision de guerre à laquelle, à vrai dire, les soldats français n'étaient plus habitués. Rares ont été les combats en Afghanistan où l'ennemi pouvait être « vu », et encore moins son cadavre déchiqueté par un missile Eryx ou une roquette AT4. Au régiment depuis novembre seulement, le colonel Bert adresse un satisfecit élogieux à l'ensemble de ses officiers qu'il a observés pour la première fois au combat : « Ils sont tous restés d'un calme étonnant », déclare-t-il. Le passage du 92 au Cenzub*[5] de Sissonne, deux mois auparavant, a visiblement porté ses fruits.

L'eau avant les chars

La nuit venue, le repli est ordonné. Le gain du 21 février est double pour les Français comme pour les Maliens. Dissuadé de mener à nouveau une opération aussi ambitieuse, l'ennemi se contentera désormais d'actions coup de poing dans Gao, menées par quelques individus tout au plus. De surcroît, l'efficacité de Serval rassure pleinement la population sur sa sécurité. Non seulement la vie reprend, mais les habitants se montreront à l'avenir encore plus coopératifs.

Le 22, le 92e RI reçoit la visite du général Barrera qui lui transmet les félicitations du président de la République. Certains voient là une manière chez leur ancien de témoigner sa satisfaction. Mais le brigadier n'invente rien : après le choc dans l'Adrar, le Mali prend enfin la tournure voulue par l'Élysée. Le reste du discours est moins réjouissant pour les Gaulois puisque se confirme leur maintien à Gao, loin du Tigharghar où tout semble devoir se jouer. Le général Barrera reconnaît avoir envisagé de les employer également dans l'Adrar : « À terme, explique-t-il, les VBCI qui les équipent sont destinés à remplacer les AMX10P dans l'armée française ; or ceux-ci

ont été engagés[28]. » Mais Gao ne saurait être totalement dégarni et, avec ses deux compagnies, le 92e RI permet d'y assurer, dans le langage militaire, une « cohérence de plateforme » : il est toujours plus aisé de commander à une seule unité qu'à un agrégat. Par ailleurs, le VBCI a démontré sa manœuvrabilité en ville, y compris dans les ruelles étriquées où certains s'effrayaient de le voir coincé, compte tenu de son rayon de braquage de dix mètres. Mieux encore, sa hauteur permet à l'équipage de voir au-dessus des murs, et son canon de 25 mm parle fort quand le VAB n'est doté que d'une mitrailleuse.

L'autre raison principale du non-transfert du GTIA2 à Tessalit est la facture logistique que l'état-major du général de Saint-Quentin aurait été incapable d'assumer. En accomplissant des prouesses, les transporteurs aériens et terrestres se disent en mesure d'y ravitailler dix-huit cents hommes, soit quatre fois et demie l'effectif initialement prévu, que justifie le rapport de 3 contre 1 ordinairement adopté lors de l'attaque de positions retranchées. Mais pas plus. Déjà deux C130 sont mobilisés quotidiennement rien que pour acheminer les vingt tonnes d'eau et de nourriture nécessaires. « Par la route, souligne le général de Saint-Quentin, il fallait sept jours pour faire monter les rations de la capitale[29] ! » Et à quel prix ! Entretenant la voix sacrée Bamako-Tessalit, le bataillon logistique totalisera en cinq mois 120 convois, 14 000 tonnes de fret, 3 millions de litres de carburant – « l'équivalent de deux piscines olympiques[30] », image proposée par son chef, le colonel Vélut –, 1 000 conteneurs, pour une distance parcourue de 2 millions de kilomètres ! Les véhicules, la plupart antiques, souffrent, mais peut-être moins que les équipages qui n'ont pas de climatisation et, surtout, doivent se faire à l'idée de rouler des centaines de kilomètres sans escorte et sans unité du génie pour leur ouvrir la route. Il est vrai que le général Jacquement leur répète depuis sa prise de commandement : « Vous devez être des soldats avant d'être des logisticiens[31]. »

Le credo du méca

Même si les VBCI restent à Gao, Serval n'en souffre pas moins d'une anomalie que le général Barrera entend corriger avec son départ imminent pour le nord. En effet, deux GTIA – le GTIA4 du colonel Desmeulles et le GTIA3 du colonel Gougeon – s'apprêtent à mener les combats les plus décisifs aux ordres du G08, qui, selon la théorie, n'est qu'un PC précurseur commandé par un colonel, alors que le général, lui, n'en aurait qu'un à disposition, le GTIA2 – dans la région de Gao, appelée à rester secondaire pendant quelque temps.

Un projet très avancé aurait même couru au PCIAT de Bamako de créer deux commandements distincts, qui aurait donc conduit à priver Barrera de tout contrôle sur les combats dans l'Adrar. La raison en serait la distance entre Gao et Tessalit, peut-être aussi la crainte chez certains de voir des parachutistes passer sous les ordres d'une brigade mécanisée. À vrai dire, il serait plus confortable pour Barrera de céder. À la tête des troupes terrestres, il remporterait les lauriers de la victoire et pourrait toujours se défausser sur les bérets rouges et verts dans le cas contraire. Mais ce mélange de Marseillais de souche et de Catalan d'origine n'est pas du genre à fuir les responsabilités. Comme commandant de la brigade, il ne doute pas d'être le mieux placé pour répartir les efforts entre l'Adrar et Gao. Mais, comme général d'infanterie, il peut aussi légitimement penser être plus outillé que le colonel Vanden Neste, parachutiste, et même le général de Saint-Quentin, qui a fait toute sa carrière dans les forces spéciales, pour préparer la bataille d'ampleur qui s'annonce.

La pression des événements oblige de toute façon à un compromis. Puisque le transfert de tout le PC de Serval est impensable, le général ne « montera » qu'avec une poignée d'officiers à Tessalit, où le G08 composera donc la base de son état-major. L'amalgame*[6] est voué à prendre entre les paras et les « métros » de la 3e brigade mécanisée. D'abord parce que le père de Barrera a été lieutenant chez les bérets rouges en Algérie, ensuite parce que les querelles de clocher, qui sont déjà bien estompées en France, n'ont plus lieu d'être en pleine guerre et à des milliers de kilomètres de Paris. Et même si elles tentaient un retour insidieux, la promiscuité en serait la barrière efficace puisque Barrera est destiné à partager dans le camp vétuste de Tessalit les mêmes neuf mètres carrés exigus que le colonel Vanden Neste et son chef d'état-major, le colonel Laurent de B. Ainsi les parachutistes auront-ils tout le loisir de lui rappeler la spécificité de leur engagement, eux qui évoluent à pied, tandis que le général pourra veiller à ce que la manœuvre bénéficie de tous les appuis qu'il pense nécessaires. Ce sera son obsession : « Je m'appelle Barrera, se plaît-il à répéter, je suis un méca, j'avance pas à pas », signifiant par là sa volonté de ne pas engager l'infanterie sans appuis. Relayées par le CPCO, les autorités politiques peuvent manifester leur impatience : il ne veut envoyer d'hommes dans le sanctuaire djihadiste qu'avec la stricte certitude de leur garantir toute la sécurité possible sur le théâtre. « Nous avions les mêmes idées sur la manière de mener les opérations

avec le général Barrera et le colonel Vanden Neste, précise le colonel Denis M. D'abord, il nous fallait du renseignement recoupé : au moins une source locale et une source à nous, donc des moyens ISR. Puis, nous devions toujours être capables d'évacuer les blessés, ce qui impose des hélicos à moins d'une heure. Ensuite, les communications ne devaient jamais être rompues. Enfin, il fallait des appuis en génie, artillerie, avion. Pour nous, l'opération n'était pas viable s'il manquait l'une de ces quatre conditions, quelle que soit la pression du timing[32]. »

---

*1. Les opérations Panthère n'ont pas été accomplies dans l'ordre initialement prévu.

*2. DCD.

*3. Compagnie de commandement et de logistique.

*4. Il compte aussi une compagnie du 126e RI, stationnée à Menaka pour l'heure.

*5. Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine.

*6. Qui prend le nom de PCC (poste de commandement centralisé).

20.

SIÈGE OU PIÈGE ?

À Bamako, le général de Saint-Quentin, tout à sa fonction d'interface entre Paris et le théâtre, tente à la fois de préserver au maximum la brigade des critiques qui peuvent la viser et de tout mettre en œuvre pour que les moyens qu'elle réclame convergent à Tessalit.

Sus au nord !

Du côté des parachutistes, le 2e REP se renforce ainsi d'une nouvelle compagnie, la 3e. À sa tête, le capitaine Raphaël O. jouit de l'expérience précieuse de quatre années de GCP avec lesquels il a pris part à l'opération Birao en 2006, puis en Afghanistan en 2008. En novembre, c'est au Gabon que l'unité fut projetée – occasion, rare à Calvi en raison des divers stages et formations, de revoir tous les acquis avec l'ensemble des cent trente-cinq hommes. Le 27 décembre, elle fut de la troupe emmenée par le colonel Paravisini lors du coup de chaud en Centrafrique, ce qui lui valut de vivre à distance, et avec beaucoup d'envie, le largage à Tombouctou des camarades du 2e REP. Le 20 février encore, le capitaine O. et ses hommes croient bien que l'avion venu les chercher doit les rapatrier en Corse puisque leur séjour est terminé. Mais Tessalit, via Niamey, est en réalité leur destination. Un hasard complice les y fait débarquer deux jours après la compagnie qu'ils avaient relevée à Libreville. Pour celle-ci aussi, l'Adrar est un peu inespéré, puisque le capitaine Benoît F. et ses chasseurs parachutistes ont vu partir tous leurs camarades du GTIA para avec lesquels ils partageaient le camp de Port-Bouët à Abidjan. Pour eux, pas de saut historique à Tombouctou, pas de poser d'assaut à Gao, Kidal et Tessalit comme l'autre compagnie du 1er RCP aux ordres du capitaine Karim A. Continuer à motiver la troupe n'a pas été simple pour le capitaine, même si elle assurait la QRF aérolarguable : se tenir prêt à être parachuté n'importe où en quatre heures représente un challenge permanent. Enfin déposée à Gao le 16 février, elle gagne le Nord le soir même de la mort du sergent-chef Vormezeele, avec ordre de laisser à l'aéroport le matériel de saut. Averti des problèmes rencontrés en matière de cartes, le capitaine F. a tout juste eu le temps de s'en faire imprimer une du Tigharghar par l'antenne du service cartographique qu'il avait repérée. L'échelle au 1/200 000 n'est pas vraiment l'idéal, mais ce sera mieux que rien !

Autre renfort pour l'Adrar : ayant quitté Gao le 21 février, le GTIA3 du colonel Gougeon roule, lui, en direction d'Aguelhok. Le premier stationnement se tient à l'ouest d'Anefis. « Nous n'étions pas très rassurés, témoigne le commandant Rémy P. dont le CTA a été transféré du GTIA1. À quelques reprises, des pick-up ont été aperçus en face de nous en train de disparaître. Chaque fois, on a demandé de la chasse ou des hélicos. Quand ils ont pu venir, jamais rien n'a été identifié[1]. »

En fer de lance, l'escadron du RICM opte pour la sécurité à l'entrée d'Aguelhok : deux de ses pelotons dirigent leurs canons vers la ville. Les check point tenus par le MNLA ne s'en montrent que plus conciliants même si bientôt, comme à Kidal, une trentaine de manifestants vraisemblablement manipulés viennent crier leur soif d'indépendance. Sans perdre de temps, les CPA-20 s'affairent sur la piste en latérite qu'ils décrètent inutilisable à cause des nombreux trous et rigoles creusés par le ruissellement. Le reste du GTIA3 prend possession de l'ancienne caserne de l'armée malienne qui a été bombardée par la chasse française. Il y découvre avec stupéfaction une

trentaine de tombes dont il est impossible de déterminer la date en raison du sol très sec. Seraient-ce les victimes du massacre de 2012 ? Fait rare dans le Nord, le camp a l'avantage de disposer de l'eau courante même si elle vaut des désagréments à certains officiers quelques jours plus tard, tel le commandant Rémy P. qui se réveille avec la désagréable impression d'avoir une paille dans l'œil. Le médecin diagnostique des vers loaloa, qui ont sans doute survécu à une désinfection insuffisante. Durant la bataille suivante, l'officier chargé de coordonner le GTIA3 avec le ciel éprouvera par intermittence des troubles visuels, les vilains parasites passant sans vergogne d'un œil à l'autre jusqu'à ce que les comprimés aient fait leur effet.

Si la chasse, vu son élongation, n'a pas besoin de se rapprocher, les hélicoptères afflueront également à Tessalit. Le colonel Gout a fait ses comptes : avec trois GTIA à appuyer, il lui faut nécessairement deux patrouilles capables de décoller instantanément. Il a donc inversé les proportions du GAM Hombori : deux tiers à Tessalit – soit cinq Puma, trois Gazelle et deux Tigre –, un tiers à Gao où la maintenance demeurera – si bien qu'une machine en panne dans le Nord se trouvera à 600 kilomètres des gros moyens de réparation ; du coup, le petit avion Pilatus ajouté par le général Grintchenko prend toute son importance s'il faut convoyer les pièces de rechange. Ce retex des premières opérations Panthère conduit aussi à revoir le mode opératoire. La plus grosse crainte des bérets bleus était l'emploi de SA-7. Apparemment les djihadistes ne savent pas s'en servir. Les appareils voleront donc à 600 mètres d'altitude de jour, plus bas la nuit. « De toute façon, relativise Gout, les Tigre peuvent faire feu à 1, 8 kilomètre et les Gazelle à 4 kilomètres grâce à leurs missiles Hot[2]. »

Comme à Tombouctou, une préoccupation majeure concerne l'antenne chirurgicale aérotransportable qui, aux yeux de l'état-major de Serval, mettrait du temps à gagner Tessalit. Le service de Santé des armées (SSA) serait-il saturé par les unités déjà déployées à Bamako, Sévaré et Gao ? Le médecin-chef Angot assure que non : « Dès le lancement de Serval, explique-t-il, j'ai fait dédoubler la préparation du matériel : nous avions donc deux ACA prêtes sur étagères à Marseille et deux autres à Vitry, soit deux de plus que ce que nous sommes censés avoir en réserve[3]. » De fait, l'état-major opérationnel qu'il dirige à Vincennes a lui aussi anticipé l'Adrar : « Vu le terrain, explique-t-il, les troupes combattraient à pied. La probabilité de pertes étant supérieure, nous avons décidé qu'il fallait nous redéployer dans le Nord. » Pourquoi alors ne pas utiliser l'ACA de Bamako, si éloignée désormais de la bataille ? Le SSA veut conserver un ancrage dans la capitale dont il connaît les moyens performants, mais en nombre limité. Grâce à son réseau de relations au sein du corps médical malien, il espère ainsi pouvoir bénéficier en cas d'urgence d'un accès prioritaire, par exemple au seul scanner disponible. « Les officiers généraux se préoccupent toujours de la prise en charge médicale de leurs hommes, explique le médecin-général Philippe Rouanet[*1], mais ils en méconnaissent parfois toutes les implications[4]. » Que le service médical raisonne exactement à l'inverse des combattants n'y est pas pour rien. « Alors que les combattants se projettent vers l'avant, explique le médecin-général, tout l'enjeu pour nous est de rapatrier les blessés vers l'arrière, avec un certain nombre d'étapes, d'incidents, de rebondissements, qui font de notre mission une manœuvre à part entière : le blessé doit être d'abord stabilisé par nos équipes médicales au plus près des combats, puis il est évacué. Son état peut alors se dégrader ou au contraire s'améliorer, etc. »

L'hécatombe à l'est

Le résultat de l'analyse du SSA est de transférer à Tessalit, comme le demande instamment le colonel Vanden Neste, la 9e antenne chirurgicale qui avait été poussée à Sévaré en prélude au raid sur Tombouctou. Mais lui aussi se heurte au frein majeur de Serval, le manque d'avions. Les combats du 22 février, néanmoins, accélèrent tout. Le G08 et l'état-major du GTIA4 ont de fait conçu une manœuvre audacieuse pour investir la vallée de l'Ametettai à laquelle l'ennemi semble se cramponner : tandis que les blindés du GTIA3 entreront par l'ouest, les parachutistes débouleront par les hauteurs nord où jamais les djihadistes ne pourraient imaginer un soldat français capable d'évoluer, considérant le relief aride et très découpé – et Serval n'est pas loin de partager leur point de vue, puisque rien de semblable n'a été tenté depuis la guerre d'Algérie. Une fois dans la vallée, les GTIA 3 et 4 rabattront l'ennemi vers l'est où il viendra buter sur des troupes solidement installées ; la porte sud, en apparence laissée ouverte, sera quant à elle veillée par la chasse qui pourrait frapper tous les aspirants à la fuite.

L'idée fait l'unanimité, à l'exception de ceux qui reçoivent le rôle du bouchon à l'est, autrement dit les Tchadiens, candidats à une participation plus active. Arguant de leurs belles capacités offensives, Jack, qui

commande le détachement de liaison des forces spéciales, plaide en leur faveur auprès du G08 qui donne finalement son accord pour un coup de sonde préalable, semblable à celui opéré de l'autre côté, le 19 février, par les parachutistes et les marsouins.

Dans les heures précédant le départ des Tchadiens, Jack fait le tour de ses compatriotes qui ont pris part au raid dans la Tibbegatine. Le lieutenant-colonel Yann L. le prévient : « L'ennemi est beaucoup plus pugnace que dans la Kapisa : ici, pas d'escarmouches, mais de vrais combats[5]. » Les interceptions sont formelles : l'entrée est de l'Ametettai est gardée.

Le 22 février, après une route d'approche calamiteuse due à l'imprécision des cartes, les troupes du général Bikimo se présentent devant ce que Tessalit a pointé comme une ligne de défense potentielle, un passage obligé dans l'oued. Le renseignement a vu juste : les premiers coups de feu partent en provenance de postes de combat et de véhicules embossés. Aussitôt les Tchadiens répliquent à la manière de Red Adair, en concentrant un gros volume de forces sur les positions identifiées et en espérant les faire taire comme par un effet de souffle. Installé auprès du général Bimiko, le commandant Jack voit déjà les premières victimes évacuées vers l'arrière. Pas de quoi entamer le moral des Tchadiens : « Ils étaient même euphoriques, décrit-il. Ils avaient enfin ce qu'ils étaient venus chercher au Mali, le combat. » Si Bikimo reste sagement à l'écart pour commander, le général Déby lui-même prend part à la mêlée, malgré les conséquences qu'aurait sa mort.

Les affrontements se multiplient un peu partout dans l'oued, les forces spéciales françaises s'ingéniant à les suivre au plus près sans y participer, quand un nouveau foyer de résistance se déclare en un point beaucoup plus délicat : le sommet de la colline dominant au nord l'entrée de l'Ametettai. Les Tchadiens y lancent un premier assaut, sans doute le plus meurtrier car les djihadistes, parfaitement dissimulés dans des cavités naturelles – seul le canon de leur fusil dépasse des rochers –, les abattent les uns après les autres. Un appui de l'aviation française est réclamé à Jack, mais les troupes sont beaucoup trop entremêlées. D'autant que les Tchadiens partent également à la poursuite de djihadistes qui tentent de s'exfiltrer par un oued secondaire : « Le général Déby avait été très clair, précise Jack. Il ne fallait laisser aucun ennemi derrière… »

La confusion est grande. Le président tchadien intervient parfois depuis N'Djamena pour orienter la manœuvre. Quant au commandant du 1er RPIMa, il se porte en faux contre les légendes qui ne tardent pas à naître en raison surtout de l'effrayant bilan des pertes. « Les morts et les blessés que nous voyions revenir, témoigne-t-il, avaient tous reçu des balles dans la tête, les bras ou le thorax. » Sous-entendu : non, les Tchadiens ne se tirent pas dessus. Les canons et les mitrailleuses qu'ils amassent pour arroser le massif sont placés sur une ligne bien identifiée afin d'éviter les tirs fratricides. Par contre, il est vrai qu'ils sont bien insuffisants pour réduire l'opposition au silence. Les Tchadiens manquent d'artillerie, qu'il est tout aussi illusoire de la part de Jack de demander, pour les mêmes raisons que l'aviation. Ils finissent donc par se replier, relativement en ordre. « L'euphorie n'avait pas diminué, note Jack. Il faut dire qu'ils avaient déjà vécu des pertes comparables en Libye ou lors de la guerre de 2008. » Leur rapport à la mort est aussi singulièrement différent que celui des Occidentaux.

L'assaut est plusieurs fois relancé, mais l'ennemi, mêlant Noirs et Arabes[*2], ne lâche rien. Acceptant de suivre les recommandations des forces spéciales, les Tchadiens peuvent bénéficier en fin de journée de deux largages de bombes, sur les positions dominant l'oued. Difficile cependant d'attribuer à l'action aérienne ou simplement à la nuit l'arrêt des combats qui s'ensuit. Les Tchadiens ont rempli leur objectif : dorénavant, l'entrée orientale de l'Ametettai est considérée comme nettoyée. Mais à quel prix ! Une soixantaine de blessés, atteints sur tous les niveaux du corps. Et puis, vingt-deux morts, dont plusieurs officiers importants comme le commandant Abdel Aziz Hassane Adam, chef des forces spéciales, numéro deux de la très stratégique Direction des actions réservées. Les deux seuls médecin et infirmier de la caravane tchadienne sont totalement débordés. L'équipe médicale du détachement de forces spéciales les épaule, en particulier pour trier les urgences tandis que Jack a obtenu l'intervention des hélicoptères français afin de procéder à l'évacuation. Le volume de pertes est tel qu'il oblige Serval à réfléchir sur l'éventuel impact pour les opérations : ce seront en effet autant d'appareils en moins pour les GTIA dans l'Adrar. Finalement, il est décidé que les blessés, mais aussi les morts seront pris en charge.

Les forces spéciales sécurisent une zone de poser non loin du champ de bataille. Toute la nuit est scandée par les rotations aériennes et elle donnera naissance à une autre légende soutenant que les équipages de l'ALAT ont dû frapper à coups de crosse sur les mains des Tchadiens pour les empêcher de monter à bord. Le fait est exact, mais les Tchadiens ne cèdent pas à une panique irrépressible. En fait, ils ne sont tout simplement pas coutumiers des procédures très strictes d'embarquement en vigueur dans les armées occidentales. Avec leur faible effectif, les forces spéciales françaises ne peuvent les contraindre tous à passer par le chemin qu'elles ont défini et les appareils se retrouvent donc assaillis de toutes parts. Les équipages, pour leur part, resteront longtemps marqués par la vision du chargement brutal, interminable, de corps sanguinolents qu'il est impossible non plus aux Tchadiens et aux Français de préparer selon les normes otaniennes, avec médicalisation, brancard, etc. Le

colonel Gout, qui les rejoindra trente-six heures plus tard, les trouvera « très touchés psychologiquement[6] ». L'est de l'Ametettai ce soir du 22 février, c'est une brusque replongée dans la guerre de jadis, la guerre qui tue en masse et où vraiment rien n'est propre.

En l'absence d'antenne chirurgicale à Tessalit, le colonel Vanden Neste, avant de se rendre lui-même en Puma sur le lieu des combats, fait improviser avec des tentes un centre de tri. Tout le personnel est requis pour accueillir les victimes, y compris le G08 et pour certains d'entre eux, comme le colonel Bruno H., « cela restera le souvenir le plus marquant de Serval[7] ». Le calme des Tchadiens impressionne. « Un lieutenant a été amené, décrit le colonel. Il avait une balle dans chaque jambe et une dans la tête. Il maugréait de ne pas pouvoir se lever pour me parler. Il est mort dans la nuit. » Deux autres succomberont à leurs blessures en dépit du dévouement des staffs médicaux des unités parachutistes et du MCV*[3] du service de Santé des armées, arrivé au Mali le 24 janvier sous les ordres du médecin en chef P. B.*[4]. Les quinze à opérer rapidement doivent être transférés vers le Sud. Anticipant le suremploi des Transall et des Hercule, le médecin-chef Angot avait heureusement suggéré d'aligner un Casa, le plus petit appareil de la flotte de transport, qui de surcroît, contrairement aux autres, dispose à l'arrière d'un convertisseur électrique : le genre de détail qui change tout, puisqu'il permet de brancher les appareils de réanimation ou de ventilation nécessaires ; l'armée de l'air l'a ainsi baptisé le « Casa nurse ». À 3 heures du matin, six Tchadiens atterrissent ainsi à Gao où le médecin-chef R. B. décide d'opérer en premier les deux blessés au ventre ; la durée totale d'intervention atteint cinq heures. Sont ensuite réparées deux fractures. Enfin, le chirurgien intervient à nouveau sur les deux derniers combattants touchés par balles. Il terminera à 20 heures. Les autres blessés atterrissent à Bamako où ils sont pris en charge par la dernière antenne chirurgicale arrivée sur le théâtre avant d'être confiés aux hôpitaux maliens qui démontreront à l'occasion leur compétence.

Une demi-pince

Les leçons du 22 février sont diverses. Côté tchadien, la fierté du guerrier l'emporte : Bikimo et les siens ont « leur » Monte Cassino. Les Français, eux, vérifient la ténacité de l'ennemi et l'importance de l'Ametettai dans son système défensif ; jamais sinon la vallée n'aurait été défendue aux deux extrémités avec une telle rage, même si les chiffres communiqués par N'Djamena sont à relativiser. Afin de compenser sans doute son propre bilan humain, le commandement tchadien revendique en effet la mort de quatre-vingt-treize djihadistes, soit le quadruple des pertes occasionnées à l'entrée ouest par les Français, qui ont pourtant eu recours aux armes bien plus dévastatrices de la chasse, des chars et des Tigre. Un peu dans le même esprit, le ministre de la Défense français tiendra à rappeler le 26 février que les combats dans le nord-est font « beaucoup, beaucoup de morts[8] ».

Après la perte du sergent-chef Vormezeele, le Tigharghar est de plus en plus présenté dans les médias comme un piège géant où les djihadistes auraient réussi à attirer Serval pour lui imposer un combat dont il ne voulait pas. La vérité est que, par sa rapidité d'exécution, ce sont les Français et leurs alliés qui les y ont acculés. Le 22 février, cependant, a une conséquence néfaste que le général Barrera part constater en personne en prenant l'hélicoptère, de nuit, pour témoigner du soutien de la France aux Tchadiens. « Je suis général français, leur lance-t-il, nous sommes à vos côtés[9]. » Ses quatre homologues sont assis sous un arbre, en apparence sereins, mais quand le brigadier cherche à savoir quand ils comptent reprendre l'offensive, il reçoit pour réponse : « On va voir… » Manifestement, les généraux attendent la sentence d'Idriss Déby. Outre les morts et les blessés, il leur faut réparer les nombreux véhicules qui ont eu ici les pneus crevés, là un radiateur fendu. Le général Barrera promet toute l'aide matérielle de Serval qui complétera les éventuelles lacunes de N'Djamena. Des éléments arriveront également en renfort pour combler la requête principale des Tchadiens concernant l'appui feu : une équipe de contrôleurs aériens du 35e RAP, commandée par l'adjoint du lieutenant-colonel Thibaud de C., gagnera l'est de l'Ametettai en espérant que, cette fois, la troupe du général Bikimo respectera les consignes au sujet de l'imbrication.

S'il comprend les atermoiements tchadiens, le général Barrera ne peut s'en satisfaire. L'idée d'une tenaille pour prendre l'Ametettai est abandonnée. Ce sont bien les paras par le nord et le GTIA3 par l'ouest qui repousseront l'ennemi dans la vallée en direction de l'est. Peu importe si les Tchadiens font mouvement ou non, il n'en coûtera aux djihadistes que d'être neutralisés plus ou moins tôt.

Le commandement français se divise sur le séquençage de l'opération. L'aviation préfère la nuit, les balles

traçantes permettant de distinguer beaucoup mieux les origines des tirs. Mais le G08 réplique que, vu les températures, le rayonnement est à son maximum en soirée où, chauffées à blanc, les pierres restituent la chaleur ; par conséquent, les jumelles de vision nocturne seront saturées, ce qui réduira à néant l'avantage technologique. De plus, les djihadistes pourront se cacher sous une couverture thermique, et surprendre dans leur dos les paras qui ne veulent pas courir le risque en pleine obscurité. Enfin, toujours à cause des températures, les hélicoptères ravitailleront beaucoup plus facilement après le coucher du soleil. pour des actions ponctuelles.

Panthère III aura donc lieu de jour. Seules les forces spéciales continueront à évoluer dans l'Adrar à la faveur de la nuit, et sans complémentarité avec Serval. Leurs chefs, à Villacoublay comme à Ouagadougou, entendent en effet continuer à les réserver pour les HVT ainsi que pour les otages, et le général Barrera est forcé de s'incliner puisqu'il n'a pas d'autorité sur elles : depuis le 8 février, le détachement de Sabre au Mali relève non de la brigade Serval à Gao, mais du PCIAT à Bamako. Le changement aurait pu s'avérer problématique, certains Comanfor, par méconnaissance, ayant tendance à sous-exploiter les forces spéciales tel le propriétaire d'une nouvelle voiture très puissante qui, trop habitué à son ancien modèle, n'ose pas mettre la gomme. Avec le général de Saint-Quentin, ancien du 1er RPIMa, le risque est minime. Il est même dérisoire puisque, pour chaque opération sensible, le commandant des opérations spéciales, le général Gomart, s'agite à Paris pour prendre lui-même les rênes, arguant que la chasse ciblée d'individus est indépendante de la grande manœuvre générale. Et comme les forces spéciales sont réservées aux opérations sensibles…

Les forces spéciales dans le Timetrine

Auréolé de tous ses succès depuis le 11 janvier, Sabre est en position de force au Mali, surtout lorsqu'il aborde le cas si délicat des otages. Qui à Bamako ou à Tessalit osera jamais passer pour celui qui a entravé leur libération ? Bon gré mal gré, le général Barrera doit se faire à l'habitude de céder les moyens que lui réclament les forces spéciales à brûle-pourpoint, en ayant conscience qu'elles sont condamnées à l'urgence. Les renseignements communiqués par la DGSE subissent comme un délai de péremption : une localisation n'est valable que sur une courte durée, particulièrement à l'orée d'un remue-ménage général dans le Tigharghar. Et comme les politiques sont pressés, la moindre information apparemment un peu meilleure que les autres déclenche aussitôt chez les forces spéciales un branle-bas de combat qui n'a que peu de chance d'être coordonné avec Serval.

C'est ainsi que la plus grosse opération jamais menée au sol par Sabre depuis le 11 septembre – et à vrai dire par toutes les forces françaises – survient exactement en pleine préparation de la manœuvre capitale de l'Ametettai. Le 22 février, la DGSE rapporte en effet que, après analyse d'interceptions téléphoniques, elle a déduit qu'un otage aurait réussi à fausser compagnie à ses ravisseurs. Le secteur n'est pas le Tigharghar, mais le Timetrine, de l'autre côté de la vallée du Tilemsi. Le massif a été identifié depuis longtemps comme une zone de repli potentielle pour les djihadistes en raison de ses nombreuses caches naturelles. Toutefois, encore moins habité que l'Adrar, il pose d'importants problèmes de ravitaillement qui en ont relativisé la dangerosité. Quoi qu'il en soit, dès la nuit du 22 au 23 février, pendant donc que les blessés tchadiens atterrissent à Tessalit, le colonel Luc dépêche sur place une patrouille motorisée composée de l'ESNO, des commandos marine et un groupe de CPA-10, qui fait chou blanc. L'opération, baptisée « Avrid », est relancée la nuit suivante avec l'idée que l'otage se serait caché en journée. C'est alors que, presque par hasard, les forces spéciales mettent au jour une position ennemie : deux pick-up, planqués sous les arbres, abritant une dizaine de personnes à bord. Le Tigre en maraude tire, une seule salve. Quelques minutes plus tard en effet, la radio annonce qu'un homme a été aperçu, isolé… Serait-ce l'otage ? Les commandos du 1er RPIMa à bord des deux Puma sont disponibles pour aller vérifier. Mais, après réflexion, Luc surprend tout le PC à Ouagadougou en ordonnant un demi-tour. C'est bien la première fois qu'il semble mettre l'audace de côté ! Ses explications sont convaincantes : les hélicoptères n'ont que quarante minutes de play-time ; bien trop juste pour affronter un groupe d'individus dont l'effectif réel et l'armement sont inconnus. De plus, la mitrailleuse du Tigre s'est enrayée : il n'y aurait donc pas d'appui aérien.

Grâce aux moyens d'observation à disposition des Français, Sabre ne lâche pas des yeux le groupe d'individus qui reprennent la route à 5 heures du matin jusqu'à un nouveau campement. Pour mieux ratisser le Timetrine, un raid motorisé est préparé de conserve avec les forces spéciales américaines qui communiquent les renseignements de leur drone. Le destin s'en mêle : une coupure de courant à Niamey arrête la retranscription vidéo du Predator ! Après son rétablissement, une des cibles est finalement retrouvée en milieu de nuit : un pick-up dissimulé dans la végétation, occupé par une poignée d'individus qui semblent sur le point de faire

mouvement. Luc doit se décider d'autant plus vite que le jour approche. Compte tenu des conditions météorologiques, il choisit de faire atterrir les hélicoptères à seulement 2,5 kilomètres, en acceptant le risque qu'ils soient entendus : « Les djihadistes, explique-t-il, croiront sûrement que, comme la veille, nous n'interviendrons pas[10]. »

À l'aube du 24 février, une trentaine d'hommes du 1er RPIMa, aux ordres du capitaine de corvette Damien, mettent pied à terre, appuyés par un Tigre, mais aussi le Harfang et un Atlantique-2. Remontant l'oued, ils doivent user de plus de précautions que d'habitude car, la nuit étant assez claire, les JVN ne leur permettent de distinguer l'ennemi qu'à une distance de 50 à 100 mètres. C'est donc avec surprise qu'en approche du campement, ils sont pris pour cibles à très courte portée par des tireurs plus nombreux que prévu, que des couvertures ont dissimulés aux aéronefs et aux moyens de vision nocturne des commandos. Comme ils en sont eux-mêmes dépourvus, les djihadistes ne peuvent toutefois que balancer des rafales à l'aveugle et aucune n'atteint les hommes de Damien. L'Atlantique-2 n'est pas d'une grande aide en raison de la végétation, du reste utilisée par l'ennemi pour tenter un débordement. Le Tigre est plus efficace en ouvrant un feu meurtrier. Luc l'oriente ensuite 2,5 kilomètres plus au nord où un groupe imprévu vient de se dévoiler. Manifestement la quinzaine d'individus avaient choisi de bivouaquer à distance de leurs véhicules. L'un d'eux fait usage d'un RPG-7 qui manque de peu l'hélicoptère, lequel ne leur laisse aucune chance avec une seule passe canon.

« On nous a dit alors : "zone claire"[11] », relate Damien. Devant lui, le désert, simplement surmonté d'un amas rocheux d'apparence banale, mais qui permet en fait de dominer tout le secteur. Appuyés par le Tigre, les deux groupes de commandos progressent jusqu'à atteindre trois véhicules abandonnés par les djihadistes. Malgré le jour qui se lève, Luc leur demande de poursuivre jusqu'au monticule. Le commando marine fait remarquer que le billard qui les en sépare est propice aux guet-apens, mais le colonel veut tenir le secteur jusqu'à l'arrivée de la colonne terrestre prévue vers 11 heures du matin. À peine se sont-ils mis en marche qu'ils sont visés par un ennemi, encore parfaitement planqué au pied du contrefort. S'installant en défense ferme autour des trois pick-up, ils entament un duel de tireurs d'élite à un kilomètre de distance. S'ils se montrent les plus efficaces, ils n'en restent pas moins cloués au sol toute la journée. Le renfort se présente enfin. C'est la patrouille motorisée composée de l'ESNO et du groupe du CPA 10 dépêchés par Luc quelques jours auparavant. Les mitrailleuses de 12,7 mm des véhicules et l'armement lourd des tireurs d'élite de l'ESNO permettent de donner plus d'air. Damien en profite pour procéder à l'inspection des véhicules qui recèlent un nombre considérable d'armes, munitions, papiers d'identité, drapeaux, mais aussi une machine à fabriquer des cartes magnétiques.

Les forces spéciales se réarticulent, puis lancent l'assaut du rocher, appuyées par l'ESNO et un drone. Les derniers instants sont les plus tendus, les djihadistes attendant les Français pour se faire exploser avec leurs ceintures. Chaque fois, les forces spéciales parviennent à les éliminer avant. Mais une tâche pénible les attend encore puisque Luc réclame la fouille des cadavres dont certains sont dans un très sale état. Au ton employé à la radio par ceux qui s'en trouvent chargés, Damien mesure combien la mission est mal vécue, même par des habitués des coups durs. Personne ne s'en offusquera. « Cela me rassurait même, relate Luc. Il ne faut pas s'habituer à donner la mort[12]. » Le travail, il est vrai, est indispensable pour relever les identités, retracer les parcours grâce aux téléphones ou aux GPS. Et la moisson se révèle exceptionnelle au retour à Kidal : sur la photo d'un des corps, le MNLA croit reconnaître l'un des principaux chefs d'AQMI au Sahara, Djamel Okacha *alias* Yahya Abou al-Haman. Consultés, les Américains confirment à 80 %. Une équipe, commandée par le capitaine Benjamin, sera donc renvoyée sur place en hélicoptère, les 1er et 2 mars, pour prélever de l'ADN sur le cadavre qui aura dans l'intervalle été enterré. Mais AQMI elle-même annoncera en juin, par son canal habituel de l'agence privée mauritanienne ANI[13], qu'il s'agit en fait d'une autre pointure, Abdallah al-Chinguetti, de son vrai nom Mohamed Lemine Ould al-Hassen. Le Mauritanien était à la fois son porte-parole, l'un des théoriciens, et le commandant depuis novembre de l'une de ses quatre katibas, al-Fourghan.

Veillée d'armes

Mélange d'opportunisme, de vista et de chance, l'opération Avrid est la meilleure conclusion pour une bonne partie des troupes de Sabre qui, engagées depuis le 11 janvier, ont un besoin impérieux d'être relevées. L'ESNO de l'enseigne de vaisseau Simon par exemple est carbonisée, elle qui, en trente-sept jours, a couvert 2 500 kilomètres, dont dix-sept jours consécutifs de patrouille, avec un bilan de vingt-deux djihadistes tués, seize pick-up détruits. « Vous avez écrit une page d'histoire du Mali[14] ! » lance Luc à ses hommes, avant de passer également la main au

colonel Lucas, venu du 1er RPIMa. Commencé par la mort d'un de ses officiers, son mandat se termine donc avec celle d'un chef ennemi : tout le résumé d'une épreuve unique vécue par les forces spéciales, tant dans l'intensité que dans la réussite. En raison du cloisonnement, Serval n'en sait quasiment rien, et de toute façon, le 24 février, elle a son regard rivé sur le Tigharghar puisque le lancement de Panthère III, l'investissement de l'Ametettai, est pour cette nuit.

Dans les deux GTIA engagés, la tension est palpable. La mort de Vormezeele, le mitraillage des Tigre, l'hécatombe tchadienne sont dans tous les esprits. Les parachutistes savent que la partie la plus rude les attend, eux qui avanceront à pied. Comme un ravitaillement quotidien est prévu, ils n'emporteront que vingt-quatre heures de vivres et d'eau afin de pouvoir se charger au maximum du reste, soit toutes les munitions possibles. Les deux compagnies du 2e REP décident de se défaire des mortiers dont les obus seraient trop lourds à porter. À la place, le commandement octroie deux mitrailleuses de 12.7 à toutes les sections, avec six caisses de cent cartouches pesant vingt kilos chacune. Les capitaines font aussi le choix de ne garder qu'un de leurs deux postes de tir Milan, mais plus de munitions, et d'échanger leurs Eryx, qui n'avaient pas été très performants en Afghanistan, contre des mitrailleuses.

Avec les dix litres d'eau par jour, les rations, les piles, les munitions, la trousse d'hygiène, le poncho pour la nuit, le chargement dépasse donc les cinquante kilos par homme. Les paras y seraient presque habitués. À la 3e compagnie du 2e REP, par exemple, le capitaine O. fait pleinement confiance à ses légionnaires qui ont déjà vécu dans la rusticité lors du séjour express à Bangui, et quatre mois de conditions climatiques très rudes au Gabon. De plus, ils ont bouclé le GR20 dans la canicule corse du mois de juillet, à raison de deux étapes par jour, avec des bouteilles remplies de sable dans le sac : de quoi appréhender Panthère III avec un peu plus de sérénité. Pour se familiariser davantage avec l'Adrar, le capitaine potasse un logiciel qui offre une vision 3D du massif, ainsi que les lignes de niveau tous les 20 mètres, très utiles pour deviner les secteurs où l'ennemi se sera probablement retranché. Les légionnaires de leur côté gavent en photos satellite le GPS qu'il leur a offert à Noël. « D'après les témoignages des GCP, raconte-t-il, on s'attendait à rencontrer un ennemi déterminé, disposant de sonnettes dès les premiers abords, ce qui nous interdirait l'effet de surprise, et qui pourrait ensuite combattre soit en défense ferme, soit en nous harcelant[15]. »

Tout la journée du 24 février a été mise à profit par les deux GTIA pour parfaire leur préparation. La nuit s'annonce rude, dans la conviction partagée que le lendemain, il va sans doute falloir se battre. « Nous pensions vraiment, reconnaît le colonel Bruno H. au G08, qu'il y aurait de la casse.[16] » Le général Barrera n'en fait aucun mystère. Accomplissant une tournée des troupes, il délivre partout le même message : « Cette fois, vous allez attaquer pour de bon. Il y aura des morts et des blessés[17]. » L'horizon paraît si sombre que, en planification, Serval a même réfléchi au nombre maximal de pertes qu'elle pourrait tolérer avant de devoir renoncer ; fût-ce par superstition, le général a choisi de ne pas se prononcer. La troupe encaisse sans vaciller. « Jamais en Afghanistan, relate le capitaine Tanneguy G. au 11e RAMa, on ne nous avait parlé de la sorte. Cela a resserré les rangs[18]. » L'esprit de corps permet de rattraper quelques flottements bien naturels, constatés surtout chez ceux qui n'ont encore jamais connu le combat. Les unités se soudent autour des anciens de la Côte-d'Ivoire, de l'Afghanistan, voire, comme à l'escadron du RICM, de la première guerre du Golfe : le capitaine Jean-David P. peut compter sur un adjudant-chef de 49 ans, pilote, et un vieux lieutenant, tireur sur 10RC.

Rendre aux Caesar ce qui leur revient

C'est donc dans un mélange de désarroi et de soulagement que tombe à 1 heure du matin le délai d'une journée. La raison, dit-on, serait à rechercher du côté des Tchadiens, encore trop sonnés par les combats du 22 février, psychologiquement et matériellement. Le général Barrera dément – « ils avaient donné leur feu vert pour une opération conjointe[19] » – et assume : « Nous manquions de canons pour appuyer le GTIA3. J'ai donc demandé vingt-quatre heures de plus pour que les Caesar puissent arriver de Gao. » Le commandant de la brigade est fidèle à son leitmotiv depuis l'arrivée à Bamako : « pas un pas sans appui ». Confirmation d'une symbiose rapide, le patron du G08, le colonel Vanden Neste, est sur la même ligne, lui qui, depuis le début, a décidé de coller aux principes en vigueur dans l'armée soviétique : « Pas un pas sans appui, décrit-il. Mais aussi pas un pas sans renseignement, pas un pas sans liaison, pas un pas sans réserve. » Obus de 120 mm, obus de 105 explosifs, obus de 30 mm pour les Tigre, kérosène : le parachutiste a instamment demandé que tout ce qui a été consommé

lors des précédents et violents combats soient compensés. Et il l'a exposé très clairement à son état-major : il n'hésiterait pas lui non plus, dans le cas contraire à réclamer vingt-quatre heures supplémentaires.

Ainsi, au 11e RAMa, le capitaine Benoît C. s'est-il déjà vu contraint de se séparer de deux de ses mortiers pour étoffer le 2e REP qui n'en avait pas. Et tant pis si Paris grommelle. Barrera pourrait lui faire remarquer que la batterie de Caesar du capitaine M. était encore à Tessalit une dizaine de jours plus tôt, mais qu'elle a été rapatriée à Gao en raison de l'impossibilité initialement avancée par la logistique de ravitailler plus de quatre cents hommes alors qu'ils sont désormais dix-huit cents. Cela aurait épargné aux deux pièces quarante-huit heures éreintantes pour boucler à toute vitesse les 500 kilomètres séparant Gao d'Aguelhok. Et encore la batterie n'a-t-elle pu prendre le large que grâce à la livraison aérienne express de deux pneus de rechange en provenance du Sénégal, car elle avait consommé tous les siens au cours du voyage inverse.

Le report de vingt-quatre heures est également critiqué en raison de l'arme elle-même : à quoi bon des canons Caesar quand on a déjà la chasse, les mortiers et les hélicoptères ? Les artilleurs ont leur réponse : ils seraient les seuls à pouvoir faire feu 24 heures sur 24, quelle que soit la météo, avec une gradation des tirs*5, alors que les autres pâtiraient soit d'une autonomie de vol limitée, soit des nuages, soit de la chaleur. En retour, les Caesar se voient reprocher une précision de tir inférieure aux GBU et un rayon d'action, correspondant à la portée, de 40 kilomètres seulement. À vrai dire, tous les arguments ont leurs fondements et ils renvoient au débat crucial, et plus général, de la place de l'artillerie dans les armées modernes. Or ce n'est pas le général Barrera qui va le trancher à la veille de la bataille. Maître de la destinée de deux mille hommes, trois jours après avoir vu une centaine de Tchadiens ensanglantés à Tessalit, qui lui reprocherait de vouloir disposer de toute la palette guerrière disponible sur le théâtre ?

Même à bride abattue, les Caesar ne pourront rejoindre l'entrée de l'Ametettai avant l'aube du 26 février. Ils n'en seront pas pour autant à leur premier tir puisque, lors de la redescente vers Gao, peut-être un peu contrarié de ne pas encore les avoir vus à l'œuvre, le CPCO leur a fait ouvrir le feu sur une zone anciennement occupée par les djihadistes dans le nord de l'Adrar. Un Atlantique 2, qui avait d'abord vérifié qu'elle était inoccupée, avait rendu compte de la justesse du tir.

L'inclusion des Caesar dans la bataille impose des réglages. Vu leur portée, les canons pourront en effet intervenir au profit des deux GTIA, même distants d'une quinzaine de kilomètres. Encore faut-il que les transmissions les y autorisent. Or la communication s'annonce mauvaise entre Tessalit, le GTIA3 et particulièrement les parachutistes qui, devant emporter leur matériel à dos d'homme, et afin d'économiser les piles, ne seront pas toujours joignables. Le PC de la brigade Serval décide donc que toutes les demandes d'appui feu transiteront par les contrôleurs aériens du commandant Rémy P., qui colleront au GTIA3. D'autre part, contrairement aux procédures otaniennes assez strictes, les colonels Gougeon et Desmeulles reçoivent la délégation d'ouverture du feu. « Je leur faisais confiance pour savoir si oui ou non il fallait frapper telle cible, explique Barrera. Ils étaient les mieux placés. » Il est vrai que, le Tigharghar ayant été vidé de toute population, l'enjeu est simplifié à l'extrême : « Tout ce qui est armé à l'est, expose le général, est ennemi », donc neutralisable, qu'il manifeste ou non de l'hostilité*6. En fonction de leurs degrés d'engagement respectifs, le général impose seulement la règle que, si un choix est à faire, les parachutistes soient toujours servis en priorité par la chasse*7, les hélicoptères ou l'artillerie.

En ce qui concerne les Caesar, l'équipe du commandant Rémy P. devra cependant suivre une procédure imposée par un élément qui avait profité quatre ans plus tôt à Air Cocaïne : l'absence de couverture radar. L'obus peut en effet grimper à 18 kilomètres d'altitude, avec le risque de percuter tout ce qui est susceptible de voler au-dessus de l'Adrar, y compris les bombardiers et les ravitailleurs… Dans son rôle de tour de contrôle volante, l'AWACS peut y remédier, mais la France ne disposant que de quatre exemplaires, et sachant les temps de vol, il ne peut être présent au-dessus du Mali que six heures par jour, un jour sur deux. À Gao, le colonel Éric L., l'officier de liaison de l'armée de l'air au sein de l'état-major, le lieutenant-colonel Rodolphe W., ainsi que les chefs des cellules ALAT et appuis 3D, les lieutenant-colonels L. et S., se réunissent avec l'intention de définir un protocole.

Entre aviateurs et biffins, l'« interarmisation » imposée par la technologie et les restrictions de budget a considérablement amélioré les relations, mais il peut encore surgir à l'occasion quelques orages comme seuls le ciel et la terre peuvent en générer. Pour libérer la zone, les aviateurs exigent un délai jugé trop élevé par les artilleurs, qui estiment que leur réactivité en serait compromise. De leur côté, les artilleurs cèdent à la tentation de demander des zones trop larges qui paralyseraient toute autre action dans leur secteur. Au final, le JFACC de N'Djamena met donc en œuvre une méthode empirique, qui a fait ses preuves en Afghanistan, en quadrillant la zone*8 et en obligeant les artilleurs, avant de faire feu, à demander l'ouverture d'une ROZ*9, en fait un couloir aérien dont tous les autres vecteurs seraient écartés. Le général Barrera accepte le principe, mais en prévenant que jamais il ne laissera l'infanterie sans appui de l'artillerie… Au final, l'expérience montrera qu'aucune des trois

cents ROZ demandées ne sera refusée, que N'Djamena fera place nette en moyenne en quelques minutes, et que les artilleurs, même sans obtenir toujours la surface réclamée, pourront jouir de la ROZ pendant vingt minutes : une indéniable réussite.

---

*1. Sous-directeur emploi capacité au service de Santé des armées.

*2. D'après les cadavres retrouvés.

*3. Module de chirurgie vitale, soit un chirurgien, un anesthésiste et deux infirmiers.

*4. Le MCV n'est normalement formaté que pour traiter deux blessés graves à la fois.

*5. Obus fumigène, coups de semonce, obus éclairant, tir de neutralisation…

*6. C'est ce qu'indique la règle d'engagement 418.

*7. Dans le cas de la chasse, le responsable appui 3D de l'état-major, le colonel Éric L., veille cependant que les détachements à Tombouctou et Ménaka bénéficient au besoin de la primauté, même vis-à-vis de l'Adrar, puisqu'ils sont dépourvus de tout autre moyen.

*8. Qui concerne également les flux de compagnie civiles et privées (utilisées par les ONG pour de courtes liaisons).

*9. Restricted Operation Zone.

21.

L'HEURE DES CONVICTIONS

Après un mois et demi de poursuite, les autorités politiques et militaires retiennent leur souffle. L'ennemi est là, dans le Tigharghar. Certains pourront gloser sur la disproportion de moyens par rapport à ceux des Français. Mais, outre le fait que le djihadiste n'a rien de l'image parfois propagée du berger en djellaba et sandalettes, l'enjeu ne se limite pas à la confrontation de deux forces militaires. Les Français en effet sont à peu près certains de conquérir l'Ametettai. Mais considérant les objectifs assignés par les politiques et le rejet de plus en plus prononcé de la mort dans les sociétés occidentales, ils ne pourront vraiment revendiquer un succès qu'à la condition double d'avoir causé de très fortes pertes chez l'ennemi et subi un minimum dans leurs rangs. Or la hardiesse est rarement compatible avec la prudence…

Il faut être patient en enfer

Dans la nuit du 25 au 26 février, les Caesar étant annoncés pour 6 heures à l'ouest de l'Ametettai, l'opération Panthère III est enclenchée. En premier lieu, les quatre compagnies de parachutistes et leurs soutiens doivent gagner le nord du Tigharghar. L'idéal aurait été d'y procéder en hélicoptère, mais le groupe aéromobile réuni à Tessalit n'y suffirait jamais ; de manière générale, il manque à la flotte française l'équivalent du Chinook américain, capable de transporter une cinquantaine d'hommes à la fois[*1]. La route s'impose donc, mais le bataillon logistique ne dispose pas non plus des camions nécessaires. « Le capitaine sur place, assure son chef, le colonel Vélut, a fait au mieux avec ce qu'il avait[1]. »

Après les taxis de la Marne, les camions de Tessalit : tout ce qui peut transporter des hommes est récupéré. Aucune réquisition civile – de toute manière, il reste très peu de véhicules dans la ville –, mais les quelques GBC destinés au transport de troupes sont complétés par de vénérables TRM 10 000, normalement réservés au matériel. Des palettes et des sacs sont jetés sur la plage arrière en guise de sièges, des sangles tendues autour afin d'éviter la chute dans le vide, et les parachutistes s'installent comme ils le peuvent, harnachés, pour un trajet de seulement 80 kilomètres, mais qui, après un bout de transsaharienne à peu près roulable, se retrouve dans un oued filant plein ouest, qui lui l'est beaucoup moins.

Pendant une dizaine d'heures, les hommes sont secoués, le dos cassé par le gilet pare-balles. Mais aucun ne songerait à l'enlever : les convois étaient régulièrement attaqués en Afghanistan. « L'ambiance était très concentrée, relate le capitaine Raphaël O. au 2e REP, on se parlait peu. Par expérience, les légionnaires profitent des déplacements pour se reposer et manger, car ils savent qu'ils ne vont pas pouvoir le faire souvent pendant l'opération[2]. »

À l'aide de deux rotations, aux ordres d'un lieutenant de la circulation routière, le GTIA para est prêt à affronter le Tigharghar à partir de 15 heures. Le colonel Desmeulles divise sa ligne d'attaque. À l'ouest, un oued conduit tout droit à l'Ametettai : il sera emprunté par un peloton de chars du 1er RIMa. Le commandement ne juge pas nécessaire de couvrir sa droite. À sa gauche, la compagnie du capitaine Clément L. du 2e REP avancera sur les contreforts. La plus à l'est, mais exactement sur la même ligne, la compagnie du capitaine Benoît F. du 1er RCP.

Formant un carré, les compagnies des capitaines Ludovic M. et Raphaël O. du 2e REP se tiendront juste derrière les deux unités de tête.

Deux jours ont été prévus pour gagner l'Ametettai, distante d'une dizaine de kilomètres. Mais presque dès le départ donné à 16 heures, les parachutistes découvrent la vraie nature du terrain comme les images aériennes ne permettaient pas de l'appréhender : « Cela ressemblait assez à Djibouti, décrit le capitaine F. Beaucoup de petits mouvements rocailleux, avec des dénivelés peu importants de 50 à 100 mètres, mais qui fatiguent à force d'être enchaînés[3]. » Sans compter la chaleur, torride, qui ne cesse de grimper depuis le démarrage de Serval. Près de 50° dans l'Adrar. « C'était à un tel point, se rappelle le lieutenant-colonel Pierre V., que, lors d'une étape, une bouteille d'eau congelée nous a été apportée. Quand j'ai voulu la boire à peine cinq minutes plus tard, elle était déjà chaude[4] ! » Encore l'officier du 5e RHC a-t-il pour lui de voler dans un Puma. Les parachutistes, eux, doivent ajouter aux efforts de la marche sur un terrain cassant la surcharge d'un sac où ils ont entassé des réserves d'eau supplémentaires par rapport à la dotation classique de vingt-quatre heures. Pour s'asseoir sur la roche, ils sont obligés de glisser un carton sous leurs fesses.

Parmi les plus chargés, les hussards parachutistes du PRIAC*[2] du lieutenant Guillaume H. doivent transporter des postes de tir Milan, ainsi que les missiles eux-mêmes : en tout, cinquante à soixante kilos. « Ma montre devait afficher la température, raconte l'officier, mais elle est restée bloquée quand on a dépassé les 60°[5]. » Comme tous leurs camarades parachutistes, ses hommes et lui comptent sur leur condition physique. Un an auparavant, la plupart sont passés par Djibouti – terrain et climat à peu près semblables, mais affrontés sans le casque lourd, le gilet pare-balles et le stress du combat. À la section de mortiers qui roule dans l'oued, les bigors du 11e RAMa surveillent la température de la poudre comme le lait sur le feu. « Au-delà de 50°, rapporte un de leurs officiers, nous en ignorons l'effet sur la précision du tir[6]. » La protection de bâches suffit pour l'instant, mais pourvu que les conditions n'empirent pas ! « Quand on a découvert l'enfer de l'Adrar, dit le capitaine Clément L. au 2e REP, on se demandait comment les otages avaient pu y tenir plusieurs mois[7]. »

En soirée, le GTIA4 déclare qu'il aura besoin d'au moins une journée de plus pour atteindre la vallée : il n'a pu avancer que d'un kilomètre et demi et le ravitaillement nocturne interdit toute nouvelle progression. Qui aura donc raison : l'état-major du G08 qui, dans la fougue de sa jeunesse, pense que la vallée sera conquise en quatre jours ? Ou son chef, le colonel Vanden Neste, que la sagesse pousse à ne rien envisager avant au moins le double de temps ?

Porte ouest ouverte

Sur l'autre axe de progression, après avoir quitté Aguelhok la veille, le GTIA3 s'est élancé à 3 heures du matin en direction de l'entrée ouest de l'Ametettai que le colonel Gougeon veut à tout prix aborder au lever du jour. À 5 kilomètres, se trouve le secteur fatal au sergent-chef Vormezeele. Ayant bien repéré la veille par où passer, le RICM, avec une section du 2e RIMa, s'oriente peu avant midi vers le mouvement de terrain au sud (baptisé Sontay), le reste du 2e RIMa vers celui au nord (Puebla*[3]). Entre eux, 2 kilomètres de sable.

« Ma mission, relate le sergent-chef Matthieu D. en tête, était de "prendre et préciser le contact"[8]. » Les combats du 19 février ont laissé des traces. « Nous avions un repère facile, note le commandant de l'escadron, le capitaine Jean-David P. : la grosse tache blanche laissée par une bombe dans la caillasse[9]. » Progression en bataille jusqu'à 2 kilomètres. Une halte est alors décidée pour bien observer la cible : RAS. Les djihadistes auraient-ils déserté le secteur ?

Après que les Caesar ont expédié cinq obus explosifs en préparation, la colonne progresse par bonds de 500 mètres jusqu'au pied du mouvement de terrain où le RICM est contraint à une nouvelle pause car la pompe d'un 10RC tombe en panne. Le sergent Matthieu D. change de monture : aucun coup de feu à déplorer. Le capitaine P. décide donc d'envoyer l'infanterie sur Sontay, appuyée par les blindés qui veillent au grain, face à la vallée, mais la végétation assez dense ne leur facilite pas la tâche. Et à l'approche de la ligne de crête, les marsouins sont pris à partie par des tireurs postés au sommet ou dans la contrepente. *Idem* sur Puebla pour les deux autres sections du capitaine Grégory Z. « Ils ont attendu le dernier moment avant de se démasquer, relate celui-ci. Nous avons compris qu'ils avaient abandonné les premières crêtes après les affrontements des 19 et 20 février. Ils avaient donc replié leur dispositif, et certains de mes hommes ont été pris pour cible à moins de 100 mètres. »

Combien sont-ils ? Probablement quelques dizaines, mais impossible d'être plus précis à cause de l'efficacité

avec laquelle ils se dissimulent. « Les tirs venaient en partie des cahutes situées dans la zone verte, note le sergent Dino F. qui a grimpé avec son fusil mitrailleur dès les premiers échanges. On découvrira le lendemain qu'ils avaient également creusé des trous. Ceux qui avaient fait l'Afghanistan ont tous témoigné que l'ennemi qui nous faisait face était plus organisé et plus hargneux[10]. » La radio annonce la blessure à la tête d'un marsouin, qu'il n'est pas possible pour l'heure d'évacuer. Le secteur serait-il maudit ? Beaucoup pensent à Vormezeele.

Le capitaine Jean-David P. demande au sergent-chef Matthieu D. de déplacer ses chars afin qu'ils aient vue sur la contrepente, mais à peine ont-ils fait mouvement qu'ils sont eux aussi pris pour cibles à 300 mètres, de la vallée. Cinq roquettes de RPG7 tombent à proximité des VAB de l'infanterie qui s'en sortent miraculeusement et répliquent à la 12.7. Après leur avoir demandé de reculer afin de leur éviter l'effet de blast, le sergent D. ordonne de faire feu au canon après avoir déjà usé de la 7.62 et de grenades à fusil. Son char administre deux obus, celui de son subordonné deux autres sur les cabanes qui s'enflamment. Une dizaine d'hommes du 11e RAMa et du 2e RIMa grimpe sur un point haut. À leur tête, le lieutenant Tanneguy G., officier sous contrat, activé il y a dix ans, a suivi les cours de l'école d'artillerie de Draguignan avant de réussir le stage très sélectif des JTAC, ces grands manitous de l'appui feu, peu nombreux – quatre-vingts à peine*[4]. Ainsi fut-il engagé dès sa sortie en Centrafrique, puis par deux fois en Afghanistan où il a expérimenté l'EO-JTAC, cet assemblage de JTAC et de tireurs d'élite semblable à l'ESNO des commando marine, apte, avec ses moyens d'optique grossissant quarante fois, à détruire toute cible à courte et moyenne distance, par balle ou avec une bombe. Le Mali par contre n'aurait pas dû normalement être pour lui. « Toi, tu vas partir ! pressentit néanmoins le colonel Métayer. Tu pars toujours[11] ! » Le 27 janvier il prit de fait la direction de Bamako et le voici avec ses coéquipiers sous les 56° affichés par le thermomètre*[5]. Et sur ses indications, de 13 h 50 à 14 h 15, la chasse largue trois bombes Mark 82 qui, explosant à plusieurs mètres de hauteur, rasent tout dans un rayon de 100 mètres. Dans l'intervalle, les mortiers, installés 4,5 kilomètres en arrière, réservent quatre obus à un poste de combat.

Toute la compagnie du 2e RIMa est au contact. À elle d'arracher l'ennemi du terrain auquel il s'accroche fermement. La section de l'adjudant Sylvain K. progresse sur la première ligne de crête, mais quand elle approche de l'oued, vers 15 h 30, elle est la cible d'un tir nourri de Kalachnikov et de RPG7 dont une roquette atterrit à quelques mètres. « Ce qui nous a le plus surpris, témoigne le sous-officier, c'est que l'ennemi n'ait pas déguerpi aux premiers échanges. C'était de vrais combattants, qui avaient manifestement reçu une instruction militaire[12]. » Comme lors du précédent affrontement, les djihadistes tentent de contourner, mais la chasse les en dissuade tandis que les Caesar pilonnent la contrepente. « J'ai tout de même été étonné, note le capitaine Z., par l'appui feu qui nous a été instantanément accordé : l'absence de civils dans le secteur a vraiment permis d'accélérer la procédure par rapport à l'Afghanistan[13]. » Au RICM, le capitaine P. demande de rompre le contact afin de pouvoir ramener vers l'arrière le blessé dont l'état de gravité est encore ignoré. L'infanterie permet au VAB SAN d'approcher Puebla et de se replier à 300 mètres, sur une grosse ligne de cailloux. Le marsouin est béni des dieux ou alors sa tête est très dure : la balle a ricoché sur son crâne, arraché un bout d'oreille et s'est fichée dans le casque après en avoir fait le tour ! Mais c'est en fait tout le sous-groupement qui peut apprécier sa chance : aucun autre blessé, aucun véhicule touché. « Seul le VBL de mon adjoint a eu un pneu crevé, note le sergent Matthieu D., et encore on n'est pas sûr que ce soit par la faute d'une balle ! »

À 16 h 45, un déluge de feu s'abat sur la position élevée de l'EO-JTAC du lieutenant Tanneguy G., mais impossible encore d'en localiser l'origine : « Sans doute les tirs venaient-ils de la partie boisée de la vallée, relate l'officier du 11e RAMa. De toute façon, nous tenions les hauts, ce qui nous garantissait l'avantage[14]. » À 17 h 30, le lieutenant guide une GBU-12 sur trois individus tandis qu'il laisse le feu libre à ses tireurs d'élite. De son côté, le capitaine P. relance l'action du RICM, le sous-groupement se voyant renforcer par le peloton qui assurait jusqu'alors la protection du PC. Masquée par des tirs de fumigène, l'infanterie reprend l'ascension avec un groupe du génie, les 10RC tirant en préventif trois obus explosifs sur des postes de combat. Pour leur part, les tireurs d'élite du 2e RIMa aperçoivent plusieurs individus en train de traverser l'oued. Le caporal-chef Kevin G. abat l'un deux à plus de 1 000 mètres. Sur une cible mobile, une performance ! Mais le groupe du lieutenant G. reste visé. Même les Rafale, qui volent un peu plus bas que d'habitude, se disent attaqués par des balles traçantes. Il faut donc assener un grand coup pour espérer décourager enfin l'ennemi. À 18 h 30, phase très rare depuis de nombreuses années, les Caesar et les mortiers exécutent un tir synchronisé sur deux positions. La règle, en effet, est que, pour augmenter l'efficacité d'un tir, la section de mortiers ne tire que sur un seul objectif à la fois. Six coups sont donc administrés à la première cible repérée, l'état-major du GTIA3 ayant procédé à des calculs pour que les quatre coups tirés par les Caesar, plus en arrière encore que les mortiers, frappent simultanément le second poste ennemi. À la thermique, les observateurs annoncent le plein succès de l'opération : les deux postes sont anéantis. Vingt minutes plus tard, le lieutenant G. fait larguer une dernière GBU.

Partout c'est alors le même constat : l'ennemi a disparu. Pas même un cadavre. À peine en fin de journée, un

peu plus au sud, l'adjudant L. de l'EO-JTAC du lieutenant G. repère-t-il une douzaine d'individus dans le fond de la vallée, portant trois brancards : ils ne doivent la vie sauve qu'à l'absence de chasseurs. À défaut d'être encore totalement aux Français, que la prudence conduit à s'installer en position de sécurité pour la nuit, Sontay et Puebla ne sont plus à l'ennemi. Premier succès de l'Ametettai.

Répit à l'ouest, galère au nord

« Les hommes ont parfaitement réagi, sans faillir ni surréagir, se félicite le sergent Dino F. du 2e RIMa. Ça fait plaisir de les voir ne rien changer à ce qu'on leur a appris malgré les pics d'adrénaline[15]. » Comment toutefois interpréter le comportement des djihadistes ? À en juger par la violence des échanges et leur détermination, l'avis domine qu'ils n'ont fait que se replier pour tenter de tenir de la même manière le mouvement de terrain suivant. Hors de question donc de baisser la garde. Le capitaine P. met en place un solide dispositif de défense : au nord, sur les hauteurs, l'infanterie avec les FAC pour parer tout reflux ennemi ; au sud-est et au sud-ouest, les deux pelotons de chars, prêts à faire feu à 360°. La nuit est émaillée de tirs à longue distance. À minuit et demi, le RICM fait usage d'obus éclairants, mais personne n'est repéré. Car les djihadistes cherchent surtout à faire comprendre qu'ils sont toujours là et à empêcher les Français de récupérer.

Le sommeil de toute manière est difficile à trouver après un engagement si intense et la perspective de prochains jours du même genre. Au matin du 27 février, au 2e RIMa, l'adjudant Sylvain K. évacue un chef d'équipe qui, contrairement à ce qu'il pensait, doit déclarer forfait en raison du trauma sonore subi la veille, ainsi qu'un caporal-chef blessé à la cheville par un éclat de rocher. Sontay et Puebla sont définitivement dépassés, et le GTIA3 fond désormais vers l'entrée de l'Ametettai, distante d'une demi-douzaine de kilomètres au nord-est.

À 6 h 30, les chars du RICM passent en tête dans la vallée de Tibbegatine. Le premier peloton n'a pas couvert 400 mètres qu'une forte explosion secoue le VBL du capitaine Jean-David P. Le sergent-chef Matthieu D. roule juste devant. Brusquement aveuglé par le nuage de poussière, il craint le pire pour l'équipage, mais il applique la procédure consistant à reculer pour ne pas être victime d'un second piège, les IED fonctionnant souvent par deux. « Comme c'était le véhicule du capitaine qui était touché, relate-t-il, j'ai tout de suite pensé que ce n'était pas par hasard, qu'un djihadiste l'avait actionné à distance[16]. » Mais le réseau GSM ayant été coupé, les artificiers ennemis ne peuvent recourir au téléphone comme en Afghanistan. C'est une mine antichars, sur laquelle était déjà passé un véhicule du 11e RAMa, qui s'est déclenchée. « Nous avons ressenti un gros choc, raconte le capitaine P., puis une boule de feu a traversé le plancher et tournoyé à l'intérieur[17]. » Indemne, il sort du VBL avec le radio, puis il extirpe le pilote par le toit car la portière de son côté est coincée. Comme il était assis juste au-dessus du point d'impact, ses deux passagers sont très pessimistes. Mais ce solide Polynésien d'un quintal s'en sort avec des brûlures au visage et aux jambes, ainsi qu'un blast pulmonaire. Lui comme le radio, très choqué psychologiquement, doivent cependant être évacués. Le temps de reprendre tous ses esprits, le capitaine cède le commandement à son adjoint, qu'il récupérera dès le lendemain, s'attirant l'estime du colonel Gougeon et de ses hommes pour sa force de caractère. « On en a tous été impressionnés[18] ! » affirme le capitaine Michel L. du 31e RG.

L'épisode confirme que l'ennemi est prêt à se défendre par tous les moyens. « Il a beaucoup changé l'ambiance, témoigne le sergent-chef Mathieu D. au RICM. La veille, nous nous en étions sortis indemnes[19]. » Le piège apporte des renseignements sur les connaissances djihadistes. « La mine avait été trop enfouie, commente le capitaine Michel L., et mal orientée dans le sable. » Déjà, constat avait été établi que les pièges étaient de fabrication rustique. « Les fils étaient de mauvaise qualité, ajoute l'officier du génie. Le système de plateau pression était archaïque. »

La confirmation du recours aux IED est apportée exactement au même moment par les Tchadiens qui, eux aussi, de l'autre côté du Tigharghar, ont commencé à avancer vers l'Ametettai. Très expérimentés en la matière, les hommes du général Bikimo décèlent la présence d'un engin redoutable, une « daisy chain », chapelet d'une vingtaine d'obus à l'effet diabolique : le premier est censé exploser au passage d'une colonne qui, en venant porter secours aux victimes, déclenche la mise à feu de tous les autres. Comme chaque fois, les démineurs tchadiens interviennent, secondés si besoin par les forces spéciales emmenées par le commandant Jack. La conséquence est plus contrariante du côté du GTIA3 dont la progression se retrouve gelée en l'absence d'un autre cheminement possible dans la vallée, entre végétation et sable trop mou. Il faut par ailleurs sécuriser la zone et récupérer la carcasse du VBL qu'il est hors de question de laisser tel un trophée à l'ennemi : l'exploitation médiatique serait

désastreuse. Plusieurs heures sont nécessaires à la manœuvre, offrant un répit opportun à la troupe. « Ça a permis de faire redescendre l'adrénaline qui était au plus haut après les combats de la veille et notre mauvaise nuit, remarque le capitaine Tanneguy G. Les gars ont été forcés de se reposer[20]. »

Au nord de l'Ametettai, le GTIA4 a repris sa marche de galérien dès 5 h 30. « On ne marchait pas tout le temps, relativise l'adjudant-chef A. au GCP commandement. On couvrait 1,5 kilomètre, puis on s'arrêtait. Mais il n'y avait pas la moindre ombre[21]… » En empilant des cailloux en guise de minicolonnes, il parvient à tendre un pan de toile, mais comme il n'y a de la place que pour deux, lui-même et l'adjudant-chef S. profitent du médiocre abri offert par une crevasse, dans une position des plus inconfortable : dos contre une paroi, jambes collées au ventre contre l'autre, le tout pendant trois heures… « Le plus pénible, note leur chef, le lieutenant-colonel Yann L., est de toujours boire chaud, manger chaud, jamais de répit[22]… »

Vu le terrain, le chef du GTIA para, le colonel Desmeulles, a estimé plus sûr de couvrir aussi l'avance des chars à l'ouest de l'oued, où a basculé la compagnie du capitaine O., jusqu'alors en retrait, elle-même suivie par la compagnie d'éclairage et d'appui avec ses GCP, Milan et tireurs d'élite. Toutefois, les premiers à apercevoir l'ennemi sont, en début d'après-midi, les chars du 1er RIMa aux ordres du lieutenant Stéphane C. qui repèrent avec leurs puissants moyens optiques un poste de combat en hauteur. Le retex afghan leur permet d'être particulièrement efficaces. « Là-bas, explique le commandant de l'escadron, le capitaine Augustin B., il avait été noté que l'obus explosif ne pénétrait pas les murs très épais en torchis[23]. » Les marsouins ont donc pris soin d'emporter des obus flèches, ces pointes de tungstène qui pénètrent les obstacles et les font exploser par surpression. Ils s'avèrent parfaits pour viser les meurtrières naturelles d'où tirent les djihadistes. Outre les chars, la chasse intervient, relayée par les Milan du capitaine O. qui font feu à 1 200 mètres.

L'assaut préparé par la 2e compagnie sera suspendu à cause de l'arrivée de la nuit. Entre-temps, à l'est des chars, le 2e REP a été cueilli par des tirs de mitrailleuses et de RPG-7 à 500 mètres d'un mamelon double dont la forme et la couleur très sombre lui valent aussitôt le surnom de « Mordor[*6] ». L'aviation intervient, mais l'accrochage dure près de six heures. « Ils n'étaient sans doute pas plus d'une demi-douzaine, précise l'adjudant-chef A. au GCP commandement. Nous avons dû les surprendre en arrivant par le nord où ils ne nous attendaient pas[24]. »

Abou Zeid est mort deux fois

À l'ouest de l'Ametettai, si le GTIA3 ne progresse pas dans l'après-midi, son PC tourne à plein régime. Le CTA du commandant Rémy P. conduit tout d'abord la frappe de deux Rafale sur un BRDM 2 repéré par une reconnaissance. Surtout, vers 15 heures, tombe le renseignement que beaucoup attendaient : un appel d'Abou Zeid vient d'être intercepté ! L'état-major du général Barrera en est informé tandis que le GTIA3 met à contribution l'élément de guerre électronique à sa disposition, issue de la batterie de renseignement du 68e RAA pour tenter de confirmer. Vers 15 h 50, une nouvelle écoute est réalisée : l'émir se trouverait à peu près à 8 kilomètres, à hauteur du Garage frappé par la chasse le 2 février. Pour Serval, aucune hésitation, il faut agir : l'état-major propose un tir combiné de bombes Airbust et de Caesar. Après avoir recueilli l'avis de ses conseillers air, appui feu et hélicoptères, le général Barrera donne son accord, mais pour une HVT, Paris doit impérativement délivrer son autorisation. Le CPCO marque un temps de réponse ; Abou Zeid détient les otages, il ne peut être éliminé sans une réflexion qui dure suffisamment longtemps pour que les chasseurs préfèrent ravitailler. Barrera ayant solidement argumenté, l'autorisation tombe finalement. C'est là la meilleure traduction de la déconnexion de Serval avec le règlement des enlèvements. Le conseiller air du général, le lieutenant-colonel Rodolphe W., propose de faire donner la chasse en premier : « Les avions avaient leur pod braqué sur l'objectif, explique-t-il. Si l'artillerie frappait la première, ils n'auraient eu comme choix que de pourchasser les éléments susceptibles de prendre la fuite, or ils risquaient de se retrouver à court de pétrole[25]. » À 17 h 30, les 2000D, guidés par un drone, larguent trois Airbust, une puissance de feu ne laissant guère de chance au sol. Mais pour qu'il n'y en ait vraiment aucune, cinq minutes plus tard, les Caesar expédient pas moins de douze obus explosifs.

À Tessalit, le général Barrera et l'état-major ont tout suivi grâce aux images Rover de la chasse. Le Garage a été dévasté, aucun déplacement n'est décelé. Placés en alerte, les hélicoptères du GAM resteront donc à la base.

Pour tous, il est sûr qu'Abou Zeid a été tué. Mais deux indices incitent à la prudence. Tout d'abord, en raison de Panthère III, le GTIA3 ne peut détacher de troupes pour aller vérifier sur place : il faut se satisfaire d'un constat

aérien ; toutefois, l'annonce par une télévision algérienne, Ennahar TV, de la mort de l'émir le lendemain même semble balayer les dernières hésitations. Le quotidien *El Khabar* révèle pour sa part que la famille a fait l'objet de prélèvements ADN. Mais, le 1er mars, coup de théâtre : le président tchadien déclare solennellement que ce sont ses troupes qui ont tué Abou Zeid. Or leur dernier combat a eu lieu le 22 février à une quinzaine de kilomètres du Garage. Par conséquent, soit l'Algérien n'a été que blessé à l'est de l'Ametettai et tué à l'ouest ; soit il y a méprise chez les Français ou chez les Tchadiens.

Non sans un certain mépris, à Paris, on soupçonne N'Djamena de vouloir se donner de l'importance. Il est vrai que, outre la mort d'Abou Zeid, Idriss Déby revendique celle de Belmokhtar, mais aussi la destruction totale de « la principale base des djihadistes dans le massif de l'Adrar des Ifoghas[26] ». La dernière assertion est très largement outrancière – sinon Serval n'aurait plus qu'à traverser l'Ametettai. La disparition du « borgne », quant à elle, sera bientôt invalidée par les faits ; sur le moment, elle apparaît comme la déclaration de trop qui fait suspecter les Tchadiens de mentir sur toute la ligne. Pour se forger une opinion, la France dispose d'un élément parfaitement placé : le commandant Jack des forces spéciales. Lui-même n'a rien su de la mort d'Abou Zeid avant l'annonce par la presse. Il se renseigne et apprend où le djihadiste aurait été tué : le danger y est hélas encore trop grand pour qu'il s'y rende. Mais en prolongeant son enquête, il obtient d'un soldat tchadien la photographie prise avec son propre appareil d'un cadavre dont les traits émaciés, le bouc taillé en pointe font effectivement penser au fondamentaliste*7. Consultée, la DGSE accrédite fortement l'hypothèse. Pour la valider entièrement, les 3 et 4 mars, des forces spéciales se rendront sur les lieux, en hélicoptère, la présence de mines étant suspectée. Les prélèvements ADN seront transmis, via la DCRI, aux services algériens qui, en comparant avec les analyses de la famille, confirmeront l'identité du mort. Et la DRS n'a aucune raison de mentir : la réapparition d'Abou Zeid des mois plus tard la ridiculiserait ; d'autre part, il lui arrivera d'infirmer l'identité de HVT que les Français penseront avoir tuées.

Abou Zeid a bien perdu la vie le 22 février, même s'il est impossible de déterminer comment – assaut tchadien, bombe française ou acte suicide. Le mystère demeurera aussi sur sa présence si près des premières lignes, même s'il a fait preuve par le passé d'un certain courage physique ; probablement a-t-il été surpris par l'attaque tchadienne. Aucune trace des otages, en revanche, aux alentours, ce qui corrobore l'idée qu'ils ne sont pas destinés à servir de boucliers humains. Jean-Yves Le Drian tiendra à rassurer en annonçant le 5 mars qu'ils sont « vivants[27] » et probablement localisés. Mais si Abou Zeid a été tué le 22 février, qui les Français ont-ils frappé le 27 ? Un indice pour les services de renseignement est la langue dans laquelle s'exprimait la voix interceptée, le tamashek – or Abou Zeid ne s'exprimait qu'en arabe. Selon une source proche de la DGSE, « il faut en général une année avant de parvenir à mettre un nom sur une voix. Même durant Serval, une HVT depuis longtemps pistée a été confondue avec une autre[28]… »

Une bombe pour tombe

Quoi qu'il en soit, la nouvelle de la mort d'Abou Zeid se répand vite dans le massif. « Nous avons senti la résistance en face de nous fléchir, relate le colonel Bruno H. au G08. Beaucoup de chefs ont dû décamper en ne laissant que leurs troupes pour tenir la vallée. Elles étaient assez endoctrinées pour leur obéir[29]. » De fait, la résistance ennemie, particulièrement aux bombardements aériens, ne laisse de stupéfier. Depuis le 19 février, les six Mirage 2000D de Bamako se relaient pour labourer l'Adrar, larguant une vingtaine de bombes en dix jours sur les postes de combat, les nids de mitrailleuse, voire les positions de sniper elles-mêmes. Une vingtaine d'autres sont réservées en amont aux caches d'armes ou dépôts logistiques. Soit un total de quarante-sept en quelques semaines pour le détachement de 2000D, uniquement dans l'Adrar*8. « Au plus fort de l'Afghanistan, durant l'opération Anaconda*9, souligne le lieutenant-colonel Arnaud G., nous en avions largué quarante en deux mois[30]. » *Idem* du côté des huit Rafale de N'Djamena, qui portent à une dizaine le nombre de bombes larguées quotidiennement dans l'Adrar et à cent vingt-sept celui du mois de février.

Depuis le 25, l'ensemble de la chasse assure une permanence d'une douzaine d'heures au-dessus du massif, uniquement le jour puisque les parachutistes ont choisi de ne pas opérer de nuit. Chaque patrouille effectue des créneaux de trois heures, plus éventuellement trente minutes si la relève rencontre des difficultés. S'ils peuvent évoluer séparément, les deux appareils qui la composent gagnent immédiatement une zone marquée par un affrontement, en moyenne en une dizaine de minutes. D'où une débauche d'énergie qui commence dès l'aéroport

pour les 2000D : « Il nous arrivait, se souvient le lieutenant-colonel G., de patienter près d'une heure sur le tarmac à des températures de 45°. » Le colonel Bometon en effet, malgré ses requêtes incessantes, n'a toujours pas obtenu de sunshields, ces arches déployables permettant aux équipages d'attendre à l'ombre. Or le 2000D n'a pas de climatisation au sol… Avec les combinaisons, l'épreuve est dantesque pour les aviateurs. Mais les machines en pâtissent aussi : les composants électroniques tombent en panne, nécessitant une attention de tous les instants des mécaniciens. Grâce à ces derniers, aucune mission n'aura à être annulée pour avarie technique. Les munitions, stockées en plein air, souffrent également : certaines n'exploseront pas au sol, ce qui n'empêchera pas les chasseurs d'afficher un taux de réussite très élevé, semblable à celui de la Libye, entre 85 et 90 %. À l'instigation du lieutenant-colonel Arnaud G., les 2000D panachent en général deux GBU avec trois Airbust, se laissant ainsi la possibilité de frapper dans le premier cas, grâce à la précision du guidage laser ou GPS, des objectifs fixes (dépôt de carburant, véhicule, position de sniper…), dans le second, un groupe d'individus dispersés sur une surface équivalente à un terrain de football. Les chasseurs peuvent également pratiquer le harcèlement en bombardant des zones sans avoir formellement localisé d'ennemis pour les empêcher de se reposer, de se ravitailler en eau ou en armes.

« Jamais une patrouille ne s'est retrouvée à sec pour appuyer une troupe au sol, résume le lieutenant-colonel Rodolphe W., conseiller air du général Barrera. En revanche, pour éviter qu'elle ne revienne avec des bombes, elle partait souvent avec des objectifs fixes à frapper[31]. »

Les conditions météo, combinées à des longueurs de pistes insuffisantes, compliquent aussi les ravitaillements. Les tankers doivent réduire l'emport de carburant quoique, tient à souligner le lieutenant-colonel Roquefeuil, « cela ne nous a jamais empêchés d'appuyer les missions[32] ». Depuis le 11 janvier, le groupe Bretagne qu'il commande revit au même rythme trépidant qu'en Libye : 98 missions en janvier pour 695 heures de vol, 96 en février représentant 615 heures. Le renfort de l'armada américaine basée à Morone est survenu à point fin janvier pour une flotte ancienne qui pourra toujours repousser les limites de son engagement, mais avec un coût d'entretien sans cesse croissant : cinquante-cinq millions d'euros pour 2012[*10]. L'Adrar représente aussi un pic d'activité pour les ravitailleurs qui sont amenés à quitter leurs hippodromes routiniers afin de permettre aux chasseurs de ne pas trop s'éloigner du chaudron. Les équipages n'en sont pas moins quittes pour enchaîner jusqu'à six refuellings par mission, les pilotes finissant par « rêver de panier » : « Nous volions si longtemps, ajoute le lieutenant-colonel Arnaud G., qu'il nous est arrivé de vider nos réserves en oxygène, ce qui nous obligeait à rentrer à moyenne altitude[33]. »

La nature des missions, enfin, pourrait se révéler usante sur le plan psychologique. Pendant les opérations Panthère, les Mirage mènent un vrai duel à 3 kilomètres de distance. Ce n'est plus le pick-up qu'ils traquent en général, comme en Libye, mais les individus eux-mêmes. Leur élimination par une bombe aérienne peut paraître d'une prétention démesurée ; mais il faut penser aux dégâts qu'ils pourraient causer s'ils sont tireurs d'élite ou suicide bombers. La conséquence cependant est que, au largage d'une bombe, les équipages ne peuvent douter qu'ils vont donner la mort à des personnes qui ne leur sont plus tout à fait inconnues puisqu'ils les ont suivies à la jumelle ou au pod en train de courir, de se planquer ou de ne se rendre compte de rien. Le danger existe de séquelles que le médecin à Bamako est chargé de débusquer. Heureusement le détachement de 2000D est majoritairement composé de personnel aguerri qui a déjà fait feu en Afghanistan et en Libye.

De vrais soldats

Le 28 février, à 9 heures, c'est un Rafale qui s'occupe de faire un sort au canon D30 que lui a indiqué le CTA du commandant Rémy P. à l'entrée ouest de l'Ametettai. Outre six obus de mortier, deux GBU 12 sont larguées, mais après dissipation de la poussière, l'engin est toujours dressé, le terrain sablonneux ayant sans doute amorti le choc… Le colonel Gougeon ordonne de ne pas s'obstiner : mieux vaut conserver des munitions pour l'avance du GTIA3 qui, depuis le 27, n'a couvert que quelques kilomètres. L'oued comptant un cours d'eau, et une végétation dense, il ne peut emprunter que certaines pistes ; or la mine qui a détruit le VBL du capitaine Jean-David P. incite à la plus grande prudence. Le convoi ne compte en effet que sept véhicules d'évacuation lourds[*11]. « Et quand il n'y en a plus, commente le colonel, soit l'opération est arrêtée, soit le véhicule doit être tout bonnement détruit[34] ! »

La colonne progresse donc au rythme extrêmement ralenti du sapeur sondant l'itinéraire avec sa « poêle à frire ». De surcroît, d'innombrables stocks d'armes sont découverts, parfois simplement déposés sous un arbre, sans protection. La crainte qu'ils soient piégés oblige à s'en tenir suffisamment éloigné, ce qui finit par restreindre

considérablement la largeur de l'axe de progression.

Après la demi-journée perdue la veille, Panthère III menace de prendre trop de retard aux yeux de Paris. Le général Barrera enjoint donc le colonel Gougeon d'accélérer la cadence. « Nous sommes donc allés plus vite, reconnaît celui-ci : moins de reconnaissance, moins de génie, on a ignoré aussi certains secteurs. » Un poste de combat est néanmoins détruit avec une GBU-12, un pick-up au canon et au Milan ; 15 djihadistes, dont la présence est révélée par le Harfang, sont également éliminés par les 2000D à l'aide de bombes Airbust.

Si l'état-major de Serval pousse le GTIA3, c'est pour que les parachutistes ne soient pas seuls lorsqu'ils déboucheront dans la vallée de l'Ametettai. Le matin du 28, une manœuvre classique a été préparée pour prendre d'assaut la position repérée la veille par les chars et les légionnaires : face à l'équivalent d'une section ennemie, installée en hauteur à 600 mètres, armée de RPG et de mitrailleuses, le capitaine Clément L. a prévu de déborder avec une des sections de sa compagnie du 2e REP couverte par l'artillerie, une autre restant en appui.

Premier contact à 13 heures. « Nous avons eu affaire à de vrais soldats, déclare le capitaine. D'une moyenne d'âge située entre 20 et 30 ans, ils combattaient en treillis et rangers. Parmi les documents retrouvés dans l'Adrar, on a découvert des livres de comptes, portant la solde perçue par chacun, les primes accordées pour la conquête des grandes villes maliennes, etc.[35]. » Les djihadistes se battent jusqu'à la mort, par idéologie mais aussi par souci de permettre à d'autres, principalement les chefs, de prendre la poudre d'escampette. Au bout de cinq heures, les légionnaires parviennent à les acculer sur la ligne de crête, mais il faut encore les en déloger en les prenant à revers, à la grenade, avec l'appui d'un Tigre. Une dizaine est tuée, parfois à moins de 5 mètres, car les survivants essaient toujours de balancer une rafale avant de mourir. Le dernier rend l'âme le lendemain matin.

Serval compte un nouveau miraculé : un légionnaire reçoit une balle dans le casque et s'en sort avec seulement le nez cassé. La protection sauvera encore la vie à deux soldats et le gilet pare-balles à trois autres. De quoi conforter l'ordre le plus exprès du général Barrera de ne jamais les ôter. « Grâce à l'expérience que j'avais acquise au cabinet du Premier ministre, explique-t-il, je m'étais forgé la conviction que le Mali n'avait rien à voir avec ce que l'on connaissait d'habitude en Afrique. Le conflit rappelait beaucoup plus l'Irak, l'Afghanistan, le Yémen, la Somalie. C'est pour ça que j'ai exigé que jamais on ne baisse la garde : pas question, dès qu'il fait chaud, comme on peut le faire en Côte-d'Ivoire ou au Gabon, de se retrouver en casquette et chemisette. Les hommes ont dû garder le casque et la frag[36]. »

Les reliques du djihadisme

Seules les forces spéciales l'ayant affronté durant le premier mois de Serval, le comportement de l'adversaire n'est pas sans surprendre. « Dans l'Ametettai, analyse le général Barrera. Le nombre de combattants et leur valeur nous ont étonnés. » Le constat est identique au niveau de la troupe : « La plupart de ceux qui ont été engagés dans l'Ametettai, note l'adjudant-chef Daniel S. au GCP commandement, avaient fait l'Afghanistan où l'ennemi fuyait. Ici, il tenait, manœuvrait et on le voyait[37]. » Le sous-officier est même probablement l'un de ceux qui le côtoient au plus près puisqu'il s'endort un soir non loin du corps d'un djihadiste, dont le génie ne peut vérifier que le lendemain s'il est ou non porteur d'un piège ; au petit matin, il découvre qu'en dessous est allongé un autre homme, en vie mais plutôt mal en point.

À la détermination des fondamentalistes répond celle des Français. « La consigne était claire, explique un officier : nous sommes au combat. Si on en avait la possibilité, on prenait le temps de déterminer à qui nous faisions face afin de préserver systématiquement les plus jeunes, mais à 200 mètres l'âge n'est pas toujours facile à estimer[38]. » Ainsi, autant en Afghanistan, où les combats se déroulaient le plus souvent à proximité des villages, il était sans cesse répété de ne viser que des hommes majeurs, armés, autant dans l'Adrar, vidé de sa population, c'est feu à volonté avec pour unique objectif : détruire.

La somme de l'aveuglement djihadiste et de la résolution française conduit à un très petit nombre de prisonniers durant Panthère III[*12]. L'un d'eux est un gamin qui a le réflexe heureux d'abandonner son arme après que les légionnaires ont éliminé ses trois camarades. Un autre doit sans doute la vie sauve à sa peau claire qui, de loin, a pu le faire passer pour un otage. Crâne rasé et barbe fournie, l'islamiste de 37 ans est visiblement au bout du rouleau. Surprise, Djamel Ben Hamdi est français. Se présentant comme un marchand de vêtements, il dit avoir été obligé de s'enrôler dans les rangs d'AQMI à Tombouctou avant de parvenir à prendre la fuite. Les paras ne se font pas d'illusions, et ils ont raison : l'individu est connu de la DCRI. Né en Algérie, ayant rejoint à l'âge de deux

ans son père à Grenoble, il a pris la nationalité française dans l'espoir d'intégrer les forces de l'ordre. Sa candidature ayant été refusée, il a enchaîné les petits boulots avant de basculer dans l'islamisme radical*13. Le renseignement intérieur avait perdu sa trace à l'automne. Même si son avocat tente d'expliquer son départ au Mali par la seule intention de vivre sa foi39, Ben Hamdi peut être considéré comme l'un des très rares produits du « Sahelistan », dont la perspective a motivé la France à mobiliser la communauté internationale*14.

Chaque individu arrêté par les parachutistes met le commandement à contribution. Les Français, en effet, n'ont pas le droit de faire des « prisonniers » en terre étrangère, dans une guerre qui n'en est pas une légalement ; ils sont tenus de transmettre au plus vite la garde des « personnes retenues » aux autorités du pays. Or au milieu du Tigharghar, il n'y a pas de soldats ni de policiers maliens. L'individu est donc transféré à Tessalit où il est photographié, soumis à un interrogatoire sommaire pour établir son nom, son âge, sa provenance. Une infirmière d'origine maghrébine de l'ACA ou des guides touaregs font office de traducteurs. La plupart ne revendiquent pas d'appartenance à une mouvance djihadiste plutôt qu'à une autre ; pour se donner une contenance, certains se présentent comme des « talibans », d'autres comme membres d'Al-Qaida.

La fin d'un combat ne signifie que rarement la reprise de la progression. Après chaque affrontement, le génie, appuyé par les GCP, vérifie un à un les sites suspects pour les sécuriser, faire l'inventaire des munitions, la plupart du temps les détruire car il n'est pas question de laisser l'ennemi les récupérer après coup. « Chaque fois, témoigne un adjudant au 17e RGP, on avait affaire à de petites caches pour trois à quatre combattants, où l'on trouvait des munitions, de la nourriture, de quoi se chauffer, des clés USB, des PC, un téléphone satellite40. » Serval a pour objectif de détruire l'ennemi, mais aussi de mieux le comprendre. Panthère III s'apparente ainsi à un vaste coup de filet contre-terroriste où il convient, comme dans une enquête criminelle, de prélever absolument tous les indices. Les numéros de série des armes confirment que, dans 30 % des cas, le matériel vient de Libye, plus précisément de Tripoli et de Benghazi*15. « C'est dans l'Adrar que cette proportion était la plus forte, commente le lieutenant-colonel Valérie G. qui collecte toutes les informations à l'état-major de Serval. L'essentiel des armes que nous avons retrouvées ailleurs avait été pillé dans les stocks de l'armée malienne41. »

Les puces des téléphones contenant leur relevé GPS, les mémoires informatiques, les papiers d'identité doivent aider, eux, à retracer les filières d'infiltration djihadistes, parfois à élucider des énigmes passées, surtout à prévenir de futures exactions. À l'instar de la police scientifique, la section FOS du 31e génie, arrivée à Gao le 17 février, effectue également des relevés d'empreinte et des prélèvements ADN sur les dépouilles. À sa tête, l'adjudant Christophe A., quatorze ans de service, écarte les plus jeunes de ces tâches-là et ne les confie qu'à des volontaires. « En Afghanistan, explique-t-il, la pratique était très peu répandue car les Afghans emportaient systématiquement leurs corps42. » Serval n'en laisse pas souvent le temps aux djihadistes. De mauvaises surprises attendent les sapeurs. La moyenne d'âge des vingt-trois corps fouillés par les hommes de l'adjudant A. avant la vallée de l'Ametettai est de dix-sept ans ; le plus vieux en a vingt-cinq, et le plus jeune moins de dix, sans doute un porteur de cartouches embrigadé par les fondamentalistes. Vision très rude pour des pères de famille que de se retrouver face à des combattants qui pourraient être leurs enfants. Tous sont Noirs, Peuls pour la plupart, illustrant la hiérarchie des mouvements djihadistes qui envoient au feu les recrues locales quand les chefs arabes restent en repli, voire s'enfuient. « La langue la plus fréquemment utilisée à la radio, indique le lieutenant-colonel Sylvain A., chef du bureau renseignement au G08, est passée à cette période de l'arabe au tamashek43. » Seuls deux cadavres sont porteurs de Thuraya, matériel satellitaire cher et plutôt réservé aux commandants, trois ont des téléphones portables, les autres n'ont que des cartes SIM. La plupart sont munis d'un kit avec brosse à dents, petite brosse à cheveux et pot de Vicks. Un Coran par combattant, aussi, permet en général d'estimer le nombre d'occupants d'une position récemment conquise.

Faire mentir les djihadistes

Pour le 1er RCP, néanmoins, Sisyphe semble avoir pris possession du Tigharghar. Le jour, carbonisés par le soleil, ses hommes passent au peigne chaque repli de terrain, et la nuit, ils doivent refaire une bonne part du chemin inverse car, trop éloignés de l'oued accessible aux véhicules, ils doivent recevoir leur ravitaillement par hélicoptère, forcément à distance par mesure de sécurité. Les hommes du capitaine Benoît F. en sont quittes pour de nouvelles heures de marche dans l'obscurité sur les mêmes cailloux, une deuxième, une troisième fois, chargés de dizaines de litres d'eau, de nourriture et de munitions. Certes, l'officier prend soin de n'employer chaque nuit

que la moitié de son effectif, mais le reste est également en partie sollicité par les tours de garde. Peut-être moins d'un tiers peut dormir quelques heures en tout.

En conséquence, les corps finissent par céder. À partir du 28 février, insuffisamment hydratés, des chasseurs s'écroulent et il faut les médicaliser, ce qui ralentit la manœuvre. En y ajoutant les entorses et blessures diverses liées au terrain, c'est une vingtaine qui devra être évacuée, proportion importante pour un effectif de cent vingt-deux hommes. Les légionnaires sont moins nombreux à en pâtir, ayant moins d'efforts à accomplir pour récupérer leur ravitaillement. « Nous étions vraiment aux limites de la résistance humaine[44] », confirme le colonel Bruno H. au G08. Mais les parachutistes passent, contredisant la propagande djihadiste selon laquelle jamais les Français n'oseraient affronter des conditions si différentes de leur confort occidental. Leur marche dans le nord de l'Ametettai, quoique lente, laborieuse, douloureuse, est déjà une victoire sur l'idéologie.

---

*1. Les Caïman arrivent à peine dans les armées françaises, et ils ne permettront de toute façon d'embarquer qu'une vingtaine d'hommes.

*2. Peloton de reconnaissance et d'intervention antichars.

*3. Sontay (1883) au Tonkin et Puebla (1863) au Mexique sont deux victoires fameuses des troupes de marine.

*4. Les officiers semblables au lieutenant Tanneguy sont même encore moins nombreux : deux dizaines, puisqu'il est « FAC sup ».

*5. Qui, à dire vrai, ne peut aller plus haut…

*6. En référence au *Seigneur des anneaux*.

*7. C'est cette photo qu'un journaliste tchadien transmettra ensuite à *Paris Match*.

*8. Cinquante-cinq pour l'ensemble des six semaines de présence. Leurs prédécesseurs en ont largué quarante-trois de plus, mais plus régulièrement réparties dans la durée.

*9. Première offensive d'ampleur menée par les troupes américaines dans la province du Paktia, en mars 2002.

*10. Le ravitaillement est l'un des parents pauvres des armées françaises en général : les pétroliers-ravitailleurs de la marine sont tout aussi hors d'usage.

*11. Pouvant tracter un char ou un VAB.

*12. Une dizaine selon les témoignages.

*13. Un début de parcours semblable à celui de Mohamed Merah.

*14. À la connaissance de l'auteur, seuls deux autres djihadistes français ont été arrêtés durant les opérations, dont Gilles Le Guen.

*15. L'ONU se montre très intéressée par le lien éventuel entre les conflits libyen et malien. Elle enverra donc des équipes vérifier le travail des Français à Gao, mais uniquement à partir de fin mars, quand la zone sera devenue plus sûre.

22.

PIERRE APRÈS PIERRE

La progression à pied dans le Tigharghar présente un autre avantage : contrairement à l'Afghanistan où tout se faisait en véhicule, les soldats ont souvent le temps de débusquer l'ennemi à distance. Quand les chars sont pris pour cible dans l'oued, les paras repèrent l'origine des tirs et ripostent d'abord avec l'artillerie. « La plupart des positions, explique le lieutenant-colonel Thibaud de C. au 35e RAP, ont d'abord été traitées au mortier[1]. » Panthère III absorbe à elle seule la très grande majorité des cent quarante et un obus de Caesar et cent soixante-cinq obus de mortier délivrés par le 11e RAMa durant tout son déploiement. Le 28 février par exemple, à 14 h 30, la batterie du capitaine Benoît C. administre deux obus fumigènes et huit explosifs sur des ennemis détectés, puis à 17 h 30, encore vingt-huit obus explosifs pour soutenir des troupes au contact.

Les conseillers appui feu préfèrent souvent l'artillerie à l'aviation dans des zones découvertes où, en contrepente, l'ennemi est tapi sur un terrain rocailleux. Toutes les anfractuosités qui pourraient servir de caches sont également systématiquement pilonnées par prévention. « Le but, explique le capitaine Benoît C., est d'assommer les éventuels occupants afin de faciliter le travail à l'infanterie qui est destinée à les fouiller[2]. » Résultat, « au début de Panthère III, note le colonel Éric L. conseiller appuis feux du général Barrera, nous avons tiré en quarante-huit heures autant qu'en un mois en Afghanistan[3] ! » Le 1er mars est la journée la plus intense. Elle commence à 9 h 30 avec l'envoi de huit obus explosifs sur un groupe de djihadistes qui, ignorant qu'ils étaient observés, vaquaient à leurs occupations. Une heure plus tard, une pluie de seize projectiles vient appuyer des parachutistes sous le feu.

La consommation dans le secteur du GTIA 4 est telle depuis ces dernières heures qu'un recomplètement est demandé en urgence : soixante-douze obus sont acheminés par hélicoptère – pas vraiment la voie la plus classique[*1]. Le GAM, de fait, remplit un rôle premier de cordon ombilical avec la base de Tessalit. Chaque jour, il transporte dans le Tigharghar quatre tonnes de fret. « Les hélicoptères représentaient également pour le combattant, relate le général Grintchenko qui veille à leur destinée depuis Lille, la certitude d'être récupérés et évacués rapidement en cas de pépin. On ne combat pas dans le même état d'esprit sinon[4]… » Multipliant les vols, les équipages confient à leur chef, le colonel Gout, qu'« ils ont finalement plus peur à l'atterrissage à Tessalit, en raison du dégagement de poussière, que dans l'Adrar[5] ». Le général Barrera y perd un peu son latin : voilà maintenant que Gout, pour pallier cette difficulté, lui réclame de ne voler que de jour alors qu'il avait insisté au démarrage pour n'évoluer que de nuit. Outre les ravages occasionnés par le Tigre, le patron du GAM propose aussi à Serval des missions supplémentaires de renseignement sur la base d'un trinôme : un Tigre et une Gazelle Hot pour la puissance de feu, un Puma pour la coordination et la récupération.

Septenkéro

L'ensemble des opérations fait grimper la consommation de carburant des hélicoptères. Or le PCIAT de Bamako a prévenu : il ne pourra fournir qu'un total quotidien de vingt mètres cubes. Si Serval ne se retrouve pas à sec, c'est grâce à l'accord donné *in extremis* par l'Algérie pour ravitailler les troupes françaises. Le geste n'en

demeure pas moins exceptionnel de la part d'un pays qui refuse toujours de s'engager à l'extérieur de ses frontières et qui considérait encore auparavant l'arrivée de la France dans la région comme la pire des solutions. Les diplomates soulignent que dix jours seulement ont été nécessaires, ce qui amène certains à observer, non sans malice, qu'« AQMI a plus fait pour le rapprochement entre nos deux pays que des années de discussions officielles[6] ». Le président Bouteflika, il est vrai, n'a de cesse de signaler les menaces pesant sur l'Algérie. L'indispose également l'attitude du Maroc, dont le ministre de l'Intérieur, Mohand Laenser, qualifie l'intervention au Mali d'« opportune » et de « pertinente »[7] et dont le Premier ministre tire prétexte pour faire rejaillir le différend sur le Sahara occidental : « Tout le monde sait […] que le Sahara est marocain et que, dans le cadre de l'autonomie, on pourrait trouver une solution. Si l'Algérie décide de s'attaquer au problème, en une journée c'est réglé. »

Le déroulement de l'opération baptisée « Septenkéro », va lui aussi démontrer le poids encore lourd du passé. Côté français, le commandement assure en engageant un sous-groupement entier, aux ordres du capitaine Augustin B. dont l'escadron, après le premier choc dans l'Adrar des 19 et 20 février, a été maintenu en réserve à Tessalit. Arrivé par la transsaharienne le 28 février, il reçoit à la frontière un accueil pour le moins refroidissant puisqu'une section de l'armée algérienne a débarqué, les hommes, avec casques et gilets pare-balles, formant la ligne. De surcroît, l'officier se voit reprocher d'être sorti du Mali, ce qu'il dément, et de s'être trompé de lieu de rendez-vous. En réalité, deux endroits avaient été envisagés, le second ayant les faveurs des Algériens puisqu'il est plus près de la base de Bordj Mokhtar où ils ont chargé le carburant. Le capitaine rend compte et reçoit l'ordre de s'y rendre, au prix d'un trajet exténuant car, une fois lâchée la transsaharienne, les blindés doivent enchaîner tout un parcours de dunes après déjà 130 kilomètres de route depuis 4 heures du matin. À destination, les Français sont assez étonnés par le ballet d'hélicoptères armés de roquettes qui survolent la zone prévue de ravitaillement : tels les échanges d'espions durant la guerre froide, les citernes avancent précautionneusement chacune de leur côté. Les techniciens français testent la qualité du pétrole qu'ils jugent exceptionnelle, du kérosène pur. Mais un problème d'embout fait durer le transfert des soixante-sept mètres cubes plus de deux heures qui, dans un contexte non dénué de tension, paraissent une journée.

Il y aura en tout cinq Septenkéro. L'escadron du capitaine B. sera encore des deuxième et quatrième, les 8 et 25 mars, et il pourra constater plus de décontraction chez les militaires algériens. Si le danger de mines n'est pas trop redouté en raison du flux de marchandises ayant toujours emprunté la zone, ces « missions carburant » doivent composer avec la présence de plus en plus affirmée du MNLA. Le capitaine B. sera ainsi surpris de voir apparaître entre la première et la deuxième les drapeaux de l'organisation flottant sur les toits d'In Khalil, ainsi que les pancartes « Bienvenue en Azawad ».

De fait, les Touaregs profitent de Serval pour reconquérir d'anciennes positions, ce qui les a conduits, le 23 février, à affronter dans cette ville le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), ex-FLNA, qui se dit hostile à l'indépendance du Nord et à l'application de la charia. Le MNLA l'accuse d'avoir pactisé avec les djihadistes. Et de citer à l'appui de sa démonstration le bombardement opéré le 24 février par l'aviation française sur des positions du MAA. En réalité, il semble que la chasse ait visé des véhicules du Mujao qui se trouvaient dans le voisinage. Le MAA et lui, de fait, entretiennent des relations, mais plus que l'idéologie, ce sont leurs attaches communes à Gao qui les rapprochent.

Les règlements de comptes sont les plus nombreux à Kidal. Deux attentats suicide, les 21 et 27 février, ont visé des installations du MNLA sous les yeux des parachutistes dont le commandant, le capitaine Karim A.., renforce chaque fois la sécurité autour du camp. Même après le déclenchement de Panthère III, les Touaregs continuent à faire des offres de service aux Français. « Nous avons bouclé l'Adrar, affirme Moussa Ag Assarid, et capturé tous les terroristes qui tentaient de fuir[8]. » Le commandement de Serval nie toute coordination avec le MNLA qui, de son côté, ramasse effectivement au cours de ses patrouilles dans les contreforts du Tigharghar une vingtaine de djihadistes à la dérive, souvent blessés. « Nous les avons tous transférés à Kidal, explique Assarid. Les enfants étaient remis à des familles d'accueil. 80 % venaient d'Ansar Dine. » En gage de leur bonne volonté, les Touaregs cèdent en fait la garde aux Français qui, le temps du transfert aux autorités maliennes, usent de mesures de sécurité draconiennes : pour ne pas être reconnus, les parachutistes revêtent des cagoules, l'un d'eux restant en permanence posté devant la pièce faisant office de cellule qui n'accueille jamais qu'un individu à la fois.

La Légion des deux côtés de l'Ametettai

Aucun guide MNLA n'accompagne non plus les GTIA dans le cadre de Panthère III qui, le 1er mars, aborde une phase décisive. Grâce à l'assaut de la veille, la 2e compagnie du capitaine Clément L. domine désormais au nord l'Ametettai qu'il revient à la 3e de traverser pour en contrôler les hauteurs sud. Les légionnaires du capitaine Raphaël O. ont mis les bouchées doubles afin de tenir la ligne avec leurs camarades, finissant même par ignorer des tireurs embusqués qui les ont assaillis à plusieurs reprises à courte distance. Les quelques kilomètres de vallée peuvent se révéler un redoutable guêpier. Le coordinateur des appuis feux du colonel Desmeulles, le capitaine du 35e RAP Geoffroy C., obtient donc le plus beau tintamarre de tout Serval. Après plusieurs tirs d'hélicoptères et de mortiers de 120 mm sur des objectifs décelés dans l'Ametettaï, les Caesar commencent par deux coups de semonce à 12 heures 50, puis ils expédient seize obus explosifs deux minutes plus tard, et concluent par quatorze obus fumigène afin de masquer la progression : le canon a été préféré au mortier pour le volume supérieur du nuage qu'il occasionne, mais aussi pour l'impact psychologique des quarante-deux kilos d'explosifs qui font trembler le sol dans un vacarme glaçant.

Exactement au moment où la compagnie O. traverse, le capitaine Clément L., de sa position en surplomb de la vallée, se voit aviser par ses observateurs du 35e RAP d'une activité soutenue à un carrefour de pistes, distant de 3 kilomètres à l'est : des individus passent, furtivement, en portant des tubes et des sacs bien remplis. Vers 13 heures, le capitaine Geoffroy C. propose de tirer au fusant, l'obus explosant alors à quelques dizaines de mètres du sol en répandant des éclats mortels sur un rayon de 50 mètres. Le commandement toutefois ne donne son accord que pour un tir d'explosifs, une salve de seize atterrissant dans le secteur incriminé, et il refuse que les individus prenant la fuite soient pourchassés par l'aviation ou les hélicoptères, ni même qu'ils soient à nouveau frappés par l'artillerie. En effet, la piste suivie vers le sud conduit au « camp des rochers » où les renseignements rapportent une présence probable d'otages. Deux heures plus tard, toutefois, lorsque des téméraires reviendront sur leurs pas récupérer les armes abandonnées et les cadavres de leurs compagnons, les mortiers du capitaine Benoît C. leur réserveront à nouveau une bordée d'obus, fatals à beaucoup.

Entre-temps, les défenseurs de la vallée tentent de s'interposer au franchissement des légionnaires en visant les blindés du 1er RIMa au RPG7. Les marsouins n'hésitent pas pour les repousser : quand, à la tourelle du VBL du lieutenant, la mitrailleuse s'enraye, c'est au canon de 105 mm que les assaillants sont visés, à moins de 100 mètres. La progression dans l'oued depuis le 26 février a mis les nerfs des équipages à vif. Un jour, un tireur a crié « contact » en entendant des coups sur la carlingue. Il pensait à des impacts ; en fait c'était le sergent-chef qui, voulant parler au chef de bord, tapait sur le blindage…

La compagnie du capitaine O. est déjà de l'autre côté, sur les hauteurs, et avance d'un kilomètre vers l'est, sans coup férir. À la tombée de la nuit, l'un des siens croit apercevoir un reflet brillant. Un chasseur envoyé vérifier distingue un canon sur lequel il largue deux de ses bombes. La nuit s'installe, un hélicoptère venant ravitailler. Après pareille journée, la compagnie a bien mérité son repos, elle qui accuse quelques cas de déshydratation, notamment chez les FAC qui sont les plus lourdement chargés. Les Caesar, eux, redonnent de la voix peu avant 19 heures. Le mouvement en tenaille de Serval prévoyait en effet de laisser libre une porte de sortie vers le sud que l'aviation pourrait surveiller à sa guise pour au mieux intervenir. L'appât fonctionne. « Après qu'on a attaqué dans l'Ametettai, relate le général Barrera, on les a entendus dire à la radio : "Exfiltrez-vous par Terz et Tahort !"[9] » Au soir du 1er mars, un groupe d'individus est repéré à découvert. Les Caesar pilonnent la zone en panachant six obus fusants et percutants à l'effet dévastateur. Puis, vers 2 heures du matin, cinq pick-up sont annoncés près de Tahort, progressant par bonds, tous feux éteints. Le général Barrera attend que les passagers soient descendus pour observer, via l'Atlantique-2, si certains ne sont pas entravés ou mis en joue : pas d'otages. Leur est donc réservée la même terrible sanction que le Garage quand Serval avait cru y localiser Abou Zeid : trois Aiburst et une vingtaine d'obus de Caesar. Les interceptions auraient capté par la suite des instructions formelles de ne plus utiliser que le dromadaire pour moyen de locomotion.

Le matin du 2 mars, un piton barre la route de la 3e compagnie du 2e REP sur les hauteurs sud de l'Ametettai ; une grosse résistance y est attendue. Une section s'élance en ligne à 6 heures du matin et ouvre le feu deux heures plus tard quand une autre déborde largement par le sud afin de prendre la position à revers. L'ennemi, solidement retranché avec vivres et eau, ne lâche rien, aidé par la nature du terrain qui oblige les légionnaires à de l'escalade. Pour lui faire baisser la tête, la compagnie use de tous les calibres à l'exception des Milan qui seraient inefficaces à si courte distance à l'instar des quelques tirs de roquettes AT4 restés sans effet.

Le capitaine Raphaël O. renonce également à demander l'intervention des chasseurs ou des hélicoptères qu'il juge superflus compte tenu de l'arsenal et du temps dont il dispose. De l'autre côté de la vallée, en effet, la progression est également arrêtée. Les parachutistes ont reçu mission de faire tomber un double monticule afin d'être totalement maîtres du carrefour formé par l'Ametettai et l'oued d'où ils viennent. À peu près au moment même où le capitaine O. entamait sa manœuvre, son camarade Clément L. emmenait la 2e compagnie à l'assaut du

premier au sujet duquel les renseignements ne pouvaient affirmer avec certitude s'il était défendu. Le commandement a donc fait le choix osé de l'approcher au plus près sans préparation. « L'intention, explique le capitaine, était de ne surtout pas laisser l'ennemi s'échapper au cas où il serait là[10]… » Et de fait, à l'aube, les légionnaires débusquent des djihadistes à quelques mètres seulement. Une dizaine d'individus sont éliminés dans un combat très rapproché auquel même les bérets verts ne sont plus habitués. Quand le capitaine L. est rejoint vers 10 heures par le chef de section qui vient lui annoncer la réduction totale de l'opposition, il le trouve profondément marqué comme la plupart de ses hommes qui, pourtant, ont pratiquement tous derrière eux deux Afghanistan de l'époque la plus dure.

Spécialisée dans le combat en montagne, toutefois, la 2e compagnie est traditionnellement la plus rustique au 2e REP : elle surmontera l'épreuve. Mais une autre attend l'équipe FOS du 31e génie qui doit passer derrière. Quatre corps étant à fouiller dans l'obscurité totale, l'adjudant Christophe A. décide de s'en charger lui-même avec son binôme. Se mettant au travail, il a la sensation que quelqu'un se déplace dans la grotte. Il allume sa lampe et voit un individu terminer de ramper derrière un rocher. Instinctivement il se dégage pour trouver un angle de tir et l'abat. « Vraisemblablement, analyse-t-il des mois plus tard, il cherchait seulement à se cacher sous le coup de la peur[11]. » Mais comment l'adjudant, dont c'est l'honneur de nourrir des doutes, aurait-il pu en être sûr dans le noir ? Le Mali se replace dans la lignée des guerres d'antan en mettant face à face des individus dont un seul peut rester en vie. La cause de la mort de cet homme n'est pas seulement le tir de l'adjudant. Elle se trouve peut-être dans sa motivation à s'en remettre aux projets mortifères des djihadistes : l'était-il vraiment lui-même ? Cherchait-il seulement un peu d'argent ? Était-il lui aussi sous l'effet de drogues dont les FOS retrouvent ici et là des sachets près des cadavres ?

« On a vu le paysage changer »

À l'est du 2e REP, au tour du 1er RCP de recevoir la mission de conquérir pour 10 heures l'ultime verrou rocheux avant la vallée. Tout laisse à penser que ce bunker naturel, assemblage d'une sorte de gros menhirs pointus, avec tout un dédale de couloirs naturels, est solidement défendu. De fait, à 9 heures, la première section engagée par le capitaine Benoît F. est visée par des tireurs embusqués à 400 mètres environ. Il faut manœuvrer. La section d'appui, avec ses Milan, tireurs d'élite, JTAC, remplace les éléments pris pour cibles qui entament un mouvement de contournement par la droite tandis que la chasse largue deux bombes de 250 kilos. Mais la pierre résiste solidement. Même échec pour les Tigre. À 11 heures, les parachutistes ont donc ordre de monter à l'assaut. Couverts par la section d'appui qui balance roquettes et grenades à fusil, deux groupes s'infiltrent par les anfractuosités. « Pour nous qui les voyions montrer à l'assaut, note l'adjudant-chef A. au GCP commandement, c'était un tableau vraiment très impressionnant. Ils ont fait preuve d'un immense courage[12]. »

Par deux fois, les chasseurs se font repousser même après avoir lancé des grenades dans les caves. Un mur de pierre naturel, invisible sur les photos aériennes, protège en effet les défenseurs, estimés à une dizaine, qui continuent à rafaler, secondés à l'extérieur par des individus qui, dissimulés par les mouvements de terrain, surprennent les assaillants. « Après coup, ajoute le capitaine F., nous avons observé que quelques-uns de nos hommes avaient reçu des impacts dans leur gilet pare-balles[13]. »

Toutes les solutions sont envisagées, y compris l'enfumage et le gazage au lacrymogène. De fait, la progression des voisins du 2e REP est bloquée. En revanche, de l'autre côté de l'Ametettai, les légionnaires progressent. Vers 11 heures, les groupes d'assaut du capitaine O. se sont emparés de leur objectif. Une dizaine de cadavres ennemis ont été recensés, les derniers survivants ayant encore dû être éliminés à seulement quelques mètres. Le capitaine décide de remettre la fouille à plus tard afin de reprendre sa marche vers l'est et de s'installer en surplomb des Tchadiens dont il pourra ainsi couvrir l'approche. La compagnie vient de buter sur l'oued reliant les vallées de l'Ametettai et de l'Integant, où se trouvent le « camp des sables » et le « camp des roches ». Un groupe d'une dizaine de combattants y est surpris, refoulant sans doute sous l'effet de l'avance tchadienne. Les légionnaires font feu à une centaine de mètres, appuyés par les mortiers. À 18 heures, ils atteindront le point prévu sur les hauteurs.

Ce sont d'autres fuyards qui débrident la situation au 1er RCP. Vers 15 heures, des individus sont en effet observés en train d'essayer de s'échapper vers le sud-est, voire l'est. Deux groupes de chasseurs les repèrent immédiatement. Un premier djihadiste est aperçu et tué, mais un deuxième parvient à fixer ses poursuivants. Au

troisième assaut, vers 18 heures, le caporal Cédric Charenton, vingt-six ans, est mortellement blessé d'un tir à la tête, « probablement venu du bunker », note le capitaine F. La traque est stoppée ; le groupe du génie et un infirmier enlèvent le corps qui ne sera évacué qu'à la nuit par ceux qui seront chargés de récupérer le ravitaillement. Troisième mort de Serval, comme ses deux prédécesseurs, au combat. Aucun relâchement cependant chez les chasseurs. « L'Afghanistan, avance le lieutenant-colonel Sébastien C., nous a hélas habitués aux pertes[14]. »

À 18 heures, puisqu'une frappe verticale semble inefficace sur la grotte où seraient encore tapis des djihadistes, deux Gazelle sont requises pour une action horizontale. Le piton aura donc reçu en sept heures deux GBU, six Hot, six Milan de l'AT4, et deux Tigre seront rentrés « Winchester »[*2]. « On a vu le paysage changer[15] ! » relate l'adjudant-chef Daniel S. au GCP commandement. L'assaut néanmoins n'est relancé qu'au petit matin du 3 mars. Puisque l'aviation et l'ALAT sont inadaptées, puisque l'action terrestre s'est soldée par deux échecs, le capitaine F. ne voit plus que la bonne vieille méthode de 14-18 pour faire sortir l'ennemi : un tombereau d'obus pendant une demi-journée, plus destiné à rendre fou qu'à tuer, même si la résistance démontrée depuis une journée, qui dépasse l'entendement, laisse supposer l'usage de drogues[*3]. Le 1er RCP étant dans l'axe des Caesar, l'idée du capitaine fait long feu. Le coup serait peut-être jouable avec les mortiers, à condition de reculer un peu, mais un tel déluge de feu consommerait toutes les réserves de l'unité.

Le commandement ordonne finalement aux paras de contourner l'obstacle par l'est et de déboucher, enfin, sur la vallée. La conquête est laissée aux GCP du 2e REP et du 17e RGP, coordonnés par une équipe de commandement réduite. Voilà les commandos s'élançant à vingt-cinq quand ils étaient cent quarante la veille. « Il est vrai, souligne humblement l'adjudant-chef A., qu'en face ils avaient été sérieusement amochés[16]… » Les assauts du RCP ont laissé de nombreuses reliques. « On a vu des traces de sang, note l'adjudant-chef S. Aussi les musettes dont les chasseurs s'étaient défaits[17]. » Le premier à pénétrer dans la grotte décisive, aux contours blanchis par les impacts de balles, est un adjudant-chef de la Légion. Après avoir abattu le dernier défenseur, les GCP du capitaine Guillaume L. découvrent ce qui a tenu tête au RCP pendant toute une journée, dont un poste de combat invisible à l'observation aérienne, car sous bâche, le servant ayant la possibilité de se réfugier dans une cavité bien aménagée, où il fait relativement frais, avec couverture et divers matériels. Sa mitrailleuse, rivée à la roche, est encore intacte : elle sera détruite, tout comme le matériel entreposé dont beaucoup de nourriture, que les parachutistes sont trop peu nombreux pour redescendre. La grosse quantité révèle la volonté de l'ennemi de faire du piton la vigie de son système de défense dans la vallée, mais aussi sa surprise face à l'arrivée des paras : la position regardait vers l'est ou l'ouest, pas vers le nord. Un seul cadavre néanmoins est retrouvé[*4], mais également huit djellabas et dix Coran qui laissent à penser que des survivants ont pu s'enfuir.

Yapatataï

Pendant que les GCP fouillent, la compagnie du capitaine L. peut entamer la descente en direction d'un agrégat de masures un peu pompeusement baptisé le « village de l'Ametettai ». Le colonel Vanden Neste l'a désigné comme cible principale car les principaux points d'eau de la vallée s'y concentrent. En route, la légion ignore un petit groupe ennemi qui lui tire pourtant dans le dos : il est loin et ne semble guère vaillant. Et pour cause. Les puits étant surveillés par voie aérienne, les djihadistes n'ont plus bu depuis le 28 février. En appui sur les hauteurs, le PRIAC du lieutenant Guillaume H. utilise pas moins de cinq Milan avant midi sur les cibles se révélant dans l'Ametettai. Avec les artilleurs qui l'accompagnent, il est ensuite obligé de changer de position, l'ennemi l'ayant repéré comme en témoignent les tirs qu'il reçoit et auxquels il réplique à l'arme légère.

Le 3 mars est la journée des retrouvailles. À l'ouest, la jonction a été opérée avec le GTIA3 du colonel Gougeon qui a marqué son entrée dans la vallée en détruisant un pick-up au canon. Par contre, les marsouins épargnent un BM21, espérant pouvoir en faire profiter l'armée malienne, mais il sera finalement récupéré par les Tchadiens qui se présentent à leur tour au centre de l'Ametettai après avoir déploré quatre blessés à cause d'un IED. Postée sur les hauteurs, la compagnie du capitaine O. signale sa présence par des fumigènes, ainsi que par des drapeaux, et rend compte de l'absence d'obstacles. Le général Déby échange quelques mots avec les légionnaires près du « village » avant de reprendre sa route, car il a mission de traverser la vallée de part en part. Le lendemain, cependant, une de ses sections revient sur ses pas dans le but de récupérer les pick-up abandonnés par les djihadistes. Mauvaise nouvelle pour le capitaine L. qui s'en était gardé un, ses hommes et lui évoluant à pied depuis le début de Panthère III.

L'attroupement qui se crée à l'occasion est repéré par le groupe djihadiste qui avait titillé la 3e compagnie la veille et qui, distant de 300 mètres, fait feu de nouveau en pensant que ses tirs imprécis auront des chances d'aboutir dans la masse. Mais Français et Tchadiens réagissent comme à la parade, les premiers appuyant les seconds dans l'assaut qui est aussitôt lancé. Le déluge de feu permet aux hommes de Déby de découvrir quatre cadavres. Dernier accrochage dans l'Ametettai. Le lieutenant Guillaume H. du 1er RHP tirera encore deux Milan depuis les hauteurs où il s'est installé pour veiller à 180° sur la vallée avec les antichars du REP et une section d'infanterie, mais le secteur retrouve le calme.

La traque s'avère cependant encore fructueuse dans la journée du 3 mars sur la voie d'échappatoire laissée aux djihadistes. À l'origine orientée vers un canon ZSU 23.2 dans la vallée de Terz, une patrouille de chasse est mise sur une autre piste par le soleil rasant de la fin de journée : des ombres apparaissent au pied des arbres. Il s'agit d'un groupe de quatorze hommes, que l'aviation suit à distance et dont le comportement ne laisse guère de doute : en colonne par un, respectant une bonne distance entre chacun, ils recherchent systématiquement à se cacher dans la végétation ; manifestement ils ont reçu une instruction militaire. Comme les renseignements ont signalé la présence potentielle des otages dans les alentours, l'autorisation de les bombarder ne peut venir que de Paris. Pendant une heure, les chasseurs font le yoyo avec le ravitailleur spécialement dérouté pour leur permettre de garder la zone sous surveillance. Après qu'il a été établi qu'aucun des individus ne paraissait agir sous la contrainte, le feu vert arrive : le groupe est anéanti par une bombe de deux cent cinquante kilos.

Dans l'ensemble, néanmoins, le Tigharghar retombe dans la torpeur. Ainsi le GTIA du colonel Gougeon qui, une fois la jonction réalisée avec les paras, a reçu pour mission de faire demi-tour pour aller plus au sud investir l'objectif « Tek32 », c'est-à-dire le Garage, découvre-t-il une zone totalement muette. En approche, trois pick-up sont détruits au canon, sans certitude qu'ils soient occupés. Autour d'un puits, les baraques clairsemées, que l'aviation et l'artillerie ont visées, sont dotées d'un groupe électrogène et d'une motopompe. Jusqu'au 4 mars, les sapeurs du capitaine B., protégés par la compagnie Z. du 2e RIMa, mettent au jour une impressionnante quantité de matériels, dont un canon de 100 mm, deux de 122 mm, des stocks de mines et de munitions qui, ajoutés à tous les autres, démontrent combien les djihadistes auraient pu être encore plus néfastes si le temps leur avait été accordé.

Parmi les trouvailles, trois mètres cubes de matériel informatique, qui iront à la DRM, des documents d'identité, ce qui atteste de la précipitation du départ puisque rien n'est plus facile à emporter, enfin un stock d'outils et de rangers qui font le bonheur de certains. Pour partir légers, en effet, les hommes ont renoncé à emporter leur deuxième paire de dotation. Or la roche très abrasive de l'Adrar, combinée aux chaleurs torrides qui font fondre la colle chinoise, ont raison de nombre de chaussures, rafistolées avec des lacets et du chatterton. Tout le théâtre est mis à contribution. À Abidjan, le colonel F., en charge de la base aéroportée, fait le tour de Port-Bouët pour récupérer une quarantaine de paires. Le PCIAT à Bamako lui-même collecte quelques dizaines d'exemplaires dans lesquels est parfois glissé un mot, comme le faisaient autrefois les petites mains des armées alliées à l'attention des GI's. L'un d'eux, « de la part d'Aurélie », fera longtemps rire Serval puisqu'il accompagne une taille 47…

Les treillis et les sous-vêtements souffrent également, car ils se déchirent au niveau du postérieur à force de s'asseoir sur la pierre chauffée à blanc. Les hommes grognent légitimement, baptisent l'Adrar « Yapatataï », puis une polémique dénonce en France une organisation qui ne serait pas au niveau requis. Dans l'armée américaine, glosent certains, cela relèverait de l'hérésie. Peut-être. Mais l'armée américaine ne se serait jamais lancée non plus dans une opération aussi précipitée que Serval. « Nous faisions passer le message, relativise ainsi le sergent Dino F. au 2e RIMa, que ce sont les aléas d'une ouverture de théâtre. Il ne fallait pas comparer avec l'Afghanistan où tout était déjà organisé. Au Mali, nous étions les premiers[18]. » Certains responsables du matériel ont peut-être péché par inertie, certainement par malchance aussi puisque l'avion qui devait transporter en urgence les rangers Sable est tombé en panne, puis la neige s'est mise de la partie, mais la faute revient surtout, de nouveau et comme toujours, à cette manière qu'a la France de refuser la fatalité qui, malgré ses tourments ailleurs, fait encore d'elle une grande puissance.

Où sont passés les otages ?

L'Ametettai aussi livre ses secrets pour qui s'interroge sur la motivation de la défense ennemie. La vallée en effet se révèle non un bastion défensif, une sorte de donjon stratégique qui aurait justifié tant de férocité, mais ce

que les militaires appellent une « zone de vie » avec école, hôpital*5, système de soutien sanitaire, chaîne de fabrication d'IED. Un potager est même allégrement pillé par les Français qui ne consomment que des rations depuis un mois et demi. « C'était une organisation révolutionnaire à la Vietminh19 ! », décrit le colonel Bruno H. Aucun cadavre n'ayant été abandonné, les FOS de l'adjudant Christophe A. laissent la place aux sections de combat du génie qui vont opérer la fouille des matériels retrouvés, toujours stockés par petits paquets contenant des Kalachnikov, un peu d'explosif, des téléphones portables. Quelques fabriques d'IED sont encore localisées, avec des vestes prêtes à être enfilées par les aspirants kamikaze.

Au total, la vallée recrachera trente tonnes de matériel militaire qui obligent Serval à faire venir des camions-bennes de Gao pour celles qui sont restituées aux Maliens. Les légionnaires, pour beaucoup originaires de l'Est, s'avèrent très utiles pour conseiller les sapeurs sur le maniement de tel ou tel armement de fabrication russe ou chinoise. Quelques pépites dans le lot : les sapeurs du 17e RGP tombent sur une roquette RPG-29, un antichar moderne, certainement pillé dans les stocks de Kadhafi ou en Algérie, et qui confirme l'expérience limitée des djihadistes. « Au regard de leur armement, témoigne le colonel Bruno H., ils auraient pu causer des dégâts bien supérieurs. Nous en avons conclu qu'ils ne savaient pas se servir de tout. »

Les légionnaires enregistrent également quelques prisonniers. En fouillant le carrefour arrosé au mortier le 1er mars, la compagnie du capitaine Clément L. découvre un combattant en piteux état, sans doute blessé lors du bombardement, et que ses camarades ont abandonné sous une simple couverture : il est évacué vers Tessalit. Puis quatre individus sont aperçus en train d'essayer visiblement de se cacher, tous très affaiblis. Les légionnaires doivent hausser la voix pour leur faire abandonner leurs armes, mais ils les capturent sans encombres, tout comme un pauvre erre, visiblement traumatisé par les combats, qui déambule dans le massif. Leur point commun est qu'ils sont tous noirs de peau, les guides touaregs indiquant pour la plupart ne pas comprendre leur langue, une preuve de l'internationalisation du djihad en cours*6. Enfin, quelques-uns des « enfants perdus » sont récupérés, assoiffés. Eux aussi ont pu être drogués, ainsi que le GTIA3 en fait le constat exactement au même moment, du côté du Garage : une « sonnette », en fait un ado, quatorze ans au plus, se présente en bas de treillis et rangers, les deux poings fermés le long du corps. Quand les marsouins lui ordonnent de lever les mains, il refuse. Et s'il portait une ceinture d'explosifs sous son haut ? Une rafale l'atteint au bras et à la jambe : il ne cille pas. « Nous n'en revenions pas, témoigne un lieutenant. N'importe qui aurait hurlé en tombant à terre20. »

La plus au sud du dispositif français dans l'Ametettai, la 3e compagnie du 2e REP revient fouiller les positions sur les hauteurs qu'elle a rapidement traversées durant la conquête de la vallée. Le matin du 6 mars, un légionnaire repère dans le ouadi menant au « camp des rochers » quatre hommes, sans doute le résidu d'un groupe matraqué au mortier. Deux heures sont nécessaires pour en venir à bout, le dernier étant abattu à moins d'un mètre.

Le lendemain, le ouadi est ratissé sur trois kilomètres en direction du sud, en ligne, consciencieusement, sous un soleil chaque jour plus violent. « Physiquement, note le capitaine O., les légionnaires n'accusaient pas encore le coup21. » Le répit accordé ensuite n'en est pas moins apprécié, surtout que la compagnie se voit désigner pour la saisie du « camp des rochers » qui, depuis le lancement des opérations Panthère, est l'objet de toutes les conjectures. L'ennemi y aurait convergé de l'Ametettai avec l'intention d'y faire fort Chabrol ; les otages y sont également annoncés. Ce que Serval semble ignorer est que les forces spéciales, qui y avaient déjà mené deux opérations en février, sont revenues sur les lieux dans la nuit du 4 au 5 mars, qu'elles n'y ont absolument rien noté, et qu'elles ont encore remis le couvert dans la nuit du 6 au 7, le général Gomart leur demandant même d'y rester la journée suivante, sans que la pêche soit meilleure. À chaque fois, la cause en est une présomption de présence d'otage et le choix, arrêté à Paris, de toujours vérifier. Le commandement de Serval n'en est que tenu informé, au dernier moment, et à son grand regret, car il estime qu'une coordination avec les forces spéciales serait plus fructueuse : quelques dizaines de commandos ne sauraient suffire pour alpaguer un ennemi très à l'affût du moindre bruit, sur des zones aussi vastes que le camp des rochers. En retour, le COS invoque la nécessité du secret et de la réactivité.

Dans la nuit du 7 au 8 mars, le fer de lance du capitaine O., les GCP commandés par le lieutenant-colonel Yann L., va donc prendre position sur un piton au nord du secteur très récemment quitté par les forces spéciales. Et il espère retrouver ceux des otages qui, selon le renseignement, auraient réussi à s'évader. Serval aussi, qui engage de gros moyens. Dans les airs, un Tigre, une Gazelle Hot ; à terre, les légionnaires sont renforcés d'un peloton de chars, d'un PC harpon, d'éléments du génie, soit un effectif conséquent de 200 hommes, auxquels il faut ajouter les trois premiers journalistes autorisés à couvrir Panthère22. Grâce à eux, les hommes apprennent le soutien de l'opinion publique qui les motive à repousser encore un peu leurs limites.

Démarrage à 7 heures du matin pour la compagnie du capitaine O. qui dépasse les GCP par leur gauche et par leur droite. Durant l'infiltration, un lieutenant est touché par une balle tirée à moins de trente mètres : son

pistolet éclate en morceaux et casse son Famas. Le capitaine O. pousse les GCP, qu'il connaît bien pour en avoir été. « Nous y sommes allés avec beaucoup de précaution, relate le capitaine Guillaume L. au 2e REP, en raison de la crainte d'une opposition, surtout au nid d'aigle où pouvait avoir été installée une arme lourde, mais aussi de la présence d'otages annoncée[23]. » Quatre djihadistes sont tués tandis que, sur les arrières, les sapeurs du 17e RGP en aperçoivent in extremis un autre qui, dissimulé sous une couverture, s'apprêtait à faire feu : il est abattu. Le dernier défenseur est tué au camp même. Il ne reste plus, réfugié dans un trou, qu'un jeune garçon qui abandonne son arme : il est pris personnellement en charge par le lieutenant-colonel Yann L. La progression reprend, plusieurs cadavres de djihadistes sont découverts, sans doute les membres du groupe matraqué quelques jours plus tôt par les mortiers. Le « camp des rochers » est atteint, vide. Sous les tôles qui enjambent la crevasse centrale, des corps sont encore retrouvés aux côtés de vêtements, de nourriture, de matériel médical ; du feu a été fait il y a peu.

Les otages ont-ils vraiment été détenus au « camp des rochers » ? Ont-ils été transférés quatre kilomètres plus au sud, au « camp des sables » ? Tout droit venu du Garage par la vallée d'Integant, le GTIA3 a celui-ci en ligne de mire. La veille, il a détruit près de 5 000 obus de tout calibre, des centaines de fusées. Le génie a aussi mis à jour trois fûts de HME[*7] qui a obligé un vieux briscard comme l'adjudant-chef P. à user des plus extrêmes précautions : « Si ça pète, a-t-il expliqué au colonel Gougeon, vu tout ce qu'il y a autour comme stocks de munitions, nous aurons une boule de feu de un à deux kilomètres[24] ! » Le 8 mars, en approche du « camp des sables », un adjudant du 2e RIMa aperçoit trois individus, Kalachnikov en bandoulière, remontant tranquillement la colonne française dont ils ignorent manifestement la présence. En accord avec le commandant de la compagnie de marsouins, le lieutenant Tanneguy G. du 11e RAMa renonce à faire donner la chasse en raison de la proximité de camarades, mais un char tire sur le fourré où ils se cachent. L'effet est redoutable, mais quand les fantassins approchent, l'un des trois a encore la force de se dresser en hurlant « Allah Akbar ! » pour balancer une grenade. « Il avait pourtant la cheville fracturée et en très piteux état[25] ! » décrit le capitaine G. Sans doute la drogue.

La colonne reprend sa reconnaissance jusqu'au « camp des sables » qui est également désert. Des cailloux peints en blanc, beaucoup de douilles, laissent à penser qu'il servait à l'entraînement au tir. Dans la nuit, la présence d'un individu y est à nouveau décelée près de l'endroit où le groupe a été neutralisé. Il est éliminé. Le jour venu, les Français réalisent qu'il s'agissait de l'un des membres du trinôme qui, malgré ses blessures, s'était relevé pour piéger les cadavres de ses camarades avec des grenades.

Jean-Yves Le Drian monte au front

Au bout d'une douzaine de jours, il est temps que Panthère III s'achève. Les troupes ont puisé dans leurs réserves. « À aucun moment, on ne pouvait relâcher l'attention[26] », note le capitaine Michel L. qui, un mois plus tôt, alors en permission, se voyait profiter de la joie d'être grand-père depuis quelques jours seulement. Mais le 31e RG ne pouvait se priver de l'expérience africaine de son officier le plus ancien qui en est à sa cinquième mission d'affilée après la Polynésie, le Kosovo, la tempête Xinthia et la Guyane. Adjoint du capitaine B. qui commande le « détachement génie d'appui à l'engagement[*8] », il avait déjà dû s'employer pour décrocher les deux rotations d'Antonov et de C17 nécessaires pour transporter tout le matériel nécessaire depuis Castelsarrasin via Miramas. Dans l'Adrar, ses conseils ne sont jamais de trop pour rappeler qu'il vaut mieux ne pas aller faire ses besoins sans son arme ; il est dit qu'un soldat tchadien aurait été tué dans ces circonstances. Au campement, penser à sa bouteille d'eau, mais aussi, faute de ravitaillement, à rationner le dentifrice et la mousse à raser. « Pour dormir, relate le capitaine, sans doute l'un des plus âgés au sein de Serval, il fallait faire attention à l'endroit où on se mettait, à ne pas se faire repérer avec sa lampe, et surtout tenter de profiter au mieux des quelques heures qui nous étaient accordées. Il fallait aussi veiller à ce que les contrariétés du quotidien ne prennent jamais le dessus sur la mission. » Partout dans le monde, les soldats, qui restent avant tout des jeunes gens, font de leurs outils informatiques, PC, smart phone, tablettes, à la fois un passe-temps, un défouloir, mais aussi une fenêtre laissée ouverte sur la France et leurs familles qui ne restent quasiment jamais plus de deux jours sans nouvelles. Les bureaux « environnement humain[*9] » pallient le sentiment d'absence au sein de chaque régiment, mais dans l'Adrar, la confrontation avec les djihadistes se double donc d'un face à face avec la solitude, qui fait immanquablement réfléchir à la solidité de l'engagement au service de la France. La camaraderie s'avère vitale. Au 2e RIMa, le capitaine Grégory Z. se dit très impressionné par ses soldats, expérimentés ou non, qui, « bien encadrés, peuvent endurer un degré de rusticité jamais atteint[27] ». Aucun d'entre eux n'aurait sans doute jamais

imaginé pouvoir se réjouir de revenir à Tessalit même si, comme pour les parachutistes, il faut encore endurer quatorze heures de secousses dans les camions sommairement aménagés. Le camp y est si sommaire, si étriqué pour près de deux mille hommes. Mais il offre la possibilité de prendre une douche après des températures qui ont pu culminer à 63° pour les tireurs d'élite, voire 70° à l'intérieur des véhicules. « Le corps humain a des ressources étonnantes, relate le sergent-chef Matthieu D. On finit par s'y adapter[28]. » En fait, les séquelles apparaîtront plus tard chez certains.

Pour le matériel, au contraire, le constat est immédiat. Beaucoup de véhicules ont souffert, il ne reste plus par exemple que huit des douze chars à l'escadron P. du RICM, le 2e RIMa a également dû se défaire de VAB à cause de problèmes moteur. Certains en France en profiteront pour pointer la vétusté de l'équipement, conséquence directe des budgets en baisse constante. Il est certain que personne dans les armées ne ferait la mauvaise bouche devant un renouvellement intégral du parc, surtout dans les secteurs les plus affectés de la logistique. Mais il importe de rapporter le nombre de pannes aux immensités traversées depuis le 11 janvier. « En quatre mois, souligne ainsi le capitaine Jean-David P., nous avons roulé dix fois plus qu'en un an[29] ! » En France, toutes les deux cents heures, chaque 10RC subit une grosse vidange et toutes les quatre cents heures, un démontage complet : comment l'appliquer en plein désert ? L'enfer climatique du nord Mali en sus, le taux de disponibilité s'avère en réalité remarquable. Il est dû à l'abnégation des mécaniciens, aussi indispensables qu'oubliés, et paradoxalement à l'ancienneté du matériel, les nouvelles technologies étant les plus compliquées à entretenir et réparer. Les principales contrariétés de fait ont été les crevaisons, les roues appréciant aussi peu le sol de l'Ametettai que les Rangers. Mais elles ramènent sempiternellement à l'axiome de base de Serval : par souci de place, les troupes comme les convois de ravitaillement sillonnant l'Adrar ou les largages du 1er RTP*[10], privilégient l'eau, les rations, le carburant et les munitions face aux pneus.

Le tableau est saisissant pour le ministre de la Défense venu, à partir du 7 mars, rendre une visite surprise aux troupes. Atterrissant en Falcon à Bamako, lui et sa suite embarquent en Transall pour Tessalit d'où un hélicoptère les conduit au cœur même des Ifoghas. « Nous avons vraiment eu la sensation de monter au front[30] ! » relate son chef de cabinet militaire, le général Noguier. Les parachutistes ne cachent rien de leur fatigue, de leurs problèmes de matériel – des Rangers ayant été préparées sur une table –, mais chez les militaires comme chez les politiques, le sentiment dominant est la satisfaction du devoir accompli. « Il y avait aussi comme une ambiance de victoire, relate le lieutenant-colonel Thibaud de C. : vu les dégâts infligés à son effectif et à son équipement, nous en sommes même venus à estimer que c'en était fini pour l'ennemi[31]. » Avec un mort et une vingtaine de blessés*[11], Serval échappe aux pires prédictions de son côté en ayant infligé un incontestable revers au camp adverse. 80 tonnes de matériel ont été détruites ou saisies par les GTIA3 et 4. À peu près 130 cadavres ennemis ont pu être dénombrés de manière certaine, mais il faudrait pouvoir leur ajouter les quelques dizaines supplémentaires ayant disparu dans les bombardements de l'artillerie, des hélicoptères et de l'aviation, ainsi que les blessés et les déserteurs. Au total, probablement la moitié des occupants du Tigharghar ont donc été atteints par Panthère III.

Les autoroutes du djihadisme

Comme le glisse au général de Saint-Quentin. le colonel Bruno H.., chef opérations du G08, « le bilan relève du miracle[32] ». Certains imaginent cependant qu'il aurait pu être encore meilleur. Serval relève ainsi que seuls 20 % de l'observation aérienne et des interceptions ont été mises à son profit, sous-entendant qu'avec une part supérieure, elle aurait pu mieux pister les combattants fuyant l'Adrar et leur causer encore plus de dégâts. Le pourcentage est impressionnant, cependant il est difficile à analyser car c'est la toute première fois que la France était totalement maîtresse de ses moyens ISR : il n'existe donc pas d'éléments de comparaison. Les 80 % restant en effet sont affectés par la direction du renseignement militaire aux questions stratégiques, essentiellement les otages et les HVT. Les États-Unis ont-ils fait le même partage en Irak ou en Afghanistan ? Quand bien même les chiffres seraient connus, il faudrait pouvoir mesurer des deux côtés de l'Atlantique le poids politico-médiatique des affaires d'otages qui influe nécessairement sur leur gestion par les armées et les services.

Le renseignement véhicule toujours les plus grandes attentes et les pires déceptions. Même avec une palette de moyens franco-alliés inédite pour un commandement français, le Nord-Mali, et même l'Adrar des Ifoghas, demeurent une immensité où la recherche d'un pick-up s'apparente à celle des débris du Boeing MH390 tombé dans l'océan Indien. Les premières analyses autorisent à tirer des enseignements majeurs, comme les voies de circulation empruntées par l'ennemi dans la région. Grâce au relevé GPS des téléphones ou des pick-up, un plan

de circulation du djihadisme est mis au jour, avec une autoroute principale qui relie le Maroc à la Tunisie*12 en contournant l'Algérie, et des bretelles menant vers le Sud algérien, le Nigeria et, moins empruntée, le Soudan. Mais si la police n'est pas toujours capable d'intercepter les go-fast remontant du Maroc vers la France par une autoroute parfaitement connue, il était prévisible que les armées peinent à identifier et détruire tous les véhicules suspects. Les Mirage F1 en font l'expérience, eux qui, depuis le 14 février, sont employés depuis N'Djamena pour surveiller les exfiltrations du Mali vers la Libye ou le Soudan*13. Pendant un mois, à raison d'une mission tous les deux jours, comptant chacune trois à quatre ravitaillements, les équipages du lieutenant-colonel Benjamin Souberbielle sillonnent une région grande comme trois fois la France, à scruter le moindre panache de fumée, particulièrement dans les passes du Tibesti, à vérifier les renseignements communiqués sur la présence ici d'un campement, là d'un regroupement de pick-up. En tout et pour tout, ils repèrent quelques dizaines de véhicules, les photographient sous tous les angles possibles, mais comme le souligne le commandant de l'escadron Savoie, « à nos hauteurs, rien ne ressemble plus à un pick-up armé d'une 14.5 qu'un pick-up chargé d'un chameau comme ils le font parfois, avec la tête de l'animal au-dessus du toit de la cabine[33] ! ». Destinés à disparaître en 2014, les F1 pourraient être tentés de marquer de quelques éclats ce qui sera leur dernière grande opération. Il n'en est rien. Aucune bombe n'est délivrée au cours des trente et une missions effectuées – soit 226 heures de vol – dont 11 au-dessus de l'Adrar et 17 au Sahel.

Le constat dressé par les F1 met en exergue la complexité de la surveillance de pareille zone, et des frontières en particulier, que ce soit par la France, l'Algérie ou même les États-Unis : sans doute même toute leur flotte de drones ne suffirait-elle pas pour contrôler ne serait-ce que les franchissements entre le Niger, le Mali et l'Algérie. La poursuite de l'observation aérienne conserve néanmoins l'intérêt premier de bannir vraisemblablement toute concentration massive de véhicules, telle celle de Konna en janvier 2013, et donc, *in fine*, de diluer l'action des djihadistes qui ne peuvent plus agir que par petits groupes au potentiel de nuisance évidemment inférieur.

Les F1 permettent aussi de pondérer la thèse d'un reflux massif d'AQMI et ses alliés vers le sud libyen, zone de non-droit. Si certains chefs et leurs troupes y font des allers-retours, il est tout aussi certain que, en mars 2013, la plupart de survivants se trouvent encore au Mali ou à proximité, avec un moral certainement atteint. « Le renseignement, note le lieutenant-colonel Sylvain A. au G08, nous annonçait des fractures entre groupes[34]. » De fait, si la confrontation armée avec l'Occident pouvait être recherchée par les djihadistes, qui en font un outil de propagande, tout concorde pour démontrer que jamais ils n'avaient envisagé l'investissement de l'Ametettai. Comment expliquer sinon ces dizaines d'armes lourdes en jachère, ces centaines de photos retrouvées dans les PC, où ils paradent inconsidérément tête nue, ces IED et vestes pour kamikaze en fabrication ? De là aussi leur acharnement à défendre la vallée qu'au bout de dix années d'implantation ils considéraient leur.

Où sont-ils maintenant ? À peine avait-il réalisé la jonction avec le GTIA4 à l'ouest de l'Ametettai que le colonel Gougeon s'est vu fixer pour nouvelle mission de basculer de l'autre côté, dans le couloir longeant le Tigharghar à l'est, où des interceptions fréquentes ont été réalisées. Un objectif politique y a été ajouté : planter un nouveau drapeau français à la frontière algérienne. Le GTIA3 avait déjà immobilisé une partie de ses troupes, qui ont investi le « camp des sables » depuis le Garage, mais le colonel n'en a pas moins composé pour l'opération Martin*14 un sous-groupement très étoffé, les 350 kilomètres de raid sur l'un des itinéraires de fuite des djihadistes pouvant révéler de mauvaises surprises. Le 7 mars, l'escadron blindé du RICM s'est élancé de Tessalit avec une section d'infanterie, du génie, des mortiers, mais aussi trente-huit mètres cubes de carburant, de quoi ravitailler toute la colonne, ainsi que les hélicoptères qui viendraient en appui. Outre un camion qu'il a fait remplir de pneus, le colonel dispose également de toutes les transmissions disponibles, 10 kilomètres séparant le début de la fin de sa colonne qui, le 9, atteint sans entrave, à 20 kilomètres de la frontière, le point-clé de Boughessa, un village identifié par la DGSE comme une zone refuge des djihadistes. Dans un bon français, le maire, paraplégique – un accident de moto, affirme-t-il –, jure ne rien avoir à faire avec AQMI ou autres. Mais le colonel n'est pas dupe. Dans le jardin du notable, ses hommes découvrent un pick-up contenant rien de moins que des rangers, des cartouches de poudre noire et un Motorola, soit le parfait trousseau du djihadiste. « Notre convoi comptait cinquante véhicules, relate-t-il. Sur un terrain dégagé comme celui-là, l'ennemi avait dû nous voir arriver de très loin et il s'était fondu dans la population[35] ! » Sans preuve, il doit se contenter de menacer de revenir avec des intentions moins conciliantes en cas de grabuge. De toute façon, il ne souhaite pas s'attarder car il lui reste une dernière étape, Tin Zaouaten. À 20 kilomètres, la fatalité semble rattraper un équipage du RICM dont le char est détruit par une mine. À bord, un chef d'engin du peloton D. avait déjà roulé à proximité de celle qui avait été fatale au VBL du capitaine P., le 27 février. Le panache de fumée d'une centaine de mètres de haut sème l'inquiétude dans toute la colonne. Mais le chef d'engin reste d'un calme impérial à la radio, annonçant sobrement : « mine ». Le blindé en effet a eu la chance de ne rouler que sur l'extrémité du piège, ce qui a

considérablement dissipé l'effet de souffle. L'équipage s'en sort secoué, avec un seul trauma sonore ; le char, lui, est HS avec une jante fendue, le châssis endommagé et la tourelle coincée : il terminera l'expédition sur un porte-engins.

Le plus étonnant semble que le GTIA3 s'est vu distribuer avant le départ la carte des mines qui ont en fait été posées par le MNLA en 2007. Mais outre les approximations des guides touaregs, le document ne peut être précis car les pièges se déplacent avec les dunes. Le colonel Gougeon préfère donc ordonner un détour de 5 kilomètres d'un mauvais terrain pour récupérer l'oued suivant qui est moins fréquenté. Tin Zaouaten est tenu par des éléments du MNLA dont le chef, le colonel Ag Habi, a la réputation de ne s'être jamais compromis avec les djihadistes. Le village n'en est pas moins abordé avec les mêmes précautions qu'à Aguelhok deux semaines plus tôt. Deux pelotons du RICM pointent leurs canons dans sa direction, mais cette fois, vingt pick-up surarmés leur font face. Le colonel Gougeon se contente de vérifier que le secteur est bien tenu, des deux côtés de la frontière puisque, comme l'escadron B. du 1er RIMa l'a constaté à Bordj Mokhtar, les Algériens patrouillent intensément tant sur terre que dans les airs. Et c'est le retour à Tessalit, le 11 mars.

Le bilan nul de Martin en matière d'attrition renforce le questionnement autour du maintien d'une présence ennemie dans l'Adrar. Mais depuis douze jours Serval a déjà remporté ailleurs de larges succès ignorés.

---

*1. L'histoire retiendra que, dans le même appareil, est rapatrié Djamel Ben Hamdi qui ignore qu'il a à ses côtés le général Barrera, lui-même venu rendre visite à ses troupes.

*2. Ils ont vidé leurs munitions.

*3. D'ailleurs, des seringues seront retrouvées.

*4. Selon d'autres témoignages, il y en aurait eu quatre. Sans doute ne parlent-ils pas tous exactement du même périmètre.

*5. Au « camp des rochers ».

*6. Sont ou seront retrouvés des passeports du Maghreb, de Mauritanie, d'Égypte, mais aussi du Nigeria, de pays de l'Afrique de l'Est, voire, beaucoup plus surprenant, du Canada et un en provenance de Madagascar.

*7. Home Made Explosive (explosif artisanal).

*8. Soit une section de combat, des moyens de travaux, des éléments de fouille opérationnelle complémentaire (FOC) et spécialisée (FOS).

*9. Une cellule de deux sous-officiers et un militaire du rang, ouverte toute l'année, également en charge par exemple des cadeaux de Noël.

*10. Six tonnes larguées le 9 mars dans la vallée de l'Ametettai, puis neuf le lendemain. Au total, depuis le largage à Tombouctou, le 1er RTP aura effectué trente-cinq missions de poser d'assaut correspondant à 280 tonnes de matériel, vingt-quatre missions de livraison par air, soit 165 tonnes.

*11. Pour l'essentiel des cas d'entorse, de mauvaise chute, liés au terrain. Il faut y ajouter une trentaine de cas de déshydratation.

*12. Avec beaucoup plus de trafic à partir et vers la Tunisie que pour le Maroc. En 2000 y a été créé le Groupe combattant tunisien (GCT) dont le principal coup d'éclat a été l'assassinat de Massoud en 2001, ce qui démontre à la fois son efficacité et son internationalisme. L'un de ses deux fondateurs, Abou Iyadh (de son vrai nom Seifallah Ben Hassine), a été amnistié en 2011 dans la foulée du Printemps arabe. Il en a profité pour créer un nouveau mouvement salafiste, tout aussi néfaste, Ansar al Sharia, rangé depuis parmi les organisations terroristes : est portée à son crédit l'attaque de l'ambassade américaine à Tunis le 14 septembre 2012.

*13. Ils participent également aux recherches de la famille Moulin-Fournier. enlevée le 19 février au Cameroun.

*14. Ainsi baptisée car le commandant qui a planifié l'opération a un fils portant ce prénom le jour même où il la présente au général Barrera.

23.

L'UBAC DE L'ADRAR

Parce qu'il cache les otages, parce que ceux qui se comptent parmi les pires ennemis de la France y ont élu domicile, l'Adrar des Ifoghas braque tous les regards depuis le commencement de Serval. Sa conquête par les Français valait l'entreprise de Saint-Georges contre le dragon. Avant le franchissement du Niger, on ne donnait pas cher du chevalier. Après Panthère III, la tendance est de croire le monstre un peu trop vite terrassé. Car non seulement il manque quelques centaines de djihadistes au compteur dans le Tigharghar, mais depuis le 11 janvier, le dragon a toujours beaucoup plus ressemblé à une hydre à deux têtes. Si AQMI et Ansar ont reflué vers l'Adrar, le Mujao, lui, s'est contenté d'abandonner la ville de Gao où il rappelle régulièrement son pouvoir de nuisance à l'aide d'actes kamikazes ou d'opérations d'ampleur. Était-il possible de le laisser persévérer le temps que le Tigharghar soit entièrement nettoyé ? Le colonel Denis M., qui prend les rênes de l'état-major de Serval au départ du général Barrera pour Tessalit, réalise vite que ses homologues africains et maliens ont l'envie manifeste d'en découdre. Et il partage leur avis. Impossible de rester passif, surtout avec la proximité de la saison chaude.

La traque du Mujao

Le « coladj » toutefois est conscient de ses faiblesses : les trois quarts des moyens français sont aspirés par l'Adrar qui a reçu la priorité. En cas de coup dur, il devra surtout compter sur le GTIA2 et sur son camarade de corniche aixoise, le lieutenant-colonel Pierre V. que le commandant du GAM a laissé à Gao. « Je ne l'avais jamais revu depuis vingt-sept ans ! relate Denis M. Mais avec lui, j'étais sûr qu'il y aurait toujours une solution[1]. » La superficie de la région étant la moitié de celle de la France, il importe de compenser les moyens limités par la connaissance la plus précise possible de l'ennemi afin de concentrer l'effort où et quand il fera le plus mal. Une enquête quasi policière est donc ouverte en prenant pour base les attaques subies en février dans Gao : d'où venaient les combattants ? Comment se sont-ils infiltrés, etc. ? La population, après un temps d'observation, se montre coopérante. « Elle a vu les 10 et 21 février, analyse le colonel Denis M., que, certes nous avions été surpris, mais que nous en étions sortis vainqueurs. Elle s'est donc ralliée au plus fort. » La gendarmerie malienne communique ensuite les premiers renseignements obtenus auprès des prisonniers ; les documents saisis à Gao, ainsi que Tombouctou, livrent leur part d'informations. Le Mujao d'autre part abuse du téléphone, qui permet de localiser beaucoup de ses membres. Enfin, le 2e hussards, spécialisé dans le renseignement, entreprend un véritable travail de « tapissage ». Ses groupes d'observateurs partent se planquer à flanc de colline, des jours durant, pour observer les allers et venues à l'entrée de chaque oued situé à l'est de la route reliant Gao à Ansongo où le gros du Mujao est annoncé. Ils peuvent ainsi tenir une comptabilité assez précise du nombre d'Arabes circulant dans le secteur, de clients payant comptant, pour de grosses quantités et sans rien discuter quand les Maliens ont plutôt tendance à pratiquer le troc.

Grâce aux multiples indices récupérés, l'état-major de Serval est en mesure de dresser une carte de l'implantation du mouvement djihadiste. « Cela représentait en tout une centaine d'hommes, décrit le colonel Denis M. Ils étaient éparpillés par groupes de quelques dizaines, mobiles, fuyant, mais pas désorganisés. Pour la

majorité d'entre eux, ils étaient situés à l'est de Gao, entre Djebok et al-Mustarat, et opéraient comme un cartel criminel, avec un noyau dur d'aguerris, et leurs recrues plus récentes du Mali, souvent droguées à la Kétamine. » Aux Panthère qui sillonnent l'une après les autres les vallées du Tigharghar, répondront donc les opérations Doro ciblant chacune un ou plusieurs oueds du grand Gao.

Il est néanmoins un secteur beaucoup plus proche dans lequel les Français acquièrent la conviction qu'une action est incontournable à court terme. Les renseignements établissent en effet que les combattants du Mujao qui ont mené l'attaque spectaculaire du quartier de l'hôtel de ville se sont introduits par le quartier des pêcheurs. En conséquence, ces derniers subissent de plus en plus la vindicte des habitants, l'activité du port ralentit et l'approvisionnement de la ville avec. Au danger terroriste se lie donc la menace d'une crise civile. Le remède se trouve sur l'île de Kadji dont la forte communauté wahhabite abrite manifestement les djihadistes. Or, longue de trois kilomètres et large d'un demi, presque entièrement habitée, avec femmes et enfants, c'est un cauchemar pour le commandement. « Il fallait indéniablement faire cesser les infiltrations en provenance de l'île, relate le colonel Denis M., donc y aller, et forcément avec les Maliens puisque nous n'avions pas le droit de fouiller nous-mêmes les maisons*1. C'était une grosse opération de débarquement, de vive force, où la surprise était indispensable ». Pendant des nuits, le groupe de l'adjudant E. du 31e RG observe les berges depuis des kayaks. Première fois qu'une unité de plongeurs de l'armée de terre*2 est engagée en opération. Mais elle ne suffit pas pour rassurer pleinement le colonel Denis M. qui décide de laisser le feu à l'orange pour Kadji. En revanche, il donne son feu vert pour Doro I avec pour cadre le village d'Imenas et les deux oueds qui en partent, une zone dans laquelle quelques dizaines d'ennemis ont été repérés.

Doro I et île de Kadji

Le GTIA2 du colonel Bert s'élance dans la nuit du 27 au 28 février en direction de Djebok. La nouvelle de la sortie des Français de l'aéroport étant aussitôt propagée dans toute la région, l'état-major prévoit de se rattraper en abordant le village par la voie moins prévisible du nord.

Le destin s'invite cependant. Au matin du 28, l'imam de Kadji est arrêté par les gendarmes maliens à Gao, et il ne cache pas son indignation : l'île, prétend-il, serait injustement stigmatisée. Le colonel Denis M. décide de le prendre au mot : « qu'il nous le prouve ! » Le colonel Dacko et les gendarmes maliens lui font savoir que l'individu est prêt à y accompagner les Français. Doro I vient d'être lancée, Panthère III est en cours : le moment ne semble pas propice à l'ouverture d'un nouveau front… Mais Denis M. ne veut pas rater l'occasion : une opération est montée en urgence avec la 1re compagnie du 92e RI, le général de Saint-Quentin donnant son quitus. Le démarrage est laborieux. Chargée de sécuriser la plage de débarquement, la section de l'adjudant B. annonce que le moteur de deux de ses Zodiacs s'est pris dans les roseaux en raison de l'absence de fonds. C'est à la rame que les trois groupes de Gaulois terminent la traversée, les VBCI veillant sur eux depuis la berge. À eux également la sécurisation de la zone de poser pour les hélicoptères.

Pas un coup de feu n'est tiré à l'afflux des troupes françaises et maliennes. Beaucoup de femmes sont découvertes cloîtrées, mais les soldats maliens se portent beaucoup plus intrigués par une vingtaine d'hommes curieusement regroupés dans une maison : ils les embarquent. Le climat à Gao y gagne automatiquement en sérénité, les habitants renouant le dialogue avec les wahhabites, même s'il se dit vite qu'une partie des djihadistes a en fait trouvé refuge sur une autre île, Berra, située 15 kilomètres plus au nord.

Pendant l'investissement de Kadji, Doro I suit son cours sans rencontrer d'adversité. La chasse repère quelques rassemblements d'individus, des motos ainsi que des pick-up : sans doute des « sonnettes ». « Ils étaient placés sur les hauteurs tout le long de notre parcours, relate le colonel Bert. Ainsi pouvaient-ils nous observer à dix kilomètres à la ronde. Nous les avons vus grâce à nos instruments d'observation, mais il n'était pas question de leur tirer dessus puisqu'ils n'étaient pas armés et de toute façon, ils décampaient à notre arrivée2. » Et pas question pour la chasse de les frapper en préventif. Contrairement à l'Adrar où, en l'absence de civils, tout ce qui est suspect au sol est considéré comme ennemi et donc bombardable, la région de Gao rappelle beaucoup plus aux Mirage 2000D l'Afghanistan où le mélange de l'ennemi avec la population imposait plusieurs vérifications dont surtout la possession d'une arme et son utilisation, ainsi que le risque de dommages collatéraux.

Une mauvaise surprise pour le PC est la consommation des VBCI, supérieure d'un tiers aux prévisions, en

raison de la température et d'une topographie qui, à vrai dire, n'a rien à voir avec les cartes obsolètes distribuées. D'autre part, après Indiarene, le GTIA2 doit reconnaître un oued, mais la végétation est beaucoup plus touffue et le relief plus accidenté que prévu. Les fantassins sont contraints de débarquer pour guider les blindés, ralentissant considérablement la progression. En conséquence, à l'approche du village d'Ebok, le colonel Bert propose à l'état-major de Gao d'aborder l'objectif final de manière plus directe. Le mouvement tournant qui avait été imaginé est abandonné, le GTIA devra approcher Imenas par le sud. La surprise cependant reste le maître mot. Le soir venu, la colonne s'installe tous feux éteints en un lieu dit, dans le jargon militaire, « en poignée d'éventail », en fait à la convergence de plusieurs itinéraires, empêchant ainsi l'ennemi d'anticiper sur la route du lendemain. Qui est en fait prise vers 1 heure, après un bref répit, afin de profiter encore de la nuit très noire.

Appuyée par l'aviation, la colonne s'installe trois heures plus tard au sud d'Imenas, gros bourg d'une cinquantaine d'habitations assez récentes, posé sur un petit monticule plat, cerné de dunes et de forêts. Un épais brouillard a caché l'approche, mais il perturbe aussi l'observation à la caméra thermique. Une demi-heure plus tard, un groupe de trois individus est néanmoins aperçu avec armes et bandes de munitions autour du cou. Pas de doute, il s'agit bien du Mujao. Un canon de 25 mm donne de la voix, mais la végétation l'empêche de persévérer.

C'en est fini de l'effet de surprise comme en atteste au nord le panache de fumée provoqué par un pick-up quittant précipitamment les lieux. À 6 heures, le GTIA2 applique un plan de bouclage-ratissage : Imenas est cerné hermétiquement, deux sections de VBCI se tenant prêtes à faire feu vers l'intérieur comme l'extérieur, une troisième se plaçant en appui avec ses mortiers et tireurs d'élite à la sortie sud-est. Accompagnée par le détachement de liaison du lieutenant-colonel Christophe L., l'armée malienne commence dans le calme l'investissement du village. Il n'y reste que deux vieilles femmes avec des enfants handicapés, une famille de bergers, toutefois l'unité de guerre électronique intercepte un appel téléphonique : « Les Français sont là, on les voit ! Allah Akbar[3] ! » Maliens et Français ressortent donc précipitamment du village, pour y revenir peu après avec l'ambition de mener une fouille méthodique. Même si rien n'est trouvé dans les masures, la découverte d'un pick-up camouflé sous la végétation ne laisse guère de doutes sur une présence ennemie récente. Cependant plusieurs survols d'hélicoptères, dépêchés de Gao en seulement trente minutes, ne décèlent rien.

Les Touaregs du colonel Ag Gamou ont alors une intuition. Pour bien connaître les lieux, ils sont persuadés que les oueds au nord-est et au sud-est se prêtent le mieux à des postes de combat. Leur tactique est assez rudimentaire : vers 10 h 30, ils foncent à tombeau ouvert vers la lisière, suivis tant bien que mal par le lieutenant-colonel C., une section de sapeurs et six CPA-20. À 20 mètres de la végétation, les pare-brise volent en éclats sous l'effet du rideau de feu qui se déclenche. « C'était comme si, décrit le capitaine Jean-Baptiste C. au 92e RI, nous avions franchi une ligne rouge au-delà de laquelle l'ennemi nous interdisait d'aller : il ne voulait pas nous laisser mettre la main sur ce qu'il avait entassé[4]. »

La carrière du lieutenant Charles B., qui commande la section du 31e RG, démarre vraiment en fanfare : ce tout jeune saint-cyrien, de la promo 2008, n'est sorti qu'il y a six mois de l'école d'application du génie d'Angers. Arrivé au Mali le 16 février avec le DGAE*[3], il a donc droit à un combat pour sa toute première mission. Par chance, les sapeurs n'avaient pas encore débarqué, ils peuvent donc répliquer à la 12.7 et l'ANF1 sur la dizaine de tireurs qu'ils ont repérés. La puissance de feu ennemie impressionne puisqu'un DRAC*[4] était passé au-dessus du secteur à plusieurs reprises, à basse altitude, pendant quarante-cinq minutes, il n'avait absolument rien repéré. La situation se complique un peu plus quand le PC du GTIA lui-même se retrouve sous le feu bien que l'ennemi, contournant par les couverts, vise en fait les Maliens qui pénétraient une lisière plus au sud. Sous protection, le colonel Bert se replace en lieu plus sûr tandis que les tireurs d'élite abattent trois individus.

Quelques minutes sont nécessaires pour réaliser que l'attaque se déroule en fait de deux côtés opposés, au nord-est et au sud-est. « En l'air, décrit le lieutenant-colonel Pierre V. à bord de son Puma, nous avions la vision dantesque de combats très intenses[5]. » Afin de pouvoir attaquer sur leurs flancs les djihadistes faisant face aux Maliens, les Français se voient ordonner un mouvement vers le sud du village. « L'ennemi pouvait donc considérer avoir remporté une petite victoire sur nous », note le capitaine C. au 92e RI qui ne maintient en place que le groupe de tireurs d'élite en estimant trop stratégique la position qu'ils tiennent. « Ma décision était risquée, admet-il, puisqu'elle les isolait de nous tous. » Et de fait, alors qu'il s'entretient avec le colonel, ses hommes, en se relevant pour se déplacer légèrement puisqu'ils ont fait feu, aperçoivent dans la contrepente une cinquantaine d'ennemis en train de ramper vers eux ! Le combat s'engage à 40 mètres, les tireurs d'élite abandonnant les fusils pour leurs pistolets automatiques*[5]. À neuf, sans armement lourd, ils ne tiendront jamais la dragée haute aux assaillants dont sept sont déjà éliminés. Des VBL parviennent à avancer pour prêter main forte aux tireurs d'élite qui vident tous leurs chargeurs, mais il faut absolument les soutenir plus fortement : vers 11 h 40, une section du 92, soit quatre VBCI, en ligne, fonce droit sur la pente qu'elle gravit grâce aux cinq cent cinquante chevaux de l'engin, en faisant feu de tous bois. « Le lendemain, témoigne l'adjudant Benjamin B., les VAB ne parviendront pas

à monter si haut[6]. »

Jusqu'alors, seuls les Émirats arabes unis avaient expérimenté le VBCI dans la guerre du désert. L'intérêt de la manœuvre est qu'à proximité du sommet, une quarantaine de Gaulois s'éjectent, qui inversent immédiatement le rapport de forces. « Si nous n'avions eu que des VAB, souligne le lieutenant-colonel Cyril L., chef opérations au 92, les tireurs d'élite auraient d'emblée rompu le contact car ils n'auraient pu être soutenus à temps[7]. » Basculant de l'autre côté de la crête, les Français repoussent un ennemi encore sous le choc de l'irruption des blindés, et lui infligent des pertes très sévères, mais les djihadistes font montre d'une opiniâtreté stupéfiante en relançant plusieurs fois l'assaut. Espèrent-ils vraiment remporter une victoire sur l'armée française ? Selon le capitaine Jean-Baptiste C., « aucune drogue n'a été retrouvée sur les cadavres, aucune veste d'explosifs non plus[8] ».

Avec une deuxième section sur la crête, le dispositif français est désormais solide. Les affrontements se prolongent cependant toute la journée et sur toute la longueur. Les Gaulois ajoutent même sur leur tableau de chasse un blindé BRDM2 qu'un sergent aperçoit subrepticement dans la zone verte. Avec deux de ses hommes, il s'en approche à pas de loups, et le détruit aux roquettes AT4, l'équipage étant probablement tué sur le coup. « Il n'était pas en défensive ! souligne l'adjudant Benjamin B. Quand notre compagnie retournera le fouiller, elle découvrira à bord beaucoup de munitions[9]. »

L'ennemi ne renonce toujours pas à ses tentatives de débordement par le nord. Un Tigre lui causerait beaucoup de mal, mais ils sont tous retenus à Tessalit par les opérations Panthère. Heureusement, le lieutenant-colonel Pierre V. a eu le nez creux en faisant rééquiper un de ses Puma par un canon de 20 mm[*6]. « J'ai ordonné un tir de destruction[10] ! », relate-t-il. L'équipage lui fait répéter : l'ordre n'a plus été donné depuis l'Algérie ! Il s'agit de fait de labourer littéralement la position adverse. Sauf que l'arme s'enraye. Et c'est désormais l'appareil qui se trouve désormais dans les gerbes de balles traçantes ennemies. Beaucoup le croient touché, mais il parviendra à rentrer à Gao. « Nous en avons fait le tour sur le tarmac, raconte le lieutenant-colonel : il n'avait rien ! C'est de la chance bien sûr, mais aussi l'expérience des Opex précédentes qui nous permettait de choisir les meilleures trajectoires. » Le GAM ne reste pas totalement silencieux puisque les Gazelle enchaînent les tirs de Hot et les passes canon, détruisant des véhicules. Puis c'est un chasseur qui, guidé par les CPA-20, règle son compte à un pick-up hors de portée pour les VBCI. À 15 h 30 enfin, le capitaine Jean-Baptiste C. fait donner les mortiers de 81 qui arrosent un regroupement de djihadistes à deux kilomètres. Le GTIA2 aura donc utilisé absolument toutes les armes à sa disposition.

Quelques escarmouches auront encore lieu, mais vers 17 heures, le calme revient. Le bilan est impressionnant : des dizaines de djihadistes tués, quatre pick-up détruits. Le GTIA2 a bien mis le pied dans un nid de frelons, sans doute une katiba entière, qui ne lui coûte qu'un blessé léger, un trauma sonore. Pour le colonel Bert, c'est sûr, « l'infanterie mécanisée a retrouvé son cœur de métier qu'elle n'avait plus pratiqué dans cette ampleur depuis la Seconde Guerre mondiale »[11].

Doro II

Avec la nuit qui approche, la surconsommation d'essence des véhicules et plus généralement la nécessité d'un recomplètement logistique, le colonel décide de ne pas s'attarder plus longtemps et donc, en particulier, de ne pas vérifier s'il reste des survivants. Retour vers Gao, avec un ravitaillement à mi-chemin grâce aux citernes dépêchées à Djebok. Le capitaine Jean-Baptiste C. finit la journée torse nu tellement il était trempé de sueur, de la musique vissée aux oreilles pour décompresser après des heures de tension.

À peine rentrée, la 4e compagnie du 92e RI passe la main à ses camarades de la 1re qui, aux ordres du capitaine Franck D., retournent à Imenas fouiller la zone de combat. Ce sera l'opération Doro II. Arrivés sur place dans la nuit du 2 au 3 mars, les Gaulois retrouvent des cadavres ainsi que des tombes et de nombreuses munitions. Les Maliens entament la fouille du bois où se cachaient les djihadistes, un carré de deux cents mètres de côté dans lequel les sapeurs français ne pénètrent pas sans appréhension : « Nous craignions, décrit leur chef, le lieutenant Charles B., qu'ils aient mis à profit la journée supplémentaire pour piéger les lieux car ils savaient que nous y reviendrions à coup sûr[12]. » Aucun IED, en revanche les Maliens mettent à jour une zone de vie : des branchages et une flèche indiquant La Mecque en guise de mosquée, un coin repas, des axes dégagés avec tout au long de nombreux « parkings » pour les véhicules, recouverts de branches et de feuilles afin de les dissimuler à l'aviation. « On y a trouvé de la nourriture[*7], détaille le lieutenant B., des livres, des vêtements, du matériel médical, et bien sûr beaucoup de munitions – 10 000 cartouches de 7.62, quelques obus – que nous avons en

partie restituées aux Maliens ».

Chaque opération ayant pour but de se décaler vers le nord-est, Doro II se poursuit vers In Araoue, atteint le 5 mars. Sur renseignement de l'armée malienne, la section du lieutenant B. dévoile un très gros stock de munitions, dont des dizaines de roquettes, pour un total de deux tonnes. Les Maliens étant dans l'incapacité de les prendre à leur profit, il faut les détruire. Mais un tel volume nécessite des mesures draconiennes de sécurité. Deux heures sont nécessaires pour creuser le trou aux bonnes dimensions, disposer les munitions dans un certain sens, les recouvrir de sable. Le lieutenant doit alors s'assurer de l'absence d'avions à proximité car l'onde de choc et l'effet de souffle peuvent perturber leur circulation. L'explosion est si violente que le reste de la colonne, qui a repris la route, l'entend à huit kilomètres.

Pour surprendre l'ennemi, le commandement a décidé de contourner l'objectif prévu, l'oued de Tin Keraten, puis de faire revenir le GTIA2 sur ses pas. Mais au matin du 6 mars, le Mujao, bousculé, parvient quand même à improviser une embuscade. En survol, la patrouille de 2000D du capitaine Raphaël B. et du lieutenant Charles-Henri D. signale un groupe d'individus en train de courir à couvert en direction du convoi. À 6 h 43 précises, les tireurs d'élite qui progressent sur les hauteurs avec les Touaregs de Gamou annoncent : « contact ». D'une lisière située à moins de 100 mètres, l'ennemi vise en priorité le bataillon malien qui roule dans l'oued, derrière les Touaregs, la 1re compagnie du 92 et la section du génie. Les Maliens débarquent pour riposter avant que l'ordre leur soit donné de se replier afin de laisser le champ libre aux VBCI qui, grâce à la manœuvre conçue par le capitaine Franck D., prennent le groupe en étau avec deux sections de part et d'autre de l'oued.

Dans le VBL du lieutenant-colonel Christophe L., chef du détachement de liaison, le brigadier-chef Wilfried Pingaud, debout, agrippé à l'ANF1, a déjà consommé une bande de mitrailleuse. Il recharge quand l'officier le voit s'effondrer à l'intérieur, une balle dans la tête. « Les Maliens étaient en train de se replier sous la mitraille, témoigne-t-il. J'imagine qu'il a fait un geste à l'un d'eux qui était en retard[13]. » Pendant quelques secondes, Christophe L. est désemparé. Le conducteur, ami de Pingaud, est également sous le choc : « Que fait-on ? » s'écrie-t-il. Le lieutenant-colonel revient aux fondamentaux : il faut secourir le blessé et se mettre à l'abri. Français et Maliens quittent la zone en direction de la dune sur leur gauche. Une fois à l'arrêt, l'auxiliaire sanitaire P. est appelé. Celui des CPA-20 se présente également tandis qu'une protection est organisée autour du blessé. L'évacuation sanitaire s'avère indispensable, d'autant que les Maliens accusent également quatre blessés par balles, dont un succombera un peu plus tard. Le lieutenant-colonel L. ne se fait hélas plus aucune illusion pour son subordonné. Pingaud, 36 ans, dont la moitié passée sous les drapeaux, est opéré dès son arrivée à Gao par l'antenne chirurgicale aérotransportable, mais il succombe à ses blessures quelques heures plus tard.

Les échanges continuent près de Tin Keraten jusqu'à ce que le FAC du CPA-20 repère un groupe d'une vingtaine d'individus et oriente vers lui le Mirage du capitaine Raphaël B. À 6 h 52, le bombardement commence. Deux GBU sont larguées à faible intervalle, qui ramènent instantanément le silence. Seuls quatre hommes parviennent à prendre la fuite vers le nord en espérant profiter de la végétation : ils sont repérés, mais la proximité d'habitations empêche la chasse de terminer le travail. Le calme est de toute façon revenu. Le lieutenant-colonel Christophe L. accompagne les Maliens et une section de VBCI dans la fouille de la lisière. Parmi les armes récupérées sur un cadavre, le premier Dragounov, fusil de précision soviétique.

Fin de Doro II. Sur le chemin du retour, vers 23 heures, le pick-up sanitaire des Maliens, en quinzième position dans la colonne, saute sur un IED. Le colonel Bert note avec satisfaction la réaction de sa troupe : « Aucun flottement, ils ont réagi comme il fallait[14]. » De fait, les Français usent de leur expérience afghane. Une bulle de sécurité est immédiatement mise en place pour parer toute éventuelle attaque. De nuit, d'ordinaire, le génie évite d'intervenir puisqu'il se retrouve exposé à la lumière des phares. « Pourtant, relate l'adjudant Benjamin B. au 92e RI, on a entendu un vieux de chez eux s'écrier : "en avant !"[15]. » Comment ne pas porter secours à des frères d'armes ? Aux sapeurs du lieutenant B. de valider une zone de poser pour l'hélicoptère, mais aussi, avec leur équipe EOD, de vérifier qu'il n'y a pas de « doublette ». Tandis que le médecin accourt auprès de la victime, « le reste de la troupe était à cran, relate le capitaine Franck D. au 92 : nous venions d'apprendre le décès de Wilfried Pingaud à la radio[16] ».

Doro III

L'ennemi a donc adapté sa tactique. Si à Gao il avait attaqué, si à Imenas il est resté tapi dans les bois pour

mener une défense dynamique, lors de Doro II il s'est comporté à l'afghane en attaquant un convoi avec des combattants qui s'évanouissent après dans la nature. Que réserve-t-il pour Doro III ? « Cette fois, explique le capitaine Franck D., l'ennemi a cherché à nous freiner pour permettre aux siens de déguerpir. » Les leçons de Doro I ayant été tirées, le GTIA2 n'engage pas moins de deux compagnies du 92e RI : la 4e part en reconnaissance offensive, la 1re se tient en arrière-garde aux côtés d'un train de combat très conséquent, composé de deux Caesar du 68e RAA, d'une compagnie du 31e Génie, de camions bennes, de bulldozers, de citernes, soit une quarantaine de véhicules. « Serval, analyse le colonel Bert, nous a obligés à revenir aux fondements de la manœuvre[17]. » Départ le 12 mars. Entre Gao et In Zekouan, des pick-up sont observés à quelques kilomètres, jalonnant le convoi, mais sans arme apparente. La 4e compagnie s'assure donc seulement qu'aucun ne va chercher à s'infiltrer. Puis, à l'entrée de l'oued que Doro III a pour but de ratisser, elle déploie ses sections en ordre de bataille, la 1re restant en flanc-garde.

À la tombée de la nuit, le dispositif est resserré quand l'adjudant Benjamin B., en escorte du train de combat, annonce que deux pick-up foncent pleins phares sur le convoi en ouvrant le feu au RPG7 et à la mitrailleuse. « Vraisemblablement, décrit-il, ils visaient les citernes »[18]. Un premier VBCI réplique, son voisin met en flammes le véhicule de tête qui continue dangereusement sa route, obligeant le troisième blindé de la section à le percuter. Une vingtaine d'obus ont déjà été tirés, mais il reste encore le second pick-up, ainsi qu'une moto dont le passager use d'un lance-roquettes. Un autre peloton grimpé en hauteur commence à les viser. La mitrailleuse ANF1 du VBCI s'enraye[18], mais le canon de 25 mm, lui, fonctionne. La moto est atteinte, pas la seconde voiture qui disparaît dans l'obscurité.

Ce n'est guère rassurée que la colonne s'installe en cercle pour passer la nuit. Vers 4 heures du matin, rebelote : deux pick-up sont aperçus, mais à bonne distance, exactement 2 200 mètres. « Ce n'est peut-être même pas sûr qu'ils nous aient vus[19] », témoigne le capitaine Franck D. La sentence n'en sera que plus brutale pour les djihadistes car, en limite de portée, deux VBCI les prennent pour cibles : une des voitures explose, l'autre prend la fuite. Repoussé la nuit, chassé comme du gibier le jour, l'ennemi ne peut qu'accuser le coup.

Direction, le 13 mars, l'oued d'In Zekouan. La 4e compagnie reconnaît le village et met à jour un IED qui n'est autre qu'une bombe d'aviation. Après qu'un sapeur a distinctement entendu un « Allah Akbar » crié aux alentours, dix individus prennent à partie une section de Gaulois, qui répliquent au canon de 25 et avec des tireurs d'élite. Sans dégât côté français. Le colonel Bert demande alors à la 1re compagnie de dépasser la 4e pour reconnaître l'oued. Guidant la section de tête de l'adjudant Benjamin B., les Touaregs de Gamou, en longeant un bois, croient détecter une présence. Instinctivement, ils débarquent de leurs pick-up, commencent à s'enfoncer et en ressortent aussitôt car les djihadistes les y attendaient de pied ferme. L'adjudant fait manœuvrer ses VBCI de telle sorte qu'ils se présentent trappe ouverte face à la lisière et qu'ils puissent rembarquer les Maliens sans tarder avant de se replier de l'autre côté de l'oued, sur un mouvement de terrain. Puis, après avoir agencé son dispositif, le colonel Bert demande d'investir le bois large de 300 mètres. Les VBCI ne pouvant pénétrer, il faudra le faire à pied. Une section de la 1re compagnie avance en ligne et se fait prendre à partie à dix mètres. Ne parvenant toujours pas à estimer l'effectif ennemi, elle se replie en ordre, les VBCI en flanc-garde le long de l'oued subissant eux des tirs de RPG7 dont certains ricochent en tourelle : « dans leur précipitation, explique le capitaine Franck D., les djihadistes avaient heureusement oublié de dégoupiller les grenades ». Impossible de riposter. Les FAC demandent un tir de Caesar qui s'abat sur les positions ennemies dès que la section s'est installée à bonne distance.

La tombée de la nuit empêche d'aller aux résultats. Ce n'est donc que le matin suivant que les Gaulois découvrent le stratagème djihadiste : des trous de combat, équipés en mitrailleuse ou lance-roquettes, dans toute la profondeur. Mais aucun cadavre alors que des combattants ont vraisemblablement trouvé la mort dans les engagements de la veille.

Le 14 mars, Serval jouit encore d'une chance rare. « Bakou », l'appareil de la DGSE, annonce avoir repéré au nord d'Imenas les passagers d'un pick-up en train de poser un IED sur la route que doit emprunter au retour le GTIA2. Prendre ainsi l'ennemi sur le fait est une première au Mali Aussitôt la chasse s'oriente vers la zone. Le lieutenant-colonel Pierre V. dépêche également deux de ses hélicoptères, mais déception, ils ne voient rien jusqu'à ce qu'un reflet traverse la canopée. Pas de doute, c'est le soleil qui frappe sur un pare-brise. Alors que les chasseurs n'ont toujours pas aperçu la cible, un missile Hot est tiré par l'ALAT, et l'explosion est démesurée : le véhicule était vraisemblablement chargé d'explosifs. De surcroît, en se couchant, les arbres de la palmeraie dévoilent cinq nouveaux pick-up. L'ennemi préparait donc un véritable traquenard. Les voitures et les occupants sont mitraillés au canon de 20 mm avant que le Tigre ne se présente à son tour pour achever le travail. L'action aura duré une heure et quart. « Nous sommes rentrés Winchester », relate le lieutenant-colonel Pierre V.

Seules les vidéos permettent d'estimer à une vingtaine le nombre de djihadistes tués. Le lendemain en effet, le GTA2 est orienté sur Torteuli pour dresser le bilan des dégâts. Le génie ayant alerté sur la menace d'IED, les fantassins avancent en ligne avec précaution. Un incendie a été allumé. L'ennemi ne cherche sans doute pas tant à cacher sa fuite qu'à canaliser ses poursuivants qui vont vérifier ce dont il retourne. Un pick-up frappé par l'ALAT est retrouvé, sans cadavre à l'intérieur. « Au moment où nous nous y attendions le moins, témoigne l'adjudant Benjamin B., on s'est fait tirer dessus à moins de cinquante mètres. Les djihadistes ont attendu le dernier moment pour se dévoiler, planqués dans un trou recouvert d'une bâche. Seules leurs armes dépassaient[20]. » De fait, le GAM en appui n'a rien vu, de même pour les pick-up qui seront retrouvés intacts sous les arbres.

L'échange de tirs est bref. Et pour le colonel Bert, il est le signe que, « tel le boxeur, l'ennemi n'avait plus d'allonge : pour nous faire du mal, il était obligé de nous attendre à courte distance[21] ». Le 16 mars, la 4e compagnie pousse jusque dans le fond de l'oued d'In Zekouan en raison de la présence supposée d'un plot logistique ennemi. Rien n'est trouvé, y compris dans les grottes où le renseignement a laissé planer l'hypothèse d'une présence d'otages.

Avec un bilan total de plusieurs dizaines d'ennemis tués et de tonnes de matériel récupérées, les opérations Doro, dont l'effectif et les moyens étaient sans aucune mesure avec ceux engagés pour Panthère, apportent donc une part très substantielle à la destruction de l'ennemi en général, et du Mujao en particulier. La proportion d'Arabes chaque fois croissante parmi les cadavres laisse à penser que le cœur même du mouvement a pu être atteint. Côté français, les trois semaines de périple dans le grand Gao ont laissé des traces. Certes, contrairement à leurs camarades parachutistes, les hommes du colonel Bert ont toujours pu évoluer en véhicule, le VBCI de surcroît étant climatisé*9. À l'exception des pilotes, roulant toute la journée, puis secondant les mécanos une partie de la nuit, pour l'ensemble, le Mali s'avère aussi physique que l'Afghanistan, mais, comme le note le sergent-chef Nicolas au 92e RI, « il était beaucoup plus stressant, donc au final, plus usant car nous restions loin de la base plusieurs jours. Tant qu'on est dans le tempo des opérations, on oublie la fatigue. C'est lorsque nous sommes restés fixés à Gao après Doro, qu'elle nous a rattrapés[22] ! » De fait, avec la reprise des tirs de roquettes sur l'aéroport, le GTIA2 retrouve une tâche moins exaltante – baptisée « Boa » – de contrôle de zone. Il faut ramener le calme et la sécurité à Gao où les Gaulois ont cependant droit à quelques belles surprises comme cette maison où sont retrouvées 15 000 cartouches de cigarettes, remises à l'armée malienne, ou ce stock pour apprentis terroristes recelant plaques d'immatriculation, têtes d'obus, affûts de mitrailleuses, tracts.

---

*1. L'idée de contrôler les Maliens pour qu'ils ne commettent pas d'exactions n'est sans doute pas non plus absente…

*2. Une spécialité très méconnue, même au sein de l'institution militaire, créée à l'origine dans le cadre des opérations de franchissement de cours d'eau.

*3. Détachement du génie d'aide à l'engagement : une section FOS et une équipe IED, soit le couteau suisse du génie aux ordres de la brigade Serval et non d'un GTIA.

*4. Drone de reconnaissance au contact : petit drone, à propulsion électrique, utilisé par l'armée de terre pour l'observation à courte distance.

*5. Cela vaudra une réponse savoureuse au chef d'état-major des armées lorsqu'il demandera plus tard à l'un d'eux, en ignorant qu'il avait pris part à cet affrontement, s'il s'est jamais servi de son arme durant Serval. Le tireur d'élite répondra que non. Connaissant ses états de service, le général Barrera reviendra donc le voir juste après en se disant surpris par sa réponse. « Le CEMA m'a demandé si je m'étais servi de mon fusil, lui répliquera le Gaulois, pas de mon pistolet ! »

*6. On parle alors de « Puma Pirate ».

*7. Beaucoup de boîtes de Buitoni à la tomate étrangement…

*8. Un défaut qui a déjà été relevé lors des entraînements en France.

*9. Il fait tout de même rarement moins de 35° à bord. L'air frais est destiné à l'origine à protéger l'électronique embarquée. De plus, les véhicules roulent souvent trappes arrière ouvertes, les fantassins débarquant très régulièrement.

24.

TOMBOUCTOU SE RÉVEILLE

L'autre raison majeure de l'arrêt des opérations de ratissage à Gao est que Serval ne lève toujours pas le pied dans l'Adrar des Ifoghas où les dernières opérations n'ont pourtant rien donné. Que ce soit vers la frontière algérienne, ou à l'intérieur du Tigharghar, l'ennemi semble s'être évaporé. Ainsi la chasse, qui a largué en février 127 bombes dans l'Adrar, y est-elle muette le mois suivant. Mais l'immense succès de Panthère III a créé trop d'espoirs à Bamako et à Paris. Comme souvent, il est très difficile de déterminer précisément si ce sont les politiques qui exigent des généraux encore plus de résultats, ou ces derniers, au CPCO ou au PCIAT, qui veulent précéder leurs demandes et mettent donc d'eux-mêmes la pression sur leurs subordonnés. Toutefois il est sûr qu'à partir de mi-mars, l'état-major de la brigade Serval à Tessalit se voit demander de continuer l'attrition, et les forces spéciales de retrouver les otages dont les services de renseignement continuent à envisager comme la plus probable l'hypothèse de leur détention dans le Tigharghar.

Panthère VI

Le général Barrera, qui aurait peut-être préféré décréter une pause après Panthère III, ne se voit pas offrir d'autre choix que de poursuivre la fouille systématique des vallées. Mais les lacunes de Serval s'annoncent rédhibitoires. Pour espérer tirer le meilleur parti d'un renseignement annonçant la présence d'un groupe d'ennemis ou d'otages, il faut en effet un maximum de réactivité. Or l'absence d'hélicoptères lourds condamnent les Français à des trajets par la route qui vont non seulement accroître la fatigue, mais qui annihilent par avance tout effet de surprise puisque, comme à Gao, l'ennemi dispose d'indicateurs à Tessalit le tenant informé de tous les mouvements de Serval.

Seulement deux jours après être rentrés de la fouille du « camp des sables » et du « camp des rochers », voilà donc les GTIA3 et 4 qui apprennent à Tessalit qu'ils vont devoir retourner dans l'Adrar pour l'opération Panthère VI, d'une ampleur semblable à Panthère III, mais visant cette fois la vallée de Terz, qui traverse le Tigharghar à mi-hauteur. La motivation cependant est forte car rarement les services de renseignement ont été si encourageants sur la présence possible d'otages. Pour ce qui est de l'ennemi, les prévisions maximales évoquent l'équivalent d'une katiba même si la vallée est beaucoup moins attractive que l'Ametettai en terme de puits, plus propice à la défensive également en raison de son encaissement.

Dans chacun de leur GTIA, les colonels Gougeon et Desmeulles tentent d'obtenir ici les pièces détachées qu'ils réclament depuis des semaines, comme les filtres à air des véhicules, complètement encrassés, là quelques Rangers. Un troisième ravitaillement Septenkéro remplit opportunément les cuves des hélicoptères. Au matin du 15 mars, sur une grande caisse à sable, le général Barrera fait répéter aux chefs de corps ainsi qu'à leurs adjoints opérations l'ensemble de la manœuvre qui rappelle très fort Panthère III. Les blindés du GTIA3 sont censés entrer dans le Terz par l'ouest tandis que les paras du GTIA4 emprunteront au nord un itinéraire à pied repéré par satellite. Ceux qui déboucheront les premiers dans la vallée appuieront les autres dans leur progression. Les

Tchadiens ne sont pas oubliés. À eux encore le bouchon à l'est. Leur mise en place représente en fait l'opération Panthère V : après leur traversée de l'Ametettai, ils font le tour du Tigharghar par le sud en empruntant la vallée d'Asamalmal qui est vide.

Dès le lendemain cependant, Panthère VI est infléchie. L'entrée ouest du Terz, qui n'avait encore été observée que via des photos satellite, se révèle massivement obstruée de rochers. Le passage en est tellement réduit que le danger de pièges est jugé très élevé. Et de fait, un chef de groupe du 2e RIMa détecte à distance un IED. « À force d'être briefés, explique son chef, le capitaine Gregory Z., nous parvenons souvent à repérer les endroits suspects pour la pose de ce genre d'engins. L'Afghanistan a beaucoup servi[1]. »

Comme dans l'Ametettai, le GTIA3 va-t-il pénétrer dans le Terz au pas du sapeur ? Le colonel Gougeon attend le premier compte rendu du GTIA4 où, menant la reconnaissance offensive depuis Tessalit, l'escadron du 1er RIMa aux ordres du capitaine Augustin B. bivouaque le premier soir près du « Garage ». Avec les 2e et 3e compagnies du 2e REP évoluant sur les hauteurs, à lui de trouver un itinéraire vers le sud pour déboucher sur le Terz. Le génie commence par sonder une voie qui, au bout d'une heure, s'avère un cul de sac. Le capitaine B. reçoit l'ordre de se diriger sur une piste repérée plus au nord par les légionnaires. Des pick-up y sont manifestement passés, des caisses de munitions gisent non loin. Devant le risque d'IED, place à nouveau au génie et, pendant une heure et demie, la colonne progresse à tâtons. Mais Panthère VI prend du retard. Les blindés reprennent donc la tête quand, vers 16 h 30, passant dans le coude d'une cuvette sableuse, l'un d'eux est victime d'une explosion : un obus de 155 mm placé au bord de piste a explosé au passage sur un plateau pression. Comme en Afghanistan, un second était prévu, cette fois à l'arrière du char, mais il fait long feu, sauvant sans doute la vie aux trois rescapés qui, grièvement brûlés, sont rapidement extirpés du blindé en flammes. Le plus atteint est le tireur qui souffre d'un « pied de mine » – l'onde de choc a fait exploser l'os du talon. Très vite rapatriés à Tessalit, puis en France, le sergent C., chef d'engin, et les deux marsouins seront pris en charge par l'hôpital militaire de Percy dès le lendemain. Mais le corps du caporal Alexandre Van Dooren, lui, est resté bloqué à l'intérieur ; ses camarades, qui pensent qu'il est mort sur le coup, échouent à le retirer de la carcasse. Il faut que les sapeurs du 17e RGP insistent pour les convaincre de s'éloigner : les munitions menacent d'exploser à tout instant. Ils savent aussi ce que perdre un camarade signifie : la plupart sont issus de la 2e compagnie qui, en 2011, est revenue d'Afghanistan avec deux morts, auxquels il fallut en ajouter deux autres, issus eux des GCP du régiment, dont leur capitaine, Valéry Tholy.

Roulant à quelques dizaines de mètres derrière, le capitaine Augustin B. a tout vu de l'action. Et il s'est retenu de ne pas aller secourir lui-même les blessés car il lui fallait malgré tout continuer à assurer le commandement. Cependant, quand il a vu le sergent passer à hauteur de son véhicule, les deux bras entièrement brûlés, il n'a pu s'empêcher de se porter vers lui alors que la morphine commençait à lui être injectée pour le placer dans un coma artificiel. Comme tout chef ayant donné les ordres qui ont conduit des subordonnés à la mort, il accuse le coup, se demande s'il a bien agi. Le plus dur est de savoir que le pilote, le caporal Van Dooren, est toujours dans la carcasse dont la fumée est visible à des kilomètres. « Nous étions à trois kilomètres derrière, relate le capitaine Benoît C. au 11e RAMa. On a tous marqué le coup[2]. » Van Dooren avait 24 ans. Il a déjà une petite fille, et sa compagne attend leur second enfant qui naîtra en octobre. En fin de journée, la tourelle de son char est projetée à plusieurs dizaines de mètres par l'explosion des munitions.

Ce n'est que le lendemain, 17 mars, que l'équipe NEDEX du 17e RGP, la seule habilitée car le véhicule contient de l'aluminium, peut venir inspecter le blindé et retirer la dépouille. Le commandement décide de ne pas replier l'escadron du 1er RIMa, en dépit du choc qui l'afflige, pour qu'il ait au moins le réconfort d'avoir accompli sa mission jusqu'au bout, et dans les temps. Les marsouins dépassent donc les légionnaires, débordent dans la vallée et offrent une ligne de débouché au GTIA3 qui, abandonnant l'entrée ouest, a fait le tour pour mettre ses pas dans ceux du GTIA4. Le colonel Gougeon a profité du délai pour constituer un train de combat léger, offrant quelques jours d'autonomie à ses troupes, de quoi donc affronter les douze kilomètres du Terz. En revanche, il a perdu un de ses pelotons de chars du RICM : une première machine a cassé un gros engrenage, puis le moteur d'une autre a rendu l'âme. Le sergent-chef Mathieu D. a dû laisser le dernier au capitaine Jean-David P., ainsi que ses trois VBL, et rentrer à Tessalit.

Renforcé d'une section du 2e RIMa, le RICM emprunte la piste sécurisée par le GTIA4. « Nous avions vraiment l'impression de rouler sur la lune, décrit le capitaine P. Pour moi qui avais passé deux ans à la Réunion, ça me rappelait le Piton de la Fournaise[3] ». La vallée étant plus encaissée que l'Ametettai, la progression est plus prudente, mais dès les premiers kilomètres, les lieux se révèlent déserts. La découverte par la 3e compagnie du 2e REP de postes de combat sur les falaises dominant l'entrée ouest, que le GTIA3 devait emprunter, suggère que le Terz aurait dû être défendu. « Les traces étaient très fraîches, témoigne le capitaine Raphaël O. Panthère III avait dû les dissuader de se dresser à nouveau face à nous[4]. » En attestent également des affûts de mitrailleuse qui ont

été démontés des pick-up, mais aussi les dépôts de munitions que les sapeurs découvrent enterrés grâce à leurs poêles à frire et qui font penser que l'ennemi envisageait de revenir plus tard les récupérer. Enfin, les Français trouvent à terre des barbes que les djihadistes ont dû prestement couper afin de se « désilhouetter », comme disent les spécialistes de la clandestinité.

Au final, par rapport à Panthère III, le génie cependant est peu mis à contribution dans l'ensemble. Un atelier de fabrication de vestes pour kamikaze est démantelé, un canon ZSU 23.3 récupéré en trophée, enfin, les hommes de l'adjudant Christophe A. reçoivent la mission de fouiller une parcelle curieusement recouverte de cailloux alors que ce n'est que du sable autour. Ils y découvrent un cadavre, sur lequel est pratiqué un prélèvement ADN. Vu les renseignements initiaux sur leur présence dans le Terz, l'état-major redoute qu'il s'agisse d'un des otages. Le 20 mars en effet, AQMI a annoncé l'exécution de Philippe Verdon, enlevé le 24 novembre, en faisant croire à une représaille pour Serval. En fait, malade, le Français a vraisemblablement été abattu pour les mêmes raisons que Michel Germaneau[*1], parce qu'il ralentissait le groupe, et les services de renseignement ne sont pas aussi formels que la presse sur l'implication directe d'Abdelkrim al-Targui, premier touareg à avoir reçu le commandement d'une katiba au sein d'AQMI.

Les résultats s'avéreront en tout cas négatifs pour le corps exhumé par les sapeurs[*2]. Et Panthère VI se solde par un bilan modeste pour une opération d'une telle envergure. La déception pourrait inciter à ouvrir le feu inconsidérément, mais la valeur d'une armée se mesure aussi à sa retenue. C'est ainsi que, le 21 mars, un renseignement signale à l'est de l'Adrar un véhicule et une moto. Des chasseurs sont envoyés, mais à leur approche, les cibles se cachent sous les arbres et n'en bougent pas en dépit d'un show of force. À Tessalit, le conseiller air du général Barrera, le lieutenant-colonel Rodolphe W., propose d'envoyer les hélicoptères qui, eux, aperçoivent les véhicules, signalent l'absence d'armement et exécutent des tirs de sommation à 200 mètres. Surprise : c'est une famille avec enfants et bagages qui se montre… « La chasse n'aurait de toute façon jamais tiré sans être sûre de son fait, souligne le lieutenant-colonel, mais l'ALAT nous a permis de lever le doute[5]. » Le même jour, à l'entrée est du Terz, les Français font la jonction avec les Tchadiens où le capitaine Benoît C. a la joie de retrouver ses hommes de la batterie du 11e RAMa « barbus, dans un état de fatigue avancé puisqu'ils dormaient par terre depuis quelques semaines, mais très heureux de leur expérience[6]. »

Retour des bérets

L'heure du repos néanmoins n'est toujours pas venue. Le plus nomade de tous, le GTIA3 se doit de basculer vers le sud, en direction du « Jardin », où les forces spéciales s'étaient rendues un mois plus tôt, tandis que les Tchadiens mettent le cap sur le cirque de Tigharghar, magnifique site naturel, également au sud de l'Adrar. La perspective de rencontrer une résistance ne s'est pas totalement dissipée. « Grâce aux photos satellite, relate le capitaine Jean-David P., on a vu des traces de roues dans un secteur où il n'y avait pas de piste recensée. Cela signifiait bien qu'il y avait de la circulation[7]. » De surcroît, un Tchadien y a été tué. Par mesure de précaution, les GCP sont donc déposés à quatre kilomètres, de nuit, par hélicoptères, le 23 mars. Charge à eux de couvrir la distance à pied, et de s'installer ensuite en surveillance. Mais le « Jardin » se révèle tout aussi vide. Quant aux Tchadiens, pour accéder au cirque, ils se devaient d'identifier un passage. Mais ils échouent au nord, au sud et au nord-est. « Nous en avons déduit, commente le colonel Bruno H. au G08, que le cirque ne pouvait être un centre névralgique puisqu'aucun matériel ne pouvait y être acheminé par la route[8]. »

Le temps que le GTIA3 rentre à Tessalit, c'est à Gao que sont enregistrés les meilleurs résultats, preuve que le Mujao ne suit pas la même tactique qu'AQMI et Ansar Dine. Le 23 mars, après Kadji, l'état-major du colonel Denis M. a planifié l'investissement de l'île de Berra. Le manque d'hélicoptères oblige à s'y infiltrer de nuit, en VBCI, le fleuve s'étant asséché par endroits. L'approche est conduite par le nord jusqu'aux 500 derniers mètres où les Gaulois mettent pied à terre. À l'aube, la section de l'adjudant Benjamin B. est la première sur l'île, suivie de trois autres qui ont mission de boucler les lieux. Comme à Kadji, ce sont les forces maliennes qui mènent la fouille et arrêtent neuf individus suspects, dont le fils d'un chef du Mujao qui ne tarde pas à réagir.

Dès le lendemain, des coups de feu éclatent dans Gao même. Le colonel Bert décide de n'envoyer que la section du lieutenant D. car le combat du 21 février a manifestement porté ses fruits. Non seulement les renseignements n'annoncent qu'une demi-douzaine d'individus, mais la population se montre particulièrement coopérative, qui renseigne Maliens et Français sur le passage de maison en maison des djihadistes. La poursuite se

termine dans un terrain vague où les VBCI, qui se sont tus jusqu'alors par peur d'atteindre des troupes maliennes pas toujours disciplinées, entrent en action. Trois djihadistes sont tués par le tir d'un canon de 25 sur le mur au pied duquel ils se terraient. Le fanatisme des survivants est sidérant : face à des blindés, donc sans aucune chance de les atteindre, ils n'hésitent pas à se dresser pour tenter de se faire exploser avec leur ceinture. Deux sont abattus après que les civils venus se mêler aux combats ont consenti à reculer.

Pour Serval, l'action du 24 mars signe l'échec du Mujao à s'implanter dans la ville. « Les Maliens nous ont expliqué, relate le colonel Denis M., que les terroristes avaient emprunté ce jour-là des itinéraires que des connaisseurs du pays auraient évités. De plus, nous avons trouvé sur eux des lampes torche. C'est bien qu'ils voulaient se cacher, qu'ils craignaient donc d'être repérés et dénoncés[9] ! »

À Tessalit, que retrouve le GTIA3 le 25 mars, l'atmosphère est encore plus au relâchement après Panthère VI. « Nous avions tous perdu entre cinq et dix kilos, relate le capitaine Jean-David P. Nous avons eu droit à deux bières[10] ! » Les premières étaient seulement venues au retour de l'Ametettai. Pour nombre de troupes, la fin semble proche. Lui qui a sillonné l'Adrar dans tous les sens depuis un mois, le RICM par exemple devient l'escadron de défense du camp de Tessalit, baptisé « Tessalit 500 ». Une demi-douzaine de pick-up du MNLA contrôlent la zone, avec lesquels les Français vont prendre l'habitude de discuter afin de grappiller un peu de « rens », sans jamais pactiser. Ils apprennent ainsi que tout ancien djihadiste qui souhaite revenir dans le droit chemin n'a qu'à se présenter avec deux Kalachnikovs : il conservera l'une, mais cédera l'autre en guise de repentir…

Le général Barrera décide d'une nouvelle opération, « Tigre », dans la ville même, où des interceptions ont été relevées. Ce sera le chant du cygne pour les parachutistes. Le 26 mars, une compagnie du 2e REP et une autre du 1er RCP convergent vers Tessalit en véhicules par le nord et le sud, la 3e compagnie de légionnaires surgissant en hélicoptère par l'ouest. Signe d'un danger largement atténué, une fois dans la ville, ils délaissent tous le casque pour le béret. Les lieux signalés par le renseignement sont inspectés, en particulier l'école coranique. Aucune arrestation, ni saisie. « Je voulais surtout montrer aux habitants, reconnaît le général Barrera, que nous pouvions aller où nous le voulions[11]. »

Avec la fin de la phase de ratissage à pied, le maintien des parachutistes à Tessalit perd de sa pertinence, eux qui nécessitent chaque fois de rassembler les véhicules et la logistique nécessaires à leur engagement. Début avril, une partie des légionnaires commencera à rallier Abidjan où ils resteront dix jours avant de regagner Calvi.

Le nord Mali cependant est loin de retomber dans la torpeur. Traquant les HVT comme les otages, les forces spéciales enchaînent même les coups hardis. Du 13 au 21 mars, une patrouille motorisée a sillonné le Timetrine, en vain. Quelques jours plus tard, Sabre intercepte un véhicule suspect qui prétend appartenir au MNLA, lequel réfute ; une preuve en tout cas que le mouvement ne contrôle pas toute la zone comme il le prétend.

Depuis le 23 mars, les dragons-parachutistes sont également tapis dans l'Adrar Dourit, sorte d'excroissance du Tigharghar, de quelques km2, à sa frontière sud-est. Ils y restent une semaine à vérifier tous les points d'eau, les principales anfractuosités, mais le relief est si fracturé qu'il leur faudrait des mois pour en venir à bout. Toujours rien. En parallèle, les 26 et 27 mars, un assaut par hélicoptères est organisé au nord-est de Kidal contre un regroupement présumé de djihadistes, dans l'espoir d'y trouver une HVT que les forces spéciales ont échouée à alpaguer lors d'une première tentative. Sur zone, trois véhicules sont bien identifiés. L'un d'entre eux est détruit, mais au prix d'un blessé chez les CPA-10, qui reçoit une balle dans le bas-ventre. Vu le calme avec lequel les individus replient leur tente quand elles arrivent, les forces spéciales ne sont même pas certaines d'avoir uniquement à faire à des djihadistes. La HVT se cache peut-être parmi eux, mais elle ne sera pas neutralisée ce jour-là.

À bout de forces

Les deux premiers mois ont un peu trop donné l'habitude du succès à Paris. Or l'ennemi a lui-même appris. Tels les taliban après la furia américana post 11 septembre, il a fui chez les voisins ou, plus certainement, s'est fondu dans la population. Il faut donc considérablement étoffer les renseignements avant de lancer une nouvelle opération. Si la DGSE s'y attelle depuis Kidal, les forces spéciales engagent la manœuvre – nom de code « Tango » – que la brigade Serval appelait également de ses vœux et dont le but premier n'est pas de « faire de l'attrition », mais d'approfondir la connaissance du terrain, de mailler un réseau de contacts.

Comme d'habitude, les forces spéciales ne font pas les choses à moitié. À partir du 28 mars, les CPA-10 progressent vers Taoudeni par bonds d'hélicoptères grâce au largage de bacs souples, tandis que le détachement Sabre 1 en Mauritanie s'élance d'Atar pour 800 kilomètres de raid empruntant la mythique route des caravanes. Tout le monde est au rendez-vous le jour dit. Taoudeni est inspecté, y compris les fameuses mines de sel : RAS.

La prouesse se situe plus dans le trajet retour. Les CPA-10 estiment en effet que la piste aérienne est impraticable : les avions qui devaient déposer leurs véhicules et un groupe de commandos marine ne peuvent atterrir. En conséquence, le colonel Lucas choisit de faire rallier Gao par Sabre 1, un nouveau périple de 1 000 kilomètres, qui offre l'opportunité de sonder à nouveau le Timetrine, encore un trou noir pour Serval. Le baroud, ravitaillé par les airs, dure une semaine, sans résultat notable. La performance restera essentiellement sportive puisque, au total, Sabre 1 aura couvert un demi Paris-Dakar !

Dans les forces conventionnelles, c'est le GTIA3 qui couvre le plus de kilomètres. Le 27 mars, soit seulement deux jours après son retour du « Jardin », il en a repris pour deux nouvelles semaines d'expédition qui lui font prendre le Tigharghar entre ses bras. À l'ouest, un de ses sous-groupements mène l'opération Panthère VIII consistant à reconnaître la vallée de l'Asamalmal, la plus au sud du massif, puis à nouveau le « Jardin ». « Nous y sommes allés l'esprit un peu plus tranquille, note le capitaine Bruno C. On se disait, après Panthère VI, que l'ennemi avait sans doute fui. Nous avions de moins en moins d'interceptions de Thuraya et de photos aériennes aussi. C'était le signe que l'activité avait sensiblement diminué en face[12]. » De fait, à part la découverte d'une imprimerie le 31 mars et quelques stocks d'armes, Panthère VIII reste bredouille.

Un autre sous-groupement du GTIA3, emmené par le colonel Gougeon lui-même, doit lui contourner le Tigharghar par l'est. C'est l'opération Renard, la dernière en coordination avec les Tchadiens, avec étape à Abeïbara où sont toujours pratiquées des interceptions. Un djihadiste y est capturé, un Togolais plus très sain d'esprit qui dit avoir été abandonné par AQMI. Dans une école, les généraux Barrera et Bikimo, le colonel Gougeon signifient aux élus rassemblés leur détermination à se rendre partout et quand ils le veulent. La population indique des dépôts d'armes, de matériel médical et de munitions. « Nous avions l'impression, note Gougeon, que l'ennemi s'était mis à l'abri et qu'il attendait des jours meilleurs[13]. » Plus rien n'est à noter jusqu'à Kidal où le GTIA3 évite soigneusement une manifestation MNLA en suivant l'itinéraire de délestage rapidement concocté par le lieutenant Tanneguy G. grâce aux photos satellite dont il a bourré son ordinateur. Des tirs sporadiques sont ensuite essuyés à la sortie d'Anefis, peut-être encore l'œuvre de membres du MNLA mal informés.

Les deux sous-groupements se retrouvent à Gao au tout début du mois d'avril et ils sont les mieux placés pour rapporter que le Tigharghar, qui faisait frémir deux mois plus tôt, est désormais vide. Plus de djihadistes, plus d'otages non plus. « Nous passions notre temps, témoigne le colonel Gougeon, à penser à eux, à nous demander s'ils n'étaient pas dans le secteur à côté duquel nous passions. C'était une vraie frustration. » Et même une obsession. Le colonel s'interroge ainsi encore des jours plus tard au sujet d'un chien qu'il a vu sortir d'une maison : dans ces régions, il en est sûr, les animaux ne sont pas acceptés dans les habitations. N'était-ce donc pas un chien de garde, donc une mesure de sécurité, donc l'indice d'une détention d'otages ? Gougeon apprend peu après que les bergers ont bien pour habitude de laisser leur chien entrer chez eux.

Le commandement et les services imaginent que les otages ont été transférés dans le « Mali stérile », cette zone désertique au nord de Tombouctou, à la frontière algérienne, voire en Libye ou au Niger. Si d'autres opérations sont à venir, une relève au moins dans l'Adrar s'annonce nécessaire à court terme. Après les parachutistes, le GTIA3 regagnera la France sous peu, même s'il se voit assigner pour ultime tâche le contrôle de l'aéroport de Gao. Trois mois d'opérations d'une cadence et d'une dureté inédites l'ont épuisé. En six semaines, il n'a jamais passé plus de trois nuits au même endroit, parcourant au total 2 500 kilomètres[*3].

C'est toute la brigade Serval qui est alors frappée par une épidémie de gastroentérite foudroyante. Nombre de soldats, sous-officiers et officiers y succombent à plusieurs reprises avec pour seul remède le riz à l'Immodium et au Smecta. Pourtant, seules les rations sont consommées, mais les mains sont au contact régulier de germes : en les lavant avec l'eau croupie, il n'est pas rare de les voir gonfler ! Le général Barrera lui-même est touché. Un jour, le fidèle major Éric M. qui assure sa protection rapprochée note également qu'il a préféré enfiler ses baskets : « il ne nous a pas dit, témoigne le sous-officier, qu'il souffrait d'une tendinite, mais nous avons remarqué qu'il boitait[14] ! » Dès lors, il ne cessera de lui rappeler de prendre ses médicaments. Il faut dire que lui-même a subi deux gastros et une infection urinaire qui lui a fait redouter le pire, une évacuation. Seul remède préventif : boire, sans en avoir envie, en particulier juste avant le coucher car la transpiration nocturne est peut-être la plus traître.

Pendant qu'à Tombouctou…

C'est au moment où tout se calmait dans le grand Gao et l'Adrar des Ifoghas qu'un autre front, presque oublié, s'est réveillé. Depuis qu'ils ont relevé le GTIA1 du colonel Gèze, les cent cinquante marsouins du capitaine Aurélien W. assurent seuls le contrôle de Tombouctou, 55 000 habitants. Même durant Panthère III, que ce fussent les généraux de Saint-Quentin et Barrera ou le colonel Bert, patron du GTIA2 dont ils dépendent, aucun n'a jamais oublié les 300 kilomètres les séparant de Gao et le double de Bamako qui font d'eux des proies rêvées pour une attaque en règle. « J'ai eu longtemps la crainte, admet le Comanfor, qu'un gros coup survienne à Tombouctou. Il fallait absolument que les Burkinabés qui devaient nous y relever récupèrent une situation saine[15]. »

Par précaution, les marsouins ont acheté à Bamako avant leur départ tout ce qui pourrait venir à manquer sur place : du gros équipement comme des groupes électrogènes, des plaques PSP pour le désensablement, mais aussi des produits de la vie courante comme du dentifrice. Leur mission n'est pas de « protéger » l'aéroport, mais de le « défendre », ce qui trahit combien la région peut encore être estimée instable. Pas question en conséquence de se lancer dans des opérations au trop long cours, d'autant que l'escadron doit forcément laisser au moins un de ses pelotons à la garde de l'aéroport. La première, le 7 mars, a visé, à une centaine de kilomètres à l'est, la ville de Gourma Rharous, dans une zone encore vierge de toute intrusion française et très utilisée par les marchands de toutes sortes. Même s'il était certain du passage de djihadistes, l'escadron n'a rien pu tirer d'une population peu encline à collaborer soit par complicité, car elle est arabe ou touareg, soit par peur des représailles. Dans chacun de ces déplacements, il est accompagné de soldats maliens et il veille à la régularité de leurs arrestations. De même dans Tombouctou où, au gré de patrouilles communes, des Burkinabés, mais aussi des Nigérians sont interpellés, qui, manifestement, préparaient un mauvais coup. En dépit de ces précautions, France 24 évoque le kidnapping des dernières familles arabes de la ville par des individus vêtus d'uniformes maliens[16]. L'ONU vient enquêter, Serval ne parvient pas à confirmer ou non.

De manière générale, à l'instar du général de Saint-Quentin, le capitaine W. maintient la pression sur son homologue malien, un commandant, qui s'avère très conscient de sa tâche, n'hésitant pas à renvoyer dans la capitale les fauteurs de troubles : sa sévérité lui attire même des inimitiés qui menacent de virer mutinerie. « Il assoira définitivement sa légitimité lors de l'épreuve du feu », note le capitaine.

Pour affiner sa connaissance de la ville, indispensable afin d'anticiper les mauvais coups, le 1er RIMa bénéficie d'un renfort de la batterie de renseignement du 68e RAA, également à l'œuvre à Gao, mais aussi de l'officier que la DGSE a dépêché mi-février. Échange de bons procédés : par son contrôle de la ville, Serval permet au service de reconstituer un réseau de sources fortement mis à mal ces derniers mois ; l'agent, de son côté, enrichit la vision des armées françaises, particulièrement en ce qui concerne le tissu sociologique de Tombouctou, démolissant au passage quelques poncifs comme la répartition entre « gentils » Bambaras et « méchants » Touaregs[*4].

C'est ainsi que, à partir de mi-mars, des renseignements préviennent le capitaine W. des agissements d'individus se renseignant sur les positions françaises, ainsi que d'écoutes de chefs évoquant la préparation d'un coup d'ampleur. Le soir du 20 mars, à 22 heures 19 précises – « ce genre d'horaires, note l'officier, on s'en souvient de manière impérissable » – une énorme explosion retentit sur la route du sud, non loin de l'aéroport : un kamikaze a actionné 80 kilos d'explosif dans le pick-up qu'il a lancé contre le check point malien. Deux hommes sont tués sur le coup, d'autres sont blessés, et ce n'est que le signal de départ d'une vaste opération. Pendant qu'une trentaine de djihadistes surgissent de l'est et traversent le canal à sec que Kadhafi avait fait construire en l'honneur de sa mère native de Tombouctou, des tirs à l'arme lourde sont opérés contre un deuxième check point, installé lui sur la bretelle menant à l'aéroport : le danger se rapproche. Et la malchance y est pour beaucoup, qui a empêché un informateur de prévenir à temps les Français d'une attaque imminente : sans réseau téléphonique là où il se trouvait, il a dû parcourir quelques kilomètres. « Et au lieu d'être prévenu quinze minutes plus tôt, décrit le capitaine W., nous nous sommes vu confirmer l'assaut cinq minutes après son déclenchement ! »

À 22 h 45, au tour des marsouins d'encaisser l'assaut ennemi. Heureusement, ils ont avancé dans leurs travaux de valorisation de la défense de l'aéroport. Ils peuvent donc répliquer à hauteur, les véhicules s'enterrant dans les trous creusés avec une pelleteuse remise en état. Plus regrettable : en raison de la priorité logiquement attribuée à l'Adrar, les marsouins ne sont pas tous dotés de JVN qui seraient un atout de choix en pareilles circonstances. Ainsi les djihadistes leur tiennent-ils la dragée haute au cours d'échanges violents. À l'état-major de Serval, personne ne doute de la capacité de l'escadron du 1er RIMa de conserver l'aéroport, mais quel en sera le prix ? L'ennemi de fait se montre parfaitement organisé. Les soldats maliens qui tentent, depuis Tombouctou, de venir prêter main forte aux Français sont arrêtés net par des groupes disposés en couverture comme dans une armée classique. Le capitaine W. préfère de toute façon leur demander de se replier afin d'éviter les tirs fratricides.

À 1 heure du matin, les Mirage surgissent en renfort. L'imbrication les empêchant d'intervenir, ils se limitent à un show of force qui semble avoir de l'effet puisque le feu diminue sensiblement. Les djihadistes refranchissent même le canal, toutefois les Français comprennent qu'en réalité ils évacuent leurs morts et leurs blessés. À 3 heures, l'action reprend de plus belle, mais le 1er RIMa tient ses lignes. Lorsque le jour se lève, il voit des individus courir en sa direction : des kamikazes qui, à 20 mètres, tentent d'actionner leur ceinture d'explosifs, sans succès. « Ils progressaient toujours par deux, décrit le capitaine W. L'un portait la kalachnikov, l'autre la bombe. Ils étaient bourrés de munitions, mais n'avaient aucun papier sur eux, aucun téléphone portable, rien qui permette de les identifier ou de les localiser. » Leur fanatisme se voit encore dans le comportement de cet ultime combattant qui, prenant la fuite en mobylette, balance des rafales d'AK-47 alors qu'il est à plusieurs centaines de mètres.

Au final, les Français ne retrouveront que cinq cadavres, dont deux suicide bombers, mais ils estimeront en avoir tué six autres. Parmi eux, très certainement un chef car, à un moment de la nuit, les feux ont subitement été beaucoup moins bien coordonnés. L'information sera confirmée quelque temps plus tard, via la DGSE qui aura vérifié les photos des dépouilles. Côté français, miracle : aucun blessé. Le médecin du 1er RIMa peut donc se consacrer entièrement aux blessés maliens. De gros dégâts matériels en revanche, plusieurs véhicules ayant été polycriblés. Preuve supplémentaire que les assaillants étaient aguerris, ils ont visé à hauteur de buste. Leur mode opératoire est soigneusement analysé : d'abord un pick-up kamikaze, ensuite le commando qui tient le feu, manœuvre, enfin des suicide bombers pour clore en quelque sorte en apothéose. Il sera exactement reproduit en mai au Niger lors de l'attaque de l'école des officiers d'Agadez. « Le but, analyse le capitaine W., n'était pas de conquérir, mais de tuer un maximum de Français. » Un renfort du génie étudie pour sa part avec soin la composition des ceintures qui s'avère plus élaborée qu'à Gao : des billes ont été ajoutées, et surtout la présence d'un détonateur électrique en sus du système manuel de déclenchement. Le groupe a donc une organisation derrière lui et une expertise. Il s'avérera qu'il appartenait à AQMI même si c'est le Mujao qui revendique l'action le lendemain, sans doute parce que le commando est parti de sa région fief de Gao, plus précisément de Bamba (à l'ouest de Bourem).

La chasse au gouverneur

Le 1er RIMa s'attend à un ressac car l'effectif initial avait été estimé à une centaine d'individus. Dans les jours suivants, la brigade lui envoie en renfort deux sections du colonel Bert, issues des 92e et 126e RI. Et le 30 mars, cette fois à 22 h 39, un véhicule kamikaze fonce sur le check point situé à l'entrée ouest de Tombouctou. Les soldats maliens ouvrant le feu, il se fait exploser, sans causer de pertes autres que la sienne. Mais comme dix jours plus tôt, des groupes suivent et s'infiltrent dans les ruelles étroites. Vers 1 heure du matin, le commandant des forces maliennes appelle le capitaine W. : la caserne centrale subit des tirs à l'arme lourde. À l'aube, les djihadistes sont parvenus à se retrancher à l'intérieur du bâtiment tandis que leurs camarades ont lancé une chasse au gouverneur qui vient à peine de reprendre ses fonctions. Leur objectif ne trompe pas : il s'agit de saper le retour des autorités légales dans le nord.

Même s'ils ne sont pas directement visés, les Français ne peuvent rester l'arme au pied. Le capitaine W. reçoit mission du colonel Bert de fixer le groupe dans la caserne et de mettre le notable en sécurité. Un peloton et demi, une section d'infanterie, qui récupère pour l'occasion les VAB du génie, ainsi qu'un renfort de sapeurs, cinglent vers Tombouctou où le capitaine prend contact avec le commandant malien. Déloger les djihadistes s'annonce compliqué car la caserne est cernée par un mur d'enceinte. Les Français appuient leurs homologues maliens de très près. La résistance faiblit, mais ne désarme pas encore.

Pendant ce temps, la section du 92e RI, guidée par une patrouille de l'escadron, part secourir le gouverneur qui, protégé par une escorte militaire, a pris ses quartiers dans un hôtel. En route, elle croise une manifestation populaire contre les islamistes et y repère trois individus patibulaires : des djihadistes qui dégainent au dernier moment leur kalachnikov et en font usage à courte distance avant que l'un d'eux ne se précipite vers les Français pour se faire exploser. Le chef du véhicule parvient à l'abattre suffisamment tôt pour que l'individu, même s'il parvient à actionner sa bombe, ne cause de plus amples dégâts. Couvert par le dernier membre du groupe, un second kamikaze tente sa chance, sans plus de succès, mais un soldat français prend une balle dans le bras au cours de l'échange. Le gouverneur est récupéré et exfiltré sans difficulté jusqu'à l'aéroport le temps que la situation se calme. Cet ancien officier se montre très conscient de sa tâche qu'il tient à assumer coûte que coûte, le colonel

Denis M. sachant trouver les bons mots depuis Gao pour lui faire comprendre que « s'il partait, il transformait notre victoire tactique en défaite politique[17]. »

Le capitaine W. décide de rompre le contact. Le seul hélicoptère dont il dispose doit en effet évacuer le blessé. Ce n'est donc qu'une heure et demie plus tard, quand le GAM réapparaît dans les airs, que la colonne retourne dans la ville où les troupes maliennes montrent des signes de fatigue poussée. Après vingt-quatre heures d'affrontement, il est temps pour une partie d'entre elles de se replier, ce qui vaut à leur commandant une grosse frayeur : un djihadiste jaillit de la caserne pour courir après lui, sanglé d'explosifs ; il est abattu avant de les déclencher.

Au bout de quelques heures supplémentaires, le feu cesse enfin. Les Maliens, toujours appuyés de très près par les Français, réinvestissent la caserne où ils trouvent six cadavres djihadistes, mêlant noirs et touaregs. Les commandos étaient destinés à mourir ; ils ne portent donc pas de papiers d'identité et comme l'opération ne sera jamais revendiquée, il est impossible de déterminer la mouvance à laquelle ils appartenaient : Mujao ? AQMI ? Ansar al-Charia qui recrute parmi les Berabiches ? Une certitude : ils ont incontestablement bénéficié de complicités parmi la population pour se frayer un chemin jusqu'à la caserne dans ce dédale de rues sinon inextricable pour des inconnus.

Le danger d'attentats serait-il donc supérieur à Tombouctou qu'à Gao ? L'armée malienne en tout cas a fait montre de ténacité, voire de cruauté comme le laisse entendre MSF dont la responsable de la mission Mali, Johanne Sekkenes, se trouvait dans la ville pendant les affrontements. Une première pour elle depuis son affectation à Bamako en 2012. Par communiqué, l'ONG, qui a pris en charge onze civils et dix soldats maliens dans l'hôpital qu'elle soutient de longue date, regrette que, « d'après des informations [qu'elle] n'est pas en mesure de recouper, d'autres victimes auraient succombé à leurs blessures en raison de l'impossibilité due aux combats d'accéder aux structures de santé[18] ». Pour être absente des autres villes où se sont déroulés pareils affrontements, MSF ne saurait toutefois statuer formellement sur des exactions ou sur le refus des assaillants d'être pris vivants.

Évitant le syndrome de l'assiégé, l'escadron du 1er RIMa mène une deuxième opération hors de Tombouctou. Nom de code : Arouane, un village à 150 kilomètres au nord. Contrairement à la précédente, Serval envoie préalablement du renfort, la 2e compagnie du 2e REP qui quitte à son tour Tessalit et tiendra l'aéroport aux côtés du seul peloton laissé sur place par le capitaine W. Une cinquantaine de véhicules s'élancent le 2 avril avec l'objectif de reconnaître enfin les plots de logistique ennemis identifiés depuis des semaines par les renseignements, mais trop loin de Tombouctou pour s'y aventurer sans précaution. En cinq jours de baroud, aucun djihadiste n'est arrêté, en revanche le contact est rétabli avec les touaregs et les Arabes qui avaient fui la cité à l'arrivée du convoi du colonel Gèze. Rassurés par le capitaine W. sur les intentions françaises et maliennes, ils reviendront à Tombouctou en juin.

---

*1. Le passeport de celui-ci a d'ailleurs également été retrouvé dans l'Adrar.

*2. La dépouille de Philippe Verdon sera retrouvée le 7 juillet dans la région de Tessalit.

*3. Un nombre record d'opérations également (6) qui lui ont fait tirer 140 obus de 105 mm, 120 de 155 mm, des centaines de mortiers, du Milan… Et pour butin : 80 tonnes de munitions saisies ou détruites, des centaines d'armes de tous calibres récupérées. Le GTIA3 aurait tué 30 à 60 djihadistes.

*4. Pour preuve, la police islamiste était composée de Noirs.

25.

ENSEMBLE POUR NE PAS ÊTRE SEUL

Maintenant que les combats se sont partout calmés, le prochain défi attendant le pays est la réconciliation de toutes ses populations. La prolongation par les armées françaises de la ligne de démarcation de fait que constitue le fleuve Niger est de plus en plus mal acceptée au sud. Au début du mois de mars, Bamako a ainsi été contraint de rappeler le colonel Ag Gamou qui, s'étant déjà distingué à Ménaka, n'avait de cesse d'annoncer la marche prochaine sur Kidal de ses centaines d'Imghads. Les habitants du Sud tempêtent aussi contre l'afflux d'ONG qui répondent aux appels d'une ONU jamais autant préoccupée par le sort des ethnies du Nord. « Nous avons commencé à entendre, témoigne Johanne Sekkenes à MSF, des réflexions sur l'indifférence à ce qui se passait dans le sud où les problèmes sont plus nombreux pour la simple raison que la population y est beaucoup plus dense[1] ! » La jeune chef de mission témoigne de tensions, des deux côtés du fleuve Niger, comme jamais elle n'avait pu en ressentir dans ses précédents postes dans la zone, y compris au Niger voisin. « Les Touaregs gardent profondément en eux le souvenir de 1991, relate-t-elle. En 2012 et 2013, ils ont fui les villes en masse – 400 000 à Bamako ! Ils ne veulent plus revivre ça ! »

Chamboule-tout au Quai

Dans leur ensemble, les armées françaises estiment prématuré le retour de l'armée malienne dans le nord. Même si elles y veillent très attentivement, elles ne peuvent pas ne pas prendre en considération les rumeurs d'exactions militaires dans le « no man's land » qui s'est créé entre le Nord qu'elles contrôlent et le Sud sous la gouverne des autorités maliennes. Le 22 avril, Human Rights Watch y évoque « une vingtaine d'exécutions extrajudiciaires et à peu près le même nombre de disparus (pour ne parler que de celles qui sont confirmées), une trentaine d'arrestations arbitraires, plusieurs cas avérés d'actes de torture et de mauvais traitements par des militaires sur des prisonniers[2] ».

L'association reconnaît elle-même que le nombre reste mesuré, et que les autorités font montre de bonne volonté puisque, pour la première fois de son histoire, le tribunal militaire malien va se réunir pour juger le capitaine et les cinq soldats accusés d'enlèvement à Tombouctou. Autant d'arguments qui soutiennent l'avis des diplomates français, eux majoritairement favorables au retour des institutions dans le Nord. « J'ai toujours été en profond désaccord avec le choix qui a été fait de différencier Kidal de Gao et Tombouctou, souligne l'ambassadeur Christian Rouyer. Les Maliens ne le comprenaient pas. C'était le meilleur moyen de perdre le bénéfice du 2 février[*1]. J'ai évoqué très tôt le risque de manifestations antifrançaises à Bamako[3]… » Mais au lendemain de la bataille du Tigharghar, les généraux conservent encore la main, ce qui contribue à alimenter le malaise au Quai d'Orsay où, depuis le 11 janvier, Laurent Fabius et son cabinet ont dû se faire à l'idée de laisser le devant de la scène à leurs homologues de la Défense. Le paroxysme semble être atteint en mars : l'envoyé spécial au Sahel Jean Félix-Paganon, puis le sous-directeur Afrique occidentale Laurent Bigot, enfin l'ambassadeur Rouyer sont démis de leurs fonctions. En y ajoutant Elisabeth Barbier, remplacée en octobre à la tête de la direction Afrique, c'est donc tout l'organigramme en charge du Mali qui est évincé. Du jamais vu, surtout pendant une guerre !

Certes, les fortunes sont diverses : Barbier et Félix-Paganon ont reçu une nouvelle affectation, Rouyer a décliné pour raison de santé celle qui lui était présentée, Bigot a été purement et simplement congédié. Mais il n'en demeure pas moins que l'incrédulité l'emporte : pourquoi la France donne-t-elle l'impression de sanctionner les principaux acteurs d'une réussite qui lui vaut des éloges internationaux ?

La première tentation est d'écarter les désaccords de fond pour ne retenir que des questions personnelles : Laurent Fabius ne supporterait plus d'être éclipsé par Jean-Yves Le Drian ; il chercherait donc à ramener sur lui la lumière. Le cas qui en étaie le plus l'hypothèse est celui de Jean Félix-Paganon, qui a incarné la politique française dans la région depuis juin 2012, avec, de surcroît, parmi les plus longs états de service au Quai d'Orsay puisque, à soixante et un ans, avant de se voir confier la mission Sahel, il avait occupé trois postes d'ambassadeur et deux de directeur à Paris. Même pour son remplacement cependant, la désignation du ministre pour seul responsable doit être tempérée par le fait qu'aucun des hauts fonctionnaires ne s'est vu notifier les raisons de son éviction[*2] ; il est vrai que la plupart n'avaient pas non plus eu l'honneur d'être reçus pendant l'exercice de leur mission…

Une fois écartés les problèmes de caractères ou d'ego, inhérents à toute activité humaine, il faut noter le timing du coup de balai, juste après la reconquête de l'ensemble du territoire malien, ce qui semble permettre de dégager une logique à deux temps. Tout d'abord, la volonté de changer d'équipe à l'aube d'une nouvelle étape. Cette motivation peut être constructive : Jean Félix-Paganon a porté la question sahélienne, contribué à en faire comprendre l'urgence ; il n'est pas incompréhensible qu'un autre se voit confier sa consolidation dans le temps. Preuve de l'absence de divergence profonde, le diplomate se voit offert une quatrième ambassade, Dakar, à la position stratégique pour la politique africaine. La motivation peut également être négative : c'est le cas cette fois de Laurent Bigot qui paie son désaccord non pas, comme il a été suggéré, sur les relations franco-maliennes d'avant Serval[*3], mais sur le refus de la France de s'impliquer plus dans la résolution du conflit en gestation, elle qui prenait soin de toujours mettre l'Union africaine en avant. C'est ainsi que « l'entourage du ministre », dixit *Le Figaro*, invoquera une « déloyauté »[4] : elle ne semblerait pas inimaginable de la part d'un si fin connaisseur de l'Afrique de l'Ouest – unanimement reconnu comme le meilleur au Quai – qui, n'ayant pas non plus toujours la réserve usuelle des diplomates, aurait pu être tenté de faire progresser sa vision par des voies moins classiques. Mais lui s'en défend.

L'équipe renouvelée, le ministre des Affaires étrangères et le cabinet sont susceptibles d'avoir voulu reprendre la main sur le dossier. Cette fois, le cas de l'ambassadeur à Bamako l'illustre le mieux. Laurent Fabius se distingue en effet à chaque crise majeure par l'éviction du représentant de la France[*4]. Or Christian Rouyer avait de surcroît cumulé les reproches. D'abord, il avait été nommé par Nicolas Sarkozy. Le cabinet ne le reconnaîtra jamais, mais il réfléchissait depuis la fin du printemps à placer un fonctionnaire à lui à Bamako vu la décision de la nouvelle équipe élyséenne de faire du Mali un dossier phare. « Ils ont fini par littéralement ignorer Christian Rouyer, témoigne une source proche du dossier, par exemple en ne répondant plus aux questions qu'un ambassadeur indique traditionnellement en fin de ses télégrammes diplomatiques[5]. » Ensuite, le diplomate est desservi par sa correspondance ; il paie ici sa grande générosité qui lui a fait s'obstiner à conserver des collaborateurs peut-être pas tout à fait au niveau, en dépit des conseils amicaux donnés par une partie de sa hiérarchie.

Enfin, et surtout, preuve qu'il s'agit bien d'une question de posture du gouvernement français, Christian Rouyer est jugé insuffisamment « guerrier ». Le premier point de friction en la matière a été la fermeture du lycée à Bamako, fort de mille élèves, dont une moitié de Français. L'ambassadeur a jugé en homme du terrain : selon lui, il n'y avait pas de risque majeur d'attentat contre les ressortissants français, donc aucune raison de prolonger la fermeture décidée le 14 janvier au plus chaud de la crise. « Paris n'aimait pas un ambassadeur gardant son sang-froid, plaide-t-il. J'ai indiqué que la communauté française risquait peut-être des attentats, mais la cible d'AQMI, ce n'était pas nous, c'était le gouvernement malien. Donc j'ai refusé l'évacuation des Français ainsi que la fermeture du lycée, tout en prenant les mesures de précaution adéquates, en particulier en demandant à nos compatriotes de faire preuve de vigilance, de ne pas se trouver dans les mauvais coups[6]. »

Comme la communauté française lui en sait gré – le directeur de l'établissement salue à la réouverture, au premier chef, le « soutien de l'ambassadeur »[7] – Christian Rouyer pensait avoir « fait son travail », mais sans mesurer combien il était hors sujet pour Paris. Lui s'est en quelque sorte adressé aux djihadistes, en leur montrant que la terreur qu'ils veulent instiller n'a pas de prise, quand Paris aurait voulu qu'il prenne l'opinion publique française, et internationale, en considération : « L'ambassadeur, rapporte un diplomate, n'a pas compris l'affichage politique très important de la fermeture du lycée à Paris : Laurent Fabius, accusé dans le sang contaminé, ne pouvait pas être taxé de laisser courir aux enfants le moindre risque au démarrage de Serval[8]. » C'est ainsi que, au Quai, le rapport rendu par le GIGN, arrivé dès le 13 janvier à Bamako, a été lu différemment que par l'ambassadeur : s'il a souligné que, grâce à des mesures de sécurisation sur les grands axes achevées début mars, les risques d'un attentat à la voiture piégée pouvaient être fortement diminués, l'accès à pied d'un suicide bomber

par exemple, ou d'un commando armé, resterait toujours possible… La fermeture de l'établissement scolaire français est un des marqueurs de l'intensité d'une crise : ne pas y procéder semble la diminuer[*5], ce que Paris, toujours en mal de soutiens internationaux, ne pouvait tolérer.

L'ambassadeur se voit ensuite reprocher de ne pas avoir fait progresser la question de la protection rapprochée du président malien. L'Élysée veut absolument qu'elle soit confiée au GIGN. Ce serait de fait une preuve très concrète de l'extrême vigilance qu'il accorde à la sécurité de Dioncounda Traoré et, par-delà, au processus politique en cours qui repose pour très large part sur les épaules de celui-ci. Malgré les demandes réitérées dont il a fait l'objet, Christian Rouyer n'a pas semblé à Paris assez s'investir. La dernière pierre dans son jardin est du même acabit : les autorités maliennes ont tardé à signer le SOFA[*6], cet accord donnant un cadre légal à la présence de troupes étrangères[*7]. « Paris pensait que cela passerait comme une lettre à la poste puisque le Mali nous devait tout, explique Christian Rouyer. Or les Maliens ont pris deux à trois semaines[9] ! » De fait, trois points contrarient Bamako, et en tout premier lieu celui sur la peine de mort, toujours en vigueur au Mali. Le gouvernement français ne voulait rien de moins qu'une sorte d'abolition de la loi, mesure évidemment impossible à arrêter en si peu de temps. L'ambassadeur suggéra plutôt un engagement à ne plus exécuter ce genre de peine, comme du reste les Maliens le pratiquaient depuis 1984. Il n'a compris qu'*a posteriori* la raison de l'empressement de sa hiérarchie : la rétrocession de Serval aux autorités maliennes du premier djihadiste français arrêté dans l'Adrar, Djamel Ben Hamdi. « Leur appréhension était infondée, regrette Christian Rouyer. Si j'avais su pour Ben Hamdi, je serais allé voir Dioncounda Traoré et j'aurais réglé facilement l'affaire. » Le SOFA a finalement été signé le 8 mars, mais après pression de Jean-Yves Le Drian, ulcéré par l'atermoiement malien alors que des soldats français étaient engagés au feu. « Ça suffisait comme ça quand même[10] ! », témoigne un haut gradé français.

L'offensive du repli

Le remplacement de tous les responsables du dossier malien modifie-t-il le positionnement du Quai ? Les dernières raisons du départ de Christian Rouyer – sans compter son désaccord sur Kidal – laissent à penser que la hiérarchie militaire n'y était pas défavorable non plus. Ce qui serait injuste pour celui qui est vanté par tous les officiers supérieurs passés par Bamako, surtout au démarrage de Serval, pour son accueil et son soutien. La satisfaction des généraux toutefois face au nom de son remplaçant ne trompe pas : Gilles Huberson a pour lui non seulement de suivre le dossier depuis des mois, mais d'être saint-cyrien, camarade de promotion et ami du général de Saint-Quentin, et mieux encore, bien loin d'avoir frayé avec la DGSE comme la rumeur l'a tout de suite affirmé, il est ancien officier de gendarmerie, ce qui est interprété dans le monde militaire comme un gage d'obéissance sans faille et d'une ligne de conduite aussi claire que celle d'un ancien des services pourrait être tortueuse.

Mais que ce soit avec Christian Rouyer ou avec Gilles Huberson, il est difficile pour le Quai d'Orsay de se mettre en avant au Mali avec la doxa élyséenne du retrait systématique de la France des affaires africaines[*8]. Les diplomates pourraient ainsi se faire les instruments de la réconciliation Nord-Sud, par le dialogue ou la contrainte ainsi que le proposait Jean Félix-Paganon avec un « Groupe de travail international », une sorte de tutelle, comme il y en eut en Côte d'Ivoire. D'autant que Paris sait se montrer ferme, directif et intrusif quand il le souhaite. « Nous voulons des élections en juillet au Mali, a déclaré François Hollande, et nous serons intraitables[11]. » Laurent Fabius vient le redire à Bamako début avril : « C'est un pari, c'est un engagement de notre président d'en finir au 31 juillet ». Or le calendrier électoral n'est-il pas une affaire *stricto sensu* « malienne » ? En parallèle, la France continue à aligner les prévisions de retrait de troupes, qui se contredisent parfois, le président de la République annonçant le 28 mars qu'« au mois de juillet, il n'y aura plus, sans doute, que 2 000 soldats au Mali »[12], un millier à la fin de l'année, avant de relativiser le 19 avril : « le retrait de la France sera progressif et sera fonction de la situation car nous voulons nous assurer que le terrorisme ne reviendra pas au Mali ».

La « mission Mali Sahel », mise sur pied par le Quai, une task force à l'Américaine avec des représentants de chaque direction, semble condamnée à la portion congrue. En ne plaçant Serval que sous les auspices du contre-terrorisme, la préoccupation majeure de la France demeure d'éviter de transformer une armée de combat en armée d'occupation, une ambition plus militaire que diplomatique, en apparence. Certes, la France a au moins réussi à retarder l'apparition d'un Afghanistan en terre africaine, et elle veut désormais échapper au scénario de l'enlisement. Mais tant que la question du Nord subsistera, les djihadistes l'utiliseront en cheval de Troie pour maintenir leur influence au Mali, condamnant à son tour Serval à y prolonger sa présence. Le rôle des diplomates pourrait donc être d'impliquer la France au-delà de l'organisation d'élections qui sont une condition nécessaire du

rétablissement du pays, mais certainement pas suffisante vu le déséquilibre ethnique : l'assemblée nationale se contentera de rappeler par sa composition que 90 % des électeurs habitent au Sud. Prôner des élections dans un pays aux forts clivages ethniques est une prise de risque : l'ethnie majoritaire prend automatiquement le pouvoir, mais cela ne règle en rien la discorde avec les minorités. Il faut en plus un personnel politique apte à dépasser les clivages, suffisamment sage pour ne pas entretenir les différends qui sont aussi pour lui l'assurance d'une réélection. Paris se réjouit ainsi de la commission « dialogue et réconciliation », instituée début mars à Bamako, même si les équivalents dans d'autres pays en proie à des guerres civiles ont connu des fortunes diverses.

Mais plutôt qu'une nouvelle phase où le Quai d'Orsay prendrait des initiatives, l'impression domine que les derniers coups de feu tirés par l'armée française ont refermé une parenthèse ouverte le 11 janvier. Pendant près de trois mois, la France, au pied du mur, a été contrainte d'assumer le premier rôle. Elle aspire désormais à se replier sur sa posture en retrait du second semestre 2012, ainsi que le symbolise parfaitement le vote à l'ONU d'une nouvelle résolution. Comme à chaque conflit majeur, Paris n'ambitionne plus désormais que de passer le témoin aux casques bleus.

Le 27 mars, Ban Ki-Moon envisage bien l'envoi de 11 200 hommes, avec le maintien d'une force militaire française désignée par le terme de « force parallèle ». Mais son rapport préconise la réunion de conditions « politiques et de sécurité » telles qu'à vrai dire le déploiement paraît assez illusoire à court ou moyen terme : « Même quand l'intégrité territoriale du Mali aura été pleinement restaurée, explique-t-il, de nombreux risques subsisteront », comme « les attaques terroristes, la prolifération des armes, le trafic de drogue et d'autres activités criminelles »[13]. Le Sud-Coréen pencherait donc plutôt pour la simple création d'une mission politique ; les troupes africaines déjà en place assureraient seules la sécurité, les Français apparaissant cette fois sous la forme d'« efforts militaires bilatéraux ».

La requête de la France est parasitée par sa position sur la Syrie où elle plaide en faveur d'un armement de la rébellion. Au conseil des ministres des Affaires étrangères européens, le Luxembourgeois lance à Laurent Fabius : « Vous voulez aider les djihadistes en Syrie alors que vous les combattez au Mali[14] ? » Le 25 avril toutefois, la résolution 2100 entérine le déploiement de 12 600 casques bleus (dont 1 400 policiers), sous le chapitre VII qui légitime l'usage de la force, à partir du 1er juillet, pour un an. Contre toute attente, le commandement de la MINUSMA[*9] est confié à un Rwandais, Jean Bosco Kazura, alors qu'il semblait promis aux Tchadiens, si en pointe depuis le début. Quant aux troupes, il reste donc à trouver plus de six mille hommes en complément de la MISMA et des secteurs de Déby déjà en lice. Dans tous les pays où elle intervient, la composition de la force de maintien de la paix est une gageure pour l'ONU, mais la partie s'annonce particulièrement compliquée au Mali tant que la situation n'aura pas été clarifiée au nord, sur le plan sécuritaire, et au sud, au sujet de la légitimité du gouvernement.

Le PRED

Parallèlement aux démarches à New York, et conformément à son ambition de ne pas séquencer la résolution de la crise malienne, Paris s'active pour organiser la conférence internationale de donateurs. Son ambassadeur en charge des questions économiques de reconstruction et de développement, Pierre Duquesne, s'est mis à la tâche avant même l'investissement du Tigharghar, le 12 février, après la réunion à Dublin des ministres européens du développement. Deux mois et demi lui semblaient un délai minimal vu l'ampleur de la tâche, mais aussi maximal car la conférence coprésidée par la France et l'Union européenne doit se tenir suffisamment à distance des élections maliennes prévues en juillet.

Au vu des agendas du président de la République et du président de la commission, Manuel Barroso, la date finalement retenue est le 15 mai : « c'était très juste ! » reconnaît Pierre Duquesne, même si pour Haïti il avait bénéficié de moins de délai encore. Toutefois, le Mali offre des fondations relativement solides pour l'édifice à monter : les autorités n'ont pas été balayées par une catastrophe naturelle ou une guerre civile ; elles sont en place, et même sur une bonne dynamique vu les succès français. « Elles faisaient montre d'une très bonne volonté[15] », souligne l'ambassadeur, lui qui connaît bien le pays pour avoir été six ans durant administrateur français au sein des institutions de Bretton Woods, ce qui conduit toujours à accorder une attention toute particulière au sort de l'Afrique francophone. Pour que les donateurs ouvrent leurs bourses, il sait néanmoins par expérience qu'il ne faut pas seulement leur vendre de la charité, mais bien faire passer le message que le Mali a

pris conscience de tous ses maux et qu'il est prêt à se réformer. Il fait donc le tour des ministres à Bamako et leur demande de coucher sur quatre pages leurs idées fortes pour l'avenir du pays. L'effort de réflexion est toujours fructueux dans une période de grand mouvement. L'ensemble des copies est ensuite adressé au ministre de la Réforme de l'État[*10], Mamadou Namory Traoré, qui en effectue la synthèse et se rapproche ensuite de la présidence de la république et du cabinet du Premier ministre pour aboutir au « plan pour la relance durable du Mali » (PRED), à la fois acte de repentance pour les erreurs du passé et feuille de route pour l'avenir. « Il était important pour la communauté internationale, souligne Duquesne, que les Maliens admettent que 2012 n'était pas un accident de parcours, mais le résultat d'une crise profonde. »

Le PRED identifie douze priorités où il faut noter la présence de la culture aux côtés des secteurs attendus de la santé, de l'éducation, etc. Et Pierre Duquesne d'insister : « Cette démarche n'est donc pas l'œuvre de la France. Nous les avons aidés dans leur réflexion, nous leur avons donné des conseils de rédaction, mais je ne suis pas l'auteur du PRED, plutôt un accoucheur, au gré d'une demi-douzaine de voyages à Bamako. » Par exemple, la feuille de route arrêtée le 29 janvier par le gouvernement malien évoquait une « table ronde des bailleurs ». Duquesne a fait remarquer que l'ambition était bien supérieure. La conférence espérée doit réunir des chefs d'État, pas les directeurs Afrique de différents ministères. Il fait donc adopter l'appellation de « conférence internationale des donateurs "Ensemble pour le renouveau du Mali" ». « Nous ne voulions pas du terme de "reconstruction", explique-t-il, puisque le pays n'était pas détruit. D'où le "renouveau". "Ensemble", car il fallait que l'ensemble de la communauté internationale, y compris les acteurs non gouvernementaux, se place au chevet du Mali. »

À ce titre, l'ambassadeur réitère ce qu'il avait entrepris pour Haïti en 2011 avec quatre réunions organisées avec les acteurs non gouvernementaux. La première se tient à Lyon, le 19 mars, sous la présidence de Laurent Fabius et de son homologue Tiéman Coulibaly. Elle met à la même table une centaine de collectivités territoriales françaises voulant s'impliquer au Mali. Pour l'essentiel, il s'agit de réactiver près de trois cents projets locaux gelés par le putsch – rebâtir une école, un centre de santé, installer des pompes à eau, etc. Plus une manière donc de montrer la voie aux donateurs à Bruxelles, que de résoudre durablement la crise malienne – on parle au Quai de « coopération décentralisée ».

Le 10 avril, à Montreuil, c'est le tour des diasporas maliennes de France et d'autres pays de se réunir, avec le ministre des Maliens de l'étranger. Puis, le 20 et le 27, à Bamako, ce sera celui des entreprises, maliennes et internationales, ainsi que des ONG. Un vrai travail de percolation : il faut faire infuser l'effort de redressement dans chaque strate de la société malienne. Après chaque réunion, deux représentants, un Malien et un non-Malien, vont en dresser le rapport à Bruxelles devant les chefs d'État et les ministres.

Au niveau des gouvernements, Laurent Fabius se concentrant sur les aspects purement diplomatiques, Pierre Duquesne enchaîne pendant deux mois les rencontres en France et à l'étranger, coups de téléphone, visioconférences, e-mails. L'œuvre de mobilisation commence avec les Américains et les Allemands qui posent tous le préalable des élections. À la Banque africaine de développement, et à la Banque mondiale, l'hésitation porte plus sur le montant de l'aide à accorder.

Chez tous les donateurs potentiels néanmoins, l'ambassadeur relève une « unanimité absolue du diagnostic. Tous les pays, qu'ils fussent développés, émergents ou plus pauvres, convergeaient aussi sur le remède à administrer ». Et cet expert de la gestion de crise de souligner : « c'est tout à fait exceptionnel ». Les 19 et 20 avril, en marge de la réunion des institutions de Bretton Woods, à Washington, il organise une grande réunion sur le Mali qui rencontre plus de succès que prévu. Cependant, il sait que, pour qu'un dossier ait encore plus de chances de conquérir les ministres des Finances, il faut que le FMI et la Banque mondiale, auxquels ils font confiance, s'en soient emparés, et donc que non seulement le staff de ces institutions, mais aussi les conseils d'administration en aient eu connaissance. « Ces derniers ont un peu grogné, reconnaît-il, car il ne s'agissait pas d'un document issu de chez eux[*11] ». La démarche est néanmoins fructueuse : le 3 mai, à la réunion préparatoire des hauts fonctionnaires, le FMI et la Banque mondiale appuieront le PRED.

Les vingt-trois pères de l'armée malienne

La France a obtenu que la conférence des donateurs se tienne à Bruxelles pour y associer pleinement l'Union européenne. Elle espère une implication semblable de celle-ci dans la formation de l'armée malienne qui, avec l'envoi de casques bleus, est le second volet de sa stratégie d'internationalisation du conflit. Nommé « force

commander » d'EUTM-Mali le 17 janvier, le général François Lecointre a compris l'étendue de sa tâche en se rendant sur place : ce ne sont pas quatre bataillons qu'il faut remettre en ordre, mais toute l'armée malienne, dont la déconfiture face aux djihadistes n'a que mieux mis en exergue les immenses lacunes sur le plan de l'équipement, de la logistique, mais aussi de l'organisation du commandement et de la motivation des troupes. « Seule la solde fonctionnait, note le général, et encore, comme elle était distribuée aux chefs de corps, il était impossible de savoir qui touchait quoi *in fine*[16] ! » N'échappent au marasme général que les bataillons des colonels Dacko et Ag Gamou, avec lesquels Serval collabore efficacement[*12].

Lecointre a donc entièrement révisé le concept d'EUTM qui vise désormais la reconstruction totale de l'armée malienne. Une ambition sans précédent, EUTM-Somalie se contentant par exemple d'instruire des unités déjà constituées. Le général a désigné le 2e RIMa au sein de sa brigade pour préparer toute la documentation nécessaire, avec quelques principes de base. En premier lieu, pour restaurer leur autorité, il importe que les chefs forment eux-mêmes leurs troupes. Tout commencera donc par un cours de deux semaines pour les lieutenants au bout desquelles, coachés par les Français – car le général veut leur réserver l'infanterie – ils retourneront dans leurs sections. Au bout d'un mois, ce sera le tour des capitaines de revenir à leurs compagnies respectives après avoir suivi eux aussi une formation parallèle. *Idem* pour l'état-major du bataillon qui, en conclusion des deux mois, pourra donc reprendre en main une unité à l'organigramme consolidé.

Pas de formation possible toutefois sans camp d'entraînement. Fin 2012, il avait été décidé d'implanter EUTM à Ségou-Markala, mais en raison de la proximité du front, Koulikoro, à 35 kilomètres au nord-est de Bamako, a été préféré. D'où de gros travaux d'aménagement à effectuer car les locaux, appartenant à l'École militaire d'administration, ne sont pas adaptés, et un coût en hausse.

Le général Lecointre cependant n'entend pas rester inactif dans l'intervalle. À partir du 18 février, il a pris l'initiative imprévue de commander un nouvel audit de la défense malienne, afin de compléter celui des éléments français au Sénégal. Son chef d'état-major en France, le colonel Heluin, en est chargé, lui qui était déjà son lieutenant lors de la reprise du pont de Vrbanja en ex-Yougoslavie en 1995. À la tête d'une équipe de spécialistes également issus de la 9e brigade d'infanterie de marine, il passe l'armée nationale au crible, avec l'accord et la participation d'autorités maliennes conscientes d'être passées très près de la catastrophe. Ainsi, fin mars, celles-ci acceptent-elles de subir pendant cinq heures l'exposé intransigeant des déflocages de leur outil militaire, gangrené par la corruption, le colonel Heluin n'hésitant pas, en huis clos tout de même, à livrer des noms. « En état de grâce, décrit le général Lecointre, les Maliens nous ont donné raison sur tout. Ils étaient vraiment disposés à tout rebâtir de fond en comble. » Et sans le capitaine Sanogo. Dès son arrivée à Bamako, Lecointre a martelé durant deux conférences de presse son refus de discuter avec l'ex putschiste qui l'étonne toutefois en ne cherchant pas à le joindre. Qui peut jurer que le capitaine ne va pas tenter de regagner en influence indirecte ce dont il est privé en direct ? Ne va-t-il pas chercher à peser sur les cadres qui lui étaient fidèles ?

Le Force Commander n'y croit pas, sûr de la fiabilité du ministre de la défense, le général Yamoussa Camara. « EUTM, explique-t-il, a démonétisé Sanogo puisque nous pouvions apporter ce qu'il promettait. » Le 20 février, il a donc rendu public l'objectif d'EUTM : à partir du 2 avril, former 2 500 soldats maliens en quinze mois. Les deux cents instructeurs viennent de France, du Royaume-Uni, d'Irlande, de Suède, du Luxembourg, de Finlande et de Lituanie. Mais il faut compter trois cents hommes supplémentaires, portant à un total de vingt-trois le nombre de nations participantes, un véritable casse-tête. Ainsi, quand les Allemands envoient une quarantaine d'hommes (pour du génie et du soutien médical), les Belges et les Espagnols sont une vingtaine, les Britanniques douze, les Italiens dix, la Roumanie ou le Portugal se contentant, eux,… d'un seul officier. Or il faut tous les loger, les ravitailler, avec leurs spécificités propres. Les disparités se retrouvent dans le matériel : certains pays viennent avec seulement les sacs standard, les autres avec quantité d'armes, voire de blindés qu'il n'est pas simple de tous parquer dans le camp de Koulikoro. « La plupart des pays, décrit le capitaine Frédéric M., étaient passés par l'Afghanistan. Légitimement, ils en avaient conservé des craintes pour la sécurité de leur personnel[17]. » L'officier est au mieux placé pour l'apprécier puisqu'il est, entre autres fonctions, « mover » : à lui de coordonner l'arrivée des délégations, puis de les orienter vers Koulikoro, mais aussi de recevoir leurs autorités respectives car ce genre de missions, sensibles pour le prestige national, fait très régulièrement l'objet d'inspections. Alors au corps de réaction rapide de Lille, il était candidat pour une huitième OPEX, mais pour l'année suivante. Toutefois, son CV de logisticien avec une grande expérience des collaborations étrangères en a fait une recrue de choix pour EUTM.

Le Mujao fuit

Avant que le premier bataillon malien, ainsi que les casques bleus, entrent en lice, les troupes françaises engagées depuis le lancement de Serval mènent durant le mois d'avril d'ultimes opérations sur chacun des fronts. À Gao, c'est tout d'abord Gustav*[13]. L'Adrar ayant baissé d'intensité, le GTIA2 a plus de libertés pour prolonger son effort vers le nord, qu'il a enclenché avec Doro I à III, en prenant la direction, du 6 au 12 avril, des oueds d'In Ais et de Tin Oref. Un gros défi, car les vallées sont trop larges pour que l'infanterie parvienne à en tenir les deux bords. « Je réfléchissais en permanence, explique le colonel Bert, à l'endroit où l'ennemi pouvait nous attendre[18]. » Le Mujao ne se montre pas. En revanche, jamais autant de matériel n'a été retrouvé, 18 tonnes, qui obligent le bataillon logistique à organiser plusieurs convois, les bennes du GTIA2 n'y suffisant pas. La plupart des caches sont révélées par une population des plus conciliantes – preuve que le fondamentalisme n'a pas pris – par le repérage de drones, mais aussi par un mystérieux visiteur du soir : chaque jour, vers 18 heures, les troupes voient débarquer d'un hélicoptère un colonel, en treillis, toujours le même semble-t-il puisque son indicatif ne change pas. Il s'agit en fait d'un officier de la DGSE qui, après avoir débriefé ses indics, vient donner au GTIA la localisation des caches les plus impossibles. « En quelque sorte, témoigne un officier, nous, nous trouvions le matériel à l'air libre, lui il nous donnait tout ce qui était enterré[19]. » Sa trouvaille la plus insolite est une paire de bombes aériennes, enterrées en plein désert, qu'il aurait été impossible sinon de déceler. Comme le souligne l'adjudant Christophe A. qui les exhume avec ses sapeurs, « ce n'est pas fréquent, surtout que les Maliens n'ont pas de moyens aériens[20] ! » Sans doute les djihadistes les avaient-ils mises de côté en prévision d'un attentat. De même pour le stock de soude caustique découvert non loin : le produit peut servir à la fabrication d'explosifs.

Du 16 au 19 avril, le GTIA2 enchaîne sur l'opération « Obiou », à l'est d'In Zekouan, en fait la suite de Doro III puisqu'il s'agit de fouiller le reste de la vallée de Semit. Un camp d'entraînement est mis à jour. Puis, du 25 avril au 2 mai, c'est « Akello », un périple ambitieux à l'est de Gao, passant par Djebok, Imenas jusqu'à In Delimane. Là encore, impossible de tout fouiller. Le convoi commence même par un raid blindé jusqu'à Telatai où l'attend une manifestation pro-Azawad certainement organisée par le MNLA. Il roque ensuite vers le sud, vers le village d'In Delimane à partir duquel se succèdent des kilomètres de zone boisée. « Avant d'entrer dans le village, relate le colonel Bert, nous avons appris que l'ennemi s'enfuyait en direction du sud. Sa stratégie était désormais clairement de nous éviter[21]. » Prochaines étapes : In Kisman, Ansongo et enfin, retour une semaine plus tard à Gao. Soit 600 kilomètres de route, sans neutralisation ni saisie majeure. « Entre les morts que l'on a causées et le matériel saisi ou détruit, explique le colonel Denis M., nous avions sérieusement épuisé le Mujao[22]. » Et puis l'arrivée des tempêtes de sable complique tout. « On ne voyait plus rien, témoigne le caporal-chef Anthony du 92e RI, même à la caméra thermique[23] ! »

« Je veux me rendre ! »

Du côté de l'Adrar, Serval s'adapte, mais ne baisse pas totalement la garde. « Nous ne savions pas encore, explique le général de Saint-Quentin, si le massif avait été vidé par les djihadistes. En revanche, à partir d'avril, nous avons été sûrs qu'ils ne l'utilisaient plus comme base arrière[24]. » Le camp de Tessalit a perdu de son effervescence des mois précédents. À partir du 6 avril, le capitaine Michel L. et ses hommes du 31e RG y assurent la « force protection ». À eux aussi de veiller à la disponibilité permanente de la piste en latérite que mettent à mal les gros porteurs. « Chaque jour, avec le 25e régiment du génie de l'air, explique l'officier, nous avions à reboucher les trous occasionnés par les atterrissages. La piste en bitume est restée inexploitable en raison de l'état déplorable de son revêtement ; seuls de gros travaux, qui ne pouvaient nous incomber, auraient pu y remédier[25]. »

Des parachutistes, il ne reste plus que le GCP commandement qui, à l'instigation du général Barrera, crée le détachement d'intervention aéromobile (DAM), 25 hommes, dotés de quatre hélicoptères, à des fins d'interception sur les pick-up ennemis identifiés. En quelque sorte donc, une force spéciale modèle réduit puisque Serval n'a aucun contrôle sur le détachement Sabre. Entrée en scène ratée le 4 avril : deux chefs du Mujao auraient été repérés dans la région de Gao. Une opération est montée, mais elle tombe rapidement à l'eau : le renseignement bien trop imprécis précisait seulement la présence d'individus « sous un arbre », dans un carré de dix kilomètres sur dix…

Ce n'est toutefois que partie remise pour le DAM : le 9, un drone Predator américain se crashe dans les alentours du Tigharghar. Les causes ne sont pas connues, mais ce n'est pas une première : en 2011 et 2012, au moins sept ont déjà connu le même sort, la plupart en Éthiopie. Les Américains envisagent dans un premier temps de récupérer eux-mêmes les pièces sensibles, essentiellement les transmissions et la caméra thermique, le reste

étant à détruire. Deux de leurs commandos débarquent à Bamako, mais le Pentagone, rechignant sans doute à enfreindre le « no boots on the ground » ne leur envoie pas le renfort nécessaire. Puisqu'elles sont présentes à Ouagadougou, les forces spéciales américaines pensent que leurs consœurs françaises vont les suppléer, mais toute l'attention de Sabre se focalise alors sur Tin Zaouten, à la frontière algérienne, où il a programmé pour la nuit du 15 au 16 avril un parachutage dit TGH (très grande hauteur), au-delà de 6 000 mètres, opéré par le commando Hubert, le 13e RDP et le 1er RPIMa. En l'absence de résistance au sol, l'opération a plus pour but inavoué de mettre en œuvre un mode opératoire nouveau pour Serval, et même pour l'ensemble des OPEX, car les occasions idoines se présentent très rarement. Si le saut est une parfaite réussite, le bilan est très maigre avec l'arrestation du fils d'une notabilité de la région trouvé en possession d'une valise de billets, mais qui est rapidement relâché car la pratique est courante dans la région.

La mission du Predator échoit donc au DAM qui bénéficie de gros moyens aériens afin d'appuyer ses hélicoptères en limite d'autonomie. Officiellement, elle restera enregistrée comme un « raid héliporté sur matériel endommagé en zone hostile ». Sur zone, l'équipe chargée de la destruction approche en combinaisons sécurisées, car une partie du matériel est radioactif. Puis les GCP du 17e RGP se chargent de détruire l'engin, l'explosion étant observée depuis les airs.

C'est au contraire un groupe de pick-up tout juste détruits par la chasse que, le 16 avril, des marsouins sont chargés d'aller inspecter par la route. L'opération, baptisée « Wasso », mobilise un sous-groupement entier. « Nous n'étions pas très confiants, note le capitaine Benoît C. qui y participe. Il fallait couvrir 150 kilomètres dans une zone, au nord-ouest de Tessalit, où personne n'était encore allé et nous n'étions pas très nombreux somme toute[26]. » Le 19 avril, la colonne est au point indiqué : les véhicules ont bien été détruits, des traces de sang attestent de victimes, quelques papiers d'identité sont retrouvés, mais il n'y a aucun corps. Serval ignore l'identité de la HVT qui était visée : Sanda ould Bouamama, alias SOB[*14] pour les services, a commencé sa carrière djihadiste d'abord comme un fournisseur de matériels d'AQMI, puis en intégrant les structures dirigeantes, avant de finir porte-parole d'Ansar à Tombouctou[*15]. L'individu est verni puisqu'il avait déjà été arrêté et libéré, sans doute lors des négociations pour la libération de Françoise Larribe, et que le 16 avril, il a réchappé à la mort. En atteste son interview le 20 où, affirmant qu'il vient d'échapper à un assassinat, il annonce vouloir se rendre aux autorités algériennes, en espérant une extradition vers la Mauritanie, son pays d'origine[27]. En fait, traumatisé par le raid aérien, il a entrepris de gagner l'Algérie… à pied, soit des dizaines de kilomètres de désert pour gagner Bordj Mokhtar. Au camarade qui lui demande, dans un appel intercepté par les services français, s'il est toujours porte-parole, il hurle, affolé : « J'ai démissionné hier soir ! », avant de se lamenter : « Appelle les Mauritaniens, je veux me rendre ! »

Le Tigharghar n'est pas totalement oublié. Régulièrement, les troupes françaises quittent Tessalit pour en vérifier les abords. Le 26 avril, dans le cadre de Panthère X, elles retournent même dans l'Ametettai où le danger est jugé suffisamment minime pour qu'il ait été prévu qu'une délégation de la commission de la défense de l'Assemblée nationale prenne part au convoi. Finalement, les députés se limiteront à un survol en hélicoptère, mais l'infanterie, elle, mène bien sa mission jusqu'au bout. Le 27, elle retrouve la vallée qui n'a plus rien de l'enfer de Panthère III. Quelques roquettes de RPG-7 seulement sont retrouvées, mais aucune adversité n'est rencontrée et même quelques nomades commencent à y revenir. Comme ces derniers n'ont pas d'armes, les Français devront en rester à leurs supputations que parmi eux se cachent sans doute des adversaires des combats précédents.

---

*1. Jour de la visite de François Hollande au Mali.

*2. Que certains ont même apprise entre deux portes…

*3. Dans une conférence à l'IFRI le 2 juillet 2012 dont il ne pensait pas qu'elle serait rendue publique, il a livré un avis très sévère sur les autorités politiques maliennes et la mansuétude de la France à leur égard. Comprenant qu'il avait été piégé, l'administration du Quai ne lui en a pas porté grief – elle lui a même fait savoir son approbation sur le fond.

*4. Ce sera encore le cas en Centrafrique avec Serge Mucetti, démis de ses fonctions au démarrage de l'opération Sangaris.

*5. Il est ainsi intéressant de souligner que seul le lycée français focalise l'attention. Or Bamako compte également deux écoles privées françaises dont le GIGN a tout de même listé les éventuelles menaces, mais très discrètement et sans que des mesures de sécurisation suivent.

*6. Status of Forces Agreement : accord sur le statut des forces.

*7. EUTM en signera de même un, le 25 février.

*8. Qui conduit ainsi la France à ne pas intervenir en Centrafrique lorsque, le 24 mars, la Séléka chasse François Bozizé du pouvoir.

Paris « prend acte », appelle au calme, renforce de 350 soldats les 250 déjà présents, et prône l'application des accords de Libreville signés le 11 janvier. Pas question de se substituer aux organisations régionales africaines. Pour l'instant…

*9. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali.

*10. Son titre exact : ministre de la Fonction publique, de la Gouvernance et des Réformes administratives et politiques, chargé des relations avec les institutions.

*11. C'est normalement un DSRP (document de stratégie pour la réduction de la pauvreté), modélisant une stratégie de sortie de crise, qui est soumis aux conseils d'administration de ces institutions.

*12. Il faut noter que 63 soldats maliens ont été tués depuis le 11 janvier.

*13. Référence suprême à une ligne de défense allemande dans la campagne d'Italie de la part de la 3e brigade mécanisée, héritière de la 3e DIA du général de Monsabert.

*14. *Son of a bitch*.

*15. Il a été aperçu dans les médias lors de la libération de la Suissesse Béatrix Stockly.

26.

LA MISSION D'UNE VIE

Dernières opérations aussi à Tombouctou, mais dans un nouveau cadre. À partir du 11 avril, l'escadron du 1er RIMa du capitaine Aurélien W. entame en effet la passation de témoin à la MISMA. Et elle n'est pas sans causer quelques craintes car aux Français doivent succéder des Burkinabés en guerre contre les Maliens en 1985[*1].

La répartition des zones entre contingents africains s'est faite en fonction des demandes et contraintes émises par chaque capitale, en prenant naturellement en considération les susceptibilités légitimes des Maliens qui se retrouvent grignotés par leurs voisins, mauritaniens à l'Ouest, nigériens à l'Est. Les Sénégalais héritent du fuseau central, les Nigérians prennent position face à la forêt de Ouagadougou, les Togolais à Douentza. Partout ils sont accueillis comme des libérateurs au même titre que les Français. À Tombouctou, quelques paroles rassurantes du chef de corps burkinabé suffisent pour rassurer : « Les djihadistes que nous venons combattre chez vous pourraient bientôt se retrouver chez nous ; nous partageons vos peurs et vos espoirs[1]. » Le 18 avril, une de ses compagnies et une autre de Maliens peuvent donc accompagner le 1er RIMa vers le lac de Faguibine, distant de 120 kilomètres à l'ouest, où, selon les renseignements, les djihadistes se seraient régulièrement entraînés. « Nous nous attendions vraiment à taper dans du dur », note le capitaine W. Mais une fois encore, l'ennemi s'est évanoui. L'opération aura néanmoins permis à l'armée malienne de reprendre pied dans la zone de Goundam-Léré, si stratégique au début de Serval, puisqu'elle portait le fuseau ouest de l'attaque djihadiste.

Retour le 23 avril à Tombouctou que le 1er RIMa quitte en ne laissant sur place qu'un élément de liaison auprès du commandement burkinabé, soit une vingtaine de personnes avec FAC et équipe médicale. Pour les marsouins, ce n'est pas encore la France qui est au bout, mais Gao où le capitaine W. croise enfin son chef de corps, le colonel Gougeon, patron du GTIA3, lequel plie bagages après des semaines de baroud dans l'Adrar. L'escadron se retrouve chargé de la défense de l'aéroport transformé en base française. Certains de ses éléments prennent part à l'une des dernières opérations du GTIA2, « Chaillol[*2] », au sud-est de Bourem, du 13 au 15 mai, avec quelques saisies de munitions.

Les forces spéciales ne lâchent rien

À 50° de jour et 35° la nuit, les conditions de vie deviennent particulièrement désagréables. En témoigne la réaction de l'escadron du 1er RIMa venu de Tombouctou où la chaleur était plus supportable. Après une journée de service, les hommes doivent impérativement se reposer la suivante, dans une des tentes dont le général Barrera, à force d'insister, a obtenu la climatisation. « La période a été très difficile pour l'escadron », note le capitaine W. La « quille » est heureusement pour bientôt.

Ayant déjà profité d'une relève partielle, et malgré la torpeur qui s'est abattue au nord Mali, les forces spéciales maintiennent, elles, un rythme élevé d'opérations. Du 25 avril au 5 mai, elles s'engagent dans « Kerad[*3] », qui les conduisent dans des localités qu'elles avaient jusqu'alors ignorées à la frontière du Mali, de l'Algérie et du Niger[*4]. Sabre Whisky se charge d'Abeïbara, Boughessa, Tin Zaouaten et Tin Essako, Sabre 3 doit, lui, relier Arlit à la frontière algérienne, puis pénétrer au Mali, rejoindre Sabre Whisky à Tin Essako et rentrer au

Niger.

Simultanément, le 28 avril, le 1er RPIMa est largué à 4 000 mètres d'altitude pour interpeller un djihadiste, plus important pour le symbole que pour la place qu'il occupe au sein de l'organigramme ennemi*5. Abdel Jelil, de son vrai nom Gilles Le Guen, est français et, à l'automne, il haranguait sur YouTube pour dissuader la France et la communauté internationale d'intervenir au Mali. Manifestement, averti par le bruit du ballet aérien ou simplement découragé, il s'attendait à être arrêté. Approchant à pas feutrés comme à leur habitude, les commandos le trouvent en effet assis sous un arbre, n'opposant aucune résistance et même avec ses papiers en ordre dans une pochette…

La moisson finale de Kerad est maigre. À Abeïbara, le capitaine de corvette Damien, sans doute l'un des plus anciens sur le théâtre malien, note le contrôle effectif du MNLA. À Boughessa, la DGSE ayant fait part de ses suspicions appuyées sur la présence d'otages, une opération dans l'opération est entreprise, Darek*6, mais qui fait encore chou blanc. Comme le colonel Gougeon deux mois plus tôt, Damien n'en garde pas moins une impression étrange de ce village que le maire adjoint, chaussé de rangers, déclare « indépendant » grâce aux subventions, argue-t-il, de fonds belges et néerlandais quand manifestement il tire surtout profit de tous les trafics locaux. Dans des campements alentours, les forces spéciales mettent aussi à jour des JVN toutes neuves, et des munitions perforantes, pas vraiment l'armement standard… Leurs propriétaires sont arrêtés et ramenés à Kidal où ils passent devant l'Amenokal, le chef traditionnel des Touaregs. Tel Salomon, celui-ci décide alors si ou non il s'agit de djihadistes, l'un d'eux, un adolescent, ayant seulement droit à une bonne fessée avant d'être relâché.

Kerad ne serait qu'une opération de plus dans la liste très fournie du COS au Mali si, le 29 avril, à l'approche de Tin Zaouaten, un véhicule des forces spéciales n'avait sauté sur une mine, tuant sur le coup le caporal-chef Stéphane Duval du 1er RPIMa, et blessant un caporal du CPA10, ainsi qu'un officier des commandos marine. La fatalité a encore frappé : le convoi roulait dans des traces fraîches et trois voitures étaient passées avant celle du sous-officier. Affectée, la patrouille rallie quand même Tin Zaouaten où elle constatera la forte emprise du MNLA. Un long entretien dans un camp de réfugiés ayant fui, disent-ils, l'armée malienne rappellera à quel point les Touaregs espèrent une intervention française en leur faveur.

Les « experts » Serval

L'ensemble des renseignements recueillis grâce à Kerad part abonder la base de données que les forces spéciales constituent pour chacun des théâtres où elles sont déployées. Une autre source qui prend de plus en plus de volume est l'étude des IED ennemis. Censés être intraçables, ces derniers laissent en effet souvent des indices qui, à l'aide de recoupements, permettent de remonter aux artificiers, et donc de dévoiler les filières djihadistes car qui dit artificier, dit aussi finances.

En trois mois, la cellule anti-IED (CIED) du commandant Valérie G. a pu elle aussi accumuler un grand nombre de données, vu le recours fréquent de l'ennemi à ce genre de pièges. D'ailleurs, elle n'était même pas prévue à l'origine, mais les quatre premiers soldats maliens tués dès le 29 janvier, puis les ateliers de confection découverts lors de conquêtes de Gao et de Tombouctou en ont imposé la nécessité.

La menace IED a évolué au cours de la campagne. Au démarrage, Serval bouscule l'ennemi, d'où de nombreux engins retrouvés sans déclencheur les trois premières semaines. À Gao, commencent les attaques kamikaze, qui sont aussi le signe d'un ennemi acculé puisqu'il ne lui reste d'autre solution que de se faire exploser. Puis, des IED apparaissent sur les axes de progression et le lieutenant-colonel Valérie G. de souligner la baraka de la 3e brigade : « C'est indéniable au vu des statistiques ! souligne-t-elle. Un certain nombre d'IED n'ont pas fonctionné alors que nos véhicules ont roulé dessus2 ! » Et enfin, dernière étape en date, l'emploi de véhicules kamikaze à Tombouctou.

Au final, pour le chef de la CIED, qui est la seule à vrai dire, au sein du génie français, à posséder l'expérience des deux théâtres à ce niveau de responsabilité, « en raison du tempo imposé par les armées françaises, qui a sans doute empêché l'ennemi d'utiliser les IED comme il l'aurait souhaité, le Mali n'a pas grand chose en commun avec l'Afghanistan ». Du point de vue technique, les pièges maliens s'avèrent moins élaborés, donc plus facilement détectables, mais aussi plus dévastateurs. Deuxième grosse différence : AQMI et le Mujao les utilisaient initialement de manière défensive, comme des mines en fait, pour casser une progression ou en avertir les leurs en amont. En Afghanistan, les insurgés en faisaient un procédé de harcèlement, relevant de la guerre asymétrique.

De la fabrication et du mode opératoire, la CIED peut tirer une première leçon sur l'inexpérience des artificiers : soit ils sont novices, n'ont pas été instruits par des vétérans d'Afghanistan, soit les meilleurs ont été décimés. Dans l'Adrar surtout, l'aviation et Serval en ont manifestement tué un certain nombre puisqu'il n'était pas rare que d'une semaine à l'autre la technique d'assemblage diffère dans un même secteur.

Le soupçon devient certitude à Gao puisque des opérations sont menées contre des artificiers à des fins d'arrestation. À la base, se trouve le travail d'enquête entrepris par la CIED à partir des relevés effectués par les sapeurs, mais aussi les WIT[*7]. Chaque zone où est retrouvé un IED, ayant ou non été déclenché, est étudiée comme une scène de crime avec prélèvement des débris, mais aussi recherche d'empreintes digitales ou ADN sur le Scotch qui tenait les explosifs par exemple, étude de la manière dont sont cousues ensembles les pièces de tissus, etc. Les analyses peuvent remonter jusqu'au niveau stratégique, à savoir la Direction du renseignement militaire, à Creil, pour savoir par exemple si tel type d'IED a pu être rencontré ailleurs dans la bande sahélienne. « Tous les artificiers ont une signature », commente le lieutenant-colonel Valérie G. C'est ainsi qu'il est possible d'identifier leur appartenance à AQMI ou au Mujao. « C'était une de mes missions initiales que de vérifier si les mouvements s'entre-pénétraient, ajoute-t-elle. Nous avons établi le contraire : les artificiers agissaient chacun dans leur zone, il n'y avait pas communication. »

Au reçu de toutes les pièces, la CIED peut par exemple rédiger une fiche sur tel type de prise électrique que les patrouilles de Serval pourraient être amenées à retrouver en vente chez tel quincaillier ou sur tel type d'engrais que des ONG ont pu par le passé distribuer, qu'il est donc bon d'interroger. Le détachement de recherche du 2e hussards exploite le renseignement humain et *in fine*, un suspect peut être identifié. Autant de méthodes éprouvées par les Français en Afghanistan, très inspirées de celles des Américains qui, dans ce dernier théâtre, y consacrent pas moins d'une task force entière, soit 500 personnes ! Le résultat le plus spectaculaire au Mali a sans doute été l'arrestation le 16 avril, par les Maliens, de douze djihadistes à Djebok, dont Mohamed Ag Ntaki, l'artificier du Mujao qui avait conçu les premier IED utilisés à Gao.

Les entrailles du Nord

Meurtries par la perte du caporal-chef Duval, le détachement de Sabre aux ordres du capitaine de corvette Damien en termine avec « Trois Frontières » en redescendant vers Tin Essako par un désert à l'exacte et stupéfiante platitude. Sabre 3 y fait sa jonction le 2 mai, formant ainsi sans doute, avec un total de deux cents hommes, le plus gros rassemblement de forces spéciales jamais organisé depuis longtemps en opération. « Le sentiment global dans les deux détachements, note Damien, était que le maillage territorial du MNLA devait être davantage exploité. Il y avait peu de chance que les djihadistes, à l'exception d'Ansar Dine, se hasardent dans les parages. Mais compte tenu de l'extrême porosité des frontières – des Algériens qui ont été interceptés au Mali ne savaient pas qu'ils avaient quitté leur pays – les djihadistes pouvaient facilement passer d'un pays à l'autre. Cependant, aucun passage clé n'a été identifié[3]. »

L'emprise du mouvement touareg fait présager des difficultés pour la réconciliation nord-sud : il prélève des taxes, organise une police, distribue des papiers et des vignettes frappés MNLA. Rien ne pourra se faire sans lui et son alter ego islamiste, resucée d'Ansar Dine, le MIA. L'opération suivante pousse ainsi les forces spéciales à s'en rapprocher. La DGSE informe en effet d'un possible transfert des otages vers Kidal. Vu l'échec total rencontré jusqu'à présent, bien peu se montrent optimistes. Mais le MNLA prend la tâche très à cœur. Sollicité pour boucler le quartier, il installe un double cordon de « gendarmes » de son crû. Le résultat est une fois de plus décevant pour les otages, mais les touaregs ont démontré une certaine efficacité qu'ils ne vont pas tarder à renouveler. La DGSE propose en effet aux forces spéciales un circuit dans le Timetrine passant par tous les lieux où les prisonniers français sont supposés être passés. Pour l'occasion, elle leur « prête » certaines de ses meilleures sources, d'anciens geôliers, qui se sont montrés diserts sur la façon dont était organisée la détention : les otages sont gardés par de pauvres bougres, sans téléphone sur eux pour ne pas être repérés ; ils sont déplacés quasiment chaque jour, dissimulés dans des crevasses invraisemblables, voire dans des touffes d'herbes abondantes ; une fois par semaine, un véhicule va chercher de l'eau et alors seulement le téléphone est allumé, car les puits sont souvent très fréquentés, ce qui dilue le risque en cas d'interception. Parvenues dans le Timetrine, les forces spéciales inspectent ainsi quelques endroits où les otages ont effectivement vécu. Mais la cache plus insolite – et la plus inquiétante – est révélée par le chef militaire du MNLA, le colonel Ag Najim lui-même que, en cours de route, la DGSE a suggéré

à Sabre de rencontrer car il aurait « des choses intéressantes à montrer ». De fait, après quelques kilomètres en plein désert, le Touareg pointe le sol du doigt. Les Français ne voient qu'une parcelle bien anodine. Mais en en approchant, il découvrent une bâche, recouverte de sable, cachant l'accès à une cavité étayée de poutres ! Deux pièces y sont bien organisées, avec matériels et médicaments.

Pour les services français, le constat est à double tranchant. D'un côté, le MNLA a fait la preuve de son utilité, de l'autre comment jamais retrouver les otages avec des stratagèmes si diaboliques ?

Le visage de la mort

Au bout de quatre mois d'un engagement inégalé, Serval a bien mérité le repos. Un temps, il avait été envisagé un séjour de deux mois supplémentaires, mais les conditions sont vraiment trop usantes. « Personnellement, avoue sans détour le général Barrera, j'ai mis cinq mois à m'en remettre. C'était vraiment une guerre pour les 20-30 ans. Au-delà, c'était dur de récupérer[4]. » Les bérets bleus du GAM n'accomplissent même que trois des quatre mois prévus. « Quand je le lui ai annoncé, relate le général Grintchenko, chef de la division aéromobilité à Lille, le colonel Gout a naturellement protesté, mais après un peu de repos, il a consenti que c'était la solution la plus sage[5]. » De fait, le chef du GAM réalise les prouesses réalisées par ses hommes qui, note-t-il, « ont perdu entre 5 et 17 kilos. Ils ont eu droit à quatre-vingt-dix jours d'engagement d'affilée, sans aucun jour de repos. Avec une à deux gastros en moyenne[6] ! »

Après les parachutistes qui ont été les premiers début avril, les GTIA obtiennent les uns après les autres leur ticket retour pour la France. Certains ont droit à l'avion, d'autres à plusieurs centaines de kilomètres de route supplémentaires tels les artilleurs du 11e RAMa qui, partis le 4 mai de Tessalit, tractent leurs pièces jusqu'à Bamako, où, le 11 mai, elles sont déposées sur des porte-engins civils, mille autres kilomètres attendant encore la colonne avant Abidjan. Le 19 mai, les voilà enfin dans le vol retour. « La date nous avait été annoncée un mois plus tôt, s'amuse à noter le capitaine Benoît C. C'est bien le seul événement qui ait collé aux prévisions[7] ! » Une escale est prévue au sas de décompression de Pafos, sur l'île de Chypre. Le général Barrera a obtenu que Serval bénéficie de ces deux jours d'hôtel de standing initialement prévus pour offrir un sas de décompression aux troupes de retour d'Afghanistan. Rarement de fait ils seront autant appréciés tant du point de vue physique que psychologique. Outre les pertes dans les rangs français, le Mali a rendu un visage à l'ennemi avec des répercussions possibles pour qui l'a tué de très près. Tous ceux en particulier qui ont dû fouiller les cadavres goûtent à l'opportunité qui leur est offerte à Paphos d'en discuter avec un psychologue du Service de santé. Chaque groupe de section est entendu une première fois au complet, le débat étant orienté en fonction de ce que ses membres ont préalablement écrit. « Le sas a fait beaucoup de bien, témoigne le capitaine Tanneguy G. au 11e RAMa. Le progrès était très net depuis l'Afghanistan. Ils savaient cibler nos besoins sans nous opprimer non plus[8]. » Puis un spécialiste reçoit en tête à tête uniquement les volontaires. L'adjudant Christophe A. en fait partie, lui qui a dû inspecter avec ses sapeurs du 31e RG les postes de combat de l'Ametettai. « Il n'y a, expose-t-il, aucune honte à parler, à ne pas laisser enfoui ce qui a été très dur à vivre[9]. »

Stoppez, aidez, détruisez

« Nous avions conscience d'avoir participé à la mission d'une vie »[10], souligne le lieutenant Guillaume H. au 1er RHP qui pourrait sans excès étendre son propos à toute sa génération et celle qui l'a précédée. Serval restera unique aux deux extrémités de la chaîne de commandement. Sur le terrain, ce fut des conditions de vie effroyables et une manière de se battre qui put, parfois, sembler d'un autre âge. À Paris et Bamako, l'opération, surtout dans son premier mois, a été marquée d'une empreinte politique qui a contredit bien des clichés.

Des deux derniers présidents de la République, Nicolas Sarkozy a l'image la plus résolue, or la Libye, qu'il a indéniablement voulue, et arrachée à la communauté internationale, s'était caractérisée, une fois le coup d'arrêt porté aux chars de Kadhafi, par un flou stratégique d'où n'avait émergé que tardivement la nécessité de faire capoter le régime. Pour le Mali, François Hollande a livré dès le premier jour les objectifs qu'il voulait assigner à la

campagne, apportant aux armées cette clarté qui leur sied tant. Se faisant, il a pris le risque, comme avec la baisse du chômage qu'il a garantie pour la fin 2013, de les voir passés au crible. Qu'avait-il donc lancé, en ce conseil de défense du 11 janvier ? « En un, "stoppez l'ennemi". En deux, "aidez le gouvernement malien à reconquérir le pays". En trois, "détruisez les terroristes". »

Le premier volet n'a nécessité qu'une dizaine de jours, le temps de porter des coups d'arrêt sur les deux fuseaux de Konna et Diabaly. Pour le troisième, un effort sans précédent a été consenti : 6 500 hommes[*8] et 18 000 tonnes de fret ont été transportés au gré de 300 vols de gros porteurs, 250 vols tactiques, 4 bateaux, 650 conteneurs. À peu près toute la palette de l'armement français a été employée, l'armée de l'air en particulier ayant largué pas moins de 280 bombes[11]. Le résultat en est le bilan dressé par celui qui fut aux manettes de l'opération à l'état-major des armées, le général Castres : « Nous estimons avoir neutralisé le tiers des djihadistes, soit à peu près 600 individus. 200 autres ont été arrêtés[*9]. 400 ont déposé eux-mêmes les armes[12]. »

Le nombre de tués reste approximatif. C'est ainsi que le général Barrera livrera plus tard une fourchette supérieure : « de 600 à 1 000[13]. » L'incertitude sur les dégâts occasionnés par la chasse et l'artillerie l'explique, également l'habitude de l'ennemi d'emporter ses cadavres. Un chiffre plus sûr est la volume de matériels saisi : 200 tonnes[*10].

Si pour le président de la République « détruire » signifiait « éradiquer », alors Serval a échoué puisqu'il resterait, en mai 2013, entre 500 et 800 djihadistes en état de nuire. Mais, par delà les déclarations triomphantes de circonstance, François Hollande pouvait-il raisonnablement couver pareille ambition ? Il était évident, dès le départ, que quelques mois d'opérations militaires ne résoudraient pas des dizaines d'années de marasme sahélien.

Si « détruire » voulait dire « casser », alors la France peut s'enorgueillir d'un indiscutable succès dont le seul et délicat travers est de devoir être en permanence entretenu. Que l'effort soit relâché, et les fugitifs referont surface, eux que les services n'estiment que peu nombreux, au printemps, à avoir rejoint la lointaine Libye. Beaucoup ont dû vouloir se réfugier dans les pays limitrophes, surtout les chefs, les plus reconnaissables, tels ces trois hauts responsables d'Ansar que le quotidien *El Khabar* a annoncé le 19 avril dans la région de Tamanrasset[14] : Athman Ag Houdi, cousin d'Iyad Ag Ghali, Abderrahman Gouli et Abou Abida (alias Mourabiti Ben Moula), chef de la katiba Tawhid qui tenait Kidal avant l'arrivée des Français. Mais la plupart, comme le souligne Cédric Lewandowski, directeur de cabinet de Jean-Yves Le Drian, « se sont probablement contentés de remiser leur kalachnikov puisqu'il a été estimé qu'à 80 %, ils étaient maliens[15] ».

Le reste, les étrangers, fait l'objet de bien des spéculations. En février, un des chefs de la rébellion au Darfour, Abdul Walid al-Nour, a ainsi alerté sur les « centaines »[16] de djihadistes qui auraient rejoint le Soudan devant la progression française. Depuis plusieurs mois, la DGSE de fait a identifié la filière utilisée par AQMI pour faire venir ses recrues soudanaises via N'Djamena et elle peut compter sur l'aide opiniâtre des services tchadiens pour la combattre. Mais loin des vagues évoquées, il s'agit d'un travail de dentelle, concernant deux à trois individus à chaque passage. Probablement al-Nour a-t-il cherché à diaboliser ses adversaires islamistes. Dans leur ensemble, les volontaires étrangers au Mali viennent de la région, ainsi que le souligne le commandant malien de Gao, le colonel Laurent Mariko, en révélant que les armes retrouvées chez les djihadistes venaient essentiellement « des stocks maliens, mais aussi de la gendarmerie sénégalaise ou d'autres pays limitrophes[17] ».

Pour les services français, les combattants les plus inquiétants ne sont pas les plus nombreux. Une dizaine d'Égyptiens seulement ont été identifiés, mais leur implantation au Mali ne date que de quelques mois et ils concrétisent le vieux rêve d'Al-Qaida d'un djihad globalisé. Un triangle prend forme entre l'Afghanistan-Pakistan, la Syrie et le Sahel avec des circulations entre ces trois pôles qu'il importe d'endiguer. À ce titre, la fatwa lancée le 25 avril par le chef du conseil des commandants d'AQMI a été interprétée de deux manières. Pour les uns, parce qu'il a invité les « musulmans dans le monde entier » à s'en prendre aux intérêts de la France, coupable à ses yeux de mener une croisade et d'occuper une terre d'Islam, Abou Obeida Youssef al-Annabi, qui fixe les orientations théologiques de l'organisation, a commis un aveu de faiblesse puisque sa démarche sous-entendrait que les djihadistes sahéliens ne suffiraient plus à combattre la France. Mais pour les autres, cette fatwa légitime le djihad au Mali et pourrait donc faire converger de nouveaux mouvements dans la zone qui connaîtrait dès lors sa première véritable « afghanisation ». L'attentat à la voiture piégée contre l'ambassade de France en Libye, le 23 avril, en est un nouvel indice.

Le cas d'AQMI est emblématique. Des coups redoutables lui ont été portés ces quatre derniers mois, parfois même encore plus rudes que ce qui a été cru sur le moment, la mort de chefs en particulier n'étant déduite que de leur disparition des ondes. Fin mars, Abou Zeid a été remplacé par Djamel Okacha, 34 ans, ancien du GSPC, au Mali déjà depuis une dizaine d'années. À son tableau de chasse supposé, l'attaque d'une caserne mauritanienne en 2005, l'assassinat de l'Américain Christopher Leggett en 2009. Okacha était le chef d'Abou Zeid et Belmokhtar. Qu'il prenne la place du premier à la tête de la katiba Tariq Ibn Ziyad témoigne donc d'un flottement dans

l'organisation. Pour autant, AQMI a conservé assez de ressorts pour parvenir à exfiltrer les otages au nez et à la barbe de Serval, puis à faire circuler de nouvelles vidéos. Le fait qu'elle y pousse les familles à faire pression sur le gouvernement français ressemble également à un aveu d'impuissance, mais l'arme n'a rien perdu de son efficacité : la fin du printemps approchant, et en dépit donc d'une présence militaire française, les médias recommencent à ne plus évoquer le Mali que par le prisme des otages. Ce qui est, cette fois, une demi-victoire pour les djihadistes.

« En deux, avait scandé le président de la République, aidez le gouvernement malien à reconquérir le pays. » L'objectif a été rempli de diverses manières. Sur le plan du développement, qui conditionne le soutien populaire aux autorités maliennes, l'action multilatérale a porté ses fruits. Le 3 mai, Pierre Duquesne et son homologue malien organisent à Paris ce qui tient lieu de répétition générale à la grande conférence des donateurs, en la présence de trois ministres maliens (finances, fonction publique et agriculture), et des directeurs Afrique et Développement de tous les pays et institutions qui seront représentés. Chacun est invité à donner son avis sur le plan pour la relance durable du Mali. « Dans l'ensemble, les réactions étaient bonnes, expose Duquesne. Mais certains ont demandé aux Maliens de faire encore des efforts sur certains termes utilisés, afin de bien démontrer leur volonté de changement*1118. » Le texte est retravaillé en conséquence et, le 15 mai, 107 délégations et 13 chefs d'État se retrouvent à Bruxelles. « On est en train de gagner la guerre, explique Laurent Fabius, il faut maintenant gagner la paix ». Les participants ne mâchent pas leurs mots. « La crise que traverse le Mali, exposent-ils avec une franchise rare pour ce genre de sommets internationaux, n'est pas conjoncturelle et pas uniquement liée à des facteurs extérieurs : elle a révélé la fragilité des institutions du pays, et a mis au jour les problèmes de gouvernance dont souffre le pays, en particulier la corruption, qui a contribué à une perte de crédibilité des institutions de l'État aux yeux des citoyens19. » Autre point fort : les conclusions pointent l'indispensable décentralisation, qui serait en fait une amorce de solution dans le nord. Enfin, et c'est le chiffre qui était le plus attendu à l'extérieur, la conférence parvient à rassembler pour 3,3 milliards d'euros de promesses d'aide, soit 1,3 milliard de plus que ce que le Mali espérait dans le PRED*12. Le gouvernement français a réussi son pari de capter et d'ancrer l'attention de la communauté internationale alors que n'étaient pas encore dissipés, dans le Nord, le brouillard de la guerre et, dans le Sud, l'odeur de soufre se dégageant des institutions maliennes.

Sur le plan militaire aussi, Serval 1 – ainsi que le premier mandat est désormais désigné – a été marqué par des avancées remarquables. 6 300 soldats africains se sont déployés jusqu'au Niger, ce que beaucoup pensaient impossible à si court terme. Ensuite, l'armée malienne a entamé sa refondation. Le lieutenant-colonel Christophe L. peut témoigner d'un état d'esprit aux antipodes du début de l'année, lui qui a accompagné comme officier de liaison le colonel Élysée Dao lors d'une manœuvre sans Serval dans le Gourma : « Une unité cohérente, décrit-il, commandée par un chef respecté. Organisée, motivée, certes centrée sur l'infanterie, mais efficace et rassurante20. » EUTM a lancé la formation du premier bataillon, d'ultimes modifications ayant été préconisées par les Français. Pour éviter les erreurs du passé, le bataillon touareg du colonel Ag Gamou a ainsi été dissous et réparti parmi les autres unités à raison d'un groupe par section*13. D'autre part, le général Lecointre et son état-major ont trouvé « des soldats maliens volontaires, fiers de leur métier, très patriotes, mais encadrés par des officiers subalternes de très faible niveau qui n'ont pas d'ascendant sur leurs hommes21 ». D'où la décision d'ouvrir des cours spécifiques pour sous-lieutenant et lieutenants.

Le rétablissement d'une hiérarchie digne de ce nom devrait aider à diminuer le risque d'exactions dans le nord que redoute le plus l'Union européenne. Une formation théorique sur les droits de l'homme est également dispensée par les Britanniques. Toutefois le général Lecointre pense que la meilleure solution serait de suivre ces troupes une fois qu'elles seront engagées, d'y intégrer comme en Afghanistan des OMLT – un petit détachement militaire européen –, mais Bruxelles campe sur la même réserve qui lui avait fait refuser de prendre part à la force protection. En mai, le chef d'état-major des armées français, l'amiral Guillaud, doit donc une nouvelle fois annoncer à ses homologues européens que ses troupes s'en chargeront elles-mêmes. Il est vrai que les Maliens ne font rien pour rassurer : le 8 juin, la prise d'armes de leur premier bataillon, baptisé Waraba (lion), sera annulée suite à un mouvement d'humeur au sein des cadres et de la troupe s'estimant insuffisamment rémunérés.

Les plus belles images de la « reconquête » voulue par le président de la République sont néanmoins offertes aux Français par la population elle-même. Le détachement de Mirage 2000D à Bamako a ainsi été accueilli en héros par les deux mille élèves d'une école primaire de la capitale qu'il paraine grâce à l'implication de plusieurs de ses sous-officiers mécaniciens. Des cahiers et des crayons collectés par les épouses à Nancy sont distribués, procurant des instants d'émotion très rares aux aviateurs qui d'ordinaire n'ont que peu l'occasion de constater le bénéfice tiré de leurs actions par les civils. « Nous étions particulièrement touchés par les jeunes filles, souligne le commandant de l'escadron Champagne. Sans notre intervention, elles auraient vraisemblablement été privées

d'école par les djihadistes[22]. »

Le résultat de Serval est le plus flagrant dans la boucle du Niger. Arrivés fin janvier à Gao, les Français ont vu peu à peu la ville passer du far west, avec ses ruelles désertes, sans un bruit, à l'Afrique des cartes postales où les parents n'hésitent plus à se promener avec leurs enfants. Le 25 avril, dans une liesse qui ne fut sans effrayer le service de sécurité des autorités françaises, la réouverture du marché incendié par les djihadistes, rebaptisé « Lieutenant Boiteux », fut interprétée comme le symbole de la fin d'une époque. Trois jours plus tôt, ainsi que la Constitution le commande, le Parlement français avait voté à l'unanimité la prolongation de quatre mois de l'opération Serval qui se déroulera désormais sans le général Barrera, de retour en France le 11 mai. « Ce fut vraiment un combat de capacité et de volonté, conclut celui-ci. Nous avions bien sûr la supériorité technique, mais les hommes étaient également très motivés à briser cet ennemi qui s'était si mal comporté avec les civils maliens[23]. » Il reste à savoir si un ennemi « stoppé », « détruit », et un pays largement « reconquis » suffisent à définir une « victoire » au Mali…

---

*1. Guerre dite de Noël autour de la possession de la bande frontalière d'Agacher qui fut finalement partagée en deux.

*2. Nom d'un sommet des Alpes puisqu'un officier de l'état-major, le lieutenant-colonel F., appartient au 4e régiment de chasseurs basé à Gap.

*3. « Trois » en tamashek.

*4. D'où l'autre nom de code parfois utilisé pour l'opération : « Trois frontières ».

*5. C'est l'opération Excalibur.

*6. Anagramme de Kerad.

*7. Weapons Intelligence Team ou Equipe d'investigation sur l'armement composée d'un officier du 31e RG et de trois spécialistes : un gendarme officier de police scientifique, un équipier génie, un spécialiste du renseignement.

*8. En incluant toutes les armées et les transports intrathéâtre.

*9. Dont une vingtaine seulement par les Français donc.

*10. Le détail est donné en septembre : en tout, 220 tonnes de munitions saisies, dont 30 tonnes rendues aux FAMA, soit 1 300 grenades, 1 000 roquettes, 7 700 obus, 200 mines et IED, 20 bombes. En ce qui concerne les armes : 100 fusils, 150 mitrailleuses, 30 roquettes, 20 mortiers, 20 canons et 3 missiles SA-7. Egalement : 9 000 litres de carburant, 12 tonnes de nitrate d'ammonium pour la fabrication d'IED…

*11. Par exemple, les adjectifs « ambitieux » et « réaliste » seront repris.

*12. L'Union européenne s'engage à hauteur de 520 millions d'euros (dont le cinquième est apporté par la France).

*13. Avec jamais moins de deux Touaregs par groupe afin d'éviter qu'ils ne soient non plus isolés au sein de leurs nouvelles unités.

27.

ENTRE L'AUTRUCHE ET LE BÉLIER

Le général Laurent Kolodziej, à Gao depuis le 8 mai, savait depuis le 23 janvier 2013 que « sa » 6e brigade légère blindée (BLB) assurerait le deuxième mandat de Serval. Vu la tournure des événements au Mali, une relève en effet était inévitable or c'était à son unité de l'assumer. Contrairement aux troupes du général Barrera, la 6 aura donc eu quatre mois pour se préparer. Dans son ensemble, l'armée de terre s'est déjà « malisée », de même que pendant une décennie elle s'était « ivoirisée » ou « afghanisée ». Dès le début de l'année, le commandement des forces terrestres a envoyé une vingtaine de cadres aux Émirats arabes unis pour mieux appréhender le combat dans le désert : il leur revient désormais de former les postulants au départ. Tout à son ambition d'« affiner » le Guépard, six mois avant la prise d'alerte, le général Clément-Bollée livre dans une note ce qui constitue à ses yeux les hypothèses les plus probables de projection : bande sahélienne ou Moyen-Orient par exemple. À quatre mois, il fait un choix. « Il faut parvenir, décrit-il, à diminuer au maximum l'effet de surprise sans pour autant peser sur la planification stratégique. Il vaut mieux optimiser puisque, de toute façon, une erreur ne prêtera pas trop à conséquence : ce n'est pas parce qu'une unité se préparera pour un pays qu'elle ne pourra aller dans un autre[1]. »

À la 6e BLB, le général Kolodziej et les siens se sont donc familiarisés avec la géographie, un plus considérable déjà par rapport à Serval 1 qui ne pouvait même pas rattraper avec les cartes obsolètes sa méconnaissance du pays. Trois semaines avant le déploiement, ils ont également pris part à des exercices les mettant face à des incidents déjà rencontrés au Mali.

La 6e BLB n'en est pas moins déstabilisée par une valse hésitation autour du volume de forces à projeter. À l'origine, le général devait compter sur deux GTIA. Mais seulement mi-avril, il a appris qu'il n'en aurait plus qu'un, baptisé « désert », conséquence de l'insistance politique à vouloir afficher des effectifs en baisse. Or il ne faut pas plus de quelques jours de présence au Mali pour qu'un second GTIA soit à nouveau programmé. La mission de fait s'avère bien trop ardue pour seulement 1 840 hommes, même endurcis puisqu'aux trois quarts légionnaires[*1]. Venus de France où le printemps est plutôt frais cette année, ils sont immédiatement jetés dans la fournaise de Gao qui, au contraire, est encore plus terrible que les années précédentes selon les locaux – 50° le jour, 30° la nuit. « C'était pire que Djibouti ! », témoigne le général Kolodziej, « Djibout » étant déjà la référence la plus terrible en matière climatique dans les armées françaises. Résultat, une hécatombe : un tiers des hommes est au tapis, déshydraté, sous perfusion, dès les quinze premiers jours… Collant aux instructions de Paris, le général Kolodziej leur assigne de surcroît un triple but qui ne tolère pas la procrastination : continuer à frapper l'ennemi, surtout le Mujao car AQMI a pour l'instant disparu ; garantir la sécurité suffisante pour que l'ONU déploie la MINUSMA et que les élections aient lieu ; enfin accompagner le retour des autorités maliennes dans le Nord.

Belmokhtar toujours là

Un préambule indispensable est la réorganisation du camp de Gao où, dans la précipitation forcée du premier mandat, les unités sont venues s'agglutiner les unes aux autres sans véritable logique. Sous la férule du colonel Arnaud Le Gal, conseiller génie du général de Saint-Quentin[*2], une centaine de conteneurs acheminés par

la mer ont certes commencé à déverser les tentes, mobiliers, divers impedimenta sans lesquels l'armée américaine n'aurait jamais manœuvré, considérant que des conditions de travail dépend le succès. Mais pour durer, il faut dorénavant des campements durcis, climatisés, aux normes. Le colonel Le Gal, chef de corps du 31e RG qui a été de tous les GTIA, a lancé les premières études et passé les commandes pour Bamako et Gao en étant conscient du fait qu'il faudrait plus compter sur le génie français que sur les entreprises locales. Le général Kolodziej veut une « plateforme opérationnelle du désert », un ensemble très organisé, rationalisé, d'où les unités pourront rayonner dans toute la région. L'absence d'un mur d'enceinte, contrairement aux FOB en Afghanistan, est emblématique de la volonté de l'armée française de ne pas se couper de la population, également de conditions sécuritaires acceptables. Le général se veut cependant intraitable sur l'ordre et la discipline : aucun relâchement dans l'apparence physique n'est toléré. Comme nombre de soldats en sont quittes pour des jours d'arrêt de rigueur, la troupe peut grogner à l'occasion. Quand bien même le Comanfor[*3] lui fera remarquer sa sévérité, le général Kolodziej assume car c'est pour lui la base d'un état d'esprit qu'il veut en permanence sur le qui-vive afin de compenser la diminution des effectifs par rapport à ceux dont disposait le général Barrera. De surcroît, il sait sa force continuellement épiée par l'ennemi, dans le camp, aux sorties, en ville. Serval doit continuer à inspirer la crainte, l'aura des légionnaires et des bigors, déjà très forte dans cette partie du globe, y contribuant pour bonne part. Bref, le général en convient, il veut à Gao un « camp romain » : de l'ordre, de la discipline, un esprit de corps – il est sûr d'en disposer avec les légionnaires – qui contribueront à offrir une impression de puissance avant même que le premier VAB ait mis son moteur en route.

Si le nord du Mali semble pour l'instant sous contrôle, les djihadistes savent prouver ailleurs qu'ils conservent un fort pouvoir de nuisance. Le 23 mai, au Niger, la katiba de Belmokhtar des « signataires par le sang », qui ne s'était plus manifestée depuis la prise d'otages géante à In Amenas, mène en compagnie du Mujao des actions sanglantes. Nom de code : « opération Abou Zeid ». Visant, selon Jouleibib, numéro deux du « borgne », les « forces d'élite françaises assurant la sécurité des installations de la firme nucléaire et une base militaire nigérienne »[2], elles commencent le matin par une voiture kamikaze qui explose à Arlit devant une centrale électrique : 1 mort et 14 blessés. Puis une attaque est opérée contre le camp de l'armée nigérienne à Agadez : 18 soldats et un civil sont tués dans l'explosion d'un camion bourré d'explosifs, des élèves officiers étant ensuite pris en otages ; soit la réplique nigérienne du raid sur le site algérien.

Suspendant toutes leurs opérations au Sahel, les forces spéciales françaises se précipitent sur les lieux : Sabre 3 à Arlit, Sabre Whisky (essentiellement le 1er RPIMa) à Agadez où ils organisent le bouclage avec l'armée nigérienne. Mais, surprise, le président Issoufou annonce à la télé que l'opération est terminée ! Interrogé par les plus hautes autorités politiques, le général Gomart se fait confirmer par le colonel Lucas, chef du détachement Sabre à Ouagadougou, qu'il n'en est rien. Le lendemain matin, alors que l'assaut est sur le point d'être lancé, les djihadistes sortent les premiers et se ruent vers les lignes franco-nigériennes en espérant pouvoir se faire exploser. Sauf qu'ils ont 300 mètres à courir… Trois sont abattus bien avant de parvenir à leurs fins, une dizaine d'autres actionnent leur bombe à l'intérieur du camp plutôt que de se rendre.

La Libye maintenant ?

Les attaques du 23 mai détournent un temps les projecteurs du Mali vers le sud libyen dont Issoufou fait le point de départ des terroristes, Idriss Déby l'imitant peu après en dénonçant la reformation de katiba à Sebha, Tripoli et Benghazi avec le djebel Akhdar pour lieu d'entraînement. Même s'il a déclaré sa frontière avec le Niger « zone militaire fermée », le pouvoir libyen, au plus bas, n'a pas la puissance politique et militaire nécessaire pour en assurer la surveillance. Durant Serval 1, il est avéré qu'AQMI a transporté une partie de ses blessés dans le sud libyen et que des chefs, dont Belmokhtar, y ont fait des séjours. Mais la tumeur djihadiste y est encore relativement circonscrite. Les katibats n'ont pris le contrôle du Nord-Mali qu'au bout d'une douzaine d'années d'un lent travail d'infiltration. Pour se créer un sanctuaire à la mesure du Tigharghar, la terreur ne suffit pas. Il faut amadouer les chefferies locales, nouer des alliances au gré de mariages, sécuriser des filières de ravitaillement. Quelques mois n'auront pas suffi dans le sud libyen. Les autorités politiques sont donc face au choix qui les effraient le plus, entre l'autruche et le bélier : attendre, en espérant que le problème disparaîtra de lui-même, mais avec le risque que, comme au Mali, la situation empire ; ou intervenir maintenant, afin de tuer dans l'œuf une résurgence du Sahelistan, mais sans tous les éléments en main pour convaincre la communauté internationale du

bien-fondé de la démarche ?

À vrai dire, si près de Serval, une opération d'ampleur similaire dans le sud de la Libye est peu envisageable sur le plan militaire. En particulier, nombre de moyens aériens, qui joueraient un rôle encore supérieur dans cette région vraiment reculée, ont un besoin d'urgent d'être régénérés. Et de toute façon, dans la lignée de ses prédécesseurs, François Hollande écarte toute intervention sans appel des autorités libyennes ni résolution de l'ONU. Comme elles avaient pu le faire en avance de phase de Serval, les armées françaises ont toutefois pour mission de se tenir prêtes au cas où, d'autant que la sécurité de l'approvisionnement en uranium est concernée. Pour cet aspect-ci, une commission regroupant la DGSE, la DRM, le COS, et parfois le GIGN verra bientôt le jour, sous l'égide du Quai d'Orsay, et elle se rendra sur place tous les trois mois inspecter les sites d'Areva. Les autorités nigériennes donnent également leur accord pour l'implantation d'un détachement du COS à Aguellal, à 70 kilomètres à l'est d'Arlit : d'abord une quarantaine, les forces spéciales seront rapidement un centaine, dotés d'hélicoptères. Contrairement aux autres Sabre, leur mission n'est pas d'encadrer l'armée nigérienne, ni, comme il a été prétendu, de servir de vigiles de luxe à AREVA, même s'il est évident que l'intérêt stratégique les pousserait nécessairement à intervenir en cas de grabuges. Discrètement, elles « tapissent » la frontière avec la Libye pour relever les passages, évaluer les forces concernées. Et, à l'occasion, avec le blanc-seing de Tripoli, elles basculent de l'autre côté de la passe du Salvador car les HVT ne doivent pas pouvoir considérer le Sud libyen comme un refuge. L'appui des États-Unis leur est acquis, qui veillent sur l'amalgame entre les djihadistes ayant sévi au Mali*4 et la version libyenne d'Ansar al-Charia, responsable à leurs yeux de la mort de l'ambassadeur Chris Stevens, à Benghazi, le 11 septembre 2012. La flotte de drones qu'ils ont basée au Niger, en dépit de leurs multiples préoccupations partout dans le monde, et dont ils font profiter pour la toute première fois la DGSE et les forces spéciales françaises, manifeste leur prise de conscience par rapport à l'année précédente, mais sans basculer dans l'excès inverse non plus. Le 23 mai, Barack Obama a annoncé la réduction du recours aux drones armés dans des pays avec lesquels les États-Unis ne sont pas en guerre*5. Et il ne faut jamais oublier que le Sahara est aussi étendu que l'Europe, mais avec six cents fois moins d'habitants…

Voter pour espérer

Les chaleurs et la saison des pluies vont de toute façon reporter pour un temps toute action d'envergure du côté ennemi, comme du côté allié. En prévision, le génie français s'est hâté d'achever un chantier stratégique à une centaine de kilomètres au sud-est de Gao, le remplacement du pont de Tassiga, endommagé par les djihadistes : le gué utilisé jusqu'alors disparaîtra bientôt sous trois mètres d'eau et gagner le Niger nécessitera un détour de quarante kilomètres. Le 31e génie a été chargé de lancer un pont Bailey, ces mécanos géants constitués de plusieurs modules pesant chacun des centaines de kilos, pour un total de 30 tonnes et 25 mètres de long*6. Ce sera le seul cas au Mali, mais l'armée française y a déjà eu recours pour palier les ponts détruits par l'OTAN en ex-Yougoslavie, ainsi que par l'armée israélienne au sud Liban. Après études préliminaires, l'ouvrage a été commandé en France au 3e régiment du matériel. Décidément vernie, la section du 31e RG du lieutenant Charles B., qui avait déjà fait le coup de feu lors de Doro I, a récupéré le 17 mai à Gao douze conteneurs, ainsi qu'un chariot élévateur. La chaleur écrasante l'a obligée à privilégier les cinq premières heures à l'aube et les trois dernières de l'après-midi, mais ses trente sapeurs ont suffi pour ajuster en trois jours l'essentiel des morceaux, le plus souvent à bout de bras.

Le principal objectif de Serval 2 demeure cependant la tenue des élections en dépit des dates jugées par beaucoup irréalistes. Il justifie le maintien durant l'été d'un effectif supérieur à 3 000 hommes alors qu'il aurait dû tomber à 2 000 le 1er juillet. La France joue de fait une partie difficile puisque, officiellement, elle n'a pas à se mêler de ce qui relève uniquement de la souveraineté malienne, mais que, dans la discrétion de ses rencontres bilatérales, elle ne manque pas une occasion pour rappeler l'intérêt capital de tenir le calendrier. L'ambassadeur à Bamako, Gilles Huberson, déploie toute son énergie pour ne jamais laisser les autorités maliennes sombrer dans l'abattement. Dans le même temps, son ancien camarade de Saint-Cyr, le général de Saint-Quentin, doit lui au contraire réfréner certains officiers maliens dans leur soif dévorante de laver une année d'affronts à répétition en reprenant pied au nord trop tôt. Sur les épaules du binôme, que soude une grande estime mutuelle, repose une large part de la transformation d'un succès tactique contre les djihadistes en une victoire stratégique sur le mal premier du Mali, l'irrédentisme du nord. Les élections en sont une condition nécessaire, mais non suffisante. Sans elles, le Mali prorogera deux années de crise. Avec elles, il en tournera la page et une autre ère laissera au moins

la place à l'espoir même si cinquante ans de révolte ne seront jamais soldés en quelques semaines.

Paris s'arc-boutant sur son refus de s'impliquer publiquement, c'est néanmoins à Ouagadougou, sous l'égide de Blaise Compaoré, que, dans la foulée de la conférence des donateurs, Bamako et le MNLA, respectivement représentés par Tiébilé Dramé et Bilal Ag Cherif, se rencontrent avec pour premier défi de trouver une solution au cas Kidal. En position de force, le MNLA consent à laisser le scrutin se tenir, mais à condition que l'armée malienne n'y pénètre pas. Un premier pas, mais aussitôt assorti d'une déclaration très dure : « Nous proposons, annonce le 22 mai Mohamed Essaleh, en charge des relations extérieures du mouvement, que la sécurité des élections soit assurée par les troupes des Nations unies, pas seulement à Kidal, mais dans tout l'Azawad, parce qu'aucun citoyen "azawadien" ne peut aller élire le futur président du Mali sous la protection de l'armée terroriste du Mali[3]. » Bamako n'est pas en reste. Le 4 juin, alors que les négociations doivent débuter trois jours plus tard, l'armée malienne annonce faire route vers Kidal. Selon elle en effet, le MNLA y procéderait à une « épuration raciale » visant les populations noires, les Touaregs expliquant n'avoir fait qu'expulser des « agents de Bamako ». Que l'armée passe vraiment à l'acte et c'en serait fini des élections, et pire, de la stabilité précaire du Mali. Sans compter la centaine de soldats français qui se trouveraient pris entre deux feux.

Le porte-parole de l'armée malienne précise qu'Anefis, que tient aussi le MNLA, est le terminus… provisoire. Le 5 juin, le deux camps s'y affrontent, chacun renvoyant la faute à l'autre et revendiquant avoir fait le plus de dégâts. Depuis Ouagadougou, le vice-président du MNLA appelle à « avancer sur toutes les positions de l'armée malienne dans le territoire de l'Azawad[4] ». Le lendemain, au tour du président malien de durcir le ton : « Les élections se tiendront à la date prévue dans tout le Mali, dans toutes les villes et donc à Kidal. » Et d'ajouter : « aucun groupe armé ne peut rester armé au Mali ».

Dali au Mali

Les négociations s'ouvrent à Ouagadougou le 8 juin, avec un jour de retard. Bamako en effet a demandé à la dernière minute que la délégation du nord soit élargie au Mouvement arabe de l'Azawad, ainsi qu'à la milice Songhaï des Ganda Koy, dans le but évident de diluer le poids des touaregs. Les médiateurs burkinabés s'y opposent vigoureusement en anticipant la réaction du MNLA, mais aussi en critiquant les liens avérés de certaines personnalités avec les trafiquants de drogue et le Mujao. L'affaire se complique quand les Touaregs se présentent également en deux délégations. Outre le MNLA, apparaît une nouvelle organisation, tout juste créée le 19 mai – les touaregs ayant l'art de brouiller les cartes : le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA). Or il s'agit en fait d'un replâtrage du Mouvement islamique de l'Azawad, qui n'est lui-même que l'émanation la plus fréquentable d'Ansar Dine. Mais Ouagadougou ne saurait cette fois l'écarter à la satisfaction de Paris qui tient à la meilleure représentativité possible du nord. Grâce à son hostilité au djihadisme, le MNLA en effet a incontestablement l'ascendant sur le HCUA vis-à-vis de l'étranger. Mais ce n'est peut-être pas le cas à l'intérieur de l'Azawad, le HCUA entretenant habilement ses relations avec l'ensemble des acteurs, lui qui compte dans ses rangs le cœur du pouvoir Ifoghas avec l'Amenokal et son fils Alghabass, mais aussi Hamada Ag Bibi, l'ancien numéro deux d'Iyad Ag Ghali. Unissant leurs forces respectives, les deux organisations ont signé un accord le 2 juin.

L'ambiance à Ouagadougou est donc quelque peu surréaliste avec d'un côté le pouvoir malien issu d'un putsch, de l'autre ceux qu'il appelle les « terroristes » du MNLA, mais aussi les anciens membres d'Ansar Dine, classée « terroriste » cette fois par les Américains, et en coulisses, puisque le MAA et les Ganda Koy entendent peser quand même, des mafieux et apparentés terroristes. De quoi abondamment alimenter les rapports des observateurs de l'ONU, des Unions Africaine et Européenne, ainsi que de la France qui compense son apparente distance par la présence de pas moins de deux de ses ambassadeurs se répartissant presque naturellement les rôles : Gilles Huberson, en poste à Bamako, reste plutôt au contact des autorités maliennes qu'il côtoie depuis des mois tandis que son homologue à Ouagadougou, le général Emmanuel Beth, fait jouer ses relations avec les mouvements du nord qui sont des visiteurs réguliers du président Compaoré.

La conférence s'ouvre dans le climat délétère de la dénonciation par les ONG d'exactions des deux côtés : Human Rights Watch stipendie le MNLA pour des arrestations arbitraires à Kidal, Amnesty expose, elle, que « le bilan des forces de sécurité maliennes en matière de droits de l'Homme est simplement terrible[5] ». Symptomatiquement, les deux camps ne s'adressent jamais vraiment la parole, préférant toujours passer par le médiateur burkinabé, Djibrill Bassolé ou les observateurs internationaux. Cependant, Gilles Huberson rentrant au bout de deux jours à Bamako, le général Beth sait trouver les mots justes, lui qui, comme premier commandant de

Licorne, puis comme ambassadeur au Burkina, a déjà l'expérience d'une guerre civile en Côte d'Ivoire, de son démarrage en 2002 à sa conclusion en 2011 : « Je leur rappelais la chance exceptionnelle dont ils bénéficiaient, explique-t-il : en 1990 et en 2006, le monde s'était désintéressé de leurs discussions. Là, ils avaient la chance qu'il soit à leur chevet et que tous, ONU, UA, UE, OCI[*7] et nous-mêmes, nous soyons du même avis. Je leur faisais donc comprendre que s'ils ne souhaitaient pas avancer, la France se retirerait[6]. »

Un autre Français, le colonel Jean-Pierre Fagué, qui a géré aux côtés du général de Saint-Quentin l'arrivée au Mali de toutes les forces africaines, participe au volet militaire des discussions que mène le général burkinabé Gilbert Diendéré : « Avec le colonel Ntab, chef d'état-major de la MISMA et le colonel L. de la MINUSMA, nous avons permis aux militaires des délégations du nord et du sud de trouver un terrain d'entente pour débloquer la négociation. Nous avons commencé par nous assurer qu'ils parlaient bien des mêmes choses en matière de cantonnement, de regroupement, etc.[7]. » Car, en fait, le contenu de l'accord importe moins que l'accord lui-même. Comme en Côte d'Ivoire en 2010-2011, l'essentiel est l'impression de progrès, une amorce de démilitarisation, afin de pouvoir arguer d'une amélioration de la sécurité qui est la condition sine qua none de l'organisation des élections. Les deux camps y ont intérêt : Bamako, pour reprendre le contrôle de l'ensemble du territoire, et les Touaregs pour entamer au plus vite avec des autorités centrales enfin légitimes les discussions qui leur tiennent le plus à cœur, sur le statut politique de l'Azawad.

Au bout de sept jours de négociation, un accord est trouvé, mais Tiébilé Dramé prévient le général Beth que le président malien ne veut pas le signer. Djibrill Bassolé s'envole donc pour Bamako en compagnie des représentants de l'ONU et de l'Union Africaine, mais ils sont fraîchement reçus par Dioncounda Traoré, pas content du tout de la tournure des débats. Rompant avec sa ligne de non interférence, François Hollande appelle le président malien. Le motif est de comprendre les raisons de sa colère, mais la démarche en elle-même, alors que la France proclame à répétition ne pas se mêler des affaires maliennes, trahit l'impatience du gouvernement français que Bamako est obligé de prendre en compte.

Le texte est finalement signé le 18 juin, et Paris se hâte, par la voix de Laurent Fabius, de saluer une « avancée majeure ». Comme prévu, le contenu est pourtant restrictif. Contre le retour « progressif » de l'armée malienne à Kidal, il ne prévoit que le cantonnement des Touaregs qui ont obtenu de ne désarmer qu'une fois signé l'accord « global et définitif de paix » dont les discussions devront débuter soixante jours après les élections présidentielles.

Chasse-traque

Les deux camps jurent de la sincérité de leur signature, la présence des observateurs internationaux leur semblant une garantie de celle de l'autre. Mais les couteaux sont à peine rangés. « Nous avons refusé de déposer les armes, prévient ainsi Moussa Ag Assarid. Si les Maliens refusent de jouer le jeu, nous les reprendrons facilement[8]… » Le Mali retient désormais son souffle jusqu'aux élections. Avec une compagnie à Gao, l'escadron à Tessalit et une autre compagnie à Kidal, les forces françaises ont le choix du statu quo ou de l'initiative. Même si seulement quelques coups de feu, sans conséquence, ont été échangés fin mai, l'ennemi est toujours là. Serval en a la certitude grâce à la population et aux importants moyens de renseignement qui, pour l'essentiel, ont été maintenus en dépit du ralentissement des activités. Comment le débusquer ? Le général Kolodziej garde en mémoire deux de ses entretiens avant son départ. À l'Élysée, le général Puga lui a fait comprendre que son inexpérience de l'Afghanistan serait au Mali un avantage puisqu'il n'est pas susceptible de succomber au « syndrome afghan » même si son GTIA est également doté de Caesar et de mortiers. Le général Castres, sous-chef opérations, l'a confirmé à sa manière en lui suggérant, avec insistance, de « nomadiser » : les djihadistes ne doivent pas pouvoir se reposer du KO infligé par Serval 1. Serval 2 doit se montrer partout, sans cesse surprendre[*8]. Si le 1er Tirailleurs est équipé de VBCI, le reste de l'infanterie dispose aussi de VAB et de camions. « Mes éléments les plus adaptés à ce théâtre, note le général Kolodziej, seront les VBL de l'escadron d'aide à l'engagement, très mobiles, très autonomes par rapport au reste[9]. »

Plutôt que « nomade », le « GTIA Désert » préfère se considérer « chasseur » en combinant les trois principes de base de l'armée française : l'économie de moyens, la concentration des efforts et la liberté d'action. Le général Kolodziej pense ainsi remettre au goût du jour le « chasse-traque » qui n'est plus en vigueur depuis l'Algérie : les

unités sont engagées dans la durée, jusqu'à trois semaines d'affilée, se ravitaillant à partir de plots logistique prépositionnés. « Nous avons explosé toutes nos abaques ! », souligne le général. Dans le cadre de la première opération, « Orion », visant à ratisser la région de Bourem du 8 au 13 juin, deux sections de légionnaires se retrouvent ainsi isolées à 150 kilomètres du reste de la troupe, pendant au moins dix-huit heures. Une situation inconcevable en Afghanistan. Avec, en conséquence, un corollaire capital : « Je leur ai dit, souligne le général Kolodziej : "en cas de problème, vous vous battez jusqu'au dernier. Je ne veux pas de soldats capturés et moi je viendrai vous chercher". » Un Camerone malien plutôt qu'une nouvelle affaire d'otage qui serait catastrophique à l'orée des élections. C'est tout le dilemme du général, condamné à l'audace prudente ou à la prudence audacieuse. Il lui faut du résultat, mais pas trop non plus, la période électorale ne se prêtant pas aux lourds bilans de pertes de Serval 1. Et il n'est pas aisé d'en convaincre les troupes qui, ayant suivi avec envie les prouesses de leurs prédécesseurs, ont pu espérer les reproduire. Mais le message est compris : durant tout son mandat, Serval 2 ne tirera qu'un seul obus d'artillerie.

Le général Kolodziej cherche à tout prix à éviter le « coup de trop », comme il a pu s'en produire en Afghanistan alors que la tendance était déjà au désengagement. Une opération donne ainsi lieu à une vive algarade entre Gao et Bamako. Début juin, le PCIAT ordonne qu'un raid héliporté soit mené sur un site à 100 kilomètres au sud de Kidal qui, ses sources sont formelles, accueille un rassemblement de djihadistes. Kolodziej ne « sent » pas l'affaire ; le dossier lui paraît bâclé. Il s'y oppose. Mais il n'est qu'aux premières semaines de son commandement quand l'état-major à Bamako est aux manettes depuis février. Il finit donc par obéir, avec toute la solitude que ressent un chef à ce moment, mais, fait exceptionnel, il impose sa présence dans un hélicoptère pour être en mesure de donner lui-même l'autorisation de tir et donc d'en assumer d'autant plus directement les conséquences. La flottille se dirige vers le nord-ouest de Gao. Selon le plan, elle n'est qu'à quelques minutes de délivrer les frappes prévues quand la radio annonce l'annulation : l'officier de liaison de la DGSE intégré à l'état-major de Serval est formel, le campement appartient en fait au MNLA… La « bavure » est évitée de justesse. Il n'est pas sûr que les touaregs s'en seraient emparés comme d'un casus belli, mais l'image de Serval, elle, aurait indubitablement été ternie.

Du 13 au 18 juin, Serval 2 lance sa première incursion dans l'Adrar, une prise de connaissance en quelque sorte. L'opération « Sirius », menée par 150 hommes du 1er REC et du 2e REI, recueille encore dans la vallée d'Asamalmal, pourtant écumée par Serval 1, 3 tonnes de munitions et 15 tonnes de nitrate de potassium pouvant servir à la confection d'explosifs.

La diminution de l'effectif français oblige à faire des choix. Serval 1 avait ainsi établi que les djihadistes reliaient la boucle du Niger à la frontière algérienne, en passant entre le Tigharghar et le Timetrine : de très nombreux dépôts y ont été mis à jour. Serval 2 met en lumière deux nouveaux axes de communication. Le premier, reliant Tombouctou à la frontière nigérienne en passant au nord de Gao, suit la courbe du Niger à une distance de 150 kilomètres : en rien un hasard, c'est sur cette trajectoire que se concentrent les puits. Le second axe monte en droite ligne depuis Tombouctou vers l'Algérie, en longeant le Timetrine par l'ouest et en traversant l'immense désert du « Mali stérile ».

Avec 3 200 hommes, le général Kolodziej s'estime sous-calibré pour opérer sur les deux itinéraires. De conserve avec son état-major, il décide donc de se concentrer sur le grand Gao et de laisser l'autre région à Serval 3. Du 24 juin au 9 juillet, « Netero » vise ainsi les camps implantés par le Mujao juste de l'autre côté de la frontière nigérienne. Une grande boucle est suivie à l'est de Gao, entrant au Niger, pour aboutir in fine à Menaka, une partie des troupes étant d'autre part héliportée pour assurer le bouclage de la région. Depuis Panthère, jamais autant d'hommes n'ont été alignés, près de 600 Français, 200 Nigériens et 80 Maliens, appuyés par la chasse, les hélicoptères, un patrouilleur maritime et un drone. Armes et matériels sont saisis, d'un tonnage sans doute inférieur à ce qu'un tel déploiement de forces aurait pu laisser espérer*9. Mais le but était aussi d'affirmer la présence militaire dans cette partie du Mali et il est atteint à en juger par les interceptions : « les croisés sont là ! », ont d'abord lancé les djihadistes, avant se complaindre : « mais quand vont-ils partir ? »

---

*1. Issus, pour la compagnie d'infanterie, du 2e étranger, pour l'escadron blindé, du 1er étranger de cavalerie, pour les sapeurs du 1er étranger de génie. Une compagnie d'infanterie du 1er tirailleurs et des tubes du 3e RAMa les complètent.

*2. Ou « J-Eng » (« J » comme pour chaque bureau d'un état-major – « Eng » pour « Engineer ») : Le Mali est là encore la première opération où les armées françaises mettent en place une chaîne génie jusqu'à ce niveau.

*3. Ce sera alors le général Marc Foucaud, successeur du général de Saint-Quentin à la tête du PCIAT mi-août.

*4. Dont Ansar Dine que, le 21 mars, ils ont cataloguée « organisation terroriste ».

*5. La réduction était en fait en cours depuis plusieurs mois, mais une succession de frappes, au Yémen surtout, a pu en donner l'impression inverse.

*6. Ce n'est que le tapis qui est posé ; les piles, en bon état, sont réutilisées.

*7. Organisation de la coopération islamique.

*8. Au bout du mandat de quatre mois et demi, chaque homme aura ainsi passé plus de 90 jours sur le terrain.

*9. Il n'est d'ailleurs pas fourni par l'état-major des armées.

28.

UNE FIN PROVISOIRE

Conformément à son mandat, Serval 2 est marqué par le retour de l'armée malienne dans le Nord. Le 5 juillet, 150 soldats font leur apparition à Kidal. Les choisir n'a pas été une sinécure. Au départ, la ville était réservée au premier bataillon formé par EUTM. Mais les retours en ont été alarmants : comptant beaucoup d'anciens soldats de Gamou, il était animé de rancœurs, difficile à commander. Les touaregs ayant mis leur veto à sa venue dans leur fief, Bamako et ses alliés ont opté pour des gendarmes, ainsi que le GTIA8 basé à Menaka. L'unité du colonel Rissah compte elle aussi des touaregs – c'est de toute façon préférable pour supporter le climat – mais le lieutenant-colonel Christophe L., officier de liaison auprès de l'armée malienne, a pu juger en avril leur « modération »[1]. Le premier bataillon sorti d'EUTM hérite, lui, d'un secteur moins complexe, sur la transsaharienne.

Un gaulliste mitterrandien

Vu l'absence d'incidents lors du retour de l'armée à Kidal, rien ne semble plus pouvoir entraver les élections même si le président malien, fin juin, a laissé entrevoir à ses interlocuteurs français qu'il envisageait de les reporter fin octobre en invoquant des difficultés dans la distribution de cartes d'électeur. Il est vrai qu'en Côte d'Ivoire, l'opération avait nécessité plus de temps, mais la réaction de Dioncounda Traoré trahit surtout de la fébrilité qui n'arrange pas son image à Paris. Six mois de guerre n'ont pas suffi pour éclaircir ses relations avec le capitaine Sanogo qui, de son côté, multiplie les gestes pour faire oublier son récent passé. Le 27 juin, au palais présidentiel même, l'ancien putschiste demande « pardon au peuple malien ». Dans une cérémonie un peu grandiloquente, bérets rouges et bérets verts s'enlacent, des prisonniers sont libérés. Mais Traoré n'est pas le seul à faire étalage de son scepticisme. Tiébilé Dramé, candidat aux présidentielles, n'a de cesse de déplorer les entraves à un scrutin régulier à Kidal. Il en est quitte pour une saillie du ministre des affaires étrangères français, minimisant sa représentativité. En retour, celui qui fut le négociateur malien lors de l'accord nord-sud de Ouagadougou se livre à une déclaration qui n'est pas sans refléter un début d'agacement dans une partie de l'opinion publique malienne : « Je constate que Laurent Fabius est devenu le directeur des élections au Mali[2]. » Le gouvernement français paie son insistance à ce que le calendrier soit tenu, mais il commence aussi à subir la fatalité voulant que celui qui a secouru finit toujours par être rejeté puisqu'il est le témoin d'un passé peu glorieux.

Tiébilé Dramé n'est qu'un des vingt-sept candidats à la présidentielle. Parmi les principaux outsiders : l'ancien Premier ministre Modibo Sidibé, Dramane Dembélé, investi par le premier parti malien, l'Adéma, et surtout Soumaïla Cissé, surnommé « Soumi », 63 ans, né dans le Nord. Sous Alpha Oumar Konaré, cet ingénieur de formation, passé par de grandes entreprises françaises, a été plusieurs fois ministre des finances, puis candidat malheureux à la présidence de 2002. Ayant été par la suite président de la commission de l'UEMAO[*1], son programme est très tourné vers l'économie quand celui du favori est plus patriotique. « Je ramènerai la paix et la sécurité, proclame Ibrahim Boubacar Keïta. Je renouerai le dialogue entre tous les fils de notre Nation[3]. » IBK, 68 ans, ancien chargé de recherche au CNRS, est protéiforme. Penchant du côté de Charles de Gaulle, pour le

grand dessein qu'il prête au Mali, ce pays « humilié » dont il veut restaurer l'« honneur », il ressemble à François Mitterrand pour son passé de ministre, son âge, ses deux premiers échecs à la présidentielle et son socialisme de raison. Mais IBK est aussi un peu le mélange idéal de Gbagbo et de Ouattara : professeur, 26 ans de vie en France, socialiste pour le premier ; diverses responsabilités de haut niveau, au profit du Fonds Européen de Développement, ambassadeur, ministre, Premier Ministre qui l'ont fait connaître et apprécier par la communauté internationale, pour l'autre

Alors que Soumaïla Cissé passe pour l'« homme des Burkinabés », IBK est souvent décrit comme le « candidat de la France », non sans raison. À Paris, la quasi-unanimité des autorités souhaitent la victoire de ce membre de l'Internationale socialiste, perpétuant toutes les ruses du radical-socialisme de la IIIe République dont l'habileté lui permet de rallier à la fois les islamistes du HCI, lui le laïque bon teint, mais qui prend soin de psalmodier le Coran à chaque début de meeting, et les anciens putschistes que, en 2012, contrairement à Cissé, il s'était gardé de condamner publiquement, préférant parler d'un « abandon du pouvoir, d'une fuite d'autorité »[4] par l'équipe ATT. Cependant, les autorités françaises ont bien trop peur de l'anathème françafricain pour oser passer à l'acte d'un soutien, même sous le manteau. De son côté, IBK n'est certainement pas homme à se laisser manipuler. Ainsi n'a-t-il pas caché son désaccord profond sur la mansuétude supposée de la France à l'égard du MNLA.

New York à la fenêtre

À la veille du lancement de la campagne, l'état d'urgence, en vigueur depuis le 12 janvier, est levé. Kidal demeure le seul foyer de tension, des heurts violents éclatant entre Touaregs et soutiens du gouvernement. Ainsi, le 11 juillet, le gouverneur Adama Kamissoko, qui revient pour la première fois depuis sa fuite en 2012, ne peut-il y rester que quelques heures. Quatre morts sont à déplorer. Alors qu'elle ne compte que 30 000 des 6,5 millions de votants maliens, Kidal parvient donc à capter encore l'attention de toute la communauté internationale. En prévision des élections, dans le cadre de l'opération « Centaure », le général Kolodziej décide le 21 juillet de déployer dans les environs pas moins des deux tiers de son effectif, la MISMA pouvant en partie le relever à Gao. À l'Amenokal qui le reçoit, il rappelle le moment historique pour le nord Mali : « Imaginez que New York est en train de regarder Kidal voter[5] ! » Et de prévenir : « Si un drame se produit, nous ne prendrons pas partie, mais nous en ferons connaître l'auteur au reste du monde. »

Les soldats français ont sous leur contrôle les bureaux de vote de Kidal, mais aussi d'Aguelhok, Tessalit et Essouk. Ils profitent de leur déploiement, qui va se prolonger sur un mois, pour rayonner autour de leurs positions et engranger de nouvelles prises, essentiellement des stocks d'armes et quelques trafiquants : « Tous les autres que nous alpaguions, relate le général Kolodziej, nous disaient appartenir au HCUA ou au MNLA… » À vrai dire, il ne croit pas lui-même à la bonne tenue des présidentielles. Et pourtant, le 28 juillet, aucun incident majeur n'est rapporté. Le simple fait que le scrutin puisse se dérouler à Kidal, même si très peu se rendent aux urnes, est salué comme une victoire. Les seuls griefs concernent l'exclusion, faute d'avoir reçu les cartes biométriques, de l'essentiel de la diaspora malienne[*2], des 500 000 réfugiés et déplacés, ainsi que de 300 000 jeunes. À 53,5 %, la participation totale est très satisfaisante, elle qui est traditionnellement faible au Mali : le précédent record était de 38,3 % en 2002.

Les autorités maliennes savourent leur succès. Paris aussi, d'autant qu'IBK est donné vainqueur. L'unique ombre est l'avance qui lui est prêtée, si élevée qu'un second tour serait inutile. Deux des quatre précédents scrutins présidentiels ont déjà été dans ce cas, mais ils n'ont pas été des modèles de vertu, et puis un scénario à l'ivoirienne, avec l'opposition refusant le verdict, est redouté. Un second tour est finalement nécessaire puisqu'IBK recueille 39,84 %. Arrivé deuxième avec 19,74 %, Soumaïla Cissé dit encore croire à sa chance grâce au ralliement de l'Adéma, ainsi qu'aux abstentionnistes et aux 450 000 votes nuls qu'il espère convaincre. Mais vingt-deux des vingt-cinq éliminés se prononcent en faveur d'IBK qui reçoit également le soutien de Sabati, un rassemblement de 150 associations islamiques, emmené par Moussa Boubacar Bah. Pour la première fois, des imams auront donc donné des consignes de vote.

Le climat reste assez tendu après le premier tour pour que le général Kolodziej refuse l'invitation de femmes de la région de Gao à venir baptiser des cultures maraîchères du nom du lieutenant Boiteux. Une partie de son état-major ne le comprend pas : ne prend-il pas le risque de se couper de la population ? Mais tout paraît trop étrange au général : pourquoi maintenant ? Pourquoi choisir l'officier des forces spéciales alors qu'il y a déjà eu le marché ? Pourquoi toutes les huiles de Serval sont-elles également conviées ? En clair, Kolodziej redoute un

traquenard et assume seul une décision qui ne pourra jamais démontrer sa pertinence. L'entre-deux-tours est tout de même marqué, le 30 juillet, par la perte du brigadier-chef du 515e régiment du train Marc Martin-Vallet, dans un accident de la route. Premier mort pour le bataillon logistique qui, à vrai dire, vu les conditions très acrobatiques du premier mandat, avait été surpris de ne déplorer qu'un seul accident.

Après une campagne sans relief, le second tour se déroule le 11 août. À cause de la pluie et de l'absence de suspense, la participation chute à 45,78 %. Même si les bulletins nuls diminuent également des quatre cinquièmes, Soumaïla Cissé reconnaît sa défaite avant même la proclamation officielle. C'est de fait un triomphe pour IBK qui recueille 77,61 % des voix. « Il est très rare qu'un pays naisse deux fois, se félicite Laurent Fabius. C'est le cas du Mali qui, menacé dans son existence même par la barbarie terroriste il y a sept mois, a su trouver les forces pour élire dimanche dans le calme et la sécurité retrouvés son nouveau président de la République[6]. » Trente-quatre ministres sont nommés, dont beaucoup d'anciens des précédents gouvernements et quatre femmes. Les affaires étrangères sont confiées à un ancien chef rebelle arabe, Zahabi Ould Sidi Mohamed ; un portefeuille de « la réconciliation nationale et du développement des régions du nord » échoit au Cheikh Oumar Diarrah.

L'exigence de la prudence

Après l'occupation du Nord par les groupes armés, au tour donc du putsch d'être relégué aux oubliettes maliennes. Militairement et politiquement, François Hollande peut se ravir de l'application chapitre après chapitre d'un plan concocté dans les cartons d'aménagement de son arrivée au pouvoir. Venu le 18 septembre pour l'investiture d'IBK, il lance même en faisant allusion à sa précédente visite le 2 février : « Nous étions au tout début de notre combat commun. Nous sommes à son aboutissement, car c'est une victoire, une grande victoire pour le Mali que nous fêtons aujourd'hui[7]. » Une fois encore, la frontière est ténue avec le « War is over » de George W. Bush en clôture de la guerre d'Irak, mais aussi avec la Libye « libérée » de Nicolas Sarkozy à Benghazi, le 15 septembre 2011. Or, si elle ne doit pas être boudée à l'aune du cynisme hélas si coutumier des Français, la « victoire » ne doit pas non plus écraser deux réalités persistantes.

La première est que les Touaregs attendent désormais le nouveau président malien de pied ferme. L'élection à peine passée, le MNLA annonce ainsi qu'il va proposer un projet d'autonomie de l'Azawad. De leur côté, les populations du Sud considèrent toujours que Kidal est occupée. Le 8 septembre, des incidents sérieux y ont lieu en marge de la visite de trois ministres maliens. Le 11, des échanges de tir sont déplorés à Fooïta, près de la forêt de Léré, entre MNLA et armée malienne ; plusieurs morts sont annoncées.

Selon les accords de Ouagadougou, IBK a soixante jours pour reprendre les discussions avec le Nord autour de sept questions dont surtout le statut des trois régions, l'intégration des rebelles dans les forces de sécurité maliennes et la fin des poursuites judiciaires à l'encontre de leurs chefs. Le 18 septembre, le MNLA, le HCUA, le MAA et les deux milices Ganda Koy et Ganda Izo lui remettent un mémorandum où ils s'engagent à ne plus « utiliser la violence comme mode d'expression »[8]. « Nous préférons le dialogue à la guerre pour trouver une solution à nos problèmes », promettent-ils vertueusement, en ajoutant de manière encourageante être « soucieux de préserver l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la République du Mali ». Mais dès le 19, le conseil révolutionnaire du MNLA tempère l'espoir en déclarant que la délégation n'avait reçu aucun mandat en ce sens.

Autre source de préoccupation, les djihadistes profitent de la mauvaise saison pour se reconstituer. Le 22 août, le Mujao et la katiba de Belmokhtar des « Signataires par le sang » annoncent leur fusion au sein des « Almoravides » (al-Mourabitoune), référence à la dynastie qui régna au début du deuxième millénaire du sud de l'Espagne au Sénégal. Le successeur de Ben Laden à la tête d'Al-Qaida, Ayman al-Zawahiri, l'aurait lui-même réclamée[9]. Il est difficile de statuer sur la signification pour Belmokhtar de cette énième recomposition du mouvement salafiste au Sahel. La thèse la plus répandue est qu'il paierait son impétuosité, ainsi que ce que les raids d'In Amenas et Agadez, qui sont présentés comme des ratages. Or quelles actions djihadistes ont le plus marqué l'opinion publique et quel est le but premier des « terroristes », avant de récupérer de quelconques rançons, si ce n'est de susciter la terreur… ? Voilà déjà quinze ans que le « Borgne » est décrit comme le « terroriste » le plus insupportable du Sahel, quinze ans qu'il est annoncé en rupture de ban de toute la galaxie fondamentaliste, et quinze ans qu'il enchaîne les méfaits chaque fois plus spectaculaires, ce qui, loin d'un isolement, paraît signifier au contraire une assise grandissante. Les services français et américains ne s'y trompent pas en tout cas, qui le traquent en toute priorité, entre le Mali et la Libye : tant d'heures de drones, de chasseurs,

de patrouilleurs maritimes, tant d'efforts de la DGSE, des forces spéciales des deux pays ne seraient pas consacrés à un parrain de la drogue même du niveau auquel certains le placent.

AQMI aussi répare les dégâts de Serval. Abderrahmane, alias Talha, succède à Chinguetti, tué par les forces spéciales dans le Timetrine, à la direction de la katiba al-Fourghan : il fut l'un des tout premiers Mauritaniens à rejoindre AQMI en 2006. À la tête de la katiba Tarik Ibn Ziyad de feu Abou Zeid, apparaît aussi l'Algérien Saïd Abou Moughatil, alias Abou Saïd el-Djazaïri, qui aurait joué un rôle premier dans le rapt des sept otages d'Arlit en septembre 2010. Question capitale, posée par le journal algérien Le Jeune Indépendant, généralement très bien informé sur les questions de terrorisme : « La désignation de Saïd Abou Moughatil […] annoncera-t-elle le début d'une nouvelle vague d'enlèvements des étrangers au Sahel ? »[10]. AQMI subit une perte très contrariante le 9 septembre : son émir au Sahara, Nabil Makhloufi, alias Nabil Abou Alqama, se tue dans un accident de voiture alors qu'il se rendait à une réunion de commandants dans le nord du Mali. L'organisation perd un vétéran du djihad, artificier à ses heures perdues, mais aussi un chef fédérateur. Sa place, stratégique, est pourvue sans délai : Yahya Abou El-Hammam, de son vrai nom Djamel Okacha, 35 ans, a fait ses premières armes au GSPC avant de devenir le second, puis le successeur d'Abou Zeid.

La France mise sur une prise de conscience régionale. Et de fait, le 10 septembre, à l'initiative de l'Union Africaine prônant le « renforcement de la coopération sécuritaire et l'opérationnalisation de l'architecture africaine de paix », neuf chefs de service de renseignement des pays sahéliens[*3] se rencontrent à N'Djamena[*4]. Le désengagement militaire semble d'autant plus inéluctable que, le 18 septembre, lors de l'investiture d'IBK, le président de la République française a déjà placé la Syrie et la Centrafrique dans sa ligne de mire : « Nous avons adressé un exemple au monde : lorsque le droit est bafoué, lorsque des femmes et des enfants sont massacrés, c'est à ce moment-là que la communauté internationale doit se lever. Voilà la leçon du Mali, voilà le message de Bamako. » Les armées toutefois mettent en garde les politiques contre la tentation inhérente à toute OPEX de diminuer les efforts sous prétexte que le deuxième mandat est plus calme que le premier. Le général Foucaud, successeur du général de Saint-Quentin, et le général Kolodziej rappellent le décalage en novembre des élections législatives, l'application encore très lente des accords de Ouagadougou, enfin l'absence d'opérations dans le « Mali stérile » où l'ennemi a pu reprendre des forces. La régionalisation est probablement la solution la plus souhaitable, mais pour le commandement français, il s'impose de conserver au minimum un GTIA, avec une forte puissance de feu, s'inscrivant dans la durée sans quoi Serval ne resterait qu'un coup d'épée dans l'eau.

Le général Lecointre, qui quitte également le commandement d'EUTM en août[*5], fait un constat identique. Les soldats sortis de formation se comportent bien, mais il est capital de pouvoir leur assurer qu'ils pourront être relevés, qu'à leur retour du nord ils jouiront d'une caserne, etc. Dans son rapport de fin de mission, il préconise donc à l'Union européenne de proroger l'opération au-delà du terme prévu en mars 2014 : « pour mener à bien notre projet de reconstruction complète de l'armée malienne, explique-t-il, nous avons au moins besoin de deux ans[11]. » Il le dit et le redit en conseil des ministres de la défense. Le général propose aussi un contrôle régulier de l'armée malienne, un peu à la manière de ce que pratique l'OTAN avec les armées occidentales, toujours dans la perspective d'une œuvre pérenne. « Le budget annuel que nous consacrons à l'armée malienne n'est que de 25 millions d'euros, souligne-t-il. Cela resterait un effort modeste pour nous. »

Les généraux, disent souvent les politiques, ne savent pas terminer les guerres. Avec le Mali en arrière-pensée, ils pourraient répliquer que les politiques ne savent pas les commencer. Ce sont le président de la République et le gouvernement eux-mêmes qui ont lancé une « guerre contre le terrorisme » or il est évident que celui-ci n'a pas disparu en six mois. Fin octobre, François Hollande sera d'ailleurs contraint de spécifier : « Nous n'avons jamais prétendu que notre intervention allait faire disparaître le terrorisme dans la région[12]. » Les faits lui donneraient tort de toute façon. De nouvelles escarmouches se produisent du 28 au 30 septembre à Kidal où un kamikaze se fait exploser en manipulant sa ceinture d'explosifs. Il faut ajouter un attentat revendiqué par AQMI à Tombouctou, le 28, tuant deux civils, et la rumeur appuyée affirmant que les commandants d'Iyad Ag Ghali[*6] se seraient réunis le 22 à Gharous Khayoum, près de Kidal, avant de se permettre d'entrer dans la ville. La dégradation oblige même IBK, le 1er octobre, à écourter sa première visite en France de président de la République.

Sentant lui aussi le risque de désengagement international, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pousse un cri d'alarme. « En dépit des avancées, rapporte Albert Gerard Koenders le 16 octobre, le vrai travail ne fait que commencer[13]. » Il relève en particulier que « la multiplication des attentats terroristes dans le nord du pays démontre que la lutte contre le terrorisme et le crime organisé au Mali n'est pas terminée et que la situation demeure encore fragile dans toute la région du Sahel ». Et de réclamer donc des moyens. Car à cette date, la MINUSMA n'est encore composée que de la MISMA, soit un peu plus de cinq mille soldats africains,

Tchadiens et Nigérians étant rentrés au pays juguler des rébellions locales. Les Pays-Bas, le Pakistan, le Bengladesh sont attendus, mais à des degrés divers. Car si les 380 soldats promis par La Haye sont de qualité, quid des Pakistanais et des Bangladais, grands habitués des opérations de maintien de la paix, mais généralement plus pour l'argent qui en découle que pour la mission elle-même… ? La Chine annonce également l'envoi de 500 hommes, ce serait la première « OPEX » de l'armée populaire. Sur le plan matériel, Ameerah Haq, secrétaire générale adjointe des Nations unies, a dénoncé en juillet l'impossibilité pour les casques de bleus d'user à Kidal de leurs systèmes de communication mobile car la chaleur les fait fondre[14]. Et encore faut-il ajouter des craintes de ne pas trouver l'eau nécessaire aux 12 600 hommes prévus[*7]…

Au final, le général Foucaud obtient gain de cause. Son effectif est globalement maintenu à trois mille hommes, même si Serval subit des coupes. L'état-major de la brigade quitte ainsi Gao qui trouvait à peine son rythme de croisière pour fusionner avec le PCIAT à Bamako : une économie de 250 hommes, mais aussi la perte à 1 200 kilomètres de cette vision du terrain malgré le maintien d'un PC avant. La crise syrienne, qui connaît son pic en septembre, a aussi pour conséquence le départ des ravitailleurs de N'Djamena, ce qui limite nécessairement le rythme des sorties de la chasse. Pour autant, Serval 2 engrange encore de nouvelles saisies de matériels au cours de ses dernières opérations, Dragon et Constrictor, dans la région de Gao. C'est ensuite pour lui le retour en France, sans passage par le sas de Paphos. À l'origine non prévu – ce qui confirme que, dès le début, Paris a estimé que ce serait un mandat « tranquille » – il a finalement été fortement envisagé dix jours avant le départ, un délai trop court car remettant en cause toutes les permissions prévues dans les unités.

Il reste à faire

Pour le mandat 3 de Serval, la 6e brigade légère blindée cède la place à la 9e d'infanterie de marine du général Vincent Guionie, qui vient d'obtenir ses étoiles. Pour l'infanterie, le 2e REI est remplacé par le 3e RIMa du colonel Hervé Pierre, d'où le changement de nom du GTIA « Désert » en GTIA « Korrigan », souvenir du bataillon armé par le régiment en Afghanistan en 2009. Les marsouins du 3 sont complétés par un escadron du 1er RHP, une compagnie VBCI du 92e RI, les tubes du 11e RAMa et les sapeurs du 6e génie. À en croire le « théorème » des mandats, si le deuxième est toujours plus calme que le premier, le troisième connaît traditionnellement un regain d'activités. Le général Kolodziej délivre donc des conseils de persévérance à son camarade Guionie : « Restez imprévisibles ! La peur doit rester dans le camp ennemi et la meilleure coordination mise en place avec les forces spéciales y contribuera[15]. »

Comme attendu, Serval 3 prend pour cible principale la région du « Mali stérile » que Serval 2 a été contrainte de délaisser. Les premiers résultats ne tardent pas puisque, dès le 1er octobre, une cinquantaine de forces spéciales, acheminées par route et par air, tuent en quatre heures d'affrontement, onze djihadistes à 120 kilomètres au nord de Tombouctou, près de Douaya, une zone riche en puits. De leur côté aussi, les groupes armés redonnent de la voix. Le 7 octobre, des obus s'abattent sur Gao, toujours en provenance de la sortie vers Bourem. Le lendemain, le Mujao dynamite un pont au sud de la ville.

Toute la question est alors de savoir si IBK aura plus l'intention de combattre le djihadisme que son prédécesseur qui s'en servait pour circonscrire les touaregs. Son premier souci, légitime, va d'abord à la consolidation de son gouvernement qui passe par l'élimination des derniers stigmates du putsch du 22 mars. Or, le 14 août, à la surprise générale, son leader, le capitaine Sanogo, 40 ans à peine, a été promu au grade de général de corps d'armée ! Comme il avait rallié IBK pendant la campagne, beaucoup pensent à un renvoi d'ascenseur du président qui avait pourtant scandé « Tolérance zéro » à l'égard des pratiques d'un ancien temps. « Je sais, déclare l'officier avec un aplomb merveilleux, que même Dieu ne fait pas l'unanimité, l'histoire retiendra qu'un homme et ses camarades ont un moment donné mis un terme à la débâcle, au désordre et à la déliquescence de l'État. Si l'État malien, m'a honoré aujourd'hui à travers le président de la République ; ce n'est pas le capitaine qui s'est donné le grade comme certains l'ont fait, je ne peux que me réjouir[16]. » En réalité, la décision incombe au précédent régime[*8] et, à la fin du mois de septembre, le gouvernement rétablit le tir en débarquant Sanogo de la tête du comité chargé de la réforme de l'armée. Puis le capitaine ainsi que ses fidèles se voient sommer de quitter le camp de Kati, lui-même devant prendre ses quartiers sur une ancienne base aérienne où son voisin ne sera autre que Dioncounda Traoré. Le 31 octobre, un mandat d'amener sera délivré contre lui pour la disparition d'une vingtaine de bérets rouges en mai 2012 et il sera finalement arrêté le 27 novembre, un charnier étant mis à jour le 4 décembre, à Diago, non loin de Kati.

Ayant fait place nette à Bamako, IBK donne désormais l'impression de se pencher sur les problèmes du nord. En un mois, trente-cinq prisonniers du MNLA sont libérés en application des accords de Ouagadougou, les touaregs relâchant de leur côté trente soldats maliens qu'ils confient à la MINUSMA. D'autre part, IBK annonce des investissements lourds comme un aéroport à Kidal ou des routes, une recette déjà utilisée par ses prédécesseurs et qui n'a pas fonctionné. Le MNLA, lui, comme le MAA, prend prétexte de la reprise des heurts avec l'armée malienne pour annoncer dans la nuit du 27 au 28 septembre la rupture des discussions avec le sud. Mais faut-il y voir la preuve d'une désunion au sein de ces organisations, dès le 5 octobre, touaregs et arabes proclament tout aussi unilatéralement leur retour à la table des négociations. Seize jours plus tard, IBK ouvre les états généraux de la décentralisation qui, dit-il, doivent s'atteler aux « frustrations de [ses] frères touaregs »[17]. Il y ménage la chèvre et le chou en insistant sur la nécessité d'un « État fort », mais qui « n'est pas antinomique des collectivités locales fortes », une manière de satisfaire les velléités autonomistes du Nord.

Autre signe de conciliation : l'État malien débloquera le 31 octobre près de 17 millions d'euros pour réparer les dégâts des djihadistes qui, de leur côté, semblent bien décidés à ne pas faire mentir le théorème des mandats. Le 23 octobre, à Tessalit, deux casques bleus tchadiens périssent et quatre autres sont grièvement blessés dans la première attaque perpétrée contre la MINUSMA mêlant l'emploi de kamikazes, en véhicule ou à pied, et assaut d'infanterie. Autre nouveauté, c'est un Malien qui revendique l'attentat : d'origine touareg et arabe, Sultan Ould Badi, ancien lieutenant d'Abou Zeid, est ensuite passé au Mujao dont il aurait été l'un des trésoriers, avant, pense-t-on, de créer son propre groupe même si l'ampleur du raid laisse à penser qu'il est au moins en contact de l'une des principales organisations. « Nous allons répondre, proclame-t-il, dans tout l'Azawad et sur d'autres terres […] par d'autres opérations aux croisades de la France et de ses fonctionnaires qui n'aiment pas l'Islam[18]. » Trois jours plus tôt, Serval 3 a entamé une nouvelle opération d'ampleur, « Hydre », mais dans la boucle du Niger, entre Bourem et Gourma Rharous. Sont en lices le GTIA Korrigan – 500 hommes, 12 hélicoptères, 150 véhicules – 400 soldats maliens du bataillon « Elou » fraîchement sorti d'EUTM, enfin plusieurs centaines de casques bleus. Serval n'étant plus à une première près, c'est François Hollande lui-même qui en donne la motivation le 25 octobre : la tenue des élections législatives et la lutte « contre les groupes qui [ont] attaqué Tessalit »[19].

Se réservant la rive nord du Niger, les Français vérifient un à un les sites recensés grâce aux interceptions téléphoniques. Un important dépôt logistique est découvert au nord-est de Tombouctou ; aucun contact avec l'ennemi en revanche. De toute façon, le bilan est totalement écrasé par l'annonce, le 29 octobre, de la libération des quatre otages d'Arlit.

Le débriefing des otages

Sur les conditions de leur libération, beaucoup a été écrit. Très tôt. En l'occurrence, un record a même été battu – quelques heures seulement après leur retour en France, et avec un luxe de détails stupéfiant[20]. Montant de la rançon, rivalités au sommet de l'État, sollicitations auprès de l'Algérie et du Qatar, rôle d'intermédiaires déjà médiatisés, intervention d'une société privée se piquant de suppléer la DGSE… Les affaires secrètes, par essence cloisonnées, ont ceci de commode pour les luttes d'influence ou les ego surdimensionnés qu'elles peuvent se prêter à toutes les fables sans risque d'être contredit. Silencieux pendant un mois, le vrai personnage clé de la libération des quatre Français, Mohammed Akotey*[9], cède à l'exaspération et livre à quelques journalistes un scénario de la libération suffisamment sobre pour qu'il soit très proche de la vérité[21]. Sans doute, un jour, le récit se fera-t-il plus étoffé, mais avec un délai de prescription qui évitera de mettre inconsidérément en cause les intérêts de la France et de ses alliés dans la région.

Grâce à la libération des otages en revanche, le film Serval peut être, dès à présent, revisionné avec un tout autre regard : combien de fois les services et Serval sont-ils, comme ils en avaient la conviction profonde, « passés tout près » ? Le débriefing des otages permet désormais de le dire[22].

Premier enseignement majeur : après leur enlèvement au Niger, les Français n'ont jamais quitté le Mali, et plus précisément le Tigharghar où, à la fin de l'année 2012, ils notent les passages de plus en plus fréquents d'avions de reconnaissance. Leurs gardes, des Touaregs, font preuve de fébrilité face à une opération qu'ils sentent en préparation. Pour les otages, c'est un mélange d'espoir et de crainte, non pas de servir de boucliers humains, mais de voir leur lieu de détention assailli, comme cela fut le cas pour Michel Germaneau. « Un jeune nous disait, relate Daniel Larribe : "Vous, les Français…" et il faisait des simulacres d'égorgement. J'ai fait appeler le chef et je

lui ai dit : “Ce n’est bon ni pour nous ni pour vous.” Cela a été radical : ils ont convoqué le jeune, le soir même il nous apportait le thé et, deux jours après, il partait par la première voiture[23]. » Serval mettra un mois pour venir jusqu’à leurs portes. Car, deuxième enseignement, les otages n’ont jamais séjourné à Tombouctou. Les dessins retrouvés par Serval ont dû leur être retirés ou jamais communiqués.

Le débriefing est le plus passionnant pour les opérations dans l’Adrar. Entre le 13 et le 22 février en effet, sur indication de la DGSE, les forces spéciales fouillent le « camp des sables » et le « camp des rochers » : il s’avère que les otages ne s’en trouvent pas très éloignés. Mais le fait qu’ils n’aient pas entendu leurs compatriotes venus à leur rescousse témoigne de l’âpreté de ce genre d’opérations nocturnes, très silencieuses, qui, à moins de surgir exactement sur l’objectif, ce qui suppose des renseignements beaucoup plus fournis qu’alors, semblent condamnées à l’échec.

Le 22 février, les quatre Français, séparés en deux groupes, ne sont détenus qu’à un kilomètre de l’entrée est de l’Ametettai quand les Tchadiens, et les forces spéciales françaises, s’y présentent. « Tout se passait derrière une colline, décrit Larribe à la presse. Il y a eu des bombardements intenses. Nous avons vu d’épaisses fumées noires. Il devait y avoir des chars aussi[24]. » Lui et ses camarades sont aussitôt exfiltrés, et heureusement puisque l’endroit est vraisemblablement celui que la chasse française martèlera ensuite à la GBU pour encourager l’infanterie tchadienne à repartir de l’avant. Les djihadistes les font marcher toute la journée, en permanence survolés par l’aviation, mais en fin d’après-midi, une fois que le calme est revenu, ils les ramènent au même campement. Ils ignorent alors qu’Abou Zeid a été tué, en revanche c’est confirmé pour le frère d’un de leurs gardes. Les binômes se voient ordonner de charger leurs affaires dans les voitures. Ils aperçoivent alors les phares de véhicules entrant dans le massif, à quelques centaines de mètres. Ils pensent à des soldats français, ce sont les Tchadiens.

Le Tigharghar n’est plus sûr pour les djihadistes. Pour en sortir, l’Ametettai est condamnée : les Tchadiens occupent l’est et les Français ferment l’accès ouest depuis le 19, jour de la mort du sergent-chef Vormezeele. Les geôliers optent donc pour la vallée d’Integant qu’un ouadi relie opportunément à l’Ametettai, celui-là même où ont été localisés le « camp des rochers » et le « camp des sables ». La manœuvre s’annonce périlleuse avec les reconnaissances aériennes permanentes, de nuit comme de jour. Les gardes cèdent donc la main à des combattants plus aguerris qui, eux, sont nord-africains ou mauritaniens. Daniel Larribe et Thierry Dol ont la surprise d’être rejoints par Marc Féret et Pierre Legrand, ce qui signe l’urgence de la situation pour les djihadistes qui n’encourraient sinon pareil risque de tous les regrouper.

Trois à quatre jours s’écoulent avant que l’équipée ne gagne l’entrée est de la vallée d’Integant. Une quinzaine de kilomètres seulement auront été couverts depuis l’Ametettai, témoins de l’extrême prudence des djihadistes. La localisation des otages à cet instant, dans cette partie du Tigharghar, permet *a priori* d’infirmer le renseignement qui avait indiqué la tentative d’évasion d’un otage dans le Timetrine, donnant lieu à la très grosse opération Avrid, dans la nuit du 23 au 24 février[*10] : si Daniel Larribe a bien tenté d’échapper à son sort au mois de février, c’était en 2012.

L’est du Tigharghar a sans doute été préféré à l’ouest en raison du passage très régulier de colonnes françaises entre Kidal et Tessalit, le long de la Transsaharienne. Le 25 ou le 26 février après-midi, alors que Larribe, Dol et leurs gardes attendent à l’abri des rochers le top départ, un hélicoptère français surgit et, sans doute pour ne pas avoir aperçu les signes distinctifs du MNLA, il détruit l’un des pick-up avant de s’éloigner. Féret et Legrand vivent la même mésaventure non loin. À chaque fois, l’appareil ne reste pas sur zone et aucun ne prend sa relève, preuve qu’il ne s’est agi que d’une frappe d’opportunité, pas d’une opération de libération.

Trois jours sont encore consacrés à se cacher et, dans la nuit du 1er au 2 mars (ou la suivante), deux pick-up mettent le cap à toute berzingue en direction de Boughessa et de la frontière algérienne. Sans explication, un demi-tour est exécuté peu après : les djihadistes ont-ils redouté la présence de soldats français sur leur route ? Dans ce cas, ils se tromperaient puisque tout Serval se prépare de l’autre côté du Tigharghar pour l’opération Panthère III. Ont-ils reçu un contrordre de leur hiérarchie ? Retour en tout cas à l’entrée d’Integant où une journée supplémentaire est passée à se terrer. Dans la nuit du 2 au 3 mars (ou la suivante donc), les geôliers optent cette fois pour un quart de tour droite, direction le sud. L’équipée longe le massif, le contourne probablement par la vallée d’Asamalmal qu’ont fouillée et que refouilleront les soldats français.

Les dangers à rester dans l’Adrar sont jugés suffisants pour que les djihadistes prennent le risque de traverser le flux routier permettant à Serval de ravitailler Tessalit depuis Gao. À eux le Timetrine, et derrière, sans doute, le « Mali stérile », soit cet immense territoire presque complètement dans l’ombre des armées françaises. Le dernier enseignement majeur est que les otages y resteront six mois. Ce qui signifie donc que, à partir de cet instant, les nombreuses opérations françaises menées dans l’Adrar étaient toutes vouées à faire chou blanc. En particulier, le « camp des rochers » qui a fait l’objet de nombreuses interrogations – les forces spéciales s’y sont à nouveau rendues les 4 et 5 mars, puis les GCP et le 2e REP le 8 – était vide depuis quelques jours. Vides aussi les

innombrables lieux de cachette supposés que, des mois durant, Serval a scrutés, photographiés du ciel, remués au sol[*11]. Tant d'efforts vains ! diront les plus cyniques. Ils témoignent pourtant, à l'heure si propice de la libération, de l'abnégation avec laquelle soldats et services français ont tout accompli, et mis bien des vies en jeu, pour obtenir la libération de leurs compatriotes.

Les conjectures enfin sur les tractations autour de la libération des otages font passer à la trappe une question essentielle : pourquoi ont-ils été relâchés à cette période ? Que Serval, et son maintien, aient eu une incidence est évident. Garder des otages coûte plus cher, prend encore plus de temps avec une armée moderne dans le voisinage. La simultanéité de la libération avec les prémices d'une négociation nord-sud font croire à certains que les touaregs ont cherché à faire preuve de leur puissance. À l'appui, la thèse selon laquelle, après la mort d'Abou Zeid, les otages auraient été confiés à l'un des leurs, le redouté Abdelkrim. Mais elle est fausse : la katiba Tariq Ibn Ziyad ne s'est jamais séparée des Français. Par conséquent, le mobile d'un Iyad Ag Ghali cherchant à se racheter en faisant pression sur son neveu Abdelkrim tombe également ; Mohamed Akotey confirme ne pas avoir traité avec lui[25]. Le leader d'Ansar Dine conserve au passage sa place élevée dans la liste des HVT à éliminer.

Pourquoi donc les Français recouvrent-ils maintenant leur liberté ? Sans doute AQMI a-t-elle ressenti le besoin de se défaire d'otages usés par les conditions de détention, donc moins facilement « déplaçables ». Sans doute une rentrée d'argent n'est-elle pas non plus superflue après les coupes sombres de Serval. Le drame survenant à peine trois jours plus tard en accrédite en tout cas l'hypothèse : deux journalistes de RFI, vieux briscards de l'Afrique, Ghislaine Dupont et Claude Verlon, sont enlevés à Kidal, le 2 novembre, et exécutés quelques minutes après. L'intention initialement prêtée est celle d'un coup : alors que l'État malien renaît, les djihadistes auraient voulu faire peur aux Français et à la communauté internationale. En fait, l'enquête prouve qu'ils voulaient bien emmener les prisonniers dans leur tanière et qu'un concours de circonstances – panne de leur véhicule et absence inhabituelle d'un second – les a conduits à donner la mort pour espérer disparaître plus facilement, l'alerte ayant été donnée à Kidal. Sont-ce les ravisseurs qui ont décidé eux-mêmes ou ont-ils agi sur commande ? Après seulement quelques jours d'enquête en effet, le coupable présumé est identifié, Baye Ag Bakabo, un Touareg Ifogha, plutôt connu jusqu'alors comme un contrebandier[*12], et un motif est avancé : quand Serval a encerclé la katiba al-Ansar, celle d'Abdelkrim, Bakabo se serait enfui avec une partie du butin de guerre. Réfugié au sein du MNLA à Kidal, menacé de mort par Abdelkrim, il aurait cherché à payer sa dette en revendant les deux Français[26].

Au printemps 2014, les raisons du double meurtre n'ont toujours pas été élucidées. Ce qui est sûr est que le 6 décembre, AQMI revendique la mort des journalistes qui est attribuée à la katiba al-Ansar. D'autre part, l'analyse de l'historique des précédents kidnappings démontre qu'AQMI a toujours fait suivre une libération par une nouvelle prise d'otages, comme si elle renouvelait une assurance-vie tant pour la portée politique que pour la valeur marchande des victimes.

Une autre leçon découle de l'événement : le fait que les journalistes aient été enlevés devant la maison d'un notable du MNLA, Ambery Ag Rissa, démontre soit la complicité de l'organisation – très improbable au vu du contexte ; pourquoi s'abaisserait-elle à pareille pratique alors qu'elle a le vent en poupe ? – soit un contrôle très relatif de la situation à Kidal, ce qui, en négatif, signifie le retour d'influence des djihadistes. La mort des journalistes fait d'ailleurs passer à la trappe l'ouverture des assises nationales sur le nord, le 1er novembre, IBK affirmant que « rien n'est tabou »[27] tout en précisant tout de même qu'« en dehors de l'indépendance, de l'autonomie, tout était négociable dans un Mali uni et pluriel ». À part le MAA, les mouvements rebelles ont toutefois refusé de siéger. Car les assises peuvent apparaître autant comme un premier pas que comme une manœuvre dilatoire pour ne pas négocier directement avec les groupes armés puisqu'y sont associés d'autres groupes ethniques et organisations représentatives de la société civile. De fait, les pourparlers de paix n'ont toujours pas débuté alors que le délai de deux mois après la présidentielle prévu par l'accord de Ouagadougou approche de sa fin.

De surcroît, le pouvoir malien revient à ses vieilles marottes à l'occasion des législatives en tentant de semer la discorde dans les mouvements du nord dont il annonce soutenir certains candidats. En réaction, le 4 novembre, les touaregs du MNLA et du HCUA, les Arabes du MAA, adoptent une plateforme politique commune. Mais de nouveaux heurts sanglants, le 8, à Menaka, entre le MNLA et l'armée malienne, font craindre le report des élections. En signe d'apaisement, deux jours plus tard, le MNLA annonce rendre aux autorités maliennes le gouvernorat de Kidal, ainsi que les locaux de la radiotélévision.

Une malédiction semble avoir rattrapé la France, celle de ces vingt dernières années où le refus de prendre parti lui a toujours valu au final de recevoir des coups de toutes les provenances. « Vos militaires nous

comprennent, tonne Bilal Ag Cherif pour les touaregs. Mais pas vos politiciens. Or il n'y aura pas d'issue au Sahel sans solution quant au statut de l'Azawad. Là est l'épicentre de la crise, la mère de toutes les impasses[28]. » En face, évoquant Kidal, le ministre des affaires étrangères malien, Zahabi Ould Sidi Mohamed, aux origines arabo-touaregs, fait montre d'un début de lassitude : « Les Maliens seront éternellement reconnaissants envers la France, mais nous sommes aussi des guerriers. Nous n'allons pas éternellement nous appuyer sur les autres[29]. » Pour lui, il est évident que « ce fut une erreur, lors de l'opération Serval, de ne pas poursuivre la pacification jusqu'à Tessalit et Kidal ».

Une pente inquiétante ?

Paris marche sur les œufs. Comment continuer à agir sans perturber le processus électoral tout en assurant la sécurité du personnel ? L'État-major des armées a réagi à l'enlèvement des journalistes de RFI en augmentant l'effectif militaire à Kidal de 200 hommes sur les 2 500 encore au Mali. Dans la nuit du 13 au 14 novembre, à 200 kilomètres à l'ouest de Tessalit, un coup de force est réalisé par les forces spéciales qui se solde par la mort du numéro deux de Belmokhtar. Le Mauritanien Jouleibib avait été à la préparation de l'enlèvement en 2011 des deux jeunes Français à Niamey, en 2013 des raids d'In Amenas et du Niger. En panne dans le désert, il a été obligé d'utiliser ses moyens de communication pour appeler à l'aide. Trois autres individus ont été tués dans l'opération à laquelle n'a réchappé qu'un adolescent de 16 ans. D'aucuns affirment que la présence de Belmokhtar lui-même était espérée dans la groupe ; si tel avait été le cas, probablement plus de moyens auraient été déployés. Quoi qu'il en soit, la mort de Jouleibib vient confirmer le fait que l'Algérien ne s'est pas claquemuré dans le sud de la Libye. Comme la naissance d'al-Mourabitoune l'avait laissé suggérer, le vétéran défie les services de renseignement en revenant régulièrement au Mali. Il n'en reste pas moins que la perte de Jouleibib, son bras droit depuis des années, lui porte un coup très rude, tout comme celle, passée inaperçue, d'un des trois autres djihadistes tués cette nuit, Fayçal Bousnane, qui avait mené l'enlèvement d'Antoine de Léocour et Vincent Delory à Niamey.

Autre beau coup réalisé fin novembre par les forces françaises, l'arrestation du Malien Alassane Ould Mohamed, alias Chébani, entre Gao et Kidal : membre d'AQMI, il avait été condamné pour l'assassinat de l'attaché de défense américain à Niamey en décembre 2000, puis pour l'attaque du convoi d'un prince saoudien en 2009, avant de s'évader en juin 2012.

L'approche des législatives est encore marquée par des incidents. Trois soldats français sont blessés par un engin explosif au sud de Kidal le 20 novembre, puis des roquettes s'abattent sur Gao. En dépit de tout, des menaces d'attentat aussi, les élections se tiennent normalement le 25. La participation totale est certes plus faible, 38,62 %, mais en France aussi une décote est constatée par rapport aux présidentielles. Kidal retient une fois de plus l'attention, où IBK a en partie réussi son pari de lézarder le front touareg. Alors que le MNLA a appelé à l'abstention, deux des figures de son allié HCUA, Ahmada Ag Bibi et Mohamed Ag Intallah, sont non seulement élus au premier tour – la députation comptant parmi les atours du pouvoir chez les Ifoghas – mais sous la bannière du « Rassemblement pour le Mali », le parti du président IBK, alors que six mois plus tôt, ils étaient des piliers d'Ansar Dine et que leur mandat d'arrêt vient seulement d'être annulé… Les optimistes y verront un symbole de la réconciliation nationale, les désabusés l'assurance de la perpétuation de troubles dans le nord par la faute de touaregs incapables de s'unir face à Bamako.

Dans l'entre-deux-tours, le 28 novembre, l'armée malienne ouvre ainsi le feu sur des manifestants du MNLA à l'aéroport de Kidal où le Premier ministre malien renonce à se poser. Un mort et cinq blessés, tous civils. D'où les cris d'orfraie du MNLA qui oublie de prendre sa part de responsabilité, lui qui a toujours poussé femmes et enfants à manifester, les militaires maliens affirmant, eux, s'être contentés de riposter…

Le lendemain, plus d'accord de Ouagadougou ou d'assises nationales qui tiennent : le MNLA considère le drame comme une « déclaration de guerre » et annonce donc la reprise des combats. Cette fois, le sortilège des opérations de maintien de la paix est bien à l'œuvre. IBK convoque l'envoyé spécial de l'ONU, la MINUSMA n'ayant pas agi tel qu'il l'aurait souhaité : comme si, dans un match de boxe, l'arbitre se voyait accuser par l'un des compétiteurs les coups reçus de l'autre. La France n'est pas épargnée, dont une manifestation à Bamako, le 27 novembre, a dénoncé pour la toute première fois « la politique de Kidal ». Rebelote le lendemain, avec un slogan moins amène : « Serval, dégage ». Ce ne sont jamais que quelques centaines d'individus, les soldats et diplomates français continuant à recevoir partout des marques de reconnaissance. Mais le Mali d'IBK tourne

inéluctablement une page de son histoire. En témoigne le retour des vieux clichés colonialistes de l'ancienne ministre et altermondialiste Aminata Traoré : « Derrière l'humanitaire, clame-t-elle, c'est une guerre de positionnement pour défendre des intérêts géopolitiques – contre le terrorisme –, mais aussi pétroliers et miniers – le Mali et la Centrafrique ont des ressources naturelles convoitées[30]. »

Le second tour des législatives attise encore plus la violence. Dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre, un attentat-suicide vise l'ONU, à Menaka. Puis le 14, à la veille d'un second tour très favorable au camp présidentiel[*13], deux casques bleus sénégalais sont tués à Kidal dans l'explosion d'une voiture bourrée d'explosifs. Entre-temps, le 5, IBK se veut ferme : « Il n'y aura pas d'autonomie, pas d'indépendance, je suis clair là-dessus. » Et d'inviter le MNLA à « se calmer »[31]. François Hollande lui donne raison en appelant les touaregs à déposer les armes, ce qui devait être retenu comme un indice de la réalité de la neutralité affichée par la France : comme les soldats français se le sont toujours vus signifier depuis le début de Serval, au cas où ils se retrouveraient mêlés à des combats entre l'armée malienne et le MNLA, c'est toujours en faveur de la première qu'ils devraient pencher…

---

*1. Union économique et monétaire ouest-africaine.

*2. 200 000 personnes rien que pour la France.

*3. Algérie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Libye, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal et Tchad.

*4. Après Bamako en avril et Abidjan en juin.

*5. Il est remplacé par le général Bruno Guibert, commandant la 1er brigade mécanisée.

*6. Ibrahim Ag Inawelan dit Ibrahim Dina (commandant la région d'Aguelhok), Ayoub Ag Assarid, Malick Ouanesnat et Inawalen Ag Ahmed.

*7. Ce qui, au passage, ne met que mieux en exergue la prouesse de la projection française qui n'a pas eu autant de temps pour se préparer.

*8. À noter que le même décret a également promu Didier Dacko, héros de la défense malienne, mais contrairement à Sanogo, il était déjà colonel-major et il ne reçoit que deux étoiles, ainsi que le colonel-major Ag Gamou.

*9. Homme de confiance du président nigérien Issoufou, également président du conseil d'administration de la filiale locale d'Areva, et neveu de l'ex-leader de la rébellion touareg nigérienne Mano Dayak.

*10. Fatale à Abdallah al-Chinguetti.

*11. En tout cas en ce qui concerne les quatre otages d'Arlit. Il reste l'hypothèse de Serge Lazarevic, mais la probabilité de son maintien dans l'Adrar à cette période est elle aussi jugée très faible.

*12. Mais aussi comme ayant trempé dans l'enlèvement des deux Français en novembre 2011.

*13. La participation reste stable (37,2 %). Le RPM obtient 60 des 147 sièges, mais comme ses alliés, dont l'Adéma, en décrochent plus de 50, la majorité présidentielle est très large. L'URD de Soumaïla Cissé n'en récolte qu'une vingtaine.

QUAND LA FRANCE N'AURA PLUS PEUR DE SON OMBRE

C'est d'une logique vieille comme le monde : quand ses enfants ont été envoyés se battre, le peuple veut savoir si la victoire est au bout, si, en d'autres termes, les sacrifices éventuellement consentis valaient le coup. L'impatience face au verdict s'est renforcée depuis que les armées sont utilisées pour combattre non plus d'autres armées, mais une insurrection, et plus récemment le terrorisme. Face aux errements indochinois, algérien, vietnamien, afghan, irakien, elle a fini par virer cynisme : l'opinion publique doute du pouvoir des nations à jamais terrasser les ennemis modernes. En cela, le Mali consacre un vrai changement. Le gouvernement français n'a pas eu peur de parler de « guerre », ni de célébrer celle-ci comme une « victoire ». Dès lors, il s'expose à des ripostes qui profitent du premier anniversaire du déclenchement de Serval pour émerger. Si *Le Figaro* modère à peine le tableau d'ensemble en décrivant une « victoire inachevée »[1], *Le Nouvel Observateur* évoque une « opération pas si réussie »[2] et le journaliste Nicolas Beau, en conclusion d'une charge nourrie, stigmatise « Hollande l'Africain [qui] a gagné une bataille dans les massifs montagneux du Sahara, mais [qui] n'a certainement pas remporté la plus petite victoire ni provoqué la moindre avancée dans la guerre pour la démocratie et le développement qui débute au Sahel »[3].

La différence d'appréciation s'explique très simplement par le but originel que l'Élysée a assigné à l'opération : il ne visait ni la reconstruction politique du Mali, ni la relance économique de la région, ni l'éradication du trafic de drogue, mais, tel Caton réclamant à satiété l'éradication de Carthage, la « destruction » des « terroristes ». D'où la déclaration du président de la République le 8 janvier 2014, estimant que « l'essentiel de la mission a été accompli ». Contester le succès en la matière relèverait de la plus grande mauvaise foi. Même si l'effectif initial de l'ennemi était flou, même s'il est délicat de faire le décompte exact des pertes qui lui ont été occasionnées, il est indiscutable que des centaines de djihadistes, dont plusieurs de leurs chefs, ont été tués, une très grosse part de leur arsenal guerrier saisi ou détruit. Carthage n'a certes pas été totalement détruite, mais Caton n'aurait probablement pas mégoté sur la dévastation qu'elle a subie. Le tout, avec des pertes françaises très mesurées, et, ce qui n'est jamais assez souligné alors qu'il bat en brèche quinze ans d'Afghanistan et d'Irak, le soutien renouvelé de la population : à défaut d'une victoire, le Mali est au moins une réussite.

La critique est plus justifiée quand le satisfecit légitime des politiques semble donner l'impression que la France se réjouit d'avoir traité chirurgicalement une tumeur, mais sans s'être attaquée aux racines du mal, lui laissant ainsi toutes ses chances de proliférer encore. La misère – et ses corollaires indissociables, les trafics en tous genres – ainsi que l'irrédentisme sont certainement deux des meilleurs agents du terrorisme non seulement au Sahel, mais partout dans le monde ; au Mali, ils se conjuguent à la radicalisation islamiste grandissante d'une partie de la société qui a été comme une fenêtre d'entrée. Dans tous ces phénomènes, si profondément ancrés, il aurait été illusoire d'attendre de l'intervention française une révolution. Au bout d'un an toutefois, il est inquiétant de ne pas noter même un début d'amélioration. La croissance économique, 5,3 % pour 2013, est constituée largement du rattrapage du marasme des années précédentes, les tensions nord-sud se dégradent de mois en mois. Le 6 février 2014 encore, près de Gao, une trentaine de touaregs sont tués par des Peuls qui auraient voulu venger l'enlèvement de l'un des leurs[4]. De même, la drogue continue à enrichir, même si Serval a sans doute repoussé sa circulation de l'Est malien vers le Niger. Ce n'est pas sans stupéfaction que les Maliens du sud ont vu le maire de Gao, à peine réinstallé dans ses fonctions par les Français, convier à sa table un trafiquant notoire, Mohammed Ould Aouainat, finalement arrêté le 10 avril par l'armée malienne.

Tenu responsable pour ce statu quo décevant, Ibrahim Boubacar Keïta suscite l'agacement tant au Mali qu'en France, lui qui a tardé à initier les discussions prévues par les accords de Ouagadougou ; en mars 2014, le processus de DDR[*1], prélude à toute sortie de crise, n'en est qu'à ses balbutiements. L'ombre peu flatteuse d'ATT le rattrape, celle d'un président prêt à tous les compromis lui permettant de ne pas satisfaire les revendications des Touareg. En avril, il en est encore à déclarer que « le Mali n'est pas contre les négociations », tout en accusant le MNLA de duplicité…

La France a-t-elle à s'impliquer dans toutes ces questions ? Pour son gouvernement actuel, c'est clairement non. « Maintenant c'est aux Maliens et singulièrement au président IBK d'agir, déclare Laurent Fabius. La France n'a pas à se mêler de cela[5]. » Ainsi se tient-elle imperturbablement à la règle édictée dès le départ du désengagement militaire : fin décembre 2013, les Mirage 2000D, basés à Bamako depuis un an, sont rentrés à N'Djamena et 160 soldats français ont quitté Kidal qu'ils avaient gagnée après le meurtre des deux journalistes de RFI. Mi-janvier, les VBCI, si décisifs lors des opérations Doro dans le grand Gao, sont également rapatriés après que la flotte d'hélicoptères y a été sensiblement réduite. Un mois plus tard il ne reste que 1 600 soldats français au Mali[*2], soit, certes, 600 de plus qu'annoncé initialement, mais que sont 600 hommes à l'échelle de la France et de l'Espagne réunies ?

Comme la nature, la géopolitique déteste le vide. Puisque Paris entend prudemment doser son influence, d'autres pays peuvent vouloir en profiter pour étendre ou récupérer la leur. Par sa médiation entre Maliens du sud et touaregs, le Burkina a confirmé son ambition de s'affirmer comme l'arbitre de l'Afrique de l'ouest. L'Union africaine a démontré une détermination et une efficacité nouvelles qui ont ravi le gouvernement français. Mais c'est bien entendu vers l'Algérie que se tournent tous les regards. Qu'il est fréquent d'entendre dans les couloirs du pouvoir parisiens et washingtoniens : « rien ne se fera sans elle » ! De fait, devant l'échec annoncé de Ouagadougou, c'est à elle que Bamako et une partie des rebelles du nord, à l'exception première du MNLA, demandent au début 2014 de reprendre les rênes de la médiation. Mais il lui faut réussir à faire oublier, tout d'abord, qu'aucun des accords signés sous son égide n'a été suivi d'application, ensuite que le conflit malien l'a affaiblie. Outre son énorme erreur de jugement sur Ansar Dine, qui lui a valu *in fine* de devoir soutenir une intervention française à sa porte, elle redoute la contamination de sa propre communauté touareg, les tribus de Tamanrasset étant très liées à celles de Kidal, et considère d'un très mauvais œil l'entrisme du Maroc dont le Mali est un des soutiens indéfectibles depuis 1980 dans le dossier sahraoui. Le 20 septembre, deux projets de coopération ont été signés par IBK et le roi, prévoyant la construction d'un hôpital à Bamako et la formation de 500 imams[*3]. Le 31 janvier 2014, Mohammed VI reçoit Bilal Ag Cherif à Marrakech. Trois semaines plus tard, 17 accords bilatéraux sont signés.

Le meilleur symbole du rapprochement avec le Maroc est la prise en charge par ce dernier de la formation de la garde présidentielle du président de la république. Il peut également être interprété comme la volonté de Bamako de prendre un peu de distance avec Paris puisque, dès le mois de janvier 2013, l'Élysée avait fait savoir, avec insistance, son souhait de voir l'offre du GIGN retenue. Il est néanmoins compréhensible que les autorités maliennes aient voulu afficher un début d'indépendance après un an d'implication française très forte dans la vie du pays. Les atermoiements autour de la signature de l'accord de défense franco-malien, dont l'absence avait été pointée du doigt lors de la descente des djihadistes, en sont sans doute un autre stigmate. Dans le sillage des premières manifestations de mécontentement de la fin 2013, une partie de l'opinion malienne a relevé que la date prévue à l'origine, le 20 janvier, marquait habituellement l'anniversaire de la création de l'armée malienne, « et donc le départ des troupes françaises de la république du Mali »[6]. Pour elle, la prolongation de leur séjour marquerait la volonté française d'arracher le nord du reste du pays. Mais ce sentiment est très minoritaire. « Les autorités actuelles, relate un diplomate en charge du dossier à Paris, demandent à l'armée française de rester plus longtemps[7]. » C'est tout le paradoxe de la position de la France. Comme le gouvernement ivoirien après le coup de force de Licorne en 2011, et en dépit de quarante ans de relations mitigées, les Maliens sont les premiers à réclamer une plus grande implication de sa part tel ATT qui aimait à expliquer à ses visiteurs à Koulouba que « l'histoire de France était aussi la sienne[8] ». Quand l'urgence s'est fait jour en janvier 2013, vers qui se sont tournés d'un même bloc absolument tous les chefs d'État de la sous-région ? Ni Pékin, ni Brasilia, ni même Washington, quelque importants, nouveaux et variés aient été leurs investissements économiques ou autres. C'est encore et toujours Paris qui a été sollicité. Et pas seulement par l'Afrique. Américains et Européens considèrent la zone comme « française » avec ce que ce jugement comporte de partage de responsabilités et de désintérêt.

Les organisations internationales d'autre part font la démonstration de leur incapacité à remplir les objectifs qui leur ont été assignées. Alertant sur l'impérieuse nécessité de continuer à soutenir le pays qui est « à la croisée des chemins[9] », l'envoyé spécial de l'ONU a pointé le 16 janvier 2014 les lacunes de la MINUSMA qui ne dispose encore que de 5 488 hommes sur les 11 200 prévus : « Les défis en matière de sécurité et les attentes de la

population sont énormes, a-t-il expliqué. Il est donc essentiel que la communauté internationale continue d'appuyer sans délai les efforts pour accélérer le déploiement des unités restantes de la MINUSMA dans le nord du pays. »

Acceptant de jouer le rôle qu'elle seule finalement semble ne pas se reconnaître, un investissement supérieur de la France ne consisterait évidemment pas à combler ce trou ; son engagement militaire et financier a déjà été sans précédent. Mais il pourrait consister à se faire beaucoup plus présente auprès des différents acteurs maliens pour faire aboutir un accord avec le nord, et vérifier son application. Paris s'y refuse. La majorité élue en 2012 invoque une « nouvelle politique africaine » qui s'inscrit en fait parfaitement dans la trajectoire du demi-siècle précédent. Effrayés à l'idée d'être taxés de « colonialistes » ou d'« impérialistes », les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, se sont échinés à distendre les liens avec l'Afrique que la révélation de malencontreuses affaires de corruption contribuait parallèlement à avilir. De là, cette attitude des autorités françaises consistant en janvier 2013, après avoir lancé une opération sans précédent, à s'empresser de ne plus en évoquer que la fin, comme si elles n'assumaient pas leur décision. Le discours prononcé par François Hollande à l'investiture d'IBK en porte la trace, qui oriente Serval vers le passé plutôt que le futur : « La France est venue honorer une dette contractée pendant les deux conflits mondiaux du XXe siècle, a-t-il clamé. La France n'a pas oublié que des soldats maliens, africains, avaient payé du prix de leur sang pour libérer la France. » La même ligne de conduite a prévalu en Centrafrique. Longtemps réticent à engager des troupes, le gouvernement français a finalement placé l'opération Sangaris début décembre sous les mêmes auspices que Serval : un mandat éclair, sans interférence avec la vie politique locale.

La France peut-elle vraiment continuer à affirmer ne pas être concernée par les « affaires intérieures » d'un pays quand elle y envoie des milliers des siens risquer leur vie, donner la mort et finalement modifier le cours de l'Histoire ? Le ministre des Affaires étrangères français le reconnaît en fait lui-même en rappelant que « ce pays était sur le point de devenir le premier État terroriste du monde. Le Mali a recouvré son intégrité et son indépendance. Il y a un président légitimement élu et demain il y aura une Assemblée nationale. Quand la France fait ça, avec les Africains, on doit dire chapeau[10] ».

Sans jamais en oublier les errements, Paris se doit d'assumer ce lien si singulier avec le continent. Il ne consiste certainement pas à se subsister aux gouvernants locaux qui savent le mieux les lacunes et les forces de leurs pays. Reprenant un des sujets qui lui tenaient à cœur en 1999 quand il était Premier ministre, IBK a ainsi fait de la lutte anticorruption une de ses priorités, au risque de tenir un discours assez irréaliste : « Nul ne s'enrichira plus illégalement et impunément sous notre mandat[11]. » Début décembre, le ministre de la Défense, Soumeylou Boubèye Maïga, a lancé une grande réforme de l'armée et IBK annoncé une loi de programmation quinquennale, l'un des problèmes premiers de l'Afrique subsahélienne étant l'inconsistance des forces de sécurité. Enfin, l'engagement signé le 14 janvier avec la Mauritanie à « ne tolérer sur leurs territoires respectifs la présence d'aucun groupe armé ou terroriste potentiellement déstabilisateur pour l'un ou l'autre pays » est également considéré comme une excellente avancée.

Mais la France ne peut non plus se contenter d'être spectatrice. Le ministre de la défense Jean-Yves Le Drian semble en avoir confirmé la prise de conscience en déclarant le 31 décembre qu'elle resterait au Mali « le temps qu'il le [faudrait] »[12], même si son propos concernait surtout le volet contre-terroriste, ou plutôt la nouvelle « logique régionale » promue par Paris, et entérinée par le sommet de l'Élysée trois semaines plus tôt, qui consacre l'armée française comme une sorte de force spéciale des armées africaines, une troupe de choc massive, rapidement déployée, apte à porter un coup d'arrêt décisif avant d'être relevée par des bataillons plus importants. Cela implique forcément le maintien sur le continent de forces prépositionnées, un revirement par rapport au livre blanc de 2008 qui prévoyait leur réduction afin de prendre plus en compte la menace alors jugée supérieure au Proche et au Moyen Orient. Et même leur renforcement : début janvier, deux drones Reaper récemment achetés aux Américains se sont basés à Niamey où doivent à terme les rejoindre un patrouilleur maritime Atlantique-2 et des chasseurs bombardiers.

Cette même vigilance serait profitable dans d'autres secteurs que la sécurité. « La crise de 2012 nous a surpris, relate un haut fonctionnaire très impliqué dans la gestion du dossier malien, car nous avons donné trop d'importance aux indicateurs macroéconomiques et pas assez aux indicateurs de gouvernance. Nous nous sommes contentés des élections d'ATT en 2002 et 2007, en pensant que cela suffisait. Il ne faut pas commettre la même erreur après 2013 : l'élection d'IBK est un pas certain, mais il ne faut pas s'arrêter là. Nous devons continuer notre action dans tous les domaines. Nous avons refusé le séquençage au début 2013 – en menant de front action militaire et financière – il ne faut pas maintenant y céder parce qu'IBK est élu. Il faut continuer à agir, certes dans le domaine du développement, mais aussi du maintien de la paix, de la réconciliation, etc. Ne commettons pas l'erreur de 2002[13] ! » La France n'a qu'intérêt en particulier à ce que soit scrutée à Bamako, Bruxelles et dans

toutes les capitales impliquées, l'utilisation des fonds internationaux qu'elle a si fortement contribué à récolter. Cette détermination a de même poussé l'Union européenne à prolonger EUTM, qui a formé les quatre bataillons prévus, de deux années supplémentaires, avec l'espoir d'éviter de répéter le désastre du programme américain*4 et à créer le 15 avril EUCAP-Sahel-Mali, une mission de formation de la police, de la gendarmerie et de la garde nationale.

Un investissement supérieur de la France aurait une contrepartie majeure. Si, dans chaque conflit depuis quinze ans, Paris s'échine à transmettre au plus vite le témoin à l'Europe, l'Union Africaine ou l'ONU, c'est aussi pour être délestée de la charge financière correspondante. La cour des comptes critique régulièrement la sous-évaluation de la facture des OPEX. En 2013, le surcoût a dépassé 1,2 milliard d'euros or seule la moitié était budgétée. Serval à elle seule a coûté 647 millions d'euros. La dépense pourrait être jugée superflue en période de crise. Il faudrait cependant pouvoir la comparer avec les gains déjà retirés ou envisageables. Outre les attentats déjoués ou rendus impossibles, aux répercussions économiques sans aucune mesure comme l'a démontré le 11 septembre 2001, la France se doit de tirer profit de l'énorme potentiel de croissance africaine, longtemps considéré comme une chimère, désormais une certitude. Le 4 décembre 2013, devant un millier de responsables politiques et de chefs d'entreprises réunis à Bercy, François Hollande a donné pour ambition à la France de « doubler ses échanges avec l'Afrique, dans les deux sens, exportations et importations[14] ». Serait-ce enfin le coup de sifflet final à cette incroyable pudibonderie nationale qui conduit à ne pas chercher à retirer les dividendes d'un investissement militaire massif ? En 2011, à Tripoli comme à Abidjan, ce sont des entrepreneurs turcs que les soldats français ont vu les premiers atterrir sur les tarmacs conquis ou préservés de haute lutte.

De toutes les façons, que leurs autorités le veuillent ou non, l'évolution des menaces condamne la France et l'Afrique à intensifier leurs échanges. À l'instar des expéditions occidentales de jadis, le fondamentalisme a terminé sa traversée du continent de part en part puisqu'il a essaimé de la Mauritanie à la Somalie, en débordant au nord vers le Maghreb et l'Égypte, au sud vers le Nigeria, le Sénégal, le Kenya. Plusieurs de ces pays sont souvent décrits comme au bord de l'implosion, mais celui qui figure en tête des préoccupations est immanquablement la Libye, à la dérive depuis l'intervention occidentale de 2011. Tous les indices concordent pour indiquer le désir des djihadistes d'y rebâtir dans le sud leur sanctuaire. Ils y bénéficient d'une double impunité, vis à vis des autorités libyennes qui peinent déjà se faire entendre en Cyrénaïque et en Tripolitaine, mais aussi vis à vis des moyens d'observation alliés qui jusqu'à récemment n'y effectuaient que de rares passages. La DGSE et les forces spéciales ont en partie rattrapé le déficit en y menant les missions nécessaires pour recueillir du renseignement d'origine humaine. Il ne saurait être question toutefois de considérer le Mali définitivement débarrassé du péril djihadiste. La DGSE estime entre 300 et 800 le nombre de ses partisans actifs, encore plus difficiles à localiser depuis que Serval les a dispersés comme un essaim de mouches. Un document divulgué par la presse fin 2013[15], attribué au successeur d'Abou Zeid, Djamel Okacha, évoque une « grande opération » à Bamako, dans le quartier diplomatique, mais aussi des attentats contre les intérêts français et algériens au Mali, en Algérie, en Mauritanie et au Niger. Début janvier, les Mourabitoune, fusion du groupe Belmokhtar et du Mujao, accusent la France d'avoir recours à « l'intimidation, à l'humiliation et au massacre des populations de l'Azawad »*5 et lui promettent au Sahel le sort de l'URSS en Afghanistan. Et de fait, les forces françaises et africaines continuent à enregistrer des résultats très consistants : six tonnes d'explosifs mises à jour par les Tchadiens au sud de Tessalit fin décembre deux semaines après que, à 200 kilomètres, entre Bouje-Baya et Arouane, une vaste opération militaire franco-malienne, représentant une centaine de véhicules, appuyés par la chasse, a permis d'éliminer dix-neuf djihadistes. Mi-janvier, deux opérations au nord de Tombouctou et dans l'Adrar en tuent onze de plus, un soldat français étant blessé. Dans la nuit du 4 au 5 mars, c'est dans l'Ametettai même, pourtant remuée de fonds en comble lors du premier mandat, que dix ennemis sont encore éliminés. De l'autre côté, le Mujao revendique le 11 février l'enlèvement d'une équipe malienne du CICR entre Kidal et Gao*6. Le massacre de 31 touaregs cinq jours plus tôt lui est également imputé par Bamako et le MNLA pour une fois à l'unisson. Plus que la preuve d'une résurgence, ces actions, qui ne nécessitent pas beaucoup de logistique, démontrent sans doute la volonté des djihadistes de refaire parler d'eux afin de combler par le recrutement les pertes infligées par Serval. Il leur en coûte cher : mi-mars, l'un de leurs chefs les plus virulents, Omar Ould Hamaha, alias « Barbe rouge », qui avait pris la tête de la katiba Ansar al-Charia, est tué par une frappe aérienne.

Le théorème des OPEX s'est encore vérifié. Le premier mandat a encaissé le choc, le deuxième a été plus serein, le troisième a subi un retour de flamme. La formule ne dit pas hélas combien de temps il faudra poursuivre l'effort. Pour l'Histoire, l'opération Serval ne devrait consommer que trois mandats puisque, dixit Jean-Yves le Drian, « la guerre de la libération du Mali étant terminée », elle devait officiellement s'achever fin mai 2014*7. Mais la France est loin de quitter la zone comme le prouve la mort du sergent du 2e REP Marcel Kalafut, le 8 mai,

dans le Tigharghar. Sous le terme de « régionalisation », elle vise à optimiser l'emploi de ses moyens militaires stationnés autour de Gao, Ouagadougou, N'Djamena et Niamey pour continuer à combattre le djihadisme qui fait fi des frontières, avec un effectif global de 3 000 hommes et les alliés africains. Tous les conflits cependant sont témoins d'une même perte d'investissement au fil des mois et des ans. Si les djihadistes voulaient jamais assurer leur emprise au Sahel, ils seraient avisés de ne pas céder à la tentation du coup d'éclat qui est le plus à même de raviver la flamme – ce fut l'erreur fatale à Laurent Gbagbo en 2010 que de ne pas se soumettre au verdict des urnes, puis de laisser ses troupes commettre l'irréparable.

Pour parer le risque de démobilisation, la France doit faire fructifier les enseignements majeurs du Mali sans non plus les généraliser outre mesure. Le succès de Serval est dû à la combinaison rare entre d'un côté une volonté politique claire, de l'autre, un cadre idéal d'action pour les armées et les services de renseignement puisque le terrain leur était connu, qu'ils y ont évolué seuls, que le risque de dommages collatéraux était minime, le tout après vingt années d'OPEX[*8] ininterrompues où ils se sont forgé une expérience sans équivalent. De là l'étonnement, pour ne pas dire l'admiration des alliés qui, tous, ont témoigné aux Français de leur incapacité à obtenir pareils résultats en si peu de temps.

C'est pourtant dans cette période faste que s'est affirmé un malaise sans précédent qu'expose, contournant ainsi le devoir de réserve, un général de seconde section, Jean-Claude Thoman : « profond désarroi », « mécontentement », « dérive fatale », spectre d'« une injuste impuissance de notre pays à défendre ses concitoyens »[16]. En cause, les efforts demandés aux militaires, toujours croissants, en dépit d'un budget au mieux sanctuarisé comme lors du dernier exercice, au pire ponctionné par les gouvernements en mal d'inspiration ou de courage politique pour justifier d'économies. En cause aussi, la récente réorganisation du ministère de la Défense interprétée comme une volonté du gouvernement socialiste de mettre les armées en coupes réglées, ce dont le cabinet se défend, avançant lui la nécessité de rationaliser leur fonctionnement, mais aussi de rétablir l'autorité hiérarchique du ministre. Une certitude en tout cas : la France n'a plus guère d'atout de puissance aussi fort que son système de défense. La contrainte financière pourrait par exemple être allégée en obtenant de l'Europe que le budget militaire ne soit pas pris en compte dans le calcul fatidique des 3 % de déficit imposés dans la zone euro ; la requête serait légitime puisque, quoiqu'il en dise, comme pour le Mali, le vieux continent profite et profitera des efforts français en matière de sécurité, la plupart des pays ayant réduit à une portion dérisoire leurs dépenses militaires. Ainsi, peut-être plus capital encore que l'achat de l'armement dernier cri, les armées et les services français pourront-ils entretenir ce savoir-faire et cet état de préparation permanent qui leur ont permis de réaliser, à partir du 11 janvier 2013, ce que les politiques garantissaient les mois précédents qu'ils n'auraient jamais à accomplir.

---

*1. Désarmement, démobilisation et réintégration.

*2. En février, au GTIA Korrigan a succédé le GTIA Vercors composé d'une compagnie du 7e bataillon de chasseurs alpins (BCA), d'un escadron du 4e régiment de chasseurs, d'une section du 2e régiment étranger de génie et d'un sous-groupement du 1er régiment d'hélicoptères de combat. Il est commandé par le colonel Lionel Catar, chef de corps du 7e BCA.

*3. Ce qui a suscité, et c'est tout de même cocasse, une contestation des wahhabites maliens appelant à la laïcité de la république…

*4. En avril 2014, le général Marc Rudkiewicz, à la tête de la brigade franco-allemande, en prend le commandement.

*5. Évolution notable dans son discours puisque les djihadistes n'affichaient guère jusqu'alors de soutien au mouvement irrédentiste. Le document d'AQMI révélé par la presse désigne lui pour cibles, juste après les Français, le MNLA, accusé de complicité.

*6. Libérée dans la nuit du 16 au 17 avril par les forces françaises qui tuent une dizaine de preneurs d'otages.

*7. Un report a été décidé le 20 mai en raison d'affrontements très vidents à Kidal entre Touaregs et militaires maliens.

*8. Un bémol pourrait être la mort de deux des sept otages. Après Philippe Verdon, les djihadistes annoncent en avril 2014 le décès de Gilberto Rodrigues Leal. Mais dans les deux cas, les opérations militaires françaises n'en sont pas la cause directe.

NOTES

Notes du chapitre 1

1. Lettre du général de Gaulle à Modibo Keïta (1er mai 1961).

2. http://www.rusembmali.mid.ru/RUSSO-MALIENNES.htm

3. http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/mali

4. Lieutenant Gatelet, *Histoire de la conquête du Soudan français (1878-1899)*, Berger-Levrault, 1901.

5. Lire le récit de Sidi Alamine AG DOHO Sidi Alamine, *Touareg 1973-1007, Vingt-cinq ans d'errance et de déchirement*, L'Harmattan, 2010.

6. Témoignage de Franck Abeille recueilli par l'auteur.

7. Lire le chapitre « Cinquante ans de tensions dans la zone sahélo-saharienne » du géographe Grégory Giraud in *La guerre au Mali*, sous la direction de Michel Galy, La découverte, 2013.

8. Témoignage recueilli par l'auteur.

9. Lire l'ouvrage publié sous la direction de Patrick Gonin, Nathalie Kotlok et Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *La Tragédie malienne*, Vendémiaire, 2013.

10. Témoignage du colonel Philippe Susnjara recueilli par l'auteur.

11. http://www.washingtonpost.com/world/national-security/mali-insurgency-followed-10-years-of-us-counterterrorism-programs/2013/01/16/a43f2d32-601e-11e2-a389-ee565c81c565_story.html

12. http://www.washingtonpost.com/world/national-security/us-missteps-defined-anti-terror-effort-in-n-africa/2013/02/04/b98640ba-6cab-11e2-a396-ef12a93b4200_story.html

13. http://www.monde-diplomatique.fr/2005/02/MELLAH/11905

14. Témoignage recueilli par l'auteur.

15. http://www.lexpressiondz.com/mobile/mobile/actualite/36937-L'alliance-qui-fait-trembler-la-France.html

16. Témoignage du capitaine de vaisseau Pierre V. recueilli par l'auteur.

17. http://wikileaks.org/cable/2009/12/09ALGIERS1162.html

18. http://www.washingtonpost.com/world/national-security/us-missteps-defined-anti-terror-effort-in-n-africa/2013/02/04/b98640ba-6cab-11e2-a396-ef12a93b4200_story.html

19. http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/02/01/10001-20130201ARTFIG00624-le-mali-n-est-pas-une-priorite-pour-les-etats-unis.php

20. http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20130814.OBS3268/mali-le-cadeau-d-ibk-a-l-auteur-du-coup-d-etat.html

21. http://www.liberation.fr/monde/2012/06/04/la-tolerance-assiegee-au-mali_823597

22. Témoignage recueilli par l'auteur.

23. Gael Baryn, *Dans les mâchoires du chacal, Mes amis touaregs en guerre au Nord-Mali*, Le passager clandestin, 2013.

24. Témoignage d'Alain Juillet recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 2

1. http://www.youtube.com/watch?v=Rn67xaLPCBM

2. Témoignage recueilli par l'auteur.

3. Témoignage du colonel Philippe Susnjara recueilli par l'auteur.

4. http://www.lejdd.fr/Societe/Faits-divers/Actualite/Air-Cocaine-un-Francais-dans-la-tourmente-362475

5. Lire l'excellent article de Simon Julien in *Le Sahel comme espace de transit des stupéfiants*, Hérodote, 2011.

6. Témoignage recueilli par l'auteur.

7. http://www.lefigaro.fr/international/2010/10/04/01003-20101004ARTFIG00592-le-mali-mettra-tout-en-339uvre-pour-la-liberation-des-otages.php

8. Témoignage recueilli par l'auteur.

9. Témoignage recueilli par l'auteur.

10. Témoignage recueilli par l'auteur.

11. http://www.liberation.fr/monde/2010/02/25/au-mali-sarkozy-s-affiche-aux-cotes-de-pierre-camatte_612052

12. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/08/25/97001-20100825FILWWW00544-otage-d-aqmi-sarkozy-critique-l-espagne.php

13. Témoignage du général Christophe Gomart recueilli par l'auteur.

14. Témoignage recueilli par l'auteur.

15. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/08/16/97001-20100816FILWWW00429-al-qaida-veut-se-venger-de-la-france.php

16. http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20130320.OBS2470/otages-on-ne-negocie-plus-avec-les-terroristes.html

17. Témoignage de Christian Rouyer recueilli par l'auteur.

18. Témoignage recueilli par l'auteur.

19. Témoignage recueilli par l'auteur.

20. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/03/03/97001-20110303FILWWW00531-800-touaregs-recrutes-par-kadhafi.php

21. http://observers.france24.com/fr/content/20110328-mali-manifestants-pro-kadhafi-bamako-france-libye-guerre-ambassade

22. Témoignage de Christian Rouyer recueilli par l'auteur.

23. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/05/03/97001-20110503FILWWW00450-mali-des-armes-lourdes-volees-en-libye.php

24. Témoignage du colonel M. recueilli par l'auteur.

25. http://www.damninteresting.com/the-lonely-tree-of-tenere/

26. Témoignage de Patrick Hogard recueilli par l'auteur.

27. Témoignage recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 3

1. http://thinkafricapress.com/mali/causes-uprising-northern-mali-tuareg

2. Témoignage de Moussa Ag Assarid recueilli par l'auteur.

3. Témoignage d'André Bourgeot recueilli par l'auteur.

4. http://www.liberation.fr/monde/2012/06/04/la-tolerance-assiegee-au-mali_823597

5. Il faut lire le remarquable article d'Andy Morgan (6 février 2012) *in* http://thinkafricapress.com/mali/causes-uprising-northern-mali-tuareg

6. http://www.liberation.fr/monde/2012/06/04/la-tolerance-assiegee-au-mali_823597

7. Témoignages recueillis par l'auteur.

8. Témoignage recueilli par l'auteur.

9. Témoignage recueilli par l'auteur.

10. http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/mali-le-djihad-du-barbu-rouge_1170056.html

11. Cf l'enquête de Serge Daniel, *AQMI, L'industrie de l'enlèvement,* Fayard, 2012.

12. Témoignage recueilli par l'auteur.

13. Serge Daniel, *AQMI, L'industrie de l'enlèvement,* Fayard, 2012.

14. Témoignage recueilli par l'auteur.

15. Témoignage de Christian Rouyer recueilli par l'auteur.

16. Témoignage de Moussa Ag Assarid recueilli par l'auteur.

17. Témoignage du colonel M. recueilli par l'auteur.

18. http://www.liberation.fr/monde/2012/02/14/des-rebelles-touaregs-accuses-d-executions-sommaires-au-mali_795898

19. Témoignage du colonel Thomas recueilli par l'auteur.

20. Témoignage de Moussa Ag Assarid recueilli par l'auteur.

21. http://www.socialgerie.net/spip.php?article810#2

22. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/04/05/97001-20120405FILWWW00840-mali-petit-millier-de-combattants.php

23. Témoignage de Christian Rouyer recueilli par l'auteur.

24. Témoignage recueilli par l'auteur.

25. Témoignage recueilli par l'auteur.

26. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/04/05/97001-20120405FILWWW00840-mali-petit-millier-de-combattants.php

27. Témoignage de Christian Rouyer recueilli par l'auteur.

28. http://www.lefigaro.fr/international/2012/03/30/01003-20120330ARTFIG00348-mali-la-mission-des-chefs-d-etat-d-afrique-tourne-court.php

29. http://www.lefigaro.fr/international/2012/03/30/01003-20120330ARTFIG00553-mali-islamistes-et-touaregs-profitent-de-la-confusion.php

30. http://www.liberation.fr/monde/2012/04/03/la-phrase-de-alain-juppe_807819

31. Témoignage recueilli par l'auteur.

32. Témoignage recueilli par l'auteur.

33. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/04/06/97001-20120406FILWWW00438-mali-une-guerre-pour-l-islam-ansar-dine.php

34. http://www.liberation.fr/monde/2012/04/04/au-mali-l-impuissance-etrangere-face-au-peril-islamiste_808148

35. http://www.rfi.fr/afrique/20120429-tombouctou-mali-islamistes-fnla-mnla-charia

36. Témoignage de Moussa Ag Assarid recueilli par l'auteur.

37. Témoignage recueilli par l'auteur.

38. http://www.liberation.fr/monde/2012/04/05/l-ennemi-est-connu-et-il-n-est-pas-a-bamako_808422

39. Témoignage recueilli par l'auteur.

40. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/04/16/97001-20120416FILWWW00424-mali-contacts-positifs-avec-la-rebellion.php

41. Témoignage de Christian Rouyer recueilli par l'auteur.

42. http://www.liberation.fr/monde/2012/05/15/mali-les-pays-voisins-entraines-dans-la-crise_819022

Notes du chapitre 4

1. Témoignages divers recueillis par l'auteur.

2. Témoignage de Christian Lechervy recueilli par l'auteur.

3. http://www.rfi.fr/afrique/20120507-victoire-francois-hollande-vers-fin-francafrique/?&_suid=139291854261102012708922848105 4

4. Témoignage recueilli par l'auteur.

5. Témoignage recueilli par l'auteur.

6. http://globe.blogs.nouvelobs.com/archive/2013/02/08/mali-histoire-secrete-d-une-guerre-surprise.html

7. Témoignage de Cédric Lewandowski recueilli par l'auteur.

8. http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/mali-comment-paris-conduit-la-guerre_1215453.html

9. Thierry Oberlé et Isabelle Lasserre, *Notre guerre secrète au Mali*, Fayard, 2013.

10. http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20130320.OBS2470/otages-on-ne-negocie-plus-avec-les-terroristes.html

11. Témoignage de l'amiral Edouard Guillaud recueilli par l'auteur.

12. Témoignage recueilli par l'auteur.

13. Témoignage recueilli par l'auteur.

14. Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur.

15. Témoignage recueilli par l'auteur.

16. Témoignage recueilli par l'auteur.

17. Témoignage recueilli par l'auteur.

18. Témoignage recueilli par l'auteur.

19. http://www.rfi.fr/afrique/20130224-mali-tete-chef-aqmi-abdel-malek-droukdel-exclusivite-rfi-feuille-route-document-tombouctou

20. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/07/06/97001-20120706FILWWW00343-fabius-des-barbares-sevissent-au-mali.php

21. http://www.rfi.fr/afrique/20130224-mali-tete-chef-aqmi-abdel-malek-droukdel-exclusivite-rfi-feuille-route-document-tombouctou

22. Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur.

23. http://www.washingtonpost.com/world/middle_east/060-for-cake-al-qaida-records-every-expense/2013/12/29/7e361fde-7093-11e3-bc6b-712d770c3715_story.html

24. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/04/15/97001-20120415FILWWW00228-mali-ansar-dine-pret-a-discuter.php

25. Témoignage recueilli par l'auteur.

26. http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2012/10/25/10001-20121025ARTFIG00799-la-dgse-dement-la-presence-d-agents-du-qatar-dans-le-nord-du-mali.php

27. Témoignage de Michel-Olivier Lacharité recueilli par l'auteur.

28. Témoignage de Johanne Sekkenes recueilli par l'auteur.

29. Témoignage de Michel-Olivier Lacharité recueilli par l'auteur.

30. Témoignage de Johanne Sekkenes recueilli par l'auteur.

31. Témoignage de Franck Abeille recueilli par l'auteur.

32. Témoignage d'Alain Boinet recueilli par l'auteur.

33. Témoignage de Franck Abeille recueilli par l'auteur.

34. Témoignage de Johanne Sekkenes recueilli par l'auteur.

35. http://www.grotius.fr/nord-mali-les-humanitaires-jose-et-tous-les-absents/

36. Témoignage de Johanne Sekkenes recueilli par l'auteur.

37. Témoignage de Moussa Ag Assarid recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 5

1. http://www.liberation.fr/monde/2012/07/03/il-faut-intervenir-militairement-au-mali_830979

2. Témoignage recueilli par l'auteur.

3. Témoignage recueilli par l'auteur.

4. Témoignage du colonel Jean-Pierre Fagué recueilli par l'auteur.

5. Témoignage recueilli par l'auteur.

6. Témoignage recueilli par l'auteur.

7. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/les-ministres-818/laurent-fabius/presse-et-media-21596/article/entretien-du-ministre-des-affaires-100898

8. Témoignage recueilli par l'auteur.

9. http://www.washingtonpost.com/opinions/a-second-somalia/2012/08/11/995a0d62-e263-11e1-98e7-89d659f9c106_story.html

10. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/07/12/97001-20120712FILWWW00466-mali-une-utilisation-de-la-force-probable-fabius.php

11. Témoignage recueilli par l'auteur.

12. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/07/16/97001-20120716FILWWW00185-fabius-a-alger-objectivite-et-amitie.php

13. Témoignage recueilli par l'auteur.

14. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/09/25/97001-20120925FILWWW00688-ne-pas-renoncer-a-l-integrite-du-mali.php

15. http://www.liberation.fr/monde/2012/09/20/otages-d-aqmi-la-france-mise-sous-pression_847777

16. http://www.liberation.fr/monde/2012/09/20/cedeao-la-difficile-intervention_847774

17. http://www.lefigaro.fr/international/2012/09/14/01003-20120914ARTFIG00918-otages-au-mali-paris-pris-dans-le-piege-d-al-qaida.php

18. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/09/26/97001-20120926FILWWW00669-mali-ban-ki-moon-incite-a-la-prudence.php

19. http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/09/29/au-mali-chaque-jour-les-terroristes-se-renforcent_1767692_3212.html

20. Témoignage du général Gratien Maire recueilli par l'auteur.

21. http://news.abamako.com/h/13266.html

22. http://news.abamako.com/h/13266.html

23. http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/09/29/au-mali-chaque-jour-les-terroristes-se-renforcent_1767692_3212.html

24. http://www.liberation.fr/monde/2012/10/22/nord-mali-la-cedeao-et-paris-en-mouvement_855144

25. http://www.lefigaro.fr/international/2012/09/23/01003-20120923ARTFIG00211-aqmi-de-nouvelles-filieres-menacent-la-france.php?print=true

26. http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2012/10/03/01016-20121003ARTFIG00569-mali-syrie-les-nouvelles-terres-du-djihad-pour-les-francais.php

27. http://www.leparisien.fr/faits-divers/mali-un-francais-qui-tentait-de-rejoindre-des-jihadistes-arrete-07-11-2012-2301151.php

28. http://www.liberation.fr/monde/2012/11/14/le-conflit-au-sahel-passage-oblige-pour-l-europe-de-la-defense_860534

29. http://www.lefigaro.fr/international/2012/10/11/01003-20121011ARTFIG00717-francois-hollande-exclut-une-intervention-au-mali.php

30. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/10/11/97001-20121011FILWWW00729-mali-hollande-contre-l-idee-de-negocier.php

31. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/10/13/97001-20121013FILWWW00409-les-islamistes-maliens-menacent-des-otages-francais.php

32. http://www.liberation.fr/monde/2012/10/10/au-mali-le-fleuve-tranquille-de-la-guerre_852338

33. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/10/16/97001-20121016FILWWW00364-mali-une-question-de-quelques-semaines.php

34. http://www.lefigaro.fr/international/2012/10/19/01003-20121019ARTFIG00657-comment-la-france-planifie-l-intervention-au-nord-du-mali.php

35. Témoignage du colonel Philippe Susnjara recueilli par l'auteur.

36. Témoignage recueilli par l'auteur.

37. Témoignage recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 6

1. Témoignage recueilli par l'auteur.

2. Témoignage recueilli par l'auteur.

3. Témoignage du capitaine de vaisseau Pierre V. recueilli par l'auteur.

4. Témoignage recueilli par l'auteur.

5. Témoignage du capitaine de vaisseau Pierre V. recueilli par l'auteur.

6. Témoignage du général Bertrand Clément-Bollée recueilli par l'auteur.

7. *Les rébellions touarègues au Sahel*, Cahier du RETEX, Centre de Doctrine et d'Emploi des Forces, 2013.

8. Témoignage recueilli par l'auteur.

9. http://www.nytimes.com/2012/12/04/world/africa/top-american-commander-in-africa-warns-of-al-qaeda-influence-in-mali.html?_r=0

10. Témoignage du colonel Philippe Susnjara recueilli par l'auteur.

11. Témoignage recueilli par l'auteur.

12. Témoignages recueillis par l'auteur.

13. Témoignage de Moussa Ag Assarid recueilli par l'auteur.

14. Témoignages recueillis par l'auteur.

15. Témoignage de Franck Abeille recueilli par l'auteur.

16. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/12/11/97001-20121211FILWWW00327-mali-pas-un-coup-d-etat.php

17. Témoignage du colonel Jean-Pierre Fagué recueilli par l'auteur.

18. Témoignage recueilli par l'auteur.

19. http://www.rfi.fr/afrique/20121121-mali-intervention-militaire-prodi-sahel-onu-cedeao-aqmi-mnla-mujao

20. Témoignage recueilli par l'auteur.

21. http://www.lefigaro.fr/international/2012/12/19/01003-20121219ARTFIG00632-paris-et-alger-convergent-sur-le-dossier-malien.php

22. Témoignage recueilli par l'auteur.

23. Témoignage recueilli par l'auteur.

24. Témoignage du général Christophe Gomart recueilli par l'auteur.

25. Témoignage du colonel Luc recueilli par l'auteur.

26. Témoignage recueilli par l'auteur.

27. Témoignage recueilli par l'auteur.

28. Témoignage du lieutenant-colonel Jérôme recueilli par l'auteur.

29. http://www.youtube.com/watch?v=c7ETR-TKsXg

30. Témoignage de Cédric Lewandowski recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 7

1. Témoignage recueilli par l'auteur.

2. http://www.rfi.fr/afrique/20130104-ansar-dine-durcit-sa-position-reclame-autonomie-nord-mali

3. http://www.rfi.fr/afrique/20130107-mali-rassembles-bambara-maoude-groupes-jihadistes-ansar-dine-mujao-aqmi-boko-haram-reluquent-vers-le-sud

4. Témoignage du capitaine de vaisseau Pierre V. recueilli par l'auteur.

5. Témoignage du capitaine de Corvette Olivier R. recueilli par l'auteur.

6. Témoignage recueilli par l'auteur.

7. Témoignage recueilli par l'auteur.

8. Témoignage recueilli par l'auteur.

9. Témoignage du colonel Thomas recueilli par l'auteur.

10. Témoignages recueillis par l'auteur.

11. Témoignage de Christian Lechervy recueilli par l'auteur.

12. Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur.

13. Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur.

14. Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur.

15. Témoignage de Cédric Lewandowski recueilli par l'auteur.

16. Témoignage de Christian Rouyer recueilli par l'auteur.

17. Témoignage recueilli par l'auteur.

18. Témoignage d'André Bourgeot recueilli par l'auteur.

19. Témoignage recueilli par l'auteur.

20. Témoignage recueilli par l'auteur.

21. Témoignage recueilli par l'auteur.

22. Témoignage du colonel Luc recueilli par l'auteur.

23. Témoignage de l'enseigne de vaisseau Simon recueilli par l'auteur.

24. Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur.

25. Témoignage recueilli par l'auteur.

26. Témoignage du lieutenant-colonel Stéphane S. recueilli par l'auteur.

27. Témoignage de Christian Rouyer recueilli par l'auteur.

28. Témoignage de Christian Lechervy recueilli par l'auteur.

29. http://mg.co.za/article/2013-01-25-00-au-chafes-over-french-force-in-mali

30. Témoignage de Christian Rouyer recueilli par l'auteur.

31. Témoignage recueilli par l'auteur.

32. http://globe.blogs.nouvelobs.com/archive/2013/02/08/mali-histoire-secrete-d-une-guerre-surprise.html

33. Témoignage recueilli par l'auteur.

34. http://www.liberation.fr/monde/2013/01/11/mali-traore-demande-une-aide-militaire-de-la-france_873238

Notes du chapitre 8

1. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/01/11/97001-20130111FILWWW00392--info-figaro-mali-des-forces-militaires-francaises-et-allemandes-ont-pris-position.php

2. Témoignage de l'enseigne de vaisseau Simon recueilli par l'auteur.

3. Témoignage recueilli par l'auteur.

4. Témoignage recueilli par l'auteur.

5. http://www.amnesty.fr/sites/default/files/AFR%2037.003.2013%20FR_final.pdf

6. Témoignage recueilli par l'auteur.

7. Témoignages recueillis par l'auteur.

8. Témoignage recueilli par l'auteur.

9. Témoignage recueilli par l'auteur.

10. Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur.

11. Témoignage recueilli par l'auteur.

12. Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur.

13. http://www.lefigaro.fr/international/2013/01/15/01003-20130115ARTFIG00657-mali-francois-hollande-en-president-de-guerre.php

14. Témoignage recueilli par l'auteur.

15. http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i1288.asp

16. Témoignage recueilli par l'auteur.

17. Témoignage du colonel Luc recueilli par l'auteur.

18. Témoignage recueilli par l'auteur.

19. Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur.

20. Témoignage du colonel Luc recueilli par l'auteur.

21. Témoignage du colonel Laurent Rataud recueilli par l'auteur.

22. Témoignage du colonel Paul Gèze recueilli par l'auteur.

23. http://www.bfmtv.com/politique/jean-yves-drian-la-france-est-guerre-contre-terrorisme-423244.html

24. http://rmc.bfmtv.com/info/337550/fabius-les-islamistes-voulaient-installer-au-mali-un-etat-terroriste/

25. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/01/11/97001-20130111FILWWW00686-mali-cope-et-fillon-pour-l-intervention.php

26. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/01/12/97001-20130112FILWWW00334-mali-intervention-necessaire-ayrault.php

27. http://www.lejdd.fr/International/Afrique/Actualite/Mali-Les-Francais-ont-ouvert-les-portes-de-l-enfer-interview-585652

28. http://www.leparisien.fr/international/fillon-nous-sommes-en-guerre-contre-al-qaida-27-07-2010-1013957.php

29. Témoignage recueilli par l'auteur.

30. Témoignage recueilli par l'auteur.

31. Témoignage de Christian Rouyer recueilli par l'auteur.

32. http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/01/15/la-guerre-contre-le-terrorisme-version-francaise_1817070_3212.html

33. http://www.marianne.net/La-guerre-contre-le-terrorisme--version-Francois-Hollande_a225780.html

34. http://tempsreel.nouvelobs.com/guerre-au-mali/20130306.OBS0947/mali-sarkozy-que-fait-on-la-bas.html

35. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/03/07/97001-20130307FILWWW00710-mali-hollande-repond-a-sarkozy.php

Notes du chapitre 9

1. Témoignage de l'amiral Édouard Guillaud recueilli par l'auteur.

2. Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur.

3. Témoignage recueilli par l'auteur.

4. Témoignage du capitaine de vaisseau Pierre V. recueilli par l'auteur.

5. Témoignage du colonel Laurent Rataud recueilli par l'auteur.

6. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/01/13/97001-20130113FILWWW00005-l-armee-malienne-a-perdu-11-hommes.php

7. Témoignage du colonel Laurent Rataud recueilli par l'auteur.

8. Témoignage du général d'armée aérienne Denis Mercier recueilli par l'auteur.

9. Témoignage du général Jean-Jacques Borel recueilli par l'auteur.

10. Témoignage du général Thierry Caspar-Fille-Lambie recueilli par l'auteur.

11. Témoignage du colonel L. recueilli par l'auteur.

12. Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur.

13. Témoignage du général Bertrand Clément-Bollée recueilli par l'auteur.

14. Témoignage du capitaine Grégory Z. recueilli par l'auteur.

15. Témoignage du sergent Dino recueilli par l'auteur.

16. Témoignage de l'adjudant Sylvain recueilli par l'auteur.

17. Témoignage du chef de bataillon Sébastien B. recueilli par l'auteur.

18. Témoignage de Cédric Lewandowski recueilli par l'auteur.

19. Témoignage de Johanne Sekkenes recueilli par l'auteur.

20. Témoignage du lieutenant-colonel Jérôme recueilli par l'auteur.

21. Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur.

22. Témoignage du lieutenant-colonel Stéphane S. recueilli par l'auteur.

23. http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/03/20/10001-20130320ARTFIG00568-otages-au-mali-la-france-ne-veut-pas-payer-de-rancons.php

24. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/01/13/97001-20130113FILWWW00111-les-islamistes-maliens-bien-equipes.php

25. Témoignage du lieutenant-colonel Bertrand recueilli par l'auteur.

26. Témoignage du capitaine de Corvette Olivier R. recueilli par l'auteur.

27. Témoignage de l'enseigne de vaisseau Simon recueilli par l'auteur.

28. Témoignage du général d'armée aérienne Denis Mercier recueilli par l'auteur.

29. Témoignage du général Thierry Caspar-Fille-Lambie recueilli par l'auteur.

30. Témoignage du colonel Philippe Susnjara recueilli par l'auteur.

31. Témoignage du colonel Damien recueilli par l'auteur.

32. Témoignage du général d'armée aérienne Denis Mercier recueilli par l'auteur.

33. Témoignage du lieutenant-colonel Olivier Roquefeuil recueilli par l'auteur.

34. Témoignage du colonel Damien R. recueilli par l'auteur.

35. Témoignage du colonel Laurent Rataud recueilli par l'auteur.

36. Témoignage du lieutenant-colonel Olivier Roquefeuil recueilli par l'auteur.

37. Témoignage du général Thierry Caspar-Fille-Lambie recueilli par l'auteur.

38. Témoignage du lieutenant-colonel Benjamin Souberbielle recueilli par l'auteur.

39. Témoignage du général Thierry Caspar-Fille-Lambie recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 10

1. Témoignage du colonel Paul Gèze recueilli par l'auteur.

2. Témoignage du chef de bataillon Sébastien B. recueilli par l'auteur.

3. Témoignage du capitaine Hugues P. recueilli par auteur.

4. Témoignage du colonel Paul Gèze recueilli par l'auteur.

5. Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur.

6. Témoignage recueilli par l'auteur.

7. Témoignage du colonel Philippe Susnjara recueilli par l'auteur.

8. Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur.

9. Témoignage recueilli par l'auteur.

10. Témoignage du capitaine de vaisseau Pierre V. recueilli par l'auteur.

11. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.

12. Témoignage du général Bertrand Clément-Bollée recueilli par l'auteur.

13. Témoignage du capitaine de vaisseau Pierre V. recueilli par l'auteur.

14. Témoignage recueilli par l'auteur.

15. Témoignage du général Bertrand Clément-Bollée recueilli par l'auteur.

16. Témoignage du général Philippe Boussard recueilli par l'auteur.

17. Témoignage du général Patrick Bréthous recueilli par l'auteur.

18. Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur.

19. http://www.nytimes.com/2013/01/26/world/africa/us-weighing-how-much-help-to-give-frances-military-operation-in-mali.html

20. http://www.washingtonpost.com/world/national-security/mali-asked-us-for-military-aid-last-week-state-dept-official-says/2013/01/16/09b9f808-600c-11e2-b05a-605528f6b712_story.html

21. http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424127887323301104578257943691567614

22. http://www.lefigaro.fr/international/2013/01/14/01003-20130114ARTFIG00478-intervention-au-mali-la-presse-algerienne-tres-critique.php

23. Témoignage recueilli par l'auteur.

24. http://www.lefigaro.fr/international/2013/01/15/01003-20130115ARTFIG00657-mali-francois-hollande-en-president-de-guerre.php

25. Témoignage du colonel Vincent Séverin recueilli par l'auteur.

26. Témoignage du général Grégoire de Saint-Quentin recueilli par l'auteur.

27. Témoignage du colonel Philippe Gueguen recueilli par l'auteur.

28. Témoignage recueilli par l'auteur.

29. Témoignage du colonel Nicolas Rivet recueilli par l'auteur.

30. Que l'on peut voir ici : http://www.youtube.com/watch?v=aygIIX4Y-sg

31. Témoignage du médecin-en-chef Emmanuel Angot recueilli par l'auteur.

32. Témoignage du capitaine Benoît C. recueilli par l'auteur.

33. Témoignage du colonel Paul Gèze recueilli par l'auteur.

34. Témoignage du maréchal des logis R. recueilli par l'auteur.

35. http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/01/16/10001-20130116ARTFIG00563-le-savant-dosage-des-forces-francaises-face-aux-djihadistes.php

36. Témoignage du colonel Luc recueilli par l'auteur.

37. Témoignage du lieutenant-colonel Stéphane S. recueilli par l'auteur.

38. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/01/16/97001-20130116FILWWW00434-mali-combats-au-corps-a-corps.php

39. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/01/14/97001-20130114FILWWW00509-mali-la-ville-de-diabali-serait-aux-mains-des-djihadistes.php

40. http://www.lefigaro.fr/international/2013/01/15/01003-20130115ARTFIG00657-mali-francois-hollande-en-president-de-guerre.php

41. Témoignage du colonel Thomas recueilli par l'auteur.

42. Témoignage du colonel Paul Gèze recueilli par l'auteur.

43. Témoignage recueilli par l'auteur.

44. Témoignage du maréchal des logis R. recueilli par l'auteur.

45. Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur.

46. Témoignage de l'enseigne de vaisseau Simon recueilli par l'auteur.

47. Témoignage recueilli par l'auteur.

48. Témoignage de l'enseigne de vaisseau Simon recueilli par l'auteur.

49. http://www.dailymotion.com/video/xwukq5_guerre-au-mali-les-forces-speciales-francaises-en-operation_news#.UaoIg65kONc

50. Témoignage du colonel Luc recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 11

1. Témoignage du général Jean-Jacques Borel recueilli par l'auteur.

2. Témoignage du général Thierry Caspar-Fille-Lambie recueilli par l'auteur.

3. Témoignage du lieutenant-colonel Arnaud G. recueilli par l'auteur.

4. Témoignage du capitaine de Corvette Olivier R. recueilli par l'auteur.

5. Témoignage du général d'armée aérienne Denis Mercier recueilli par l'auteur.

6. Témoignage du colonel Nicolas Rivet recueilli par l'auteur.

7. http://www.malijet.com/actualte_dans_les_regions_du_mali/rebellion_au_nord_du_mali/90373-terrorisme-les-mourabitoune-de-l'azawad-menacent-de-s'en-pre.html

8. Témoignage recueilli par l'auteur.

9. Témoignage recueilli par l'auteur.

10. http://www.washingtonpost.com/opinions/stiffing-an-ally-in-mali/2013/01/18/b093ef02-61a7-11e2-9940-6fc488f3fecd_story.html

11. http://www.washingtonpost.com/opinions/stiffing-an-ally-in-mali/2013/01/18/b093ef02-61a7-11e2-9940-6fc488f3fecd_story.html

12. http://www.lefigaro.fr/international/2012/12/26/01003-20121226ARTFIG00453-aqmi-defie-le-gouvernement-francais.php

13. http://www.saphirnews.com/Al-Qaradawi-contre-l-intervention-de-la-France-au-Mali_a16085.html

14. http://www.islametinfo.fr/2013/01/16/mauritanie-39-oulemas-contre-lintervention-francaise-au-mali-appellent-au-boycott-de-pays-occidentaux/

15. http://www.longwarjournal.org/archives/2013/01/mohammed_al_zawahiri.php

16. http://www.tdg.ch/monde/afrique/membres-7e-commando-prets-martyr/story/24751562

17. http://www.rtl.be/info/monde/international/974985/mali-l-intervention-francaise-n-est-pas-une-agression-contre-l-islam

18. http://www.lefigaro.fr/international/2013/01/18/01003-20130118ARTFIG00600-washington-hesite-a-s-engager-au-sahel.php

19. http://www.nytimes.com/2013/01/17/world/europe/defense-secretary-leon-panetta-meets-pope.html?_r=0

20. Témoignage du général Grégoire de Saint-Quentin recueilli par l'auteur.

21. http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i1288.asp

22. Témoignage du colonel Philippe Susnjara recueilli par l'auteur.

23. http://www.spiegel.de/politik/deutschland/deutschland-will-frankreich-beim-krieg-in-mali-mit-logistik-helfen-a-877421.html

24. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/01/17/97001-20130117FILWWW00564-mali-possibles-renforts-de-l-ue-fabius.php

25. http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i1288.asp

26. Témoignage du général Michel Grintchenko recueilli par l'auteur.

27. Témoignage du colonel Frédéric Gout recueilli par l'auteur.

28. Témoignage du général Michel Grintchenko recueilli par l'auteur.

29. Témoignage du lieutenant-colonel Pierre V. recueilli par l'auteur.

30. Témoignage du maréchal des logis R. recueilli par l'auteur.

31. http://www.leparisien.fr/laparisienne/mali-la-photo-d-un-soldat-francais-fait-le-buzz-21-01-2013-2499537.php

32. Témoignage recueilli par l'auteur.

33. Témoignage du général Jean-Pierre Palasset recueilli par l'auteur.

34. Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur.

35. Témoignage du colonel Xavier Vanden Neste recueilli par l'auteur.

36. Témoignage du colonel Bruno H. recueilli par l'auteur.

37. Témoignage du lieutenant-colonel Simon A. recueilli par l'auteur.

38. Témoignage du lieutenant-colonel Jérôme recueilli par l'auteur.

39. Témoignage du capitaine Clément L. recueilli par l'auteur.

40. Témoignage du lieutenant-colonel Sébastien C. recueilli par l'auteur.

41. Témoignages recueillis par l'auteur.

42. Témoignage recueilli par l'auteur.

43. http://www.lepoint.fr/editos-du-point/jean-guisnel/mali-les-mots-de-la-guerre-partie-2-01-02-2013-1622698_53.php

44. « Dans les coulisses de la guerre au Mali », Envoyé Spécial, 31 janvier 2013.

45. Témoignage recueilli par l'auteur.

46. Témoignage recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 12

1. Témoignage du capitaine Augustin B. recueilli par l'auteur.

2. Témoignage du lieutenant-colonel Stanislas M. recueilli par l'auteur.

3. http://www.lesechos.fr/23/01/2013/lesechos.fr/0202520211854_mali---la-france-prepare-l-envoi-de-chars-leclerc.htm?texte=char%20leclerc%20mali

4. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.

5. Témoignage du colonel Denis M. recueilli par l'auteur.

6. Témoignage du colonel Paul Gèze recueilli par l'auteur.

7. Témoignage du colonel Thomas recueilli par l'auteur.

8. Témoignage de l'enseigne de vaisseau Simon recueilli par l'auteur.

9. Témoignage du colonel Pierre Fauche recueilli par l'auteur.

10. Témoignage du lieutenant-colonel Stanislas M. recueilli par l'auteur.

11. Témoignage de l'enseigne de vaisseau Simon recueilli par l'auteur.

12. Témoignage recueilli par l'auteur.

13. Témoignage du lieutenant-colonel Stanislas M. recueilli par l'auteur.

14. Témoignage du capitaine Karim A. recueilli par l'auteur.

15. Témoignage du lieutenant-colonel Simon A. recueilli par l'auteur.

16. Nicolas Beau, *Papa Hollande au Mali*, Balland, 2013.

17. Témoignage du capitaine de vaisseau Pierre V. recueilli par l'auteur.

18. Témoignage du lieutenant-colonel Pierre V. recueilli par l'auteur.

19. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.

20. Témoignage de l'adjudant Sylvain recueilli par l'auteur.

21. Témoignage du capitaine de Corvette Olivier R. recueilli par l'auteur.

22. Témoignage du colonel Paul Gèze recueilli par l'auteur.

23. Témoignage du colonel Frédéric Gout recueilli par l'auteur.

24. Témoignage du général Michel Grintchenko recueilli par l'auteur.

25. Témoignage du médecin chef Emmanuel Angot recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 13

1. Témoignage du colonel Luc recueilli par l'auteur.
2. Témoignage de l'enseigne de vaisseau Simon recueilli par l'auteur.
3. Témoignage du lieutenant-colonel Jérôme recueilli par l'auteur.
4. Témoignage du lieutenant-colonel Bertrand recueilli par l'auteur.
5. Témoignage du colonel Thomas recueilli par l'auteur.
6. Témoignage du capitaine de Corvette Olivier R. recueilli par l'auteur.
7. Témoignage du chef de bataillon Sébastien B. recueilli par l'auteur.
8. Témoignage du lieutenant-colonel Stanislas M. recueilli par l'auteur.
9. Témoignage du lieutenant-colonel Stéphane S. recueilli par l'auteur.
10. Témoignage du capitaine Karim A. recueilli par auteur.
11. Témoignage du colonel Bruno H. recueilli par l'auteur.
12. Témoignage du capitaine Hugues P. recueilli par auteur.
13. Témoignage du lieutenant-colonel Pierre V. recueilli par l'auteur.
14. Témoignage du colonel Paul Gèze recueilli par l'auteur.
15. Témoignage recueilli par l'auteur.
16. Témoignage recueilli par l'auteur.
17. Témoignage du colonel Paul Gèze recueilli par l'auteur.
18. Témoignage du chef de bataillon Sébastien B. recueilli par l'auteur.
19. Témoignage recueilli par l'auteur.
20. Témoignage recueilli par l'auteur.
21. Témoignage recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 14

1. Témoignage du colonel Bruno H. recueilli par l'auteur.
2. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.
3. Témoignage de l'adjudant Simon recueilli par l'auteur.
4. Témoignage du lieutenant-colonel Thibaud de C. recueilli par l'auteur.
5. Témoignage du capitaine Guillaume L. recueilli par auteur.
6. Témoignage de l'adjudant-chef A. recueilli par l'auteur.
7. Témoignage du colonel Bruno H. recueilli par l'auteur.
8. Témoignage du colonel Pierre Fauche recueilli par l'auteur.
9. Témoignage recueilli par l'auteur.
10. Témoignage du colonel Xavier Vanden Neste recueilli par l'auteur.
11. Témoignage du colonel Bruno H. recueilli par l'auteur. Témoignage du capitaine Clément L. recueilli par l'auteur.
12. Témoignage du lieutenant-colonel Stanislas M. recueilli par l'auteur.
13. Témoignage du lieutenant-colonel Stéphane S. recueilli par l'auteur.
14. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/01/26/97001-20130126FILWWW00387-mali-troupes-bientot-a-tombouctou.php
15. Témoignage du lieutenant-colonel Yann L. recueilli par l'auteur.
16. Témoignage du lieutenant-colonel Stanislas M. recueilli par l'auteur.

17. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.

18. Témoignage du lieutenant-colonel Pierre V. recueilli par l'auteur.

19. Témoignage du lieutenant-colonel Christophe L. recueilli par l'auteur.

20. Témoignage du capitaine Geoffroy C. recueilli par l'auteur.

21. Témoignage du lieutenant-colonel Yann L. recueilli par l'auteur.

22. Témoignage de l'adjudant-chef A. recueilli par l'auteur.

23. Témoignage du capitaine Guillaume L. recueilli par auteur.

24. Témoignage du lieutenant-colonel Stanislas M. recueilli par l'auteur.

25. Témoignage du lieutenant-colonel Yann L. recueilli par l'auteur.

26. Témoignage du lieutenant-colonel Pierre V. recueilli par l'auteur.

27. Témoignage du capitaine Clément L. recueilli par l'auteur.

28. Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur.

29. Témoignage du maréchal des logis R. recueilli par l'auteur.

30. Témoignage du capitaine de Corvette Olivier R. recueilli par l'auteur.

31. Témoignage du colonel Damien recueilli par l'auteur.

32. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.

33. Témoignage du colonel Pierre Fauche recueilli par l'auteur.

34. Témoignage du colonel Eric L. recueilli par l'auteur.

35. Témoignage du colonel Pierre Fauche recueilli par l'auteur.

36. Témoignage du commandant Rémy P. recueilli par l'auteur.

37. http://www.lefigaro.fr/international/2013/10/30/01003-20131030ARTFIG00513-l-ombre-des-otages-hante-tombouctou-l-ex-fief-d-aqmi.php

Notes du chapitre 15

1. http://www.maliweb.net/news/la-situation-politique-et-securitaire-au-nord/2013/01/14/article,118148.html

2. Pierre Boilley, *Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain*, Karthala, 2012.

3. Témoignage d'André Bourgeot recueilli par l'auteur.

4. Témoignage du capitaine Clément L. recueilli par l'auteur.

5. Témoignage du colonel Luc recueilli par l'auteur.

6. Témoignage du capitaine de corvette Damien recueilli par l'auteur.

7. Témoignage du lieutenant-colonel Jérôme recueilli par l'auteur.

8. Témoignage du colonel Luc recueilli par l'auteur.

9. Témoignage du capitaine de corvette Damien recueilli par l'auteur.

10. Témoignages recueillis par l'auteur.

11. Témoignage du colonel Paul Gèze recueilli par l'auteur.

12. Témoignage du capitaine Aurélien W. recueilli par l'auteur.

13. Témoignage du colonel Paul Gèze recueilli par l'auteur.

14. Témoignage recueilli par l'auteur.

15. Témoignage du colonel Philippe Gueguen recueilli par l'auteur.

16. Témoignage du colonel Paul Gèze recueilli par l'auteur.

17. Témoignage du capitaine Clément L. recueilli par l'auteur.

18. Témoignage du colonel Paul Gèze recueilli par l'auteur.

19. http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20130202.REU6475/la-france-restera-au-mali-le-temps-qu-il-faudra-assure-hollande.html

20. http://www.franceinfo.fr/monde/francois-hollande-a-bamako-la-france-restera-avec-vous-le-temps-qu-il-faudr-881035-2013-02-02

21. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/01/30/97001-20130130FILWWW00304-fabius-la-france-quittera-vite-le-mali.php

22. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/01/29/97001-20130129FILWWW00699-mali-avancees-substantielles-ayrault.php

23. http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i1288.asp

24. http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2013/02/07/20002-20130207ARTFIG00507-mali-la-france-a-deja-depense-70-millions-d-euros.php

25. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/02/11/97001-20130211FILWWW00645-mali-obama-debloque-50-millions.php

26. http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/02/10/10001-20130210ARTFIG00190-les-touaregs-ne-sont-pas-les-indiens-du-mali.php

27. http://videos.tf1.fr/jt-20h/2013/le-drian-au-20h-la-france-n-a-pas-vocation-a-rester-au-mali-7795994.html

28. http://www.washingtonpost.com/opinions/a-mission-fulfilled-in-mali/2013/02/01/3a0886a4-6c9c-11e2-ada0-5ca5fa7ebe79_story.html

29. http://fr.euronews.com/2013/01/15/mali-du-renfort-logistique-mais-la-france-toujours-seule/

30. Témoignage recueilli par l'auteur.

31. Témoignage recueilli par l'auteur.

32. Témoignage de Christian Rouyer recueilli par l'auteur.

33. Témoignage de Pierre Duquesne recueilli par l'auteur.

34. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/02/13/97001-20130213FILWWW00374-la-russie-livre-des-armes-au-mali.php

35. http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20130123161803/

36. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/01/30/97001-20130130FILWWW00304-fabius-la-france-quittera-vite-le-mali.php

37. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/01/30/97001-20130130FILWWW00304-fabius-la-france-quittera-vite-le-mali.php

38. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/02/02/97001-20130202FILWWW00402-mali-l-action-de-la-france-pas-terminee.php

Notes du chapitre 16

1. Témoignage du colonel Bruno Bert recueilli par l'auteur.

2. Témoignage du capitaine Jean-Baptiste C. recueilli par l'auteur.

3. Témoignage recueilli par l'auteur.

4. Témoignage du capitaine Jean-David P. recueilli par l'auteur.

5. Témoignage du colonel Bruno H. recueilli par l'auteur.

6. Témoignage du chef de bataillon Sébastien B. recueilli par l'auteur.

7. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par auteur.

8. Témoignage du capitaine Karim A. recueilli par auteur.

9. Témoignage du colonel Xavier Vanden Neste recueilli par auteur.

10. Témoignage recueilli par auteur.

11. Témoignage du capitaine Karim A. recueilli par auteur.

12. Témoignage du général Christophe Gomart recueilli par l'auteur.

13. Témoignage du colonel Luc recueilli par l'auteur.

14. Témoignage de Moussa Ag Assarid recueilli par l'auteur.

15. http://www.siwel.info/Azawad-le-MNLA-capture-deux-hauts-responsables-du-MUJAO-et-d-Ansar-Dine_a4605.html

16. http://www.lematindz.net/news/10947-le-mnla-detient-deux-hauts-responsables-du-mujao-et-dansar-edine.html

17. http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/02/08/10001-20130208ARTFIG00666-la-region-du-sahel-face-a-l-epineuse-question-touareg.php

18. http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/02/10/10001-20130210ARTFIG00190-les-touaregs-ne-sont-pas-les-indiens-du-mali.php

19. Témoignage du général Thierry Caspar-Fille-Lambie recueilli par l'auteur.

20. Témoignage recueilli par l'auteur.

21. Témoignage recueilli par l'auteur.

22. Témoignage du colonel Laurent Rataud recueilli par l'auteur.

23. Témoignage du général Thierry Caspar-Fille-Lambie recueilli par l'auteur.

24. Témoignage du capitaine de vaisseau Pierre V. recueilli par l'auteur.

25. Témoignage du capitaine de corvette Damien recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 17

1. Témoignage du lieutenant-colonel Valérie G. recueilli par l'auteur.
2. Témoignage du lieutenant-colonel Rodolphe W. recueilli par l'auteur.
3. Témoignage du capitaine Hugues P. recueilli par l'auteur.
4. Témoignage du colonel Yves Metayer recueilli par l'auteur.
5. Témoignage du capitaine Augustin B. recueilli par l'auteur.
6. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.
7. Témoignage du colonel Denis M. recueilli par l'auteur.
8. Témoignage du lieutenant-colonel Thibaud C. recueilli par l'auteur.
9. Témoignage du lieutenant-colonel Yann L. recueilli par l'auteur.
10. Témoignage du colonel Thomas recueilli par l'auteur.
11. Témoignage de l'enseigne de vaisseau Simon recueilli par l'auteur.
12. Témoignage du capitaine de corvette Damien recueilli par l'auteur.
13. Témoignage du colonel Denis M. recueilli par l'auteur.
14. Témoignage du capitaine Augustin B. recueilli par l'auteur.
15. Témoignage recueilli par l'auteur.
16. Témoignage du capitaine de vaisseau Pierre V recueilli par l'auteur.
17. Témoignages recueillis par l'auteur.

Notes du chapitre 18

1. Témoignage du colonel Denis M. par l'auteur.
2. Témoignages du colonel Eric L. recueilli par l'auteur.
3. Témoignage du major Eric M. recueilli par l'auteur.
4. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.
5. Témoignage du colonel Bruno Bert recueilli par l'auteur.
6. Témoignage du capitaine Benoît C. recueilli par l'auteur.
7. Témoignage de l'adjudant-chef T. recueilli par l'auteur.
8. Témoignage de l'amiral Edouard Guillaud recueilli par l'auteur.
9. Témoignage du capitaine de vaisseau Pierre V. recueilli par l'auteur.
10. Témoignage du général Grégoire de Saint-Quentin recueilli par l'auteur.
11. Témoignage du colonel Philippe Gueguen recueilli par l'auteur.
12. Témoignage recueilli par l'auteur.
13. Témoignage recueilli par l'auteur.
14. Témoignage du colonel Eric L. recueilli par l'auteur.
15. Témoignage du colonel Philippe Gueguen recueilli par l'auteur.
16. Témoignage du général Jean-Luc Jacquement recueilli par l'auteur.
17. Témoignage du colonel Jean-Louis Vélut recueilli par l'auteur.
18. Témoignage du général Grégoire de Saint-Quentin recueilli par l'auteur.
19. « Premières leçons opératives de l'opération Serval », article du Général Grégoire de Saint-Quentin (Revue Défense Nationale, octobre 2013).

20. Témoignage du colonel Jean-Pierre Fagué recueilli par l'auteur.
21. http://www.liberation.fr/monde/2013/03/12/l-onu-accuse-l-armee-malienne-d-exactions_888096
22. Témoignage recueilli par l'auteur.
23. Témoignage recueilli par l'auteur.
24. Témoignage du colonel Xavier Vanden Neste recueilli par l'auteur.
25. Témoignage du sergent-chef Matthieu D. recueilli par l'auteur.
26. Témoignage de l'adjudant Sylvain recueilli par l'auteur.
27. Témoignage du colonel Bruno Bert recueilli par l'auteur.
28. Témoignage du lieutenant-colonel Christophe L. recueilli par l'auteur.
29. Témoignage du sergent-chef Matthieu D. recueilli par l'auteur.
30. Témoignage du capitaine Benoît C. recueilli par l'auteur.
31. Témoignage du lieutenant-colonel Thibaud de C. recueilli par l'auteur.
32. Témoignage du lieutenant-colonel Arnaud G. recueilli par l'auteur.
33. http://www.20minutes.fr/monde/mali/1094687-mali-armee-francaise-devrait-retirer-mars-selon-laurent-fabius
34. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/02/11/97001-20130211FILWWW00589-hollandemali-phase-de-securisation.php

Notes du chapitre 19

1. Témoignage du lieutenant-colonel Sylvain A. recueilli par l'auteur.
2. Témoignage du colonel Laurent B. recueilli par l'auteur.
3. Témoignage du lieutenant-colonel Sébastien C. par l'auteur.
4. Témoignage du commandant Jack recueilli par l'auteur.
5. Témoignage du capitaine Augustin B. recueilli par l'auteur.
6. Témoignage de l'adjudant-chef Daniel S. recueilli par l'auteur.
7. Témoignage du lieutenant-colonel Arnaud G. recueilli par l'auteur.
8. Témoignage du lieutenant-colonel Thibaud de C. recueilli par l'auteur.
9. Témoignage du capitaine Guillaume L. recueilli par auteur.
10. http://www.amnesty.fr/sites/default/files/AFR%2037.003.2013%20FR_final.pdf
11. Témoignage du colonel Frédéric Gout recueilli par l'auteur.
12. Témoignage du lieutenant-colonel Yann L. recueilli par l'auteur.
13. http://www.lefigaro.fr/international/2013/01/17/01003-20130117ARTFIG00623-tirer-au-mali-les-lecons-de-l-afghanistan.php
14. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/02/20/97001-20130220FILWWW00350-mali-phase-la-plus-difficile-le-drian.php
15. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/02/20/97001-20130220FILWWW00350-mali-phase-la-plus-difficile-le-drian.php
16. Témoignage recueilli par l'auteur.
17. Témoignage recueilli par l'auteur.
18. Témoignage du capitaine Guillaume L. recueilli par auteur.
19. Témoignage du major Eric M. recueilli par l'auteur.
20. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.
21. Témoignage du colonel Bruno Bert recueilli par l'auteur.
22. Témoignage du capitaine Jean-Baptiste C. recueilli par l'auteur.
23. Témoignage du lieutenant-colonel Pierre V. recueilli par l'auteur.
24. Témoignage du lieutenant-colonel Christophe L. recueilli par l'auteur.
25. Témoignage du lieutenant-colonel L. recueilli par l'auteur.
26. Témoignage du colonel Bruno Bert recueilli par l'auteur.
27. Témoignage du capitaine Jean-Baptiste C. recueilli par l'auteur.
28. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.

29. Témoignage du général de Saint-Quentin recueilli par l'auteur.

30. Témoignage du colonel Jean-Louis Vélut recueilli par l'auteur.

31. Témoignage du général Jean-Luc Jacquement recueilli par l'auteur.

32. Témoignage du colonel Denis M. recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 20

1. Témoignage du commandant Rémy P. recueilli par l'auteur.

2. Témoignage du colonel Frédéric Gout recueilli par l'auteur.

3. Témoignage du médecin-en-chef Emmanuel Angot recueilli par l'auteur.

4. Témoignage du médecin-général Philippe Rouanet recueilli par l'auteur.

5. Témoignage du commandant Jack recueilli par l'auteur.

6. Témoignage du colonel Frédéric Gout recueilli par l'auteur.

7. Témoignage du colonel Bruno H. recueilli par l'auteur.

8. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/02/26/97001-20130226FILWWW00460-mali-vingtaine-d-islamistes-neutralises.php

9. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.

10. Témoignage du colonel Luc recueilli par l'auteur.

11. Témoignage du capitaine de corvette Damien recueilli par l'auteur.

12. Témoignage du colonel Luc recueilli par l'auteur.

13. http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/06/16/aqmi-confirme-la-mort-d-abou-zeid_3430983_3212.html

14. Témoignage de l'enseigne de vaisseau Simon recueilli par l'auteur.

15. Témoignage du capitaine Raphaël O. recueilli par l'auteur.

16. Témoignage du colonel Bruno H. recueilli par l'auteur.

17. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.

18. Témoignage du capitaine Tanneguy recueilli par l'auteur.

19. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 21

1. Témoignage du colonel Laurent B. recueilli par l'auteur.

2. Témoignage du capitaine Raphaël O. recueilli par l'auteur.

3. Témoignage du capitaine Benoît F. recueilli par l'auteur.

4. Témoignage du lieutenant-colonel Pierre V. recueilli par l'auteur.

5. Témoignage du lieutenant Guillaume H. recueilli par l'auteur.

6. Témoignage recueilli par l'auteur.

7. Témoignage du capitaine Clément L. recueilli par l'auteur.

8. Témoignage du sergent-chef Matthieu D. recueilli par l'auteur.

9. Témoignage du capitaine Grégory Z. recueilli par l'auteur.

10. Témoignage du sergent Dino recueilli par l'auteur.

11. Témoignage du capitaine Tanneguy recueilli par l'auteur.

12. Témoignage de l'adjudant Sylvain recueilli par l'auteur.

13. Témoignage du capitaine Grégory Z. recueilli par l'auteur.

14. Témoignage du capitaine Tanneguy G. recueilli par l'auteur.

15. Témoignage du sergent Dino recueilli par l'auteur.

16. Témoignage du sergent-chef Matthieu D. recueilli par l'auteur.
17. Témoignage du capitaine Jean-David P. recueilli par l'auteur.
18. Témoignage du capitaine Michel L. recueilli par l'auteur.
19. Témoignage du sergent-chef Matthieu D. recueilli par l'auteur.
20. Témoignage du capitaine Tanneguy G. recueilli par l'auteur.
21. Témoignage de l'adjudant-chef A. recueilli par l'auteur.
22. Témoignage du lieutenant-colonel Yann L. recueilli par l'auteur.
23. Témoignage du capitaine Augustin B. recueilli par l'auteur.
24. Témoignage de l'adjudant-chef A. recueilli par l'auteur.
25. Témoignage du lieutenant-colonel Rodolphe W. recueilli par l'auteur.
26. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/03/02/97001-20130302FILWWW00409-le-tchad-affirme-avoir-tue-belmokhtar.php
27. Témoignage du lieutenant-colonel Arnaud G. recueilli par l'auteur.
28. Témoignage recueilli par l'auteur.
29. Témoignage du colonel Bruno H. recueilli par l'auteur.
30. Témoignage du lieutenant-colonel Arnaud G. recueilli par l'auteur.
31. Témoignage du lieutenant-colonel Rodolphe W. recueilli par l'auteur.
32. Témoignage du lieutenant-colonel Olivier Roquefeuil recueilli par l'auteur.
33. Témoignage du lieutenant-colonel Arnaud G. recueilli par l'auteur.
34. Témoignage du colonel François-Marie Gougeon recueilli par l'auteur.
35. Témoignage du capitaine Clément L. recueilli par l'auteur.
36. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.
37. Témoignage de l'adjudant-chef Daniel S. recueilli par l'auteur.
38. Témoignage recueilli par auteur.
39. http://www.lejdd.fr/Societe/Justice/Actualite/La-derive-d-un-djihadiste-francais-598130
40. Témoignage recueilli par l'auteur.
41. Témoignage du lieutenant-colonel Valérie G. recueilli par l'auteur.
42. Témoignage de l'adjudant Christophe A. recueilli par l'auteur.
43. Témoignage du lieutenant-colonel Vincent A. recueilli par l'auteur.
44. Témoignage du colonel Bruno H. recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 22

1. Témoignage du lieutenant-colonel Thibaud de C. recueilli par l'auteur.
2. Témoignage du capitaine Benoît C. recueilli par l'auteur.
3. Témoignage du colonel Eric L. recueilli par l'auteur.
4. Témoignage du général Michel Grintchenko recueilli par l'auteur.
5. Témoignage du colonel Frédéric Gout recueilli par l'auteur.
6. Témoignage recueilli par l'auteur.
7. http://ennaharonline.com/fr/news/18705.html
8. Témoignage de Moussa Ag Assarid recueilli par l'auteur.
9. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.
10. Témoignage du capitaine Clément L. recueilli par l'auteur.
11. Témoignage de l'adjudant Christophe A. recueilli par l'auteur.
12. Témoignage de l'adjudant-chef A. recueilli par l'auteur.
13. Témoignage du capitaine Benoît F. recueilli par l'auteur.
14. Témoignage du lieutenant-colonel Sébastien C. recueilli par l'auteur.

15. Témoignage de l'adjudant-chef Daniel S. recueilli par l'auteur.

16. Témoignage de l'adjudant-chef A. recueilli par l'auteur.

17. Témoignage de l'adjudant-chef Daniel S. recueilli par l'auteur.

18. Témoignage du sergent Dino recueilli par l'auteur.

19. Témoignage du colonel Bruno H. recueilli par l'auteur.

20. Témoignage recueilli par l'auteur.

21. Témoignage du capitaine Raphaël O. recueilli par l'auteur.

22. Le reportage de Matthieu Mabin pour France 24 : http://www.france24.com/fr/20130313-mali-ifoghas-legionnaires-francais-affrontement-djihadistes

23. Témoignage du capitaine Guillaume L. recueilli par auteur.

24. Témoignage du colonel François-Marie Gougeon recueilli par l'auteur.

25. Témoignage du capitaine Tanneguy G. recueilli par l'auteur.

26. Témoignage du capitaine Michel L. recueilli par l'auteur.

27. Témoignage du capitaine Grégory Z. recueilli par l'auteur.

28. Témoignage du sergent-chef Matthieu D. recueilli par l'auteur.

29. Témoignage du capitaine Jean-David P. recueilli par l'auteur.

30. Témoignage du général Antoine Noguier recueilli par l'auteur.

31. Témoignage du lieutenant-colonel Thibaud de C. recueilli par l'auteur.

32. Témoignage du colonel Bruno H. recueilli par l'auteur.

33. Témoignage du lieutenant-colonel Benjamin Souberbielle recueilli par l'auteur.

34. Témoignage du lieutenant-colonel Sylvain A. recueilli par l'auteur.

35. Témoignage du colonel François-Marie Gougeon recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 23

1. Témoignage du colonel Denis M. recueilli par l'auteur.

2. Témoignage du colonel Bruno Bert recueilli par l'auteur.

3. Témoignage du lieutenant-colonel Christophe L. recueilli par l'auteur.

4. Témoignage du capitaine Jean-Baptiste C. recueilli par l'auteur.

5. Témoignage du lieutenant-colonel Pierre V. recueilli par l'auteur.

6. Témoignage de l'adjudant Benjamin B. recueilli par l'auteur.

7. Témoignage du lieutenant-colonel L. recueilli par l'auteur.

8. Témoignage du capitaine Jean-Baptiste C. recueilli par l'auteur.

9. Témoignage de l'adjudant Benjamin B. recueilli par l'auteur.

10. Témoignage du lieutenant-colonel Pierre V. recueilli par l'auteur.

11. Témoignage du colonel Bruno Bert recueilli par l'auteur.

12. Témoignage du lieutenant Charles B. recueilli par l'auteur.

13. Témoignage du lieutenant-colonel Christophe L. recueilli par l'auteur.

14. Témoignage du colonel Bruno Bert recueilli par l'auteur.

15. Témoignage de l'adjudant Benjamin B. recueilli par l'auteur.

16. Témoignage du capitaine Franck D. recueilli par l'auteur.

17. Témoignage du colonel Bruno Bert recueilli par l'auteur.

18. Témoignage de l'adjudant Benjamin B. recueilli par l'auteur.

19. Témoignage du capitaine Franck D. recueilli par l'auteur.

20. Témoignage de l'adjudant Benjamin B. recueilli par l'auteur.

21. Témoignage du colonel Bruno Bert recueilli par l'auteur.

22. Témoignage du sergent-chef Nicolas recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 24

1. Témoignage du capitaine Grégory Z. recueilli par l'auteur.
2. Témoignage du capitaine Benoît C. recueilli par l'auteur.
3. Témoignage du capitaine Jean-David P. recueilli par l'auteur.
4. Témoignage du capitaine Raphaël O. recueilli par l'auteur.
5. Témoignage du lieutenant-colonel Rodolphe W. recueilli par l'auteur.
6. Témoignage du capitaine Benoît C. recueilli par l'auteur.
7. Témoignage du capitaine Jean-David P. recueilli par l'auteur.
8. Témoignage du colonel Bruno H. recueilli par l'auteur.
9. Témoignage du colonel Denis M. recueilli par l'auteur.
10. Témoignage du capitaine Jean-David P. recueilli par l'auteur.
11. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.
12. Témoignage du capitaine Benoît C. recueilli par l'auteur.
13. Témoignage du colonel François-Marie Gougeon recueilli par l'auteur.
14. Témoignage du major Eric M. recueilli par l'auteur.
15. Témoignage du général Grégoire de Saint-Quentin recueilli par l'auteur.
16. http://www.france24.com/fr/20130221-reporters-mali-tombouctou-islamistes-fondamentalistes-al-qaida-touaregs-arabes-france24
17. Témoignage du colonel Denis M. recueilli par l'auteur.
18. http://www.msf.fr/presse/communiques/tombouctou-msf-appelle-toutes-parties-au-conflit-respecter-sort-civils-et-facilit

Notes du chapitre 25

1. Témoignage de Johanne Sekkenes recueilli par l'auteur.
2. http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/04/22/au-mali-une-justice-toujours-absente_3163809_3232.html
3. Témoignage de Christian Rouyer recueilli par l'auteur.
4. http://www.lefigaro.fr/international/2013/03/11/01003-20130311ARTFIG00500-le-mali-fait-tomber-des-tetes-au-quai-d-orsay.php
5. Témoignage recueilli par l'auteur.
6. Témoignage de Christian Rouyer recueilli par l'auteur.
7. http://tempsreel.nouvelobs.com/education/20130311.AFP6206/mali-reouverture-du-lycee-francais-de-bamako-ferme-en-janvier.html
8. Témoignage recueilli par l'auteur.
9. Témoignage de Christian Rouyer recueilli par l'auteur.
10. Témoignage recueilli par l'auteur.
11. http://www.lepoint.fr/monde/mali-hollande-se-dit-intraitable-pour-des-elections-en-juillet-28-03-2013-1647237_24.php
12. http://www.lepoint.fr/monde/mali-hollande-se-dit-intraitable-pour-des-elections-en-juillet-28-03-2013-1647237_24.php
13. http://www.france24.com/fr/20130327-onu-casques-bleus-phase-transition-mali/?&_suid=138885498130908466133703477681
14. http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/04/08/10001-20130408ARTFIG00592-la-naivete-de-la-france-sur-le-dossier-syrien.php
15. Témoignage de Pierre Duquesne recueilli par l'auteur.
16. Témoignage du général François Lecointre recueilli par l'auteur.
17. Témoignage du capitaine Frédéric M. recueilli par l'auteur.
18. Témoignage du colonel Bruno Bert recueilli par l'auteur.

19. Témoignage recueilli par l'auteur.

20. Témoignage de l'adjudant Christophe A. recueilli par l'auteur.

21. Témoignage du colonel Bruno Bert recueilli par l'auteur.

22. Témoignage du colonel Denis M. recueilli par l'auteur.

23. Témoignage du caporal-chef Anthony recueilli par l'auteur.

24. Témoignage du général Grégoire de Saint-Quentin recueilli par l'auteur.

25. Témoignage du capitaine Michel L. recueilli par l'auteur.

26. Témoignage du capitaine Benoît C. recueilli par l'auteur.

27. http://www.africanouvelles.com/africains-de-la-diaspora/lettres-des-lecteurs/5861-mali-la-reddition-du-porte-parole-dansar-al-din-sanda-ould-bouamama-sest-rendu.html

Notes du chapitre 26

1. Témoignage du capitaine Aurélien W. recueilli par l'auteur.

2. Témoignage du lieutenant-colonel Valérie G. recueilli par l'auteur.

3. Témoignage du capitaine de corvette Damien recueilli par l'auteur.

4. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.

5. Témoignage du général Michel Grintchenko recueilli par l'auteur.

6. Témoignage du colonel Frédéric Gout recueilli par l'auteur.

7. Témoignage du capitaine Benoît C. recueilli par l'auteur.

8. Témoignage du capitaine Tanneguy G. recueilli par l'auteur.

9. Témoignage de l'adjudant Christophe A. recueilli par l'auteur.

10. Témoignage du lieutenant Guillaume H. recueilli par l'auteur.

11. http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i1288.asp

12. Témoignage du général Didier Castres recueilli par l'auteur.

13. http://defense.blogs.lavoixdunord.fr/archive/2013/10/01/mali-general-barrera-12173.html

14. http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jIKI5o-ot2Uj8lhBqitaKelYMuyA?docId=CNG.db6e03df7967ce9adf0b63499d6526c0.e81

15. Témoignage de Cédric Lewandowski recueilli par l'auteur.

16. http://maliactu.net/soudan-des-jihadistes-du-mali-se-refugient-au-darfour-commandant-rebelle/

17. http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20130224.AFP4668/mali-l-armee-face-a-un-ennemi-redoutablement-arme.html

18. Témoignage de Pierre Duquesne recueilli par l'auteur.

19. http://eeas.europa.eu/statements/docs/conclusions_-_mali_-_15.05_fr.pdf

20. Témoignage du lieutenant-colonel Christophe L. recueilli par l'auteur.

21. Témoignage du général François Lecointre recueilli par l'auteur.

22. Témoignage du lieutenant-colonel Arnaud G. recueilli par l'auteur.

23. Témoignage du général Bernard Barrera recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 27

1. Témoignage du général Bertrand Clément-Bollée recueilli par l'auteur.

2. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/05/24/97001-20130524FILWWW00269-niger-belmokhtar-a-supervise-les-attaques.php

3. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/05/22/97001-20130522FILWWW00634-mali-mnla-dit-oui-a-une-presidentielle.php

4. http://www.lepoint.fr/monde/mali-combats-dans-le-nord-entre-rebellion-touareg-et-armee-06-06-2013-1677110_24.php

5. http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/mali-bamako-et-les-rebelles-touaregs-negocient-en-terrain-mine_1255674.html

6. Témoignage du général Emmanuel Beth recueilli par l'auteur.

7. Témoignage du colonel Jean-Pierre Fagué recueilli par l'auteur.

8. Témoignage de Moussa Ag Assarid recueilli par l'auteur.

9. Témoignage du général Laurent Kolodziej recueilli par l'auteur.

Notes du chapitre 28

1. Témoignage du lieutenant-colonel Christophe L. recueilli par l'auteur.

2. http://www.rfi.fr/afrique/20130722-mali-presidentielle-francafrique-hollande-fabius-traore-tiebile-drame

3. http://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/mali-ibrahim-boubacar-keita-homme-a-poigne-qui-se-reclame-de-la-gauche-51fbbbb83570ebbf8e0492a5

4. http://tempsreel.nouvelobs.com/guerre-au-mali/20130801.OBS1928/mali-ibk-aux-portes-du-pouvoir.html

5. Témoignage du général Laurent Kolodziej recueilli par l'auteur.

6. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/08/13/97001-20130813FILWWW00344-mali-renaissance-prometteuse-fabius.php

7. http://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/mali-le-pays-celebre-son-nouveau-president-keita_1283344.html

8. http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/mali-des-groupes-armes-font-un-pas-vers-la-paix_1282941.html#ZGJqdZsVJtoIKGCM.99

9. http://blog.lefigaro.fr/algerie/2013/09/cest-un-fait-loperation-serval.html

10. http://jeune-independant.net/index.php?option=com_content&view=article&id=2658:said-abou-moughatil-le-nouveau-heritier-d-abou-zeid&catid=8&Itemid=102

11. Témoignage du général François Lecointre recueilli par l'auteur.

12. http://www.lepoint.fr/monde/mali-hollande-intensifie-la-lutte-contre-le-terrorisme-25-10-2013-1747720_24.php

13. http://www.un.org/News/fr-press/docs/2013/CS11147.doc.htm

14. http://www.courrierinternational.com/article/2013/07/03/l-onu-plonge-dans-une-marmite-bouillante

15. Témoignage du général Laurent Kolodziej recueilli par l'auteur.

16. http://koaci.com/articles-84982

17. http://www.jeuneafrique.com/actu/20131021T120400Z20131021T120343Z/mali-keita-veut

18. http://www.lepoint.fr/monde/un-jihadiste-malien-revendique-l-attentat-de-kidal-14-12-2013-1769691_24.php

19. http://www.lepoint.fr/monde/mali-hollande-intensifie-la-lutte-contre-le-terrorisme-25-10-2013-1747720_24.php

20. http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/10/30/otages-d-arlit-les-dessous-d-une-libera_3505240_3212.html

21. http://www.rtl.fr/actualites/info/international/article/otages-d-arlit-la-veritable-histoire-de-leur-liberation-7767411429

22. Récit tiré des différents témoignages recueillis par l'auteur.

23. http://www.liberation.fr/monde/2013/11/11/pendant-un-combat-les-soldats-francais-etaient-a-300-metres-de-nous_946212

24. http://www.midilibre.fr/2013/11/16/gard-le-gardois-daniel-larribe-enfin-de-retour-chez-lui-a-mialet,784156.php

25. http://www.lefigaro.fr/international/2013/10/31/01003-20131031ARTFIG00611-otages-le-retour-de-l-islamiste-touareg-qui-narguait-paris.php

26. http://www.lemonde.fr/international/article/2013/11/14/au-mali-la-panne-du-pick-up-aurait-declenche-le-meurtre-des-deux-journalistes-de-rfi_3513437_3210.html

27. http://french.cri.cn/621/2013/11/01/641s350445.htm

28. http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/mali-paris-dans-le-piege-de-kidal_1299422.html#sfQVfYkXiMSCIfEe.99

29. http://www.journaldumali.com/article.php?aid=7386

30. http://www.20minutes.fr/monde/mali/1271957-20140109-mali-pourquoi-devrions-nous-dire-merci

31. http://maliactu.net/le-president-malien-ibk-il-ny-aura-pas-dautonomie-du-nord-mali/

Notes de « Quand la France n'aura plus peur de son ombre »

1. http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2014/01/10/10001-20140110ARTFIG00477-mali-la-victoire-inachevee.php

2. http://tempsreel.nouvelobs.com/guerre-au-mali/20140110.OBS2015/mali-serval-une-operation-pas-si-reussie.html

3. Nicolas Beau, *Papa Hollande au Mali*, Balland, 2013.

4. http://www.bfmtv.com/international/mali-moins-30-touareg-tues-violences-intercommunautaires-705300.html

5. http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20131213.OBS9494/mali-des-elections-pour-quoi-faire.html

6. http://www.malijet.com/a_la_une_du_mali/91251-accord-de-défense-entre-le-mali-et-la-france-pourquoi-les-popula.html

7. Témoignage recueilli par l'auteur.

8. Témoignage du colonel Jean-Pierre Fagué recueilli par l'auteur.

9. http://maliactu.net/mali-lenvoye-de-lonu-appelle-a-la-poursuite-de-lappui-international/

10. http://www.lepoint.fr/monde/mali-des-elections-sans-illusion-15-12-2013-1769861_24.php

11. http://www.lefigaro.fr/international/2014/01/10/01003-20140110ARTFIG00365-au-mali-ibk-lance-la-lutte-contre-la-corruption.php

12. http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20131231160554/

13. Témoignage recueilli par l'auteur.

14. http://www.lexpress.fr/actualite/economie/pour-developper-l-emploi-hollande-mise-sur-l-afrique_1305192.html#k8TzLUguhbjQub1B.99

15. http://www.elwatan.com/international/aqmi-le-nouveau-plan-de-l-emirat-du-sahara-24-01-2014-243217_112.php

16. http://www.larevueparlementaire.fr/pages/RP954/rp954-enjeux-debats-rapport-confiance-autorites-civiles-militaires.html

BIBLIOGRAPHIE

Les rébellions touarègues au Sahel, Cahier du RETEX, Centre de Doctrine et d'Emploi des Forces, 2013.

AG ASSARID Moussa, *Y a pas d'embouteillage dans le désert ! Chroniques d'un Touareg en France*, Presses de la Renaissance, 2006.

AG DOHO Sidi Alamine, *Touareg 1973-1007. Vingt-cinq ans d'errance et de déchirement*, L'Harmattan, 2010.

ALLAIN Jean-Claude, Pierre GUILLEN, Georges-Henri SOUTOU, Laurent THEIS et Maurice VAÏSSE, *Histoire de la diplomatie française. De 1815 à nos jours,* Tempus, 2007.

AMMOUR Laurence Aïda, Georges BERGHEZAN, Ferdaous BOUHLEL, Frédéric DEYCARD, Charles GREMONT, Bérangère ROUPPERT et Antonin TISSERON, *Sahel, Éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir*, GRIP, 2013.

BARYN Gael, *Dans les mâchoires du chacal. Mes amis touaregs en guerre au Nord-Mali*, Le passager clandestin, 2013.

BEAU Nicolas, *Papa Hollande au Mali*, Balland, 2013.

BOILLEY Pierre, *Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain*, Karthala, 2012.

BOURGEOT André (sous la direction de), *Horizons nomades en Afrique sahélienne, Sociétés, Développement et démocratie*, Karthala, 1999.

DANIEL Serge, *AQMI, L'industrie de l'enlèvement,* Fayard, 2012.

DELOIRE Christophe et Christophe DUBOIS, *Les islamistes sont déjà là,* Albin Michel, 2004.

DURAND Gwendal, *L'organisation d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique, Réalité ou manipulations ?*, L'Harmattan, 2011.

FILIU Jean-Pierre, *La révolution arabe. Dix leçons sur le soulèvement démocratique*, Fayard, 2011.

–, *Les neuf vies d'Al-Qaida*, Fayard, 2009.

FLEURY Jean, *La France en guerre au Mali. Les combats d'AQMI et la révolte des Touareg*, Jean Picollec, 2013.

FLICHY Thomas (sous la direction de), *Opération Serval au Mali, L'intervention française décryptée*, Lavauzelle, 2013.

GALY Michel (sous la direction de), *La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara, Enjeux et zones d'ombre*, La Découverte, 2003.

GATELET (Lieutenant), *Histoire de la conquête du Soudan français (1878-1899)*, Berger-Levrault, 1901.

GONIN Patrick, Nathalie KOTLOK et Marc-Antoine PEROUSE DE MONTCLOS (sous la direction de), *La tragédie malienne*, Vendémiaire, 2013.

HARMON Christopher C., *Terrorism today,* Routledge, 2008.

JOHNSON Thomas, *The War on Terrorism : Collision of Values, Strategies, and Societies,* CRC Press Inc, 2008.

LABAT Séverine, *Les islamistes algériens. Entre les urnes et le maquis,* Éditions du Seuil, 1995.

LOHBECK Kurt, *Holy War, Unholy Victory,* Regnery Gateway, 1993.

MIGAUX Philippe, *Le terrorisme au nom du Jihad*, André Versaille Éditeur, 2009.

–, *Al-Qaida, Sommes-nous tous menacés ?,* André Versaille Éditeur, 2012.

MOKADDEM Mohamed, *Al-Qaïda au Maghreb Islamique, Contrebande au nom de l'Islam*, L'Harmattan, 2010.

OBERLÉ Thierry et Isabelle LASSERRE, *Notre guerre secrète au Mali*, Fayard, 2013.

RAFFRAY Mériadec, *Touaregs, La révolte des hommes bleus, 1857-2013*, Economica, 2013.

RASHID Ahmed, *Descent into Chaos, The US and the Disaster in Pakistan, Afghanistan and Central Asia,* Penguin Books, 2009.

ROY Olivier, *From Holy War to Civil War,* Darwin Press, 1995.

SAGEMAN Marc, *Undertanding Terror Networks,* University of Pennsylvania Press, 2004.

SAINT-GIRONS Annie, *Les rébellions touarègues*, Ibis Press, 2009.

SAMRAOUI Mohammed, *Chronique des années de sang,* Denoël, 2003.
SILBERZAHN Claude, *Au cœur du secret*, Fayard, 1995.
SOUAÏDIA Habib, *La sale guerre,* Folio, 2004.
SURVIE, *La France en guerre au Mali. Enjeux et zones d'ombre*, Tribord, 2013.
TANGUY Jean-Marc, *Commandos français*, Altipresse, 2013.
TREVIDIC Marc, *Terroristes. Les 7 piliers de la déraison*, JC Lattès, 2013.

REMERCIEMENTS

Ils seront comme toujours nombreux. Et j'en éprouve une infinie gratitude. Car chaque nouveau livre est un pari, qui ne tient qu'à la volonté des diverses autorités et intervenants qui se succèdent, à tous les niveaux, d'accepter de livrer leurs versions des faits. Or mes moyens de coercition sont somme toute réduits… Leur confiance m'honore. J'exprime donc ma plus grande reconnaissance aux plus de deux cent cinquante personnes qui ont eu la gentillesse, et la patience, de m'offrir leur témoignage :

À L'Élysée, l'état-major particulier du président de la République, ainsi que tous les conseillers ayant eu à traiter le dossier malien.

Au Ministère de la Défense, le directeur du cabinet civil et militaire, Cédric Lewandowski, ainsi que Sacha Mandel, conseiller pour la communication,
Le chef du cabinet militaire, le général Antoine Noguier

À l'État-major des armées :
Le chef d'état-major des armées, l'amiral Edouard Guillaud,
Le sous-chef Opérations, le général Didier Castres,
Le sous-chef Relations Internationales, le général Gratien Maire
Le porte-parole, le colonel Thierry Burkhard, son successeur, le colonel Gilles Jaron, ainsi que le porte-parole adjoint, le colonel Pascal Georgin

Au Centre de Planification et de Conduite des Opérations, le général Patrick Bréthous (adjoint conduite), le colonel Philippe Gueguen (chef du J4), le colonel Philippe Susnjara (chef du bureau J5-Afrique), le capitaine de vaisseau Pierre V. (chef de la cellule de crise),

Au Commandement des Opérations Spéciales (Villacoublay), le général Christophe Gomart, GCOS, son chef d'état-major, le capitaine de vaisseau Gilles, son chef opérations, le colonel Thomas, ainsi que le capitaine de vaisseau Charles, et le commandant Thierry,
Au sein du détachement Sabre, le colonel Luc, le capitaine de frégate Damien, le commandant Jack, l'enseigne de vaisseau Simon,
À l'escadron Poitou, son chef, le lieutenant-colonel Jérôme,
Au CPA-10, son chef, le colonel Bertrand.

À la Direction du Renseignement Militaire : le général Didier Bolelli, le colonel Brice Houdet, chef d'état-major, ainsi que la section appui renseignement géospatial et le commandant Tristan Barbé,

Au Commandement des Forces Terrestres (Lille), le général Bertrand Clément-Bollée (COMFT), le général Michel Grintchenko (chef de la division aéromobilité), le général Jean-Pierre Palasset (chef d'état-major), le lieutenant-colonel Pierre-Olivier Mestre

À la force Épervier, le colonel Laurent Rataud (COMANFOR),

Pour Serval :

Au Poste de commandement interarmées de théâtre de Bamako, le général Grégoire de Saint-Quentin, commandant de l'opération Serval, les colonels Jean-Pierre Fagué et Gilles J.,

À la brigade Terre, le général Bernard Barrera, son adjoint le colonel Denis M., le colonel Éric L., le lieutenant-colonel Rodolphe W., enfin son assistant militaire, le chef de bataillon Rémi S.

À la 1re brigade logistique, le général Jean-Luc Jacquement, le colonel Jean-Louis Vélut, chef de corps du 511e régiment du train,

Au 1er Régiment de Chasseurs Parachutistes, le colonel Antoine de Loustal, le lieutenant-colonel Sébastien C., les capitaines Benoît F. et Karim A.

Au 1er Régiment Étranger de Cavalerie, le lieutenant Thibaud et le maréchal des logis R.,

Au 1er Régiment de Hussards Parachutistes, le capitaine Hugues P., les lieutenants Guillaume H. et Ludivine Laujac

Au 1er Régiment d'infanterie de marine, le colonel François-Marie Gougeon (chef du GTIA3), les capitaines Augustin B. et Aurélien W.,

Au 1er Régiment du Train Parachutiste, le colonel Pierre Fauche,

Au 2e Régiment Étranger Parachutiste, le colonel Benoît Desmeulles, les capitaines Clément L., Guillaume L. et Raphaël O.,

Au 2e Régiment d'infanterie de marine, le colonel Christophe Paczka, le capitaine Grégory Z., le lieutenant Adeline Delarue, l'adjudant Sylvain K. et le sergent Dino F.,

À la 3e brigade mécanisée, le lieutenant-colonel Christophe L., le capitaine Nadia Filhos,

Au 3e Régiment Parachutiste d'infanterie de marine, le colonel Xavier Mabin et le chef de bataillon Sébastien B.

Au 5e Régiment d'Hélicoptères de Combat, le colonel Frédéric Gout et le lieutenant-colonel Pierre V.

À la 11e Brigade Parachutiste, le général Paulet, le colonel Xavier Vanden Neste, les colonels Bruno H., Laurent B., F. et P., les lieutenant-colonel Sylvain A. et Yann L., les adjudants-chefs Daniel S et A.

Au 11e Régiment d'Artillerie de marine, le colonel Yves Métayer, les capitaines Benoît C. et Tanneguy G.

Au 17e Régiment du Génie Parachutiste, le colonel Stephan Vales, le lieutenant Nolwen Le Bourlout,

Au 21e Régiment d'infanterie de marine, le colonel Paul Gèze (chef du GTIA1),

Au 28e Régiment du Train, le colonel Nicolas Rivet,

Au 31e Régiment du Génie, le colonel Arnaud Le Gal, le lieutenant-colonel Valérie G., le chef de bataillon Jean-François Laporte, le capitaine Michel L., le lieutenant Charles B., le major Éric M., l'adjudant Christophe A.,

Au 35e Régiment d'Artillerie Parachutiste, le lieutenant-colonel Thibaud de C. et le capitaine Geoffroy C.,

Au 68e Régiment d'artillerie d'Afrique, le colonel Éric L.

Au 92e Régiment d'Infanterie, le colonel Bruno Bert, le lieutenant-colonel Cyril L., les capitaines Jean-Baptiste C., Franck D. et Philippe B., l'adjudant Benjamin B., le sergent-chef Nicolas, les caporaux-chefs Sébastien et Anthony

Au Régiment d'infanterie Chars de marine, le capitaine Jean-David P.

Au corps de réaction rapide (Lille), le lieutenant-colonel Stéphanie Piquet, le capitaine Frédéric M. et l'adjudant Jean-Pierre P.,

Pour le deuxième mandat de Serval, le général Laurent Kolodziej, commandant la 6e BLB,

Pour EUTM, le général François Lecointre, commandant la mission,

Au sein de l'armée de l'air : en tout premier lieu, le chef d'état-major, le général d'armée aérienne Denis Mercier,

Le chef du Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes, le général Thierry Caspar-Fille-Lambie, son chef d'état-major, le général Jean-Jacques Borel, et son assistant militaire, le lieutenant-colonel Xavier Toutain,

Le chef du Centre Multimodal de Transport, le général Philippe Boussard, et tout son état-major,

Les lieutenants-colonels Stéphane Spet et Arnaud G., commandant les escadrons 1/3 et 2/3 (Mirage 2000D),

Le colonel Damien R., commandant l'escadron 1/7 (Rafale),

Le lieutenant-colonel Benjamin Souberbielle, commandant l'escadron 2/33 (Mirage F1),

Le colonel Vincent Séverin, commandant la BA 105 (Évreux),

Le colonel Éric L. et le lieutenant-colonel Stanislas M. (AOPG),

Le colonel Jean-Pascal Breton, chef du SIRPA-Air et ses adjoints, les colonels Jean-Marc Nicodème et Olivier Poncet

Le lieutenant-colonel Olivier Roquefeuil, commandant le groupe Bretagne,

Le commandant Rémy P., chef opérations du CPA-20,

Dans la marine, le capitaine de vaisseau Philippe Ebanga, chef du Sirpa-marine, le capitaine de corvette Olivier R., commandant la flottille 23F, le Lieutenant de vaisseau David M.,

Au Service de Santé des Armées, le médecin-général Philippe Rouanet, sous-directeur emploi capacité, le médecin-en-chef Emmanuel Angot, chef de l'état-major santé, et le médecin-en-chef Denis Gutierrez, chef du bureau information

Au SIRPA-Terre, le lieutenant-colonel Pierre Sarzaud et le capitaine Solenn Olivier,

Au Quai d'Orsay, le général Emmanuel Beth, ambassadeur de France au Burkina Faso,

Pierre Dusquene, ambassadeur chargé des questions économiques de reconstruction et de développement,

Jean Félix-Paganon, représentant spécial pour le Sahel

Christian Rouyer, ambassadeur de France au Mali

Pour les humanitaires : Alain Boinet et Franck Abeille chez Solidarités International, Michel-Olivier Lacharité et Johanne Sekkennes chez MSF

Je ne voudrais pas oublier André Bourgeot, Moussa Ag Assarid, Patrick Hogard et Alain Juillet, chacun si précieux pour l'éclairage apporté dans leurs domaines respectifs,

Et puis, et puis, tous ceux que je ne peux citer, dans tous ces services, « secrets » ou non, qui ont été concernés par l'opération Serval, par ses causes et par ses conséquences… Mentions très spéciales pour les mousquetaires du 2C et la vigie de Baltimore…

Je ne saurais oublier de mentionner ma grande joie d'avoir retrouvé Xavier de Bartillat, le premier éditeur sollicité à mes débuts et… le premier à m'avoir donné ma chance avec l'ami Anthony Rowley. Mes plus chaleureux remerciements également à toute l'équipe des éditions Tallandier, qui a fait preuve d'une réactivité à toute épreuve ! Publier pareille somme en si peu de temps est sans doute une nouvelle « première » au sein de cette opération Serval qui en a tellement compté… Toute ma reconnaissance en particulier à Bérengère de Rivoire et Thérèse-Marie Mahé.

Pour conclure, grâce aux plus fidèles soit rendue, qui au Mali aussi ont versé leur tribut : ma mère, ma famille, Margaret Lynchburg qui ne se lasse jamais des belles feuilles, enfin Harmattane qui n'aime rien tant que rire et c'est chaque jour une leçon qui vaut bien des livres.

Index

A. (adjudant-chef) 326, 333, 465, 486, 488

A., Cédric 297

A., Christophe 476, 485, 492, 523, 551, 562

A., Karim 294, 312-313, 365, 367-368, 389, 410, 439, 482

A., Sylvain 273, 294, 421, 476, 500

Abderrahmane (Talha) 589

Abeille, Franck 23, 99, 101, 132, 149, 172

Abou Abida 564

Abou Alqama, Nabil 589

Abou Djaffar 53

Abou Moughatil, Saïd 589

Abou Obeida Sharif Khattab 260

Abou Zeid, Abdelhamid 35-36, 49, 51, 53, 69, 77, 98, 154-155, 158, 251, 259, 270, 296, 340, 392-393, 423, 467-468, 484, 565, 571, 589, 594, 596, 599, 613

Ag Acharatoumane, Moussa 80

Ag Ahmed, Inawalen 604

Ag Assarid, Ayoub 604

Ag Assarid, Moussa 62, 77, 104, 131, 344, 370, 482

Ag Attia, Nock 100

Ag Bahanga, Ibrahim 35, 40, 62

Ag Bakabo, Baye 599

Ag Bibi, Ahmada 35, 65, 117, 137, 392, 409, 576, 602

Ag Cherif, Bilal 63, 91, 132, 370, 407, 608

Ag Erlaf, Mohammed 68

Ag Essaleh, Ibrahim 99

Ag Fadil, Boubacar 80

Ag Gamou 322, 367, 381, 384, 389, 407-409, 434, 507, 537, 548, 567, 583

Ag Gamou, El Hadj 75, 322, 366, 384, 407, 507, 537, 548, 567, 44, 604

Ag Ghali, Iyad 24, 31-32, 35-36, 63-65, 93-94, 112, 117, 132, 149, 153-154, 158, 160-161, 187, 207, 350, 371, 392, 564, 576, 591, 599, 360

Ag Houdi, Athman 564

Ag Inawelan, Ibrahim 604

Ag Intallah, Alghabass 63, 65

Ag Intallah, Attaher 31, 63, 65, 99, 557, 576, 585

Ag Intallah, Mohamed 602

Ag Metafa, Abdoul Karim 407

Ag Mohammed, Mohamed Moussa 370

Ag Najim, Mohamed 61-62, 69, 71, 346-349, 370, 387, 407, 561

Ag Ntaki, Mohamed 560

Ag Ossad, Waki 61

Ag Rissa, Ambery 600

Ag Sidi Mohamed, Rhissa 25

Ag Wissa 117

Aït Idir, Stéphane 119

Akotey, Mohamed 595, 599

Al-Annabi, Abou Obeida Youssef 565

Al-Chinguetti, Abdallah 451, 589

Al-Nour, Abdul Walid 564

Al-Qaradawi, Youssef 260

Al-Targui, Abdelkrim 36, 64, 523, 599, 60

Al-Zawahiri, Mohammed Ayman 36, 260, 588

Allex, Denis 136, 141, 180, 206, 301

Angot, Emmanuel 241, 301, 404, 441, 445

Anthony (caporal-chef) 551

Araud, Gérard 111, 356

Awando, Alex 53

Ayrault, Jean-Marc 185

B., Augustin 281, 382-384, 389, 422, 424, 426-428, 430, 466, 481, 490, 502, 521,

B., Benjamin 506, 509-510, 513-516, 524

B., Charles 508, 511, 574

B., Laurent 421

B., Sébastien 203, 220, 269, 309, 317-318, 323, 365-366, 413, 218

Baduel, Franck 124, 200

Bah, Moussa Boubacar 586

Ban, Ki-Moon 39, 112, 115-116, 120, 135, 544

Barrera, Bernard 224-225, 284-286, 294-297, 300, 314, 316, 323-324, 331, 334, 336-337, 353, 358, 360, 380, 383, 391, 395-396, 399, 403-405, 411, 416, 427, 430-431, 434-437, 446-448, 453, 455, 467, 470, 472-473, 479, 484, 519, 523, 525, 529, 552, 556, 561-563, 568-569, 571, 502, 518

Barroso, Manuel 545

Bassolé, Djibrill 577-578,

Bazoum, Mohammed 371

Beau, Nicolas 295, 605

Belmokhtar, Mokhtar 26, 28, 33, 35, 38-39, 42, 49, 53, 65-66, 69, 77, 91-92, 161, 187, 256, 259, 393, 468, 565, 571-572, 588, 601, 613

Ben Hamdi, Djamel 474, 542, 502

Ben Laden, Oussama 36, 53, 92, 260, 588

Bencheneb, Mohamed Lamine 280

Bert, Bruno 362, 364, 397, 412-414, 431, 434-435, 505-506, 508, 510, 513-517, 525, 529, 533, 550-551,

Berthé, Pascal 173

Beth, Emmanuel 577-578,

Bigeard, Marcel 366, 396

Bigot, Laurent 45, 68, 106, 538-539,

Bikimo, Oumar 321-322, 379, 422, 443, 446, 465

Boinet, Alain 99-100, 102

Boiteux, Damien 182-183, 205, 207-208, 247, 266-267, 271, 373, 568, 586

Bolelli, Didier 86, 146

Bometon, Éric 254, 470

Boni Yayi, Thomas 89, 157

Borel, Jean-Jacques 197, 254, 328, 372

Bosser, Jean-Pierre 146

Bourgeot, André 63, 160

Boussard, Philippe 227, 229-230, 290, 400

Bouteflika, Abdelaziz 78, 113, 122, 137, 480

Bozizé, François 136, 554

Brennan, John 110

Bréthous, Patrick 200, 230

Bungenda, Cédric 190

Burkhard, Thierry 270

Bush, George W. 38, 186, 356, 587

C., Benoît 202, 241, 397, 414, 431, 454, 479, 483, 522, 524, 553, 562

C., Geoffroy 333, 483,

C., Jean-Baptiste 362, 412, 433-434, 508-511,

C., Sébastien 274, 422, 487

C., Thibaud (de) 290, 325, 333, 385, 425, 447, 479

Caillié, René 295, 337

Camara, Yamoussa 549

Camatte, Pierre 37, 50, 56, 67, 80

Cambournac 420

Caspar-Fille-Lambie, Thierry 197, 211, 217-218, 254, 283, 293, 310, 334, 372, 374

Castres, Didier 94, 107, 122, 124, 126, 146, 156-157, 165, 181, 197, 199-200, 206, 222-223, 230, 246, 271, 277, 288, 316, 335, 415-416, 563, 579

Catar, Lionel 615

Charenton, Cédric 487

Chiffoleau, Pascal 282, 292

Chirac, Jacques 20, 133, 179

Cissé, Soumaïla 73, 584, 586-587, 604

Clément-Bollée, Bertrand 126, 201, 224-226, 569

Clément (lieutenant-colonel) 164, 173, 182, 209

Clinton, Bill 44

Clinton, Hillary 82, 111, 122, 231-232,

Cohn-Bendit, Daniel 357

Cointot, Emmanuel 166

Collomp, Francis 144

Compaoré, Blaise 54, 74, 114, 117, 122, 142, 150, 263, 575, 577

Condé, Alpha 105

Copé, Jean-François 185

Corbin de Mangoux, Érard 86, 146, 179-180,

Coulibaly, Tiéman 114, 546

D., Antoine 192

D., Franck 364, 432, 511, 513-514,

D., Matthieu 410, 414, 460-462, 464-465, 496

Dacko, Didier 162-163, 247, 249, 309, 366, 381, 414, 432, 505, 548, 604

Damien (capitaine de corvette) 143, 347-349, 370, 375-376, 387-388, 418, 449-451, 557, 560

Dao, Elysée 567

Dayak, Mano 28, 604

De Gaulle, Charles 19, 62, 145, 275, 584

Déby, Idriss 196, 320-321, 379, 388, 443, 447, 468, 489

Delory, Vincent 53

Dembélé, Abass 163

Dembélé, Daouda 121

Dembélé, Dramane 121, 163, 165, 210, 407, 584

Desmeulles, Benoît 283, 291, 294, 312, 324, 331, 385, 399, 436, 455, 458, 466, 483, 520

Diarra, Cheick Modibo 79, 90, 110, 113, 115, 117-118, 132, 172

Diarrah, Cheikh Oumar 587

Dicko, Mahmoud 31, 41, 57, 63, 75, 113, 160, 261

Diendéré, Gilbert 142, 162, 578

Dino (sergent) 201, 460, 463

Djinnit, Saïd 122

Djouadi, Yahia 38

Dol, Thierry 53, 597

Dolory, Vincent 602

Dramé, Khalifa 118

Dramé, Tiébilé 575, 578, 584,

Droukdel, Abdelmalek 35-36, 53, 64, 92, 94, 104

Dupont, Ghislaine 599

Duquesne, Pierre 358-359, 545-546, 566,

Duval, Stéphane 557

Dyer, Edwin 39

E., Frédéric 246, 269

Eisenhower, Dwight D. 262, 275

El Assad, Bachar 111, 187

El Nigiri, Abderrahman 280

El Para, Abderrazak 34

El Sahraoui, Omar 51

Espinosa Navas, Francisco 109

Essaleh, Mohamed 99, 575

F., Benoît 365, 439, 458, 476, 486-487,

F., Vincent 298

Fabius, Laurent 85, 93, 106, 109, 112-113, 115, 134, 154, 185, 208, 233, 265, 355-356, 359, 419, 538, 540-541, 543-544, 546-547, 566, 578, 584, 587, 607

Fagaga, Hassan 35

Fagué, Jean-Pierre 107, 128, 134, 263, 405, 577

Fauche, Pierre 290, 326, 338-339, 400

Félix-Paganon, Jean 109-110, 130-131, 538-539, 543

Féret, Marc 53, 597,

Fillon, François 186

Foucaud, Marc 590, 592, 582

Foucauld (de), Charles 360

Fournot, Juliette 97

Fowler, Robert 39

G. (lieutenant-colonel) 281-282, 382-383, 389, 395, 399

G., Arnaud 196, 255, 424, 427, 469, 471

G., Kevin 463

G., Pierre 222

G., Sébastien 297

G., Tanneguy 385, 453, 461-463, 465, 495, 528, 562, 478

G., Valérie 380, 395, 475, 558-559,

Gabriel (lieutenant-colonel) 366, 381

Galla, Abderrahmane Mohammed 25

Gassama, Sadio 71

Gatelet 22

Gay, Louis 39

Gbagbo, Laurent 45, 179, 584, 614

Germaneau, Michel 51, 54, 186, 523, 596, 60

Gèze, Paul 185, 192, 195, 200, 202-203, 217-222, 236, 240-242, 244-246, 254, 269, 271, 285-286, 294, 296-297, 299, 303, 309, 314-315, 317-318, 323-324, 331-332, 336, 340, 350-351, 353-354, 360-361, 379, 430, 529, 535

Girard, Renaud 429

Gomart, Christophe 52, 138, 142, 146, 167, 182, 209, 277, 279, 319, 344, 350, 370, 391, 448, 493, 572

Gougeon, François-Marie 281, 382, 430-431, 436, 440, 455, 460, 464, 471, 489-490, 495, 500, 502, 520, 522, 528, 556-557,

Gouli, Abderrahman 564

Gout, Frédéric 266-268, 296, 300, 309, 337, 381, 428, 432, 441, 445, 480, 561, 302

Grintchenko, Michel 266-267, 300, 441, 480, 561

Gueguen, Philippe 237, 352, 399, 401

Guibert, Bruno 604

Guigou, Élisabeth 345

Guillaud, Édouard 85, 88, 123, 145, 147, 157, 175, 177, 184, 191, 273, 276-277, 288, 352, 398, 415, 567

Guionie, Vincent 592

H., Bruno 272, 314, 324, 326, 328, 366, 445, 453, 469, 477, 492, 498, 524

H., Guillaume 459, 489, 562

Haïdara, Chérif Ousmane 64

Ham, Carter 39, 117, 129

Hammadi, Redouane 119

Haq, Ameerah 591

Hassane Adam, Abdel Aziz 444

Hattab, Hassan 27

Heluin 549

Hicheur, Adlene 84

Hogard, Jacques 59

Hollande, François 81, 85, 89, 107, 115, 120, 122-123, 135-137, 144-145, 149, 156, 159, 165, 168-169, 175, 178-179, 183, 185, 188, 191, 196, 221, 233, 264, 271, 275, 353-355, 357, 360, 419, 543, 563-564, 573, 578, 587, 591, 594, 603, 605, 609, 612, 360, 378, 554

Houphouët-Boigny, Félix 19

Huberson, Gilles 408, 542, 575, 577,

Huddleston, Vicki J. 33

Ibn Jassem, Hamad 359

Imbert, Paul 295

Issoufou, Mahamadou 74, 81, 371, 572, 604

J., Pascal 192, 195, 246, 269

Jack (commandant) 321-322, 379, 389, 422, 442-444, 465, 468

Jacquement, Jean-Luc 237, 402, 436

Jean-Ortiz, Paul 91

Jérôme (lieutenant-colonel) 140, 204, 273, 305, 349, 387

Johnson Sirleaf, Ellen 74

Jouleibib 261, 571, 601

Juillet, Alain 43

Juppé, Alain 70, 73, 76-77, 345

Kadhafi, Mouammar 24, 56-57, 61-62, 69, 99, 167, 191, 208, 492, 531, 563, 360

Kamissoko, Adama 585

Kaossen 360

Kazura, Jean Bosco 544

Keïta, Ibrahim Boubacar 14, 45, 73, 356, 371, 584, 586-589, 591, 593, 600, 602-603, 607-611,

Keïta, Modibo 19, 31

Kelkal, Khaled 261

Kolodziej, Laurent 569, 571, 579-581, 585-586, 590, 592

Konaré, Alpha Oumar 19, 26, 584

Konaté (capitaine) 316

Kouchner, Bernard 24, 51

L., Christophe 333, 413, 432, 507, 512-513, 567, 583

L., Clément 274, 283, 328, 335, 458-459, 472, 482-483, 485, 492

L., Cyril 434, 509

L., Éric 282, 292, 310-311, 314, 325, 338, 395, 401, 456, 479, 456

L., Guillaume 326, 333, 422, 425-426, 488, 494

L., Laurent 437

L., Michel 464, 495, 552

L., Yann 290, 326, 330, 333, 335, 385, 428, 443, 466, 493

Lacharité, Michel-Olivier 97-98,

Laenser, Mohand 480

Larribe, Daniel 53, 553, 596-597,

Larribe, Françoise 55, 553, 420

Lazarevic, Serge 67, 125, 604

Le Drian, Jean-Yves 82, 85, 108, 121, 124, 128, 136, 145, 147, 165, 175, 185, 231, 276, 279, 316, 355-356, 359, 469, 538, 542, 564, 610

Le Gal, Arnaud 570

Le Gal, Hélène 91, 113, 570

Le Guen, Gilles 118, 556, 478

Lechervy, Christian 81, 155, 168

Lecointre, François 133-135, 225, 265-266, 548-549, 567, 590

Leggett, Christopher 40, 565

Legrand, Pierre 53, 597,

Léocour (de), Antoine 53, 602

Lewandowski, Cédric 84, 145, 147, 158, 276, 279, 344, 564

Luc (colonel) 138-144, 150-152, 162-163, 166-167, 171, 181-182, 184, 219, 242-243, 245, 249-251, 303, 319, 346-350, 365, 370, 390, 418, 451

Lucas (colonel) 451, 572

M., Christophe 228

M., Denis (colonel) 285, 301, 380-381, 383, 389, 438

M., Éric 58, 336, 353, 395, 430, 529

M., Frédéric 550

M., Stanislas 283, 289, 291, 293, 310, 328-330, 334

Mabin, François-Xavier 194, 203

Maïga, Soumeylou Boubèye 58, 610

Mallet, Jean-Claude 146

Mandel, Sacha 146

Mareko 432

Marie-Joseph 397

Mariko, Laurent 565

Mariko, Oumar 74, 159, 565

Marti, Jean-Nicolas 96

Martin-Vallet, Marc 586

Massoud, Ahmad Shah 27, 130, 502

McChrystal, Stanley 117

McCraven, William 391

Medelci, Mourad 113

Merah, Mohamed 118, 261, 478

Merchet, Jean-Dominique 189

Mercier, Denis 196-197, 210, 214, 255, 262

Merkel, Angela 119

Messmer, Pierre 145

Métayer, Yves 202, 383, 461

Milovanovic, Gillian 47

Mitterrand, Danièle 24

Mitterrand, François 584

Moal-Makamé, Sophie 122

Mohammed VI 233, 608

Monsabert (de), Joseph 554

Moulin-Fournier 502

Nicolas (sergent-chef) 517

Nkrumah, Kwame 19

Noguier, Antoine 146, 277, 497

O., Raphaël 439, 452, 458, 483-485, 522

Obama, Barack 82, 110, 168, 231, 356, 574, 280

Okacha, Djamel 37, 77, 158, 451, 565, 589, 613

Omar (mollah) 190

Ouanesnat, Malick 604

Ouattara, Alassane 74, 76, 90, 119, 262, 584

Ouattara, Ibrahim Aziz 119

Ould Abdelaziz, Mohamed 40

Ould Ahmed Deya, Mohamed 49

Ould Aouainat, Mohammed 49, 606

Ould Baba Akhmed, Oumeïni 370

Ould Bou, Lamana 40, 42, 77, 100, 44

Ould Boumama, Sanda 55, 100

Ould Cheikh, Baba 49

Ould el-Kheirou, Hamada 393

Ould Hamaha, Omar 77, 92, 100, 120, 185, 613

Ould Hmeida, Abdallahi 280

Ould Meydou, Abderahmane 44

Ould Mohamed Kheirou, Hamada 65, 418

Ould Sidi El Mokhtar El Kounty, Baba 62

Ould Sidi Mohamed, Ahmed 24

Ould Sidi Mohamed, Zahabi 587, 601

P., Hugues 220, 315, 381

P., Jean-David 363-364, 453, 460-461, 464, 472, 497, 522, 524-525,

P., Rémy 298, 331-332, 335, 339, 440, 455, 466, 471

P., Sayfa 407

Paczka, Christophe 201

Palasset, Jean-Pierre 126, 221, 226, 266, 271, 285

Panetta, Leon 231-232, 258, 261,

Paravisini, Bruno 193, 439

Pascual, Roque 60

Paulet, Patrice 272, 326-327,

Paupy, Bruno 256

Pierre, Hervé 592

Pietton, Denis 106, 146

Pingaud, Wilfried 512-513,

Poudiougou, Gabriel 56, 71

Poutine, Vladimir 110

Prodi, Romano 136, 262

Puga, Benoît 54, 132, 145, 165, 276, 289, 579

R. (maréchal des logis) 240, 242, 246, 269-270, 336

R., Damien 211, 213-215, 337

R., Olivier 151, 181, 209, 255, 299, 308, 374-375,

Raincourt (de), Henri 69

Rakotorilalao, Jean-Claude 53

Ramda, Richard 51

Rataud, Laurent 184, 193, 195, 197-198, 203, 215, 374

Revardeaux, François 146

Reveyrand de Menthon, Michel 55, 215

Rice, Susan 111-112, 129, 135, 171

Rivet, Nicolas 239, 256

Rivière (de), Nicolas 129

Robert, Richard 119

Rode, Joël 124

Rodriguez Léal, Jules Berto 119

Rodriguez, David 117, 119, 280

Rondel, Jean 129

Roquefeuil, Olivier 214, 216, 330, 470

Rouanet, Philippe 442

Rouet 133

Rousiers (de), Patrick 263

Rouyer, Christian 55-57, 67-68, 71, 73-74, 79, 134, 140, 159, 168-170, 187, 195, 358, 407, 538, 540-542,

Rudkiewicz, Marc 615

Rufin, Jean-Christophe 140

S., Daniel 423, 465, 473, 487

S., Stéphane 166-167, 176, 198-199, 207, 215, 243, 253-254, 374

Saint-Quentin (de), Grégoire 88, 222-223, 237, 239, 262, 285, 352, 380, 389, 399, 404-406, 436-437, 439, 448, 498, 506, 529-530, 542, 552, 570, 575, 577, 590, 420, 582

Samaké (colonel) 310

Sanogo, Amadou Haya 72-76, 78-79, 90, 113, 134, 142, 159-160, 195, 204, 231, 414-415, 549, 583, 593, 604

Saqui de Sannes (de) 285

Sarkozy, Nicolas 20, 42, 45, 50-52, 67, 71, 76, 78, 85, 89, 91, 169, 177, 179, 185, 191, 353, 540, 563, 587, 148, 360

Sekkenes, Johanne 97, 99, 101-103, 204, 534, 537

Sékou Touré, Ahmed 19

Séverin, Vincent 234-235, 401

Sidibé, Modibo 584

Silberzahn, Claude 27

Simon (enseigne de vaisseau) 143, 163, 173, 182, 209, 247-249, 277, 287, 307-308, 310, 386, 388, 451

Sissoko, Django 133

Sizaret, Frédéric 103

Souberbielle, Benjamin 217, 499

Sow, Sadio Lamine 114

Stevens, Chris 116, 573

Stockly, Béatrix 554

Susnjara, Philippe 32, 47, 121, 211, 222, 263

Sylvain (adjudant) 202, 299, 324, 332, 412, 462, 464

Tartag, Athmane 258

Thiolay, Boris 66

Tholy, Valéry 521

Thomas (colonel) 154, 245, 287, 307, 385

Touati, Tahar 112

Touré, Amadou Toumani 13, 20, 25, 40-41, 45, 47, 49-50, 55, 57, 67-68, 70-72, 75, 78-79, 159, 180, 371, 585, 606, 608, 611

Traoré, Aminata 603

Traoré, Dioncounda 75, 78-79, 90, 110, 113-116, 133, 159-160, 168-171, 177, 204, 357, 541, 578, 583, 593

Traoré, Mamadou Namory 546

Traoré, Moussa 25, 31, 72,

Trevidic, Marc 118

Tricot, François 213

Trois-trois 370

V., Pierre (capitaine de vaisseau) 37, 124, 126, 150, 167, 181, 184, 191, 193-194, 200, 223, 226, 244, 254, 296, 374, 391, 398

V., Pierre (lieutenant-colonel) 267-268, 297, 315, 332, 334-335, 432, 458, 503

Van Dooren, Alexandre 521-522,

Vanden Neste, Xavier 272, 314, 365, 367, 381, 399, 408-409, 412, 415, 437,

Vélut, Jean-Louis 239, 400, 402-403, 436, 457, 420

Verdon, Philippe 67, 125, 523, 536

Verlon, Claude 599

Vilalta, Albert 60

Vormezeele, Harold 426-427, 429-431, 440, 446, 452, 460-461, 597

W., Aurélien 351, 430, 432, 529, 555-556,

W., Rodolphe 298, 323, 380, 411, 456, 467, 470, 523

Wald, Charles 33

Westerwelle, Guido 264

Yvan (capitaine) 182

Z., Grégory 201, 219, 381, 431, 460, 462

Ziegler, Alexandre 106

Zuma, Jacob 57, 169, 614

Du même auteur

Essais historiques

1 061 Compagnons, Histoire des Compagnons de la Libération, Perrin, 2000.
La Campagne d'Italie, Les victoires oubliées de la France, Perrin, 2002.
Les Vaincus seront les vainqueurs, la France en Allemagne, Perrin, 2004.
Leclerc, Perrin, 2005.
Foch, Perrin, 2008.
Le Général Saint-Hillier, De Bir Hakeim au putsch d'Alger, Perrin, 2009.
La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan, Fayard, 2011.
La Vérité sur notre guerre en Libye, Fayard, 2012.
Le Crocodile et le scorpion. La France et la Côte-d'Ivoire, Éditions du Rocher, 2013.

Romans

Otage@bagdad, Privé, 2007.
Nom de code : la Murène, Le Seuil, 2008.

Retrouvez tous nos ouvrages
sur www.tallandier.com